ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATRIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

établies par le Service des Archives

11 juillet 1968 — 1er avril 1973

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME III

I à O

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1976

I

ICART (Fernand)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 850).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 septembre 1969] (p. 2355).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi

n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 6 : Sécurité sociale, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 907) portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, **n° 956** [10 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 7 : Sécurité sociale, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les retenues de garanties en matière de marché de travaux publics et de bâtiment, **n° 1412** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à la composition des conseils municipaux dans les communes de moins de 200 habitants, **n° 1899** [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 23 : Sécurité sociale (crédits du Ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant au développement de la formation professionnelle continue dans les entreprises artisanales et industrielles non soumises à la participation fixée par l'article 14 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, **n° 2264** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les titres VII et VIII de la Constitution, **n° 2415** [13 juin 1972].

Sa proposition de loi complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779 (3°) du Code civil, **n° 2576** [4 octobre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 5 : Sécurité sociale, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à réprimer l'affichage électoral en dehors des emplacements spéciaux réservés à cet effet pendant les campagnes électorales, **n° 2674** [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Importance de la régionalisation ; existence d'un désert français ; problème des communications ; ses observations sur les routes, les télécommunications, les transports aériens, les autoroutes de liaison ; problème des voies de contournement et de pénétration rapide ou de dégagement des villes ; situation de la compagnie Air-Inter ; ses observations sur la S.N.C.F. ; problème de conception des investissements ; problème de gestion ; service des télécommunications devant avoir, comme Electricité de France et Gaz de France, une gestion autonome ; création d'une compagnie nationale des télécommunications ; création d'un office national des autoroutes* [23 octobre 1968] (p. 3478, 3479).

Pose à M. le ministre de l'intérieur une question orale avec débat relative à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes [6 décembre 1968] (p. 5176) : *Accroissement du prix de l'eau ; création d'un système de péréquation nationale institué pour certaines zones dites déshéritées ; possibilité d'ajouter la taxe d'assainissement à l'impôt sur les ménages ; redevance de bassins* (p. 5178, 5179).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi

de finances pour 1970, Art. 22 : *Création d'un fonds d'action conjoncturelle ; dépenses d'équipement ; conditions d'emploi des crédits ; croissance des investissements privés en 1969 ; rendement des investissements publics ; désire savoir quand et comment joueront les déblocages et les transferts à l'égard du fonds d'action conjoncturelle ; problème de l'adaptation de nos instruments de statistique et d'analyse ; information du Gouvernement ; renseignements du Ministre des Finances sur l'évolution de la masse monétaire et du crédit ; priorité du secteur du bâtiment et des travaux publics ; ses observations sur le fait que les mesures de relance ne peuvent atteindre leur but que dans des délais fort longs ; inertie de l'activité du bâtiment et des travaux publics ; établissement des priorités ; déblocage des autorisations de programme d'études* [30 octobre 1969] (p. 3077, 3078) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les routes ; problème des autoroutes de liaison ; possibilité d'affecter aux programmes de voirie en milieu urbain la somme d'argent mise en réserve pour les autoroutes ; possibilité d'autoriser les collectivités locales à engager des crédits et des travaux pour certaines réalisations ; voie de contournement de Nice ; liaisons routières entre la France et l'Italie ; rôle des entreprises privées* [14 novembre 1969] (p. 3720, 3721) ; *construction à Nice d'une voie de contournement à péage* (p. 3726) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur suppléant : Conséquence de l'éclatement du précédent Ministère des Affaires sociales ; budget social de la nation ; aspect budgétaire du problème ; particularisme des régimes ; affectation du produit de la vignette ; comparaison de la progression de la production intérieure brute des entreprises non financières et de la progresssion de la cotisation des employeurs ; comparaison au sein de la communauté européenne par rapport au revenu national ; utilisation d'un réseau d'ordinateurs ; déficit de l'assurance maladie ; cas des travailleurs étrangers ; possibilité d'accorder des facilités à certaines grosses entreprises pour s'acquitter du montant de leurs cotisations ; commission Laroque ; problème de l'absence de réversion au profit des veuves ; situation des personnes âgées ; augmentation des allocations familiales* [21 novembre 1969] (p. 4151 à 4153) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 16 : *Ses observations sur la suite du débat* [26 novembre 1969] (p. 4385) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, en qualité de *Rapporteur pour avis : Contribution de solidarité à la charge des sociétés ; cas des rapatriés âgés ; ses observations sur la cotisation ; évolution des régimes en cause* [11 décembre 1969] (p. 4852, 4853) ; Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant : « I. — A compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 par les mots suivants : « ... des entreprises passibles, à titre obligatoire, de l'impôt sur les sociétés ». II. — En conséquence, à supprimer les alinéas 2 à 11 du texte proposé pour cet article »* (p. 4855) ; *possibilité de faire coïncider le champ d'application de la contribution avec l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés* (p. 4855) ; *fixation d'un plancher pour l'application de la contribution de solidarité* (p. 4856) ; *son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article de nouvelles dispositions : « Elle est égale à 0,02 pour cent du chiffre d'affaires global des sociétés et entreprises assujetties. Les sommes ainsi calculées sont arrondies à la dizaine de francs inférieure. Lorsque la contribution ainsi déterminée est inférieure à 100 francs, elle n'est pas recouvrée »* (p. 4856) ; *taux de la contribution ; proportionnalité de cette contribution au chiffre d'affaires* (p. 4856, 4857) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « qui précisera en outre les contrôles auxquels sera soumis cet organisme »* (p. 4858) ; Art. 34 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4859) ; *procédure mise en œuvre pour recouvrer cette cotisation ; fiscalisation de la contribution* (p. 4859) ; Art. 35 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4859) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à suppri-*

mer les mots : « les classes de contribution correspondant aux tranches de chiffre d'affaires dans lesquelles se situe chaque redevable... » (p. 4860) ; *problème des taux* (p. 4860) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 39 du Code général des impôts est complété par la disposition suivante : « La contribution de solidarité visée à l'article 33 de l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967 »* (p. 4860) ; *problème de la déductibilité* (p. 4860) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Parlement devant être saisi chaque année d'un rapport retraçant l'évolution financière des régimes visés au premier alinéa de l'article 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 et faisant apparaître les perspectives pour l'année en cours et l'année à venir)* (p. 4860) ; *ses observations sur son amendement ; date du dépôt de ce rapport* (p. 4860).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Situation des établissements d'enseignement secondaire ; finalité des études ; ses observations sur le spectacle qu'offre un lycée en grève ; diminution de l'autorité ; politisation des élections ; paralysie des conseils de discipline ; problèmes financiers pour les conseils d'administration* [15 avril 1970] (p. 1064).

Sa mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [6 mai 1970] (p. 1544).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses de la sécurité sociale ; comparaison de la croissance de ces dépenses à celle de la production intérieure brute ; poids des cotisations sociales ; ses observations sur l'équilibre général de la sécurité sociale ; son poids pour l'économie nationale ; nécessité de prévoir les dépenses et les recettes de sécurité sociale dans un document officiel annexé à la loi de finances ; condition des personnes âgées* [28 octobre 1970] (p. 4814) ; *nécessité d'encourager les enfants à garder leurs parents âgés auprès d'eux ; problème des veuves ; problème des orphelins ; abaissement de l'âge de la retraite ; désire savoir si dans le régime général il n'y a pas une inégalité dans la répartition des charges entre assurés ; définition de l'inaptitude au travail ; situation des commerçants et des artisans ; problème des régimes de l'Algérie ; système du salaire unique* (p. 4815).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une question orale avec débat relative à l'environnement [4 juin 1971] (p. 2390) : *Protection de la Côte d'Azur ; loi de 1963 sur les concessions d'endigage* (p. 2390) ; *complexité et abondance de la réglementation, son inefficacité et son inadaptation ; classement de certains sites ; inscription à l'inventaire des sites ; zones de protection ; perception de la « redevance d'espace vert » ; article 21 du règlement national d'urbanisme ; problème de la densité ; coefficients d'occupation du sol* (p. 2391) ; *crédits nécessaires à l'acquisition d'espaces verts* (p. 2391, 2392).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à la construction de barrages [5 mai 1971] (p. 1658, 1659).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation pour un constructeur de replanter des arbres en nombre double de celui qui a été sacrifié pour la réalisation d'un programme ; cas où cet engagement ne peut être respecté)* [12 juin 1971] (p. 2863) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 2 : *Extension du bénéfice de l'allocation de logement à certaines personnes logées par leurs enfants ; construction de logements comportant une chambre indépendante pourvue d'un poste d'eau* [10 juin 1971] (p. 2686, 2687) ;

— des conclusions du rapport sur sa proposition de loi tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Mécanisme de la caution ; options données aux parties* [11 juin 1971] (p. 2773) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « La caution est libérée et la retenue de garantie restituée à l'expiration du délai d'un an, à compter, dans tous les cas... »* (p. 2774) ; *détermi-*

nation des délais (p. 2774) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « la caution cesse d'avoir effet » à insérer les mots : « et la retenue de garantie est restituée »* (p. 2775) ; *conditions de libération de la caution* (p. 2775) ; en deuxième lecture : *Liste des établissements susceptibles de donner une caution* [29 juin 1971] (p. 3518) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, Art. unique : *Avantages de la construction de barrages* [18 juin 1971] (p. 3110, 3111) ; *dépenses de sécurité sociale ; limitation de la part des prélèvements obligatoires dans la production intérieure brute ; amélioration des retraites* (p. 3118).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971] (p. 3450, 3453).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; application de la nouvelle convention médicale ; problèmes relatifs aux personnes âgées ; contribution de l'Etat au Fonds national de solidarité ; possibilité de considérer les parents âgés vivant au foyer de leurs enfants comme partie intégrante de la famille pour le calcul de l'allocation logement ; réforme de la législation sur la vieillesse ; réforme du salaire unique* [4 novembre 1971] (p. 5274) ; *inégalités parmi les bénéficiaires de l'allocation du Fonds national de solidarité ; pension de réversion au profit des veuves ; évolution des prestations sociales ; leur comparaison avec la production intérieure brute* (p. 5275) ; Après l'Art. 57 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5336) ; JUSTICE : *Réforme des professions judiciaires ; insuffisance du nombre des magistrats ; problème des auxiliaires de justice, inadaptation des locaux ; absence de cour d'appel à Nice* [5 novembre 1971] (p. 5376, 5377) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Evolution de notre système des prestations sociales ; situation des veuves ; allocation pour frais de garde ; modulation des prestations familiales* [30 novembre 1971] (p. 6197) ; *critère du plafond de ressources* (p. 6198) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1[er] : *Son amendement concernant les limites des circonscriptions d'action régionale* [26 avril 1972] (p. 1073) ; *ses observations sur celui-ci* (p. 1074) ; *son amendement* [27 avril 1972] (p. 1099) ; *modification des circonscriptions ; retrait de son amendement* (p. 1101) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement relatif aux régimes contractuels créés en Algérie avant le 1[er] juillet 1962* [17 mai 1972] (p. 1626) ; *ses observations sur l'Organica ; retrait de son amendement* (p. 1626) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Part de la production intérieure brute consacrée à l'impôt passée de 20,8 à 18,8 % ; conditions pour bénéficier d'avantages fiscaux ou sociaux (critère du revenu)* [24 octobre 1972] (p. 4315) ; *franchissement des seuils provoquant des différences de traitement brutale ; tranches beaucoup plus nombreuses ; déduction des frais de garde des enfants ; mariage des enfants ; passage de la vie active à la retraite ; problème de la suppression de la réduction de 10 %, dite « pour frais professionnels » ; conséquence du décès de l'un des conjoints ; simplification* (p. 4316) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget social supérieur au budget général ; bilan de la législature pour l'aide aux personnes âgées ; accroissement du minimum garanti ; prise en compte pour le calcul des pensions des dix meilleures années ; retraite des artisans et commerçants ; simplification de la législation vieillesse (fichier économique des assurés) ; bilan en ce qui concerne la famille, l'allocation maternité ; allocation pour frais de garde ; salaire unique ; allocations familiales ; inclusion, pour le calcul du montant des allocations logement, des personnes âgées recueillies par leurs enfants* [6 no-

vembre 1972] (p. 4704) ; *problème des seuils qui résultent des critères d'attribution des différents avantages ; effort d'information des intéressés ; dépenses maladie, maternité, décès ; dépenses d'hospitalisation ; profil médical de l'assuré ; équilibre des différents régimes ; inégalités de traitement entre le régime général et les autres régimes ; nécessité de limiter la croissance des dépenses à celle de la production intérieure brute* (p. 4705) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, Etat B, Titre IV : *Son explication de vote sur le chapitre 46-91 qui englobe les charges moratoires pour l'Etat et la contribution de l'indemnisation des rapatriés ; crédits de ce chapitre devraient être affectés à l'indemnisation des rapatriés ; sa suggestion d'opérer une compensation sur le montant des aides consenties aux Etats spoliateurs ; réévaluation chaque année en fonction de l'érosion monétaire du montant des indemnisations ; problème de l'application de l'avance de 5.000 francs* [18 novembre 1972] (p. 5495) ; *abstention du groupe des républicains indépendants sur ce titre ;* Articles non rattachés, Art. 47 : *Son amendement de suppression de cet article instituant des centres conventionnés de gestion et de comptabilité pour les entreprises artisanales et commerciales — préférerait que ces centres soient des associations locales de comptables conventionnés ; texte dont les intentions sont louables mais dont les modalités sont discutables et qui aurait dû faire l'objet à lui seul d'un projet de loi* [18 novembre 1972] (p. 5514) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Nécessité de moraliser les élections ; sa proposition de loi devenue un amendement tendant à réprimer l'affichage électoral en dehors des emplacements spéciaux réservés à cet effet pendant les campagnes électorales ; sanctions encourues pour l'affichage non autorisé, pour le colleur d'affiches et pour le candidat ; inéligibilité pendant une période de cinq ans ; affichage officiel par des spécialistes* [12 décembre 1972] (p. 6064) ; *interdiction de l'affichage non officiel à compter de la publication du décret de convocation des électeurs* (p. 6065) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à compléter l'article L 51 du Code électoral : répression de l'affichage « sauvage » ; sanction du candidat* (p. 6071, 6072) ; *aggravation de la peine pour le candidat et diminution de celle applicable au colleur d'affiches ; retrait* (p. 6073) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3°, du Code civil : *Discussion de sa proposition de loi* [13 décembre 1972] (p. 6147).

IHUEL (Paul)

Député du Morbihan
(6e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Son sous-*

amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle par les mots : « et la responsabilité des citoyens » [8 octobre 1968] (p. 3107) ; *sens des responsabilités civiques chez les cadres de demain* (p. 3107) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Problèmes de l'artisanat ; subventions consenties au bureau des recherches géologiques et minières ; problèmes bretons ; charges fiscales et sociales supportées par l'artisanat ; part du revenu professionnel de l'artisan devant être considérée comme un salaire ; suppression de la taxe complémentaire ; critères d'application de la décote ; simplification de la T.V.A. ; rôle de l'artisanat* [5 novembre 1968] (p. 3921, 3922) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Difficultés croissantes rencontrées par les entreprises de transport public routier de voyageurs par autocars ; problèmes en zone rurale ; allègement du taux de la T.V.A. ; possibilité de déduire, dans le cadre de la T.V.A., les taxes qui frappent les carburants et les assurances ; aménagement du timbre des contrats de transports ; décisions prises par le conseil des ministres des transports des Communautés européennes ; ses observations sur les conditions d'accès au transport, l'harmonisation des poids, la dimension des véhicules ; avenir du rail ; compétitivité de la S.N.C.F.* [7 novembre 1968] (p. 4117) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les ascendants, les veuves et les orphelins des morts pour la France ; revalorisation des pensions ; revalorisation des suppléments familiaux ; cas des orphelins infirmes, candidats à l'obtention d'une allocation spéciale pour infirmité incurable ; ses observations sur l'article 3 de la loi du 31 juillet 1963 qui prévoyait que des décrets étendraient aux ayants cause des victimes des événements d'Algérie l'attribution de justes indemnisations ; cas des veuves qui ont perdu un fils à la guerre ; discrimination parmi les prisonniers de guerre* [8 novembre 1968] (p. 4208, 4209) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Indemnité viagère de départ ; enseignement agricole ; crédits affectés à l'équipement ; seuil de l'indemnité viagère de départ dans les zones de rénovation rurale ; utilité de régionaliser le critère d'attribution de cette indemnité ; maintien de l'exploitation familiale ; enseignement privé professionnel* [16 novembre 1968] (p. 4576).

Prend part au débat sur la question orale de M. Ansquer relative à l'artisanat : *Gravité des problèmes posés par l'artisanat ; situation des artisans exerçant une activité commerciale annexe ; critères d'application de la décote ; avoir fiscal ; simplification de la taxe sur la valeur ajoutée* [29 novembre 1968] (p. 4992, 4993).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire [18 novembre 1968] (p. 5614).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Garantie du rapport constant ; possibilité de tenir une table ronde sur l'ensemble des problèmes concernant les ressortissants du Ministre des Anciens combattants ; requêtes des veuves de guerre, des orphelins et des ascendants ; nombre de décès survenant chaque année chez les veuves de 1914-1918 ; situation des orphelins ; absence de revalorisation de l'allocation spéciale pour les orphelins majeurs infirmes ; frais de déplacement pour les accompagnateurs des orphelins de guerre infirmes et incurables ; problème des bonifications de carrière pour les veuves de guerre entrées tardivement dans l'administration ; problème des cœfficients d'abattement pour l'impôt sur le revenu des veuves titulaires d'une pension civile exceptionnelle ; possibilité d'étendre la sécurité sociale à ceux qui n'en bénéficient pas encore ; situation des ascendants pensionnés et des veuves de pensionnés entre 60 et 85 pour cent, dont le décès du mari n'a pas été reconnu comme directement lié à l'infirmité pour laquelle il était pensionné ; cas des veuves « hors guerre » dont le mari est mort en service commandé; situation des anciens prisonniers qui supportent à l'heure actuelle les conséquences des épreuves endurées ; égalité des droits pour tous les titulaires de la carte du combattant, sans distinction de génération ; parité de la retraite du combattant ; participation de l'Etat à la retraite mutualiste du combattant ; levée des forclusions ; droit des anciens d'Afrique du Nord* [31 octobre 1969] (p. 3186, 3187) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'équivalence des diplômes pour les étudiants des facultés libres* [12 novembre 1969] (p. 3588) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Malaise paysan ; nécessité de redonner confiance aux*

cultivateurs ; coût social de l'agriculture ; vocation de l'Ouest en matière d'élevage ; zones de rénovation rurale ; F.O.R.M.A. ; ses observations sur les S.A.F.E.R. [19 novembre 1969] (p. 3994).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale. Ses explications de vote : *Son abstention lors du vote ; nécessité d'aider les régions défavorisées ; crise de la civilisation urbaine* [15 octobre 1970] (p. 4344, 4345).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Boulloche après l'article 22 du projet de loi de finances pour 1971 (suppression de l'exemption des droits de succession pour les titres de « l'emprunt Pinay » et remboursement de la T.V.A. versée par les collectivités locales sur leurs travaux d'équipement [22 octobre 1970] (p. 4565).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux des anciens combattants de la grande guerre, en particulier pour les veuves ; mise à parité des pensions des déportés politiques ; création d'une commission tripartite ; pension des veuves de guerre ; situation des ascendants ; revalorisation des suppléments familiaux ; revalorisation spéciale pour les orphelins majeurs infirmes ; justification de ressources exigée des veuves âgées ou malades pour l'obtention de la pension au taux exceptionnel ; problème de la pathologie des prisonniers de guerre* [26 octobre 1970] (p. 4703) ; *situation des anciens d'Afrique du Nord* (p. 4703) ; *ses observations sur la lettre écrite par M. Pompidou candidat à la présidence de la République au comité de liaison des anciens combattants* (p. 4704) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des petites et moyennes exploitations ; crédits en matière d'adduction d'eau et d'assainissement ; problème de l'électrification ; crédits destinés à l'habitat rural ; voirie rurale* [7 novembre 1970] (p. 5338) ; *rôle des S.A.F.E.R. ; crédits du fonds d'action rurale* (p. 5339) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Développement des départements de l'Ouest ; aménagement de l'espace rural ; importance des équipements collectifs, communications et télécommunications* [16 juin 1971] (p. 2973) ; *tourisme* (p. 2974).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'application des lois [22 octobre 1971] (p. 4800).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; rapport constant ; pensions militaires d'invalidité ; cas des veuves et des orphelins de guerre* [22 octobre 1971] (p. 4821) ; *affiliation des veuves de guerre à la Sécurité sociale ; égalisation de la retraite du combattant au taux plein pour tous les titulaires de la carte du combattant ; levée des forclusions ; retraite professionnelle au taux plein à l'âge de 60 ans* (p. 4822) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 1[er] : *Problème des prisonniers de guerre* [2 décembre 1971] (p. 6300) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Budget qui ne résout pas les problèmes essentiels ; problème de la présence de parlementaires dans les Commissions créées ; rapport constant ; extension de la Sécurité sociale aux orphelins ; revalorisation des pensions ; affiliation à la Sécurité sociale des ascendants ; retraite des anciens combattants de 1939-1945 ; retraite professionnelle à 60 ans ; commission sur la pathologie de la captivité ; anciens d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4558) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des revenus des petits et moyens exploitants ; parité économique et sociale ; préconise une régionalisation des crédits différenciée et marquée ; agriculture bretonne ; rénovation rurale ; aménagement de la T.V.A. ; révision de l'assiette de l'impôt sur les revenus en vue d'un allégement pour le petit exploitant et d'une adaptation des charges sociales des exploitants familiaux ; problème fiscal des élevages sans sol ; attribution de l'indemnité viagère de départ* [15 novembre 1972] (p. 5202) ; *office du bétail et des viandes ; office des produits laitiers ; son regret d'absence d'aides publiques pour l'installation des jeunes en Bretagne ; réglementation des dépôts effectués par certains notaires au Crédit agricole* (p. 5203).

INCHAUSPÉ (Michel)

Député des Basses-Pyrénées
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS
ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° **400** [30 octobre 1968].

Son projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **401** [30 octobre 1968].

Son projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, n° **402** [30 octobre 1968].

Son projet de loi rendant applicables aux Départements et Territoires d'Outre-Mer les dispositions d'ordre pénal du décret modifié du 25 août 1937 portant règlement des bons de caisse, n° **619** [2 avril 1969].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Abdoulkader Moussa Ali tendant à modifier la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du Territoire français des Afars et des Issas : *Composition de la Chambre des députés* [17 octobre 1968] (p. 3360) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Evolution politique et économique des territoires d'outre-mer ; diversité des T.O.M. ; problème du port de Djibouti ; centre d'expérimentation du Pacifique ; question du nickel ; produit intérieur brut des T.O.M. ; évolution des balances extérieures des territoires d'outre-mer ; problème du tourisme ; liens entre la métropole et les territoires ; aménagement des dispositions fiscales et minières en Nouvelle-Calédonie ; rôle des institutions communales ; établissement d'un système communal évolué en Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur les îles Saint-Pierre-et-Miquelon ; prise en charge du cargo postal « L'Ile de Saint-Pierre » ; besoins du service de santé ; formation professionnelle du personnel administratif local ; nombre des bourses ; rôle du F.I.D.E.S. ; ses observations sur les Comores ; production agricole ; recherches agronomiques effectuées par l'I.R.A.T. ; réseau routier ; lutte contre les grandes endémies ; liaison radio-électrique avec la métropole ; ses observations sur les territoires français des Afars et des Issas ; extension du port de Djibouti ; économie de la Polynésie française ; huilerie de Papeete ; hôpital de Mamao ; expériences de perliculture ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; question des îles Wallis et Futuna ; ses observations sur les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon ; société de pêche et de congélation étant dotée d'un nouveau chalutier de pêche arrière ; son souci d'assurer la participation ;*

attachement des populations des territoires d'outre-mer à la nation [4 novembre 1968] (p. 3878 à 3882) ; *ses observations sur l'amendement déposé par M. de Grailly ; séjour des fonctionnaires d'outre-mer en métropole; organisation communale en Polynésie ; création d'une éventuelle fondation des expéditions polaires françaises ; problèmes de Saint-Pierre-et-Miquelon ; problème de la société de pêche et de congélation de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 3887, 3888) ; *question de la prise en charge par l'Etat de la pouponnière du foyer des marins ; question de M. Jacques-Philippe Vendroux relative à la fonction publique ; ses observations sur l'enseignement ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; formation professionnelle ; société Le Nickel ; aide locale de la formation professionnelle ; problème des zones maritimes des cinquante pas géométriques ; immigration des Nouvelles-Hébrides et des étrangers en Nouvelle-Calédonie ; réforme de la chambre d'agriculture ; création d'un service des communes ; cas de M. Pouvanaa Oopa ; aide technique et financière aux Comores ; ses observations sur la participation ; centre d'expérimentation de la Polynésie ; aérodrome de Hihifo ; ses observations sur le territoire de Wallis et Futuna* (p. 3888 à 3890) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Bilan de la politique menée dans les départements d'outre-mer ; ses observations sur les Antilles ; problèmes de l'équipement ; achèvement du pont sur le Kourou ; travaux importants réalisés sur l'itinéraire Cayenne-Kourou ; allongement de la piste de l'aérodrome de Rochambeau ; construction de nouveaux quais au port de Fort-de-France ; mise en service d'une nouvelle centrale électrique à la Pointe des Carrières ; achèvement de nouveaux quais au port de Pointe-à-Pitre et d'installations de chargement de sucre en vrac à la Pointe Jarry ; modernisation du port de la Pointe des Galets ; mise en service de la centrale hydro-électrique de Takamaka ; achèvement de la première tranche de l'aménagement agricole du Bras de la Plaine ; implantation du club Méditerranée à Juan de Nova et à la Réunion ; industrialisation des territoires d'outre-mer ; raffinerie de pétrole aux Antilles ; étude de deux usines de broyage de clinkers ; industrie touristique ; démarrage de nouveaux projets hôteliers ; accroissement démographique ; disparité des conditions individuelles dans la distribution des revenus ; sécurité sociale ; allocations familiales ; S.M.I.G. ; aide sociale ; conditions de travail dans les D.O.M. ; crédits de fonctionnement ; problème des investissements ; subventions au F.I.D.O.M. ; aide à la production agricole ; surfaces cultivées en cannes en Martinique ; mise en place de structures industrielles ; mise en œuvre des projets du club Méditerranée à la Réunion ; ses observations sur les ports et les aérodromes ; construction d'un quai cimentier à la Pointe Jarry ; début des travaux du port du Degrad des Cannes sur le Mahury ; question des logements ; problème des productions agricoles de base ; garantie de prix ; garantie d'écoulement ; situation de la production sucrière de la Martinique ; intégration au Marché commun ; ses observations sur la banane ; amélioration de la production et de la productivité ; possibilités de création d'industries de base ; aménagement des tarifs des transports aériens ; ses observations sur la régionalisation ; installation de commissions de développement économique dans chaque département ; réforme de l'éducation nationale ; préformation ; réalisations dans les domaines socio-éducatifs et sportifs ; succès des jeunes athlètes d'outre-mer ; expériences d'immigration antillaise ; relations économiques et transports aériens entre les îles françaises des Caraïbes et le Canada francophone ; recherche de débouchés pour les migrants antillais désireux de s'installer au Canada et en Amérique du Sud* [9 novembre 1968] (p. 4253 à 4257) ; *ses observations sur le tourisme ; crédits du F.I.D.O.M. ; problème des liaisons aériennes ; industrie sucrière ; application aux usines Gardel et Sainte-Marthe à la Guadeloupe d'une formule du type Sosumag utilisée à Marie-Galante ; ses observations sur le rhum ; primes d'équipement ; incidence du projet de loi concernant les loyers des locaux d'habitation dans les départements d'outre-mer ; démographie ; migrations ; rôle du Bumidom ; situation des Réunionnais et des Antillais venus en métropole ; ses observations sur les migrants spontanés ; expérience d'installation industrielle dans le cadre du collège technique de Petit-Bourg ; problème de la bauxite de Kaw en Guyane ; section d'orientation du F.E.O.G.A. ; question d'un personnel hospitalier venant des D.O.M. qui aurait été licencié* (p. 4270, 4271) ; *progression des transferts publics réalisés aux Antilles ; problèmes de la régionalisation ; installation des commissions de développement économique régional ; mesures de régionalisation devant être appliquées*

en même temps dans les départements d'outre-mer que dans la métropole (p. 4271) ; *problème des enfants recueillis et non reconnus ; ses observations sur la banane* (p. 4271, 4272) ; *coût des allocations familiales agricoles ; problème des liaisons aériennes ; pêche industrielle du thon ; ses observations sur l'O.R.T.F. ; possibilité d'obtenir que l'O.R.T.F. diffuse un jour par semaine des informations sur les départements et les territoires d'outre-mer ; ses observations sur la jeunesse ; formation civique ; application de la T.V.A. aux départements d'outre-mer ; installation d'un bureau d'information à l'intérieur des bâtiments du Ministère ; rôle de la « Maison de la France des îles » qui pourrait être appelée « Maison des pays de l'éternel été »* (p. 4272) ; Après l'Art. 73 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à remplacer les mots : « respectivement annexés au fascicule des départements d'outre-mer et à celui des territoires d'outre-mer » par les mots : « qui seront fournis en temps voulu pour la discussion budgétaire »* (p. 4273) ; *ses observations sur l'amendement de M. de Grailly et sur son propre sous-amendement* (p. 4273, 4274) ;

— du projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du Livre 1er du Code rural dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane : *Ses observations sur ce texte ; position du Conseil d'Etat ; projet de loi sur le « régime des eaux »* [28 novembre 1968] (p. 4944) ; *colonat partiaire* (p. 4945) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie : *Mise en valeur du nickel en Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur la société « Le Nickel » ; création d'une deuxième société de transformation du nickel ; projet de réforme minière tendant à assimiler le régime du nickel à celui des hydrocarbures, de la potasse et des substances utiles à l'énergie atomique ; importance du nickel ; intérêt du territoire ; ses observations sur l'autorisation personnelle ; cession de permis de recherche ; droits acquis ; observations de l'assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5208 à 5210) ; *son opposition à la question préalable* (p. 5210) ; *compétences de l'assemblée territoriale ; ses suggestions* (p. 5211) ; *ses observations sur le fait que le territoire de la Nouvelle-Calédonie coûte à la métropole ; intérêts étrangers* (p. 5214) ; *absence de précipitation pour régler ces questions* (p. 5215) ; Art. 1er : *Consultation de l'assemblée territoriale sur l'octroi du permis de recherche ; procédure d'octroi des permis de recherche A* (p. 5215) ; Art. 3 : *Autorisations personnelles* (p. 5216) ; *ses observations sur les amendements de M. Duval* (p. 5217) ; *compétences du Ministre de l'Industrie* (p. 5217) ; Art. 4 : *Application du texte* (p. 5218) ; *problème de la non-rétroactivité des lois* (p. 5218) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Dupont-Fauville* [19 décembre 1968] (p. 5695) ; *création d'une deuxième société ; ses observations sur la compagnie française industrielle et minière du Pacifique* (p. 5696) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5754) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Création des conditions réelles juridiques et pratiques d'une évolution vers un affranchissement communal ; rapprochement avec le régime de droit commun des communes métropolitaines ; ressources des communes ; ressources de la section générale du F.I.D.E.S. ; aide de l'administration aux communes ; objectif étant de situer les responsabilités des communes du territoire et de l'Etat à leur niveau respectif* [9 décembre 1968] (p. 5221, 5222) ; *son opposition à la question préalable* (p. 5223) *et à la motion de renvoi en commission* (p. 5223) ; Art. 1er : *Objectif étant de doter les communes de ce territoire d'une législation comparable à celle dont sont dotées les communes métropolitaines ; création de 30 communes qui correspondront aux 30 municipalités existantes dans leurs limites territoriales actuelles* (p. 5224) ; Art. 2 : *Reconnaissance juridique des délégués du Gouvernement ; possibilité de prévoir des délégations de pouvoirs et de signature en leur faveur* (p. 5225) ; Art. 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5225, 5226) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5226) ; Art. 7 : *Consultation du Conseil de Gouvernement ; fixation du maximum de centimes* (p. 5227) ; Art. 8 et 9 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5227) ; *quote-part des impôts perçus au titre du budget du territoire ; recettes des communes* (p. 5228) ; *création d'un fonds intercommunal de péréquation* (p. 5228) ; Art. 11 : *Section de communes* (p. 5229) ; Art. 13 : *Problème de la tutelle* (p. 5230) ; Art. 16 : *Efficacité des*

chefs de division (p. 5231) ; Art. 5 : *Régime électoral de Nouméa ; problème de désignation des conseils municipaux* (p. 5231, 5232) ; Après l'Art. 17 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Riviérez, à substituer aux mots : « délibéré dans les deux mois qui suivent la demande d'avis, celui-ci... » les mots : « donné son avis dans les deux mois suivant la demande formulée par le gouverneur, cet avis... »* (p. 5232) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Riviérez par un deuxième alinéa : « lorsque l'assemblée territoriale n'est pas en session ordinaire ou extraordinaire, la Commission permanente est habilitée à délibérer à sa place dans les matières et les conditions visées à l'alinéa précédent »* (p. 5232) ; *rôle de la Commission permanente* (p. 5232) ; Art. 18 et 19 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5232, 5233) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1968] (p. 5696) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5754) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie : *Ses observations sur les investissements inférieurs à un montant de 15 millions de francs ; compétences territoriales ; disproportion entre les puissances financières et la puissance du territoire ; nécessité de l'intervention de l'Etat ; ses observations sur le nickel ; exonérations fiscales* [9 décembre 1968] (p. 5235) ; *son opposition à la question préalable de M. Pidjot* (p. 5236) ; *son opposition à la motion de renvoi en Commission* (p. 5237) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de MM. Krieg, Pidjot et Duval* (p. 5238) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'agrément donné aux investisseurs* (p. 5238, 5239) ; Art. 3 : *Modification de l'amendement de M. Krieg* (p. 5239); Art. 5 : *Exonération de la patente* (p. 5241) ; Art. 7 : *Durée maximale des avantages fiscaux* (p. 5242) ; *problème des avantages antérieurement accordés* (p. 5243) ; *ses observations sur la modification du titre du projet de loi* (p. 5243) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie : *Seuil en deçà duquel les investissements restent du ressort de l'assemblée territoriale* [19 décembre 1968] (p. 5705) ; *son amendement tendant à remplacer dans l'article 1er les mots : « 40 millions » par les mots « 30 millions »* (p. 5706) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à remplacer les mots : « détenant des actes et documents relatifs à... » par les mots : « détenant des actes, documents et tous renseignements relatifs à... » et à rédiger ainsi le cinquième alinéa de cet article : « ces actes, documents ou renseignements ont un caractère confidentiel »* (p. 5706) ; *son amendement tendant à compléter l'article 4 par le paragraphe suivant : « droits, et taxes applicables aux matières et carburants utilisés pour le fonctionnement des installations »* (p. 5706) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début de l'article 5 : « les mêmes entreprises peuvent bénéficier d'exonérations »* (p. 5706) ; *son amendement tendant à insérer après le 4° de l'article 5 l'alinéa suivant : « impôt sur le revenu des valeurs mobilières »* (p. 5706) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte et les amendements de M. Krieg* [20 décembre 1968] (p. 5756 à 5758) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* (p. 5761) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat partiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion : *Fixation d'une superficie minimale en dessous de laquelle ne s'applique plus le statut du colonat ; droit au renouvellement au bail ; augmentation de la part du colon ; ses observations sur les S.A.F.E.R. ; création dans les D.O.M. d'une véritable paysannerie* [9 décembre 1968] (p. 5245) ; Art. 1er : *Compétence du préfet* (p. 5246) ; Art. 4 : *Exception en faveur des S.A.F.E.R. lors de la conversion du bail à colonat partiaire en bail à ferme* (p. 5247) ;

— en troisième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5759).

J

JACQUET (Marc)

Député de Seine-et-Marne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe d'Union des démocrates pour la République [27 juin 1969] (p. 1800), [2 avril 1970] (p. 749), [2 avril 1971] (p. 836), [4 avril 1972] (p. 790).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368).

Est élu président de cette Commission [20 septembre 1969] (p. 2368).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 4 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), **n° 880** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 357 du Code de la sécurité sociale afin de faire bénéficier les engagés volontaires de la guerre 1939-1945 de l'assimilation de leurs périodes d'engagement à des trimestres d'assurance pour la détermination des pensions de vieillesse de la sécurité sociale, **n° 1069** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 12 du Code électoral afin de permettre à tous les Français et toutes les Françaises, établis hors de France, de pouvoir s'inscrire sur une liste électorale, **n° 2380** [31 mars 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale. Ses explications de vote : *Vote du groupe de l'Union des démocrates pour la République ; confiance faite au Premier Ministre et en sa politique ; ses observations sur le stock d'or de la Banque de France ; principes de l'indépendance nationale dans la coopération internationale ; principe de la solidarité nationale ; légitimité du régime* [16 septembre 1969] (p. 2275, 2276).

Son rappel au Règlement : *Nécessité de réserver un débat sur le problème des commerçants et des artisans lors de la discussion du budget* [2 octobre 1969] (p. 2428, 2429).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 86 du Règlement : *Rôle des Présidents des Commissions* [23 octobre 1969] (p. 2873) ; Art. 134 du Règlement : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe I de cet article* (p. 2877) ; *détermination des jours de séance consacrés aux questions orales* (p. 2878).

Ses observations sur les mises au point au sujet des votes de divers parlementaires [30 octobre 1969] (p. 3108) ; *sa demande d'une seconde délibération sur l'amendement de la Commission des finances après l'article 17 du projet de loi de finances pour 1970* (p. 3109).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'alinéa 4 de l'article 91 et l'alinéa 3 de l'article 56 du Règlement* [29 avril 1970] (p. 1394) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, ses explications de vote : *Ses observations sur le discours du Premier Ministre ; caractère du débat* [18 juin 1970] (p. 2830) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971. Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Stigmates du plan de redressement ; lien entre ce budget et le VI[e] Plan ; politique fiscale à moyen terme ; limites du prélèvement fiscal ; cas des contribuables âgés de plus de 65 ans ; problème des allégements fiscaux ; lutte contre la fraude fiscale* [17 novembre 1970] (p. 5726, 5727) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 7 : *Réserve des articles concernant la patente* [9 décembre 1970] (p. 6305) ;

— sur la motion de censure : *Ses observations sur la motion de censure ; réalisations du Gouvernement; ordre républicain; problème de la jeunesse* [20 avril 1971] (p. 1256) ; *problème de l'information ; importance donnée au sensationnel ; construction d'une civilisation humaniste* (p. 1257).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Louis Vallon [15 juin 1971] (p. 2910, 2911).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le déroulement du débat* [17 juin 1971] (p. 3053) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Concertation entre les membres de la majorité et le Gouvernement ; problème de l'emploi ; vote du groupe U.D.R.* [17 novembre 1971] (p. 5894) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), Art. unique, son rappel au Règlement : *Ses observations sur les paroles de M. Limouzy* [20 décembre 1971] (p. 6987).

Ses observations sur les paroles de MM. Ballanger et Defferre à propos de l'interruption des travaux de l'Assemblée Nationale en raison du référendum du 23 avril 1972 [5 avril 1972] (p. 802).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Ballanger ; application de l'article 71, alinéa 5, du Règlement* [23 mai 1972] (p. 1821) ; Ses explications de vote : *Rôle de la majorité* [24 mai 1972] (p. 1875) ; *ses observations sur le référendum* (p. 1876).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur le temps de parole des membres du groupe de l'U.D.R.* [15 juin 1972] (p. 2530).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale. Ses explications de vote : *Défense des institutions* [4 octobre 1972] (p. 3914) ; *critique du programme commun socialo-communiste* (p. 3915).

JACQUET (Michel)

Député de la Loire
(7e circonscription)
R.I.

QUESTEUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, **n° 143** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 357-1 du Code pénal relatif à l'abandon de famille, **n° 2517** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Problème de la garde des enfants en cas de divorce ; institution de « chambres de la famille » dans les tribunaux de Bordeaux, de Lille et de Paris ; ses observations sur les conditions dans lesquelles est prise la décision de confier à l'un des époux la garde des enfants ; ses observations sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à créer un véritable conseil de tutelle composé de personnes prises en dehors de la magistrature ; projet de loi relatif à l'autorité parentale* [5 novembre 1969] (p. 3389, 3390) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Après l'Art. 215 du Code civil : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (étude de la personnalité des enfants)* [9 avril 1970] (p. 901) ; *nécessité de renforcer les garanties qui doivent entourer la décision du tribunal concernant la garde des enfants en cas de divorce ; enquête sur la personnalité du mineur* (p. 902).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale une question orale sans débat relative aux dispenses d'obligations militaires [24 avril 1970] (p. 1293, 1294).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Problème des aides spécifiques ; ses observations sur le nouveau type de bail ; problème des boisements ; regroupement forestier ; possibilité pour les S.A.F.E.R. de prendre des terres en location et de les sous-louer* [18 novembre 1971] (p. 5938, 5939) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à une réglementation des boisements* (p. 5962).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise de l'emploi à Montbrison [17 novembre 1972] (p. 5379).

JACQUINOT (Louis)

Député de la Meuse
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur le budget des Anciens combattants [27 octobre 1971] (p. 4991).

JACSON (William)

Député de Meurthe-et-Moselle
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [6 novembre 1969] (p. 3483).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à prévenir les licenciements abusifs à l'occasion des élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise, n° **215** [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 278), autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé, relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, n° **456** [15 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 623), autorisant la ratification des amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé, adoptés le 23 mai 1967, n° **805** [2 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 757) autorisant la ratification de la convention consulaire signée à Paris le 22 juillet 1968 entre la République française et la République populaire de Bulgarie, n° **821** [8 octobre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Espagne et au Portugal, n° **862** [28 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **1919**) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, relatif au siège du conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 15 mai 1970, n° **2046** [5 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie d'une part pour délits et contraventions prévus par les articles L 86 à L 116 et R 94 à R 96 du Code électoral, d'autre part pour tous les délits et contraventions commis à l'occasion d'élections lorsque ces infractions ont été commises antérieurement au 1er janvier 1968)* [23 juillet 1968] (p. 2489) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2489) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Assistance aux personnes âgées ; rôle de la défense des intérêts des personnes âgées et infirmes ; édification des foyers-villages ; groupement des intellectuels handicapés physiques ; implantation de nouveaux centres ; nécessité de rendre les études accessibles à tous ceux qui, surmontant leurs infirmités, s'efforcent d'atteindre le but et la carrière auxquels leur intelligence et leur volonté leur donnent droit ; cas des enfants infirmes mentaux ; ses observations sur les aveugles et les grands infirmes* [6 novembre 1968] (p. 4024, 4025) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur la Lorraine, notamment la deuxième circonscription de Nancy ; fermeture des mines de Maron-Val de Fer ; récession dans le complexe des fonderies et aciéries de Neuves-Maisons ; liens entre la firme Thomselle et Bécuwe ; ses observations sur l'entreprise Solvay à Dombasle ; avenir des ouvriers qui travaillent dans cette entreprise ; nécessité d'un canal à grand gabarit ; nécessité de réaliser la branche horizontale est-ouest ; problème de l'extension du port de Frouard* [13 novembre 1968] (p. 4332 à 4334) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la

République française et l'Organisation mondiale de la santé, relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, en qualité de *Rapporteur : Aperçu historique de la question ; privilèges et immunités dont le Centre bénéficiera ; taxe spéciale sur les contrats d'assurance ; facilités accordées au personnel en matière fiscale* [21 novembre 1968] (p. 4773, 4774) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Enseignement de l'éducation physique ; ses observations sur la conférence de presse d'août 1969 du Secrétaire d'Etat ; problème de l'encadrement ; école primaire ; rôle des conseillers pédagogiques de circonscription ; supériorité de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne de l'Est ; intégration du sport à l'école ; rôle de l'éducation physique ; pédagogie des conduites motrices ; recherche scientifique dans l'éducation physique ; statut de l'école supérieure d'études physiques et sportives* [30 octobre 1969] (p. 3124, 3125) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés politiques et résistants ; sort des déportés politiques atteints d'importantes infirmités ; situation des déportés de Meurthe-et-Moselle ; leur désenchantement ;* [31 octobre 1969] (p. 3188, 3189) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Missions parlementaires ; rencontre de l'orateur avec le président Nasser ; mission de l'orateur en vue de préparer la venue de M. Debré en Espagne ; invitation faite à des parlementaires par le gouvernement de Saigon ; ses observations sur le film « Lumière sur le Viêt-nam » ; autorisation de survol du territoire vietnamien par la ligne d'Air France de Paris à Shangai ; abolition de l'article 777 qui interdisait l'importation de produits français au Viêt-nam-Sud ; importance des missions parlementaires ; apparition d'un marché libre entraîné par le retrait des Américains du Viêt-nam* [4 novembre 1969] (p. 3319, 3320) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Situation de la recherche scientifique ; ses observations sur l'espace et le plan-calcul ; recherche fondamentale ; production de l'électricité d'origine nucléaire ; ses observations sur le C.N.E.X.O., le C.N.E.S. et l'E.S.R.O. ; effectifs du commissariat à l'énergie atomique ; situation des chercheurs dans la région de Nancy ; ses observations sur le laboratoire « Jeunes Sciences » ; indication des doléances reçues par l'orateur* [6 novembre 1969] (p. 3464, 3465) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas du département de Meurthe-et-Moselle ; conséquence de la fermeture des mines de Maron-Val-de-Fer ; construction du canal à grand gabarit ; désenclavement de la vallée de la Meurthe ; construction de l'autoroute Paris-Strasbourg ; axe Nancy-Strasbourg ; aménagement de l'aérodrome militaire de Toul-Rosières pour le trafic civil ; ses observations sur la propriété des « Eaux bleues » à Liverdun* [13 novembre 1969] (p. 3676, 3677) ; *ses observations sur les paroles de M. Hubert Martin* (p. 3680) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Réforme de l'enseignement médical ; réforme hospitalière ; valeur scientifique et morale des médecins en France ; exemple de l'hôpital de Nancy ; rôle de la clinique* [28 octobre 1970] (p. 4844, 4845) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Etablissement des dossiers du logement ; problème du financement ; exemple de Nancy et de son district* [10 juin 1971] (p. 2677) ; *problème du logement dans le district urbain de Nancy ; situation démographique de cette région ; renouvellement du patrimoine ; problème des jeunes foyers, nombre des personnes âgées* (p. 2678, 2679) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Liaison mer du Nord - Méditerranée ; ses observations sur les sections Dombasle-Nancy, Nancy-Frouard, Frouard-Toul et Toul-Neuves-Maisons* [16 juin 1971] (p. 2961) ; *importance des travaux sur la Moselle ; situation des personnes âgées ; rôle de l'association de défense des intérêts des personnes âgées et infirmes* (p. 2962) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur*

l'association de défense des intérêts des personnes âgées et infirmes ; réalisation des foyers-villages de Rouhling en Moselle et de Lannes, dans le Lot-et-Garonne ; hôpital d'enfants de Nancy-Brabois [4 novembre 1971] (p. 5324, 5325) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finance pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Problème de l'équipement sanitaire de la Lorraine en ce qui concerne la pédiatrie, le centre hospitalier universitaire et la psychiatrie* [3 novembre 1972] (p. 4651) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Périmètre nancéien et la vallée de la Meurthe ; nécessité du canal à grand gabarit de Frouard jusqu'à Dombasle pour l'industrialisation de cette région* [17 novembre 1972] (p. 5395, 5396).

JALU (Pierre)

Député du Gard
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre du comité national des vins de France [16 octobre 1970] (p. 4370) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des paysans, cultivateurs, commerçants et artisans qui sont anciens combattants, exprisonniers de guerre, résistants et déportés ; problème de la validation pour la retraite des campagnes de guerre ; action et rôle du Ministre* [26 octobre 1970] (p. 4702, 4703) ; *ses observations sur les paroles de M. Albert Bignon et la déférence due à la Commission parlementaire des anciens combattants* (p. 4705) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Statut des orphelins de guerre en matière de droit à réparation* [10 décembre 1970] (p. 6406) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation préoccupante de la viticutture ; préjudice porté par l'organisation du marché communautaire aux intérêts de la viticulture méridionale ; action aux trois stades de la production, de la vinification et de la commercialisation ; structures foncières ; sa demande d'inscription à l'ordre du jour de la réforme des modalités d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; difficultés des caves coopératives (taxe professionnelle) ; productions fruitières ; récupération des fruits sacrifiés* [14 novembre 1972] (p. 5150) ; *mise en valeur des terres de montagne ; paiement des indemnités de sinistre* (p. 5151).

JAMOT (Michel)

Député des Yvelines
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, n° 97 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la mise en œuvre d'une catégorie de logements d'intérêt social par les sociétés d'économie mixte, n° 98 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à la réglementation de la profession d'entraîneur de chevaux de courses, n° 158 [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 724) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, n° 831 [16 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative au placement du personnel de maison travaillant à titre temporaire et spécialisé dans la garde et les soins à donner aux enfants, n° 1661 [15 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1971) autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accidents entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969, n° 2050 [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1972) autorisant l'approbation des amendements à la convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, adoptés le 31 octobre 1969 à Londres, n° 2051 [5 novembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2020) relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises, n° 2107 [8 décembre 1971].

Sa proposition de loi relative au placement des personnels de maison travaillant à titre temporaire : nurses, gouvernantes, personnes spécialisées dans la garde et les soins à donner aux enfants, n° 2253 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Rappel des différentes étapes de ce texte ; institution d'une véritable « fonction communale » ; augmentation des traitements des cadres supérieurs de la hiérarchie communale ; action de l'Association nationale d'études municipales ; nécessité de donner un caractère obligatoire aux échelles indiciaires et aux traitements ; normalisation de la carrière ; succès de la fonction communale lié au bon fonctionnement des syndicats de communes pour le personnel ; obligation de la notation pour les maires ; allocation temporaire* [9 octobre 1969] (p. 2573, 2574) ; en deuxième lecture du projet de loi relatif à la rémunération et à l'avancement du personnel communal, ses explications de vote : *Nécessité de créer une fonction communale ; ses observations sur l'association nationale des études municipales ; péréquation des notes* [25 novembre 1969] (p. 4341, 4342) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double

imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nos relations avec l'Inde ; conventions fiscales ; relations commerciales, économiques et techniques ; collaboration dans le domaine de l'énergie nucléaire ; construction d'une usine d'eau lourde près de Bombay* [27 novembre 1969] (p. 4404, 4405).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la suppression des bidonvilles [9 octobre 1970] (p. 4226).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la catastrophe causée par le Torrey Canyon ; collaboration entre le Parlement et le Gouvernement ; distinction entre la convention de droit public et la convention de droit privé* [18 novembre 1971] (p. 5916) ; *ses observations sur les paroles de M. Limouzy* (p. 5916) ; *problème des pavillons de complaisance* (p. 5917) ; *précise que le Libéria et Panama ont signé la convention* (p. 5918) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures, adoptés le 21 octobre 1969 à Londres, en qualité de *Rapporteur : Mise au point des projets de dégazage* [18 novembre 1971] (p. 5918) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises, en qualité de *Rapporteur : Evolution du problème* [8 décembre 1971] (p. 6515) ; *droit international de la mer ; problème des îles polynésiennes* (p. 6516) ; Art. 1er : *Retrait de l'amendement de M. Sanford* (p. 6521) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Constitution d'une véritable fonction publique communale ; action du syndicat interdépartemental de la grande couronne* [22 juin 1972] (p. 2753) ; *formation des personnels communaux* (p. 2754) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enseignement secondaire dans la banlieue ouest de Paris ; lycée à vocation sportive au Mesnil-le-Roy* [10 novembre 1972] (p. 5017).

JANOT (Pierre)

Député de la Dordogne
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [25 avril 1972] (p. 1021) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1063) tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, **n° 2060** [15 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2284), modifiée par le Sénat, tendant à amender l'ordonnance

n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, n° 2338 [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Taxe sur les matières grasses végétales ; rôle des S.A.F.E.R. ; alimentation en eau ; rôle du F.A.R.* [19 novembre 1969] (p. 3985, 3986) ; *F.O.R.M.A. ; relance de l'élevage de l'oie en Périgord ; ses observations sur la truffe et la noix ; développement de l'équipement rural ; développement des petites productions* (p. 3986, 3987) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Modicité des crédits d'équipement et des crédits destinés aux services publics ruraux ; aménagement de l'espace rural* [7 novembre 1970] (p. 5346) ; *problème des adductions d'eau ; crédits en matière d'électrification rurale ; aménagement des villages ; problème des constructions rurales ; exemple de la Dordogne ; ses observations sur les prix ; question des structures* (p. 5347) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 13 : *Problème du monopole, de la consultation et de la rédaction des actes* [13 octobre 1971] (p. 4506, 4507) ; Art. 22 : *Indépendance du barreau devant les petits tribunaux* (p. 4513) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 4 : *Situation des agriculteurs qui ont opté pour l'assujettissement à la T.V.A. ; problème de l'aviculture ; crédit de taxe en cas de cessation d'activité* [21 octobre 1971] (p. 4740) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, en qualité de *Rapporteur : Réorganisation de la coopération agricole ; réévaluation des bilans ; statut spécifique de la coopération agricole ; institution d'associés non coopérateurs ; ses observations sur le secteur coopératif de caution mutuelle* [23 novembre 1971] (p. 6013) ; *ses observations sur les nouvelles méthodes de gestion ; système du directoire et du conseil de surveillance ; revalorisation des parts sociales ; création de sociétés mutuelles d'entraide agricoles* (p. 6014) ; Art. 1er : *Réévaluation des bilans* (p. 6030) ; Art. 13 : *Son souhait que l'on ne dissocie pas le sort des caisses de Crédit agricole de celui des caisses coopératives agricoles* (p. 6033) ; en seconde délibération : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6043) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, en qualité de *Rapporteur : Problème des participations des sociétés coopératives dans des personnes morales ou des sociétés commerciales de droit commun* [25 mai 1972] (p. 1911, 1912) ; Art. 11 : *Son amendement : prise de participation ; retrait de cet amendement* (p. 1923).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux crédits d'équipements collectifs [13 octobre 1972] (p. 4150).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TOURISME : *Conditions de la réussite d'une politique sociale de vacances ; moyens d'hébergement accrus ; mesures fiscales ; T.V.A. ; exonérations d'impôts locaux pour les gîtes ruraux ; assouplissement des conditions d'attribution des prêts et des subventions au bénéfice de l'hôtellerie familiale ; critères d'octroi de la prime spéciale d'équipement hôtelier ; répartition des crédits du fonds d'action locale ; publicité ; rôle de réanimation de l'espace rural ; projet d'aménagement global du Périgord Noir* [17 novembre 1972] (p. 5366).

JARRIGE (Maurice)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Pierre Messmer, nommé membre du Gou-

vernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Donne sa démission de son mandat de député ; l'Assemblée prend acte de cette démission [16 septembre 1969] (p. 2250, 2279).

En remplacement, le 26 mars 1971, de M. Messmer, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 27 mars 1971] (p. 2897), [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 septembre 1968] (p. 2922) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet, tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, Art. 5 : *Responsabilité des experts* [16 décembre 1971] (p. 6838) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Etat C, titre VI : *Son amendement de réduction des crédits de paiement de ce titre ; la Commission ne peut accepter que les crédits d'investissement du F.I.D.O.M. soient détournés de leur objet et affectés à la couverture du déficit permanent des sucreries de la Martinique ; retrait* [13 novembre 1972] (p. 5071).

JARROT (André)

Député de Saône-et-Loire
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européenne [5 octobre 1972] (p. 3945) ;

— membre du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [19 octobre 1972] (p. 4248).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — II. - Budgets annexes des essences et poudres, n° 395 [25 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour

1970 (n° 822). — II. - Budgets annexes des essences et des poudres, n° 839 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 910) portant réforme du régime des poudres et substances explosives, n° 1148 [21 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 870) relatif aux corps d'officiers des services des essences des armées, n° 1149 [21 mai 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Crédits du Ministère de la Défense nationale : VII. - Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, n° 398 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis en qualité d'infirmiers et d'infirmières religieux auprès des établissements hospitaliers publics, n° 1698 [5 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget annexe des essences ; évolution du stock de carburant des armées ; budget annexe des poudres ; possibilité de regrouper, sous le contrôle de l'industrie privée, l'ensemble des fabriques d'explosifs et des activités qui s'y rattachent* [30 octobre 1968] (p. 3747) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les budgets annexes des essences et des poudres ; disparition du monopole d'Etat ; liste des produits qui pourront rester sous monopole ; ventes au secteur civil ; bilans des deux services ; prix de cession ; déficit du service des poudres* [17 novembre 1969] (p. 3839, 3840) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, en qualité de *Rapporteur : Etude du rapport Lasry et du référé de la Cour des comptes ; bénéfice résultant des ventes directes aux armées ; situation des produits chimiques ; résultats de l'établissement de Bergerac ; industrie privée des explosifs ; cas des personnels de l'Etat ; création d'une société nationale concurrentielle et compétitive ; ses observations sur les articles 37, 91 et 92 du traité de Rome ; se demande comment l'industrie privée pourra continuer à être compétitive* [26 mai 1970] (p. 1922, 1923) ; *ses observations à titre personnel ; ses observations sur les monopoles ; danger pour l'économie de la Nation lorsque l'Etat entrave l'expansion d'une industrie par une activité concurrentielle ; risque d'altération du climat social ; atteinte portée aux deniers publics par les charges que créerait le licenciement ; ses observations sur le VI^e Plan ; son désir de voir créer un établissement public à caractère industriel et commercial* (p. 1936 à 1938) ; Art. 1^er : *Son sous-amendement tendant à insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa du texte proposé par M. Debré : « Cet aménagement est exclusif de toute discrimination entre les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés des produits destinés à un usage civil »* (p. 1945) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1945) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Debré, à substituer au mot : « louer » les mots : « donner en gérance sous forme de contrat de location »* (p. 1945) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le 5^e alinéa du paragraphe I du texte proposé par l'amendement de M. Debré : « soit recrutés par la société au plus tard à l'expiration de ce dernier délai dans les conditions du droit du travail. A leur demande ils seront placés alors dans l'une des positions prévues par leur statut »* (p. 1947) ; *son sous-amendement tendant, dans le 2^e alinéa du paragraphe II du texte proposé par l'amendement de M. Debré, à supprimer le mot : « antérieur »* (p. 1949) ; *son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II du texte proposé par l'amendement de M. Debré par la phrase suivante : « En conséquence, ils continueront à être régis par les textes qui s'appliquent ou s'appliqueront aux personnels placés sous statut d'Etat employés dans les établissements relevant du Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale »*

(p. 1949) ; *son sous-amendement tendant après le 4e alinéa du paragraphe II de l'amendement de M. Debré à insérer un nouveau paragraphe (situation des ouvriers sous statut des établissements mis en gérance ; leur situation en fonction de l'évolution des activités de l'établissement)* (p. 1949) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les essences ; ses observations sur le projet de loi tendant à réorganiser les cadres de ce service ; situation des ingénieurs des travaux des essences ; ses observations sur le service des poudres ; création d'une société nationale des poudres ; sort des personnels ouvriers ; ses observations sur le rapport d'exécution relatif au régime des pensions des ouvriers de l'Etat* [27 octobre 1970] (p. 4758, 4759) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Nécessité d'adresser au conseil d'administration des Charbonnages de France une directive pour mettre en place des dispositions antipollution* [8 novembre 1971] (p. 5522) ; *lutte contre la pollution des eaux ; salubrité des cours d'eau ; nécessité de donner un caractère légal à tous les textes de la nouvelle réglementation résultant de l'instruction adressée aux préfets le 6 juin 1953* (p. 5523).

JEANNENEY (Jean-Marcel)

Député de l'Isère
(2e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE D'ETAT
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre d'Etat (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Interventions :

En qualité de Ministre d'Etat :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Insuffisance de l'adaptation de nos structures sociales et administratives aux exigences du monde moderne ; influence du progrès des techniques et de la diffusion des connaissances ; objectif des réformes ; démocratie ; nécessité d'accroître le nombre des Français qui participeront à la chose publique ; centralisation ; idée de participation ; composition du Sénat ; création des collectivités publiques ; problème de l'exécutif régional qui doit être confié à un préfet de région ; unité nationale ; distinction entre la décentralisation et la déconcentration ; pouvoir délibérant ; ses observations sur les C.O.D.E.R. ; budget régional : le faire voter par des représentants des habitants de la région élus au suffrage universel ; définition du suffrage universel ; possibilité de faire appel aux députés élus ; problème de l'incompatibilité des fonctions parlementaires et de celles de conseiller régional ; représentation des grandes villes au conseil régional distincte de celle des autres communes du même département ; le Gouvernement n'entend se réserver aucun droit de désignation, ni au Sénat, ni dans les assemblées régionales ; recrutement du Sénat ; organisation de l'élection dans le cadre de la région ; participation des représentants des activités économiques, sociales et culturelles dans les régions ; problème de l'unité du conseil régional ; publicité des débats ; ses observations sur les explications données par une délégation du Sénat aux commissions de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée elle-même ; expé-*

rience du conseil économique et social ; majorités au sein du conseil régional ; maintien du bicamérisme du Parlement ; rôle du Sénat à l'heure actuelle ; réformes constitutionnelles ; réforme de la procédure législative ; avis du Sénat après la réforme constitutionnelle ; délibération du Sénat avant l'Assemblée Nationale ; compétence d'attribution des régions ; ressources de la région ; administration des collectivités locales ; ses observations sur le référendum ; caractère d'une loi référendaire : carte des régions ; composition de l'assemblée régionale parisienne ; cas des départements d'outre-mer ; équilibre des pouvoirs résultant des attributions du Président de la République et de son élection au suffrage universel [11 décembre 1968] (p. 5323 à 5329) ; *suppression des patentes* (p. 5339) ; *refus du Gouvernement à régler par ordonnance ou par décret, à la suite du référendum, des matières qui relèveraient du domaine législatif ; composition des conseils régionaux ; nécessité de la réforme ; déconcentration ; ses observations sur les étapes préconisées par M. Pleven ; problème concernant les départements ; répartition des compétences* (p. 5345 à 5346) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5351) ; *sentiment des provinciaux ; ses observations sur le département ; psychologie de la province à l'égard de Paris ; réforme de l'administration ; évocation de l'éventuel danger de la déplanification ; évocation des soit-disant charges supplémentaires qui pèseraient sur l'économie française ; réponse à la soit-disant opposition entre les objectifs nationaux et les objectifs régionaux* (p. 5356) ; *ses observations sur les centimes additionnels* (p. 5361) ; *ses observations sur l'article 34 de la Constitution ; pouvoir du Président du Sénat ; organismes socio-professionnels appelés à désigner librement des membres du Sénat ; conception du rôle du Sénat ; philosophie de la Vᵉ République dont le régime demeure bicaméraliste* [12 décembre 1968] (p. 5381, 5382) ; *principe de la subvention* (p. 5383) ; *ses observations sur le département* (p. 5387) ; *ses observations sur le débat ; souveraineté de l'Assemblée Nationale* (p. 5387) ; *dépôt du projet de loi* (p. 5389) ; *ses observations sur l'article 20 de la Constitution de 1946 ; rôle de la Commission mixte paritaire ; délégation du Sénat auprès de l'Assemblée Nationale* (p. 5389, 5390) ; *problème de la dualité d'assemblées au niveau régional* (p. 5394) ; *question d'une assemblée unique avec deux sections* (p. 5404, 5405) ; *rôle du député ; représentation des familles ; nombre des membres des assemblées régionales ; représentation de la mutualité ; problème des ressources des régions ; réforme régionale ne devant pas se traduire par un accroissement de la charge fiscale ; le transfert des compétences doit être accompagné d'un transfert équivalent de ressources* (p. 5412) ; *ses observations sur les paroles de M. Ollivro* (p. 5414) ; *nombre des futurs sénateurs* (p. 5417) ; *cas de dissolution de l'Assemblée Nationale* [13 décembre 1968] (p. 5472) ; *problème de la consultation du Sénat rénové ; comportement des sénateurs socio-professionnels ; cas d'un sénateur désigné par un organisme et qui cesse d'appartenir à cet organisme ; inconvénients de la division en deux assemblées ; qualité des rapports du Conseil économique* (p. 5472, 5473) ; *ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement ; différences entre 1958 et 1968 ; élection du Président de la République au suffrage universel ; pouvoir législatif du Sénat ; celui-ci peut voter dans la réforme envisagée les propositions d'amendement ; ses observations sur la loi de finances ; le Sénat pourra-t-il se saisir lui-même d'un problème ? ; impossibilité de dissoudre le Sénat ; question du pouvoir législatif ; question du pouvoir de contrôle du Sénat sur le Gouvernement ; ses observations sur la démocratie* (p. 5476 à 5478) ; *dispositions restant du domaine parlementaire après le référendum ; préfet de région ; nominations de préfets de région ; démographie devant être un élément quant à la répartition du nombre de sièges des conseillers régionaux entre les départements et des sénateurs entre les régions ; ses observations sur les grandes villes ; problème des catégories socio-professionnelles* (p. 5485) ; *utilité du débat ; accueil fait au projet du Gouvernement ; ses observations sur le Sénat et la région ; district de la région parisienne ; problème de l'autonomie financière ; mise en place des institutions financières qui établissent une relation plus étroite entre l'effort d'épargne accompli par les habitants d'une région et les réalisations envisagées dans cette région ; réforme administrative ; nécessité de doter la région d'un appareil administratif léger ; union des deux Normandies ; problème des régions dans le Nord-Est de la France, notamment de la Lorraine et de l'Alsace ; cas des Antilles ; principe de l'in-*

divisibilité de la République ; nombre des régions [14 décembre 1968] (p. 5521 à 5523).

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes : *Problème du crédit documentaire* [18 décembre 1968] (p. 5630) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, Art. 1er A et 1er B : *Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* [18 décembre 1968] (p. 5631) ; Art. 1er : *Ses observations sur les obligations à warrant* (p. 5634) ; Après l'Art. 7, Après l'Art. 9, Art. 10, 11, 12 et Après l'Art. 12 *bis* : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5635, 5636) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, Art. 1er : *Ses observations sur le sens juridique du mot : « artisan »* [18 décembre 1968] (p. 5637) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », Art. 1er : *Critère de la rémunération ; problème de la gratuité de l'acte* [18 décembre 1968] (p. 5640) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du 1er alinéa de cet article : « Ce décret pourra prévoir l'obligation pour ces personnes d'adhérer à une société de caution mutuelle et de contracter une assurance contre les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile et professionnelle »* (p. 5640) ; *problèmes posés par la mise en place des sociétés de caution mutuelle* (p. 5640) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouvel alinéa : « il en est de même de la personne qui assume la direction de chaque établissement, succursale ou agence »* (p. 5641) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Les négociateurs et démarcheurs des personnes visées à l'article 1er, ainsi que les personnes habilitées à prendre des engagements au nom de ces dernières sont soumis aux dispositions des articles 6 à 15 de la présente loi »* (p. 5642) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « cette liste pourra également comprendre les personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à des opérations relatives à des biens sur lesquels elles détiennent des droits, notamment de copropriété, ainsi que leur conjoint »* (p. 5643) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5643) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « condamnation à une peine d'emprisonnement » à ajouter les mots : « à moins que cette peine ait été assortie du sursis avec mise à l'épreuve »* (p. 5643) ; *interdiction de l'exercice de la profession à certaines personnes* (p. 5643) ; Avant l'Art. 13 : *Situation du syndic de copropriété* (p. 5645);

— du projet de loi mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs : *Ses observations sur la responsabilité des hôteliers* [6 mai 1969] (p. 1255, 1256) ; Avant l'Art. unique : *Dépôt des bagages par un visiteur dans un hôtel* (p. 1256) ; *ses observations sur les amendements de M. Anthonioz ; fixation de la limite de responsabilité par référence au prix de location ; problème du dépôt d'hôtellerie ; question de la preuve* (p. 1257, 1258) ; Art. unique : *Son sous-amendement tendant à modifier le deuxième alinéa du texte proposé par la Commission pour l'article 1953 du Code civil (limites des dommages-intérêts dus aux voyageurs étant calculées à cent fois le prix de location du logement par journée)* (p. 1259) ; *problème des objets laissés dans une voiture* (p. 1260) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Foyer et Mazeaud, tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que son conjoint : *Ses observations sur ce texte* [6 mai 1969] (p. 1261) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (application du nouvel article 337 aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 1261, 1262) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (effet des reconnaissances visées dans l'ancien ar-*

ticle 337, lorsqu'elles avaient été faites, avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 1262) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement : *Ses observations sur ce texte* [13 mai 1969] (p. 1356) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter les articles 832, 832-1 et 832-2 du Code civil : *Ses observations sur ce texte et sur les divers amendements déposés sur les articles* [13 mai 1969] (p. 1357, 1358) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter le chapitre premier de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements : *Ses observations sur ce texte* [13 mai 1969] (p. 1359).

JENN (Alphonse)

Député du Haut-Rhin
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1665, modifié par le Sénat, relatif à l'amélioration des essences forestières, n° 1672 [22 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1666, modifié par le Sénat, relatif à l'amélioration des structures forestières, n° 1674 [22 avril 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas du département du Haut-Rhin ; problème de l'assurance accidents agricole ; difficultés de financement ; possibilité de prévoir pour l'avenir une participation financière proportionnelle aux charges respectives de chaque régime* [16 novembre 1968] (p. 4567, 4568) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en qualité de *Rapporteur suppléant : Exercice du droit de chasse ; loi du 7 février 1881 ; cas des propriétaires de domaines d'une contenance minimale de vingt-cinq hectares d'un seul tenant, ou de lacs et étangs d'une superficie de cinq hectares ; ses observations sur le code civil allemand ; rôle du syndicat général des chasseurs en forêt ; attitude de certains propriétaires réservataires* [14 octobre 1969] (p. 2640) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Financement des installations téléphoniques ; problème des avances en vue d'accélérer la modernisation du réseau télégraphique ou téléphonique ; construction des bâtiments nécessaires au fonctionnement des services ; ses observations sur le fait que des crédits prévus pour des investissements en zone rurale sont affectés à des projets d'opérations en zone urbaine ; information des parlementaires* [3 novembre 1969] (p. 3244) ; TAXES PARAFISCALES : *Paiement des taxes parafiscales sur les œufs et la volaille ; concurrence au sein de la C.E.E. ; ses observations sur les exportateurs français ; organisation actuelle du marché* [22 novembre 1969] (p. 4259, 4260) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières, en qualité de *Rapporteur : Problème des contrôles et des sanctions ; application des peines correctionnelles* [28 avril 1971] (p. 1518) ; *Art. 6 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas des propriétaires qui refuseraient de révéler l'endroit où sont situés les arbres)* (p. 1519) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi

relatif à l'amélioration des structures forestières, en qualité de *Rapporteur : Dépôt par le Gouvernement, avant le 1er janvier 1972, d'un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier ; création de zones où les défrichements pourraient être totalement interdits et les plantations rendues obligatoires ; répartition des produits obtenus par les syndicats de gestion ; expertise forestière de la valeur des apports ; syndicats intercommunaux ; régime juridique des biens regroupés* [28 avril 1971] (p. 1519, 1520) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 52-1 du Code rural par un nouvel alinéa (définition des zones dégradées à faible taux de boisement)* (p. 1521) ; Art. 26 : *Son amendement tendant : 1°) dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural, après les mots : « visés au 2° » à insérer les mots : « et 3° » ; 2°) à la fin du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 52-2 du code rural, après les mots : « des surfaces en cause », à insérer les mots : « sauf dans les zones visées au 3° de l'article 52-1 »* (p. 1523) ; Art. 28 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « visés au 2° » à insérer les mots : « et 3° »* (p. 1523) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'est de la France et en particulier l'Alsace ; infrastructures routières ; problèmes agricoles ; importance des travaux des C.O.D.E.R.* [15 juin 1971] (p. 2934) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée : *Problème de protection des frontières* [29 juin 1972] (p. 2998, 2999).

JOANNE (Louis)

Député de la Charente-Maritime (4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé:

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 188-1 et 188-7 du Code rural, relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, **n° 2314** [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1110 du Code rural et à faire bénéficier les travailleurs non salariés de l'agriculture des dispositions sur l'inaptitude prévues à l'article L 333 du Code de la sécurité sociale, **n° 2667** [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour

1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - JEUNESSE ET SPORTS : *Crédits de fonctionnement ; dépenses d'interventions publiques ; création d'un centre d'information en faveur de la jeunesse ; fonctionnement de l'office franco-québécois ; opération dite : « Etats généraux itinérants de la jeunesse » ; ses observations sur le Livre blanc de la jeunesse ; loi congé-cadre jeunesse ; secteur post-scolaire ; crédits d'animation ; résultats aux Jeux olympiques ; initiatives du département de la Charente-Maritime : financement de deux piscines chaque année, création d'un corps d'animateurs cantonaux ruraux ; création de foyers sociaux éducatifs* [30 octobre 1968] (p. 3715, 3716).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la répercussion en Charente-Maritime du déficit de la Sécurité sociale [29 mai 1970] (p. 2152).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 12 : *Ses observations sur la déduction autorisée aux propriétaires de logements neufs qui encaissent des loyers ; limites de la déduction fiscale pour les intérêts des emprunts contractés au titre de l'acquisition d'une résidence principale ; marché du logement ; rareté des travaux d'amélioration effectués dans un habitat neuf ; ses observations sur la déduction des frais d'entretien et l'élévation du plafond de la déduction fiscale de l'intérêt des emprunts pour la construction* [22 octobre 1970] (p. 4528) ; de la deuxième partie, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur l'environnement* [23 octobre 1970] (p. 4655) ; *aide de l'Etat aux mouvements et associations de jeunesse ; nécessité de promouvoir à leur égard une politique contractuelle ; rôte des animateurs sportifs, socioculturels ou éducatifs ; ses observations sur l'expérience de Charente-Maritime ; amélioration de la condition des inspecteurs départementaux de la jeunesse ; rémunération des futurs animateurs ; danger de l'étatisme* (p. 4656) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Extension des affections neuro-psychiques en raison de la vie moderne ; coût des moyens de la santé ; notion de service public hospitalier ; situation des établissements privés ; rôle de l'Etat ; identité des servitudes et des obligations pour les établissements de même nature ; charge financière supportée par l'hospitalisé ; rôte des commissions chargées de décider des implantations dans un secteur sanitaire déterminé ; garantie de la liberté de gestion ; recrutement du personnel médical des hôpitaux ; humanisation des services ; possibilité de donner en adjudication la cuisine et la blanchisserie des services hospitaliers ; ses observations sur le projet de dossiers individuels de santé* [3 décembre 1970] (p. 6126, 6127) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Ses observations sur la région Poitou-Charentes ; nécessité de limiter l'envahissement de la région parisienne ; exemple du département de la Vienne ; aménagement de l'autoroute Paris-Poitiers ; route nationale 137, La Rochelle-Rochefort-Saintes-Bordeaux ; route nationale 10, Poitiers-Angoulême-Bordeaux ; projet de route centre Europe-Atlantique ; autoroute A 10, Poitiers-Bordeaux ; ses observations sur le tracé Poitiers-Niort-Saintes-Pons-Bordeaux et le tracé Saintes-Le Verdon-Médoc-Bordeaux* [28 octobre 1971] (p. 5033) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipements ruraux ; exemple du département de la Charente-Maritime ; subventions d'adductions d'eau dans ce département ; crédits en faveur du remembrement ; indemnité viagère de départ ; cotisations agricoles ; gîtes ruraux* [16 novembre 1971] (p. 5769, 5770) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Après Art. 12 : *Sessions des assemblées successivement dans les chefs-lieux des départements de la région* [27 avril 1972] (p. 1138) ; *retrait de l'amendement de M. Georges Caillau* (p. 1139) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Cumul des retraites en cas de pluralité d'activités non salariées ; solidarité professionnelle* [18 mai 1972] (p. 1681) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME : *Accidents de la route ; exemple de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves où l'on dénombre deux fois moins de tués et d'accidentés ; deux causes essentielles des accidents : 1° le conducteur n'a pas vu ou apprécié les difficultés ou obstactes ; 2° le conducteur a perdu la maîtrise de soi ; danger de la circulation de nuit sur les grands axes ; progression des accidents dans les zones urbaines ; est hostile à la circulation*

à double sens sur une même chaussée ; plan A.G.I.R. (Aménagement des grands itinéraires routiers) ; coût des accidents de la route [17 novembre 1972] (p. 5386) ; *son souhait d'éclaircissement sur la mise en œuvre des recommandations du comité interministériel de sécurité routière, sur les subventions destinées aux routes nationales secondaires cédées aux départements, sur l'aménagement de la route nationale n° 137, n° 10, la construction de l'autoroute A 10, Poitiers-Bordeaux, la grande transversale Centre-Europe* (p. 5387).

JOUFFROY (Henri)

Député du Jura
(2e circonscription)
P.D.M.

En remplacement, le 23 juillet 1969, de M. Duhamel, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [*J.O.* du 25 juillet 1969] (p. 7478), [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commision de la production et des échanges [16 septembre 1969] (p. 2280), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [12 juin 1970] (p. 2618).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1970] (p. 2618).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* 17 septembre 1970] (p. 8698).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 17 septembre 1970] (p. 8698), [2 octobre 1970] (p. 4051), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'attribution de certains congés aux parents adoptifs à l'occasion de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté, n° **1809** [9 juin 1971].

JOUSSEAUME (Claude)

Député de la Charente-Maritime
(5e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 janvier 1972, de M. Jean-Noël de Lipkowski, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 janvier 1972] (p. 642), [4 avril 1972] (p. 786).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 14 janvier 1972] (p. 642), [4 avril 1972] (p. 790).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 504-1 *bis* du Code de l'administration communale : *Son amendement (listes d'aptitude départementales et interdépartementales)* [31 mai 1972] (p. 2046).

JOXE (Louis)

Député du Rhône
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — I. - Affaires étrangères, n° 393 [23 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — I. - Affaires étrangères, n° 838 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — I. - Affaires étrangères, n° 1397 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — I. - Affaires étrangères, n° 2012 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — I. - Affaires étrangères, n° 2587 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Equipement général du quai d'Orsay ; ses observations sur les services de presse vers l'étranger ; aide militaire à l'étranger ; augmentation de la contribution à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire ; dépenses en capital ; investissements ; fonctionnement des services ; multiplication des relations internationales ; ouverture de nos archives diplomatiques à partir de 1919 jusqu'en 1939 ; situation générale du personnel ; services à l'étranger ; organisation d'une politique de débouchés pour l'emploi dans les organismes internationaux ; réglementation de la mobilité des agents ; ses observations sur la presse ; problème de l'information ; émissions de radio à l'étranger* [7 novembre 1968] (p. 4067, 4068).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur l'enquête menée par le Gouvernement ; région Rhône-Alpes ; carte géographique des régions ; structure du conseil régional ; ses observations sur le logement et la formation professionnelle ; problème de la répartition des compétences ; participation des députés à l'assemblée régionale ; possibilité d'encourager les sociétés industrielles et commerciales à maintenir leur siège social dans le nouveau cadre* [12 décembre 1968] (p. 5399 à 5401).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, et la ratification de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, en date du 24 avril 1963, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur les privilèges et les immunités ; statut des agents diplomatiques et des consuls ; notion de* persona non grata ; *principe de l'immunité personnelle* [21 octobre 1969] (p. 2796) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée à Paris le 22 juillet 1968 entre la République française et la République populaire de Bulgarie, en qualité de *Rapporteur suppléant : Comparaison de cette Convention avec celle signée par la Hongrie et l'U.R.S.S. et avec la Convention de Vienne ; problème du droit de visite du consul à un de ses concitoyens emprisonné ; établissement des postes consulaires ; nomination des consuls ; notion d'incendie dans les locaux* [21 octobre 1969] (p. 2797) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget : administration générale ; services à l'étranger ; adaptation des structures du Ministère ; modernisation de sa gestion administrative et budgétaire ; situation du personnel ; statut des agents ; équipement en matériel ; politique de décentralisation ; participation aux dépenses des organismes internationaux ; aide militaire ; ses observations sur la presse et l'information ; émissions vers l'étranger* [4 novembre 1969] (p. 3283, 3284) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'administration centrale et les services extérieurs ; rapport Racine ;*

situation des agents contractuels [5 novembre 1970] (p. 5178) ; *conditions de recrutement et de carrière du personnel ; participations aux dépenses d'organisations internationales ; ses observations sur nos participations aux organismes internationaux autres que ceux de l'Europe ; différence entre les contributions obligatoires et les contributions bénévoles ; virement de nos aides militaires des pays asiatiques vers les pays d'Afrique du Nord ; ses observations sur la presse et l'information ; développement de nos émissions de radio à destination de l'étranger ; établissement d'un grand poste émetteur à Chypre ; nécessité, à cet égard, de préparer un programme rationnel d'équipement sur plusieurs années* (p. 5179) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Déficit des transports dans la région lyonnaise ; terrain d'aviation de Satolas* [16 juin 1971] (p. 2972) ; *organisation du sillon rhodanien ; complexe de Fos ; axe mer du Nord-Méditerranée* (p. 2973) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Avant le Chapitre 1[er] : *Institution d'un service public de consultations juridiques* [7 octobre 1971] (p. 4403) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; logement de nos agents à l'étranger ; mise en œuvre d'une véritable politique du fonctionnement des services et des rapports entre l'administration centrale et les services à l'étranger* [3 novembre 1971] (p. 5207) ; *reclassement des agents contractuels ; préparation des futurs fonctionnaires des affaires étrangères ; rapport Racine ; participation aux dépenses des organisations internationales ; problème de la presse et de l'information* (p. 5208) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enseignement des enfants des Français de l'étranger* [10 novembre 1972] (p. 5006) ; *péréquation des frais de scolarité entre les différentes écoles ; Commission mixte affaires étrangères éducation nationale* [10 novembre 1972] (p. 5007) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Stabilité dans la modicité : Commission Racine ; centre d'études et de recherches nucléaires ; absence d'une politique de notre logement à l'étranger ; gestion administrative ; personnel ; intégration des contractuels ; désaffection de la carrière diplomatique* [15 novembre 1972] (p. 5244) ; *plan de modernisation et d'équipement ; réduction des frais généraux des organisations internationales ; centrales de l'information installées à l'étranger* (p. 5245) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Aménagement du Rhône pour une voie européenne ; nécessité d'aller vite pour l'achèvement de l'axe Rhin-Rhône au moment où le Rhin sera définitivement relié au Danube* [17 novembre 1972] (p. 5396).

JULIA (Didier)

Député de Seine-et-Marne
(5[e] circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 548) autorisant l'approbation de la Convention fiscale, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à

Londres le 22 mai 1968, n° **692** [30 avril 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur l'entrée de la Grande-Brelagne dans le Marché commun, n° **733** [27 juin 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2298), relalif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprés d'Etats étrangers, n° **2366** [30 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif a la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, n° **2471** [27 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires élrangères, sur le projet de loi (n° 2542), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats élrangers, n° **2543** [1er juillet 1972].

Sa proposilion de loi tendant à créer une laxe départementale et communale frappant les produits extraits des sablières et des carrières, n° **2619** [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur l'université ; nécessité de rendre au corps enseignant sa dignité : donner aux enseignants une formation pédagogique ; multiplication des instituts pédagogiques ; problème des relations publiques du Ministère de l'Education nationale avec les enseignants ; autogestion ; création d'un corps des étudiants qui sera élu par tous et responsable ; structure de l'enseignement ; sous-administration des facultés ; organisation des études ; représentation paritaire des étudiants ; nécessité de fractionner la Sorbonne ; multiplication des types de facultés dans la région parisienne ; suppression de l'uniformisation des examens et des diplômes ; création d'une université européenne* [25 juillet 1968] (p. 2577, 2578) ; *création d'une cité universitaire permettant à des professeurs d'y résider ; instituts des hautes études d'Amérique du Nord, du Tiers-Monde, institut des hautes études soviétiques ; organisation de la recherche ; enseignement technique ; orientation dans l'enseignement supérieur ; institution d'un présalaire étudiant ; problème des débouchés dans les facultés des lettres ; organisation des programmes inter-facultés ; centres d'études littéraires supérieures appliquées ; instituts universitaires tertiaires* (p. 2578, 2579).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Principe de la participation ; parité entre enseignants et enseignés* [9 octobre 1968] (p. 3143) ; Art. 15 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du texte de l'amendement de M. de Bennetot : « dans le cas où la thèse est issue d'un travail collectif, chaque candidat doit rédiger un mémoire permettant d'apprécier sa contribution personnelle »* [10 octobre 1968] (p. 3202) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « les titres de docteur sont conférés après la soutenance d'une thèse ou la présentation en soutenance d'un ensemble de travaux scientifiques originaux. Cette thèse et ces travaux peuvent être individuels ou, si la discipline le justifie, collectifs, déjà publiés ou inédits »* (p. 3202) ; *modalités d'obtention du doctorat ; conséquence de la situation actuelle* (p. 3202, 3203) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant : « tout titulaire du baccalauréat a la possibilité de solliciter son inscription dans un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur de son choix et est assuré d'obtenir son inscription dans un établissement au moins »* (p. 3206) ; *politique d'orientation ; orientation obligatoire en deux ans* (p. 3206) ; *notion d'une orientation obligatoire* (p. 3207) ; *ses observations sur l'orientation* (p. 3210) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (seuils en deçà desquels les études ayant donné lieu à appréciations défavorables ne pourront être poursuivies)* (p. 3312) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les universités et ces organismes qualifiés prennent également toutes dispositions pour une adaptation rigoureuse réciproque des débouchés professionnels et des enseignements universitaires dispensés »* (p. 3213) ; Art. 31 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (paragraphe 2)*

de cet article, à supprimer les mots : « soit en assemblée unique à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée, soit... » [10 octobre 1968] (p. 3243) ; *retrait de son amendement* (p. 3243) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire *: Situation des maîtres-assistants ; possibilité pour ces derniers de diriger une unité d'enseignement* [7 novembre 1968] (p. 4086) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES *: Se demande si on ne peut, au niveau des communautés européennes, maintenir une certaine objectivité politique ; ses observations sur la demande adressée au Gouvernement français pour qu'il subventionne des colloques qui permettraient au gouvernement néerlandais d'organiser en France des réunions pour critiquer la politique européenne de la France* [7 novembre 1968] (p. 4105, 4106) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 22 mai 1968 : *Echanges commerciaux entre la France et la Grande-Bretagne ; investissements français en Grande-Bretagne ; coopération de certaines sociétés françaises et britanniques* [6 mai 1969] (p. 1254) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES : *Fonctionnement de l'administration du Ministère ; ses observations sur les bâtiments du quartier Henri IV et du quartier des Princes au château de Fontainebleau ; rénovation de l'administration ; échec de la décentralisation dans l'administration des affaires culturelles ; ses observations sur les militaires dégagés des cadres qui se trouvent à Versailles ; sous-administration des agences d'architectes en chef des monuments historiques de nos départements ; cas du département d'Ile-de-France ; situation des jardiniers saisonniers des palais nationaux et des gardiens saisonniers des musées ; restauration du palais de Fontainebleau* [20 novembre 1969] (p. 4063, 4064).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur la Conférence de La Haye ; contrôle de certaines firmes françaises par les Américains ; problème de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun ; élargissement de la Communauté ; problème politique de l'Europe occidentale ; ses observations sur la Russie soviétique ; conséquence de l'entente entre les deux Etats allemands pour la paix de l'Europe ; ses observations sur le Proche-Orient ; problème des réfugiés palestiniens* [28 avril 1970] (p. 1348, 1349).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 29 : *Critères d'autorisation de fonctionnement d'un établissement privé* [4 décembre 1970] (p. 6212) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Aménagement de la région parisienne* [8 avril 1971] (p. 1002) ; *conjugaison d'une politique du logement avec une politique de l'emploi ; réforme des systèmes de financement des H.L.M. ; exemple de la S.N.E.C.M.A. ; déséquilibre entre le développement à l'Ouest de la région parisienne et le développement à l'Est ; problème particulier du Sud de la région parisienne* (p. 1003) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour des établissements dispensant un enseignement de premier cycle du second degré d'être agréés comme centres de formation d'apprentis)* [8 juin 1971] (p. 2501) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour les établissements publics ou privés d'enseignement de premier cycle du second degré de dispenser leur enseignement par cycles, alternant avec des cycles dans les entreprises)* (p. 2515) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 7 : *Son amendement tendant après les mots « à des montants » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article « déterminés en fonction du salaire minimum interprofessionnel de croissance, affecté d'un quotient familial pour tenir compte des charges de famille, ces montants étant fixés par décret »* [7 octobre 1971] (p. 4380) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « toute instance portée devant les juridictions où le ministère de l'avocat est obligatoire »* (p. 4384) ; *aide*

judiciaire devant le tribunal d'instance ou le tribunal de commerce (p. 4384) ; *retrait de son amendement* (p. 4385) ; Après l'Art. 21 : *Ses observations sur son amendement déposé à l'article 19* (p. 4391) ; *présence d'un magistrat au sein du bureau d'aide judiciaire* (p. 4392) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 20 : *Ses amendements* [13 octobre 1971] (p. 4511) ; *formation professionnelle* (p. 4511) ; *retrait de son amendement* (p. 4512) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 4513) ; *retrait de son amendement* (p. 4514) ; Art. 27, 28 et 29 : *Ses amendements tendant à substituer aux mots : « ministère public » les mots : « procureur général »* [14 octobre 1971] (p. 4538) ; Art. 37 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « dues aux avoués » à insérer les mots : « et aux agréés »* (p. 4548); Art. 40 : *Son amendement tendant après les mots : « prises en charge » à rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de cet article : « par le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat »* (p. 4554) ; *son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (p. 4557) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « Les avocas et les agréés qui, dans les trois années à compter de la date de la publication de la présente loi, auront été contraints... »* (p. 4563) ; Art. 50 : *Son amendement tendant à la fin de cet article, après le mot : « peuvent » à insérer les mots : « à la suite d'un examen professionnel »* (p. 4569) ; *retrait de son amendement* (p. 4570) ; Art. 53 : *Elaboration des décrets en Conseil d'Etat ; indépendance de l'avocat vis-à-vis du Parquet* (p. 4572) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 6 : *Utilisation des revenus du pari mutuel ; rôle des sociétés de courses parisiennes* [21 octobre 1971] (p. 4745) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises : *Notion de mer intérieure en ce qui concerne la Polynésie française ; ses observations sur les recherches du C.N.E.X.O. ; dégâts causés par la pêche industrielle autour des îles du Pacifique* [8 décembre 1971] (p. 6518) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 18 : *Son amendement (organisation de la région parisienne)* [27 avril 1972] (p. 1152) ; *absence de concertation entre l'administration régionale et la fonction parlementaire ; relations du district avec les régions ; retrait de son amendement* (p. 1152, 1153) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 1er : *Son amendement (garanties apportées par le présent statut)* [2 mai 1972] (p. 1258) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 1264) ; Art. 6 : *Son amendement* [3 mai 1972] (p. 1274) ; *son amendement : « Le délai dans lequel en l'absence de réponse l'autorisation sera considérée comme acquise sera fixé par décret »* (p. 1276) ; *retrait de son amendement* (p. 1276) ; *son amendement (possibilité pour les militaires d'évoquer les questions de défense non couvertes par le secret)* (p. 1276) ; *retrait de son amendement* (p. 1276) ; Art. 9 : *Son amendement de forme* (p. 1282) ; *retrait de celui-ci* (p. 1282) ; *son amendement (pouvoirs du Conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 1284) ; *retrait de celui-ci* (p. 1284) ; Art. 11 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1285) ; *son amendement (obligation de mettre à la disposition des militaires un logement correspondant à leur rang et à leur situation de famille)* (p. 1285) ; *retrait de celui-ci* (p. 1286) ; *retrait d'un nouvel amendement déposé à cet article* (p. 1286) ; Art. 24 : *Son amendement (communication des notes)* (p. 1292) ; *retrait de son amendement* (p. 1293) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 1294) ; *retrait de celui-ci* (p. 1294) ; Art. 31 : *Son amendement (admission dans d'autres corps ou spécialités de l'armée)* (p. 1295) ; Art. 40 : *Son amendement* (p. 1300) ; Art. 46 : *Son amendement* (p. 1308) ; Art. 68 : *Son amendement (cas des circonstances graves faisant présager le rappel ultérieur des intéressés)* (p. 1312) ; Art. 99 : *Son amendement* (p. 1318) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, en qualité de *Rapporteur : Cas des appelés du contingent effectuant leur service national au titre de la coopération ; composition du personnel d'assistance technique ; caractère du personnel de coopération* [7 juin 1972] (p. 2298) ; *procédure de détachement ; problème des corps de santé militaire ; situation des administrateurs civils des finances ; champ d'application de la loi ; cas des personnels des sociétés et organismes parapublics ou privés participant à*

des actions de coopération ; objet de la coopération technique (p. 2299) ; *études prospectives faites par les administrations en matière de coopération ; absence d'un service central responsable de l'action de coopération ; cas des coopérants détachés par la France dans le cadre d'une coopération européenne* (p. 2300) ; *ses observations sur la suite du débat* [8 juin 1972] (p. 2328) ; Art. 2 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2328) ; *cas des agents des organismes placés sous la tutelle de l'Etat* (p. 2329) ; Art. 3 : *Ses amendements* (p. 2330) ; *non-ingérence dans les affaires des Etats étrangers* (p. 2331) ; *son amendement concernant les garanties données aux intéressés* (p. 2332) ; *son nouvel amendement* (p. 2332) ; Art. 4 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2333) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Deniau* (p. 2333) ; *stages de formation du personnel affecté à l'étranger* (p. 2333, 2334, 2335) ; Art. 5 : *Nécessité pour les coopérants qui reviennent en France de retrouver leur emploi* (p. 2335) ; *son amendement* (p. 2335) ; *cas des fonctionnaires appartenant au corps des enseignements supérieurs* (p. 2335) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2336) ; Art. 7 : *Son amendement* (*maladies contractées pendant la durée du séjour et considérées comme maladies professionnelles*) (p. 2337) ; *couverture de certaines maladies par la sécurité sociale* (p. 2337, 2338) ; Art. 8 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2339) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1972] (p. 2968) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2969) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de garantir aux fonctionnaires ayant cessé leur service de coopération un emploi de remplacement ; problème de la qualité de notre coopération* [1er juillet 1972] (p. 3121, 3122) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Accession de l'île Maurice ; deuxième Convention de Yaoundé ; avantages économiques de cette association* [28 juin 1972] (p. 2970) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions, Art. 1er : *Son amendement tendant à inclure parmi les catégories bénéficiaires de la loi les retraités ainsi que les invalides civils et militaires* [17 octobre 1972] (p. 4195) ; *retrait* (p. 4196) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES : *Effort de régionalisation; situation des théâtres privés de Paris ; statut des théâtres de banlieue ; théâtre de l'Est parisien ; aide aux théâtres de province ; transformation de l'Opéra-Comique en centre national supérieur d'art lyrique ; théâtre national du palais de Chaillot ; formation musicale scolaire ou extra-scolaire ; réforme de l'architecture ; difficultés de recrutement et de formation du personnel spécialisé des manufactures nationales ; directions régionales du bureau des fouilles et antiquités ; situation dramatique de la recherche et de la proleclion des sites archéologiques ; cloche de l'église d'Egreville ; cité interministérielle des archives ; projet de regroupement des musées municipaux au palais de Fontainebleau* [8 novembre 1972] (p. 4826, 4827).

K

KASPEREIT (Gabriel)
Député de Paris
(7e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 39 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° 220 [25 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — VII. - Commerce intérieur, n° 360 [10 octobre 1968].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Sélection ; notion de concurrence entre les universités ; participation ; introduction de la politique dans l'université ; participation des étudiants à la gestion ; enseignement du latin en 6e* [4 octobre 1968] (p. 3066, 3067) ; *carence de l'instruction civique* (p. 3067) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure ; ses observations sur les manifestations qui ont eu lieu à la Sorbonne, au lycée Turgot et au lycée Jacques-Decour ; inquiétudes des parents* (p. 3068) ; Art. 27 : *Franchises universitaires ; liberté d'information politique et sociale ; mise à la disposition des étudiants de locaux spéciaux ; désire savoir quelles sont les mesures que compte*

prendre le Ministre pour aider les responsables de l'université qui se laisseraient déborder [10 octobre 1968] (p. 3236) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le commerce intérieur ; méthodes modernes de gestion ; assistance technique au commerce et à l'enseignement commercial ; rôle des assistants du commerce ; formes nouvelles de commerce ; fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; développement de la recherche ; nécessité d'un recensement de la distribution ; modifications intervenues dans la structure de la distribution ; organisation du marché de la viande ; idée de la création d'un fonds d'action sociale et d'amélioration des structures commerciales ; ses observations sur les idées de M. Fouchier* [18 novembre 1968] (p. 4626, 4627) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 7 : *Détermination de celui qui fait la loi* [4 décembre 1968] (p. 5088).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique :

Répond aux questions orales avec débat de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *L'artisanat, ses problèmes et son avenir ; points communs au commerce et à l'artisanat ; centre de Pontlevoy en Loir-et-Cher créé par la Confédération nationale de l'artisanat rural ; problème de l'apprentissage ; création de centres régionaux ou interdépartementaux de promotion et de perfectionnement ; subvention accordée à la maison des métiers d'art français ; réinsertion de l'artisanat dans la vie économique moderne* [10 avril 1970] (p. 962, 963, 964) ; *caractère sérieux du débat* (p. 970).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Conditions du développement de la moyenne et de la petite industrie ; rôle de l'institut du développement industriel ; action des sociétés de développement régional ; élargissement de l'accès des entreprises de dimension moyenne au marché des valeurs à revenu variable ; examen du projet de loi sur les créances dites de dernier rang destinées à atteindre une épargne qui n'est pas encore mobilisée ; relations des moyennes et petites industries avec les entreprises de plus grande dimension ; réglementation des marchés ; capacités d'innovations de notre industrie ; gestion et information de la moyenne et petite industrie ; rôle du centre de formation des assistants techniques en gestion industrielle* [30 octobre 1970] (p. 4979) ; *problème de l'artisanat ; problème de la protection sociale et de la fiscalité en cette matière ; question du forfait ; progressivité de la patente ; ses observations sur les titres « artisan en son métier » et « maître artisan » ; problème de l'apprentissage ; assistance technique* (p. 4980) ; *politique de l'environnement ; implantation des industries dans le cadre d'un aménagement urbain et rural ; instauration d'une prévention efficace contre les nuisances dues à l'utilisation de certains produits industriels ; protection de l'espace souterrain et des richesses du sous-sol ; promotion d'une politique de recherche en matière d'environnement* (p. 4981) ; Titre III : *Manque d'information en matière d'artisanat* (p. 5010) ; *plan du Gouvernement* (p. 5011) ; Titre IV : *Son amendement tendant à augmenter la réduction de crédits de ce titre de 250.000 francs et à diminuer la réduction de ce titre de la même somme* (p. 5012) ; *activité de la maison des métiers d'art français ; possibilité de faciliter l'ouverture de trois nouvelles agences en Auvergne, dans les pays de la Loire et dans le Languedoc-Roussillon ; utilité des stages de technologie avec le concours d'industriels* (p. 5012) ;

— du projet de loi relatif au stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle : *Application de la réglementation aux produits chimiques de base ; possibilité d'autoriser des stockages d'intérêt privé ; utilisation des explosions nucléaires souterraines pour créer des cavités de stockage* [15 décembre 1970] (p. 6538, 6539).

Répond à la question d'actualité de M. Neuwirth relative à la disparité entre la situation des apprentis et celle des étudiants [18 décembre 1970] (p. 6659).

Répond à la question d'actualité de M. Delachenal relative à l'aménagement de la chute Arc-Isère [5 mai 1971] (p. 1646).

Répond à la question orale sans débat de M. Delorme relative à l'accident survenu à l'Usine Pechiney (Saint-Auban) [5 mai 1971] (p. 1657, 1658).

Répond à la question orale sans débat de M. Icart relative à la construction de barrages [5 mai 1971] (p. 1658, 1659).

Répond à la question orale sans débat de M. Boutard relative à la sauvegarde de l'industrie de la ganterie [5 mai 1971] (p. 1660).

Répond à la question orale sans débat de M. Bayou relative à la protection de l'artisanat [12 mai 1971] (p. 1824, 1825).

Répond à la question orale sans débat de M. Lamps relative aux revendications des commerçants et artisans [25 juin 1971] (p. 3455, 3456, 3457).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Information du Parlement* [5 novembre 1971] (p. 5411) ; *problèmes de l'artisanat ; formation professionnelle ; assistance technique et économique en faveur du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ; diffusion d'un guide des zones artisanales* (p. 5412) ; *conférences régionales des métiers ; implantation des centres de gestion ; problème du travail clandestin ; ses observations sur la moyenne et petite industrie ; création de sociétés financières spécialisées dans la prise de participation en capital ; problème de l'innovation ; traité de coopération internationale en matière de brevets ; mise en œuvre d'une charte de la sous-traitance ; centre d'études et de formation des assistants en gestion industrielle ; rôle des chambres de commerce et d'industrie* (p. 5413, 5414).

Répond à la question d'actualité de M. Barrot relative à la loi-programme pour l'artisanat [28 avril 1972] (p. 1195, 1196).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales : *Présomption de rémunération ; droit de visite des locaux ; promotion de l'artisanat* [19 mai 1972] (p. 1774) ; *création d'un corps d'assistance technique à l'artisanat ; fiscalité ; primes de conversion ; limitation des hausses des baux commerciaux à l'occasion des renouvellements ; salaire fiscal ; formation et recyclage des adultes* (p. 1775) ; *problèmes de statut professionnel ; association du secteur des métiers à une politique régionale* (p. 1776) ; *évolution du nombre des entreprises artisanales ; problème du contrôle* (p. 1778, 1779) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis tendant à interdire le travail clandestin* (p. 1779) ; Art. 1er : *Définition des activités du secteur des métiers* (p. 1780) ; *dépôt de deux sous-amendements* (p. 1781) ; *ses observations sur les amendements de M. Deprez* (p. 1782) ; Après l'Art. 3 : *Exercice de l'action répressive* (p. 1785) ; Art. 4 : *Problème des contrôles* (p. 1786) ; Art. 6 : *Contrôle de l'application de la loi* (p. 1787) ; *rôle des officiers de police judiciaire* (p. 1788) ; Art. 9 : *Application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 1790) ; en seconde délibération, Art. 1er et 3 : *Ses amendements* (p. 1790, 1791) ; en deuxième lecture : *Problème des actes de commerce clandestin ; application de la loi aux départements d'outre-mer* [22 juin 1972] (p. 2750) ; Art. 1er : *Problème de la répression* (p. 2750) ; Art. 9 : *Application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 2751, 2752).

Répond à la question d'actualité de M. Bustin relative à l'activité d'« Usinor » [21 juin 1972] (p. 2697, 2698).

KÉDINGER (Pierre)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs

salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 863), adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers, n° 2702 [30 novembre 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement tendant à la suppression de l'article 6 du projet de loi de finances [25 octobre 1968] (p. 3599).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Règles de justice sociale ; problème du calcul de l'impôt direct ; principe du libre établissement ; faiblesse de notre économie ; importance de la paix civile ; compétitivité de notre économie ; réserves de l'épargne ; mesures prises pour encourager l'épargne ; nécessité de donner à l'épargne des garanties réelles* [29 octobre 1969] (p. 3014, 3015) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Vulgarisation de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique ; répartition des crédits ; enseignement du premier degré ; ramassage scolaire ; regroupement des classes primaires ; préscolarisation dans les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Moselle* [12 novembre 1969] (p. 3608) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crise de l'agriculture ; déficit du commerce français avec les pays extérieurs à la zone franc et à la C.E.E. ; marché des matières grasses ; production laitière ; excédent de beurre ; taxe sur l'importation des matières grasses ; taxe sur les produits issus de la trituration des graisses et des produits oléagineux* [18 novembre 1969] (p. 3934) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problèmes particuliers de certaines catégories d'anciens combattants et victimes de guerre de Moselle et d'Alsace ; ses observations sur l'expulsion de près de 300.000 habitants du département de la Moselle et de l'Alsace ; nécessité de reconnaître aux incorporés de force le bénéfice des bonifications pour campagnes ; principe de la présomption d'origine pour les infirmités dont restent atteints les incorporés de force qui ont été détenus prisonniers dans certains camps de l'Est ; extension de l'application du statut du réfractaire à tous les Lorrains et Alsaciens qui, faisant partie d'une classe mobilisée dans l'armée allemande, n'y ont pas été incorporés à la suite d'un acte volontaire* [26 octobre 1970] (p. 4706).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au restaurant universitaire de Metz [5 mai 1971] (p. 1649).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Restructuration industrielle de la Lorraine et en particulier du département de la Moselle; problème de l'emploi; reconversion industrielle ; création de l'Université de Metz ; extension à tous les secteurs menacés du bénéfice des primes d'adaptation industrielle* [5 novembre 1971] (p. 5424, 5425) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE ; *Statut du réfractaire ; cas des Alsaciens et des Mosellans ; conclusions de la Commission sur la pathologie de la captivité ; retraite à l'âge de 60 ans pour les déportés internés, résistants ou politiques ; sa satisfaction des mesures nouvelles* [2 novembre 1972] (p. 4575, 4576).

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— président de cette Commission [3 octobre 1972] (p. 3888).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1188) relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— vice-président de cette Commission [19 décembre 1972] (p. 6367) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa premier) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa premier) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— vice-président de cette Commission [19 décembre 1972] (p. 6367) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— président de cette Commission [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— président de cette Commission [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la protection des gisements fossiles, **n° 81** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à réviser certaines rentes viagères, **n° 82** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent, **n° 83** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative au contrôle des traitements médicaux effectués par les praticiens non titulaires du diplôme de docteur en médecine, **n° 84** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer

un ordre professionnel des arts appliqués, n° 85 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 263) modifiant les articles 132, 133 et 136 du Code pénal, n° 357 [9 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 262) modifiant les articles 2101 et 2104 du Code civil, n° 358 [9 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Tome II. - Justice, n° 394 [23 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 400) modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° 505 [5 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, n° 510 [6 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n° 563 [19 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1966 (n° 66-948 du 22 décembre 1966) afin d'assurer une meilleure utilisation des locaux devenus vacants à la suite d'institution de périmètres de protection de marchés d'intérêt national, n° 579 [20 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 552), modifié par le Sénat, portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n° 609 [20 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 614), modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n° 615 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 28-3° et 4° de la Constitution du 4 octobre 1958, n° 756 [16 septembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — V. - Territoires d'outre-mer, n° 840 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 675) étendant aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon, et au Territoire français des Afars et des Issas, les dispositions de l'article 455 du Code pénal, n° 888 [13 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 28), rejetée par le Sénat, tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce, n° 1040 [8 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux, n° 1065 [9 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1237), adopté par le Sénat, modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, n° 1260 [18 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judi-

ciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, n° **1326** [26 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à rendre plus efficace la protection des associés minoritaires des sociétés à responsabilité limitée, n° **1378** [6 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — V. - Territoires d'outre-mer, n° **1399** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1402), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier les articles 234, 235 et 307 du Code civil relatifs à la procédure du divorce et de la séparation de corps, n° **1436** [17 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1833) relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, n° **1859** [21 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1456 rectifié) tendant à modifier le régime des matériels de guerre, armes et munitions n° **2123** [14 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2033), adopté par le Sénat, relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent, recouvrent ou se font reconnaître la nationalité française, n° **2212** [4 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2233) prorogeant les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, n° **2281** [27 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2089) relatif à l'état civil dans le Territoire français des Afars et des Issas, n° **2295** [4 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à préciser que le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975, n° **2808** [19 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Limouzy* [23 juillet 1968] (p. 2478) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (cas de combattants volontaires de la Résistance)* (p. 2487) ; *ses observations sur les problèmes relatifs aux territoires et départements d'outre-mer ; conditions de durée de services continus exigées pour obtenir le titre de combattant volontaire de la Résistance ; preuve de l'appartenance à la Résistance* (p. 2487) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas d'une décision de justice régulièrement signifiée)* [23 juillet 1968] (p. 2496) ; *cas d'une vente aux enchères au cours de la période incriminée par la loi ; problème des jeunes sursitaires* (p. 2496) ; *retrait de son amendement* (p. 2496) ; Art. 8 *sexies : Problèmes relatifs au divorce* (p. 2501).

Son rappel au Règlement : *Déclaration du Gouvernement sur l'envahissement de la Tchécoslovaquie ; politique extérieure de la France* [26 septembre 1968] (p. 2915, 2916).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 30 : *Ses observations sur les décrets d'application ; son vote sur ce texte* [10 octobre 1968] (p. 3242) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à

l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, en qualité de *Rapporteur suppléant : Aide des deux pays en matière judiciaire, civile, commerciale et pénale ; conditions dans lesquelles l'autorité de la chose jugée peut être reconnue et la force exécutoire accordée aux décisions des tribunaux de chacune des parties contractantes sur le territoire de l'autre* [16 octobre 1968] (p. 3333) ;

— du projet de loi modifiant les articles 132, 133 et 136 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur : Peines criminelles en raison de l'altération, de la fabrication et de la mise en circulation de fausses monnaies ; ses observations sur la prime monétaire ; délit de contrefaçon de sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque* [17 octobre 1968] (p. 3380) ; Art. 1er et 2 : *Ses amendements tendant à compléter le 2e alinéa pour l'article 1er et le 3e alinéa pour l'article 2 par les mots : « ou de l'une de ces deux peines seulement »* (p. 3380, 3381) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 3381) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2101 et 2104 du Code civil, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le « superprivilège des salaires » : en cas de règlement judiciaire, paiement d'une fraction des rémunérations qui sont dues ; indemnités de licenciement* [17 octobre 1968] (p. 3381, 3382) ; Art. unique : *Ses amendements tendant à rédiger comme suit le début du dernier alinéa du texte proposé pour les articles 2101-4° et 2104-2° du Code civil : « les indemnités de licenciement dues en application des conventions collectives de travail, des accords collectifs d'établissement, des règlements de travail, des usages... »* (p. 3382) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cazenave* [17 octobre 1968] (p. 3384) ; *son sous-amendement tendant à remplacer dans l'amendement de M. Cazenave les mots : « sous la réserve du monopole » par les mots : « sous réserve du monopole »* (p. 3384) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Situation des enfants des mariniers ; problème de l'enseignement primaire ; mode de vie itinérant de la population batelière interdit aux enfants ; création de nouveaux internats pour « sédentariser » ces enfants ; formation professionnelle des jeunes mariniers* [28 octobre 1968] (p. 3646) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la façon dont fonctionne le Ministère de la Justice ; insuffisance des crédits ; condition de la magistrature ; problème du recrutement et de l'avancement ; administration pénitentiaire ; prison de Fleury-Mérogis ; statut du personnel pénitentiaire ; problème de l'éducation surveillée ; question de la carte judiciaire ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; indemnisation des professions ; réforme du Code de procédure civile ; réforme de l'assistance judiciaire* [8 novembre 1968] (p. 4154, 4155) ; *ses observations sur le fond du jardin de la Chancellerie qui, du côté de la rue Cambon, est près d'une école primaire* (p. 4173) ;

— du projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, Art. 7 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [28 novembre 1968] (p. 4933) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réglementation minière de la Nouvelle-Calédonie ; pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; autorisations personnelles minières ; permis de recherche ; minerai de nickel* [9 décembre 1968] (p. 5208) ; Art. 3 : *Pouvoirs du gouverneur* (p. 5217) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « le 1er janvier 1969 » les mots : « le premier jour du 6e mois suivant la promulgation de la présente loi »* (p. 5217) ; *application du texte* (p. 5217, 5218) ; *son amendement tendant à compléter l'article 4 par un second alinéa (cas des autorisations personnelles minières délivrées antérieurement à la date d'application de la présente loi)* (p. 5218) ; *ses observations sur les titres miniers antérieurs* (p. 5218) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, en qualité de *Rapporteur : Projet fiscal concernant les investissements ; extension de production de la société « Le Nickel » ; implantation d'une nouvelle société ; fiscalité de la Nouvelle-Calédonie ; importance du nickel ; attitude de l'assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5233 à 5235) ; *son opposition à la question préalable de M. Pidjot* (p. 5236) ; *son opposition*

à la motion de renvoi en Commission (p. 5237) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « 15 millions » les mots : « 30 millions »* (p. 5237) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5238) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 5238) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (communication des renseignements et documents aux personnes chargées de l'instruction de la demande d'agrément et du contrôle de l'exécution des conditions auxquelles ce dernier a été accordé)* (p. 5239) ; *indication des personnes soumises à l'obligation de remettre les actes et documents* (p. 5239) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa, paragraphe IV, de cet article* (p. 5240) ; *énumération des impôts qui peuvent faire l'objet d'une exonération ; contributions des patentes* (p. 5240) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 5240) ; *son amendement tendant à insérer avant le dernier alinéa de cet article un nouvel alinéa : « 6° - Contribution des patentes »* (p. 5240) ; *problème de la patente à l'importation* (p. 5241) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa, paragraphe IV, de cet article* (p. 5241) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « les avantages fiscaux prévus aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne sont applicables qu'aux éléments d'imposition afférents aux programmes agréés. Ils ne peuvent être accordés pour une période... »* (p. 5242) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « 25 ans » les mots : « 20 ans »* (p. 5242) ; *problème des avantages antérieurement accordés* (p. 5242, 5243) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie »* (p. 5243) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les entreprises qui bénéficieront du régime d'investissements ; seuil en deçà duquel les investissements restent du ressort de l'assemblée territoriale ; pouvoirs de cette assemblée ; communication des actes et documents détenus par certains services ; notion de secret professionnel ; problème de l'exonération des droits et taxes applicables aux matières premières et aux carburants ; question des avantages fiscaux accordés antérieurement à la promulgation de la présente loi* [19 décembre 1968] (p. 5704, 5705) ; *ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 5706, 5707) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5756) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article à supprimer les mots : « minières et métallurgiques »* (p. 5756) ; *son amendement tendant à remplacer dans la première phrase de cet article : « 40 millions de francs » par : « 30 millions de francs »* (p. 5757) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de cet article (communication des actes et documents relatifs à l'instruction de la demande d'agrément et au contrôte de l'exécution des conditions auxquelles l'octroi de ce dernier a été subordonné)* (p. 5757) ; *son amendement tendant après le 3e alinéa de cet article à insérer les deux alinéas suivants : « ces mêmes dispositions sont applicables aux fonctionnaires et agents de l'administration territoriale, aux organismes publics et semi-publics du territoire et aux entreprises demandant le bénéfice de l'agrément. Ces actes et documents ont un caractère confidentiel. »* (p. 5757) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 5757) ; Art. 4 : *Son amendement tendant après le paragraphe I à insérer un nouveau paragraphe ; « droits et taxes applicables aux matières premières et carburants utilisés pour le fonctionnement des installations »* (p. 5757) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à l'alinéa 1er de cet article après les mots : « impôts » à ajouter les mots : « droits, taxes » ; son amendement tendant avant le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à insérer le paragraphe suivant : « Droits et taxes perçus à la sortie du territoire sur les productions de l'entreprise »* (p. 5757) ; *son amendement tendant après le 3e alinéa, paragraphe II de cet article, à insérer le paragraphe suivant : « impôt sur le revenu des valeurs mobilières »* (p. 5758) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale (avantages fiscaux)* (p. 5758) ; Art. 8 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5758) ; Art. 8 *ter : Son amendement tendant après les mots : « entreprises » à supprimer les mots : « métallurgiques et minières* (p.

5758) ; *son amendement tendant à compléter l'article 8 ter par la phrase suivante : « dans les conditions et délais fixés par la décision accordant ces avantages »* (p. 5758) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur les entreprises minières et métallurgiques* (p. 5760) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, Art. 1er : *Consultation de l'assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5224) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas du commerçant installé dans un immeuble situé à l'intérieur des zones définies à l'article 1er, à partir d'une date postérieure à la déclaration d'utilité publique de l'opération de rénovation ; problème de l'indemnisation)* [19 décembre 1968] (p. 5684) ; *ses observations sur les commerçants qui se trouvent installés dans une zone de rénovation et atteints par l'interdiction d'exercer une ou plusieurs professions* (p. 5684, 5685) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (preuve que doit apporter le commerçant pour l'indemnisation du préjudice)* (p. 5685) ; *ses observations sur les marchés d'intérêt national : exemple du quartier des ex-Halles centrales* (p. 5685) ; *retrait de son amendement* (p. 5686) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des personnes de nationalité française domiciliées ou résidant habituellement en France et conservant à l'étranger des biens mobiliers ou immobiliers et possédant en France des créances sur l'étranger ; problème d'une succession ouverte en France ; cas des propriétaires d'avoirs qui ont été transférés en France à la date du 31 décembre 1969 ; situation des détenteurs des avoirs rapatriés avant le 31 décembre 1969 ; application de l'article 419 du Code pénal)* [17 septembre 1969] (p. 2328, 2329) ; *ses observations sur les fuites de capitaux et d'or de l'année dernière ; applicabilité des mesures coercitives ; rétablissement à partir du 1er janvier de l'année prochaine du régime de la déclaration des avoirs à l'étranger* (p. 2329, 2330) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Lagorce* [22 octobre 1969] (p. 2830) ; Art. 40 du Règlement : *Convocation d'une Commission à la demande du tiers de ses membres* [23 octobre 1969] (p. 2869) ; Art. 41 du Règlement : *Question de réserver le mercredi aux séances des commissions ; ses observations sur l'amendement de MM. Mazeaud et Foyer* (p. 2871) ;

— générale et de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Il sera mis chaque année à la disposition des contribuables un document résumant les caractéristiques essentielles de la loi de finances de l'année en cours et faisant notamment apparaître par grandes masses la répartition des recettes et des dépenses de l'Etat »* [29 octobre 1969] (p. 3024) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Montant du budget ; ses observations sur l'administration et les bâtiments pénitentiaires ; exemple de Fleury-Mérogis ; éducation surveillée ; conditions de travail du personnel d'éducation surveillée ; problème posé par une école de la rue Cambon* [5 novembre 1969] (p. 3391, 3392) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes du personnel ; prise en charge par l'Etat des personnels de Polynésie ; évolution du tourisme dans ces territoires ; nécessité de ne pas se limiter au tourisme de luxe ; problème des mesures sociales ; bourses de l'enseignement supérieur ; maintien de l'ordre ; administration de la justice ; moyens supplémentaires pour accroître les pouvoirs de police dans certains territoires ; exemple de la Nouvelle-Calédonie ; accroissement de la délinquance dans les territoires d'outre-mer ; problème des institutions ; réforme communale en Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur les Comores ; application dans les territoires d'outre-mer de la législation métropolitaine ; adaptation de certains textes de droit civil métropolitain aux T.O.M.* (p. 3400, 3401) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la rémunération et à l'avancement du personnel communal, en seconde délibé-

ration, Art. 1er *bis* : *Difficultés qui peuvent surgir entre le personnel communal et le personnel départemental* [25 novembre 1969] (p. 4342) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, en qualité de *Rapporteur suppléant : Question de savoir s'il faut étendre ou non la responsabilité des hôteliers aux véhicules et chargements laissés sur place ainsi qu'aux animaux vivants* [25 novembre 1969] (p. 4343) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 4344) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Après l'Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa du paragraphe III de l'article 4 de la loi de juillet 1966 à compléter par les dispositions suivantes ce texte : « Sauf s'il s'agit d'une pension de reversion, auquel cas le droit à prestations reste ouvert dans le régime dont relève l'activité »* [3 décembre 1969] (p. 4554) ; *cas des bénéficiaires de pensions de reversion ; retrait de son amendement* (p. 4554) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « Elles assurent l'encaissement des cotisations »* (p. 4576) ; *Son amendement tendant à supprimer, dans le deuxième alinéa de cet article, les mots : « l'encaissement des cotisations et... »* (p. 4576) ; *son amendement tendant après les mots : « Conseil d'Etat » à supprimer la fin du cinquième alinéa de cet article* (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4577) ; Art. 20 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où l'intéressé fait la demande prévue au paragraphe précédent)* (p. 4587) ; *ses observations sur les organismes chargés du recouvrement des cotisations* (p. 4587) ; *retrait de son amendement* (p. 4788) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Hoguet et Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « La prescription résultant des dispositions de l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 tel qu'applicable antérieurement à la publication de la présente loi ne pourra être opposée dans les instances en cours, en faisant l'objet d'un pourvoi en cassation »* [17 décembre 1969] (p. 5019) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5019, 5020) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Après l'Art. 215 du Code civil : *Nécessité de supprimer la présentation de requête lors de la procédure de divorce* [9 avril 1970] (p. 903) ; Art. 14 : *Ses observations sur le projet de loi ; ses observations sur l'article 213 du Code civil ; exercice de l'autorité parentale par la femme ; exemple des pays nordiques* [16 avril 1970] (p. 1097) ; en deuxième lecture, Art. 375 du Code civil : *Esprit du nouveau règlement* [20 mai 1970] (p. 1809) ; *son abstention lors du vote* (p. 1810) ;

— en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce, en qualité de *Rapporteur : Alignement de la procédure du divorce sur la procédure de la séparation de corps ; suppression de l'obligation pour l'époux demandeur en divorce de se rendre personnellement devant le Président du tribunal de grande instance pour la présentation de sa requête ; ordonnance de non-conciliation ; ses observations sur les amendements déposés par M. Gerbet* [5 mai 1970] (p. 1508) ; Art. 1er : *cas où la femme qui introduit une demande en divorce désire que lui soit assigné immédiatement un domicile séparé ; distinction entre les mesures provisoires prises par le juge au moment de l'ordonnance de non-conciliation et les mesures provisoires ou conservatoires prises lors de la présentation des requêtes* (p. 1509, 1510) ; Titre : *Son amendement tendant à une modification du titre de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 234, 235 et 307 du Code civil relatifs à la procédure du divorce et de la séparation de corps »* (p. 1510) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Suppression de la présentation personnelle de la requête en divorce par l'époux demandeur ; substitution d'une présentation faite par l'avoué :*

position du Sénat en la matière ; mesures provisoires prises par le magistrat [19 novembre 1970] (p. 5781) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5782) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 234 du Code civil par le nouvel alinéa suivant : « La requête ne devra contenir aucune référence aux griefs invoqués par l'époux demandeur »* (p. 5782) ; *procédure du divorce ; exagération des griefs introduits dans les requêtes* (p. 5784).

Pose à M. le Ministre de la Justice deux questions orales avec débat relatives à la réforme judiciaire [15 mai 1970] (p. 1754) : *Problèmes de la réforme des professions judiciaires ; date de dépôt du projet de loi ; dualité entre les professions d'avocat et d'avoué ; réforme de la carte judiciaire ; nécessité de rapprocher la justice du justiciable* (p. 1755, 1756) ; *avoués auprès des Cours* (p. 1761, 1762).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 150-12 du Code de procédure pénale : *Question du paiement de l'indemnité ; paiement de l'indemnité étant à la charge de l'Etat et payée comme frais de justice criminelle ; ses observations sur le fait que la Commission n'a pas suivi le Gouvernement sur la possibilité pour l'Etat d'exercer un recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin dont la faute aurait provoqué la détention ou sa prolongation ; problème du faux témoin* [28 mai 1970] (p. 2037) ; *ses observations sur les paroles de M. Delachenal ; retrait de son amendement déposé avec M. de Grailly* (p. 2038).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 62 du Règlement ; son vote sur la question préalable opposée par la Commission des lois à la discussion du projet modifiant la loi du 1er septembre 1948 relative au rapport des bailleurs et locataires des locaux d'habitation ou à usage professionnel ; son absence hors de l'hémicycle bien qu'il figure parmi les votants ; conditions de travail de l'Assemblée* [24 juin 1970] (p. 2994).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. 5 : *Libération des locaux et des loyers ; situation à l'expiration du bail de six ans ; état des lieux* [24 juin 1970] (p. 3000, 3001) ; Art. 6 : *Insuffisance de la loi de 1948 ; conséquence de l'adoption du texte en discussion* (p. 3003) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications apportées par le Sénat* [24 juin 1970] (p. 3007) ; Art. 1er : *Ses observations sur la suppression de cet article* (p. 3008) ; Art. 2 : *Cas où les opérations de rénovation se déroulent dans une zone d'aménagement concerté ; possibilité de mener ces opérations en l'absence d'une telle zone* (p. 3008) ; Art. 3 : *Ses observations sur la personne morale chargée de l'opération* (p. 3008) ; Art. 4 : *Généralisation de l'octroi de l'indemnisation à l'intérieur de la zone de rénovation ; permission donnée aux commerçants et artisans propriétaires de rester dans les lieux après avoir cessé leur activité* (p. 3009, 3010) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 3010) ; Art. 7 : *Problèmes concernant les marchés d'intérêt national ; ses observations sur le marché de Rungis* (p. 3010, 3011) ; *retrait de l'amendement de M. Bozzi* (p. 3011) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications faites par le Sénat ; discrimination entre les locataires et les propriétaires ; procédure des marchés d'intérêt national* [30 juin 1970] (p. 3339, 3340) ; Art. 7 *bis* : *Ses observations sur cet article* (p. 3340) ;

— du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, en qualité de *Rapporteur : Mise en place définitive des tribunaux de la région parisienne ; attribution de compétences nouvelles à ces tribunaux par décret en Conseil d'Etat* [25 juin 1970] (p. 3041) ; Art. unique : *Son amendement tendant à remplacer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1er de cette loi par les dispositions suivantes : « à l'expiration du régime provisoire, les tableaux précités seront modifiés en conséquence* (p. 3043) ; *ses observations sur l'amendement adopté par le Sénat* (p. 3043) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la création de tribunaux de pleine juridiction* [29 juin 1970] (p. 3273) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats : Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « les nominations d'auxiliaires ou d'anciens auxiliaires de la justice effectuées en application des dispositions de l'alinéa précédent ne pourront excéder 30 % des postes effectivement pourvus* » [25 juin 1970] (p. 3078).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux incidents survenus à la prison de la Santé [26 juin 1970] (p. 3176, 3177).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, ses explications de vote : *Ses observations sur le fait que la position prise par le Gouvernement répond à la promesse faite par le Président de la République* [29 juin 1970] (p. 3272, 3273) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la présentation, chaque année, dans un fascicule distinct, d'un état récapitulatif des dépenses faites dans les départements et les territoires d'outre-mer par les différents Ministères* [23 octobre 1970] (p. 4665) ; *contrôle parlementaire ; effort en faveur des personnels administratifs dans les territoires d'outre-mer ; problème de la prise en charge par l'Etat des rémunérations des fonctionnaires territoriaux de la Polynésie française ; insuffisance de l'équipement administratif ; situation des magistrats dans les T.O.M. ; conséquence d'une audience foraine en Polynésie ; régime particulier des magistrats ; application aux magistrats du régime actuel des fonctionnaires d'autorité ; formation professionnelle aux Nouvelles-Hébrides ; conséquence de l'extension de l'industrie du nickel ; problème du tourisme ; problème du privilège de la compagnie Air France sur un certain nombre de lignes ; application particulière de certaines législations métropolitaines aux T.O.M.* (p. 4667) ; *possibilité d'appliquer par décrets aux T.O.M. des textes votés sous forme législative avant 1958 ; réforme communale en Nouvelle-Calédonie* (p. 4667) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Art. 68 : *Attribution du titre de « patriote transféré en Allemagne »* [26 octobre 1970] (p. 4713, 4714) ; *caractère de ce budget* (p. 4714) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Insuffisance des crédits ; affectation à ce département ministériel de 1 % du budget de l'Etat ; décentralisation du théâtre ; rapports entre les troupes théâtrales et l'Etat ; ses observations sur la Comédie-Française ; ses rapports avec l'O.R.T.F. ; théâtre de l'Odéon ; problème de la musique ; gestion de M. Landowski ; ses observations sur le théâtre de la Gaîté lyrique ; posibilité pour l'Etat de passer une convention avec la ville de Paris afin d'utiliser rationnellement cette scène ; question des musées ; problème de la sécurité des œuvres d'art et du gardiennage des musées* [13 novembre 1970] (p. 5504) ; *ses observations sur le musée du Louvre ; question des réserves du musée du Louvre ; possibilité de passer une convention avec un organisme afin de mettre ces œuvres d'art à la portée de ceux qui ont envie de les contempler ; organisation de sortes de « trains d'art » que l'on pourrait aisément déplacer ; ses observations sur le droit que doivent acquitter les visiteurs désireux de prendre des photographies* (p. 5505) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, Art. 1er : *Ses observations sur le champ d'application de de texte* [18 novembre 1970] (p. 5769).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 52 du Règlement ; ses observations sur le vote d'un amendement au projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications* [19 novembre 1970] (p. 5781).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur ce texte ; rôle du Gouvernement* [19 décembre 1970] (p. 6722).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la création de l'Union des républiques arabes [23 avril 1971] (p. 1417).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins, Art. 1er : *Ses observations sur le sous-amendement déposé par Mme Thome-Patenôtre à l'amendement du Gouvernement* [7 mai 1971] (p. 1766) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Situation en province ; affectation de la taxe* [25 mai 1971] (p. 2051, 2052) ; *affectation du produit de la redevance* (p. 2053, 2054) ; Art. 5 : *Hausse des prix des transports parisiens ; date d'application du texte* (p. 2058, 2059) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances et la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications faites par le Sénat* [22 juin 1971] (p. 3226) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, en qualité de *Rapporteur : Augmentation du nombre des enlèvements ; rapt d'une personne majeure, accompagné d'une demande de rançon* [23 juin 1971] (p. 3303) ; *enlèvement de mineurs ; éléments constitutifs de l'infraction* (p. 3304) ; Art. 1er : *Cas où la prise d'otages s'accompagne d'un vol* (p. 3306) ; *son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'article 343 du Code pénat à substituer aux mots : « un ordre » les mots : « une injonction »* (p. 3307) ; *son amendement (peine de la réclusion criminelle)* (p. 3308) ; *application des circonstances atténuantes* (p. 3308) ; Art. 2 : *Son amendement (cas de paiement d'une rançon)* (p. 3309) ; *extension de la peine de réclusion criminelle à perpétuité* (p. 3309) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Différence entre le texte du Gouvernement et le texte de la Commission ; indication du volume futur d'affaires d'assistance judiciaire ; rémunération de l'avocat ; projet de création d'une caisse par cour d'appel* [7 octobre 1971] (p. 4368 à 4370) ; Art. 7 : Son rappel au Règlement : *Application de l'article 95, paragraphe 4 du Règlement* (p. 4382) ; Après l'Art. 15 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4386) ; Après l'Art. 15 : *Rémunération des avocats* (p. 4387) ; *distinction entre honoraires et indemnités* (p. 4387) ; Avant l'Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 4388) ; Après l'article 21 : *Indépendance de la profession d'avocat* (p. 4395) ; *ses observations sur le système proposé par le Gouvernement et sur celui proposé par la Commission ; création d'un fonds national ; charge de l'Etat concernant l'indemnisation des auxiliaires de justice* (p. 4396) ; *honoraires des experts* (p. 4397) ; *indemnité forfaitaire* (p. 4398) ; Art. 27 : *Situation d'un plaideur bénéficiaire de l'aide judiciaire qui perd son procès* (p. 4400) ; *ses explications de vote ; portée du projet de loi* (p. 4408) ; en deuxième lecture, Art. 21-7 : *Indemnité des auxiliaires de justice ; récupération des honoraires* [10 décembre 1971] (p. 6690) ; *situation des auxiliaires de justice* (p. 6693);

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Elaboration du projet de loi ; application du projet ; ses conséquences* [13 octobre 1971] (p. 4482) ; Art. 10 : *Ses observations sur le titre d'ancien bâtonnier* (p. 4499) ; *activités devant les tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre ; principe de la territorialité de la postulation* (p. 4502, 4503) ; Après l'Art. 11 : *Date de l'application de la loi* (p. 4506) Art. 36 : *Retrait de son amendement déposé avec M. Mazeaud* [14 octobre 1971] (p. 4547) ; Art. 37 : *Indemnisation des avoués* (p. 4549); *problème du délai* (p. 4550) ; Son rappel au Règlement : *Importance du travail parlementaire sur le projet de loi relatif aux professions judiciaires et juridiques ; ses observations sur la suite du débat* (p. 4561) ; Art. 42 : *Indemnisation des avocats qui n'auront pu se reclasser* (p. 4563) ; Art. 53 : *Participation des ordres à la formation pro-*

fessionnelle (p. 4573) ; Après l'Art. 72 : *Ses observations sur ses amendements* (p. 4588) ; Art. 76 : *Son amendement : « à partir de la nouvelle promulgation de la présente loi, nul ne pourra commencer à exercer le droit en France sans appartenir à la nouvelle profession d'avocat »* (p. 4590) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « d'un délai de cinq ans à compter de son entrée en fonctions » les mots : « d'un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi »* (p. 4591) ; *accélération de la fusion des professions judiciaires et juridiques ; retrait de ses amendements* (p. 4591) ; Art. 77 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer à la date du 16 septembre 1972 la date du 16 septembre 1973* (p. 4592) ; *date d'application de la réforme* (p. 4592) ; *retrait de son amendement* (p. 4593) ; en deuxième lecture, Art. 18 : *Accès à la nouvelle profession* [8 décembre 1971] (p. 6533); Art. 42 : *Différence de situation entre l'avocat et l'agréé* [9 décembre 1971] (p. 6571) ; *droit de ceux qui se jugent inaptes à s'intégrer dans la nouvelle profession* (p. 6572); Art. 55 : *Unification des professions d'avocat et de conseil juridique* (p. 6585) ; Art. 72 C : *Ses observations sur le conseil en brevet d'invention* (p. 6598) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Etat du palais de justice de Papeete* [3 novembre 1971] (p. 5203) ; JUSTICE, Titre VI : *Etat de vétusté du palais de justice de Papeete* [5 novembre 1971] (p. 5383) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques : *Attitude des organismes bancaires* [24 novembre 1971] (p. 6070) ; *rôle de la publicité ; cartes de crédit ; nécessité d'éduquer les titulaires de carnets de chèques* (p. 6071) ; Après l'Art. 4 : *Simplification des rapports entre le bénéficiaire du chèque et le tireur ; inscription sur les formules du chèque des nom, prénom et adresse de la personne à laquelle la formule est délivrée* (p. 6075, 6076) ; en deuxième lecture, Art. 4 *bis* : *Présentation d'une pièce d'identité munie d'une photographie ; relations entre le tireur et le bénéficiaire du chèque* [18 décembre 1971] (p. 6963) ; Art. 11 : *Ses observations sur les services rendus par les banques ; émission de chèques postaux pour des sommes dérisoires* (p. 6968) ;

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, Art. L 27-1 du Code de la route : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann par les mots : « et signifié par ministère d'huissier de justice »* [2 décembre 1971] (p. 6332) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Zimmermann (possibilité pour le contrevenant de former une réclamation auprès du Ministère public)* (p. 6332) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, Art. 2 : *Limites territoriales ; problème des chefs-lieux des communes ; question des regroupements de communes* [8 décembre 1971] (p. 6504) ;

— en quatrième lecture, du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Conditions de travail de l'Assemblée ; ses observations sur le rôle du Conseil constitutionnel ; attitude du Sénat ; son abstention* [20 décembre 1971] (p. 7020) ;

— du projet de loi prorogeant les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [3 mai 1972] (p. 1271) ;

— du projet de loi relatif à l'état civil dans le Territoire français des Afars et des Issas, en qualité de *Rapporteur : Nombre des régimes d'état civil présentement en application ; constitution d'un fichier après le recensement des populations ; complexité du texte en discussion* [9 mai 1972] (p. 1431, 1432) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (application du Code civil ; ses dérogations)* (p. 1433) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 1433) ; *son amendement (précisions sur l'identité des personnes)* (p. 1433) ; *son amendement relatif aux déclarations de naissance* (p. 1433) ; *son amendement concernant les déclarations de décès* (p. 1434) ; Art. 4 : *Son amendement rédactionnel* (p. 1434) ; *retrait de celui-ci* (p. 1435) ; Art. 9 : *Son amendement relatif aux pénalités* (p. 1436).

Sa mise au point au sujet d'un vote

(*M. Brial n'a pas pu voter par délégation*) [25 mai 1972] (p. 1896).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent, recouvrent ou se font reconnaître la nationalité française, en qualité de *Rapporteur : Champ d'application de la procédure de francisation des noms et prénoms ; lien entre la francisation et l'acquisition de la nationalité et l'harmonisation des procédures ; maintien d'une différence de statut entre le nom et le prénom* [28 juin 1972] (p. 2957) ; Art. 1er, 3 et 9 : *ses amendements rédactionnels* (p. 2958) ; *retrait de son amendement déposé à l'article 1er* (p. 2958) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Ses précisions sur l'irrecevabilité de l'amendement déposé par le groupe communiste et l'amendement adopté en Commission* [10 octobre 1972] (p. 4006) ;

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : *Hommage à M. Foyer ; bilan du travail accompli par la Commission des lois* [10 octobre 1972] (p. 4010) ; *sa demande de réserve de l'article 27 du Code* (p. 4019) ; Art. 10 du projet de loi : *Sa demande de réserve de l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4035) ; Art. 64-1 du Code : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud (dispense de stage par le Gouvernement)* (p. 4036, 4037) ; Art. 87 du Code : *Ses observations contre l'amendement de M. Mazeaud ; nécessité de penser aux Français qui ne résident pas en France* [11 octobre 1972] (p. 4071) ; en deuxième lecture, Après l'Art. 27 *bis* : *Problèmes de la communauté asiatique, de la Polynésie française qu'il convient de régler en adoptant les amendements du Gouvernement après l'article 27 bis et à l'article 33* (p. 6118. 6119) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Ses précisions sur le vote de la proposition par la Chambre des députés du territoire* [12 octobre 1972] (p. 4106) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Demande la réserve des articles 1 à 4 du projet de loi* [17 octobre 1972] (p. 4189) ; Art. 4 : *Adoption par la Commission de l'amendement de M. Waldeck L'Huillier ayant le même objet que celui de M. Charles Bignon* (p. 4197) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la suite du débat* [22 novembre 1972] (p. 5585) ; Art. 1er : *Ses observations* (p. 5586) ; Art. 3 : *Retrait de l'amendement de la Commission* (p. 5586) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, Après l'Art. 10 : *Son amendement décrétant qu'en matière de pension alimentaire les décisions de justice sont exécutoires par provision et que, par voie de conséquence, le pourvoi n'est pas suspensif* [5 décembre 1972] (p. 5858) ; *retrait* (p. 5859) ; en deuxième lecture, Art. 9 *bis* : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud par les mots : « ou l'exécution de la contribution aux charges du mariage »* [19 décembre 1972] (p. 6357) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6357) ; Art. 9 *ter* : *Son sous-amendement identique au précédent* (p. 6357) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Art. 31 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire, avant le transfèrement de tout détenu d'un établissement pénitentiaire à un autre, l'avis de la Commission de l'application des peines ou, en cas d'urgence, du juge de l'application des peines ; retrait* [6 décembre 1972] (p. 5911) ; Après l'Art. 42 A : *Demande à M. de Grailly de ne pas prolonger le débat à propos de son amendement concernant le bulletin n° 3 du casier judiciaire* (p. 5921) ; en deuxième lecture, Art. 31 *bis* : *Modalités de délivrance des permis de visite donnés aux avocats après condamnation de leurs clients* [19 décembre 1972] (p. 6363) ;

— du projet de loi instituant un médiateur, Art. 1er : *Son amendement tendant à retenir le vocable « médiateur, défenseur des droits et libertés », retiré,* [14 décembre 1972] (p. 6211) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à instituer une incompatibilité totale avec toute fonction élective quelle qu'elle soit ; adoption,* (p. 6214, 6215) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « s'il n'exerçait le même mandat antérieurement à sa nomination » adoption,* (p. 6215) ;

Art. 12 : *Son amendement précisant que le médiateur « présente au Président de la République puis dépose devant le Parlement un rapport annuel dans lequel il établit le bilan de son activité »*, p. 6220) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la suite du débat* [20 décembre 1972] (p. 6399) ;

— du projet de loi modifiant les articles L 71-3° et L 80-1° du Code électoral, en qualité de *Rapporteur suppléant : Possibilité donnée aux militaires français actuellement stationnés sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne de voter par correspondance ; nombre de personnes visées par ce texte* [18 décembre 1972] (p. 6297) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Dumas tendant à modifier l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions, en qualité de *Rapporteur suppléant : Possibilité donnée aux conseils généraux de saisir le Gouvernement de propositions tendant à la modification des limites ou de la dénomination des circonscriptions régionales ; détermination du délai* [18 décembre 1972] (p. 6297, 6298) ;

— du projet de loi rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice, en qualité de *Rapporteur suppléant : Absence d'une chambre départementale pour les notaires et les huissiers ; problèmes disciplinaires* [18 décembre 1972] (p. 6309) ; Art. 1er : *Régime législatif des départements d'outre-mer* (p. 6310) ;

— du projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en qualité de *Rapporteur suppléant : Détermination des éléments incorporés au domaine public de l'Etat dans les D.O.M.* [18 décembre 1972] (p. 6310, 6311) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6312) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi tendant à préciser que le décret du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6389).

L

LABBÉ (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges (13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XI. - Aviation civile, n° 360 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 68) tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », n° 474 [26 novembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XVI. - Aviation civile, n° 837 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 890), modifiée par le Sénat, tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, n° **952** [9 décembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les problèmes de l'aviation commerciale de demain, n° **1027** [2 avril 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XVII. - Aviation civile, n° **1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XVIII. - Aviation civile, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XVIII. - Aviation civile, n° **2590** [12 octobre **1972**].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. - AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le* Concorde *et l'*Airbus ; *problèmes d'exploitation ; éventualité d'un rapport d'information consacré à l'évolution actuelle de l'aviation civile et à ses conséquences ; hommage rendu à Max Hymans ; Air-Inter ; projet* Mercure II ; *ses observations sur l'U.T.A. ; liaison entre Paris et Orly ; ses observations sur l'aménagement de Roissy-en-France* [6 novembre 1968] (p. 4041 à 4043) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d' « agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », en qualité de *Rapporteur : Organisation de la profession ; adhésion à une caisse de garantie ; cas des agences rurales ; carte professionnelle ; rôle de l'agent immobilier et de mandataire en fonds de commerce* [18 décembre 1968] (p. 5638) ; Titre 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* (p. 5639) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5641) ; *caisses de caution mutuelle* (p. 5641) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* (p. 5642) ; Art. 4 : *Carte professionnelle* (p. 5642) ; Art. 5 et 6 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 5643) ; Art. 15 et 18 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5646, 5647) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, en qualité de *Rapporteur : Délivrance d'une carte professionnelle ; institution d'un ordre des agents immobiliers ; ses observations sur la loi de juin 1960 ; conditions de rémunération des intermédiaires ; rôle des agences établies dans les zones rurales ou de villégiature* [11 décembre 1969] (p. 4841) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Dassié, pour le paragraphe II, à substituer aux mots : « d'un organisme de garantie collective » les mots : « d'une société de caution mutuelle »* (p. 4843) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4843) ; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « de démarche de publicité » les mots : « de démarches, de publicité »* (p. 4845) ; *retrait de son amendement* (p. 4845) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « une peine d'emprisonnement » à insérer les mots : « avec ou »* (p. 4847) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 11° de cet article : « de la loi du 3 janvier 1967 modifiée, relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction »* (p. 4847) ; *retrait de son amendement* (p. 4847) ; Art. 14 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « ou définitive »* (p. 4848) ; *fermeture d'un établissement* (p. 4848) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « troisième » le mot : « sixième »* (p. 4849) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4849).

Son rappel au Règlement : *Souveraineté de l'Assemblée ; importance des travaux dans les Commissions ; date de reprise des travaux parlementaires ; application de l'article 11 de la Constitution* [3 avril 1969] (p. 847).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — II. - AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rythme annuel de croissance du trafic passager ; « retombées » technologiques du programme* Concorde ; *problème de la recherche ; avion hypersonique ; avions à décollage et atterrissage vertical ; ses observations sur l'*Airbus *et le* Mercure ; *difficultés d'Air-Inter ; ses observations sur l'U.T.A. ; aéroport de Paris ; travaux prévus à Roissy ; situation des personnels de la sécurité aérienne ; statut des contrôleurs et électroniciens de la sécurité aérienne* [17 novembre 1969] (p. 3868, 3869) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations contre la question préalable ; caractère de l'expérience actuelle ; transformation de la condition ouvrière* [16 décembre 1969] (p. 4950, 4951) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa du paragraphe VI de l'article 10* [19 décembre 1969] (p. 5102) ; *collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; problème de la forêt française* (p. 5102, 5103).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale, ses explications de vote : *Importance de la concertation ; son adhésion à la politique gouvernementale ; son espoir d'une évolution de la société par la réforme permanente* [15 octobre 1970] (p. 4344).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat, de M. de Préaumont, relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5273, 5274, 5275).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — II. - AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème du* Concorde ; *rentabilité des appareils* [13 novembre 1970] (p. 5468) ; *situation des aéroclubs de France ; développement de l'aviation sportive française ; situation des divers personnels qui relèvent de ce département ministériel* (p. 5469) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Coordination entre le secteur public et le secteur privé ; problème des choix ; carte hospitalière* [3 décembre 1970] (p. 6113) ; son vote (p. 6114).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à l'abaissement de l'âge de la retraite [19 mai 1971] (p. 1980) : *Progressivité des mesures à prendre ; sélection portant sur l'âge d'accession à la retraite (régime de retraite « à la carte ») ; importance du rapport entre la population active et la population inactive ; situation des femmes salariées, des travailleurs exerçant des métiers reconnus pénibles, des anciens prisonniers de guerre* (p. 1980, 1981) ; *difficulté de juger une inaptitude professionnelle ; constitution d'un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes de la retraite* (p. 1996).

Prend part à la discussion du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, ses explications de vote : *Développement de la politique contractuelle · responsabilités en matière de promotion sociale ; son vote* [8 juin 1971] (p. 2575).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux incompatibilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4432, 4433, 4437).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Industrie aéronautique civile ; incertitudes en ce qui concerne le développement du transport aérien mondial ; utilisation des avions à décollage court et à décollage vertical ; situation de la compagnie Air-Inter* [15 novembre 1971] (p. 5681) ; *construction des appareils* Concorde, Airbus *et* Mercure (p. 5682) ; *ses observations sur les paroles de M. Servan-Schreiber* (p. 5695) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, ses explications de vote : *Vote du groupe de l'Union des démocrates pour*

la République [2 décembre 1971] (p. 6311, 6312)

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [3 décembre 1971] (p. 6394) : *Rapports étroits liant la situation de l'emploi en France et la situation monétaire internationale ; décisions protectionnistes du président Nixon et surtaxes à l'importation instaurées au Danemark et en Finlande ; ralentissement de la production industrielle; hausse des prix ; progression du chômage (situation de « stagflation ») ; cas de l'Allemagne ; problème des travailleurs frontaliers ; augmentation des chômeurs dans la sidérurgie ; développement de l'Agence nationale pour l'emploi ; contrôle de la main-d'œuvre immigrée ; aide à l'exportation* (p. 6397, 6398).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, ses explications de vote : *Vote du groupe de l'Union des démocrates pour la République* [19 mai 1972] (p. 1771, 1772) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 1er *sexies : Notion de cadres ; constitution de cadres intercommunaux ; retrait du sous-amendement de M. Paquet* [22 juin 1972] (p. 2756) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Participation ; problème de l'emploi ; agence nationale pour l'emploi ; sa suggestion de création d'un haut commissariat à l'emploi ; chômage des cadres* [6 novembre 1972] (p. 4723) ; TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa demande de précisions sur les possibilités commerciales de* Concorde, Airbus *et* Mercure ; Superconcorde ; *diminution des nuisances et du bruit ; liaisons entre Roissy-en-France et la capitale ; insuffisance des crédits d'infrastructure* [8 novembre 1972] (p. 4878).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la circulation dans Paris [17 novembre 1972] (p. 5379, 5380).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux services de garde des hôpitaux publics [24 novembre 1972] (p. 5651, 5652).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux emprises autoroutières [8 décembre 1972] (p. 6031).

LACAGNE (Henri)

Député de Saône-et-Loire
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750); [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

LACAVÉ (Paul)

Député de la Guadeloupe
(2e circonscription)
App. C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'apparente au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le Ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires constituant les départements d'outre-mer, n° 318 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'attribution gratuite aux communes des terrains domaniaux de la zone dite des cinquante pas géométriques, à la Guadeloupe, n° 323 [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 323) tendant à permettre l'attribution gratuite aux communes des terrains domaniaux de la zone dite des cinquante pas géométriques, à la Guadeloupe, n° 993 [18 décembre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Situation des condamnés politiques de la Guadeloupe ; ses observations sur les événements de mars 1967 à Basse-Terre ; ses observations sur l'Algérie ; situation économique et sociale des Antilles ; son souhait de voir inscrit, dès la prochaine rentrée parlementaire, un projet de loi d'amnistie pour les départements et territoires d'outre-mer* [23 juillet 1968] (p. 2475, 2476) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie de plein droit pour des faits commis dans les départements et territoires d'outre-mer)* (p. 2489) ; *condamnations prononcées par les tribunaux et départements d'outre-mer* (p. 2489) ; *ses observations sur les événements de Basse-Terre* (p. 2491) ;

— du projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer : *Industrialisation des départements d'outre-mer ; ses observations sur les événement de mai 1967 en Guadeloupe ; son souhait de voir l'Etat constituer une société d'économie mixte qui exploiterait les ressources* [17 octobre 1968] (p. 3371) ; Article unique : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à l'Etat » les mots : « au département ou aux communes »* (p. 3372) ; *industrialisation des D.O.M.* (p. 3372, 3373) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (représentation des collectivités locales au sein de l'organe de direction et de gestion constitué en vue de la recherche de l'exploitation)* (p. 3373) ; *rôle du conseil général de la Guadeloupe* (p. 3373) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Guadeloupe ; son niveau de vie ; problème du sucre ; nécessité d'industrialiser la Guadeloupe ; question du logement ; ses observations sur la migration ; promotion sociale ; conséquences de la cohabitation des populations antillaises avec la population métropolitaine ; échec de la formation professionnelle ; originalité de la Guadeloupe ; statut d'autonomie dans le cadre de la République française* [9 novembre 1968] (p. 4261, 4262) ;

— du projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du Livre 1er du Code rural dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane : *Amélioration du statut du colonat ; conversion du colonat en fermage ; opérations de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural ; situation des colons partiaires de la Guadeloupe ; nécessité de procéder à un inventaire des sources d'eau potable existantes ; question des terres des « cinquante pas géométriques »* [28 novembre 1968] (p. 4944, 4945) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Représentativité d'un syndicat au sein d'une entreprise occupant plus de cinquante salariés ; cas des départements d'outre-mer* [4 décembre 1968] (p. 5075) ; *application des dispositions de l'alinéa 3 de cet article aux départements d'outre-mer ; retrait de l'amendement déposé avec Mme Prin* (p. 5080, 5081) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat par-

tiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion : *Réforme foncière ; partage des récoltes ; nécessité de faciliter la création de coopératives d'exploitation ; écoulement des récoltes ; problèmes de l'emploi ; intensification des recherches d'eau* [9 décembre 1968] (p. 5245).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur les Antilles ; problème de la départementalisation ; politique de limitation des naissances ; décalage entre la population et les subsistances ; problème de l'industrialisation ; pouvoirs du préfet dans les départements d'outre-mer ; statut d'autonomie permettant au peuple guadeloupéen de gérer ses propres affaires* [13 décembre 1968] (p. 5490, 5491).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 14 : *Cas des fonctionnaires d'outre-mer mutés en métropole ou révoqués en vertu de l'ordonnance du 15 octobre 1960* [26 juin 1969] (p. 1768, 1769) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Renforcement de l'appareil politico-administratif de l'Etat dans ces départements ; ses observations sur le F.I.D.-O.M. ; cas du département de la Guadeloupe ; ses observations sur la banane et la canne ; fermeture des sucreries ; réforme foncière ; construction de logements à caractère social ; problème du tourisme ; abaissement des tarifs des transports par voie aérienne ; ses observations sur le square Christophe-Colomb et le Grand Etang ; problème de l'enseignement ; rôle des écoles maternelles ; lourdeur de la fiscalité ; nombre des chômeurs ; prix des transports par voie aérienne ; nécessité d'adopter le statut d'autonomie dans le cadre de la République* [15 novembre 1969] (p. 3815, 3816) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 *x g* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions de fonctionnement des Commissions des conventions collectives des départements d'outre-mer)* [10 décembre 1969] (p. 4789) ; *coût de la vie dans ces départements* (p. 4789) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième et le troisième alinéa de cet article* (p. 4792) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Dangers de ce projet de loi pour la liberté des habitants des départements d'outre-mer ; situation de ces départements ; ses observations sur l'ordonnance du 15 octobre 1960 ; méthodes employées en matière électorale ; sous-emploi et chômage en Guadeloupe ; ses observations sur les manifestations à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre en 1967 ; autonomie des départements d'outre-mer* [29 avril 1970] (p. 1410, 1411) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre : *Cas des départements d'outre-mer ; situation du département de la Guadeloupe ; ses observations sur le VI^e Plan ; possibilité d'attribuer au domaine privé du département de la Guadeloupe les terrains de la zone dite des cinquante pas géométriques* [10 juin 1970] (p. 2455, 2456) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan : *Ses observations sur les départements d'outre-mer ; problème de l'émigration ; ses observations sur le centre universitaire de la Guadeloupe ; production de sucre ; ses observations sur l'industrialisation des départements d'outre-mer* [17 juin 1970] (p. 2783, 2784) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Conséquence de la loi de départementalisation ; diminution des crédits d'investissements ; problème des migrations ; budget des collectivités locales ; économie de la Guadeloupe ; culture bananière ; production de la canne ; réforme foncière ; diversification des cultures ; attribution de l'allocation de logement ; situation de l'emploi à la Guadeloupe ; ses observations sur l'industrie touristique ; situation des entreprises de construction ; aggravation du sous-emploi à la Guadeloupe* [26 octobre 1970] (p. 4730, 4731) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966 : *Manifestations racistes en France ; droit à l'indépendance des peuples coloniaux ; problème de la dignité des habitants*

d'outre-mer ; moyens pour la France d'être une communauté « multiraciale » [15 avril 1971] (p. 1118 à 1120) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi, adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964 : *Rôle que doit jouer une politique de l'emploi comme instrument de la croissance et du mieux-être ; cas des départements d'outre-mer ; formation professionnelle ; rôle du Bumidom ; problème du contrôle des naissances* [15 avril 1971] (p. 1123) ; *situation en Guadeloupe* (p. 1124) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Situation de la Guadeloupe* [17 juin 1971] (p. 3073) ; *production locale de sucre ; développement de l'enseignement supérieur* [17 juin 1971] (p. 3074) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Activité économique de la Guadeloupe ; problème de la canne à sucre ; logement ; crédits du Fonds d'action sociale obligatoire des caisses générales de sécurité sociale ; problème des associations de travailleuses familiales ; problème des cinquante pas géométriques ; réforme foncière ; tourisme* [26 octobre 1971] (p. 4907, 4908) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Problème des départements d'outre-mer ; attitude du conseil général de la Guadeloupe* [25 avril 1972] (p. 1003) ; *droit du peuple guadeloupéen à l'auto-détermination* (p. 1004) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ratification de la convention internationale sur le racisme ; instruction civique des enfants ; application de la loi dans les départements d'outre-mer* [7 juin 1972] (p. 2289) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Absence d'égalité des droits des citoyens des départements d'outre-mer et de ceux de la métropole ; rappel du dépôt, par le groupe communiste, le 2 avril 1967, d'une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'ordonnance susvisée et le retour au droit commun dans les D.O.M. ; sa demande d'amendement au nom du groupe communiste (réintégration)* [10 octobre 1972] (p. 4001) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Equipement ; effondrement de la production sucrière ; diminution du pouvoir d'achat du Guadeloupéen en 1972 ; création de réserves foncières dans toutes les communes ; grève des membres de l'enseignement ; rôle des Antilles françaises dans la Caraïbe* [13 novembre 1972] (p. 5066) ; *affaire des « cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre-mer* (p. 5070) ; Etat B, titre IV : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre* (p. 5070) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Opération électorale dans les départements d'outre-mer ; truquage ; brigandage électoral* [12 décembre 1972] (p. 6068) ; *élections municipales à Ste-Anne en Guadeloupe* (p. 6069) ;

— du projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Ses observations sur la situation de la Guadeloupe* [18 décembre 1972] (p. 6311, 6312).

LA COMBE (René)

Député du Maine-et-Loire
(6e circonscription)
U.D.R.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques, n° 100 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches, n° 703 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes salariées contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans l'agriculture, n° 1041 [9 avril 1970].

En qualité de vice-président :

Préside : la 2e séance du 18 juillet 1968 (p. 2313) ; la 2e séance du 23 juillet 1968 (p. 2485) ; la séance du 25 septembre 1968 (p. 2876) ; la 1re séance du 4 octobre 1968 (p. 3063) ; la 2e séance du 4 octobre 1968 (p. 3066) ; la 1re séance du 10 octobre 1968 (p. 3199) ; la séance du 11 octobre 1968 (p. 3277) ; la 1re séance du 24 octobre 1968 (p. 3517) ; la 2e partie de la 2e séance du 24 octobre 1968 (p. 3549) ; la 2e séance du 28 octobre 1968 (p. 3639) ; la 1re séance du 31 octobre 1968 (p. 3775) ; la 1re séance du 5 novembre 1968 (p. 3903) ; la 4e séance du 15 novembre 1968 (p. 4499) ; la 1re séance du 16 novembre 1968 (p. 4541) ; la 2e séance du 4 décembre 1968 (p. 5066) ; la séance du 6 décembre 1968 (p. 5175) ; la séance du 9 décembre 1968 (p. 5206) ; la 2e partie de la séance du 29 avril 1969 (p. 1119) ; la séance du 7 mai 1969 (p. 1297) ; la 2e séance du 26 juin 1969 (p. 1750) ; la 2e partie de la séance du 10 avril 1970 (p. 961) ; la 1re séance du 17 avril 1970 (p. 1142) ; la 1re partie de la séance du 23 avril 1970 (p. 1242) ; la séance du 24 avril 1970 (p. 1288) ; la séance du 14 mai 1970 (p. 1699) ; la séance du 22 mai 1970 (p. 1884) ; la séance du 2 juin 1970 (p. 2168) ; la séance du 5 juin 1970 (p. 2286) ; la 1re séance du 12 juin 1970 (p. 2565) ; la 1re séance du 16 juin 1970 (p. 2675) ; la séance du 16 octobre 1970 (p. 4370) ; la 1re séance du 21 octobre 1970 (p. 4453) ; la 2e séance du 22 octobre 1970 (p. 4534) ; la 4e séance du 23 octobre 1970 (p. 4655) ; la 1re séance du 26 octobre 1970 (p. 4683) ; la 2e séance du 3 novembre 1970 (p. 5045) ; la 1re séance du 7 novembre 1970 (p. 5321) ; la 2e séance du 13 novembre 1970 (p. 5479) ; la 1re séance du 14 novembre 1970 (p. 5539) ; la 2e séance du 16 novembre 1970 (p. 5615) ; la 1re partie de la 2e séance du 17 novembre 1970 (p. 5660) ; la séance du 20 novembre 1970 (p. 5844) ; la 3e séance du 4 décembre 1970 (p. 6216) ; la 1re séance du 11 décembre 1970 (p. 6468) ; la 2e partie de la séance du 6 avril 1971 (p. 905) ; la 1re séance du 7 avril 1971 (p. 935) ; la 1re partie de la 2e séance du 7 avril 1971 (p. 943) ; la séance du 28 avril 1971 (p. 1508) ; la séance du 7 mai 1971 (p. 1758) ; la 2e séance du 25 mai 1971 (p. 2045) ; la 1re séance du 9 juin 1971 (p. 2585) ; la 2e séance du 10 juin 1971 (p. 2664) ; la 1re séance du 11 juin 1971 (p. 2738) ; la 2e séance du 11 juin 1971 (p. 2747) ; la 1re séance du 12 juin 1971 (p. 2803) ; la 1re partie de la 1re séance du 17 juin 1971 (p. 3029) ; la 1re séance du 22 juin 1971 (p. 3222) ; la 3e séance du 23 juin 1971 (p. 3315) ; la 2e séance du 6 octobre 1971 (p. 4329) ; la séance du 8 octobre 1971 (p. 4426) ; la séance du 15 octobre 1971 (p. 4616) ; la 1re séance

du 20 octobre 1971 (p. 4665) ; la 2e séance du 27 octobre 1971 (p. 4969) ; la 3e séance du 28 octobre 1971 (p. 5049) ; la 3e séance du 3 novembre 1971 (p. 5231) ; la 1re séance du 15 novembre 1971 (p. 5667) ; la 2e séance du 15 novembre 1971 (p. 5685) ; la 1re séance du 16 novembre 1971 (p. 5731) ; la 2e séance du 18 novembre 1971 (p. 5942) ; la 2e séance du 30 novembre 1971 (p. 6202) ; la 2e séance du 2 décembre 1971 (p. 6322) ; la 2e séance du 26 avril 1972 (p. 1065) ; la séance du 9 mai 1972 (p. 1430) ; la 1re séance du 18 mai 1972 (p. 1642) ; la 2e partie de la 3e séance du 19 mai 1972 (p. 1791) ; la séance du 23 juin 1972 (p. 2803) ; la 2e séance du 27 juin 1972 (p. 2877) ; la 1re séance du 28 juin 1972 (p. 2897) ; la 3e séance du 28 juin 1972 (p. 2937) ; la 1re séance du 1er juillet 1972 (p. 3113) ; la séance du 12 octobre 1972 (p. 4102) ; la séance du 20 octobre 1972 (p. 4268) ; la 2e séance du 24 octobre 1972 (p. 4311) ; la 1re séance du 3 novembre 1972 (p. 4615) ; la 1re séance du 6 novembre 1972 (p. 4703) ; la 1re séance du 9 novembre 1972 (p. 4911) ; la 1re séance du 14 novembre 1972 (p. 5119) ; la 2e partie de la 2e séance du 14 novembre 1972 (p. 5145) ; la 1re séance du 16 novembre 1972 (p. 5271) ; la 2e partie de la 3e séance du 17 novembre 1972 (p. 5399) ; la 1re séance du 18 novembre 1972 (p. 5448) ; la 1re partie de la 2e séance du 18 novembre 1972 (p. 5486) ; la séance du 1er décembre 1972 (p. 5813) ; la 1re séance du 6 décembre 1972 (p. 5910) ; la 2e séance du 7 décembre 1972 (p. 5994).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur les mises au point faites par MM. Le Bault de la Morinière, Delong, Bonhomme et Plantier au sujet de leur vote respectif sur l'amendement de M. Delachenal au projet de loi portant amnistie [23 juillet 1968] (p. 2485).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Jacques Vendroux [24 octobre 1968] (p. 3516).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rock Pidjot [9 décembre 1968] (p. 5206).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Max Lejeune sur le vote du groupe socialiste [23 avril 1970] (p. 1242).

Hommage de l'Assemblée Nationale à la délégation du Parlement suédois conduite par M. Erik Boheman, président de la première chambre [2 juin 1970] (p. 2169).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bertrand Denis : *Irrecevabilité des amendements déposés après la discussion des articles* [12 juin 1970] (p. 2582).

Hommage de l'Assemblée Nationale à une délégation du Parlement de la République d'Uruguay [7 avril 1971] (p. 940).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Neuwirth et Cassabel : *Conditions de travail de l'Assemblée* [23 juin 1971] (p. 3315).

Souhaite la bienvenue à M. Ouedraogo, président de l'Assemblée Nationale de la République de Haute-Volta [8 octobre 1971] (p. 4426).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Ducoloné [9 mai 1972] (p. 1431).

Ses observations sur l'application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, à l'amendement de M. Beucler déposé aprés l'article 11 du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales [18 mai 1972] (p. 1654).

Ses observations sur les paroles de M. Paquet et l'incident de séance relatif à l'absence de la Commission des affaires culturelles lors de la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles [27 juin 1972] (p. 2877).

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Information des familles ; situation des jeunes gens et des jeunes filles issus des communes rurales ; avenir des jeunes ; création, dans tous les départements, d'un centre d'orientation possédant une documentation sur les possibilités de carrière* [25 juillet 1968] (p. 2606).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Problèmes du monde agricole ; question de l'orientation des jeu-*

nes ; prolongation de l'école jusqu'à 18 ans ; nécessité de créer un service spécialisé d'information qui permettrait aux parents d'orienter convenablement leurs enfants [3 octobre 1968] (p. 3032) ; *situation des jeunes médecins possesseurs de diplômes étrangers ; possibilité pour eux d'exercer leur métier à l'étranger mais non en France ; problème de l'équivalence des examens* (p. 3033) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème des bibliothèques ; ses observations sur le prélèvement de 10 % effectué sur les crédits budgétaires destinés aux bibliothèques, en raison du désir du Ministère des Finances de frapper de la T.V.A. les ouvrages scientifiques ou littéraires achetés pour le compte des bibliothèques publiques, notamment les ouvrages importés ; proposition d'une solution ; situation des libraires importateurs ; situation d'un certain nombre de médecins d'origine étrangère qui devaient, pour exercer, se soumettre à un examen d'équivalence* [28 octobre 1968] (p. 3636, 3637) ; DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation des jeunes Français appelés au service militaire ; problème des jeunes agriculteurs ; jeunes agriculteurs devant accomplir leur service militaire à proximité de leur domicile ; question des permissions agricoles ; problème de l'emploi ; question des engagements à court terme ; rôle des bureaux de recrutement* [30 octobre 1968] (p. 3756, 3757) ; INDUSTRIE : *Industrialisation des régions agricoles ; exemple du département de Maine-et-Loire ; ses observations sur les établissements Bessonneau à Angers ; problème de la fermeture de petites usines dans l'Ouest de la France ; ses observations sur Segré ; fermeture des mines de Chazé-Henry* [5 novembre 1968] (p. 3930, 3931) ; AFFAIRES SOCIALES : *Cas des veuves civiles, chefs de famille ; institution d'une allocation pour les orphelins ; sort des familles qui comptent en leur sein un enfant inadapté ; situation des jeunes du monde rural ; cas des familles rurales des communes de l'Ouest* [6 novembre 1968] (p. 4024) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les communes rurales et les communes limitrophes des grandes villes ; expérience des ensembles immobiliers des grandes villes ; nécessité d'encourager les jeunes à se maintenir dans des régions à vocation essentiellement agricole ; cas du département de Maine-et-Loire* [13 novembre 1968] (p. 4324) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Différence entre les pays riches et les pays pauvres ; problème de la faim dans le monde ; gaspillage des richesses* [16 novembre 1968] (p. 4578, 4579).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au relèvement des taux d'assurance automobile [6 mai 1970] (p. 1544, 1545).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur la région des pays de Loire ; taux de croissance économique ; démographie des pays de la Loire ; aménagement de la façade atlantique ; extension des avantages de la prime de développement industriel à toute la région ; développement des télécommunications et des voies de communication ; augmentation des crédits destinés aux H.L.M.* [17 juin 1970] (p. 2746) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne : *Installation par l'Electricité de France d'une station nucléaire dans le département de l'orateur* [8 avril 1971] (p. 997) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires : *Implantation d'une nouvelle école nationale vétérinaire ; choix d'une petite agglomération ou d'une commune rurale* [4 mai 1971] (p. 1617) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Répartition des entreprises nationales et des entreprises privées sur l'ensemble du territoire ; problème de l'implantation d'une usine nucléaire sur les bords de la Loire ; implantation géographique d'une école vétérinaire ; électrification de la ligne de chemin de fer Angers-Nantes* [16 juin 1971] (p. 2967) ; *problème du logement ; spéculation foncière* (p. 2968) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Problème de la suppression des communes de moins de 100 habitants* [30 juin 1971] (p. 3563) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Création de postes de conseillers du travail dans les campagnes ; prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de seize ans* [27 octobre 1971] (p. 4994) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Problème des routes de la région de l'Ouest ; possibilité d'implantation d'un complexe sidérurgique dans la région de Nantes-Saint-Nazaire ; problème des villes moyennes ; plan breton ; programme concernant les routes nationales secondaires ; prix pratiqués par l'administration pour l'aménagement des routes* [28 octobre 1971] (p. 5032, 5033) ; *ses observations sur le coût des travaux réalisés par les services des ponts et chaussées* (p. 5039).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation des jeunes agriculteurs ; importance du ministère du Plan et de l'aménagement du territoire ; activités tertiaires ; situation des cadres ; Agence nationale pour l'emploi* [3 décembre 1971] (p. 6412, 6413).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 7 : *Situation des petits commerçants des communes rurales* [19 mai 1972] (p. 1748) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 11 : *Amendement du Gouvernement (prise de participation)* [25 mai 1972] (p. 1924) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, Art. 2 : *Affaire Klaus Barbie* [7 juin 1972] (p. 2293).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'industrialisation des pays de la Loire [9 juin 1972] (p. 2386, 2387, 2388).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord* [30 juin 1972] (p. 3067, 3068) ;

— sur les questions orales de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles : *Sort des veuves chargées de famille, particulièrement dans les campagnes ; dispense du service militaire pour le fils aîné* [30 juin 1972] (p. 3077).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Formation des jeunes ; dérogations à l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans* [26 octobre 1972] (p. 4411) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - Santé publique : *Situation des pharmaciens* [3 novembre 1972] (p. 4649) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrialisation de l'Ouest de la France ; grand ministère de l'aménagement du territoire* [9 novembre 1972] (p. 4942) ; *incitation à l'industrialisation des villes moyennes ; reconversion des régions minières du nord du Maine-et-Loire ; problème des ardoisières ; collaboration entre le ministère et la D.A.T.A.R.* (p. 4943) ; ÉQUIPEMENT ET URBANISME : *Nécessité de développer les villes moyennes en favorisant la croissance industrielle, no-*

tamment dans l'Ouest ; développement du secteur tertiaire ; reconversion des ruraux ; mines de fer et ardoisières du Maine-et-Loire ; nécessité d'assurer la reconversion de cette région [17 novembre 1972] (p. 5391) ; *D.A.T.A.R.* (p. 5392).

LAFAY (Bernard)

Député de Paris
(22e circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer une position d'activité à mi-temps dans la fonction publique, n° **216** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à édicter, dans le cadre du régime du contrat de louage défini par le Code civil, certaines règles particulières aux baux à loyer des locaux à usage professionnel, n° **223** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi modifiant et complétant l'article 1er de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée, n° **225** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la généralisation, à la coordination et au renforcement des mesures tendant à diminuer les causes du bruit, n° **495** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 313 du Code civil relatif au désaveu de l'enfant, n° **647** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un conseil familial appelé à humaniser le règlement des problèmes posés par les droits de garde et de visite au cours et à la suite d'une procédure de divorce, n° **657** [3 avril 1969].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur les facultés de médecine ; crise de l'enseignement médical ; conception des études médicales ; recherche médicale ; problème des débouchés ne se posant pas aux futurs médecins ; rentrée universitaire ; réforme universitaire ; ses observations sur les examens ; participation de délégués étudiants qualifiés aux épreuves de contrôle des connaissances ; allégement des matières d'examen de médecine en sciences fondamentales ; mobilisation des établissements hospitaliers et de leurs cadres au service de la formation clinique ; autonomie de gestion ; autonomie pédagogique ; finalité des études médicales ; réforme des structures hospitalières* [24 juillet 1968] (p. 2558 à 2560).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Questions posées par le renforcement de la prévention de la tuberculose* [6 novembre 1968] (p. 4002) ; *causes et remèdes de la tuberculose ; état sanitaire d'une grande partie des travailleurs étrangers en France ; ses observations sur*

l'alcoolisme ; problème de l'enfance inadaptée et handicapée ; ses observations sur l'obstétrique (p. 4002 à 4004).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Développement industriel et scientifique :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Situation du Centre national pour l'exploitation des océans ; importance de l'océanologie ; production de la pêche océanique ; limites de l'exploitation directe des ressources naturelles des océans* [30 octobre 1970] (p. 4977) ; *recherche biologique de base ; amélioration des techniques de pêche ; résultats des recherches effectuées à Nantes sur la production de protéines de poisson utilisables en alimentation humaine et animale ; exploitation des matières minérales et fossiles ; extraction du pétrole off shore ; prospection du plateau continental ; ses observations sur l'opération de plongée profonde Janus II ; ses observations sur la société C.O.M.E.X. ; problème des pollutions maritimes par les hydrocarbures ; rôle du centre océanologique de Bretagne* (p. 4978, 4979).

Répond à la question d'actualité de M. Virgile Barel relative aux revendications du personnel du C.N.R.S. [28 mai 1971] (p. 2193, 2194).

Répond à la question sans débat de M. Rolland relative à l'approvisionnement pétrolier [25 juin 1971] (p. 3458).

Répond à la question orale sans débat de M. Michel Durafour relative au centre régional E.D.F. du Massif central [25 juin 1971] (p. 3459).

Répond à la question d'actualité de M. Peugnet relative au plan de récession de la production charbonnière [29 octobre 1971] (p. 5118, 5119).

Répond à la question d'actualité de M. Olivier Giscard d'Estaing relative à la politique d'innovation industrielle [5 novembre 1971] (p. 5393).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Recherche biomédicale ; son caractère multidisciplinaire* [5 novembre 1971] (p. 5408) ; *Institut national de la santé et de la recherche médicale ; rôle du Commissariat à l'énergie atomique ; mise au point d'un stimulateur cardiaque à énergie nucléaire* (p. 5409) ; *recherche océanologique ; crédits du C.N.E.X.O. ; ses observations sur la compagnie maritime d'expertise et le Centre d'études marines avancées* (p 5410).

Répond à la question d'actualité de M. Beylot relative aux accidents dus au gaz [3 décembre 1971] (p. 6391, 6392).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la réunion des Ministres de la Science [17 décembre 1971] (p. 6916).

Répond à la question d'actualité de M. Neuwirth relative aux conditions de fermeture de certains bassins des houillères nationales [17 décembre 1971] (p. 6920, 6921).

Répond à la question d'actualité de M. Hubert Martin relative aux investissements de Fos-sur-Mer [26 mai 1972] (p. 1958).

Répond à la question orale sans débat de M. Cermolacce relative à la sécurité des installations de Gaz de France [2 juin 1972] (p. 2156, 2157).

LAFON (Jean)

Député de la Charente
(2e circonscription)
App. S., puis N.I.

En remplacement de M. Gaillard, décédé le 9 juillet 1970.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 18 juillet 1970] (p. 6734), [2 octobre 1970] (p. 4047).

S'apparente au groupe Socialiste [*J.O.* du 16 septembre 1970] (p. 8645), [2 octobre 1970] (p. 4051).

Cesse d'être apparenté au groupe Socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi concernant la limitation de vitesse des véhicules automobiles, n° **2826** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 14 : *Son amendement concernant le mode de calcul de l'aide* [19 mai 1972] (p. 1753) ; *retrait de son amendement* (p. 1754) ;

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, Art. 1er (Art. 1er de la loi précitée) : *Son amendement au 6e alinéa de l'article ; son adoption* [2 octobre 1972] (p. 3845) ; Art. 2 de la loi susvisée : *Son amendement dans une nouvelle rédaction de la Commission ; adoption de cet amendement ainsi modifié* (p. 3846) ; Art. 3 du projet de loi : *Son amendement (période de transition étendue à deux ans) ; son adoption* (p. 3849) ;

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne : *Contrôles de l'Institut des vins de consommation ayant permis une amélioration de la productivité du vignoble français* [12 octobre 1972] (p. 4114) ; *garanties insuffisantes chez nos partenaires ; nécessité d'assurer la protection du vignoble français jusqu'au moment où la mise en œuvre de la directive du conseil des Ministres de la Communauté aura permis à nos partenaires d'obtenir des résultats comparables aux nôtres ; autorisation particulière et motivée du Ministère de l'Agriculture* (p. 4115) ; Avant l'Art. unique : *Son amendement tendant à soumettre à l'agrément des services français les importations pendant une période transitoire* (p. 4116) ; *maintient son amendement* (p. 4117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Programmes ; émissions destinées aux agriculteurs ; émissions régionales · émissions destinées au troisième et au quatrième âge ; émissions d'information civique* [13 novembre 1972] (p. 5109, 5110).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Donne sa démission de membre de cette Commission [26 octobre 1971] (p. 4928).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 octobre 1971] (p. 4928), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° **2529** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi ; ses observations sur la région d'Aquitaine ; situation des jeunes, annonce du licenciement de plusieurs centaines de salariés à la société de construction industrielle et navale de Bordeaux ; licenciements prévus à la Société des avions Marcel Dassault ; situation des licenciés des bases américaines ; possibilité de construire à Bordeaux une aciérie sur l'eau* [6 novembre 1958] (p. 4004, 4005) ; AGRICULTURE, FO.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des fruits et légumes ; implantation d'usines de transformation des produits agricoles ; viticulture ; fiscalité ; problèmes de la viticulture girondine ; établissement d'une place de cotations des vins de consommation courante à Bordeaux ; généralisation de la capsule-congé pour les propriétaires qui vendent eux-mêmes et directement leur vin en bouteilles à la clientèle de passage* [15 novembre 1968] (p. 4503) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale ; *Caractère de la présente réforme ; nombre des sessions ; ses observations sur les sessions extraordinaires ; élection du Bureau de l'Assemblée ; commissions permanentes ; commissions spéciales ; questions orales ; questions d'actualité ou d'urgence ; pétitions ; insuffisance du nombre des commissions permanentes ; scission de la Commission des lois constitutionnelles en deux commissions distinctes : l'une spécialisée pour le droit public, l'autre pour le droit privé ; fusion de la Commission des affaires étrangères et de celle de la défense nationale ; modification de la Constitution ; pouvoir législatif du Parlement ; ses observations sur les articles 34 et 40 de la Constitution ; problème des propositions de résolution ; droit d'initiative des députés ; son souhait que la Conférence des Présidents inscrive la discussion d'au moins une proposition de loi par semaine à l'ordre du jour de l'Assemblée ; contrôle de l'action du Gouvernement ; procédure des questions écrites ; rôle des commissions d'enquête et de contrôle ; reconnaissance des droits de la minorité ; ses observations sur le fait que les membres de l'opposition n'accèdent jamais aux fonctions de rapporteur* [22 octobre 1969] (p. 2828 à 2830) ; Art. 19 du Règlement : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à remplacer les mots : « les articles 33 à 37 » par les mots : « les articles 33, 37, 80, 139 et 157 »* [23 octobre 1969] (p. 2865) ; *ses observations sur le fait que l'on tient compte des apparentés pour le calcul des sièges ; commissions d'enquête et de contrôle* (p. 2865) ; *retrait de son amendement* (p. 2865) ; Art. 33 du Règlement : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « au plus »* (p. 2866) ; *principe selon lequel les commissions spéciales doivent toujours avoir un nombre impair de membres ; retrait de son amendement* (p. 2866, 2867) ; Art. 39 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter les modifications proposées pour cet article par de nouvelles dispositions (élection des présidents des commissions permanentes ; élection du rapporteur général de la Commission des finances ; élection des vice-présidents et des secrétaires)* (p. 2868) ; *introduction de la représentation proportionnelle dans l'élection des bureaux des Commissions* (p. 2868) ; Art. 40 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour la première phrase du troisième alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « ... ou à la demande d'au moins la moitié de leurs membres, sur un ordre du jour déterminé »* (p. 2869) ; *réunion des commissions même si leurs présidents ne prennent pas eux-mêmes l'initiative de les convoquer ; exemple de la décision d'embargo sur les armes à destination d'Israël* (p. 2869) ; Art. 46 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour les trois premiers alinéas de cet article par le nouvel alinéa suivant : « les comptes rendus des travaux des commissions et éventuellement les communiqués à la presse visés ci-dessus sont soumis à l'avis de la Commission avant leur publication »* (p. 2871) ; *nécessité de sauvegarder les droits de la minorité ; retrait de son amendement* (p. 2871) ; Art. 48 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter les modifications proposées pour cet article par de nouvelles dispositions : « la Conférence des Présidents inscrit à l'ordre du jour de chaque semaine l'une au moins des propositions de loi proposées par les Commissions »* (p. 2872) ; *propositions votées ; retrait de son amendement* (p. 2872) ; Art. 91

du Règlement : *Son amendement tendant à compléter l'alinéa nouveau proposé au paragraphe II de cet article par les mots : « pendant une durée de dix minutes au maximum »* (p. 2874) ; *limitation du temps accordé aux rapporteurs pour commenter leurs rapports écrits* (p. 2874) ; Art. 132 du Règlement : *Son amendement tendant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « ou sans »* (p. 2876) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour le deuxième alinéa : « dans ce cas, la Conférence des Présidents... »* (p. 2876) ; *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour les deuxième et troisième alinéas de cet article* (p. 2876) ; *inutilité de maintenir les déclarations du Gouvernement non suivies de débat* (p. 2876) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le sixième alinéa proposé pour cet article : « lorsque la déclaration du Gouvernement ne comporte pas de débat un seul orateur par groupe prend la parole »* (p. 2877) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2877) ; Art. 139 du Règlement : *Son amendement tendant après le paragraphe 1 à insérer de nouvelles dispositions : « lorsque les groupes non représentés au Gouvernement s'entendent pour déposer une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête ou de contrôle, la Conférence des Présidents soumet obligatoirement cette proposition à l'Assemblée, seton les modalités fixées par le premier alinéa de l'article 48 »* (p. 2880, 2881) ; *propositions de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête ; exemple de l'Allemagne fédérale* (p. 2881) ; *son amendement tendant à modifier la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « les Commissions d'enquête et de contrôle comprennent trente et un membres »* (p. 2881) ; *fixation de l'effectif des Commissions d'enquête et de contrôle* (p. 2881) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe Socialiste ; limites imposées par la Constitution* (p. 2885) ; Conclusions du rapport supplémentaire : *Position du Conseil constitutionnel ; ses observations sur l'article 62 de la Constitution ; fonctionnement des Assemblées parlementaires ; ses observations sur l'étude comparative rédigée sous l'égide de l'Union interparlementaire ; prérogatives du Gouvernement* [17 décembre 1969] (p. 5025) ; *fonctionnement du Conseil constitutionnel* (p. 5026) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Diminution des subventions pour le ramassage scolaire ; situation des associations de parents d'élèves qui assurent bénévolement l'organisation de ce ramassage ; charges des collectivités locales ; cantines scolaires des écoles primaires ; alimentation des enfants ; augmentation de la demi-pension dans l'enseignement secondaire ; affectation de cette augmentation ; ses observations sur la façon dont se déroulent certaines épreuves orales dans les examens de l'enseignement supérieur ; possibilité, pour l'examinateur, d'expliquer à l'étudiant sa note ; situation des fonctionnaires de l'administration universitaire, notamment ceux de la catégorie A* [12 novembre 1969] (p. 3592, 3593) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Gouvernement se préoccupant plus de l'agriculture que des agriculteurs ; campagne viticole ; ses observations sur la T.V.A. ; cas des planteurs de tabac ; extension du mildiou ; normalisation des fruits et des légumes ; interdiction de commercialiser les produits de troisième catégorie ; ses observations sur l'élevage* [19 novembre 1969] (p. 3959, 3960) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Situation de la viticulture girondine* [9 décembre 1969] (p. 4728, 4729).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant servi en Afrique du Nord [17 avril 1970] (p. 1143, 1144).

Mise au point au sujet de son vote et de ceux de MM. Delelis, Gilbert Faure et Saint-Paul sur l'ensemble du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives [27 mai 1970] (p. 2004).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux orages de grêle en Gironde [19 juin 1970] (p. 2880).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Urgence d'une troisième loi de programme ; subventions d'équipement en faveur des collectivités locales* [23 octobre 1970] (p. 4653) ; *construction d'une piscine pour 105 millions de francs alors que la subvention de 50 % est calculée sur la dépense de 52 millions de*

francs ; problème du recrutement des enseignants ; création d'un professorat supérieur d'éducation physique et sportive ; manque de cadres et d'enseignants spécialisés dans le secteur sportif (p. 4654) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les vins blancs d'appellation contrôlée ; sa constatation que l'usage modéré des vins de qualité constitue un moyen de combattre l'alcoolisme ; nécessité d'abandonner le faux critère du degré ; fiscalité pesant sur les vins français ; suppression des prestations d'alcool vinique* [7 novembre 1970] (p 5336) ; *maintien du caractère exceptionnel de la chaptalisation ; problème de la reconversion des vignobles blancs ; application des Règlements communautaires* (p. 5337).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la suppression de centres de paiement de la Sécurité sociale [20 novembre 1970] (p. 5850, 5851).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la viticulture [11 juin 1971] (p. 2741, 2742).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Insuffisance des crédits ; problème de la gestion et de l'entretien des installations sportives et socio-éducatives ; nécessité de plans quinquennaux garantis par les lois de programe ; problème des horaires ; situation des instituteurs et institutrices titulaires détachés dans les C.E.S. ou les C.E.G. pour y enseigner l'éducation physique et sportive ; création d'un C.A.P.-C.E.G. d'éducation physique et sportive* [22 juin 1971] (p. 3258) ;

— du projet de loi sur la filiation, ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste ; égalité des chances entre tous les enfants ; situation des enfants handicapés physiques et mentaux* [6 octobre 1971] (p. 4350) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Unification des professions judiciaires et juridiques ; son opposition au projet de loi* [12 octobre 1971] (p. 4463) ; *modernisation de la langue juridique ; indemnisation des avoués ; indépendance de la profession ; réglementation de la profession de conseil juridique et de conseil fiscal ; son vote* (p. 4464) ; Ses explications de vote : *Conditions de travail de l'Assemblée ; rôle du pouvoir exécutif dans l'organisation par décret de la profession d'avocat* [14 octobre 1971] (p. 4594, 4595) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Son vote contre l'amendement de M. Zimmerman* [8 décembre 1971] (p. 6526); Art. 12 *bis : Représentation des syndicats professionnels* (p. 6527) ; Art. 13 *bis : Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmerman* (p. 6529) ; *exercice des fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur et d'arbitre près les tribunaux de commerce* (p. 6529) ; Art. 15 : *Ses observations sur la notion de salarié* (p. 6351) ; Art. 23 *bis : Son amendement tendant après le mot « l'informatique » à insérer les mots : « les conventions collectives relatives au personnel employé »* [9 décembre 1971] (p. 6560, 6561) ; Art. 37 : *Retrait du sous-amendement de M. Spénale* (p. 6567) ; Art. 50 : *Son amendement concernant les conseils juridiques, les clercs d'avoué, les clercs et secrétaires d'agréé titulaires de la licence ou du doctorat en droit* (p. 6574) ; *retrait de son amendement* (p. 6574) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6577) ; *retrait de son amendement* (p. 6577) ; Art. 53 : *Son amendement tendant à supprimer le quatorzième alinéa (9°) de cet article* (p. 6582) ; Art. 72 A : *Ses sous-amendements tendant à préserver les intérêts des personnes qui ont besoin d'un conseil juridique* (p. 6596) ; *retrait de ses sous-amendements* (p. 6596) ; *vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6605) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatilibtés parlementaires : *Importance de l'ordre du jour de la Commission des lois ; caractère du projet de loi organique ; indépendance des parlementaires dans l'accomplissement de leur mandat ; application de l'article 43 de la Constitution* [10 novembre 1971] (p. 5638, 5639) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les vins blancs* [16 novembre 1971] (p. 5737), *révision du système de la fiscalité et de la commercialisation ; prestations d'alcool vinique ; augmentation des charges des agriculteurs ; problème des fruits ; marché de*

la poire dans la vallée de la Garonne ; problème du tabac (p. 5738) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités : *Ses observations sur la déclaration de M. Chirac sur l'utilité du Parlement ; caractère du texte en discussion* [25 novembre 1971] (p. 6105) ; *incompatibilité entre l'exercice du mandat parlementaire et l'exercice d'une activité rémunérée ; ses observations sur l'article 23 de la Constitution ; dépenses électorales ; réglementation de la campagne électorale ; publicité des impôts* (p. 6106) ; *vote du groupe socialiste* (p. 6107) ; Avant l'Art. 1er : *Inéligibilité des membres du Conseil constitutionnel* (p. 6113) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Mitterrand* (p. 6114) ; Art. 1er : *Retrait de son amendement déposé avec M. Mitterrand* (p. 6119) ; *sociétés exerçant une activité de promotion immobilière ou de construction d'immeubles en vue de leur vente* (p. 6119) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Mitterrand* (p. 6120) ; Après l'Art. 2 : *Situation de l'élu qui se sera rendu coupable de faits délictueux* (p. 6121) ; Art. 3 : *Possibilité de rendre automatique la régularisation de la situation du parlementaire dès le jour de son élection ; retrait de son amendement déposé avec M. Mitterrand* (p. 6121).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bernard Marie : *Rôle national de MM. Mitterrand et Defferre* [30 novembre 1971] (p. 6182).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 10 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* [10 décembre 1971] (p. 6652) ; Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « un décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots : « pris après consultation des associations et organisations professionnelles »* (p. 6701) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Article 72 de la Constitution* [25 avril 1972] (p. 1010) ; *nature juridique de la région ; élection des membres des conseils régionaux au suffrage universel ; comité économique, social et culturel ; pouvoirs du préfet* (p. 1011) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur le bureau du conseil régional* [27 avril 1972] (p. 1116) ; Art. 12 : *Réunions communes du conseil régional et du comité ; retrait de l'amendement de M. Boulay* (p. 1137) ; en deuxième lecture, Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission* [13 juin 1972] (p. 2419) ; *avis des conseils régionaux et des conseils généraux en vue des modifications des limites territoriales* (p. 2419) ; Art. 3 : *Son amendement (exercice par des établissements publics d'attributions supplémentaires intéressant le développement régional)* (p. 2420) ; Art. 7 : *Son amendement (développement et aménagement de la région)* (p. 2421) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à rendre incompatible la fonction de préfet de région avec celle de département* (p. 2424) ; *retrait de son amendement* (p. 2424).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative aux sociétés civiles de placement immobilier [26 mai 1972] (p. 1964) : *Disproportion entre les deux parties du rapport de la Commission d'enquête ; nombre de pages consacrées aux responsabilités du pouvoir politique ; rôle de la presse ; difficultés auxquelles la Commission s'est heurtée ; audition des témoins; intervention du Bureau de vérification de la publicité ; réception de maître Rochenoir ; croisière du Mermoz ; propositions du groupe socialiste tendant à la création d'une commission d'enquête englobant tout le secteur des sociétés de construction* (p. 1967 à 1969) ; *ses doutes quant à la non-existence de rapports entre les sociétés civiles de placement immobilier et le pouvoir politique ; déposition de M. Roi* (p. 1980).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 3 : *Fin de la mission d'un coopérant* [8 juin 1972] (p. 2330) ; *droit de regard du Gouvernement français sur les décisions prises à l'encontre d'un coopérant français* (p. 2331) ; Après l'Art. 3 : *Situation des coopérants français au Burundi* (p. 2332) ; Art. 4 : *Retrait de l'amendement de M. Delorme* (p. 2332) ; Art. 5 : *Ses observations sur les services correspondant aux emplois auxquels les coopérants ont été affectés avant leur départ en mission de coopération* (p. 2335) ; *retrait de l'amendement de M. Delorme* (p. 2335) ; Art. 8 : *Garanties données aux coopérants* (p. 2338) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, Art. 1er : *Son amendement concernant la 8e et la 9e circonscription de la Gironde* [8 juin 1972] (p. 2343) ; *ses observations sur le canton de Branne* (p. 2343) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier l'article 1er de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes : *Résultats de la loi du 16 juillet 1971; situation en Gironde ; prorogation du délai de regroupements des communes* [14 juin 1972] (p. 2447) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Rappel de sa question écrite posée le 14 janvier 1972 et restée sans réponse ; nécessité de réparer le préjudice subi ; sa proposition en commission pour une réintégration dans un poste équivalent* [10 octobre 1972] (p. 4006) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Lait ; office de la viande ; tabac ; campagne de relance de la culture du tabac ; T.V.A. sur le vin ; problème des prestations d'alcool vinique ; agréages des vins d'appellation ; importations italiennes ; suppression des recettes buralistes auxiliaires ; suppression de la régie de Sauternes ; délais de versement des indemnités dues au titre de la loi sur les calamités agricoles* [14 novembre 1972] (p. 5174, 5175) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie de certaines infractions, ses explications de vote : *Date d'application de la loi ; délits commis à l'occasion de conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement* [22 novembre 1972] (p. 5587) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition et à la formation et au fonctionnement de l'assemblée de ce territoire : *Représentation des diverses ethnies ; modification de la composition des sections électorales* [23 novembre 1972] (p. 5619) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Art. 3 : *Son amendement abaissant de vingt-cinq à vingt-trois ans l'âge à partir duquel on peut assumer la fonction de juré* [5 décembre 1972] (p. 5873) ; Art. 6 : *Son amendement de pure forme* (p. 5874) ; Art. 23 : *Son amendement prévoyant la possibilité de notifier verbalement à l'inculpé le mandat de dépôt qui le concerne ; adoption* (p. 5877) ; *abstention du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* [6 décembre 1972] (p. 5927) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Fraude dans les communes de moindre importance ; extension de la compétence de la commission de contrôle à toutes les communes ; usage de la télévision régionale ; groupe socialiste votera ce texte* [12 décembre 1972] (p. 6068) ;

— du projet de loi instituant un médiateur, Art. 1er : *Proposition socialiste d'un délégué parlementaire à la liberté ; désignation par le Parlement ; enquête sur les violations par l'administration des libertés individuelles fondamentales (atteintes à la sûreté des individus, respect de leur personne et de leur vie privée, liberté d'aller et de venir et liberté de conscience)* [14 décembre 1972] (p. 6210, 6211) ; *son amendement complétant l'article 1er : « le médiateur peut également se saisir d'office »* (p. 6211) ; *adoption* (p. 6212) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Systèmes mutualistes dans certains départements ; déplore l'affiliation à un régime déjà existant, la relative modicité des retraites : augmentation de l'indemnité servie aux maires et adjoints* [15 décembre 1972] (p. 6279) ; *amendement relatif à l'honorariat des maires et adjoints ; affiliation obligatoire ; groupe socialiste ne s'opposera pas à l'adoption de ce texte* (p. 6280) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article conférant l'honorariat aux maires et adjoints, membres honoraires du Parlement ; honorariat conféré automatiquement aux maires et adjoints qui ont assumé leurs fonctions pendant vingt-quatre ans dans la même localité* (p. 6284) ; *se rallie à l'amendement du*

Gouvernement sous réserve que puissent être nommés maires honoraires les anciens élus ; retrait de son amendement (p. 6285).

LAINE (Jean)

Député de l'Eure
(2e circonscription)
App. R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la publicité des opérations de crédit-bail, n° **175** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de chasseurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toules juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de chasse, n° **176** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de pêcheurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de pêche, n° **177** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles de priorité édictées par le Code de la route, n° **178** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à fixer à dire d'expert la valeur de certaines constructions édifiées sur des terrains soumis à remembrement, n° **179** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les opérations de remembrement à l'intérieur d'un périmètre de 200 mètres autour des agglomérations rurales, n° **180** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à sanctionner l'abandon des voitures automobiles sur la voie publique, n° **181** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à ajouter la brucellose à la liste des vices rédhibitoires, n° **2246** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à fixer à dire d'experts la valeur de certains éléments attachés aux parcelles comprises dans des opérations de remembrement, n° **2247** [26 vril 1972].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux revenus des agriculteurs [25 octobre 1968] (p. 3604, 3605, 3606, 3607).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique en faveur des paysans-ouvriers [16 octobre 1970] (p. 4377, 4378).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Pouvoir d'achat des agriculteurs ; mévente du matériel agricole* [7 novembre 1970] (p. 5361) ; *récoltes d'orge et de blé ; productions animales ; ses observations sur le lait et la viande ; développement de la prophylaxie : adduction d'eau ; soumission au régime du bénéfice réel pour les exploitants qui font plus de 500.000 francs de chiffre d'affaires par an ; ses observations sur la pomme ; plan cidricole ; revision quinquennale du revenu des propriétés non bâties ; problème de l'environnement* (p. 5362, 5363).

Mise au point au sujet de son vote sur l'état B du budget des Anciens combattants [27 octobre 1971] (p. 4951).

LAMPS (René)

Député de la Somme
(1re circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510).

Cesse d'appartenir à cette Commission 16 octobre 1969] (p. 2718).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à majorer de 15 % le montant des rentes et pensions de vieillesse, pensions d'invalidité, rentes d'accidents du travail et de 35 % les allocations aux vieux travailleurs salariés, allocations spéciales et allocations d'aide sociale, versées aux vieux travailleurs du commerce, de l'industrie et de l'agriculture dans le secteur privé, n° **583** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour les employeurs, dans l'agriculture, l'assurance contre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dont peuvent être victimes leurs salariés, n° **702** [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir les mesures les plus urgentes pour établir la justice fiscale, n° **705** [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 4 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative). n° **1059** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir les mesures les plus urgentes pour établir la justice fiscale, n° **1413** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à porter à 450 francs par mois le minimum garanti pour les personnes âgées et à 8.400 francs par an et par personne le plafond des ressources ouvrant droit aux allocations vieillesse, n° **1463** [25 novembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Notion de l'équilibre budgétaire ; échec de la politique gouvernementale ; campagne d'intoxication de la part du Gouvernement ; ses observations sur les grèves ; problème de l'emploi et des prix ; coûts de production ; hausse des rémunérations des fonctionnaires, des agents des services publics et des retraités ; situation des anciens combattants ; création d'emplois à l'éducation nationale ; rapatriement de quatre escadrons mobiles des forces françaises en Allemagne ; création de six escadrons nouveaux ; mesures concernant l'agriculture ; crédits d'Etat pour favoriser la destruction de fruits et de légumes produits ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; vignette automobile ; création d'une taxe spéciale sur les sociétés par actions ; majoration des droits de timbre et d'enregistrement ; mesures prises en faveur des entreprises exportatrices ; fuites de capitaux ; contrôle des changes ; relèvement du permis de chasse ; suppression de la possibilité pour les dirigeants de sociétés d'être considérés comme des salariés ; exempter de la majoration les voitures de 8 à 11 CV* [18 juillet 1968] (p. 2304 à 2307) ; Art. 4 : *Droits de timbre prélevés à l'occasion de certains actes ; coût du permis de chasse* [19 juillet 1968] (p. 2344) ; *son amendement tendant à la suppression du paragraphe V de cet article* (p. 2344) ; *vote du groupe communiste contre cet article* (p. 2344) ; Art. 5 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 2344) ; Art. 12 : *Financement des adductions d'eau ; subventions accordées à ce titre* (p. 2351) ; *installation de réseaux d'ad-*

duction d'eau dans les campagnes ; son opposition à l'amendement de M. Cointat (p. 2351) ; *vote du groupe communiste contre cet article* (p. 2353) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (émoluments perçus par les présidents-directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et gérants de sociétés assimilés aux rémunérations d'associés gérants majoritaires de sociétés à responsabilité limitée et exclus de l'application des déductions et abattements applicables aux salaires)* (p. 2354) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2354) ; Art. 18 : *Difficultés de trésorerie de l'Etat ; opposition du groupe communiste à cet article* (p. 2358) ; *vote du groupe communiste* (p. 2359) ; Art. 19 : *Supprimer la majoration de la vignette pour les véhicules de 8 à 10 CV fiscaux* (p. 2362) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gouvernement devant procéder, par décret, avant le 1er octobre 1968 à une réduction de 2 milliards des crédits ouverts dans la loi de finances pour 1968, par une réduction des crédits militaires, des crédits relatifs à la force de frappe et la libération anticipée du contingent)* (p. 2372) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2372) ; Art. 22 et 23 : *Vote du groupe communiste contre ces articles* (p. 2373) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste contre ce projet de loi* (p. 2373) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [23 juillet 1968] (p. 2505) ; en deuxième lecture, Art. 9, 18 et 19 et ensemble du projet de loi : *Vote du groupe communiste* [24 juillet 1968] (p. 2561, 2562) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la Sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 avril 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Vote du groupe communiste* [23 juillet 1968 (p. 2503) ;

— en troisième lecture, du premier projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Vote du groupe communiste* [23 juillet 1968] (p. 2504) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Définition du gaullisme ; imposition des entreprises ; réduction de 15 % du taux de la taxe sur les salaires ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; part de l'impôt sur les sociétés ; situation des grosses sociétés ; taxe sur les salaires ; modernisation de l'appareil productif ; compétitivité de nos industries ; rôle de la consommation intérieure* [25 septembre 1968] (p. 2882, 2883) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [1er octobre 1968] (p. 2950) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises, ses explications de vote : *Taxe sur les salaires ; problème du financement des collectivités locales* [26 septembre 1968] (p. 2920);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 1er : *Vote du groupe communiste* [23 octobre 1968] (p. 3492) ; Avant l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication de ce qui n'est pas admis en déduction du bénéfice imposable pour le calcul de l'impôt sur les sociétés ; suppression des régimes d'exception et exonérations concernant les plus-values d'actif ; émoluments des directeurs généraux de sociétés ; avoir fiscal)* (p. 3492) ; *modification de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; distorsion entre l'imposition des revenus des personnes physiques et l'imposition des sociétés ; évolution de ces deux impôts de 1968 à 1969 ; situation des personnes âgées ; nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; accords de Grenelle* (p. 3493) ; Art. 7 : *Problème des droits de succession ; proposition communiste de réforme fiscale* [24 octobre 1968] (p. 3524, 3525) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3539) ; *augmentation du prix du permis de chasse* (p. 3539) ; Art. 17 : *Tarif de la taxe de circulation sur les viandes* (p. 3549) ; Art. 23 : *Vote du groupe communiste* (p. 3559) ; ses explications de vote : *Vote du groupe communiste ; transfert de charges des possédants sur l'ensemble des petits et moyens contribuables ; insuffisances dans les secteurs sociaux ; Gouvernement cherchant à reprendre les avantages consentis par les accords de Grenelle* (p. 3574, 3575) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - SERVICES GÉNÉRAUX - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Vote du groupe*

communiste [4 novembre 1968] (p. 3859). SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Rôle de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique ; recrutement des fonctionnaires de catégorie A ; ses observations sur les instituts régionaux d'administration ; statut de la fonction publique ; problème des auxiliaires ; suppression des zones ; cas des retraités* (p. 3866) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la culture : augmentation des crédits de fonctionnement ; crédits d'équipement : ses observations sur le cinéma ; rôle des grandes sociétés de distribution américaines ; maisons de la culture ; exemple d'Amiens ; fermeture des maisons de Caen et de Thonon ; utilisation de troupes de théâtre ambulantes ; ses observations sur la musique ; niveau culturel des émissions de l'O.R.T.F. ; sa proposition de doubler les crédits de manière à les porter à environ 1 % du budget de l'Etat* [13 novembre 1968] (p. 4355, 4356) ; TAXES PARAFISCALES : *Vote du groupe communiste* [18 novembre 1968] (p. 4619) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : *Projet de transfert à Pessac de l'usine des monnaies et médailles ; inquiétude des agents et de leur famille ; personnel désirant le maintien de l'usine dans la région parisienne ; réorganisation de la fabrication autour de l'annexe de Beaumont-le-Roger* [18 novembre 1968] (p. 4620) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Dépenses d'équipement ; ses observations sur la « rationalisation des choix budgétaires » ; situation de la monnaie ; spéculation des possédants ; conséquences du renchérissement du crédit* (p. 4630, 4631) ; *vote du groupe communiste* (p. 4631) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur la fonction publique ; revalorisation des traitements ; remise en ordre des catégories C et D : Titularisation des auxiliaires ; suppression de l'abattement de zone affectant l'indemnité de résidence ; intégration dans le traitement de base de deux points de l'indemnité de résidence ; taux des pensions de réversion ; cas des rentiers viagers ; situation des personnes âgées* (p. 4637 à 4639) ; *vote du groupe communiste* (p. 4641) ; Après l'Art. 65 : *Taux des rentes viagères privées* (p. 4645) ; en seconde délibération, Après l'Art. 29 : *Modification de l'impôt sur les sociétés ; abrogation des dispositions fiscales adoptées lors de la session extraordinaire ; réduction du montant des dépenses militaires* [19 novembre 1968] (p. 4737) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Vote du groupe communiste* (p. 4739) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Taxation des eaux minérales et des bières* [10 décembre 1968] (p. 5289, 5290) ; *prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales* (p. 5290) ; *fonds national de solidarité* (p. 5290) ; *ses observations sur les paroles de M. Rivain* (p. 5290) ; Ses explications de vote : *Majoration des tarifs de la S.N.C.F. ; budget étant une cause de la hausse des prix ; suppression de la taxe sur les salaires ; cas des petits et moyens contribuables ; réforme fiscale ; nécessité de frapper les spéculateurs d'une taxe de 30 % sur les sommes indûment exportées* (p. 5291, 5292) ; en deuxième lecture : *Cas des retraités d'Afrique du Nord et des anciens territoires d'outre-mer* [16 décembre 1968] (p. 5532, 5533) ; en troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Cadeau fait par le Gouvernement aux entreprises capitalistes ; vote du groupe communiste* [18 décembre 1968] (p. 5621, 5622) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Avant l'Art. 1er : *Nécessité d'une sanction contre les spéculateurs ; institution d'un prélèvement sur le montant des sommes et titres transférés indûment à l'étranger ; abrogation des lois sur l'aide à l'investissement et sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises ; réduction des dépenses militaires ; réforme fiscale démocratique ; rendement de l'impôt sur les sociétés ; modification des bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [27 novembre 1968] (p. 4887) ; *réduction sur les crédits militaires* (p. 4887) ; *son vote sur l'amendement de M. Souchal* (p. 4889) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par le nouvel alinéa suivant : « toutefois, sont exonérés de la taxe sur les salaires, les organismes sociaux à but non lucratif (hôpitaux, centres de santé, dispensaires, etc...) ainsi que les associations déclarées régies par la loi de 1901 sur les associations »* (p. 4891) ; *soumission des œuvres sociales à but non lucratif à la taxe sur les salaires* (p. 4891, 4892) ; Art. 3 : *Taux de la taxe sur la valeur ajoutée ; incidence sur les prix* (p. 4892) ; Ses explications de vote : *Majoration des taux de la*

T.V.A. ; suppression de la taxe sur les salaires ; contrôle des prix ; problème des investissements ; lutte contre les spéculateurs ; vote du groupe communiste (p. 4906).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Difficultés du monde artisanal dues au poids excessif des charges fiscales ; reconnaissance d'un « salaire fiscal » ; nécessité d'aider les artisans à se moderniser et à s'adapter par l'octroi de crédits de modernisation à long terme et à faible taux d'intérêt* (p. 4984, 4985).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Accroissement du déficit ; cadeau accordé aux entreprises ; problème des prix ; dépenses budgétaires ; manque dinstituteurs dans le département de la Somme ; ses observations sur les crédits de bourses* [3 décembre 1968] (p. 5018).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur l'article 87 du Code général des impôts* [11 décembre 1968] (p. 5349).

Son rappel au Règlement : *Date de la reprise des travaux parlementaires ; campagne du groupe communiste pour le « non » au référendum ; monopolisation de la radio et de la télévision par le Gouvernement* [3 avril 1969] (p. 846, 847).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise, Art. 10 : *Ses observations sur les paroles de M. Schumann* [29 avril 1969] (p. 1121) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Sa question préalable en vertu de l'article 91, alinéa 3, du Règlement* [29 avril 1969] (p. 1124) ; *aspirations des masses populaires ; politique d'austérité du Gouvernement ; nécessité de frapper les spéculateurs ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; aide de l'Etat aux grandes entreprises ; perspectives ouvertes par le plan Mansholt ; nationalisation des grandes banques et des secteurs clés de l'économie ; réduction des dépenses improductives ; réforme démocratique de la fiscalité* (p. 1124, 1125) ; Art. 1er : *Insuffisance du budget de l'Education nationale ; son opposition à cet article* (p. 1127) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 1133) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, Art. 1er : *Vote du groupe communiste sur cet article et sur les articles suivants* [6 mai 1969] (p. 1215) ; Ses explications de vote : *Augmentation du nombre des redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; son vote sur le projet de loi* (p. 1251) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Réduction de crédits budgétaires ; dévaluation de notre monnaie : système monétaire du monde capitaliste ; conséquences de la politique appliquée par la grande bourgeoisie capitaliste ; succès des revendications de juin 1968 ayant créé les conditions de l'essor de l'économie française ; situation des spéculateurs ; plan de redressement proposé par les communistes ; conséquences de la dévaluation pour les travailleurs immigrés ; caractères du plan gouvernemental ; nationalisation des grandes banques ; vignette automobile* [17 septembre 1969] (p. 2307 à 2309) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur la modification proposée par M. Giscard d'Estaing à l'amendement de M. Ramette* (p. 2320) ; Art. additionnels : *Son amendement introduisant un nouvel article : « Les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change devront fournir le détail des transferts de capitaux vers l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1er juillet 1968 et le 8 août 1969. Les entreprises qui auront bénéficié soit d'un prêt de l'Etat, soit de l'application des dispositions prévues par la loi n° 68-877 du 9 octobre 1968 devront fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant la même période. Tous ces renseignements devront être remis au directeur départemental des impôts directs pour le 1er novembre 1969 »* (p, 2330) ; *ses observations sur l'amendement de M. Souchal* (p. 2330, 2331) ; Ses explications de vote : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette ; caractère du vote sur l'ensemble du texte ; vote du groupe communiste* (p. 2333) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème de la dévaluation ; ses observa-*

tions sur l'amendement de M. Ramette ; nécessité de donner à l'administration les moyens de connaître les noms de ceux qui ont spéculé [20 septembre 1969] (p. 2365).

Son rappel au Règlement : *Refus de la Conférence des Présidents d'inscrire à l'ordre du jour la discussion de la proposition de loi de M. Villon tendant à réduire à 12 mois la durée du service militaire et de réserver un débat sur la situation des artisans et des commerçants* [2 octobre 1969] (p. 2428).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives une question orale sans débat relative à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2745, 2746).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Redressement économique et financier ; caractéristiques du budget ; ses insuffisances ; augmentation des dépenses militaires ; restrictions du crédit ; faillite du pouvoir gaulliste ; effet de l'amélioration du pouvoir d'achat obtenu par les travailleurs en Mai ; charges salariales ; situation de notre économie financière ; crise monétaire internationale ; rôle des spéculateurs ; absence de confiance dans le régime actuel ; sous-emploi de l'appareil productif ; plan de stabilisation ; augmentation de la charge fiscale ; rendement de la T.V.A. ; impôts directs ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; allégements proposés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; dépenses improductives ; budget du Ministère de l'Education nationale ; besoins sociaux de la population ; crédits de la recherche ; remise à l'industrie privée de travaux jusqu'alors réalisés par l'Etat, notamment pour les autoroutes ; risque de développement du chômage ; conséquences heureuses des événements de Mai ; rôle des monopoles capitalistes dans le Marché commun ; inadaptation relative de nos industries ; commerce extérieur ; politique suivie par les monopoles ; nationalisation et planification démocratiques* [28 octobre 1969] (p. 2970 à 2973) ; Après l'Art. 1er : *Lutte contre la spéculation ; bénéfices de change devant faire l'objet d'une déclaration séparée qui subirait la surtaxe supplémentaire de 30 % ; cas des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui n'étaient pas tenus de déclarer les bénéfices de change ; répression de la spéculation* [29 octobre 1969] (p. 3026) ; Art. 3, son rappel au Règlement : *Limites de l'exonération et de la décote de la cotisation ; problème de la première tranche d'imposition* (p. 3030) ; Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le fait que l'on se trouve en présence de deux textes fixant une base d'imposition différente pour l'impôt général sur le revenu des personnes physiques* (p. 3031) ; Après l'Art. 17 : *Ses observations sur l'application de l'article 41 de la Constitution* (p. 3058) ; Art. 22 : *Vote du groupe communiste* [30 octobre 1969] (p. 3078) ; *blocage d'autorisations de programme* (p. 3080) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE, titre III : *Insuffisances du budget ; sa demande de scrutin public sur le titre V* [13 novembre 1969] (p. 3657) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Ses observations sur les rémunérations et les retraites ; intégration de l'indemnité de résidence ; problème de la réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur le mari ; catégories C et D ; problèmes de l'E.N.A. ; administration étant sous la coupe directe des monopoles capitalistes ; revendications des auxiliaires* [18 novembre 1969] (p. 3887 à 3889) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : *Installation d'une nouvelle usine à Pessac ; avis du personnel sur cette installation ; modernisation du matériel du Quai de Conti ; fabrication de pièces de monnaie d'argent* [22 novembre 1969] (p. 4255, 4256) ; IMPRIMERIE NATIONALE : *Maintien de l'Imprimerie nationale à Paris ; problème de la construction de l'établissement de Douai ; activité de l'imprimerie ; augmentation de la sous-traitance ; gestion de l'imprimerie ; attaques du secteur privé contre les prétendus privilèges de l'imprimerie ; revendications du personnel* (p. 4286, 4287) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Tâches des différents services du Ministère de l'Economie et des Finances ; engagement pris par M. Debré à l'égard des personnels de la Direction générale des impôts ; services extérieurs du Trésor ; situation des administrations financières* (p. 4297) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Fonction publique ; pouvoir d'achat des fonctionnaires ; intentions du Gouverne-*

ment pour assurer la progression des rémunérations publiques en fonction de l'évolution des prix ; reclassement des catégories C et D ; suppression des abattements de zone ; cas des fonctionnaires retraités ; incorporation d'une nouvelle tranche de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; problème des retraites proportionnelles ; suppression de l'abattement du sixième ; réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint survivant ; taux de la pension des veuves de fonctionnaires ; situation des titulaires des pensions garanties (p. 4310, 4311) ; titre III : *Vote du groupe communiste* (p. 4314) ; Articles de récapitulation : *Vote du groupe communiste contre ces articles* (p. 4315) ; en seconde délibération, Art. 3 : *Vote du groupe communiste* (p. 4317) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Budget des anciens combattants ; problème de l'égalité des droits des déportés politiques et résistants ; conséquence des restrictions de crédit sur les entreprises commerciales, artisanales et agricoles ; conséquence des limites du crédit à la consommation* [12 décembre 1969] (p. 4918, 4919) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les sociétés de financement du téléphone ; dénationalisation du service public ; utilisation d'une partie du fonds de roulement du service des chèques postaux pour les investissements* [9 décembre 1969] (p. 4719) ; Avant l'Art. 4 : *Vote du groupe communiste* (p. 4721) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur la loi sur la séparation des églises et de l'Etat ; augmentation de l'actif des associations cultuelles par l'intermédiaire de sociétés qui n'ont pas été soumises aux règles particulières du titre IV de la loi de 1905* (p. 4726) ; Art. 22 : *Vote du groupe communiste sur l'amendement du Gouvernement et sur cet article* (p. 4738) ; Art. 25 et 26 : *Vote du groupe communiste* (p. 4742) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe XIII de l'amendement du Gouvernement (utilisation du produit de la taxe correspondant à des défrichements)* (p. 4750) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1969] (p. 5103) ;

— du projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils : *Vote du groupe communiste* [9 décembre 1969] (p. 4752) ;

— du projet de loi portant création d'une **contribution de solidarité** au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Progressivité des taux* [11 décembre 1969] (p. 4857) ;

— du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire **international** : *Position du Gouvernement français ; pouvoir des monopoles capitalistes ; son vote contre le projet* [12 décembre 1969] (p. 4932).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au problème des commerçants et des artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Raisons économiques, sociales et fiscales du mécontentement des commerçants ; restriction du crédit ; marasme des affaires ; augmentation du nombre des fermetures ; progression du commerce succursaliste ; développement de la concentration capitaliste (absorption du Bon Marché par la Société Willot) ; mécontentement soulevé par la loi d'assurance-maladie ; accumulation des charges fiscales sur les commerçants et les artisans ; suppression de la T.V.A. pour les produits de grande consommation* (p. 959, 960).

Prend part à la discussion, avec débat restreint, du projet de loi portant règlement **définitif** du budget de 1968, ses explications de vote : *Rapport de la Cour des comptes ; importance des reports de crédits ; impôts indirects ; poids de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [5 mai 1970] (p. 1507).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la revalorisation des rentes viagères [5 juin 1970] (p. 2286, 2287).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, ses explications de vote : *Elaboration du VIe Plan pour le compte de la classe dominante et des monopoles capitalistes ; objectifs sociaux du Ve Plan ; développement industriel ; notion de rentabilité ; commerce extérieur ; entrée en France des capitaux étrangers au détriment de l'intérêt national et de l'indépendance du pays ; exemple de Bull ; prévisions en matière d'emploi ; hausse des prix ; problème du logement ; vote du*

groupe communiste [18 juin 1970] (p. 2828, 2829) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 17 : *Consultation des organisations les plus représentatives* [29 juin 1970] (p. 3246) ; Art. 40 : *Modalités de l'indemnisation ; indemnisation ne s'appliquant qu'aux pertes de bien n'excédant pas un million de francs* (p. 3260) ; Ses explications de vote : *Solidarité nationale ; vote du groupe communiste* (p. 3272) ; en troisième et dernière lecture : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1970] (p. 3331) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1970] (p. 3328) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Mécontentement chez les petits et moyens contribuables ; injustice de la fiscalité ; question préalable déposée par le groupe communiste ; poids des impôts indirects* [20 octobre 1970] (p. 4421) ; *réclamation de la réduction des impôts de consommation ; rendement de la taxe sur la valeur ajoutée ; problème des impôts de consommation ; abrogation de la loi qui a étendu la taxe sur la valeur ajoutée au commerce de détail et à l'artisanat ; répartition injuste des impôts directs ; évolution divergente de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés ; mansuétude du Gouvernement à l'égard des déserteurs du franc ; ses observations sur le fait qu'une partie importante des profits n'est pas imposée ; nécessité de supprimer les amortissements dégressifs, les amortissements accélérés et les déductions fiscales pour investissements ; sa proposition de revenir au système des amortissements linéaires* (p. 4422) ; *possibilité pour les comités d'entreprise, de connaître les bénéfices fiscaux des sociétés ; impôt sur le revenu ; nécessité de relever le plafond de la première tranche; nécessité de considérer de façon différente les revenus salariaux et les autres ; situation des retraités et des pensionnés ; ses observations sur les accords de Grenelle ; absence d'impôt sur le capital ; mesures contre la fraude* (p. 4423) ; *ses observations sur les accords de Grenelle ; engagement pris par M. Pompidou de présenter un projet de réforme d'imposition des revenus salariaux* (p. 4424) ; de la première partie, Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Le décret prévu à l'article 243 du Code général des impôts sera publié avant le 1er avril 1971 et concernera les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu au titre de 1971 »* [22 octobre 1970] (p. 4534) ; *retrait de son amendement* (p. 4534) ; Art. 13 : *Taxation des produits alimentaires liquides ; non-assujettissement à la T.V.A. des produits de grande consommation* (p. 4536) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (cas des sociétés ayant des filiales ou des participations leur assurant la maîtrise d'une autre société ; cas des groupements d'intérêts autres que les sociétés coopératives)* (p. 4544) ; *lutte contre la fraude fiscale ; imposition, sous une cote unique, des sociétés mères et des filiales* (p. 4544) ; de la deuxième partie, SERVICE DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Adaptation et modernisation de l'administration française ; rôle actuel de l'Etat ; transfert aux département et aux régions de certaines attribution actuelles des ministères ; ses observations sur les expériences tentées au Ministère de l'Equipement ; suppression des garanties fondamentales ; travaux des missions expérimentales ; question des rémunérations ; situation des catégories C et D ; pouvoir d'achat des fonctionnaires ; disparités résultant du système de primes* [13 novembre 1970] (p. 5489, 5490) ; Titre III : *Vote du groupe communiste* (p. 5493) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, Après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à compléter l'article 243 du Code général des impôts après le 3e alinéa par un nouvel alinéa : « La liste concernant l'impôt sur les sociétés sera complétée par l'indication du montant de l'impôt mis à la charge de chaque société. L'affichage de cette liste est obligatoire à partir du 1er juillet 1971 »* [17 novembre 1970] (p. 5678) ; *problème de la fraude fiscale ; cas des contribuables dont les revenus sont déclarés par des tiers* (p. 5678) ; *titres de l'emprunt Pinay ; fraude en matière d'impôt sur les sociétés ; imprécision du montant des bénéfices des sociétés ; demande que les présidents-directeurs généraux ne soient plus considérés comme des salariés ; publicité des bénéfices des sociétés* (p. 5679) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination des forfaits)*

(p. 5679) ; *relèvement des plafonds en dessous desquels les artisans et les commerçants restent soumis au régime du forfait* (p. 5679) ; TAXES PARAFISCALES, Art. 54 : *Sa demande d'un scrutin public sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5701) ; *vote du groupe communiste* (p. 5702) ; BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Décentralisation de la Monnaie à Pessac ; situation du personnel féminin ; problème de la scolarité des enfants ; problèmes de fabrication ; ses observations sur la mensualisation des salaires ; vote du groupe communiste* (p. 5711) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Revendications du personnel de l'Imprimerie ; cas des jeunes ingénieurs ; projet d'extension de l'Imprimerie à Douai* (p. 5712) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 5713) ; ECONOMIE ET FINANCES — I. - CHARGES COMMUNES : *Situation des retraités de la fonction publique ; problème de l'incorporation d'un nouveau point de l'indemnité de résidence dans le traitement ; ses observations sur la réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint survivant ; relèvement du taux de la pension de veuve ; revendications des retraités* (p. 5720) ; Titre III : *Vote du groupe communiste* (p. 5721) ; Titre V, Art. 39 et 40 : *Vote du groupe communiste* (p. 5722, 5723) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Facilités données par le budget aux sociétés capitalistes ; insuffisance des crédits en faveur des besoins de la population ; hausse des prix des services publics ; bénéfices des sociétés ; situation des catégories les plus défavorisées ; vote du groupe communiste* (p. 5726) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Situation des propriétaires qui habitent eux-mêmes leur maison et qui voudraient bénéficier des possibilités du Fonds pour améliorer leur logement ancien* [8 décembre 1970] (p. 6275) ; Après l'Art. 7 *Ses observations sur l'amendement de M. L'Huillier* [9 décembre 1970] (p. 6301) ; *caractère de la patente et de la contribution mobilière ; nécessité pour le Gouvernement de déposer un projet de réforme de la patente et de la contribution mobilière* (p. 6303) ; Art. 16 : *Retraite des femmes fonctionnaires, mères d'un enfant incurable ; propositions faites par la commission Jouvin ; fixation du taux d'invalidité de l'enfant, susceptible de permettre à sa mère de bénéficier d'une pension de retraite avec jouissance immédiate* (p. 6306) ; *problème du paiement mensuel des pensions* (p. 6307) ; Art. 29 : *Vote du groupe communiste* (p. 6317) ; Art. 9 : *Problème de la compensation apportée par le Trésor public ; mise à la charge du Trésor, au profit des communes, d'un versement représentatif de la réduction de la contribution des patentes pour les entreprises visées à l'alinéa 1er de cet article ; majoration des droits résultant du tarif de la contribution des patentes par délibération du conseil municipal lorsque la valeur locative des locaux professionnels est supérieure à 1.000 francs* (p. 6346) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 6358) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (compensation de la diminution de recettes au titre de la patente résultant de la réduction du tarif de cet impôt dans les communes où le montant de cette diminution excède 500 francs)* (p. 6359) ; Art. 11 : *Cas où un matériel est installé en cours d'année ; modification de la patente* (p. 6361) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe II de cet article : « Le matériel complémentaire acheté et installé... »* (p. 6361) ; Art. 12 : *Vote du groupe communiste contre cet article et contre les articles 13, 14 et 15* (p. 6362) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6363) ; Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1970] (p. 6666).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative aux revendications des commerçants et artisans [25 juin 1971] (p. 3455, 3457, 3458).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Importance des impôts de consommation ; absence d'impôt sur le capital ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; impôt sur les sociétés ; lutte contre la fraude ; emprunt Pinay* [20 octobre 1971] (p. 4675) ; *hausse des prix ; suppression des taxes sur les denrées de première nécessité ; croissance du budget militaire ; durée du travail ; crise du dollar ; problème de l'établissement d'une monnaie européenne* (p. 4676) ; *rôle de la commission intérieure ; problème des prix ; sa revendication qu'aucun salaire ne soit inférieur à mille francs*

par mois ; échelle mobile devant garantir le pouvoir d'achat des salariés ; exemple des pays socialistes ; programme de gouvernement du parti communiste (p. 4677) ; *contrôle des grands secteurs monopolistes* (p. 4678) ; de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Sabatier (situation fiscale des présidents-directeurs et directeurs généraux ; abrogation de l'avoir fiscal accordé aux actionnaires)* [21 octobre 1971] (p. 4720) ; *relèvement des premières tranches du barème* (p. 4720) ; *imposition des célibataires* (p. 4723) ; Après l'Art. 2 : *Affichage de la liste des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés* (p. 4725) ; Avant l'Art. 3 : *Son amendement (indication que les forfaits doivent tenir compte des réalités des petites entreprises et en particulier de l'amenuisement des marges et de l'accroissement des charges)* (p. 4738) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4738) ; Art. 9 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4750) ; Art. 11 : *Problème des rentes viagères* (p. 4752) ; *son amendement (obligation pour le gouvernement, dans le projet de loi de finances, de proposer des taux de majoration pour les rentes viagères privées tenant compte de la hausse des prix)* (p. 4752) ; *établissement d'une sorte d'échelle mobile pour les rentes viagères* (p. 4752) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Situation du personnel des monnaies et médailles ; transfert de l'usine à Pessac ; problème des travailleurs qui possèdent un logement à Paris* [2 novembre 1971] (p. 5154) ; *vote du groupe communiste contre les autorisations de programme et les crédits ouverts au paragraphe I et II de l'article 21* (p. 5154) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Transfert d'une partie des activités à Douai ; statut juridique de l'Imprimerie nationale ; revendications du personnel* (p. 5156) ; *vote du groupe communiste* (p. 5156) ; EDUCATION NATIONALE : *Besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche* [9 novembre 1971] (p. 5565) ; *nécessité d'établir un plan pluriannuel de promotion reposant sur des transformations de postes d'assistants en postes de maîtres-assistants ; formation des maîtres ; recherche universitaire ; indices des assistants et maîtres-assistants ; nécessité de promouvoir des universités complètes ; nombre d'inscription dans les disciplines scientifiques ; allocation d'étude ; lien entre l'enseignement supérieur et la recherche ; développement des instituts universitaires de technologie* (p. 5566, 5567) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Situation des fonctionnaires, en particulier des retraités ; incorporation d'un point de l'indemnité de résidence dans le traitement ; ses observations sur l'article 4 de la loi du 26 décembre 1964* [17 novembre 1971] (p. 5825) ; *droits acquis des travailleurs de l'Etat retraités d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie* (p. 5826) ; *vote du groupe communiste contre le titre II* (p. 5828) ; Après l'Art. 57 : *Vote du groupe communiste* (p. 5874) ; TAXES PARAFISCALES : *Non-perception de la taxe de solidarité sur les céréales, sur les 300 premiers quintaux livrés par les agriculteurs* (p. 5875) ; Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [15 décembre 1971] (p. 6804) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe communiste* [16 décembre 1971] (p. 6857) ; en troisième lecture : *Vote du groupe communiste* [17 décembre 1971] (p. 6930) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 2 et 7 : *Votes du groupe communiste* [7 décembre 1971] (p. 6447, 6454) ; Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [17 décembre 1971] (p. 6935) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Application, au profit des organismes sans but lucratif, du régime du forfait pour le calcul de la T.V.A. ; nécessité de rembourser la T.V.A. que paient les communes sur leurs travaux et leurs achats* [4 mai 1972] (p. 1354) ; Art. 1er : *Vote du groupe communiste* (p. 1355) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [29 juin 1972] (p. 2995) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Diminution du rapport entre le nombre des artisans et celui des retraités* [17 mai 1972] (p. 1580) ; *portée du projet de loi ; institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire ; recours à la solidarité nationale ; régime unique d'assurance vieillesse et maladie* (p. 1581) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 7 : *Recouvrement des amendes et des condamnations*

pécuniaires par prélèvement sur les comptes bancaires [14 juin 1972] (p. 2476) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, ses explications de vote [20 juin 1972] (p. 2673, 2674) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers : *Différence de nature entre les revenus salariaux et les autres* [29 juin 1972] (p. 2991) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : *Politique du Gouvernement cause d'inflation ; institution d'une échelle mobile dans le programme commun de la gauche et lutte contre l'inflation ; aggravation de la situation de l'emploi ; 530.000 chômeurs en France dont beaucoup de jeunes et surtout des jeunes femmes ; nécessité d'un accroissement de la consommation intérieure afin de développer notre appareil de production (prévu dans le programme commun de la gauche ainsi que le droit au travail) ; deux tiers des impôts sont indirects donc injustice car prélèvement sur la dépense donc sur le nécessaire ; inexistence de l'impôt sur la fortune ; augmentation de l'écart entre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés ; avantages fiscaux accordés aux sociétés ; insuffisance de logements H.L.M. ; supériorité du régime socialiste, gaspillage inhérent au régime capitaliste ; non-réinvestissement des profits* [25 octobre 1972] (p. 4344, 4345, 4346, 4347) ; Art. 1er : *Ses observations à la réponse que lui a faite M. Valéry Giscard d'Estaing concernant les crédits de paiement de l'Education nationale* (p. 4355) ; Art. 4 : *Ses observations contre la majoration du prix du supercarburant et de l'essence ordinaire ;* Art. 5 : *Ses observations contre l'augmentation du prix de la vignette automobile* (p. 4377) ; Art. 15 : *Majoration du prélèvement sur le produit de la taxe sur les produits pétroliers ; crédits importants affectés aux autoroutes alors que ceux accordés aux collectivités locales sont en diminution* (p. 4381, 4382) ; Art. 18 : *Son sous-amendement tendant à majorer chaque année les rentes viagères en fonction de la variation constatée de l'indice des prix à la consommation ; sa demande de dispositions identiques pour les rentes viagères publiques* (p. 4383) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Mise en place de l'usine de Pessac ; avenir de l'établissement du Quai de Conti ; indemnité de mutation ; emploi des épouses ; retraite anticipée des agents* [2 novembre 1972] (p. 4540) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Inquiétude du personnel face à l'éventualité d'un changement du statut ; sa question écrite de 1970 concernant l'âge de la retraite pour les ouvrières, l'allocation servie pendant les congés de maladie, la validation des services temporaires effectués dans un emploi insalubre ; création d'emplois par transfert à Douai d'une partie des services* (p. 4542) ; EDUCATION NATIONALE : *Freinage des investissements ; opération de Compiègne ; enseignement supérieur ; institut universitaire de technologie ; école normale supérieure de Saint-Cloud ; centre universitaire de Boissy-Saint-Léger, Paris XII ; retard pour l'école nationale de chirurgie dentaire de Puteaux ; extension de l'université de Paris XI à Verrières-le-Buisson ; centre hospitalier universitaire du Kremlin-Bicêtre ; budget de régression ; mesures concernant le personnel ; crédits de fonctionnement de l'enseignement supérieur ; crédits de recherche ; équipements pour l'université ; revendications des chefs de clinique ; enseignement supérieur médical ; numerus clausus institué au terme de la première année du premier cycle des études médicales ; liquidation de l'Institut national pour la formation des adultes ; agence pour le développement de l'éducation permanente ; mobilité des chercheurs ; nécessité d'un statut de titulaires de la fonction publique pour les chercheurs* [10 novembre 1972] (p. 4996, 4997) ; *programme commun de gouvernement de la gauche ; insuffisance des autorisations de programme pour la recherche de l'enseignement supérieur ; C.N.R.S. ; actions thématiques programmées ; allocation d'études sur critères sociaux, puis sur critères universitaires* (p. 4998) ; TAXES PARAFISCALES, Art. 39 : *Ses deux amendements de suppression de la ligne 58 « taxe sociale de solidarité sur les graines oléagineuses » et de la taxe de solidarité sur les céréales dont la répartition est injuste à l'égard des petits et moyens producteurs ; alimentation du B.A.P.S.A. par une augmentation des cotisations sociales des exploitants dont le revenu cadastral dépasse 6.400 francs* (p. 5480) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHAR-

GES COMMUNES, Etat B, titre IV : *Vote du groupe communiste contre les crédits de cet état* [18 novembre 1972] (p. 5495) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 35 : *Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat, S.E.M.V.I. ; coût de l'affaire de La Villette* [18 novembre 1972] (p. 5499) ; *vote du groupe communiste contre cet article* (p. 5499) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Disproportion entre l'accroissement des tâches et celui des moyens des services ; refus de satisfaire les revendications ; autoritarisme, mainmise du cabinet sur les questions du personnel ; application de la réforme des impositions perçues au profit des collectivités locales, subordonnée à l'achèvement des opérations de révision des évaluations foncières, qui inquiète les élus locaux ; déséquilibre des valeurs locatives au détriment des locaux d'habitation* [18 novembre 1972] (p. 5507) ; *surévaluation des valeurs locatives des locaux d'habitation alors que les valeurs servant de base à la taxe foncière des propriétés non bâties et à la taxe proportionnelle sont systématiquement minorées ; augmentation de la taxe d'habitation* (p. 5508-5509) ; Articles de récapitulation : *Vote du groupe communiste contre les articles de récapitulation* [18 novembre 1972] (p. 5519) ; en seconde délibération, son explication de vote : *Pouvoirs mineurs d'une Assemblée réduite au rôle de chambre d'enregistrement ; artifices de l'équilibre ; mesures de débudgétisation ; réduction de la part de l'impôt sur les sociétés et augmentation de la part des contribuables ; accroissement des impôts des collectivités locales ; budget de déséquilibre et d'injustice fiscale ; programme commun de la gauche ; problème des prix ; vote du groupe communiste contre ce budget* [18 novembre 1972] (p. 5534) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote contre ce texte du groupe communiste ; plan de lutte contre l'inflation ; réduction de certains taux de T.V.A. ; emprunt ; abandon de l'équilibre budgétaire ; croissance des salaires ; échelle mobile* [14 décembre 1972] (p. 6173) ; *accroissement des profits ; plan insuffisant ; chômage ; crise du régime* (p. 6174) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972 : *Augmentation des recettes au titre de la T.V.A. ; budget équilibré en raison de la hausse des prix ; accroissement des remboursements de la T.V.A. aux entreprises exportatrices ; facilités pour les implantations d'entreprises à l'étranger ; groupe communiste s'oppose à ce texte* [6 décembre 1972] (p. 5935, 5936) ; Art. 4 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 5938) ; Art. 5 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 5939) ; Art. 8 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 5942) ; Art. 9 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 5944) ; Art. 15 et 16 : *Vote du groupe communiste contre ces articles ; vote contre l'ensemble du projet de loi* (p. 5956).

LARUE (Tony)

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 2 : *Situation des experts-comptables stagiaires ; problème de l'unification de la profession* [17 octobre 1968] (p. 3365) ; Ses explications de vote : *Approbation de ce texte* (p. 3370) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Caractéristiques du budget de 1969 ; augmentation des dépenses militaires ; impasse ; rigidité des masses budgétaires ; indication des différentes erreurs commises par le Gouvernement ; vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [19 novembre 1968] (p. 4738, 4739) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Crédits de fonctionnement de la Direction générale des impôts ; lutte contre la fraude fiscale ; rôle des inspecteurs* [22 novembre 1969] (p. 4299) ; Ses explications de vote : *Pression fiscale ; problème de l'impôt direct ; pouvoir d'achat des salariés ; croissance des dépenses publiques ; proclamation par le Gouvernement du culte du profit ; dotations du F.D.E.S. ; ses observations sur les collectivités locales ; accroissement des patentes ; allégements fiscaux au profit des gros et non des petits contribuables ; son vote contre le budget* (p. 4324, 4325) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Crise monétaire internationale ; ses observations sur le secteur de la construction ; problème de l'emploi ; budget de l'Education nationale ; formation professionnelle ; vote du groupe socialiste* [17 novembre 1971] (p. 5892) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, en seconde délibération, son explication de vote : *Habillage social du budget cachant une politique délibérée d'inflation et d'abandon par l'Etat de son pouvoir de direction de l'économie ; agrandissement du fossé qui sépare le pouvoir d'achat des travailleurs français et celui de leurs homologues allemands ; sacrifice des équipements collectifs ; abandon au profit des banques du soin de répartir l'épargne ; montée inquiétante du prix des loyers et des impôts communaux ; budget consacrant la priorité aux intérêts privés sur l'intérêt public et exprimant le conservatisme profond de la politique du Gouvernement ; le groupe socialiste ne le votera pas* [18 novembre 1972] (p. 5532) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Importance de l'inégalité en France par rapport aux autres pays de la Communauté ; mauvaise intégration des éléments féminins dans les forces nationales du travail* [21 novembre 1972[(p. 5559) ; *notion de « travail de valeur égale » ; nécessité d'assortir la loi de sanctions* (p. 5560) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à créer une commission paritaire chargée de procéder à l'évaluation des postes de travail* (p. 5564) ; *son amendement indiquant que le rapport présenté par le chef d'entreprise au comité d'entreprise devra comporter des informations sur l'application du principe de la rémunération égale entre travailleurs effectuant des travaux équivalents* (p. 5564) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5565) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à créer une commission paritaire présidée par le directeur départemental de la main-d'œuvre* (p. 5566) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement indiquant les possibilités de saisine du tribunal de prud'hommes ou du tribunal d'instance en raison des dommages-intérêts* (p. 5567) ; *son amendement précisant que les infractions seront punies de peines contraventionnelles* (p. 5568) ; *son amendement indiquant que la loi sera affichée sur les lieux de travail dans les établissements occupant du personnel féminin* (p. 5569).

LASSOURD (Henri)

Député d'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

LAUDRIN (Hervé)

Député du Morbihan
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code électoral afin de limiter à 70 ans l'âge des candidats à l'Assemblée nationale et au Sénat, n° 1461 [25 novembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Cas des Bretons partisans du séparatisme ; ses observations sur les états généraux de Pontivy en 1940* [23 juillet 1968] (p. 2488) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Position des socialistes européens, au Parlement européen, sur les problèmes de la pêche* [31 octobre 1968] (p. 3779) ; *désire savoir si la pêche relèvera un jour du Ministère de l'Agriculture ou restera du ressort du Ministère des Transports* (p. 3786) ; *politique communautaire européenne pour l'armement au commerce ; industrie de la conserve ; prix d'intervention du F.E.O.G.A. ; tarif douanier applicable aux importations de morue* (p. 3786, 3787) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Réforme de l'indemnité viagère de départ ; rapport Vedel ; plan Mansholt ; réforme du crédit agricole* [19 novembre 1969] (p. 3982) ; *zones de rénovation rurale ; enseignement agricole ; maisons familiales ; réforme de l'enseignement agricole* (p. 3982, 3983) ; *débat sur l'enseignement agricole* (p. 4023) ; TAXES PARAFISCALES : *Marché des œufs* [22 novembre 1969] (p. 4258).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du lait [28 mai 1971] (p. 2191, 2192).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Après l'Art. 1er : *Enseignement catholique ; collaboration avec les professeurs d'Etat* [21 juin 1971] (p. 3177) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Concours de pronostics ; priorité donnée aux installations scolaires ; orientation des investissements vers les réalisations légères ; industrialisation des constructions ; situation des communes rurales ; problème des finances locales* [22 juin 1971] (p. 3257, 3258) ; Avant l'Art. 1er : *Situation des jeunes artisans et des jeunes paysans* (p. 3268) ; Art. 4 : *Problème de la conciliation des prix plafonds et des taux de subvention préférentiels* (p. 3271) ; Après l'Art. 5 : *Concours de pronostics* (p. 3272, 3273) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les

accidents du travail et des maladies professionnelles : *Ses observations sur les paroles de M. Chazelle* [28 juin 1972] (p. 2907) ; Art. 1154 du Code rural : *Choix des intermédiaires par la mutualité sociale agricole* (p. 2927) ; *unicité des caisses en matière de mutualité agricole* (p. 2928) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Paquet (versement de la cotisation selon le choix de l'employeur)* (p. 2928) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection : *La réforme des études vétérinaires* [2 octobre 1972] (p. 3850) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISINS, Titre VI : *A propos de l'amendement de M. Destremau sur les concours de pronostics, précise que l'équipement doit être à la charge de l'Etat mais pas le fonctionnement* [27 octobre 1972] (p. 4482) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mesures communautaires de mars 1971 et novembre 1972 (aide à la formation professionnelle, versement de l'indemnité viagère de départ à partir de 55 ans, retraite anticipée pour les handicapés)* ; *assainissement du marché du lait ; organisation du marché des fruits et légumes ; organisation des marchés bovins et porcins ; situation difficile de l'enseignement agricole ; formation des vétérinaires ; recherche ; application de la loi sur les ventes à domicile aux contrats que font signer les représentants de marques d'aliments ou les vendeurs de poussins* [14 novembre 1972] (p. 5171, 5172) ; *demande de crédits pour les enseignements dispensés dans les collèges d'enseignement général et dans les écoles rurales* [15 novembre 1972] (p. 5228).

LAVERGNE (Robert)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Albin Chalandon, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 366) autorisant l'approbation de la convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, n° 437 [14 novembre 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, en qualité de *Rapporteur : Aide entre les administrations afin de combattre les fraudes ; possibilité d'enquêtes officielles ; protection des fonctionnaires* [28 novembre 1968] (p. 4928, 4929).

Décédé le 13 août 1972 [*J.O.* du 17 août 1972] (p. 8852).

Son éloge funèbre est prononcé [3 octobre 1972] (p. 3879, 3880).

LAVIELLE (Henri)

Député des Landes
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969[(p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant réforme de l'éducation physique et du sport en France, n° 602 [20 décembre 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Situation des apprentis au regard des prestations familiales ; rétablissement de la parité entre l'apprenti et l'étudiant* [29 novembre 1968] (p. 4991, 4992).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux combats en Algérie, au Maroc et en Tunisie* [12 décembre 1968] (p. 5380).

Son rappel au Règlement : *Discussion d'une proposition de loi votée par le Sénat et attribuant la carte du combattant aux jeunes gens ayant servi en Afrique du Nord* [17 décembre 1968] (p. 5567).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outre-mer : *Etat d'esprit du Gouvernement à l'égard des rapatriés ; notion de l'indemnisation due aux rapatriés ; possibilité de prévoir, parmi les modalités de l'indemnisation, une priorité en faveur des rapatriés qui n'auraient pu bénéficier des avantages de la loi; portée de l'article 2 en ce qui concerne les organismes de crédit permettant l'institution d'un moratoire de plein droit ; problème des prêts consentis aux rapatriés par les filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations ; situation des agriculteurs rapatriés qui ont bénéficié des prêts migrants métropolitains ; situation des vieillards ; cas des ouvriers de condition modeste* [8 octobre 1969] (p. 2534, 2535) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Promesses faites aux agents des collectivités locales lors des événements de Mai et Juin 1968 ; garantie de traitement ; versement du supplément familial de traitement aux agents communaux ; cas des agents à temps non complet ; cas des agents qui, employés à temps incomplet, exercent cette activité à titre principal ; problème des catégories d'emplois* [9 octobre 1969] (p. 2577).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Ses observations sur le rapport particulier à la S.N.C.F. annexé au V^e^ Plan ; transfert au secteur privé d'une partie des activités de la S.N.C.F. ; modification des structures des tarifs voyageurs et marchandises ; causes du déficit ; charges d'infrastructure ; prix de revient étant hors de proportion avec les prix facturés ; insuffisance des recettes provoquée par des tarifs anormalement bas consentis aux grosses sociétés capitalistes ; subventions d'équilibre ; trafic banlieue ; fermeture des lignes omnibus de voyageurs ; notion de desserte linéaire ; notion de desserte en surface ; caractère de service public de la S.N.C.F. ; se demande si le déficit des services d'autobus sera un jour supporté par les collectivités locales ; exemple du département des Landes ; ligne Dax-Mont-de-Marsan ; but de la S.N.C.F.* [16 octobre 1969] (p. 2709, 2710).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Enseignement du sport dans le primaire ; temps consacré à l'éducation physique et sportive ; problème de l'enseignement supérieur ; ses observations sur la pratique qui conseille de faire payer les étudiants pour qu'ils puissent se consacrer à l'activité physique de leur choix ; exemple de la natation et de la danse ; problème qui se pose dans la commune de l'orateur ; ses observations sur les constructions de lycées, de C.E.S., de C.E.G. et de C.E.T. sans l'édification concomitante d'un ensemble sportif ; éventualité d'une troisième loi de programme pour l'équipement sportif et socio-éducatif ; problème de l'équipement des communes rurales ; désire savoir si l'on dotera les écoles primaires des installations indispensables à tout enseignement rationnel ; caractère du budget* [30 octobre 1969] (p. 3118, 3119) ; EDUCATION NATIONALE : *Formation des maîtres d'écoles primaires ; pourcentage d'enseignants auxiliaires ; exemple*

de l'enseignement des mathématiques modernes ; situation des écoles normales appartenant à l'Etat ; école normale de Dax ; durée de la scolarité ; problème des dérogations ; essor de l'artisanat [13 novembre 1969] (p. 3625, 3626) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 6 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « de base » le mot « obligatoires »* [3 décembre 1969] (p. 4558) ; *son amendement tendant après les mots : « Article 1er » à supprimer la fin de l'article 6 de la loi de juillet 1966* (p. 4559) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par les dispositions suivantes : « après avis des organisations professionnelles représentatives intéressées »* (p. 4563) ; *ses observations sur les cotisations de base et les cotisations complémentaires* (p. 4563) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à remplacer les mots : « les deux tiers » par les mots : « les trois quarts »* (p. 4579) ; *composition du conseil d'administration* (p. 4579) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa du paragraphe III de cet article* (p. 4579) ; *nombre des membres du conseil d'administration* (p. 4579) ; *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe III de cet article* (p. 4581) ; *retrait de son amendement* (p. 4581) ; Art. 23 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « de base »* (p. 4588) ; *retrait de son amendement* (p. 4588) ; Art. 26 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4590) ; *retrait de son amendement* (p. 4590) ; ses explications de vote : *Position du groupe socialiste ; caractère provisoire du texte ; abstention du groupe socialiste* (p. 4597, 4598) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Taxe de défrichement ; cas du département des Landes ; disparition progressive du gemmage ; équilibre entre la forêt et les terrains de culture* [19 décembre 1969] (p. 5098, 5099).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Atteinte portée au droit de préemption du preneur* [17 avril 1970] (p. 1168, 1169).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Situation des rapatriés retraités ; relèvement des taux de subventions allouées pour les rachats des points de retraite ; situation des rapatriés qui disposaient de retraites complémentaires ; problèmes des régimes facultatifs ; ses observations sur l'association générale de retraite par répartition ; problème de la déduction des indemnités* [11 juin 1970] (p. 2511) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* [12 juin 1970] (p. 2585) ; *exclusion de l'indemnisation pour les terres non exploitées ; cas des terres mises en pâturages* (p. 2585) ; *retrait de son amendement* (p. 2586) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2590) ; Art. 30 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « est placée sous la tutelle du Ministre de l'Economie et des Finances » les mots : « est placée sous l'autorité du Premier Ministre »* (p. 2590) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « en cas d'impossibilité de production des pièces justificatives seront admis les déclarations sur l'honneur et les témoignages écrits par au moins deux témoins irréfutables »* (p. 2591) ; Art. 58 : *Son amendement tendant après les mots : « sont portés devant » à rédiger ainsi la fin de cet article : « les tribunaux d'instance et d'appel »* (p. 2610) ; Art. 60 : *Son amendement tendant, dans les trois alinéas de cet article, à substituer aux mots : « Conseil d'Etat » les mots : « Cour de cassation »* (p. 2610, 2611).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'allocation de loyer des économiquement faibles [12 juin 1970] (p. 2573).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié

de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur le projet de loi relatif au bail rural à long terme ; création d'un statut des exploitants agricoles ; problème foncier ; ses observations sur les groupements agricoles fonciers et les sociétés agricoles d'investissement foncier ; droit au renouvellement automatique du bail ; risques d'augmentation du prix du fermage ; droit à l'indemnité de sortie ; suppression du droit de chasser pour le fermier* [26 juin 1970] (p. 3184, 3185) ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-29 du Code rural : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour cet article : « les dispositions des articles 847 à 850 sont applicables aux baux à long terme »* (p. 3208) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT) : *Ses observations sur les coopératives ouvrières de construction ; construction de maisons individuelles ; ralentissement du rythme de la construction ; prix des terrains à bâtir ; ses observations sur le délai qui sépare la délivrance du permis de bâtir et la décision provisoire d'octroi de la prime ; loyer de l'argent ; taxe d'équipement* [5 novembre 1970] (p. 5148) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Problème des retraités et des pensionnés de la marine ; comparaison de la situation des pensionnés et celle du personnel en activité ; plan « Forner » ; situation du corps technique du contrôle de la navigation ; projet de statut du corps des syndics des gens de mer* [17 novembre 1970] (p. 5649).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux critères de la Sécurité sociale et des services du travail, en matière d'arrêt de travail [20 novembre 1970] (p. 5846).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Problème du revenu agricole ; fixation du prix du bail* [11 décembre 1970] (p. 6472, 6473).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Gêne représentée par cette taxe pour les collectivités locales ; possibilité d'une compensation ou d'un remboursement ; décret du 7 octobre 1968* [11 décembre 1970] (p. 6508, 6509).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Limite des moyens financiers* [22 juin 1971] (p. 3250) ; *utilisation des équipements ; organisation des emplois du temps scolaires et universitaires ; absence de coordination entre le Ministère de l'Education nationale et le Secrétariat d'Etat ; concours de pronostics* (p. 3250 à 3252) ; *vote du groupe socialiste* (p. 3275) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur une circulaire non publiée relative à l'avenir de l'enseignement des activités physique et sportives ; ses observations sur les cinq heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive* [6 novembre 1971] (p. 5479) ; *manque d'enseignants ; transfert d'une part de la responsabilité de l'Etat en matière d'éducation à des clubs privés* (p. 5480) ; *vote du groupe socialiste* (p. 5489) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crise dans l'agriculture française ; exode rural* [16 novembre 1971] (p. 5763) ; *réforme foncière ; création d'une agence nationale foncière pour l'équipement rural et la modernisation agricole ; développement des institutions sociales* (p. 5764) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Maintien du cordon sanitaire frontalier ; lutte contre la brucellose ; vaccin anti-aphteux ; nécessité de rendre les coopératives plus compétitives ; imposition des coopératives à la patente* [25 mai 1972] (p. 1915) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Troubles de nos institutions éducatives ; importance de la formation physique ; organisation des programmes scolaires ; loisirs : retard d'exécution de la troisième loi de programme ;*

association des sports, scolaires et universitaires ; contractualisation des postes d'enseignants de l'Institut national des sports et réduction de leur nombre ; Jeux olympiques de Munich ; mauvaise utilisation des faibles crédits ; absence de représentation du Secrétariat d'Etat dans un congrès scientifique international relatif à l'éducation physique et aux sports ; installations de Vittel [27 octobre 1972] (p. 4457, 4458) ; Titre III : *reprend l'amendement de M. Sabatier réduisant les crédits de ce titre afin de valoriser la situation des inspecteurs et directeurs départementaux de la jeunesse et des sports* (p. 4481) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Coopératives ; amendement du groupe socialiste tendant à abroger les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1971 soumettant les sociétés coopératives agricoles, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif, à la taxe proportionnelle instituée par l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 (irrecevable)* [14 novembre 1972] (p. 5149) *caves coopératives ; capacités de stockage des céréales ; encouragement des coopératives du secteur des fruits et légumes ; sa demande de majoration de la dotation affectée au stockage et au conditionnement* (p. 5150) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Ses observations sur la question préalable déposée par M. Boulloche ; exemple de la régie Renault ; distribution illégitime du patrimoine de l'Etat* [7 décembre 1972] (p. 5984).

LEBAS (Bernard)

Député du Nord
(22e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— vice-président de cette Commission [*J.O.* du 30 septembre 1972] (p. 10352) ;

— membre du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2419) de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée, instituant des comités d'entreprise afin que ces comités aient à se prononcer obligatoirement sur l'affectation, au bénéfice des salariés de chaque établissement distinct d'une entreprise, de la moitié au moins de la contribution de 1 % sur les salaires collectée par chacun des établissements en cause, afin de participer à l'effort de construction, n° 775 [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à renforcer certaines pénalités prévues en matière de braconnage et à permettre l'action civile des fédérations départementales de chasseurs, n° 779 [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code de la sécurité sociale afin : 1° d'abaisser l'âge à partir duquel les assurés so-

ciaux peuvent prétendre à une pension de retraite à taux plein ; 2° de tenir compte des cotisations d'assurance versées au-delà de trente ans ; 3° de faire bénéficier d'une réduction de l'âge d'entrée en jouissance d'une pension les femmes assurées sociales ayant élevé au moins trois enfants et les anciens prisonniers de guerre, n° **787** [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 723) portant modification de diverses dispositions du Code minier, n° **828** [15 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 967), modifié par le Sénat, modifiant diverses dispositions du Code minier, n° **970** [12 décembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Maroc du 12 au 22 janvier 1970, n° **1357** [2 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XIV. - Plan, n° **1400** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 218 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 afin de permettre, sans limitation de date, l'exercice du commissariat aux comptes par les sociétés reconnues par l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, n° **1419** [28 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1354) modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne, n° **1627** [2 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1750), modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne, n° **1776** [28 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1838), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne, n° **1855** [17 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XV. - Plan, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IV. - Développement industriel, n° **2590** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à améliorer la protection sociale des veuves, n° **2599** [18 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladies et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de leur scolarité obligatoire, n° **2600** [18 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2610), adopté par le Sénat, autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité, n° **2699** [30 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social.

Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à remplacer la première phrase du troisième alinéa de l'article L 593 du Code de la santé publique par de nouvelles dispositions (versements faits à la caisse maladie de la sécurité sociale par les pharmacies gérées par*

des organismes à but non lucratif) [22 juillet 1968] (p. 2443) ; *retrait de son amendement* (p. 2443) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Missions des professionnels comptables ; avenir de la profession ; situation des stagiaires ; reconversion des comptables salariés ; inscription sur titres de cadres salariés en qualité d'experts-comptables ; missions de revision des comptabilités ; composition des commissions régionales et de la commission nationale ; ses observations sur les fonctions de commissaire aux comptes ; conditions d'application de la loi* [17 octobre 1968] (p. 3363, 3364) ; Art. 2 : *Situation des stagiaires* (p. 3366) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 par la phrase suivante : « Les stagiaires devront justifier à leur maître de stage de leur inscription à des cours préparant le diplôme d'expertise comptable dans des organismes reconnus »* (p. 3366) ; *missions des comptables agréés* (p. 3366) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 8 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Le comptable agréé est habilité à attester la régularité et la sincérité des bilans et des comptes de résultats qu'il établit dans le cadre des missions définies à l'alinéa ci-dessus »* (p. 3367) ; *rôle du comptable agréé ; retrait de son amendement* (p. 3367) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7 bis de l'ordonnance du 19 septembre 1945 à substituer aux mots : « d'organisation ou de revision » les mots : « d'organisation et de revision »* (p. 3368) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3368) ; *composition des commissions régionales et nationales* (p. 3368) ; *retrait de son amendement* (p. 3368) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 3369) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, en qualité de *Rapporteur pour avis : Engagements pris lors des discussions de Grenelle ; aspect social et économique du texte ; participation* [4 décembre 1968] (p. 5047) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer avant le premier alinéa le nouvel alinéa suivant : « Le droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises. Il s'exerce dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution de la République, en particulier de la liberté du travail »* (p. 5076) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5076) ; *retrait de son amendement* (p. 5076) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « au sein de l'entreprise » à insérer les mots : « ou de chacun de ces établissements comptant plus de cinquante salariés »* (p. 5081) ; *problème de la création des seclions syndicales dans des établissements comportant moins de cinquante salariés* (p. 5081) ; Art. 4 : *Ses observations sur les attaques réprimées par la loi* (p. 5084) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « dans les entreprises » à insérer les mots : « ou les établissements »* (p. 5085) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « chaque section syndicale d'entreprise ou d'établissement choisit par un vote à bulletin secret, dans les conditions fixées par décret, un ou plusieurs délégués syndicaux pour la représenter auprès du chef d'entreprise ou d'établissement »* (p. 5088) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « titulaires et suppléants »* (p. 5089) ; *nombre de délégués pour chaque section syndicale* (p. 5089) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5090) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et leurs suppléants »* (p. 5091) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « 21 ans accomplis » les mots : « 18 ans accomplis sous réserve qu'ils ne soient pas sous contrat d'apprentissage »* (p. 5092) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5092) ; *son amendement tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « quatre mois » les mots : « un an »* (p. 5092) ; *son amendement tendant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « un an » les mots : « deux ans »* (p. 5093) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et de leurs suppléants »* (p. 5094) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « ou d'un suppléant »* (p. 5095) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette décision est, à peine de nullité, motivée et notifiée à l'inspecteur du travail dans le délai de quarante-huit heures à compter de sa prise d'effet »* (p. 5095) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du*

deuxième alinéa de cet article : « l'inspecteur du travail donne son avis dans un délai de six jours à compter de la notification si le licenciement... » (p. 5096) ; *protection du délégué syndical* (p. 5096) ; *retrait de son amendement* (p. 5096) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à supprimer les mots : « et des anciens suppléants »* (p. 5096) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « pendant six mois au moins » les mots : « pendant un an au moins »* (p. 5097) ; *protection du délégué syndical* (p. 5097) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (temps dont dispose le délégué syndical)* (p. 5098) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. de Préaumont par le mot : « habituellement »* (p. 5099) ; *retrait de son amendement* (p. 5099) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 5100) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à supprimer le mot : « titulaire »* (p. 5101).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la régionalisation ; nécessité de déconcentrer et de décentraliser ; nombre des régions ; création d'un organisme spécialisé dépendant directement du Premier Ministre chargé de l'adaptation progressive des différentes régions à leurs missions respectives ; intégration du département au sein de la région ; cas du département du Nord ; création d'un département de Sambre-Thiérache ; ses observations sur Maubeuge ; nécessité d'harmoniser les autorités et tous les découpages administratifs à l'intérieur de la région ; participation à la vie de la région ; méfaits de la centralisation ; avantages de la déconcentration ; pouvoir financier de l'assemblée ; arbitrage du préfet de région* [12 décembre 1968] (p. 5407 à 5409).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, en qualité de *Rapporteur : Distinction entre les substances contenues dans le sous-sol ; ses observations sur les « titres miniers » ; dispositions relatives aux retraits de titres miniers et aux renonciations ; taux des amendes ; règles d'indemnisation à accorder pour les terrains occupés ou rachetés ; suppression de la catégorie des « minières » ; ses observations sur les carrières ; régime de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures ; renouvellement du permis de recherche ; permis de recherche off shore ; cas de fusion de permis ; problème des communes minières ; affaissements miniers ; cas du département du Nord* [21 octobre 1969] (p. 2773) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'énumération des substances inscrites à l'article 2 du Code minier est ainsi complétée : des argiles et des glaises si l'exploitation comporte des puits et des galeries »* (p. 2777) ; *problème des accidents concernant les ouvriers travaillant à l'extraction de la glaise ; absence de contrôle par l'administration des mesures de sécurité* (p. 2777) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 11 du Code minier, à substituer aux mots : « deux ans » les mots : « trois ans »* (p. 2778) ; *conséquence des difficultés des conditions d'exploitation ; délivrance du permis exclusif de recherche d'hydrocarbures* (p. 2778) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans le premier alinéa de l'article 22 du Code minier sont supprimés les mots : « de minière ou »* (p. 2778) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « la deuxième phrase de l'article 28 du Code minier est abrogée »* (p. 2778) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 71 du Code minier : « Après exécution des travaux, l'exploitant est tenu de remettre dans leur état antérieur les terrains de cultures, en rétablissant la couche arable et la voirie »* (p. 2780) ; Art. 17 : *Indemnisation sur la base du double du produit net* (p. 2780) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier, à substituer aux mots : « de l'article précédent » les mots : « du présent titre »* (p. 2780) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier, après les mots : « du propriétaire du sol » à insérer les mots : « ou de ses ayants droit »* (p. 2781) ; *rôle du juge de l'expropriation* (p. 2781) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier : « Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables à compter de la promulgation de la loi n° ... du ... même si l'occupation des terrains a eu lieu en vertu d'une autorisation administrative antérieure à cette promulga-*

tion. Elles ne sont pas applicables aux autres dommages causés... » (p. 2781) ; *problème du rachat de terrains occupés depuis une longue période* (p. 2781) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les articles 91, 92 et 97 du Code minier sont abrogés* » (p. 2781) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, après les mots : « la mise en exploitation » à insérer les mots : « ou l'extension* » (p. 2782) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier : « ... à une autorisation délivrée par le préfet après consultation des services ministériels compétents et des collectivités locales* » (p. 2782) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier par la phrase suivante : « le défaut de réponse de l'administration à l'expiration d'un délai de deux mois emporte autorisation de plein droit* » (p. 2782) ; *consultations lors d'une enquête ; durée de l'enquête* (p. 2782, 2783) ; *son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier à insérer l'alinéa suivant : « la durée de l'autorisation et les droits à renouvellement sont fixés par le décret en Conseil d'Etat prévu au premier alinéa ci-dessus* » (p. 2783) ; *retrait de son amendement* (p. 2783) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, à supprimer les mots : « sa durée et* » (p. 2783) ; *retrait de son amendement* (p. 2783) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier à substituer aux mots : « la surface à laquelle » les mots : « la surface et la profondeur auxquelles* » (p. 2783) ; *son amendement tendant, dans la troisième phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, à substituer aux mots : « dans les deux ans » les mots : « dans les trois ans* » (p. 2784) ; *exploitation des carrières* (p. 2784) ; *son amendement tendant, dans la troisième phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, à substituer aux mots : « pendant plus de deux ans » les mots : « pendant plus de trois ans* » (p. 2784) ; *autorisation préfectorale* (p. 2784) ; Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 110 du Code minier, à substituer aux mots : « deux ans » les mots : « trois ans* » (p. 2784) ; *durée de l'autorisation de recherche* (p. 2784) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour l'article 113 du Code minier (exploitation faite par les propriétaires du sol ou leurs ayants droit)* (p. 2785) ; *ses observations sur l'amendement de M. Valenet* (p. 2785) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2786) ; *conséquence du refus formulé par l'ancien titulaire d'un titre minier de communiquer au nouveau titulaire les renseignements géographiques et les résultats de ses recherches* (p. 2786) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (taux des amendes)* (p. 2786) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2787) ; *problème du rachat de terrains occupés* (p. 2787) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (situation des exploitants des carrières légalement ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 2787) ; *cas des exploitations de carrières* (p. 2787) ; Art. 36 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article (paragraphe a) à supprimer les mots : « la période de vingt-quatre mois prévue à l'article 121, deuxième alinéa, est réduite à douze mois et ...* » (p. 2788) ; *droits au permis d'exploitation* (p. 2788) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « le Gouvernement proposera au Parlement, avant le 1er mai 1970, un projet de loi réglant les problèmes juridiques posés par les affaissements miniers* » (p. 2788) ; *ses observations sur l'amendement de M. Roger* (p. 2789) ; en deuxième lecture, Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier* [16 décembre 1969] (p. 4979) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier (application des deux alinéas précédents)* (p. 4980) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 73 (alinéa 1) du Code minier, à supprimer les mots « terrains et »* (p. 4980) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, à substituer aux mots : « quatre mois » les mots : « deux mois* » (p. 4980) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 119-1 du Code minier, à partir des*

mots : « exploitation effectuée dans des conditions » à supprimer la fin de cet alinéa (p. 4981) ; Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « sont autorisés » à supprimer la fin de cet alinéa (droit d'exploitation)* (p. 4981).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Conditions d'un bon développement industriel ; formation des hommes ; encouragement d'un certain nombre de recherches ; développement des infrastructures commerciales ; développement des investissements ; problèmes de l'encadrement du crédit ; ses observations sur nos prix et nos marges bénéficiaires ; prix des aciers ; nécessité de rendre à l'impôt sa véritable fonction ; ses observations sur le redressement allemand, qui permit aux industriels de décompter de leurs bénéfices imposables un certain pourcentage qu'ils devaient convertir dans un délai déterminé en investissements productifs* [6 novembre 1969] (p. 3447, 3448) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Préparation du VIe Plan ; problème des infrastructures ; liaison Maubeuge-Valenciennes ; problème des établissements Chausson et de l'évacuation des produits ; ses observations sur la route nationale n° 2 ; ses observations sur les métropoles d'équilibre ; exemple de Lille-Roubaix-Tourcoing ; intérêt de l'aérotrain ; liaison entre Dunkerque, Lille, Valenciennes, Maubeuge et Fourmies ; problème de la régionalisation* [7 novembre 1969] (p. 3536) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur les paroles de M. Rocard* [29 avril 1970] (p. 1408).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la politique à l'égard des cadres [22 mai 1970] (p. 1891) : *Manifestations récentes organisées par les cadres ; cause de l'inquiétude des cadres : imposition de leurs revenus ; déplafonnement partiel de la cotisation d'assurance maladie ; régime de retraite ; allocation de salaire unique ; rapport Bordaz* (p. 1891, 1892) ; *intentions du Gouvernement en matière de fiscalité ; résorption du déficit dû aux dépenses de santé* (p. 1893, 1894).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national : *Exigences de la défense nationale ; durée du service militaire ; problème de la rentabilité et de l'efficacité ; conception de la formation militaire en deux temps : d'abord des périodes d'entraînement, ensuite une affectation systématique dans des régiments du type commando ; affectation des jeunes dans la gendarmerie ; rôle des centres de sélection* [9 juin 1970] (p. 2367, 2368) ; Art. 2 : *Possibilité donnée à certains jeunes, reconnus aptes physiquement, de faire leur service militaire immédiatement* (p. 2380) ; Art. 12 : *Durée du service actif et des périodes d'entretien ; mise en place des unités de défense opérationnelle du territoire ; problème de la rentabilité et de l'efficacité militaire* [10 juin 1970] (p. 2418) ; Art. 14 : *Introduction dans les rangs de la gendarmerie de 1.500 appelés du contingent* (p. 2421, 2422) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Réduction du service militaire ; suppression des sursis ; son vote* (p. 2447) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, son rappel au Règlement : *Ses observations sur les conditions de travail de l'Assemblée ; modification de l'ordre du jour prioritaire* [10 juin 1970] (p. 2457) ; Art. 1er : *Ses observations sur le scrutin* (p. 2457) ; Avant l'Art. 13 : *But de l'expropriation* (p. 2463) ; Art. 24 : *Désire savoir le montant dont disposera le Ministre pour réaliser les opérations en complément de la loi Debré* (p. 2467).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'organisation du travail de l'Assemblée* [11 juin 1970] (p. 2486).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur la compétitivité ; importance de la concurrence internationale ; nécessité de spécialiser de nouvelles unités ; remise en ordre de la distribution ; augmen-*

tation des cadres commerciaux et technico-commerciaux ; mise en place d'infrastructures commerciales à l'étranger ; transformation de la fiscalité et de la parafiscalité ; importance de la notion de profit ; ses observations sur les bénéfices industriels et commerciaux ; simplification des formalités administratives ; nécessité d'industrialiser ; problème de la productivité ; conversion des régions ; industrialisation des zones rurales ; politique d'aménagement du territoire ; industrialisation des zones frontières ; possibilité de prévoir des contrats spéciaux en matière d'énergie permettant aux industries de s'implanter en France ; augmentation des aides accordées en vue de l'aménagement du territoire ; harmonisation des politiques européennes [15 juin 1970] (p. 2653 à 2656) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (accélération dans le cadre du Marché commun de la politique d'harmonisation des aides ; problème des régions frontières)* [18 juin 1970] (p. 2815) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « Sous réserve que soient augmentés d'une façon sensible les crédits destinés aux aides à l'industrialisation »* (p. 2815) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (création d'un fonds spécial foncier administré et géré par la D.A.T.A.R.)* (p. 2815) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « Sous réserve que le Gouvernement s'engage à faire accélérer, dans le cadre du Marché commun, la politique d'harmonisation des législations sociales et fiscales »* (p. 2816) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE), en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget du commissariat général au Plan* [3 novembre 1970] (p. 5031) ; *rôle du comité des entreprises publiques ; institution du centre d'études des revenus et des coûts ; travaux du centre de recherche et de documentation sur la consommation ; centre national d'information pour la productivité des entreprises ; exécution du Plan ; travaux d'élaboration du VI^e Plan ; amélioration de la compétitivité des entreprises ; problème de l'évolution de la balance commerciale ; question de l'industrie pétrochimique ; timidité des options du VI^e Plan en matière d'équipements collectifs ; réforme de la fiscalité et des moyens de financement des entreprises* (p. 5032) ; *schéma directeur de la région du Nord ; aérodrome de Lesquin ; axe longitudinal Dunkerque-Fourmies ; création d'une ligne d'aérotrains de Calais à Fourmies par Dunkerque, Hazebrouck, Lille, Valenciennes et Maubeuge ; liaison Nord-Sud par l'axe routier Dunkerque-Jeumont ; liaison fluviale entre le Nord et le bassin parisien ; recherche de la diversification des emplois ; nécessité de doter le Ministère d'un fonds spécial qui lui permettrait d'acquérir des terrains industriels ; politique d'harmonisation des aides* (p. 5039) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Ses observations sur la route Maubeuge-Jeumont ; liaison Maubeuge-Valenciennes ; problème de la route nationale n° 2* [4 novembre 1970] (p. 5093) ; *raccordement de la vallée de la Sambre à l'autoroute A 2 ; axe routier Anor-Fourmies-Sains-du-Nord-Landrecies-Le Quesnoy* (p. 5094) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 1^er : *Ses amendements tendant à supprimer les quatrième et cinquième alinéas de cet article* [4 décembre 1970] (p. 6183) ; *fonction du personnel hospitalier* (p. 6183) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « au sein des conseils de chaque groupement, les médecins seront représentés dans la même proportion qu'au sein des conseils d'administration des hôpitaux »* (p. 6188) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6188) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (représentation des caisses maladie et des syndicats de médecins dans les conseils des groupements interhospitaliers de secteur et de région)* (p. 6189) ; *composition des conseils des groupements interhospitaliers* (p. 6189, 6190) ; Art. 15 : *Son amendement tendant au début des deuxième et troisième alinéas de cet article à substituer aux mots : « peut être » le mot : « est »* (p. 6190) ; *conditions de la création d'un syndicat hospitalier* (p. 6190) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « La participation à un conseil d'administration, en qualité d'administrateur ou de président, est bénévole »* (p. 6191) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6191) ; Art. 1^er : *Ses amendements tendant*

à supprimer les quatrième et cinquième alinéas de cel article (p. 6199) ; *problème de l'introduction d'un carnet de santé ; vérification de la consommation des médicaments* (p. 6199) ; Art. 26 *bis* : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article 5, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Au sein des conseils de chaque groupement, les médecins seront représentés dans la même proportion qu'au sein des conseils d'administration des hôpitaux »* (p. 6200) ; Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition du conseil d'administration des établissements et groupes d'établissements d'hospitalisation)* (p. 6201) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à supprimer une partie de cet article (répartition des sièges entre les différentes catégories)* (p. 6203) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « des établissements départementaux » à substituer au mot : « qui » le mot : « elle »* (p. 6203) ; *retrait de son amendement* (p. 6203) ; *son amendement tendant à compléter l'article 6 par un nouvel alinéa : « En aucun cas les administrateurs ne devront dépasser l'âge de 70 ans »* (p. 6204) ; Art. 26 *quater* : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa (2°) de cet article : « Les prix de revient dont découle le prix de journée »* (p. 6205) ; *son amendement tendant à compléter le treizième alinéa (12°) de cet article par les dispositions suivantes : « ... à l'exclusion des dons d'organes et de corps qui doivent être formulés auprès de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale »* (p. 6206) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le directeur est responsable devant le conseil d'administration de la gestion et de la bonne marche de l'hôpital »* (p. 6206) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le président du conseil d'administration et le directeur peuvent être rendus pécuniairement responsables des fautes de gestion »* (p. 6206) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer de nouvelles dispositions à celles du deuxième alinéa de cet article* (p. 6209) ; *retrait de son amendement* (p. 6209) ; art. 30 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots : « et comprennent » à insérer les mots : « des représentants des médecins des établissements privés »* (p. 6217) ; *son amendement tendant à la suppression de la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article* (p. 6217) ; Art. 40 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions (composition des commissions régionales et de la commission nationale)* (p. 6226) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur : Aménagement du territoire ; évolution de l'emploi dans la région parisienne ; population de la région parisienne ; population du « Paris des octrois »* [8 avril 1971] (p. 992) ; *accroissement des distances de transport ; diminution de la proportion des personnes travaillant dans leur commune de résidence ; procédure de l'agrément ; problème des primes et des redevances* (p. 993) ; *modifications envisagées par le Gouvernement pour modifier le régime actuel ; suppression de la prime de démolition ; affectation du produit de la redevance ; régime de l'agrément* (p. 994) ; *création des équipements indispensables à la politique de restructuration de la région parisienne ; budgets du F.I.A.T. et du F.D.E.S.* (p. 995) ; *son opposition à la question préalable* (p. 999) ; *prix des bureaux ; permis de construire dans les Hauts-de-Seine* (p. 1005) ; *ses observations sur les paroles de M. Boscher ; son opposition à la motion de renvoi déposée par ce dernier* (p. 1011, 1012) ; Art. 1er : *Ses observations sur les métropoles d'équilibre et les grandes villes* (p. 1014) ; *rapport entre le nombre d'emplois existants et le chiffre de la population active* (p. 1017) ; *ses observations sur l'amendement de M. Destremau* (p. 1017) ; *répartition des redevances ; prime de démolition* (p. 1019) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 2 août 1960 par de nouvelles dispositions : « La répartition entre les deux types d'actions devra viser à satisfaire, en priorité, les opérations tendant à promouvoir le développement des activités tertiaires »* (p. 1020) ; *retrait de son amendement ; décentralisation des emplois du secteur tertiaire* (p. 1021) ; *problème des magasins à grande surface* (p. 1022) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-*

dernier alinéa de cet article (distinction, en matière de redevance, entre les locaux à usage de bureaux et les locaux à usage industriel) (p. 1022) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le troisième alinéa de l'article 9 de la loi modifiée du 2 août 1960 est abrogé »* (p. 1022) ; *maintien des surfaces habitables existantes* (p. 1022, 1023) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Wagner à substituer aux mots : « 1er novembre 1970 » les mots : « 1er janvier 1971 »* (p. 1023) ; *fixation de la date de départ de l'application du texte* (p. 1023) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Suppression de la prime de démolition ; plafond de la redevance pour les locaux à usage de bureaux ; affectation du produit de la redevance ; modifications faites par le Sénat* [3 juin 1971] (p. 2316) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Wagner ; paiement de la redevance* (p. 2317) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « les dispositions des articles 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 2 août 1960 sont remplacées par les dispositions suivantes »* (p. 2317) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2317, 2318) ; *détermination de l'échéance du texte* (p. 2318) ; *son amendement tendant, dans le second alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 2 août 1960, après les mots : « région parisienne », à supprimer les mots : « et des conseils généraux intéressés »* (p. 2319) ; *consultation des conseils généraux* (p. 2319) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2319) ; *situation des artisans ; cas des entreprises qui figurent sur le registre des métiers* (p. 2319) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 2319) ; Art. 7 : *Superficie des agréments accordés en 1970 et en 1971* (p. 2320) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Procédure d'agrément et du permis de construire ; lutte contre la spéculation* [22 juin 1971] (p. 3248, 3249) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « à condition que ce dernier ait été demandé avant le 1er janvier 1971 » les mots : « à condition ou bien que l'agrément ait été demandé avant le 1er janvier 1971 ou bien que l'utilisateur soit nommément désigné dans la décision d'agrément »* [22 juin 1971] (p. 3249) ; *précision des circulaires et des décrets d'application ; attitude de la commission d'agrément* (p. 3250) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Planification française ; taux de croissance ; solidarité nationale ; amélioration du cadre de vie ; consommation des ménages* [16 juin 1971] (p. 2982) ; *évolution des prix ; faiblesses et force du VIe Plan ; population active* (p. 2983) ; *plein emploi ; accroissement de la productivité ; commerce extérieur ; investissements des entreprises publiques dans les branches énergétiques ; problème du logement ; consommation ; problème des prix* (p. 2984, 2985) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Industrialisation des équipements ; concours des piscines économiques ; développement des équipements destinés à la pratique des sports en plein air ; création de petits bassins d'apprentissage dans les écoles maternelles et primaires ; adaptation du budget de 1972 à la loi de programme ; échéancier de cette loi de programme* [22 juin 1971] (p. 3254) ; Art. 1er : *Elaboration des textes d'application* (p. 3269) ; Art. 4 : *Allocation d'une subvention* (p. 3270) ; Son rappel au Règlement : *rythme de travail de l'Assemblée ; ses observations sur le P.M.U.* (p. 3274) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Possibilité de faire parvenir aux députés la liste des travaux effectués par certains comités ; possibilité pour certains comités d'exposer leurs études à l'O.R.T.F.; préparation du plan des régions ; information des missions auprès des préfets de région lors de la préparation du VIIe Plan ; part des investissements demeurant à la charge de l'Etat* [25 octobre 1971] (p. 4861, 4862) ; *infrastructures créées en Bretagne ; ses observations sur Brest* (p. 4874) ; Titre IV : *Missions du centre national d'information pour la productivité des entreprises* (p. 4888) ; Après l'Art. 57 : *Son amendement (obligation, pour le ministre, lors de chaque budget de l'aménagement du territoire et du Plan, d'indiquer le nombre d'emplois décentralisés, avec certaines précisions)* (p. 4888) ; *inventaire des régions qui manquent d'emplois tertiaires ; parution des textes concernant la décentralisa-*

tion des locaux industriels (p. 4889) ; *retrait de son amendement* (p. 4889) ; *son amendement (seuils imposés pour l'obtention des aides et des primes ; cas des entreprises créant 20 emplois minimum)* (p. 4889) ; *problème de l'emploi ; situation des petites et moyennes entreprises ; cas de la région du Nord* (p. 4889) ; *retrait de son amendement* (p. 4890) ; *son amendement (unification des primes et des aides sur le plan de la Communauté européenne)* (p. 4890) ; *problème des régions frontalières ; exonérations fiscales* (p. 4890, 4891) ; *retrait de son amendement* (p. 4891) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur le projet Urba ; transport dans la région parisienne et dans les grandes métropoles régionales ; stationnement payant* [6 novembre 1971] (p. 5458) ; *aérotrain ; choix du turbotrain sur Paris-Caen et sur Paris-Cherbourg* (p. 5459) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Création d'une carte nationale de retraite ; calcul de la retraite sur les dix meilleures années d'activité ; problème des incapacités et des invalidités ; situation des femmes ; pensions de réversion ; problème des prisonniers* [1er décembre 1971] (p. 6263); *situation des fils d'artisans et de commerçants qui ont effectué deux ans de service militaire et ont été engagés dans la bataille de 1939 et, de ce fait, n'ont pu cotiser* (p. 6264).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Travail accompli par les membres de la commission d'enquête ; sanctions envisagées contre M. Pozzo di Borgo, instigateur de la publicité clandestine ; réforme de structures nécessaire pour que l'O.R.T.F. reste un grand service public* [10 mai 1972] (p. 1500).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Revalorisation des prestations ; assiette des cotisations* [17 mai 1972] (p. 1609) ; Art. 5 : *Fixation d'un quorum* (p. 1628, 1630) ; Art. 9 : *Moyens matériels mis à la disposition des caisses* [18 mai 1972] (p. 1646) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur le monopole ; dévalorisation des programmes ; libéralisation de l'O.R.T.F.; importance de la télévision pour la formation et la réflexion* [15 juin 1972] (p. 2542) ; *rôle du corps de l'inspection générale* (p. 2543) ; Art. 2 : *Conséquence de l'introduction de chaînes indépendantes* [16 juin 1972] (p. 2580) ; *évolution des structures de l'Office ; problème des stations régionales* (p. 2584) ; *rapports entre les P.T.T. et l'O.R.T.F.* (p. 2588) ; Art. 3 : *Son amendement (garanties d'objectivité d'une chaîne de radiodiffusion et d'une chaîne de télévision indépendantes de tout intérêt financier privé)* (p. 2603) ; *fonction du haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2603, 2604) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE, Etat B, Titre IV : *Ses observations contre l'amendement de réduction de crédits de M. Servan-Schreiber ; son désir que l'opération Concorde se poursuive ; reprise des études sur le S.S.T. aux Etats-Unis* [8 novembre 1972] (p. 4892) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de la répartition des compétences entre les divers ministères, prééminence du Ministère du Développement industriel et analyse de ses fonctions ; son rôle de chef de file dans la stratégie industrielle, de cellule technique de l'Etat* [9 novembre 1972] (p. 4915 ; *importance de la prévision, de la rapidité de l'action et de l'exemple de l'Etat ; établissement d'échelons régionaux du ministère ; gestion des entreprises nationales ; politique industrielle de l'Etat orientée vers les secteurs de pointe et vers l'innovation et la création ; institut de développement industriel ; sa préférence pour les mécanismes d'incitation permanente à l'investissement ; politique linéaire d'aide aux investissements* (p. 4916) ; *Fos-sur-mer ; reconversion industrielle* (p. 4917) ; Etat B, titre IV : *Hommage à M. Morandat ; reconversion de la région du Nord* (p. 4945, 4946) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Etat B : *Son amendement tendant à diminuer les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre V concernant certains établissements dépendant des houillères ; retrait* (6 décembre 1972] (p. 5953) ; *ses observations contre l'amendement de M. Mitterrand de réduction des crédits du titre VI relatifs au plan « électronique professionnelle civile »* (p. 5954) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité, en qualité de *Rapporteur : Différentes filières que notre pays est à même d'exploiter dans le cadre des centrales nucléaire ; filière uranium naturel-graphite-gaz ; filière uranium enrichi avec utilisation de l'eau ordinaire ; variante BWR* [13 décembre 1972] (p. 6123) ; *technique Westinghouse, dite à eau sous pression ; filière « haute température » ; groupement industriel français pour les réacteurs à haute température ; filière des réacteurs à neutrons rapides, dite des réacteurs surgénérateurs ; problème du cycle du combustible ; croissance envisagée du nucléaire dans le souci de stabiliser notre indépendance vis-à-vis de sources extérieures d'approvisionnement ; capacités d'uranium naturel contrôlées par des intérêts français* (p. 6124) ; *gisement de plutonium ; C.E.A. ; Rapsodie ; Phénix ; dispositions ne portant, en aucune façon, atteinte à la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz* (p. 6125) ; *ses observations à M. Michel Rocard sur Westinghouse installée à Jeumont ; technique PWR* (p. 6132) ; *ses remarques à M. Michel Rocard sur l'indépendance énergétique et le respect du souvenir du général de Gaulle* (p. 6134), 6135) ; *sa réponse à M. Rocard à propos du plan de Westinghouse, à M. Cermolacce à propos d'Electricité de France, de la solution P.W.R. retenue, du succès de Rapsodie et Phénix ; sociétés multinationales ; indépendance* (p. 6141, 6142) ; Art. 1er : *Objet des sociétés visées par le projet, sociétés ne pouvant œuvrer que dans les domaines de la production nucléaire d'électricité ; champ d'application recouvrant tous les types de réacteurs nucléaires susceptibles d'être employés pour produire de l'électricité ; prototype à l'« échelle industrielle » : « ouvrages et séries » construits et exploités par E.D.F. seule ; dérogations aux dispositions de la législation sur les sociétés anonymes ; son amendement tendant à remplacer les mots : « la construction » par les termes : « faire construire »* (p. 6144) ; *ses observations au sous-amendement de MM. Boulloche et Cermolacce : rôle d'architecte d'Electricité de France ; participation du commissariat à l'énergie atomique à ces études ; société d'ingénierie Technicatome filiale commune du C.E.A. et d'E.D.F.* (p. 6145) ; *son amendement approuvé par l'ensemble des organisations syndicales* (p. 6145) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement et son sous-amendement insérant un nouvel article stipulant que toutes les centrales nucléaires issues des prototypes visés à l'article premier ne pourront être construites et exploitées que dans les conditions prévues par la loi du 8 avril 1946 ; son amendement tendant à constituer les trois derniers alinéas de l'article premier en un article distinct et à faire précéder, par le principe de la dérogation à la législation sur les sociétés anonymes l'énoncé desdites dérogations* (p. 6146) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement insérant un nouvel article concernant les décrets pris en Conseil d'Etat remis à leur place logique dans le texte* (p. 6146) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger le titre du projet* (p. 6146) ; *ses observations à M. Cermolacce à propos d'un amendement de M. Roger devenu sans objet puisque l'accord doit prévoir qu'Electricité de France détiendra 51 pour cent du capital social de la société* (p. 6147).

Discussion de sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire [14 décembre 1972] (p. 6188).

LE BAULT de LA MORINIÈRE (René)

Député du Maine-et-Loire.
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [2 avril 1970] (p. 837), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discus-

sion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — II. - Agriculture, n° **360** [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — II. - Agriculture, n° **837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — II. - Agriculture, n° **1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — II. - Agriculture, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 5 au 17 juillet 1971, n° **2158** [16 décembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour **1973** (n° 2582). — II. - Agriculture, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Delachenal sur le projet de loi portant amnistie [23 juillet 1968] (p. 2485).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [24 octobre 1968] (p. 3524) *dont l'application pourrait entraîner le démantèlement d'exploitations agricoles* (p. 3525) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « le présent paragraphe n'est pas applicable aux baux ruraux »* (p. 3529) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les droits perçus sur les boissons alcoolisées en provenance des pays tiers sont majorés dans des conditions qui seront fixées par décret »* (p. 3545) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Politique du Gouvernement ; baisse du revenu moyen des agriculteurs ; demande si la Communauté économique européenne est ou non excédentaire en produits agricoles ; problème du lait et des céréales ; suppression de la catégorie 3 du marché de la pomme pour la Golden Delicious ; surface des exploitations en France ; confusion entre la surface et la rentabilité ; indemnité viagère de départ ; crédit agricole ; situation des jeunes ; aménagement rural ; industrialisation des campagnes ; indemnité de départ pouvant être accordée à tout agriculteur âgé cessant d'exploiter dans la limite d'une superficie à déterminer* [15 novembre 1968] (p. 4465 à 4467) ; Après l'Art. 61 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « la première phra-*

se du deuxième alinéa de l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 est remplacée par la disposition suivante : « Il est chargé d'allouer un complément de retraite leur vie durant aux agriculteurs âgés qui cessent leur activité, dans la limite d'un plafond de surface fixé par département » [16 novembre 1968] (p. 4591) ; *indemnité viagère de départ accordée selon des conditions relatives à la destination des terres ; conditions d'attribution de cette indemnité ; utilisation des surfaces libérées* (p. 4591, 4592) ; *retrait de son amendement* (p. 4592) ; *retrait de l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 4594) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Après l'Art. 5 : *Situation des fermiers exerçant leur droit de préemption* [10 décembre 1968] (p. 5303) ; Art. additionnels : *Rôle des groupements d'exploitations : possibilité de faire bénéficier les sociétés familiales des mêmes avantages que les groupements agricoles d'exploitation en commun* (p. 5308, 5309) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : « La date limite d'option pour le régime du remboursement forfaitaire au titre des opérations effectuées depuis le 1er janvier 1969 est reportée au 31 décembre 1969 »* [29 octobre 1969] (p. 3054) ; *cas des agriculteurs désireux d'opter pour le régime du remboursement forfaitaire au titre de la taxe sur la valeur ajoutée et qui n'ont pas émis, en temps utile, la déclaration qui devait être souscrite avant le 1er octobre 1969 ; prolongation de l'option* (p. 3054) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Réduction des programmes d'alimentation en eau et d'assainissement ; modernisation de l'élevage ; capacité d'autofinancement de notre agriculture ; enseignement privé ; crédits sociaux en faveur des exploitants qui quittent la terre ; ses observations sur le recensement ; industrialisation des campagnes ; cas de la région du Choletais ; crédits du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles ; indemnité viagère de départ ; aménagement des villages ; industries agricoles et alimentaires ; malaise dans les milieux agricoles ; édification des bâtiments d'élevage ; protection de la nature et du milieu biologique* [18 novembre 1969] (p. 3899, 3900).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [5 mai 1970] (p. 1464).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. 5 : *Régime des constructions nouvelles ; conclusion de baux d'au moins six ans ; preuve de l'état de l'immeuble* [24 juin 1970] (p. 2999, 3000) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Evolution des marchés agricoles ; utilité des groupements ; organisation des marchés* [6 novembre 1970] (p. 5262) ; *croissance des dépenses du F.O.R.M.A. ; ses observations sur le remembrement ; procédure des échanges amiables ; politique de l'environnement ; fonctionnement des parcs régionaux ; création d'un environnement économique qui permette l'ouverture du monde agricole ; problème de la parité des bourses scolaires ; cas de la région de Cholet ; infrastructures publiques ; ses observations sur les adductions d'eau, l'électrification rurale, le renforcement des lignes, des télécommunications et les routes* (p. 5263) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Son amendement (fixation des quantités de carburant pouvant donner lieu en 1972 au dégrèvement institué par la loi du 23 mai 1951 ; majoration du taux de la taxe sur les produits pétroliers)* [21 octobre 1971] (p. 4747); de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Conséquences de l'absence de parités fixes entre les monnaies de la Communauté économique européenne ; élargissement du Marché commun ; ses observations sur certains projets de directives de Bruxelles ; application de la loi sur les baux à long terme* [15 novembre 1971]

(p. 5698) ; *problème de la règle du butoir ; effectifs de l'inspection sanitaire des viandes ; bourses d'enseignement ; fonds national des calamités ; indemnités d'abattage de bovins ; ses observations sur le F.O.R.M.A. ; indemnité viagère de départ* (p. 5699) ; Art. 44 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [16 novembre 1971] (p. 5799) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 79 (nouvelle) de l'état E* [17 novembre 1971[(p. 5849) ; *problème des ventes réalisées par les industries de la chaussure ; ses observations sur l'arrondissement de Cholet* (p. 5849, 5850).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux directives socio-structurelles de la Communauté européenne [10 décembre 1971] (p. 6672, 6676).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Protection sociale complète* [14 novembre 1972] (p. 5123) ; *régime de garantie contre les calamités agricoles ; indemnité viagère ; F.O.R.M.A. ; insuffisance des exportations agricoles des productions de viande ; Europe agricole ; gestion personnelle de l'exploitation ; sélection du cheptel ; part trop faible des aides à l'accession à la propriété ; amélioration de l'habitat rural ; remembrement ; aides aux opérations d'échange ; établissements scolaires ; modernisation au bénéfice de l'agriculture familiale* (p. 5124, 5125).

LEBON (André)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au transfert du patrimoine des communes en cas de fusion, **n° 1471** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à l'aménagement de l'article premier de la loi n° 67-467 du 17 juin 1967 modifiant l'article 175 du Code pénal relatif aux marchés passés par certains élus municipaux, **n° 2004** [7 octobre 1971].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Distribution du rapport de la Cour des comptes* [25 juillet 1968] (p. 2570).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Question des prix plafond; cas où les offices d'H.L.M. se voient attribuer des projets nés de la politique des modèles ; actualisation des prix ; caractère social du mouvement H.L.M. ; garanties des emprunts ; cas de l'Office des Ardennes* [14 novembre 1969] (p. 3778) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Fermeture des abattoirs ; versement d'une indemnité aux communes intéressées ; date de ce versement* [18 novembre 1969] (p. 3927) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter l'article 10 du Code de l'administration communale par un nouvel alinéa (dévolution du domaine des communes en cas de fusion)* [25 novembre 1970] (p. 5932) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5932, 5933).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux frais d'internat [9 juin 1972] (p. 2382, 2383).

Son rappel au Règlement : *Déplore que le débat de l'Education nationale s'ouvre le 9 novembre à 21 h 30* [9 novembre 1972] (p. 4947).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Sa question orale sur l'affaire du talc Morhange et l'utilisation de l'hexachlorophène ; application de la réforme hospitalière ; sous-administration des hôpitaux ; école nationale de la santé* [3 novembre 1972] (p. 4633, 4634) ; EDUCATION NATIONALE : *Manque de collèges d'enseignement technique dans les Ardennes ; classe préparatoire à l'apprentissage* [10 novembre 1972] (p. 5019) ; *dérogation à l'obligation à la scolarité jusqu'à seize ans ; problème des professeurs de l'enseignement technique ; classes préprofessionnelles et classes préparatoires à l'apprentissage ; collèges d'enseignement technique ; sa demande d'abrogation de la circulaire du 12 octobre 1972 sur les modalités d'accueil des demi-pensionnaires dans les lycées et les collèges nationaux et sur la perception des frais scolaires* (p. 5020).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale avec débat relative à la santé publique [24 novembre 1972] (p. 5652) : *Affaire du talc Morhange ; inscription de l'hexachlorophène au tableau C ; mesures envisagées pour protéger la population contre la nocivité des produits d'hygiène ou de beauté mis en vente sans contrôle ; composition des insecticides d'appartement ; nationalisation de la grande industrie pharmaceutique* (p. 5653, 5654) *; interdiction de vendre tout talc contenant de l'hexachlorophène* (p. 5661) ; *nécessité de considérer les produits d'hygiène destinés aux bébés comme des médicaments remboursés par la Sécurité sociale ; nationalisation des écoles d'infirmières.*

LECAT (Jean-Philippe)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
du 15 mai 1972 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [11 mai 1971] (p. 1796).

Est nommé :

— membre de la Commission des Affaires cullurelles, familiales et sociales [11 mai 1971] (p. 1796).

Cesse d'appartenir à cette Commission [8 octobre 1971] (p. 4451).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 octobre 1971] (p. 4451), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité national de propagande en faveur du vin [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un

texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 15 mai 1972 [*J.O.* du 16 mai 1972] (p. 4955).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 15 juin 1972, de son mandat de député [16 juin 1972] (p. 2572).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Porte-parole du Gouvernement (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Porte-parole du Gouvernement, décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, sur la proposition de résolution (n° 399) tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **824** [14 octobre 1969].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399), tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale (après décision du Conseil constitutionnel, n° **962** [11 décembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 942) relatif à la Régie nationale des usines Renault, n° **971** [12 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1835) aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, n° **1843** [16 juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, n° **1939** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2067) portant création et organisation des régions, n° **2218** [4 avril 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique de transferts sociaux ; politique de soutien artificiel des marchés ; promotion de la qualité ; rénovation des circuits de commercialisation ; commercialisation de la viande ; amélioration de la formation des hommes ; formation de spécialistes de la commercialisation et de la distribution des produits ; régionalisation de l'assistance technique* [15 novembre 1968] (p. 4518, 4519) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Plan gouvernemental ; conséquences du relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée dans certains secteurs agricoles et particulièrement sur la viticulture ; compensation financière à la surcharge fiscale subie par certains produits ; conséquences de la suppression de la taxe sur les salaires* [27 novembre 1968] (p. 4879, 4880) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur : Place du règlement par rapport à la Constitution et aux lois organiques ; rôle du Conseil constitutionnel ; condition du parlementaire marquée par l'archaïsme des moyens qui lui sont consentis pour accomplir sa mission ; suggestion des utiles réformes de détail qui paraissent souhaitables ; procédures de nomination au sein de l'Assemblée ; élection du bureau de l'Assemblée ; commissions permanentes ; commissions spéciales ; retour à la priorité constitutionnelle d'envoi à des commissions spéciales ; limitation du rôle des commissions saisies pour avis hormis en cas de discussion budgétaire ; publicité des commissions permanentes ; problème de l'introduction de la télévision en circuit fermé ; distinction entre le rôle législatif des commissions permanentes et leur rôle d'information ; problème de la fusion de deux commissions permanentes et d'une nouvelle répartition des rôles des six commissions ; ses observations sur le sort des propositions de loi ; ses observations sur l'article 40 et l'article 48 ; répartition du temps de travail entre les commissions et les séances plénières ; problème de la « présence » à la séance plénière ; détermination d'un « jour » pour les commissions permanentes ; hostilité de la commission spéciale aux séances de nuit ; travaux en séance plénière ; principe de l'égalité des parlementairese ; responsabilité des groupes ; procédures du vote sans débat et du débat restreint ; organisation des procédures d'avis et d'amendement ; questions orales ; augmentation du pouvoir de l'administration ; ses observations sur les « questions d'urgence »* [22 octobre 1969] (p. 2823 à 2825) ; *conception moderne du rôle du parlementaire ; amélioration des moyens matériels de travail des parlementaires ; ses observations sur la position du groupe communiste* [23 octobre 1969] (p. 2863, 2864) ; Art. 19 du Règlement : *Apparentement des députés ; esprit de la réforme du Règlement ; rôle des groupes ; action de groupes charnières* (p. 2864, 2865) ; *commissions d'enquête et de contrôle ; commissions permanentes ; commissions spéciales ; problème des apparentements* (p. 2865) ; Art. 20 du Règlement : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « des présidents de groupes » les mots : « des présidents des groupes »* (p. 2865) ; Art. 33 du Règlement : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sur la proposition du président d'un groupe ou du président d'une commission permanente »* (p. 2866) ; *cas de députés non inscrits ; problème de la composition des commissions spéciales ; principe d'un nombre impair pour la détermination de l'effectif de base d'une commission spéciale* (p. 2867) ; Art. 36 du Règlement : *Compétences respectives des six commissions permanentes ; attributions de la Commission des affaires étrangères ; ses observations sur les lois de programme ; diversification de la compétence au fond des commissions* (p. 2667, 2668) ; Art. 39 du Règlement : *Election du Bureau de l'Assemblée Nationale ; élection du Bureaux des Commissions* (p. 2868) ; Art. 40 du Règlement : *Rôle des commissions permanentes ; convocation de la Commission* (p. 2869) ; Art. 41 du Règlement : *Problème des séances de nuit ; permettre l'élaboration d'un emploi du temps rationnel par chaque parlementaire ; séances réservées aux questions orales ; possibilité de réserver le mercredi matin aux réunions des commissions* (p. 2869, 2870) ; Art. 48 du Règlement : *Inscription d'un plus grand nombre de propositions de loi à l'ordre du jour* (p. 2872) ; Art. 61 du Règlement : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'un président de groupe » les mots : « du président d'un groupe »* (p. 2872) ; Art. 65 du Règlement : *Problème du vote personnel* (p. 2872, 2873) ; Art. 86 du Règlement : *Rôle des parlementaires dans l'initiative législative ; sort des propositions de loi* (p. 2873) ; Art. 91 du Règlement : *Question de limiter à dix minutes le temps accordé aux rapporteurs pour commenter leurs rapports écrits* (p. 2874) ; Art. 132 du Règlement : *Possibilité pour le Gouvernement de venir devant l'Assemblée quand il le désire* (p. 2876) ; Art. 134 du Règlement : *Questions orales ; dialogue entre l'Assemblée et le Gouvernement ; impossibilité de débattre de questions orales pendant plusieurs jours de la semaine* (p. 2877, 2878) ; *Son amendement tendant à compléter la première phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de cet article par les mots : « à l'un des deux rôles »* (p. 2878) ; Art. 137-1 du Règlement :

Questions orales d'actualité ; rôle de la Conférence des présidents (p. 2880) ; Art. 139 du Règlement : *Problème des commissions d'enquête et de contrôle* (p. 2881) ; *composition des commissions d'enquête et de contrôle ; nombre des députés membres de ces commissions* (p. 2881) ; Art. 159-1 du Règlement : *Venue des chefs d'Etat et de gouvernement étrangers au Parlement* (p. 2882, 2883) ; Art. 41 du Règlement : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article (paragraphe 1) : « Pendant les sessions, la matinée du jeudi est réservée aux travaux des commissions permanentes, sauf décision contraire de la Conférence des présidents, prise au début d'une session pour toute sa durée »* (p. 2883) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2883) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le nouvel alinéa complétant cet article à remplacer les mots : « matinée du mercredi » par les mots : « matinée réservée aux travaux des commissions »* (p. 2883) ; Art. 50 du Règlement : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe 1 de la modification proposée par l'article 50 du Règlement : « Dans le troisième alinéa de cet article, les mots : « à l'exception des matinées des mardi, mercredi, jeudi et vendredi réservées » sont remplacés par les mots : « à l'exception de la matinée réservée aux travaux des commissions »* (p. 2884) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le petit* b) *du paragraphe II de la modification proposée pour cet article : les mots : « les matinées des mardi, mercredi, jeudi et vendredi » sont remplacés par les mots : «au cours de la matinée réservée aux travaux des commissions »* (p. 2884) ; *système actuel de tenue des séances* (p. 2884) ; en seconde délibération : *Allégement de la procédure pour avis ; ses observations sur l'amendement de M. de Grailly ; droit du Rapporteur pour avis d'intervenir* (p. 2885) ; Conclusions du rapport supplémentaire en qualité de *Rapporteur : Position du Conseil constitutionnel ; droit de vote des membres du Parlement ; effectif des commissions spéciales ; questions orales ; jours de réunion des commissions* [17 décembre 1969] (p. 5024, 5025) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'expérience actuelle ; modalités d'application de la loi ; intérêt de toute forme de l'intéressement des travailleurs ; nécessité d'un profit pour la croissance économique ; rôle des mécanismes du marché* [16 décembre 1969] (p. 4947, 4948) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « une partie de ces actions peut être... » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « soit attribuée à des salariés de la Régie gratuitement au titre de la participation au capital ou au titre de la participation aux fruits de l'expansion prévue par l'ordonnance n° 67-693 du 16 août 1967, soit leur être cédée dans le cadre du plan d'épargne prévu par l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 »* (p. 4969) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4969) ; *retrait de son amendement* (p. 4969) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'attribution gratuite d'actions de la Régie à des membres de son personnel doit tenir compte de l'ancienneté des salariés dans l'entreprise. Elle peut également tenir compte de leur responsabilité dans l'entreprise »* (p. 4970) ; *conditions d'attribution d'actions gratuites ; importance de l'ancienneté* (p. 4970) ; Art. 7 : *Son amendement tendant après les mots : « Aux termes de délais... » à insérer les mots : « ... et dans les conditions »* (p. 4971) ; *problème de la négociabilité des actions* (p. 4971) ; *son amendement tendant après les mots : « à la Régie elle-même » à insérer les mots : « conformément aux dispositions de l'article 217-1 de la loi du 24 juillet 1966 »* (p. 4972) ; *conditions à partir desquelles le fonds spécial pourrait racheter les actions au moment de leur cessibilité* (p. 4972) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Un prix minimum de cession peut être fixé par arrêté. Ce prix est indexé sur un ratio établi à partir des éléments du bilan et du compte d'exploitation »* (p. 4973) ; *rôle du fonds spécial ; prix minimum de cession ; organisation d'un marché* (p. 4973) ; *fonctionnement du marché* (p. 4975) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (détermination du ratio servant de base à l'établissement d'un prix minimum de cession)* (p. 4975) ; *retrait de son amendement* (p. 4975) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les détenteurs de ces actions qui n'ont pas satisfait à cette obligation perdent les droits*

attachés à la propriété de ces actions en application de l'article 6 ci-dessus » (p. 4976) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4976) ; Art. 10 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer au mot : « distributions » le mot : « attributions »* (p. 4976) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur la position du Sénat* [16 décembre 1969] (p. 4979) ; Art. 17 : *Situation des personnes ayant acquis récemment des terrains* (p. 4979) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Lebas* (p. 4979) ; *ses observations sur les amendements de M. Lebas* (p. 4980) ; Art. 22: *Demandes d'autorisation d'ouverture de carrière* (p. 4980) ; Art. 34 : *Ses observations sur les amendements et sous-amendements déposés à cet article* (p. 4981) ; *retrait de l'amendement de M. Lebas* (p. 4981) ;

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe : *Situation des enfants de treize à seize ans ; problème du carnet anthropométrique ; problème du numéro d'immatriculation du véhicule utilisé par les forains* [18 décembre 1969] (p. 5052) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (situation des enfants de plus de treize ans et de moins de seize ans qui accompagnent des forains ou des nomades)* (p. 5052) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Relance des productions animales* [6 novembre 1970] (p. 5306) ; *plans de relance bovine, ovine et porcine ; notion de prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ; aménagement de l'espace rural ; mise en place d'une nouvelle conception de la politique du crédit agricole ; place des groupements de producteurs et des grandes organisations de commercialisation par rapport aux éleveurs indépendants* (p. 5307) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Egalité des chances ; inadaptation de notre population actuelle aux responsabilités d'une société industrielle moderne ; recherche de la concertation ; situation des travailleurs non qualifiés ; scolarité obligatoire ; protection des apprentis* [7 juin 1971] (p. 2424) ; *conversion des mentalités ; importance des facteurs psychologiques* (p. 2425) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, en qualité de *Rapporteur* : *Portée du projet de loi* [21 juin 1971] (p. 3150) ; *caractère dérogatoire des statuts de certaines institutions ; protection des diplômes nationaux ; accès aux études médicales et dentaires ; règles de la participation ; définition des diplômes nationaux ; principe d'autonomie des universités ; situation des étudiants en médecine* (p. 3151) ; Avant l'Art. 1er : *Application de la présente loi à l'Ecole polytechnique* (p. 3170, 3171) ; Art. 1er : *Cas des I.U.T.* (p. 3171) ; *son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 12 novembre 1968 par les mots : « qui peut prendre le nom d'université expérimentale »* (p. 3171) ; *retrait de son amendement* (p. 3171) ; *problème du statut dérogatoire des instituts* (p. 3172) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement (extension aux étudiants des établissements privés des modalités de vérification des aptitudes et des connaissances prévues pour ceux des établissements d'enseignement supérieur public)* (p. 3174) ; *monopole de la collation des grades ; égalité d'accès aux diplômes nationaux* (p. 3175) ; *conventions prévues par la loi d'orientation ; composition des jurys ; égalité des chances des étudiants des deux ordres d'enseignement* (p. 3176, 3177) ; Art. 2 : *Son amendement de pure forme* (p. 3177) ; *attributions du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche* (p. 3177) ; Après l'Art. 2 : *Composition du conseil régional* (p. 3178) ; *alignement du conseil régional sur les autres conseils* (p. 3178) ; Art. 3 : *Rôle du recteur d'académie* (p. 3178) ; Art. 4 : *Modalités d'exercice de la participation* (p. 3179) ; Après l'Art. 4 : *Rôle des maîtres assistants* (p. 3180) ; *problème des examens terminaux* (p. 3181) ; Art. 6 : *Diplômes nationaux* (p. 3183) ; Art. 7 : *Aménagement d'un système d'équivalences* (p. 3184) ; Art. 8 : *Situation des travailleurs en chômage tempo-*

raire, des handicapés physiques et des femmes (p. 3185) ; Art. 10 : *Modalités de contrôle des connaissances* (p. 3186) ; *rôle des enseignants dans la fixation des procédés de contrôle des connaissances* (p. 3187) ; *son amendement tendant après la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 33 de la loi de 1968, à insérer la phrase suivante : « Ces modalités, qui doivent être arrêtées au début de l'année universitaire, ne peuvent être modifiées en cours d'année »* (p. 3188) ; Après l'Art. 10 : *Exercice des libertés politiques* (p. 3189) ; Art. 12 : *Période transitoire* (p. 3189) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gilbert Faure* (p. 3190) ; *situation des étudiants en pharmacie* (p. 3191) ; Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 3192) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur* : *Quorum pour les élections au conseil universitaire ; problème des examens de contrôle continu des connaissances ; stages dorientation ; modalités d'organisation du contrôle des connaissances ; difficultés résultant des transferts d'un bien non divisible ; limitation du nombre des étudiants admis à entreprendre des études médicales ou dentaires* [30 juin 1971] (p. 3542) ; *ses observations sur les cycles et enseignements conduisant aux études biologiques* (p. 3544) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Orientation qualitative de nos enseignements ; condition des enseignants, écoles maternelles ; sous-équipement des zones rurales ; régulation de notre système éducatif ; nature du C.E.S. ; invention de nouvelles filières de formation* [9 novembre 1971] (p. 5553) ; *condition morale des maîtres ; vacances scolaires ; recherche de la créativité de l'enfant* (p. 5554) ;

— du projet de loi portant création et organisations des régions, en qualité de *Rapporteur* : *Objectifs à atteindre grâce aux régions : une croissance économique plus équilibrée, un renouveau de la vie démocratique locale* [25 avril 1972] (p. 992) ; *nature juridique de la région ; ses organes ; composition du conseil régional ; représentation des petites communes et du monde rural ; comité économique, social et culturel* (p. 993) ; *préfet de région ; ressources de la région* (p. 994) ; Art. 1er : *Nature juridique de la région : collectivité territoriale ou établissement public* [26 avril 1972] (p. 1071) ; *limites des régions* (p. 1072) ; *son amendement (limites des circonscriptions d'action régionale)* (p. 1073) ; [27 avril 1972] (p. 1099, 1100) ; Art. 2 : *Hommage rendu aux C.O.-D.E.R.* (p. 1101) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « social et culturel » les mots : « social, culturel et familial »* (p. 1102) ; *son amendement concernant la participation de la région à certains équipements* (p. 1103) ; *ses amendements tendant à modifier le quatrième alinéa (3°) et le cinquième alinéa (4°) de cet article* (p. 1103) ; *agréments fiscaux* (p. 1104) ; Après l'Art. 3 : *Coopération interrégionale* (p. 1105) ; Art. 4 : *Participation de droit des parlementaires au conseil régional* (p. 1107) ; *représentation des départements* (p. 1110) ; *son amendement concernant la représentation des cantons ne comprenant que des communes de moins de 5.000 habitants* (p. 1110) ; *ses observations sur le tableau « d'effectifs » des conseils régionaux* (p. 1111) ; *représentation des petites et moyennes communes* (p. 1112) ; *son amendement relatif au renouvellement des conseils régionaux* (p. 1115) ; *son amendement interdisant que l'on soit à la fois membre du conseil régional et du comité économique, social, culturel et familial* (p. 1115) ; Après l'Art. 4 : *Pouvoirs du bureau* (p. 1115) ; *lieu des réunions du conseil régional* (p. 1116) ; Art. 6 : *Ses observations sur les arrêtés préfectoraux* (p. 1118) ; Art. 7 : *Elaboration du plan* (p. 1119) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1120) ; Art. 8 : *Association du conseil régional à l'élaboration du plan* (p. 1127) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement : (information du conseil régional de l'exécution du plan dans la région)* (p. 1128) ; *son amendement concernant le même problème que le précédent amendement* (p. 1129) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1129) ; *délégations faites par le conseil régional* (p. 1129) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « social et culturel » les mots : « social, culturel et familial »* (p. 1132) ; *composition de ce comité* (p. 1132, 1133) ; *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de cet article : « des organismes et activités intéressées, désignés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 1133) ; *représentation de l'espace rural* (p. 1133) ; *consultation des chambres d'agriculture, de commerce et de métiers* (p. 1134) , Art. 11 : *Consultation du comité économique et social* (p. 1134) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « social et culturel » les*

mots : « social, culturel et familial » (p. 1135) ; *son amendement* (p. 1135) ; *compétences du conseil régional* (p. 1135, 1136) ; *son amendement : (avis du comité économique et social)* (p. 1136) ; *retrait de son amendement* (p. 1136) ; Art. 12 : *Sessions des assemblées ; collaboration entre le comité et le conseil* (p. 1137) ; *son amendement* (p. 1137) ; Après l'Art. 12 : *Sessions des assemblées successivement dans chacun des chefs-lieux des départements de la région* (p. 1139) ; Art. 13 : *Problème du recours à certains organismes extérieurs* (p. 1140) ; *son amendement* (p. 1140) ; *fonctions de la région* (p. 1140) ; *problème du cumul des fonctions de préfet de région et de préfet de département de chef-lieu* (p. 1141, 1142) ; Art. 14 : *Ressources de la région* (p. 1144) ; Art. 15 : *Son opposition à l'amendement de M. Boutay ; ressources de la région* (p. 1145, 1146, 1147) ; Art. 16 : *Crédits spécifiques aux zones de rénovation rurale* (p. 1147) ; Après l'Art. 16 : *Problème de la création d'un fonds national de compensation des régions* (p. 1149) ; Après l'Art. 18 : *Commission nationale d'aménagement du territoire* (p. 1153) ; *agence foncière au niveau régional* (p. 1154) ; Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. d'Ornano* (p. 1155).

LE DOUAREC (François)

Député d'Ille-et-Vilaine
(2e circonscription)
U.D.R.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 66 du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèque, n° 226 [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 285) modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 355 [9 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 467), modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 547 [17 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 612), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les

sociétés commerciales, n° 613 [20 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de lois : 1° (n° 660) tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 afin d'aménager les modalités de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement ; 2° (n° 727) tendant à modifier les articles 499, 500, 501 et 502 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, n° 731 [26 juin 1969].

Son rapport, fait nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 964), adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 127 et 151 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 977 [16 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° le projet de loi (n° 1440) portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; 2° la proposition de loi (n° 1453) tendant à instituer un quota d'âge dans l'effectif des conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes, n° 1493 [4 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1564), rejeté par le Sénat, portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1567 [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1599), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1609 [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1610), rejeté en troisième lecture par le Sénat, portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1611 [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission d'enquête, sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique, n° 2290 [28 avril 1972].

Sa proposition de loi relative à la défense de la langue française, n° 2572 [4 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2548) modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, n° 2608 [27 octobre 1972].

En qualité de vice-président :

Préside :

la 2e séance du 24 juillet 1968 (p. 2547) ; la séance du 26 septembre 1968 (p. 2915) ; la 2e séance du 9 octobre 1968 (p. 3439) ; la 2e séance du 31 octobre 1968 (p. 3793) ; la 2e séance du 4 novembre 1968 (p. 3863) ; la 1re séance du 6 novembre 1968 (p. 3975) ; la 3e séance du 7 novembre 1968 (p. 4103) ; la 1re séance du 8 novembre 1968 (p. 4151) ; la 1re séance du 13 novembre 1968 (p. 4319) ; la 1re séance du 14 novembre 1968 (p. 4387) ; la 1re séance du 15 novembre 1968 (p. 4459) ; la 1re séance du 18 novembre 1968 (p. 4601) ; la 1re séance du 3 décembre 1968 (p. 5014) ; la 2e séance du 11 décembre 1968 (p. 5347) ; la 2e séance du 12 décembre 1968 (p. 5403) ; la 1re séance du 16 décembre 1968 (p. 5531) ; la 2e séance du 17 décembre 1968 (p. 5580) ; la 1re séance du 20 décembre 1968 (p. 5741) ; la 1re partie de la 2e séance du 20 décembre 1968 (p. 5750) ; la 1re séance du 3 avril 1969 (p. 843) ; la séance du 8 mai 1969 (p. 1317) ; la 1re partie de la séance du 25 juin 1969 (p. 1717) ; la séance du 19 septembre 1969 (p. 2351) ; la 1re partie de la séance du 8 octobre 1969 (p. 2530) ; la séance du 15 octobre 1969 (p. 2663) ; la 2e séance du 30 octobre 1969 (p. 3107) ; la 1re séance du 5 novembre 1969 (p. 3343) ; la 2e séance du 5 novembre 1969 (p. 3362) ; la 1re séance du 13 novembre 1969 (p. 3623) ; la 2e séance du 13 novembre 1969 (p. 3641) ; la 1re séance du 19 novembre 1969 (p. 3955) ; la 2e séance du 19 novembre 1969 (p. 3975) ;

la 1re séance du 26 novembre 1969 (p. 4360) ; la 2e séance du 2 décembre 1969 (p. 4483) ; la 2e séance du 3 décembre 1969 (p. 4568) ; la séance du 10 décembre 1969 (p. 4768) ; la 2e séance du 16 décembre 1969 (p. 4964) ; la 1re séance du 15 avril 1970 (p. 1045) ; la 2e séance du 28 avril 1970 (p. 1343) ; la séance du 13 mai 1970 (p. 1661) ; la 2e séance du 27 mai 1970 (p. 2004) ; la 1re séance du 4 juin 1970 (p. 2238) ; la 1re séance du 11 juin 1970 (p. 2485) ; la 2e séance du 16 juin 1970 (p. 2691) ; la 3e séance du 17 juin 1970 (p. 2771) ; la séance du 7 octobre 1970 (p. 4139) ; la 3e séance du 21 octobre 1970 (p. 4485) ; la 1re séance du 23 octobre 1970 (p. 4612) ; la 3e séance du 28 octobre 1970 (p. 4853) ; la 1re séance du 4 novembre 1970 (p. 5081) ; la 1re séance du 6 novembre 1970 (p. 5257) ; la 1re séance du 9 novembre 1970 (p. 5401) ; la 2e partie de la 2e séance du 17 novembre 1970 (p. 5665) ; la séance du 1er décembre 1970 (p. 6040) ; la 2e séance du 4 décembre 1970 (p. 6196) ; la 2e séance du 9 décembre 1970 (p. 6334) ; la séance du 16 décembre 1970 (p. 6557) ; la séance du 8 avril 1971 (p. 992) ; la séance du 14 avril 1971 (p. 1081) ; la séance du 16 avril 1971 (p. 1183) ; la séance du 22 avril 1971 (p. 1321) ; la séance du 30 avril 1971 (p. 1586) ; la séance du 19 mai 1971 (p. 1974) ; la séance du 28 mai 1971 (p. 2188) ; la 1re séance du 7 juin 1971 (p. 2409) ; la 1re séance du 16 juin 1971 (p. 2957) ; la 1re partie de la 1re séance du 18 juin 1971 (p. 3102) ; la 1re séance du 24 juin 1971 (p. 3379) ; la 1re séance du 6 octobre 1971 (p. 4297) ; la 1re séance du 13 octobre 1971 (p. 4479) ; la 1re séance du 21 octobre 1971 (p. 4712) ; la 1re séance du 28 octobre 1971 (p. 5009) ; la 1re séance du 3 novembre 1971 (p. 5191) ; la 1re séance du 4 novembre 1971 (p. 5271) ; la 2e séance du 4 novembre 1971 (p. 5291) ; la 2e partie de la 2e séance du 9 novembre 1971 (p. 5548) ; la 1re séance du 10 novembre 1971 (p. 5603) ; la 1re séance du 17 novembre 1971 (p. 5820) ; la 1re séance du 18 novembre 1971 (p. 5915) ; la séance du 26 novembre 1971 (p. 6152) ; la 1re séance du 10 décembre 1971 (p. 6638) ; la 1re séance du 14 décembre 1971 (p. 6710) ; la 3e séance du 14 décembre 1971 (p. 6735) ; la 1re séance du 27 avril 1972 (p. 1098) ; la 2e séance du 3 mai 1972 (p. 1306) ; la 1re séance du 19 mai 1972 (p. 1738) ; la séance du 25 mai 1972 (p. 1896) ; la séance du 9 juin 1972 (p. 2382) ; la 2e séance du 14 juin 1972 (p. 2469) ; la séance du 21 juin 1972 (p. 2692) ; la séance du 18 octobre 1972 (p. 4212) ; la séance du 26 octobre 1972 (p. 4401) ; la 2e séance du 3 novembre 1972 (p. 4635) ; la 3e séance du 3 novembre 1972 (p. 4643) ; la 1re séance du 7 novembre 1972 (p. 4759) ; la 2e séance du 9 novembre 1972 (p. 4925) ; la 2e séance du 10 novembre 1972 (p. 5009) ; la 1re partie de la 3e séance du 10 novembre 1972 (p. 5015) ; la 3e séance du 14 novembre 1972 (p. 5157) ; la 1re séance du 17 novembre 1972 (p. 5359) ; la séance du 23 novembre 1972 (p. 5604) ; la 2e partie de la 1re séance du 28 novembre 1972 (p. 5678) ; la 1re séance du 7 décembre 1972 (p. 5974) ; la séance du 8 décembre 1972 (p. 6030) ; la 2e partie de la 1re séance du 14 décembre 1972 (p. 6191) ; la 1re séance du 15 décembre 1972 (p. 6258) ; la 2e séance du 15 décembre 1972 (p. 6276) ; la 2e partie de la 1re séance du 20 décembre 1972 (p. 6383).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Andrieux [11 décembre 1968] (p. 5348).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fontaine [16 décembre 1968] (p. 5532).

Fait part à l'Assemblée Nationale d'une communication de M. le Président de la République indiquant qu'il est mis fin à son mandat de député en raison de son élection [25 juin 1969] (p. 1717).

Proclame M. Peretti, Président de l'Assemblée Nationale [25 juin 1969] (p. 1718).

Ses observations sur les mises au point faites par divers parlementaires sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 et sur la suggestion de M. Emile Halbout relative aux rectifications de vote [30 octobre 1969] (p. 3108).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gerbet [27 mai 1970] (p. 2005).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Foyer [4 juin 1970] (p. 2239) ; et sur celui de M. Feix (p. 2240).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Cazenave et Lebas [11 juin 1970] (p. 2486).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bernard Marie relatif à la suppression, par la Conférence des présidents, de sa question écrite : *Application de l'article 134 alinéa 4 du Règlement* [1er décembre 1970] (p. 6040).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boudet : *Application de l'article 41, alinéa 2 du Règlement* [13 octobre 1971] (p. 4480).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rives-Henrÿs : *Raisons du refus opposé à la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Rives-Henrÿs* [26 novembre 1971] (p. 6154).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bernard Marie : *Application du 4e alinéa de l'article 134 du Règlement à une question orale sans débat* [7 décembre 1972] (p. 5974).

Temps consacré aux questions d'actualité [8 décembre 1972] (p. 6043).

Sa réponse à M. Pierre Bas concernant son rappel au Règlement à la suite de la manifestation du M.L.F. dans les tribunes [15 décembre 1972] (p. 6258).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les obligations échangeables ou convertibles ; dispositions concernant le versement des dividendes aux actionnaires ; sanctions pénales ; création d'un titre intermédiaire entre l'action et l'obligation ; comité Lorain ; possibilité de permettre à l'obligataire de demander la conversion à tout moment entre l'émission et la date à laquelle l'obligation est appelée au remboursement ; conséquences de l'ordonnance du 17 août 1967 ; participation aux fruits de l'expansion ; nécessité de ne pas considérer comme des dividendes fictifs les versements d'acomptes sur les dividendes d'exercices clos ou en cours ; nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ; rôle des commissaires aux comptes* [17 octobre 1968] (p. 3373 à 3375) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « le deuxième alinéa de l'article 93 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, est complété comme suit : « toutefois, dans les sociétés anonymes à participation ouvrière, les représentants de la Société coopérative de main-d'œuvre ne sont point comptés pour la détermination du nombre de ces administrateurs »* (p. 3376) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 » les mots « la loi précitée du 24 juillet 1966 »* (p. 3377) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du premier alinéa du texte proposé par cet article pour l'article 196-1 de la loi de 1966 (délai pendant lequel la conversion peut être demandée)* (p. 3377) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3377) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des sociétés dont l'objet exclusif est la construction et la gestion d'immeubles locatifs à usage principal d'habitation ou le crédit immobilier ; cas des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie)* (p. 3378) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3378) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le 2° du texte proposé par cet article pour compléter l'article 347 de la loi de 1966, après les mots : « la fin de l'exercice » à insérer les mots : « et certifié par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article 219 »* (p. 3379) ; Art. 9 : *Ses observations sur cet article* (p. 3379) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (souscriptions fictives)* (p. 3379) ; Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les dispositions des articles 433 à 436 relatives à la constitution des sociétés anonymes sont applicables en cas d'augmentation de capital »* (p. 3379) ; *harmonisation des dispositions pénales* (p. 3379) ; Art. 13 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article (2°) à substituer aux mots : « les obligations » les mots : « des obligations »* (p. 3379) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les dispositions du premier alinéa de l'article 228 ne sont applicables qu'aux comptes sociaux relatifs à des exercices ouverts postérieurement à la date à laquelle la loi est devenue applicable »* (p. 3380) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les articles 1er à 3 et 10 à 12 de la présente loi entreront en vigueur à la même date que le décret éta-*

blissant les dispositions réglementaires prises pour leur application » (p. 3380) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ; régime des obligations convertibles en actions ; dispositions relatives au versement des dividendes ; obligations échangeables ; ses observations sur les commissaires aux comptes ; problème des actions de garantie* [18 décembre 1968] (p. 5630) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « toutefois, dans les sociétés anonymes à participation ouvrière les représentants de la société coopérative de main-d'œuvre ne sont point comptés pour la détermination du nombre de ces administrateurs* » (p. 5630, 5631) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5631) ; Art. 1er B : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5631) ; *problème de l'obligation aux dirigeants sociaux d'une S.A.R.L. ou d'une société anonyme de consulter les associés en cas de perte des trois quarts du capital social ; cas des sociétés en état de règlement judiciaire ou soumises à la procédure de suspension provisoire de poursuites et d'apurement collectif du passif* (p. 5631) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (cas où la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts)* (p. 5631) ; *son amendement tendant après le paragraphe II de cet article à insérer un nouveau paragraphe (cas des sociétés en état de règlement judiciaire et de celles soumises à la procédure de suspension provisoire de poursuites et d'apurement collectif du passif)* (p. 5631) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe III de cet article* (p. 5631) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe IV de cet article (cas où la dissolution n'est pas prononcée ; nécessité pour la société de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes)* (p. 5631, 5632) ; *son amendement tendant après le paragraphe IV de cet article à insérer un nouveau paragraphe (cas des sociétés en état de règlement judiciaire et de celles soumises à la procédure de suspension provisoire de poursuites et d'apurement collectif du passif)* (p. 5632) ; *retrait de ses amendements* (p. 5632) ; Art. 1er C : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer au mot : « 6 » le mot : « 3 »* (p. 5633) ; *nombre de postes d'administrateurs ou de membres du conseil de surveillance susceptibles d'être détenus par une même personne physique* (p. 5633) ; Art. 1er D : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article : « Elles sont inaliénables et doivent être nominatives ou, à défaut, être déposées en banque, ce dépôt étant notifié dans des conditions déterminées par décret* » (p. 5633) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa du paragraphe II de cet article : « ou de déposer en banque, ce dépôt étant notifié dans des conditions déterminées par décret* » (p. 5633) ; *actions de garanties nominatives ; rôle de la commission des opérations de bourse* (p. 5633) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans les premier, deuxième et quatrième alinéas de cet article à substituer aux mots : « convertibles, échangeables ou auxquelles est attaché un bon de souscription, l'incorporation... »* (p. 5634) *les mots : « convertibles ou échangeables, l'incorporation... »* (p. 5634) ; *son amendement tendant dans les deuxième et quatrième alinéas du texte proposé pour l'article 196 de la loi de 1966 à substituer aux mots : « convertibles, échangeables ou auxquelles est attaché un bon de souscription » les mots : « convertibles ou échangeables »* (p. 5634) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le troisième alinéa de ce texte : « et sous le contrôle de la commission des opérations de bourse »* (p. 5634) ; *ses observations sur les obligations à warrant* (p. 5634) ; Art. 3 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5635) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans l'article 441 de la loi précitée du 24 juillet 1966 les mots : « prévus au 1° de l'article 439 » sont remplacés par les mots : « prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 340 »* (p. 5635) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le nouvel alinéa proposé pour cet article, pour l'article 449 de la loi du 24 juillet 1966, à supprimer les mots : « ou par utilisation de bons de souscription émis conformément à l'article 208-1 »* (p. 5636) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa 7 du texte proposé par cet article pour l'article 450 de la loi du 24 juillet 1966* (p. 5636) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé par cet article pour l'article 451 de la loi du 24 juillet 1966 à supprimer les mots : « ou de bons*

de souscription émis conformément à l'article 208-1 » (p. 5636) ; Après l'Art. 12 *bis : Ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 5636) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Massot, tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 afin d'aménager les modalités de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement ; 2° de MM. Edouard Charret et Lebas, tendant à modifier les articles 499, 500, 501 et 502 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, en qualité de *Rapporteur : Prorogation du délai accordé aux sociétés commerciales pour mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de la loi du 24 juillet 1966* [26 juin 1969] (p. 1750) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 127 et 151 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le fait qu'une personne physique ne peut appartenir à plus d'un certain nombre de conseils d'administration de sociétés anonymes ; position des administrateurs de société ; situation des membres du conseil de surveillance* [17 décembre 1969] (p. 5027) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5027) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5027) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en qualité de *Rapporteur : Institution d'un âge légal de mise à la retraite pour les personnes assumant des fonctions de direction dans les plus importantes sociétés françaises ; notion de limite d'âge* [10 décembre 1970] (p. 6428) ; *ses observations sur la proposition de loi de M. Christian Bonnet ; esprit du texte ; nullité des nominations intervenues en violation des dispositions envisagées ; opposition de la question préalable par la Commission des lois* (p. 6429) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les statuts doivent prévoir pour l'exercice des fonctions d'administrateur une limite d'âge s'appliquant soit à l'ensemble des administrateurs, soit à un pourcentage déterminé d'entre eux »* (p. 6432) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6433) ; Art. 5 et 7 : *Ses amendements tendant à une nouvelle rédaction des premiers alinéas de ces articles : « Les statuts doivent prévoir pour l'exercice des fonctions de membre du conseil de surveillance une limite d'âge s'appliquant soit à l'ensemble des administrateurs, soit à un pourcentage déterminé d'entre eux »* (p. 6433, 6434) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à ajouter à la loi du 31 décembre 1959 un article 5 ter (statut des centres d'éducation expérimentaux)* [27 avril 1971] (p. 1488) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1488) ; *dérogations en ce qui concerne les horaires et les méthodes ; problème des dérogations en ce qui concerne le personnel ; inspections dans les centres expérimentaux ; conséquence de la nécessité de posséder le C.A.P. ; retrait de son amendement* (p. 1489) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Indications historiques de certaines incompatibilités* [25 novembre 1971] (p. 6102) ; *déclaration par le parlementaire, en cours de mandat, de toute activité professionnelle nouvelle ; ses observations sur les amendements communistes ; situation du député en Union soviétique* (p. 6103).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6664).

Est entendu sur la publication du rapport de la Commission d'enquête sur les sociétés civiles immobilières, en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1972] (p. 1190).

Son rappel au Règlement : *Divulgation du rapport de la Commission d'enquête sur les sociétés civiles de placement immobilier ; sa décision de tenir une conférence de presse* [3 mai 1972] (p. 1284).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Feix, Lagorce, Marcus, Stehlin, Gerbet relatives aux sociétés civiles de placement immobilier : *Réponse aux critiques de MM. Feix et Lagorce ; double mission de la commission d'enquête (fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier ; rapports avec le pouvoir politique) ; nombreuses dépositions (MM. Ozanne, Chiezé, Jean Daniel, Vernay, Mitterrand) ; témoignage de M. Hernu* [26 mai 1972] (p. 1978, 1979, 1980).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les sociétés civiles* [22 novembre 1972] (p. 5587) ; *domaines d'application de ce genre de société ; leur fonctionnement* (p. 5588) ; Art. 1836 du Code civil : *Son amendement* (p. 5590) ; Art. 1844 et 1847 du Code civil : *Ses amendements rédactionnels* (p. 5391, 5392) ; Art. 3 : *Délai de parution des décrets d'application* (p. 5597) ; Art. 4 : *Son amendement (entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 5597) ; *cas des sociétés existantes* (p. 5597).

LEHN (Gérard)

Député du Bas-Rhin
(5e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des veuves civiles ; cas des deux départements alsaciens ; services de l'action sanitaire et sociale pouvant confier des enfants abandonnés à des ménages ; situation des personnes âgées, titulaires de retraite de vieillesse ou d'invalidité ; politique sociale* [6 novembre 1968] (p. 4005, 4006) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Situation financière d'Air Inter ; son parc d'avions ; désire savoir si l'effort de commercialisation de l'avion* Caravelle *a été suffisant ; tendance au regroupement des entreprises de matériel aéronautique ;* Concorde [6 novembre 1968] (p. 4047, 4048) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des veuves civiles; baisse de la natalité en France ; création d'une allocation en faveur des orphelins ; élaboration d'une nouvelle charte de la famille* [21 novembre 1969] (p. 4190, 4191) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des incorporés de force dans la Wehrmacht ; inadaptation du code des pensions à la pathologie des rescapés des camps de prisonniers russes ; ses observations sur le refus, sous prétexte de la disparition des archives allemandes, du bénéfice de campagne aux incorporés de force ; ses observations sur la non-validation des services accomplis sous la contrainte dans des formations paramilitaires* [26 octobre 1970] (p. 4705, 4706) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Développement industriel de la France ; limitation géographique des implantations industrielles étrangères ; évolution du trafic routier ; rapports franco-allemands ; politique sociale à l'égard des personnes âgées et des handicapés ; prestations familiales ; tourisme* [15 juin 1971] (p. 2942, 2943) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Complexité ; lenteur d'attribution et inadaptation des aides qui ne sont pas assez stimulantes pour l'implantation ou le développement de nouvelles activités ; sa préférence pour des prêts à taux réduit ; modernisation des infrastructures de communication, mise en valeur du cadre de vie ; problème du contrôle des investissements étrangers en France ; sa demande de réponse dans un délai raisonnable ; électrification rurale ; sa suggestion de réduction de l'impôt sur le revenu et d'octroi de parts supplémentaires de bourses d'études pour compenser les vicissitudes que représente l'éloignement d'un centre urbain* (p. 5420).

LEJEUNE (Max)

Député de la Somme
(4e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe Socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

En qualité de vice-président :

Préside : la séance du 16 avril 1970 (p. 1094) ; la 2e partie de la séance du 23 avril 1970 (p. 1251) ; la séance du 15 mai 1970 (p. 1748) ; la séance du 21 mai 1970 (p. 1828) ; la 2e partie de la 1re séance du 26 mai 1970 (p. 1931) ; la 2e séance du 26 mai 1970 (p. 1941) ; la 2e séance du 28 mai 1970 (p. 2062) ; la 2e séance du 9 juin 1970 (p. 2358) ; la 3e séance du 16 juin 1970 (p. 2713) ; la 1re partie de la séance du 18 juin 1970 (p. 2810) ; la 1re séance du 25 juin 1970 (p. 3040) ; la 1re partie de la 2e séance du 15 octobre 1970 (p. 4329) ; la 2e séance du 23 octobre 1970 (p. 4627) ; la 3e séance du 23 octobre 1970 (p. 4635) ; la 3e séance du 27 octobre 1970 (p. 4783) ; la 1re séance du 30 octobre 1970 (p. 4955) ; la 2e séance du 4 novembre 1970 (p. 5093) ; la 1re séance du 5 novembre 1970 (p. 5145) ; la 4e séance du 6 novembre 1970 (p. 5296) ; la séance du 19 novembre 1970 (p. 5780) ; la séance du 26 novembre 1970 (p. 5954) ; la 1re séance du 3 décembre 1970 (p. 6101) ; la 2e séance du 10 décembre 1970 (p. 6416) ; la séance du 17 décembre 1970 (p. 6604) ; la 2e séance du 18 décembre 1970 (p. 6657) ; la 3e séance du 18 décembre 1970 (p. 6664).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mme Vaillant-Couturier [16 juillet 1970] (p. 2714).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg : *Application de l'article 52 du Règlement* [19 novembre 1970] (p. 5781).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 4 : *Restitution de leurs décorations dans l'Ordre de la Légion d'honneur et dans celui de la Libération à ceux qui en ont été privés ; droit au port de la médaille militaire* [23 juillet 1968] (p. 2478) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur l'activité maritime traditionnelle de la baie de la Somme ; situation de la pêche artisanale à la crevette et au poisson plat : ramassage des coques ; importation de crevettes grises hollandaises* [31 octobre 1968] (p. 3782) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix des produits agricoles ; impôt sur le revenu ; exemple de la Somme ; ses observations sur les petites exploitations ; rôle de la coopération de culture ; ses observations sur les méthodes scandinaves* [16 novembre 1968] (p. 4548, 4549).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la date de reprise des travaux parlementaires ; application de l'article 89 de la Constitution ; viols de la Consttution ; ses observations sur le fait que le processus illégitime du Gouvernement peut bénéficier d'une approbation de pacotille au référendum ; rôle de la Haute Cour* [3 avril 1969] (p. 845, 846).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Fermeture de lignes de trafic voyageurs ; causes du déficit ; projet de ligne directe Paris-Lille empruntant le parcours de l'autoroute du Nord ; projet de desserte de Paris à Lyon en évitant Dijon ; exécution du Ve Plan ; exemple de la région de la Picardie maritime ; insuffisance du réseau routier dans la partie sud de l'arrondissement d'Abbeville ; aménagement du territoire* [16 octobre 1969] (p. 2703).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur le dépôt de la question préalable par le groupe parlementaire socialiste ; échec dans l'application de la loi de 1966 ; consultation démocratique des intéressés pour la préparation du projet de loi ; organisation d'un référendum professionnel ; problème du rattachement au régime général de la sécurité sociale ; nécessité d'instituer un véritable régime de solidarité nationale* [2 décembre 1969] (p. 4468, 4469) ; *consultation des intéressés ; nécessité d'instaurer un régime de solidarité nationale assurant la protection sociale de tous les Français* (p. 4470).

Mise au point au sujet du vote du groupe socialiste sur le projet de loi fixant le taux légal d'alcoolémie [23 avril 1970] (p. 1242).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du Ministère de l'Intérieur : *Retrait de l'amendement de M. Privat* [5 mai 1970] (p. 1513).

Son rappel au Règlement : *Absence de réunion d'une commission spéciale sur le projet de loi relatif aux fusions et regroupements de communes* [25 mai 1971] (p. 2028).

Son rappel au Règlement : *Organisation du travail de l'Assemblée pendant le mois de juin ; application de l'article 29 de la Constitution* [27 mai 1971] (p. 2132, 2133).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements des communes, Art. 2 : *Conséquence des fusions de communes sur les limites cantonales* [2 juin 1971] (p. 2290) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Prévisions d'équipement pour la région de Picardie ; exemple du département de la Somme ; ses observations sur Amiens ; importance industrielle du Vimeu et d'Abbeville ; axe de la vallée de la Somme ; modernisation de la route nationale n° 1 entre Beauvais et Abbeville* [17 juin 1971] (p. 3047, 3048) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, Equipement et Logement (Equipement) : *Ses observations sur la Somme ; trafic entre Péronne et Saint-Valéry ; trafic entre Amiens et Abbeville ; relèvement des berges et élargissement du pertuis de Saint-Valéry* [28 octobre 1971] (p. 5023, 5024) ; Affaires étrangères et Coopération, son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat* [3 novembre 1971] (p. 5228); Santé publique et Sécurité sociale : *Fonctionnement de nos centres hospitaliers ; problèmes relatifs aux médecins anesthésistes ; ses observations sur les accidents de la route* [4 novembre 1971] (p. 5326).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la communication des résultats des élections partielles* [7 décembre 1971] (p. 6430).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Impossibilité pour les caisses de garantir aux commerçants et artisans les retraites escomptées ; intégration des régimes particuliers d'assurance vieillesse et de maladie au régime général de la sécurité sociale ; détermination du minimum de ressources ; revalorisation des pensions* [17 mai 1972] (p. 1571, 1572) ; Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale, son rappel au Règlement : *Nécessité de ne pas laisser s'instaurer une nouvelle discussion générale à propos de l'article 3* (p. 1612).

LELONG (M. Pierre)

Député du Finistère
(4 circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Caisse nationale de crédit agricole [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures [9 octobre 1970] (p. 4226) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1965 (n° 65-1154 du 30 décembre 1965) afin de permettre la réintégration des fonctionnaires de l'Etat et des agents titulaires des collectivités locales originaires d'Algérie et de statut civil de droit local, radiés des cadres en application de cet article, **n° 936** [3 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 10 ; Développement industriel, **n° 835** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, **n° 1063** [9 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 10 : Développement industriel, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 8 : Développement industriel (Crédits du Ministère du Développement industriel et scientifique), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 16 : Développement industriel, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Objectifs définis par la loi d'orientation agricole ; politique agricole commune ; conséquences de la diminution du nombre des agriculteurs ; coût financier du secteur agricole ; politique des structures ; recherche d'un règlement financier entre les pays du Marché commun ; F.E.O.G.A. ; possibilité de créer des fonds régionaux de modernisation agricole auxquels seraient subordonnées les S.A.F.E.R.* [15 novembre 1968] (p. 4500, 4501) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi com-

plémenlaire à la loi d'orientation agricole, Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (intervention du F.A.S.A.S.A.)* [10 décembre 1968] (p. 5303) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (rôle des centres régionaux de modernisation des structures agricoles)* (p. 5303) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (répartition des crédits de l'Etat)* (p. 5303) ; *suppression de la législation nationale ; suppression du centre national pour l'amélioration des structures agricoles ; création d'un centre pour la modernisation des structures agricoles ; centres régionaux ; répartition des crédits du F.A.S.A.S.A.* (p. 5303) ; *retrait de ses amendements* (p. 5304) ; *politique des structures agricoles* (p. 5304) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5304) ; *retrait de son amendement* (p. 5304).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier el Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Simplification des textes et de la procédure applicables à l'I.V.D. ; situation des fermiers ; nécessité de favoriser l'extension du fermage ; inconvénients de la diversité des taux ; suppression dans les régions de cultures spécialisées de la pondération de culture* [10 octobre 1969] (p. 2629).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Evolution des grandes masses de ce budget : adaptation de l'administration de ce Ministère à ces tâches ; subvention à la caisse de compensation des prix des combustibles minéraux solides ; augmentation de la subvention aux Charbonnages de France ; prix de vente de la tonne de charbon ; régression de la production charbonnière ; problème des régions minières concernées ; aménagements hydro-électriques ; politique industrielle ; création de l'Institut de développement industriel ; statut de cet institut; sa définition juridique; indépendance de ses futurs dirigeants ; contrôle financier sur sa gestion ; caractère des participations qu'il sera amené à prendre ; sa politique ; problème des fonds propres ; développement industriel de la Bretagne ; situation de l'artisanat et de la moyenne industrie ; seuil à partir duquel on cesse d'être considéré comme artisan ; encouragement à l'apprentissage* [6 novembre 1969] (p. 3424, 3425) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation dramatique du monde agricole ; unité des marchés ; exemple hollandais ; problème de l'élevage ; centralisation de la gestion de Bruxelles ; unité des prix ; préférence communautaire ; notion de solidarité financière ; politique agricole commune* [19 novembre 1969] (p. 3975 à 3977) ; TAXES PARAFISCALES : *Principes de l'organisation du marché agricole ; organisation de ce marché par le moyen d'une taxe parafiscale* [22 novembre 1969] (p. 4258) ; *marges bénéficiaires des producteurs de volaille et d'œufs de consommation* (p. 4258) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 4277) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Charges afférentes au service des bons et emprunts émis par la Caisse nationale de crédit agricole ; ses observations sur les départements de Bretagne, de l'Est et du Nord ; ses observations sur la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 4309, 4310).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Marché des œufs* [17 avril 1970] (p. 1170, 1171) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Politique fiscale ; réussite du plan de redressement économique et financier ; aménagement de la taxe sur la valeur ajoutée ; réforme de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux ; sa proposition de constituer une Commission de réforme des impôts directs perçus au profit de l'Etat* [14 mai 1970] (p. 1704, 1705).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 17 : *Assujettissement des marchands de bestiaux à la taxe sur la valeur ajoutée ; cas d'un agriculteur exploitant, non assujetti à la T.V.A., et qui se trouve obligé, pour accroître le cheptel qu'il veut engraisser, de s'adresser à un marchand de bestiaux* [22 octobre 1970] (p. 4541) ; de la deuxième partie, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Création au sein du Ministère d'une direction des programmes et des études et d'une direction de la technologie de l'environnement et des mines ; création d'une direction du charbon, du gaz et de l'électricité ; maintien du Secrétariat*

général à l'Energie ; rôle de la direction des carburants ; moyens de la direction de l'artisanat ; définition de la politique de formation professionnelle ; constitution au Ministère d'une cellule informatique ; crédits de matériel et de fonctionnement ; amélioration des relations publiques du Ministère ; principe d'une grande revue du Ministère du Développement industriel et scientifique ; ses observations sur l'Institut de développement industriel ; politique d'aide à la petite et moyenne industrie ; financement d'un certain nombre d'actions orientées vers les petites et moyennes industries ; subventions accordées à des amicales d'anciens élèves [30 octobre 1970] (p. 4955, 4956) ; *politique de l'artisanat ; politique industrielle sur le plan européen ; ses observations sur le mémorandum de mars 1970 ; harmonisation des règles de passation des marchés publics ; ses observations sur les sociétés européennes de droit commercial* (p. 4957) ; Titre III : *Nécessité de dépenser à bon escient les crédits demandés ; ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* (p. 5011) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5012, 5013) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Construction de routes nationales nouvelles ; crédits consacrés aux routes bretonnes ; problème des liaisons complémentaires ; situation de l'extrême-ouest de la France* [4 novembre 1970] (p. 5098) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à compléter le nouvel alinéa proposé par l'amendement de M. André-Georges Voisin par de nouvelles dispositions (modalités d'assujettissement des coopératives agricoles à la patente)* [9 décembre 1970] (p. 6353) ; *ses observations sur les coopératives agricoles ; statut de la coopération agricole* (p. 6354) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problèmes de l'énergie ; prix de cession du pétrole ; dotation versée à l'Erap par le Fonds de soutien des hydrocarbures ; refonte de notre programme de production d'énergie électrique* [5 novembre 1971] (p. 5395) ; *politique commerciale de l'E.D.F. ; Institut du développement industriel ; problème de l'artisanat ; politique charbonnière* (p. 5396) ; *ses observations sur les amendements de la Commission* (p. 5397) ; *problème de l'affectation des subventions* (p. 5435) ; *réduction des autorisations de programme demandées au bénéfice de l'I.D.I.* (p. 5435) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Réévaluation des bilans* [23 novembre 1971] (p. 6022) ; *problèmes de financement ; dérogation au principe de l'exclusivisme ; situation des filiales commerciales des coopératives* (p. 6023, 6024) ; Art. 12 de l'Ordonnance du 26 septembre 1967 : *Difficultés de financement de la coopération agricole* (p. 6034, 6035) ; *possibilité pour le F.O.R.M.A. et les caisses de crédit agricole de prendre des participations à titre d'associé non coopérateur dans le capital des coopératives* (p. 6036) ; Art. 11 : *Distinction entre les coopératives qui ont des filiales et celles qui n'en ont pas* (p. 6041, 6042) ; *son abstention lors du vote* (p. 6042) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [17 mai 1972] (p. 1621) ; *institution des régimes complémentaires de retraite* (p. 1621) ; Art. 6 : *Son amendement* [18 mai 1972] (p. 1642) ; Art. 8 : *Retrait de son amendement qui tendait à supprimer cet article* (p. 1645).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du lait [21 juin 1972] (p. 2695).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Institut de développement industriel ; problème de son action en faveur des petites et moyennes entreprises, de la composition de son conseil d'administration ; politique pétrolière ; rôle de l'E.R.A.P. ; insuffisance des crédits pour la prospection ; affaire irakienne ; définition d'une stratégie commune européenne et même atlantique ; politique industrielle européenne* [9 novembre 1972] (p. 4912) ; *statut d'une entreprise européenne ; politique des investissements étrangers ; aménagement de la région de Fos-sur-mer ; problème des charbonnages* (p. 4913).

LEMAIRE (Maurice)

Député des Vosges
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565).

Est élu vice-président de cette Commission [17 décembre 1968] (p. 5597).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3490).

Est élu président de cette Commission [28 juin 1971] (p. 3490).

Est nommé membre titluaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Est élu président de cette Commission [28 juin 1971] (p. 3490).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— vice-président de cette Commission [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 199), modifié par le Sénat, relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, n° **281** [2 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les projet de loi (n° 438), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, n° **481** [27 novembre 1968].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la situation de l'économie française, n° **859** [23 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1184) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, n° **1231** [10 juin 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en République fédérale allemande du

27 janvier au 3 février 1970, n° 1391 [9 octobre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la situation de l'économie française, n° 1401 [15 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1793) portant approbation du VI[e] Plan de développement économique, n° 1830 [10 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, en qualité de *Rapporteur : Régime juridique de l'exploitation des ressources naturelles du socle sous-marin adjacent aux côtes françaises ; critères retenus ; restrictions du principe de la liberté en haute mer ; activités et installations des titulaires d'autorisation ; pouvoirs de police ; compétence juridictionnelle ; problème des hydrocarbures* [15 octobre 1968] (p. 3301) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3302) ; en troisième lecture : *Ses observations sur l'article 9 relatif au régime de sécurité sociale des personnels travaillant dans les installations et dispositifs participant à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources* [16 novembre 1968] (p. 5541) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - SERVICES GÉNÉRAUX (CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE) : *Régionalisation ; problèmes de l'Est ; ses observations sur la région de Lorraine ; étude des itinéraires transvosgiens ; problème du tunnel mixte qui permettra la liaison entre la Lorraine et l'Alsace* [4 novembre 1968] (p. 3846, 3847) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Déficit de la S.N.C.F. ; possibilité d'envisager un large débat sur ce sujet ; ses observations sur le nombre de morts et de blessés de la route ; création de lignes de chemin de fer à double voie* [7 novembre 1968] (p. 4113, 4114) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les transports ; sécurité du transport ; problème de la coordination ; investissements destinés aux infrastructures ; construction de lignes nouvelles de chemin de fer ultra-rapides ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; liaison Seine-Est ; transformation en tunnel mixte ferroviaire et routier du tunnel ferroviaire de Sainte-Marie, entre Saint-Dié et Sélestat* [12 novembre 1968] (p. 4310) ; *infrastructures de la région de l'Est ; désenclavement de la Lorraine vers le Sud et le Sud-Est ; transformation en tunnel mixte ferroviaire et routier du tunnel ferroviaire de Saint-Dié à Sélestat* [13 novembre 1968] (p. 4345) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : *Conséquence des établissements insalubres ; décret du 6 juin 1959 ; politique de préservation des richesses naturelles* [10 décembre 1968] (p. 5268) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Hauret* (p. 5270).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la commune ; coordination au niveau des communes des investissements publics et collectifs ; exemple de la création dans la région de Saint-Dié d'un grand syndicat intercommunal ; dimension de la région ; cas de la région Lorraine-Alsace* [11 décembre 1968] (p. 5361, 5362).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de d'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Ses observations sur les délibérations de la Commission de la production et des échanges* [17 décembre 1968] (p. 5572).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Son projet de création d'un conseil européen des transports ; son adhésion au nouveau statut de la S.N.C.F. ; nécessité de mettre fin au gaspillage ; rendement de la S.N.C.F. ; accroissement de la capacité et de la charge des trains ; possibilité de faire circuler sur les voies deux ou trois fois*

plus de trains ; possibilité pour le système ferroviaire de produire deux fois plus ; coût des transports conditionnant notre expansion économique ; exemple de l'Allemagne ; construction d'autoroutes transversales ; suppression du service de voyageurs sur certaines petites lignes de la S.N.C.F. ; conception de l'aménagement du territoire ; observe que la plus belle conquête du rail a été la vitesse ; relations entre Paris, Nancy, Lille, Chambéry, Marseille ; possibilité de recourir au financement privé pour la construction de trois nouvelles lignes de chemin de fer ; autoroute Paris-Strasbourg ; nombre de morts et de blessés sur les routes ; nécessité d'exiger que les indications de vitesse soient valables et correspondent aux nécessité du tracé ; son opposition à la limitation de vitesse ; ses observations sur le fait que les traits jaunes constituent parfois des pièges ; ses observations sur les deux souterrains de l'autoroute A 1 entre la porte de la Chapelle et Saint-Denis ; nécessité de la coordination [15 octobre 1969] (p. 2669 à 2672).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Politique de redressement économique ; situation de la France par rapport à l'Allemagne ; expansion économique du Japon et de l'Italie ; rapport entre la population active et la population globale en Allemagne et en France ; dualité agriculture-industrie dans ces deux pays ; augmentation de la production industrielle entre 1962 et 1966 ; handicap de l'économie française ; réévaluation du deutsche Mark ; poids des impôts ; implantation des usines à la campagne ; problème du choix des régions et du choix des usines ; institut du développement industriel ; expansion du tertiaire ; nécessité d'accroître notre compétitivité ; productivité de l'Europe ; force des Etats-Unis résidant dans le dollar-or « en papier » et surtout dans le rapport capital-travail ; supériorité de la productivité de l'ouvrier américain par rapport à celle de l'ouvrier français* [29 octobre 1969] (p. 3012, 3013) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Etat de sous-industrialisation en France ; structure allemande ; nécessité de porter l'industrie à la rencontre des agriculteurs ; implantation des usines dans les petites villes ; choix des régions et des usines ; utilité de l'institut de développement industriel ; accélération de l'expansion du tertiaire ; problème de la « restructuration » agricole* [6 novembre 1969] (p. 3471) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème de la région de l'Est ; aménagement du tunnel ferroviaire de Sainte-Marie-aux-Mines ; avis de la Coder d'Alsace ; rentabilité de ce projet ; son inscription au VIe Plan* [7 novembre 1969] (p. 3533) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur le fait que la région de Saint-Dié possède trois églises classées monuments historiques ; travaux de reconstruction des églises de Saint-Dié et d'Etival ; nef de Moyenmoutier* [20 novembre 1969] (p. 4069) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la sécurité routière ; causes des accidents ; réglementation actuelle ; lutte contre l'alcoolisme et la drogue* (p. 4103) ; Titre III : *Ses observations sur les paroles de M. Marcellin* (p. 4116) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 9 : *Ses observations sur la forêt française ; taxe sur le défrichement ; problème de l'exonération ; situation des petits propriétaires ; développement de nos industries de la cellulose et d'extractions chimiques du bois ; fiscalité sur les revenus forestiers* [9 décembre 1969] (p. 4724, 4725) ; *son amendement tendant à compléter cet article par une nouvelle disposition concernant les plantations ou replantations récentes* (p. 4725) ; Art. 10 : *régime administratif du défrichement ; exemption de la taxe* (p. 4746) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Application du projet de loi ; mode et conditions d'admission des élèves : nombre de fois qu'un candidat peut se présenter au concours ; limite d'âge ; organisation du succès pour les candidats plus âgés ; ses observations sur le projet de loi relatif au recrutement* [2 juin 1970] (p. 2170, 2171) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, en qualité de *Rapporteur pour avis : Solidarité entre les Français ; position des syndicats ; opposition du groupe communiste aux orientations du VIe Plan ; nécessité d'industrialiser ; ses observations sur l'Allemagne et le Japon ; ses observations sur le modèle « Fifi », c'est-à-dire physico-financier ;*

rapport entre la population active et la population totale ; ses observations sur les activités des services ; importance du nombre des agriculteurs en France ; industrialisation des zones rurales, notamment de celles où se manifeste un excédent de petites propriétés agricoles ; problème de l'excédent rural ; information de nos concitoyens ; ses observations sur la lettre adressée par trois savants soviétiques au gouvernement de l'U.R.S.S. ; production de cellulose ; conséquences de l'alcoolisme ; nécessité de mettre en ordre notre signalisation ; ses observations sur la limitation de vitesse ; coordination interne entre véhicules routiers à l'intérieur de la coordination route, rail et air ; problème de l'aérotrain ; construction d'une ligne expérimentale d'aérotrain et de la nouvelle ligne ferroviaire Paris-Lyon ; taux d'augmentation des prix ; aménagement du territoire ; nombre de logements aidés [15 juin 1970] (p. 2641 à 2644) ; Art. unique : *Ses observations sur la lettre rectificative* [18 juin 1970] (p. 2814) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME) en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Ses observations sur les études d'aménagement foncier et d'urbanisme et de création de zones urbaines ; diminution des crédits de paiement ; financement de la viabilité des villes ; aménagement de parcs et de jardins publics ; crédits de rénovation ; fonds d'action nationale d'aménagement foncier et d'urbanisme ; politique générale de l'urbanisme ; situation des candidats à la maison individuelle ; conséquence du développement périphérique des agglomérations* [4 novembre 1970] (p. 5114) ; *rôle des ateliers d'urbanisme d'agglomération ; problème du marché financier ; sous-développement statistique dans le domaine des transactions foncières ; conception du droit de propriété* (p. 5115) ; Titre V : *Mécanisme du financement foncier ; achat de terrains pour les villes nouvelles* [5 novembre 1970] (p. 5173) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Royer* (p. 5173, 5174) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la forêt ; évolution des boisements ; imposition de plantations nouvelles ; régime des carburants agricoles pouvant pénaliser les exploitants forestiers ; maintien en 1971 de la suppression de la taxe sur les sciages de chênes exportés ; zones d'économie de montagne ; ses observations sur la commune de Saint-Stail* [7 novembre 1970] (p. 5361) ; TRANSPORTS. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Problèmes de la sécurité en matière de transport ; ses observations sur les transports collectifs et les transports individuels ; nombre de morts et de blessés sur les routes ; limitation de la vitesse à 110 km/heure sur les routes ; difficultés de la circulation dans les villes, grandes ou moyennes ; signalisation routière* [9 novembre 1970] (p. 5408) ; *nécessité que les traits pleins et tirelés sur nos routes correspondent aux impératifs du tracé ; crédibilité des poteaux indicateurs de vitesse ; ses observations sur le fait que certains conducteurs changent constamment de file ; rôle d'un corps de police routière ; ses observations sur la ligne d'aérotrain d'Orly à Roissy-en-France ; ligne ferroviaire ultra-rapide de Paris à Lyon* (p. 5409) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 11 : *Problème des imputations budgétaires de certaines subventions au profit des syndicats de communes ; cas du syndicat de la région de Saint-Dié* [25 novembre 1970] (p. 5921) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 7 : *Disparités communales pour la patente* [9 décembre 1970] (p. 6337) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Exemple du département des Vosges ; problème des redevances ; son opposition à la motion de renvoi en Commission* [8 avril 1971] (p. 1012) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Renommée des vins d'appellation contrôlée ; contrôle de l'appellation d'origine* [28 avril 1971] (p. 1524) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, en qualité de *Rapporteur pour avis : Importance des Etats-Unis et de l'Allemagne pour la France ; ignorance de nos concitoyens en ce qui concerne certains mots clés de la vie économique ; problème des exportations ; compétitivité des entreprises françaises* [15 juin 1971] (p. 2917) ;

création d'emplois supplémentaires dans l'industrie au cours du VI^e Plan ; place du tertiaire ; exemple de l'automobile ; situation des banlieusards ; problème du stationnement ; exemple de la ville nouvelle de Sarcelles et de la ville du Val-d'Yerres ; construction d'autoroutes reliant les villes de la Couronne ; équilibre Paris-Province (p. 2918) ; *rôle de l'agriculture française ; rationalisation des choix budgétaires* (p. 2919) ; Art. unique : *Son amendement (création de 300.000 emplois industriels pendant la période du VI^e Plan)* [18 juin 1971] (p. 3103) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par les dispositions suivantes : « sous réserve que, dans le rapport général, page 22, troisième alinéa, après les mots : «250.000 emplois » soient insérés les mots : « au minimum »* (p. 3104) ; *son amendement (création de foyers d'industrialisation dans les villes petites et moyennes)* (p. 3104) ; *son amendement (revenus agricoles ; participation des agriculteurs aux fruits de l'expansion économique)* (p. 3107) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Incidences économiques du projet de loi ; renvoi en Commission du projet de loi et de la proposition de M. Duval tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique* [24 juin 1971] (p. 3403) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TRANSPORTS TERRESTRES : *Problème de la sécurité routière ; nombre de tués et de blessés sur les routes ; problème de la signalisation* [6 novembre 1971] (p. 5455) ; *limitation de la vitesse ; nocivité de l'instruction ministérielle du 22 octobre 1963 relative aux marques sur les chaussées ; problème des véhicules lourds ; ses observations sur le rôle de la police* (p. 5456) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Art. 44 : *Contribution des communes sur les produits forestiers ; prix du bois sur pied* [16 novembre 1971] (p. 5799, 5800) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Délimitation des zones de montagne ; cas de l'arrondissement de Saint-Dié* [18 novembre 1971] (p. 5925) ; *nécessité d'une politique d'ensemble de ce problème* (p. 5926) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur les modifications faites par le Sénat ; constitution des associations foncières ; problème des travaux justifiés par l'intérêt public ; utilisation du fonds à des fins non agricoles* [18 décembre 1971] (p. 6971) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 22 : *Transformation en tunnel routier du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines* [7 décembre 1971] (p. 6479) ; *montant du plafond de l'emprunt* (p. 6479, 6480) ;

— du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants : *Ses observations sur la suite du débat* [20 juin 1972] (p. 2660) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement de lotissements défectueux, en qualité de *Rapporteur : Modalités de l'aide de l'Etat ; date limite de dépôt des demandes* [27 juin 1972] (p. 2856).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Application du rapport constant ; situation des anciens prisonniers de guerre ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord* [30 juin 1972] (p. 3064).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection, en qualité de *Rapporteur suppléant : L'amélioration de l'état sanitaire du cheptel ; l'efficacité des contrôles confiée aux services vétérinaires de l'Etat* [2 octobre 1972] (p. 3849).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale sans débat relative au marché du bois [13 octobre 1972] (p. 4155, 4156, 4157).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; veuves des très grands invalides et ascendants ; carte du*

combattant d'Afrique du Nord ; retraite du combattant égale pour tous ; réparation en trois exercices budgétaires [2 novembre 1972] (p. 4559, 4560) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Fin de l'équilibre pâturages-forêts dans les Vosges ; zones de préservation de l'agriculture ; exemple de l'arrondissement de Saint-Dié ; problème de la disparition progressive des surfaces cultivées ; prime à la « vache tondeuse »* [15 novembre 1972] (p. 5207) ; *propose une prime à l'hectare maintenu libre et destiné à l'élevage financée par une taxe assise dans l'ensemble des cantons concernés sur les propriétés foncières bâties et non bâties, par les communes, les départements et l'Etat* (p. 5208) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Amendements aux articles 4 et 5* [13 décembre 1972] (p. 6122) ; Art. 4 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Claude Martin supprimant la référence aux « menues prestations de services que les usages commerciaux associent en général à la vente ou à la prestation de service réalisée »* ; Art. 5 : *Ses observations à l'amendement de M. Claude Martin de suppression de cet article accordant des dérogations à l'article premier* (p. 6123).

LE MARC'HADOUR (Alain)

Député du Nord
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement de M. Liévin Danel, décédé le 2 janvier 1970 [*J.O.* du 8 janvier 1970] (p. 347).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1970] (p. 746).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* 11 janvier 1970] (p. 448), [2 avril 1970] (p. 748).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972].

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 375 du Code civil : *Assistance éducative ; caractère de l'intervention judiciaire ; rôle du juge des enfants* [9 avril 1970] (p. 882) ; *crise générale de l'autorité parentale* (p. 882, 883) ;

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole : *La limitation de la période de vente des produits pesticides dans l'année* [2 octobre 1972] (p. 3847).

LÉONARD (Roger)

PREMIER PRÉSIDENT
DE LA COUR DES COMPTES

Dépose, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, le rapport établi par la Cour des comptes, en exécution des dispositions de l'ordonnance du 30 décembre 1958 [24 juillet 1968] (p. 2524).

LEPAGE (Pierre)

Député d'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre du Conseil supérieur de la mutualité [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut des magistrats [26 juin 1970) (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur 20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au titre de conseil social, n° 160 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 156) tendant à organiser la préparation des élections extrapolitiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, n° 938 [3 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois cositutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2606) tendant à la création d'une commission de contrôle sur la gestion des offices publics d'habitations à loyer modéré, n° 2676 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Difficultés rencontrées par certaines gardiennes d'enfants en ce qui concerne le remboursement des prestations de sécurité sociale ; situation des aveugles et des grands infirmes civils ; ses observations sur les conseils de prud'hommes* [6 novembre 1968] (p. 4007) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, Après l'Art. 17 : *Problème des inéligibilités ; cas des géomètres experts du cadastre* [21 novembre 1968] (p. 4788) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Conseils de prud'hommes devant devenir la juridiction de droit commun pour le règlement des conflits individuels qui ont leur source dans les contrats de travail et d'apprentissage ; principe de l'institution d'un conseil de prud'hommes par arrondissement ; problème des tribunaux d'instance* [5 novembre 1969] (p. 3389) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation des directeurs d'études des centres régionaux de formation des professeurs d'enseignement général de collège ; niveau des études dans les centres ; ses observations sur la circulaire du 4 février 1969 ; création d'instituts universitaires de formation des maîtres* [13 novembre 1969] (p. 3645) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur sa proposition de loi et celle de M. André-Georges Voisin, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, Après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'application de la loi* [28 avril 1971] (p. 1527) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances, Art. 3 : *Son amendement concernant l'application de la présente loi au contrat souscrit antérieurement à son entrée en vigueur* [9 mai 1972] (p. 1449).

LEROY (Roland)

Député de la Seine-Maritime.
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de vingt et un ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, n° 381 [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un service public unique, laïque et gratuit de l'éducation nationale, n° 1739 [19 mai 1971]

Sa proposition de loi tendant à améliorer la protection sociale de l'écrivain, n° 1911 [24 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Plan Langevin-Wallon ; importance de la formation des cadres ; élaboration du projet de loi ; silences du projet de loi ; missions de l'enseignement supérieur ; incorporation au sein des*

universités de tous les établissements d'enseignement supérieur y compris les grandes écoles ; développement de l'enseignement technologique au sein des universités ; développement des instituts supérieurs de technologie ; création d'un second cycle technologique ; introduction de la recherche appliquée dans l'enseignement supérieur ; maintenir l'union dans les mêmes personnes des deux fonctions d'enseignement et de recherche ; problème de la sélection ; mise en place d'un premier cycle d'enseignement supérieur qui soit un véritable cycle d'orientation graduelle ; éducation permanente ; création des unités ; notion d'autonomie ; cogestion démocratique ; nécessité de supprimer tout organisme central en tant que ministère de gestion scientifique et de gestion administrative de l'enseignement ; question des universités concurrentielles ; introduction dans les conseils de gestion de personnalités extérieures aux universités ; modalités d'organisation du vote ; rôle des professeurs ; formation des enseignants chercheurs ; enseignement élémentaire ; enseignement du second degré ; création d'une allocation d'études ; cas des élèves des instituts pédagogiques ; dépôt d'une loi de programme de développement de l'enseignement supérieur dont le budget pour 1969 pourrait être la première étape [3 octobre 1968] (p. 3014 à 3016) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Ses observations sur la proposition de loi du groupe communiste ; urgence de l'adoption du texte* [29 avril 1969] (p. 1115, 1116) ; *problèmes de l'emploi ; extension du chômage ; question de la cinquième semaine de congé pour les jeunes* (p. 1116) ; *conséquences des mouvements de mai* (p. 1118) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 1121, 1122) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Politique du Gouvernement mettant en péril l'avenir à long terme de la nation ; budget du C.N.R.S.; insuffisance de nos moyens ; importance des choix militaires ; problème de la filière graphite-gaz-uranium ; question des « retombées » pacifiques des investissements militaires ; ses observations sur le plutonium ; orientation capitaliste du régime ; programme malthusien du pouvoir ; déséquilibre entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, d'une part, et le développement, d'autre part ; projet d'abandon de la filière française électronucléaire ; revendications du personnel du C.E.A. ; mainmise de grosses sociétés américaines sur l'industrie lourde électromécanique et sur l'industrie nucléaire du pays ; visées actuelles de la firme Westhinghouse ; fondement de la coopération internationale ; retard dans la croissance globale des effectifs de chercheurs ; réduction du nombre des élèves de classes de mathématiques élémentaires ; propositions communistes : nationalisation permettant des restructurations ; création d'une société nationale des calculateurs, d'une société nationale des combustibles nucléaires, d'une société nationale de construction de centrales électro-nucléaires, d'une société nationale des instruments scientifiques* [6 novembre 1969] (p. 3443 à 3445) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Part de ce budget dans le budget de l'Etat ; incapacité du capitalisme à faire face dans le domaine de la culture aux impératifs de notre époque ; rôle de l'Etat dans le domaine de la culture ; activité de l'artiste* [20 novembre 1969] (p. 4059) ; *relations entre le profit et la vie culturelle ; ses observations sur Jean-Louis Barrault ; atteintes portées à la liberté de création et d'expression ; budget culturel devant atteindre un pour cent du budget de l'Etat ; nationalisation des monopoles capitalistes et du secteur bancaire ; fiscalité démocratique ; son vote sur le budget* (p. 4059, 4060) ; Titre III : *Son vote sur ce titre et sur l'ensemble du budget des affaires culturelles ; conception du mécénat ; licenciement de Jean-Louis Barrault* (p. 4074).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Rôle des féodalités financières ; remise en cause des concessions auxquelles le pouvoir fut contraint en 1968 ; question de la sélection ; ses observations sur le fait que la sélection en France est fonction des inégalités économiques et socio-culturelles, institution d'un tronc commun de promotion éducative ; ses observations sur les documents préparatoires du VI^e^ plan ; part des crédits budgétaires dans le produit national brut ; ses observations sur la loi d'orientation ; ses observations sur les groupes gauchistes ; non-application de la loi d'orientation aux grandes écoles ; système des « fon-*

dations » américaines [14 avril 1970] (p. 1009 à 1011).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4232) : *Développement des écoles maternelles ; application du tiers temps pédagogique ; formation professionnelle ; rentrée dans les universités de la région parisienne* (p. 4235, 4236).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Réduction des dépenses globales ; taux de la réalisation du Ve Plan en cette matière ; part de la recherche fondamentale et appliquée ; part de l'effort de recherche enlisée dans la technologie et le développement militaires ; politique du Gouvernement en matière de filières nucléaires ; orientation du commissariat à l'énergie atomique ; échec de la plupart des projets contenus dans le plan-calcul ; ses observations sur le C.N.R.S. ; absence de création de postes à l'Institut national de la recherche agronomique* [30 octobre 1970] (p. 4994) ; *ses observations sur les paroles de M. Ortoli ; possibilité de prévoir un débat contradictoire entre le ministre et les chercheurs scientifiques* (p. 5007) ; Titre VI : *Vote du groupe communiste* (p. 5013) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le protocole qui résulte du voyage du Président de la République à Moscou et sur le traité entre la République fédérale d'Allemagne et l'U.R.S.S. ; reconnaissance officielle de la R.D.A. ; politique extérieure française étant celle de l'intérêt des grandes sociétés capitalistes ; coopération militaire française avec l'O.T.A.N. ; lien entre la petite Europe et les trusts ; rapport du comité Werner ; tendance à l'alignement sur la politique américaine ; agression contre le Cambodge* [5 novembre 1970] (p. 5206) ; *ses observations sur le discours de Phnom Penh ; son souhait de voir se dissoudre les blocs militaires de l'Atlantique-Nord et du traité de Varsovie ; contenu économique et social du Marché commun ; nécessité de reviser plusieurs des dispositions du traité de Rome ; rapports entre la France et le Chili* (p. 5207) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Sa question préalable ; progrès de la médecine ; nécessité d'abandonner la notion d'assistance ; ses observations sur le désir du Gouvernement d'assurer le maximum de profits au capital monopoliste ; problème du transfert de charges* [3 décembre 1970] (p. 6110) ; *constitution d'une sorte de « S.M.I.C. médical » ; portée du projet de réforme hospitalière ; diminution du rôle de la Sécurité sociale dans le remboursement des dépenses de santé ; part des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale ; compression du financement public des dépenses de santé ; augmentation des profits ; dévouement du corps médical ; gestion des établissements publics ; insuffisance des moyens du système hospitalier* (p. 6111) ; *limitation des possibilités d'accès aux études médicales ; ses observations sur l'arrêté Guichard-Boulin ; état de la recherche médicale ; crédits affectés à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale* (p. 6112) ; *exemple des pays socialistes ; rôle de l'hôpital ; ses observations sur la médecine libérale* (p. 6112) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Ses observations sur une citation faite par M. Habib-Deloncle d'un discours de Jaurès* [27 avril 1971] (p. 1458) ; *sa question préalable ; son opposition à une loi de développement de l'enseignement privé ; attitude des députés de la majorité* (p. 1460) ; *renforcement de la ségrégation sociale en raison de l'école privée ; pérennisation des contrats simples pour l'enseignement privé ; objectifs du C.N.P.F. ; développement de l'école maternelle ; rénovation de l'école de base par sa transformation en un véritable tronc commun de promotion éducative ; programmes de l'école élémentaire et du C.E.S. ; gratuité de l'enseignement ; formation professionnelle ; développement des instituts universitaires de technologie ; désapprobation des méthodes gauchistes* (p. 1461) ; *problème des moyens financiers* (p. 1462) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES : *Culture et télévision ; Opéra-Comique ; règle du un pour cent* [27 octobre 1971] (p. 4960) ; *aide à la création cinématographique ; emprise des grands intérêts financiers sur la vie culturelle ; rénovation des enseignements artistiques ; nationalisation des monopoles capitalistes* (p. 4961) ; *dissociation entre les paroles et les actes du Gouvernement et de la majorité* (p. 4967) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur les interventions des minis-*

tres et la possibilité pour l'opposition de s'exprimer [5 novembre 1971] (p. 5411, 5412) ; *méthodes de travail de l'Assemblée* (p. 5414) ; *politique gouvernementale de recherche scientifique ; Institut de recherche en informatique et automatique* (p. 5414) ; *objet de la recherche de développement ; caractère de la politique gouvernementale ; ses observations sur le discours prononcé par M. Pompidou à l'U.N.E.S.C.O. ; utilisation de la science au profit des exploiteurs* (p. 5415) ; *nécessité d'une autre politique de la recherche ; démocratisation des structures d'étude, de décision et de gestion ; développement du potentiel existant ; équilibre de la progression de la recherche fondamentale, de l'application et du développement ; développement de la coopération internationale ; nécessité d'accroître le nombre des travailleurs scientifiques et de revaloriser leur situation* (p. 5416) ; *ses observations sur les paroles de M. Neuwirth* (p. 5419) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Caractère de l'information en France ; ses observations sur le passage de deux conseillers du Premier ministre dans le groupe Hachette ; utilisation de l'O.R.T.F. par le pouvoir ; ses observations sur le fait que le parti communiste n'a jamais été invité à participer à l'émission : « L'Actualité en question » ; perfectionnement du système de la censure ; conséquence de la recherche du profit* [15 juin 1972] (p. 2525) ; *augmentation des tarifs publicitaires ; droit de grève des personnels de l'Office ; problème du libre accès des formations politiques aux antennes de l'O.R.T.F.* (p. 2526) ; *crise du régime à travers la crise de la radio et de la télévision* (p. 2527) ; Art. 11 : *Son amendement (temps mensuel accordé aux partis politiques et organisations syndicales représentatives)* [16 juin 1972] (p. 2615) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES : *Retard dans les prévisions du VIe Plan ; conditions d'extrême pénurie ; exposition 1972 ; théâtres dits de banlieue ; Théâtre national populaire ; inaction gouvernementale devant la crise du cinéma ; abaissement du niveau culturel de la télévision ; conséquences de la spéculation foncière sur l'architecture et l'urbanisme ; culture limitée à un rôle de dérivatif* [8 novembre 1972] (p. 4822) ; *utilisation de la culture et politique réactionnaire ; nécessité d'appliquer au matériel cinématographique et au prix des places de cinéma un taux réduit de la T.V.A. ; remboursement de la T.V.A. aux communes ; liberté de création ; programme commun de la gauche : abolition de la censure et de la précensure, de l'emprise des puissances financières sur l'ensemble des activités culturelles ; création d'un fonds national des arts et lettres ; réforme de l'enseignement ; rôle des moyens de communication de masse* (p. 4823).

LEROY-BEAULIEU (Pierre)

Député de l'Hérault
(4e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité national de propagande en faveur du vin [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre du Comité national des vins de France [16 octobre 1970] (p. 4370) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du vin et de la viticulture ; fiscalité discriminatoire ; revenu des viticulteurs ; fixation du prix de campagne ; ses observations sur les concurrences déloyales ; interdiction de coupage ; ses observations sur la négociation avec l'Algérie pour la détermination du contingent complémentaire de 1968-1969* [15 novembre 1968] (p. 4505, 4506).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question oralc sans débat relative à la politique viticole [22 novembre 1968] (p. 4822 à 4826).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Schumann* [4 décembre 1968] (p. 5094) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, Art. unique : *Son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. Hauret à supprimer les mots : « à l'expiration de ce délai l'accord du Ministre de l'Agriculture est réputé acquis »* [10 décembre 1968] (p. 5270) ; *délai dont dispose le Ministre de l'Agriculture pour donner son avis* (p. 5271) ; Ses explications de vote ; *ses observations sur les négociations franco-algériennes ; blocage des vins français ; importation de vins algériens ; calcul de la complémentarité quantitative* (p. 5271, 5272) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [29 avril 1969] (p. 1116) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Cas des rapatriés vivant dans la circonscription de Béziers ; importance des classes moyennes et modestes parmi les rapatriés ; problème de l'indemnisation ; date d'application des premières mesures financières de l'indemnisation* [8 octobre 1969] (p. 2536) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Couveinhes et plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen : *Difficultés de la pêche à la sardine ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; droit de préemption des prud'homies* [9 octobre 1969] (p. 2570, 2571) ; Ses explications de vote : *Problème de la pêche à Agde et à Marseillan* (p. 2572) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen ; problème de la pêche à la sardine en méditerranée ; exportation de sardines provenant de l'Algérie et du Portugal ; son vote sur le budget* [30 octobre 1969] (p. 3139, 3140) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Problème de l'importation des vins d'Algérie ; historique des relations viticoles franco-algériennes ; nationalisation des biens agricoles ; régime des importations de vins d'Algérie devant être défini par les instances communautaires ; ses observations sur l'article 111 du traité de Rome ; fixation de contingents ; principe de la complémentarité quantitative* [4 novembre 1969] (p. 3324, 3325) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Investissements industriels étant la meilleure défense du franc ; projet d'un institut de développement industriel ; exemple de l'Angleterre ; utilité des investissements réalisés par les entreprises elles-mêmes ; ses observations sur l'industrie textile et l'industrie cotonnière ; situation de l'industrie cotonnière ; action du comité de rénovation des structures de l'industrie textile* [6 novembre 1969] (p. 3457, 3458) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Construction de la section Béziers-Narbonne de l'autoroute A 9 ; ses observations sur les inondations qui ont eu lieu dans le Biterrois en particulier vers la ville de Béziers et la plaine de l'Orb ; action du Ministre* [14 novembre 1969]

(p. 3721) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique viticole ; problème de la distillation ; consommation en franchise ; nos relations avec l'Algérie ; préférence européenne ; problème de la création d'un monopole d'importations ; harmonisation des législations ; problème du crédit ; nécessité de prévoir une expansion de la production dans les terroirs de qualité* [19 novembre 1969] (p. 4006, 4007) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle des chercheurs bénévoles ; détérioration des rapports entre l'administration et ces chercheurs* [20 novembre 1969] (p. 4064) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Insuffisance des effectifs des corps urbains à Béziers ; nécessité de prévoir un bon recrutement ; indice de départ du gardien ; déroulement des carrières ; situation des gradés, brigadiers-chefs et brigadiers ; cas des officiers et commandants* (p. 4108, 4109) ; AFFAIRES SOCIALES (SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE) : *Investissement hospitalier ; problème de l'intégration des personnels de direction ; problème de l'hôpital de Béziers* [21 novembre 1969] (p. 4194) ; TAXES PARAFISCALES : *Propagande antialcoolique ; ses observations sur le vin* [22 novembre 1969] (p. 4275) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Problème du sucrage des vins ; réglementation du déclassement des appellations d'origine contrôlée* [9 décembre 1969] (p. 4727) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la législation viticole ; problème de la chaptalisation ; importations éventuelles de vins d'Algérie* [19 décembre 1969] (p. 5100) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Alcoolisme étant une maladie sociale ; variation du taux d'alcoolémie ; importance de la prise de sang ; ses observations sur les exemples autrichien, belge et anglais ; arbitraire juridique ; nécessité d'éviter de tomber dans les excès d'un antialcoolisme exacerbé* [16 avril 1970] (p. 1111, 1112) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le 3e alinéa, paragraphe 1er, de l'amendement de M. Claudius-Petit, à substituer aux mots : « après le début des violences » les mots : « et s'y seront maintenus sciemment après avoir eu connaissance des violences »* [29 avril 1970] (p. 1422) ; *précautions prises pour éviter que ne puisse être puni celui qui aurait participé innocemment à un rassemblement illicite ou interdit ayant dégénéré en violence ; rôle des magistrats* (p. 1422).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Mévente du vin ; importations de vins en provenance d'Algérie ; conséquences de la baisse artificielle des prix du vin ; rôle du groupement importateur Gitravin* [14 mai 1970] (p. 1712, 1713).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 138 du Code de procédure pénale : *Situation de la personne soumise au contrôle judiciaire* [27 mai 1970] (p. 2008) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 2 : *Ses observations sur cet article* [3 juin 1970] (p. 2194) ; Art. 5 : *Vote contre cet article* (p. 2199) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur la proposition de loi de M. Bégué ; reclassement professionnel et social de nos compatriotes rapatriés ; insuffisance du projet de loi* [11 juin 1970] (p. 2513) ; Art. 67 : *Ses observations sur les moyens de dégager les fonds nécessaires pour assurer l'indemnisation des rapatriés grâce à la contribution nationale* [12 juin 1970] (p. 2614) ; en deuxième lecture : *Caractère de la contribution envisagée ; ses observations sur la proposition de loi de M. Bégué ; son vote sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3239) ; Art. 6 : *Son vote contre l'amendement du Gouvernement* (p. 3243) ; Art. 22 : *Son vote contre l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 3247);

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du*

texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « l'interdiction du territoire français » [30 juin 1970] (p. 3326) ; *sanctions prises à l'encontre des étrangers ; retrait de son amendement* (p. 3326, 3327).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat et Boscary-Monsservin relatives à la politique agricole commune : *Gravité du problème viticole ; décisions prises en faveur de la viticulture française* [16 octobre 1970] (p. 4390).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Après l'Art. 29 : *Ses observations sur l'abstention du groupe communiste sur l'amendement déposé par M. Rivain et M. Jacques Richard* [22 octobre 1970] (p. 4554) ; de la deuxième partie, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Limitations quantitatives imposables aux importations d'articles de coton ; ses observations sur l'accord de Genève ; ses observations sur la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement ; avenir de l'industrie cotonnière ; évolution de la politique d'importation américaine en matière textile* [30 octobre 1970] (p. 5001) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre IV : *Amitié franco-gabonaise* [5 novembre 1970] (p. 5228, 5229); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la viticulture ; importations de vins et de produits viticoles ; importation des vins algériens* [7 novembre 1970] (p. 5368) ; *préférence européenne ; ses observations sur les distorsions de concurrence européenne ; poursuite de la politique de qualité ; contrôle de la répression des fraudes ; problème de la perception de la taxe compensatoire ; clause de sauvegarde ; droits communautaires ; augmentation du service de la répression des fraudes ; commerce des vins de coupage* (p. 5369, 5370) ; Titre V : *Ses observations sur les paroles de M. Villon* (p. 5388) ; Après l'Art. 66 : *Ses observations sur le vote des communistes* (p. 5391) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Modicité des effectifs de la police urbaine de Béziers ; revalorisation des indices des fonctionnaires en tenue ; situation des fonctionnaires des polices urbaines ; réduction de la durée hebdomadaire du travail ; ses observations sur les dispositions de la loi de septembre 1948 relative au statut spécial de la police* [9 novembre 1970] (p. 5435) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Indemnisation de nos compatriotes d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie* [17 novembre 1970] (p. 5721, 5722).

Mise au point au sujet du vote de M. Jacques Vendroux sur l'amendement de M. Gilbert Faure tendant à la suppression des crédits du titre IV du budget des Anciens combattants [27 octobre 1970] (p. 4783).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 14 : *Fonctionnement du district* [25 novembre 1970] (p. 5926) ;

— en quatrième lecture, du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur le paragraphe IV de l'article 8* [19 décembre 1970] (p. 6731).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Situation préoccupante de la viticulture méridionale ; triple concurrence des vins d'Algérie, d'Italie méridionale, et des vins chaptalisés ; développement du vignoble extra-européen ; distillation ; nécessité de réviser les règlements viticoles européens (organisation du marché, classement des cépages, pratiques, œnologiques)* [16 avril 1971] (p. 1205, 1206).

Prend part à la discussion :

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Gilbert Faure* [27 avril 1971] (p. 1485) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Ses observations sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 166 du Code du vin, afin d'inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des vins doux naturels ; production du département des Pyrénées-Orientales* [28 avril 1971] (p. 1525) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Attribution de carburant détaxé ; action de rénovation rurale en pays de montagne* [21 octobre

1971] (p. 4748) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrie textile ; politique commerciale de la Communauté à l'égard des pays tiers ; application d'un régime de restrictions quantitatives à un certain nombre de produits textiles « sensibles »* [5 novembre 1971] (p. 5421, 5422) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation actuelle des personnels en tenue de la police ; défense de leur honorabilité* [10 novembre 1971] (p. 5632) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Organisation communautaire du marché* [16 novembre 1971] (p. 5739) ; *réforme du règlement européen ; mécanismes d'intervention sur le marché ; prime des contrats de stockage à court terme* (p. 5740) ; *ses observations sur les paroles de M. de Rocca Serra et la viticulture corse* (p. 5783, 5784) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Problème de l'indemnisation de nos compatriotes rapatriés d'Algérie ; situation de certains supplétifs harkis Moghazenis ; possibilité de considérer les anciens prisonniers du F.L.N. comme des anciens internés ; indemnisation des Français de souche musulmane* [17 novembre 1971] (p. 5824, 5825) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 3 : *Portée du texte pour les anciens combattants* [2 décembre 1971] (p. 6306) ;

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, son rappel au Règlement : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [2 décembre 1971] (p. 6349).

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [26 avril 1972] (p. 1041).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Ses observations sur les paroles de M. Rocard* [31 mai 1972] (p. 2027) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1154 du Code rural : *Versement des cotisations* [28 juin 1972] (p. 2927, 2928) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance : *Contrats d'assurances souscrits par les communes* [28 juin 1972] (p. 2953) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Lutte contre la fraude* [29 juin 1972] (p. 2999, 3000) ;

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne, Avant l'Art. unique : *Son soutien à l'amendement de M. Lafon (mesures conservatoires dans l'attente de la mise en application de la directive du Conseil des Ministres de la Communauté* [12 octobre 1972] (p. 4117) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Sabatier tendant à porter à 60 pour cent le montant de l'acompte provisionnel versé par les contribuables payant leurs impôts avec un an de retard ; conséquences qu'aurait cet amendement sur le monde agricole et particulièrement sur les viticulteurs du Midi* [25 octobre 1972] (p. 4375) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, Etat B, Titre III : *Difficultés des harkis pour faire venir leur famille auprès d'eux ; son hommage aux policiers et C.R.S. qui ont encadré des jeunes pendant l'été à Agde* [7 novembre 1972] (p. 4805) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrie textile dans son département ; politique commerciale de la communauté européenne à l'égard des concurrences de caractère anormal ; importations provenant d'Extrême-Orient et spécialement de Macao ; accord de Genève sur les textiles de coton ; liberté des prix* [9 novembre 1972] (p. 4938) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Viticulture méridionale ; modification du Règlement européen ; concurrence déloyale de l'Italie ; régulation du marché ; stockage ; jus de raisins ; distillation ; eaux-de-vie de vin* [14 novembre 1972] (p. 5162) ; *choix entre une prime de stockage ou une prime de vieillissement sur les eaux-de-vie ; appellations d'origine simple* (p. 5163) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Problème social avant d'être juridique ; propositions de loi tendant toutes à la création d'un fonds capable de se substituer au débiteur défaillant ; son espoir d'un autre texte complémentaire ; les non-salariés échapperont plus facilement aux poursuites ; problème*

du débiteur insolvable [5 décembre 1972] (p. 5849 et 5850) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 9 : *Approuve l'amendement de M. Mario Bénard tendant à frapper de nullité les décisions des collectivités locales qui s'engagent a priori à ne pas mettre en cause la responsabilité des corps techniques de l'Etat dont elles sollicitent le concours* [6 décembre 1972] (p. 5945).

LE TAC (Joël)

Député de Paris
(26e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— représentant auprès du Secrétaire d'Etat à l'Information [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des Usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française [12 octobre 1972] (p. 4125).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une redevance au profit des auteurs d'ouvrages mis en location dans les cabinets de lecture, n° 107 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 273) relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, n° **348** [9 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 522), modifié par le Sénat, relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, n° **544** [16 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 518), modifiée par le Sénat, relative au placement des artistes du spectacle, n° **545** [16 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 841), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, n° **923** [2 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 833), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, relative au placement des artistes du spectacle, n° **924** [2 décembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission à Djibouti, à l'île Maurice et à Madagascar, en septembre 1971, n° **2170** [17 décembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2291** [28 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, en qualité de *Rapporteur : Problème du placement ; projet gouvernemental portant sur l'affiliation à la sécurité sociale des artistes salariés et sur la définition de l'artiste salarié ; présomption de contrat de travail ; énumération des différentes catégories d'artistes qui doivent bénéficier de ce texte ; ses observations sur les mannequins ; problème des royalties* [15 octobre 1968] (p. 3304) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de M. Dupuy* (p. 3305) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Situation juridique des artistes du spectacle ; différentes catégories d'artistes ; situation des mannequins ; problème de l'assiette des cotisations de sécurité sociale des artistes* [18 décembre 1968] (p. 5647, 5648) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « trois articles suivants » les mots : « deux articles suivants »* (p. 5649) ; *son amendement tendant à supprimer les quatre derniers alinéas de l'article 29 s prévu par l'article 1er* (p. 5649) ; *simplification de la procédure du contrat de travail* (p. 5649) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 29 u prévu par l'article 1er* (p. 5649) ; *problème de la qualité juridique des redevances* (p. 5649) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à inverser l'ordre des articles 2 et 3* (p. 5649) ; Art. 2 : *Cotisations de sécurité sociale* (p. 5650) ; en troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, en qualité de *Rapporteur : Avantages sociaux accordés aux artistes du spectacle et aux mannequins ; problème les redevances* [11 décembre 1969] (p. 4829, 4830) ; Art. 1er : *Ses observations sur le système de la présomption* (p. 4830) ; Art. 2 : *Détermination du salaire* (p. 4831) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les bureaux de placement des professions du spectacle ; normalisation de la situation des agences artistiques* [18 décembre 1968] (p. 5652) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « sociétés anonymes » à insérer les mots : « et des sociétés en commandite par actions »* (p. 5652) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « exercée par une société » à insérer les mots : « non visée à l'article 1er »* (p. 5652) ; *retrait de son amendement* (p. 5652) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots : « 24 mai 1945 » à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (fonds de*

commerce d'agent artistique) (p. 5653) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 5653) ; *partage des rémunérations entre agents artistiques français et étrangers* (p. 5653) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « par dérogation aux dispositions de l'article 91 du Livre 1er du Code du travail »* (p. 5653) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « les articles 79, 88 et 89 à 98 du Livre 1er du Code du travail ne sont pas applicables aux agents artistiques régis par la présente loi »* (p. 5653) ; en troisième lecture de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, en qualité de *Rapporteur : Liste des activités incompatibles avec celle d'agent artistique ; ses observations sur les associés des sociétés en commandite simple* [11 décembre 1969] (p. 4828) ; Art. 1er : *Situation des titulaires de licence spotiés d'Afrique du Nord* (p. 4829) ; *contrôle de l'attribution des licences* (p. 4829) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Situation actuelle de l'Office ; perception d'une taxe parafiscale ; ses observations sur la présence, aux divers échelons, de fonctionnaires venus de l'extérieur ; dilution de la responsabilité ; disparition du Ministère de l'Information ; création de deux unités d'information ; réforme des structures de l'O.R.T.F. ; ses observations sur France-Inter ; ses observations sur le fait que les téléspectateurs du Nord et de la butte Montmartre reçoivent mal la télévision ; installation d'un relais à Sannois* [21 novembre 1969] (p. 4217, 4218) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Réforme du statut de l'O.R.T.F. ; ses observations sur la commission Paye* [16 novembre 1970] (p. 5600) ; *augmentation du taux de la télévision ; problème de la dilution des responsabilités* (p. 5601) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Ses observations sur la suite du débat* [14 mai 1971] (p. 1913) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Protection des salariés du travail temporaire ; rôle des entreprises de travail temporaire* [14 décembre 1971] (p. 6722) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6725) ; Art. 2 : *Son amendement* [15 décembre 1971] (p. 6762) ; Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger concernant la durée du contrat* (p. 6762) ; Art. 8 : *Son amendement concernant l'attestation des organismes de recouvrement de sécurité sociale* (p. 6766) ; *retrait de son amendement* (p. 6766) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article : « ainsi que toute justification du paiement des charges dont ils sont redevables au titre de la sécurité sociale »* (p. 6774) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6774).

Est entendu sur la publication du rapport de la Commission de contrôle de la gestion de l'O.R.T.F., en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1972] (p. 1191).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Publicité clandestine ; mesures de prévention prises par le conseil d'administration de l'O.R.T.F. ; réformes de structures nécessaires ; propositions faites par la Commission d'enquête ; « code de déontologie des relations publiques » ; contrôle plus strict des émissions, mise en place d'un service spécialisé dans les relations publiques lié au service commercial* [10 mai 1972] (p. 1496, 1497).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Création d'unités fonctionnelles ; monopole de radiodiffusion de l'O.R.T.F. ; politique de l'audiovisuel ; télédistribution ; avantage d'un régime de concession locale sous forme de sociétés d'économie mixte en vue de développer les réseaux locaux de communications par câbles* [15 juin 1972] (p. 2533, 2534) ; *haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2535) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à la représentation du personnel au sein du conseil d'administration* [16 juin 1972] (p. 2610) ; *son amendement relatif à l'élection des membres du conseil d'administration représentant le personnel de l'Office* (p. 2610) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à préciser qu'avant la conclusion d'un contrat de programme pluriannuel en-*

tre l'Etat et l'O.R.T.F. le Gouvernement soumet au Parlement un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation de ce contrat (p. 2621) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement relatif à la perception par les services de la Direction générale des impôts de la redevance pour droit d'usage des postes de radio et de télévision* (p. 2621) ; Après l'Art. 15 : *Institution d'un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2623) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement* (p. 2623) ; en deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement concernant la composition du conseil d'administration* [29 juin 1972] (p. 3005) ; *représentation des auteurs et compositeurs au sein du conseil d'administration* (p. 3005) ; *son amendement concernant les auteurs et les compositeurs et la presse écrite* (p. 3005) ; *ses observations* (p. 3005, 3006) ; *son amendement concernant la représentation du personnel de l'Office* (p. 3007).

LE THEULE (Joël)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE L'INFORMATION
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

L'Assemblée prend acte de son élection [21 octobre 1969] (p. 2772, 2797).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [21 octobre 1969] (p. 2797).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, **n° 258** [24 septembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 911) tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils, **n° 947** [5 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1189) relatif au service national, **n° 1202** [5 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national, **n° 1318** [25 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Crédits du Ministère de la Défense nationale : II. - Les dépenses d'équipement (titre V), **n° 1398** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1970 (n° 1448), n° 1492 [4 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1597) portant Code du service national, n° 1629 [2 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1711), modifié par le Sénat, portant Code du service national, n° 1747 [19 mai 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Crédits du Ministère de la Défense nationale : II. - Dépenses en capital, n° 2013 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971 (n° 2065), n° 2098 [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2206) portant statut général des militaires, n° 2283 [27 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2392), modifié par le Sénat, portant statut général des militaires, n° 2395 [8 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2485), modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant statut général des militaires, n° 2487 [29 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — II. - Dépenses en capital, n° 2588 [12 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1972 (n° 2660), n° 2704 [1er décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse : *Définition de l'agence de presse ; diversité de ces agences ; composition de la Commission qui doit proposer l'inscription des organismes sur la liste des agences de presse ; fonctionnement d'autres organismes d'information ; situation des nouvelles agences* [16 octobre 1968] (p. 3335) ; *problème de l'organisation de la profession de la publicité* (p. 3336) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Responsabilité des journalistes* [23 octobre 1968] (p. 3503) ; *problème des sociétés de rédacteurs* (p. 3504) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Sous-développement de notre pays dans le domaine de l'information ; information sociale ; structure du budget ; presse écrite ; suppression du service de liaison interministériel pour l'information ; coordination de l'action d'information des divers départements ministériels ; création d'un comité interministériel pour l'information ; rôle du service juridique et technique de l'information ; utilisation de la télévision nationale pour le passage d'annonces de publicité de marques ; ses observations sur les journaux gratuits ; organisation des entreprises de presse ; participation des journalistes à la gestion de ces entreprises ; répercussions qu'entraînera la réalisation du Marché commun ; importance des aides accordées à la presse ; ses observations sur l'Office ; crise de mai-juin ; redevances versées à l'Etat ; conseil d'administration de l'Office ; sa gestion ; remplacement du contrôle* a priori *par un contrôle* a posteriori *complété par un contrôle interne de l'Office ; ses observations sur les services administratifs et financiers ; introduction de la comptabilité analytique ; mise sur pied d'une mission composée de hauts fonctionnaires et de spécialistes privés afin d'étu-*

dier les structures et le fonctionnement de l'Office ; participation du personnel à la gestion ; action vers l'étranger ; fusion de l'Ocora et de la direction des relations extérieures de l'O.R.T.F. ; responsabilité du directeur général adjoint ; achèvement de la couverture du pays en émetteurs de deuxième chaîne ; paiement de la redevance de télévision ; règles de prescription opposées aux redevables ; ses observations sur les émissions ; réforme de la radio ; possibilité de rendre France-Culture plus accessible et de maintenir France-Musique à son degré de qualité ; objectivité de l'information ; qualité du journal télévisé ; ses observations sur les licenciements ; problème du sous-encadrement ; rôle de l'Office dans la vie régionale [19 novembre 1968] (p. 4703 à 4706) ; *possibilité d'un débat sur les problèmes de l'information ; publicité à la télévision ; publicité dans la presse ; constitution de la régie de publicité ; se demande si une partie des ressources de la publicité ne pourrait pas alimenter un fonds de développement de la presse ; publicité faite à certains films de cinéma au moyen d'affiches ou de photographies ; protection de la jeunesse, notamment sur le plan moral, ses observations sur la presse ; sociétés de rédacteurs ; S.N.E.P. ; problème général de l'imprimerie ; distribution d'hebdomadaires gratuits ; ses observations sur l'O.R.T.F. ; réalisation des programmes ; retransmission télévisée des débats parlementaires ; fuite des capitaux mentionnés avec trop d'objectivité par France-Inter ; pureté de la langue française lors des émissions ; question sur les programmes ; rôle des stations régionales ; presse écrite régionale* (p. 4718 à 4721).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, Après l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A compter du dépôt du projet de loi de finances pour 1971, les crédits de la gendarmerie (fonctionnement et investissement) seront présentés dans un fascicule budgétaire spécial »* [17 novembre 1969] (p. 3865) ; *budget de la gendarmerie* (p. 3865, 3866) ; *retrait de son amendement* (p. 3866) ;

— du projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils, en qualité de *Rapporteur : Possibilité de permettre à des officiers de se présenter aux concours ou examens externes de la fonction publique ; problème du reclassement ; ratification de ce texte ; son efficacité* [9 décembre 1969] (p. 4750, 4751) ;

— du projet de loi relatif au service national, en qualité de *Rapporteur : Conditions de travail de la commission ; service de 12 mois ; libération par anticipation d'une fraction du contingent ; possibilité pour les appelés de choisir leur âge d'incorporation entre 18 et 21 ans ; disparition des sursis ; accomplissement du service dans la gendarmerie ou dans des unités chargées de tâches de protection civile ; disparition du conseil de révision ; problème de la création d'un service national féminin réservé à des volontaires ; service de défense ; préparation des jeunes coopérants ; cas des soutiens de famille ; cas des jeunes dispensés pour résidence à l'étranger ou pour âge trop élevé ; nombre des demandes de sursis ; « rôle formateur » du service militaire ; rajeunissement de l'âge d'accomplissement du service ; droit de vote des jeunes qui auront accompli leur service national ; amélioration de l'efficacité des opérations préalables à l'incorporation ; répercussions du projet de loi sur le plan militaire ; possibilité de développer la spécialisation technique de l'élève officier de réserve ; finalité du service militaire ; problème des armées professionnelles ; formation morale et psychologique des appelés ; pourcentage de jeunes qui arrivent sous les drapeaux et qui n'ont pas le niveau du certificat d'études* [9 juin 1970] (p. 2342 à 2346) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Planeix, à substituer aux mots : « service actif » les mots : « service militaire actif »* (p. 2373) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (composition du service national)* (p. 2376) ; *ses observations sur le service de l'aide technique ; cas des étudiants en médecine* (p. 2373) ; Art. 1er : *Problème d'une durée du service militaire de neuf mois ; âge d'appel moyen* (p. 2374) ; *problème de l'institution d'un service civique* (p. 2375) ; Art. 2 : *Nombre des sursitaires qui résilient chaque année leur sur-*

sis (p. 2375, 2376) ; *ses observations sur la loi relative à l'autorité parentale* (p. 2376) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa* (2°) *de cet article, à substituer aux mots : « 21 ans » les mots : « 22 ans »* (p. 2376) ; *report d'incorporation en faveur des jeunes candidats à une grande école ; évolution des études universitaires ; préparation du C.A.P.E.S. et de l'agrégation* (p. 2377) ; *situation des étudiants qui doivent préparer seuls leur concours faute de place dans les classes préparatoires* (p. 2378) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2378) ; *nombre des sursitaires* (p. 2379) ; *cas des engagés* (p. 2380) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les demandes prévues aux 1° et 2° de cet article sont satisfaites de plein droit »* (p. 2381) ; Art. 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 2381, 2382) ; Art. 4 : *Conditions réservées aux jeunes gens qui désirent occuper un emploi dans des laboratoires, dans des organismes scientifiques ou qui préfèrent le service de coopération ou celui de l'aide technique* [10 juin 1970] (p. 2407) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « organismes scientifiques » à insérer les mots : « dépendant du Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale »* (p. 2407) ; *situation de ceux qui entrent dans une école de marine marchande* (p. 2408) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 5408) ; *rôle d'une commission présidée par un conseiller d'Etat pour statuer sur les candidatures des jeunes gens désireux d'effectuer leur temps de service militaire dans les laboratoires, les organismes scientifiques ou les services d'aide technique ou de coopération* (p. 2408) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le cycle d'études prescrit » les mots : « les études correspondant à la demande visée à l'alinéa 1er de cet article »* (p. 2409) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des jeunes gens qui poursuivent un cycle d'études en vue de l'obtention des diplômes de pharmacien ou de chirurgien dentiste)* (p. 2409) ; *obtention d'un sursis jusqu'à l'âge de 27 ans pour préparer l'agrégation* (p. 2409) ; *possibilité de terminer des études de pharmacie ou de chirurgie dentaire avant l'âge de 25 ans* (p. 2409) ; Art. 7 : *Durée du service de la coopération technique* (p. 2411) ; *son amendement tendant au quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le cycle d'études prescrit » les mots : « les études correspondant à la demande visée à l'alinéa premier de l'article 4 de la présente loi »* (p. 2412) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition d'un corps spécial de santé ; mise à la disposition du Ministre de la Santé publique et du Ministre de l'Agriculture de certaines personnes)* (p. 2412, 2413) ; Avant l'Art. 1er : *Retrait de son amendement* (p. 2414) ; *nécessité de procéder à une codification* (p. 2414) ; Art. 10 : *Suspension de l'application de certaines dispositions* (p. 2415) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Flornoy* (p. 2415) ; *son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à remplacer les mots : « service actif » par les mots : « service militaire actif »* (p. 2416) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 2417) ; *son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots : « à titre expérimental » à insérer les mots : « jusqu'au 31 décembre 1975 »* (p. 2419) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « le Gouvernement présentera, au Parlement, à l'ouverture de la première session ordinaire, un compte rendu annuel sur l'application du présent article »* (p. 2419) ; Art. 14 : *Introduction de militaires du contingent dans la gendarmerie* (p. 2421) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les jeunes gens de demander à accomplir leur service actif en qualité de gendarme auxiliaire)* (p. 2422) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2423) ; *qualité des travaux effectués par les jeunes du service militaire adapté* (p. 2423) ; *ses observations sur les amendements de MM. Flornoy et Villon* (p. 2424) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Planeix* (p. 2425) ; Après l'Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Missoffe* (p. 2425, 2426) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2426) ; Art. 18 : *Inégalités existant entre départements quant à l'appréciation de la notion de soutien de famille ; nombre des conseillers généraux appelés à parti-*

ciper à la commission départementale (p. 2427) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa* (2°) *de cet article : 1° à substituer aux mots : « préfet de zone » les mots : « préfet de région » ; 2° à substituer aux mots : « départements de la zone » les mots : « départements de la région » ; 3° à substituer aux mots : « la région militaire » les mots : « la division militaire » ; 4° à substituer aux mots : « chef-lieu de zone » les mots : « chef-lieu de région »* (p. 2428, 2429) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « la commission régionale statue sur les demandes présentées dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus dans les quinze jours suivant la date de leur dépôt »* (p. 2440) ; *retrait de son amendement* (p. 2441) ; Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (libération anticipée)* (p. 2441) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « leur représentant légal » à insérer les mots : « et le maire de leur commune ou son délégué »* (p. 2442) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité de déférer aux tribunaux administratifs les décisions des commissions locales d'aptitude et celles des commissions de réforme)* (p. 2442) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2442) ; *service féminin volontaire ; recul de la limite d'âge pour l'accès par concours à un emploi public* (p. 2442) ; *ses observations sur l'amendement de M. Macquet* (p. 2443, 2444) ; Après l'Art. 24 : *Date de la libération des soldats* (p. 2444) ; *problème de la création d'une taxe spéciale pour améliorer la condition des soldats* (p. 2445) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les dispositions de cet article sont applicables à compter de la prise d'effet de la loi du 9 juillet 1965 »* (p. 2446).

Son rappel au Règlement : *Mise au point au sujet de son vote sur les amendements de MM. Planeix et Le Theule à l'article 2 du projet de loi relatif au service national* [10 juin 1970] (p. 2406).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la troisième loi de programme ; part des crédits consacrés à la force nucléaire stratégique ; problème de l'entretien de cette force nucléaire ; crédits affectés à la modernisation des forces conventionnelles ; bilan des campagnes de tirs de 1968 et de 1970 ; question de savoir s'il faut développer au maximum la technique nucléaire en attendant la militarisation des engins thermonucléaires ; armement atomique tactique ; problème de la coopération internationale ; coopération franco-allemande ; avion-école franco-allemand ; ses observations sur le Jaguar ; problème de l'aéronautique ; ses observations sur le Breguet Atlantic* [27 octobre 1970] (p. 4752, 4753) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, en qualité de *Rapporteur pour avis :* Art. 29 : *Crédits accordés au Ministère des Armées à la suite des événements du Tchad ; respect des accords de défense ; politique de coopération en matière de fabrication de matériel militaire ; réalisation de l'avion-école franco-allemand* [9 décembre 1970] (p. 6317) ;

— du projet de loi portant Code du service national, en qualité de *Rapporteur : Répartition des jeunes dans les différentes formes du service national ; délimitation du domaine législatif et réglementaire ; problème des permissions ; notion de dispense ; notion de « mort en service commandé » ; cas des pupilles de la nation ; situation des objecteurs de conscience* [6 avril 1971] (p. 905, 906) ; *problème du contrôle de l'activité des objecteurs de conscience ; situation des condamnés de droit commun* (p. 907) ; *finalité du service national ; affectation des jeunes gens dans les états-majors ou dans les bureaux* (p. 908) ; *son opposition à la question préalable déposée par M. Longequeue* (p. 910) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 914) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « modalités fixées au » à insérer les mots : « chapitre II du titre II du »* (p. 914) *retrait de son amendement* (p. 914) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « même électives »* (p. 915) ; *condition pour être investi de fonctions publiques ; candidature de M. Krivine à la présidence de la République* (p. 915) ; *son amendement tendant à compléter*

le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (condition pour être candidat à des fonctions publiques électives) (p. 915), *retrait de son umendement* (p. 915) ; *ses observations sur la discussion de cet article* (p. 916, 917) ; Art. 5 : *Régime du sursis* (p. 918) ; *son amendement tendant, dans le 4e alinéa (2°) du texte proposé pour cet article, après le mot : « soit » à insérer les mots : « avant d'avoir atteint l'âge de dix-neuf ans »* (p. 918) ; *fixation de l'âge auquel les jeunes gens désireux d'accomplir leur service à vingt et un ans devront en faire la demande ; retrait de son amendement* (p. 918) ; *son amendement tendant à compléter le 5e alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « La liste des classes préparatoires est fixée par la voie réglementaire »* (p. 918) ; *situation des candidats à des concours d'entrée dans les grandes écoles* (p. 918, 919) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « mariés » à insérer les mots : « ou veufs »* (p. 919) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé pour cet article de nouveaux alinéas (fixation par décret de la composition, du fractionnement et des conditions d'appel du contingent au service national actif)* (p. 919) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à susbstituer aux mots : « 34 ans » les mots : « 35 ans »* (p. 920) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « et les conditions d'aptitude physique »* (p. 920) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « du présent article » à insérer les mots : « qui, au moment de leur incorporation, sont titulaires des titres requis »* (p. 921) ; *problème des emplois interdits ; ses observations sur l'amendement déposé par M. Hubert Germain* [7 avril 1971] (p. 943) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article un nouvel alinéa (obligation pour les jeunes d'avoir la qualification requise pour bénéficier des dispositions auxquelles ils prétendent)* (p. 943) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Le ministre chargé de la défense nationale décide de l'attribution de la dispense »* (p. 944) ; Avant l'Art. 15 : *Ses observations sur le mot : « sélection »* (p. 944) ; Art. 19 : *Son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer l'alinéa suivant : « Le délai d'appel est de quinze jours francs à partir de la signification de la décision attaquée »* (p. 945) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 945) ; *conséquence de la négligence des jeunes face à l'obligation du recensement* (p. 945) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « s'ils ont été omis sur les listes de recensement sur lesquelles ils auraient dû être inscrits, ils sont portés » les mots : « les jeunes gens omis sur les listes de recensement sur lesquelles ils auraient dû être inscrits sont portés »* (p. 946) ; *retrait de son amendement* (p. 946) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article,* (p. 946) ; *obligation de déclarer toute absence de plus de quatre mois de la résidence habituelle* (p. 946) ; *son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « l'agent consulaire de France » les mots : « le consul de France »* (p. 946) ; Art. 26 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « quatre mois » les mots : « deux mois »* (p. 947) ; *notion d'ajournement ; retrait de son amendement* (p. 947) ; Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « d'un mois » les mots : « de deux mois »* (p. 947) ; Art. 29 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « les jeunes Français » les mots : « les jeunes gens »* (p. 948) ; Art. 31 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « de la santé »* (p. 948) ; *cas d'un fils de médecin décédé accidentellement* (p. 948, 949) ; Art. 32 : *système des commissions départementales* (p. 949) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « du préfet d'un des départements de la région » les mots : « d'un préfet ou d'un sous-préfet en exercice dans la région le représentant »* (p. 950) ; *critères en matière de dispense* (p. 950) ; Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à*

substituer aux mots : « 15 jours » les mots : « un mois » (p. 951) ; *son amendement tendant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, aux mots : « un mois » les mots : « trente jours »* (p. 951) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 33 à substituer aux mots : « au plus tard lors de l'appel au service actif » les mots : « dans le mois qui suit la publication au* Journal officiel *de l'arrêté visé à l'article 7. Pour des faits postérieurs à cette publication, les demandes doivent être présentées dans le mois qui suit la survenance des faits »* (p. 951) ; Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « d'un mois » les mots : « de deux mois »* (p. 951) ; *délai de recours* (p. 951) ; Art. 37 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « de résider » les mots : « d'avoir leur résidence habituelle »* (p. 952) ; Art. 38 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « qu'ils ont résidé » les mots : « qu'ils ont eu leur résidence habituelle »* (p. 952) ; Art. 39 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « au titre des articles 31 et 32 »* (p. 952) ; *possibilité donnée aux jeunes gens dispensés d'effectuer le service national ; retrait de son amendement* (p. 952) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa du texte proposé pour cet article, l'alinéa suivant : « soit dans les trente jours qui suivent la publication de l'arrêté visé à l'article 7 »* (p. 953) ; Art. 43 : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au mot : « ministre » le mot « ministère »* (p. 953) ; Art. 46 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « des articles 89, 139 et 146 à 150 » à insérer les mots : « sous réserve des modalités particulières d'adaptation fixées par décret en ce qui concerne l'article 139 »* (p. 953) ; *règlement de discipline générale dans les armées* (p. 954) ; Art. 50 : *Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article* (p. 954) ; *information des postulants objecteurs de conscience* (p. 954, 955) ; Art. 51 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au mots : « les obligations » les mots : « la totalité des obligations »* (p. 956) ; *conséquence des condamnations pénales* (p. 956) ; Art. 56 : *Cas d'un jeune homme condamné à un an de prison sans sursis* (p. 957) ; *gestion du corps des objecteurs de conscience* (p. 957) ; *rôle des comités de probation* (p. 958) ; Art. 61 : *Son amendement tendant, dans le titre du chapitre III à substituer au mot : « congé » le mot : « réforme »* (p. 958) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « congé définitif » les mots : « réforme définitive »* (p. 958) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « dont la composition est fixée par décret » les mots : « dont la composition et les attributions sont fixées par décret »* (p. 958) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la mise en congé » les mots : « la mise en réforme »* (p. 958) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé, après les mots : « elle n'est pas renouvelable » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « lorsqu'elle concerne un homme accomplissant le service actif légal, elle entraîne dispense du temps de service actif restant à accomplir »* (p. 959) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé, à substituer aux mots : « à la commission de procéder » les mots : « à une autre commission de réforme de procéder »* (p. 959) ; Après l'Art. 61 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre (régime des permissions)* (p. 959) ; *problème des permissions dans le service de la coopération ; partage entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* (p. 959) ; Art. 63 : *Situation des objecteurs de conscience au moment de la retraite* (p. 960) ; Art. 67 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer à la deuxième phrase les dispositions suivantes : « Il s'étend, sauf dispositions législatives contraires, sur quinze ans dont cinq ans dans le service actif et la disponibilité et dix ans dans la réserve »* (p. 961) ; *organisation des réserves* (p. 961) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte pro-*

posé pour cet article à substituer aux mots : « 34 ans » les mots : « 35 ans » (p. 962) ; Art. 69 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (maintien dans les cadres, à l'expiration des obligations légales, de tout officier ou sous-officier de réserve en considération des besoins des armées ; situation des anciens officiers et sous-officiers d'active)* (p. 962) ; Art. 70 : *Possibilité pour le Gouvernement d'envoyer outre-mer, dans certains Etats où stationnent des troupes françaises, des jeunes appelés volontaires* (p. 963) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « hors d'Europe » à insérer les mots : « et hors »* (p. 963) ; Art. 79 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « peut être » le mot : « est »* (p. 964) ; *organisation d'une préparation au service militaire* (p. 964) ; Art. 81 : *Son amendement tendant à modifier la deuxième phrase du texte proposé pour cet article : « Dans la réserve, ils sont classés en fonction de la date de leur naissance, les hommes nés au cours d'une même année constituant une classe d'âge »* (p. 964, 965) ; Art. 84 : *Son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa (fixation des convocations pour les périodes d'exercices)* (p. 965) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 965) ; *retrait de son amendement* (p. 965) ; Art. 85 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « les hommes de la disponibilité et » à insérer le mot : « ceux »* (p. 965) ; Art. 103 : *identité d'obligations pour tous les jeunes qui effectuent le service national* (p. 968) ; Art. 110 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour cet article* (p. 969) ; *cas des jeunes gens qui, pour des motifs d'inaptitude physique, ne peuvent continuer à servir au titre de la coopération ou de l'aide technique* (p. 969) ; Art. 111 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « des circonstances exceptionnelles » les mots : « les circonstances »* (p. 969) ; *durée du service de coopération* (p. 969) ; Art. 117 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa* (2°) *du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « congé définitif » les mots : « réforme définitive »* (p. 970) ; Art. 119 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « un congé, définitif » les mots : « une réforme, définitive »* (p. 970) ; Art. 123 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « consul de France » à insérer les mots : « de la résidence de l'intéressé »* (p. 971) ; Art. 127 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « 35 ans » les mots : « 36 ans »* (p. 971) ; Art. 128 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « ou tenté de le soustraire »* (p. 971) ; *retrait de son amendement* (p. 972) ; Art. 137 : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 973) ; Art. 138 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « la période de maintien sous les drapeaux est considérée comme une prolongation du service actif mais n'est pas prise en compte au titre des articles 63 et 64 »* (p. 973) ; Art. 147 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « troisième » le mot : « deuxième »* (p. 974) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « Le temps du service actif éventuellement accompli dans l'une des formes du titre III vient en déduction de cette période »* (p. 976) ; *retrait de son amendement* (p. 976) ; Art. 2 : *Son opposition à l'amendement de M. Duroméa* (p. 976) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « du service national » à insérer le mot : « sont »* (p. 977) ; Art. 6 : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « à l'exception du chapitre III » les mots : « à l'exception de l'article 30 »* (p. 977) ; *cas des écoles assurant le recrutement direct des officiers d'active* (p. 977) ; en seconde délibération, Art. 4 : *Conditions pour être investi de fonctions publiques, même électives* (p. 978) ; Art. 51 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « Soit suivant des modalités particulières comportant des obligations destinées à assurer leur reclassement social »* (p. 978) ; *obligations prévues pour*

les jeunes condamnés (p. 978, 979) ; Art. 55 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « soit à des travaux d'utilité publique, soit »* (p. 979) ; Art. 56 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 979) ; *possibilité pour le Gouvernement de présenter à l'ouverture de la première session ordinaire de 1975-1976 un compte rendu sur l'application de l'article 116 et de l'article 51 du Code* (p. 980) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « le temps du service actif éventuellement accompli dans l'une des formes du titre III vient en déduction de cette période »* (p. 980) ; **en deuxième lecture** en qualité de *Rapporteur : Possibilité pour les jeunes gens d'adresser leur demande de dispense sans attendre la publication au* Journal officiel *du texte visé à l'article 7 ; service de défense* [26 mai 1971] (p. 2094) ;

— du projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, Art. 1er : *Suppression de la prime à l'épargne* [26 mai 1971] (p. 2097, 2098) ; *ses observations sur les paroles de M. Dupont-Fauville* (p. 2098);

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 12 : *Dérogations à l'âge de la scolarité obligatoire* [8 juin 1971] (p. 2518) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Indifférence de l'opinion publique à l'égard des problèmes de la défense* [2 novembre 1971] (p. 5162) ; *objectifs de la loi de programme ; crédits destinés aux réparations ; coopération internationale ; problème du Jaguar ; ses observations sur l'Alpha-Jet ; expériences françaises dans le Pacifique Sud ; évolution de l'armement atomique ; incertitudes en matière d'incorporation ou de dispense* (p. 5163) ;

— du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire, en qualité de *Rapporteur suppléant : Adaptation du texte voté en 1965 aux dispositions du nouveau Code de service national ; introduction dans le Code de justice militaire des innovations instituées en matière pénale par la loi de 1970 ; droit appliqué par les juridictions militaires ; détention provisoire ; rôle du juge militaire ; indemnité en cas de détention abusive* [7 décembre 1971] (p. 6430, 6431) ; Art. 6 : *Règles de la détention provisoire ; problème de la référence à un décret dans un texte de loi* (p. 6433) ; Art. 7 : *Limitation de la dérogation à l'article 723-1 du Code de procédure pénale* (p. 6434) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la façon dont a été préparée la loi de finances pour le secteur militaire ; crédits réservés aux opérations du Tchad ; ses observations sur l'AMX 10 à roues et le fusil automatique demandés par l'armée de Terre ; provision importante pour le rachat des Mirage V ; essais du Jaguar* [7 décembre 1971] (p. 6437, 6438) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à réduire de 23.300.000 francs le montant des autorisations de programme de cet article* (p. 6485) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à la question préalable* [25 avril 1972] (p. 996) ; *présence des parlementaires au sein des assemblées régionales* (p. 997) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, en qualité de ***Rapporteur :*** *Caractère du projet de statut* [2 mai 1972] (p. 1230) ; *analyse du texte ; article 34 de la Constitution ; adaptation de la réglementation* (p. 1231) ; *sujétions propres à l'état militaire ; ses observations sur le fait que l'armée est au service de la République ; situation des appelés du contingent ; composition du Conseil supérieur de la fonction militaire ; problème de l'adhésion à un syndicat ; constitution d'associations ; variété de la « société militaire »* (p. 1232) ; *aspirations des militaires en 1972 ; problèmes financiers, psychologiques et moraux* (p. 1233) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 1254) ; Art. 1er : *Réserve de cet article* (p. 1254) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa, paragraphe III de cet article* (p. 1255) ; *cas des jeunes du contingent* (p. 1255) ; *Art. 1er : Son amendement (l'armée est au service de la République ; exigences de l'état militaire ; garanties apportées par le statut)* (p. 1256) ; Art. 3 : *statuts particuliers des militaires de carrière* (p. 1258) ; *son amendement (portée du pouvoir réglementaire en matière de statut particulier ; leur élaboration)* (p. 1259) ; *son sous-amendement à cet amendement* (p. 1259) ; *retrait de ce sous-amendement* (p. 1260) ; *portée des garanties fondamentales* (p. 1260) ; *nombre*

des corps particuliers au sein de l'armée française (p. 1262) ; *son amendement : (consultation du Conseil supérieur de la fonction militaire sur les projets de textes d'application de la présente loi)* (p. 1263) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 1263) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delorme* [3 mai 1972] (p. 1272) ; Art. 4 : *Son amendement (hiérarchie militaire)*; (p. 1272) ; *ses observations sur l'expression « officiers subalternes »* (p. 1272) ; Art. 5 : *Son amendement (grades de la hiérarchie générale)* (p. 1273) ; *son amendement* (p. 1273) ; Avant l'Art. 6 : *Son amendement (droits et libertés des militaires)* (p. 1273) ; Art. 6 : *Limitation du droit d'expression* (p. 1274) ; *son amendement* (p. 1274) ; *médiocrité de la pensée militaire française* (p. 1274) ; *création d'une seconde revue militaire* (p. 1275) ; *son amendement (possibilité pour les militaires d'évoquer les questions non couvertes par le secret)* (p. 1276) ; *retrait de cet amendement* (p. 1276) ; Art. 7 : *Absence de liste de publications interdites* (p. 1276) ; *neutralité politique de l'armée* (p. 1277) ; Art. 8 : *Son amendement (interdiction faite aux militaires en activité de service d'adhérer à des groupements à caractère politique* (p. 1278) ; *son amendement (suspension de l'interdiction d'adhésion à un parti politique à partir de l'ouverture de la campagne électorale)* (p. 1278); *cas des officiers candidats à un mandat électif* (p. 1278) ; Art. 9 : *Adhésion à des associations* (p. 1279, 1281) ; *son amendement* (p. 1283) ; *son amendement (obligations du commandement)* (p. 1283) ; *son amendement (adhésion des militaires à divers groupements ; information de l'autorité militaire)* (p. 1283) ; *exemple des Témoins de Jéhovah* (p. 1283) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1283) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1284) ; *Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1284) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 1285) ; *retrait de celui-ci* (p. 1285) ; *problème du logement des militaires* (p. 1286) ; Art. 12 : *durée des permissions* (p. 1287) ; Art. 13 : *Son amendement de forme* (p. 1287) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 1288) ; *irrecevabilité prononcée par la Commission des finances à l'encontre d'un de ses amendements ; retrait de son précédent amendement* (p. 1289) ; *existence de deux catégories de parlementaires, selon qu'ils appartiennent ou non à la Commission des finances* (p. 1289) ; *retrait d'un nouvel amendement déposé à cet article* (p. 1289) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement (parité entre fonctionnaires civils et militaires en matière de classement hiérarchique)* (p. 1289) ; *retrait de cet amendement* (p. 1289) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1290) ; *affiliation à des fonds de prévoyance* (p. 1290, 1291) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 1291) ; Art. 24 : *Problème des notations* (p. 1291) , *son amendement (communication des notes aux intéressés)* (p. 1292) ; *retrait de son amendement* (p. 1293) ; Art. 25 : *Son amendement* (p. 1293) ; *ses observations sur les croyances* (p. 1293) ; Art. 26 : *Son amendement* (p. 1293) ; *sanctions professionnelles ; changement de spécialité* (p. 1293) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 1294) ; *composition du conseil* (p. 1294) ; *son amendement* (p. 1294) ; Art. 30 : *Son amendement* (p. 1295) ; *situation des médecins* (p. 1295) ; Art. 33 : *Son amendement : « à l'exception de la nomination des sous-officiers ou des officiers mariniers dans les corps d'officiers »* (p. 1298) ; Art. 34 : *Son amendement* (p. 1298) ; *impossibilité, pendant un certain délai, d'entrer dans des entreprises soumises à la surveillance des militaires ou de nature à compromettre leur indépendance* (p. 1298); Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le troisième alinéa, les mots : « et s'il n'est de bonne moralité »* (p. 1299) ; Art. 38 : *Publicité de la liste d'ancienneté* (p. 1300) ; Art. 40 : *Son amendement (détermination des promotions)* (p. 1300) ; *inscription au tableau d'avancement* (p. 1300) ; *retrait de son amendement* (p. 1301) ; *son amendement : « les statuts particuliers précisent les conditions d'application du présent article »* (p. 1301) ; Art. 45 : *Son amendement (établissement d'une liste d'ancienneté)* (p. 1307) ; *retrait de cet amendement* (p. 1307) ; *son amendement (tableau d'avancement des sous-officiers)* (p. 1308) ; *Retrait de cet amendement* (p. 1308) ; *retrait d'un nouvel amendement déposé à cet article* (p. 1308) ; Art. 47 : *Son amendement (sanctions statutaires)* (p. 1308); Art. 48 : *Son amendement (retrait d'emploi)* (p. 1308) ; *retrait de cet amendement* (p. 1308) ; *son amendement de pure forme* (p. 1308) ; Art. 53 : *Son amendement (réintégration du militaire en service détaché)* (p. 1309) ; Art.

55 : *Son amendement* (p. 1310) ; Art. 56 : *Son amendement (mise en non-activité)* (p. 1310) ; Art. 65 : *Cas des militaires hors cadre* (p. 1311) ; Art. 69 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1312, 1313) ; Art. 75 : *Cas de l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre* (p. 1313) ; Art. 80 : *Son amendement* (p. 1314) ; Art. 82 : *Son amendement (fin de la situation d'activité de l'officier de réserve* (p. 1314) ; *son amendement* (p. 1314) ; *retrait de celui-ci* (p. 1315) ; Art. 87 : *conditions d'engagement d'un jeune homme* (p. 1315, 1316) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « s'il ne jouit pas de ses droits civils »* (p. 1316) ; *son amendement (cas de condamnation à une peine privative de sa liberté pour crime ou délit et non assortie du bénéfice de sursis)* (p. 1316) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer un nouvel article (cas de condamnation pour escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, outrage public à la pudeur ou proxénétisme)* (p. 1316) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « l'engagement est souscrit au titre d'une armée »* (p. 1316) ; Art. 90 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1317) ; Art. 92 : *Son amendement* (p. 1317) ; *cas de non-renouvellement de l'engagement ; retrait de son amendement* (p. 1317) ; Art. 98 : *Légion étrangère* (p. 1318) ; Avant l'Art. 101 : *Son amendement* (p. 1318) ; Art. 101 et 102 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 1319) ; Art. 103 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article* (p. 1349) ; Art. 106 : *Son amendement : (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi)* (p. 1320) ; Art. 107 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1320) ; Art. 108 : *Son amendement* (p. 1320) ; Art. 110 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article : « sous réserve des droits acquis aux dates d'entrée en vigueur »* (p. 1322) ; *problème des droits acquis* (p. 1322) ; *Titre : Retrait de son amendement tendant à modifier ce titre* (p. 1323) ; **en deuxième lecture**, en qualité de *Rapporteur : Rappel des principaux amendements adoptés par l'Assemblée Nationale ; droits et libertés des militaires ; leurs intérêts matériels ; fonds de prévoyance militaires ; problème des rémunérations et de pécule ; exercice du droit d'expression des militaires sur les problèmes militaires non couverts par le secret ; problème de la notation* [14 juin 1972] (p. 2449) ; *droit d'association des militaires* (p. 2450) ; Art. 8 : *Son amendement (interdiction faite aux militaires en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique)* (p. 2454) ; *son amendement (suspension de l'interdiction d'adhésion à un parti politique pendant la durée de la campagne électorale)* (p. 2454) ; Art. 9 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article et concernant le droit d'association* (p. 2457) ; *son amendement* (p. 2458) ; *son amendement relatif au rôle du chef* (p. 2454) ; *son amendement tendant à permettre aux militaires d'adhérer aux groupements non visés par l'alinéa premier du présent article ; obligation pour les militaires d'en informer leur chef de corps* (p. 2459) ; *ses amendements tendant à supprimer le troisième et le dernier alinéa de cet article* (p. 2459) ; Art. 26 : *Son amendement (changement de spécialité)* (p. 2460) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 2460) ; Art. 28 : *Son amendement concernant les sanctions statutaires* (p. 2460) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots. : « à l'exception de la nomination des sous-officiers ou des officiers mariniers dans les corps d'officiers »* (p. 2462) ; Art. 39, 44 et 72 : *Ses amendements* (p. 2463) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 1er : *Cas des petites épiceries de quartier* [17 mai 1972] (p. 1606) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Application de la loi de programme ; sa demande de dépôt du compte rendu d'application avant l'ouverture de la session budgétaire ; force de riposte nucléaire ; forces de manœuvre ; forces de sécurité générale ; gendarmerie et défense opérationnelle du territoire ; révision de la loi de programme et préparation des plans à long terme ; plan glissant, revisé annuellement ; sa question sur la planification militaire* [8 novembre 1972] (p. 4843) ; *information du Parlement des plans à long terme ; cohérence de nos*

forces armées avec notre force nucléaire stratégique ; aviation de combat ; aéronautique navale ; remplacement des Etendard sur nos porte-avions ; son souhait du maintien d'une aviation embarquée (p. 4848) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à la suppression de crédits pour l'alignement des porte-avions ; son refus de la version « navalisée » du Jaguar* (p. 4875) ; *retrait* (p. 4875) ; Après l'Art. 26 : *Son amendement insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement déposera chaque année sur les bureaux des assemblées le compte rendu de l'exécution de la loi de programme* (p. 4875) ; *adoption* (p. 4876) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'enseignement agricole ; exemple du lycée agricole de Rouillon dans la Sarthe ; carte scolaire* [15 novembre 1972] (p. 5194) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à modifier les conditions de nomination dans le grade d'enseigne de vaisseau de première classe des officiers provenant de l'école militaire de la flotte pour la promotion de 1969-1970* [6 décembre 1972] (p. 5949, 5950).

L'HUILLIER (Waldeck)

Député des Hauts-de-Seine
(1re circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'une assemblée de la région parisienne élue au suffrage universel et selon la représentation proportionnelle, **n° 324** [3 octobre 1968] ; retrait de cette proposition [2 avril 1971] (p. 833).

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 58-239 du 8 mars 1958 concernant la désignation des membres français à l'Assemblée unique des communautés européennes, **n° 1910** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à ramener de 120.000 à 30.000 le nombre minimum d'habitants d'une commune à partir duquel le conseil municipal de celle-ci est autorisé à voter des indemnités de fonction aux conseillers municipaux autres que le maire et les adjoints **n° 2039** [3 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à doter Paris d'un statut démocratique de « Ville-Capitale », **n° 2266** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au port autonome de Paris : *Rôle de la Seine dans la région parisienne ; ses observations sur le projet de 1882 « Paris, port de mer » ; question du port de Gennevilliers ; composition du conseil d'administration ; ressources des collectivités locales* [15 octobre 1968] (p. 3307, 3308) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste sur le projet de loi* (p. 3311) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la police nationale ; ses observations sur les événements de mai-juin ; indication que certains groupes policiers ont laissé construire des barricades ; occupation de la Sorbonne ; ne pas confondre les agitateurs avec la masse des étudiants et des lycéens ; force des manifestations syndicales ; crédits destinés aux forces du maintien de l'ordre ; protection civile ; projet tendant à la création d'un corps de sapeurs-pompiers à statut militaire ; problème des collectivités locales ; insuffisance des crédits ; dépenses d'investissement des communes ; avenir de la taxe sur les salaires ; juge anormal d'accorder, par voie réglementaire, des réductions d'impôts locaux, plus précisément de la patente ; précarité du régime fiscal des communes ; taxe locale d'équipement ; nécessité d'une véritable réforme de la fiscalité ; rôle de la caisse*

d'aide à l'équipement des collectivités locales ; désire savoir à combien s'élevaient le mois dernier les fonds libres des communes ; problème posé par le système des subventions forfaitaires [14 novembre 1968] (p. 4411 à 4414) ; *vote du groupe communiste* (p. 4433) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas* [27 novembre 1968] (p. 4899) ; *situation des collectivités locales ; « forfaitairisation » des subventions pour les constructions scolaires ; ses observations sur les manipulations successives subies par la taxe locale ; ressources affectées au fonds d'action rurale* (p. 4899, 4900) ; *son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « le versement visé au paragraphe premier ci-dessus sera rajusté chaque année proportionnellement à la majoration de la masse salariale »* (p. 4901) ; *rajustement annuel du versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires* (p. 4901) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 11 : *Taxe sur les salaires ; situation des collectivités locales ; désire savoir ce que deviennent les 2 % supplémentaires du produit de la taxe sur les salaires* [3 décembre 1968] (p. 5025).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes [6 décembre 1968] (p. 5176) : *Nécessité de remettre en ordre les textes régissant la recherche et le traitement des eaux ; insuffisance des réseaux d'assainissement ; mécanisme de répartition de l'impôt sur les ménages ; situation de la région parisienne ; agence financière Seine-Normandie ; augmentation du prix du mètre cube d'eau entre 1968 et 1969* (p. 5179, 5180).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la Région et du Sénat : *Prérogatives des communes et des départements ; puissance des monopoles ; élaboration du Plan ; date du référendum ; ses observations sur la consultation faite par le Gouvernement ; compétences régionales ; atteintes portées aux franchises communales et départementales ; réforme des finances locales ; taxe sur les salaires* [11 décembre 1968] (p. 5348, 5349) ; *ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 5349) ; *réforme du Sénat ; problème de la régionalisation ; élection des conseils régionaux au suffrage universel et à la représentation proportionnelle ; ses observations sur les départements ; préfet régional ; le parti communiste, partisan d'un échelon régional représentatif ; cas de la région parisienne ; transfert des charges ; exécutif régional devant être confié au président et au bureau du conseil régional ; rôle du représentant du Gouvernement en matière de contrôle de la légalité ; importance du problème de la fiscalité ; caisse régionale de prêts ; possibilité devant être donnée aux conseils régionaux de voter une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés ; modification de la caisse d'aide et d'équipement aux collectivités locales ; emprunt des conseils régionaux* (p. 5349 à 5352).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 56 : *Nécessité de diminuer la quote-part supportée par les patentables ; possibilité d'en reporter le montant sur les trois autres contributions locales ; charges pesant sur le petit commerce ; décentralisaiton industrielle ; méthodes de répartition de la taxe spéciale d'équipement ; nécessité d'une plus grande équité dans les contributions communales* [30 octobre 1969] (p. 3097) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Insuffisance des moyens mis au service des préfectures ; situation du personnel recruté pour pallier cette insuffisance ; réforme des catégorie C et D ; situation des anciens rédacteurs et chefs de bureau de préfecture ; police nationale ; urgence des besoins en équipement ; aide de l'Etat aux communes ; mécontentement des commerçants ; taxe sur les salaires ; fonds d'action locale ; taxe locale d'équipement ; problème des subventions ; possibilité d'exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée l'ensemble des travaux publics communaux et les œuvres sociales y compris les syndicats ouvriers ; redistribution des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; nécessité d'une fiscalité démocratique de l'Etat ; rôle de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales* [20 novembre 1969] (p. 4100 à 4102) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Discussion de ce projet ; ses observations sur sa proposition de loi ;*

ses observations sur les œuvres sociales des collectivités locales ; ressources financières des nouvelles collectivités ; tutelle sur le conseil ; aspects financiers des groupements ; ses observations sur les complications fiscales entraînées par la répartition des principaux ficlifs entre les parties extérieures et les parties intérieures de la zone [18 décembre 1969] (p. 5041, 5042) ; Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 5049) ; Ses explications de vote : *Son opposition à ce texte* (p. 5051) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Abus de la détention préventive ; ses observations sur la loi, dite « anticasseurs » ; caractère arbitraire de certains procédés utilisés par le Gouvernement ; moyens de répression du Gouvernement contre les forces ouvrières et démocratiques ; augmentation du mécontentement populaire ; réforme du régime de la liberté provisoire ; contrôle judiciaire ; rôle des juges d'instruction* [27 mai 1970] (p. 1990, 1991) ; *possibilité d'interdire à l'inculpé de se rendre en certains lieux ou de ne se rendre que dans des lieux déterminés par le juge d'instruction ; institution par la loi d'un véritable livret pénal ; absence d'efficacité pratique des mesures envisagées à l'encontre d'individus qui estimeront de leur intérêt de s'y soustraire ; extension du système de cautionnement ; possibilité donnée à un juge, pour neutraliser un citoyen, de l'obliger à changer de travail et de résidence* (p. 1991) ; *projet de loi remettant en question le principe de la présomption d'innocence ; réforme de la relégation ; indemnisation des victimes de détention abusive ; protection de la vie privée ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; ses observations sur le sursis simple et le sursis avec mise à l'épreuve ; possibilité pour le condamné de bénéficier de la présence d'un avocat chaque fois qu'il comparait devant le juge de l'application des peines ; nécessité d'assurer l'indépendance réelle du juge d'instruction à l'égard du Parquet ; nécessité d'une réforme qui mettrait sur un pied d'égalité les droits de l'inculpé à l'égard du dossier et ceux du procureur qui doit être ramené au rang d'un justiciable commun ; ses observations sur la bourgeoisie* (p. 1992, 1993) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour le huitième alinéa* (7°) *de cet article : « Remettre au greffe le passeport en échange d'un récépissé »* (p. 2008) ; *ses observations sur la possibilité de retirer tous documents d'identité et d'instituer une espèce de livret pénal* (p. 2008) ; *remise du passeport ; possibilité pour l'intéressé de conserver les autres pièces d'identité* (p. 2008) ; *son amendement tendant, dans le dixième alinéa* (9°) *du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « notamment les... »* (p. 2009) ; *Limitation de la mesure aux personnes ayant un rapport précis avec l'infraction* (p. 2009) ; Après l'Art. 1er : *Suppression des pouvoirs qu'exerce le préfet en matière de police judiciaire ; principe de la séparation des autorités administratives* [28 mai 1970] (p. 2038) ; *problème de la garde à vue ; interdiction devant être faite aux services de police d'interroger n'importe quelle personne sans garanties efficaces de la liberté individuelle* (p. 2039) ; Après l'Art. 9 : *indemnité de la défense* (p. 2044) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « la Cour de sûreté de l'Etat est supprimée ; ses attributions sont transférées aux tribunaux correctionnels et aux cours d'assises en matière criminelle »* (p. 2048) ; *ses observations sur la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2049) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à abroger les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 16 de cette loi* (p. 2051) ; *délai de garde à vue en matière politique* (p. 2051) ; Art. 29 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant après les mots : « le même droit appartient à l'inculpé » à supprimer la fin du texte proposé pour le deuxième alinéa de cet article* (p. 2065) ; *exercice des droits de recours* (p. 2065) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « sans audition des parties ni de leurs conseils » les mots : « après audition des parties et de leurs conseils »* (p. 2065) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2067) ; Art. 371 du Code pénal : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2078) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2078) ; Art. 372 du Code pénal : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2078) ; *son amendement tendant à supprimer la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet*

article (p. 2078) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2078) ; *répression de la tentative de délit ; ses observations sur les bandes sonores et les photographies* (p. 2078) ; en deuxième lecture, du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [25 juin 1970] (p. 3098) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « qui est portée à 50 % du prix du logement, toutes dépenses confondues»* [10 juin 1970] (p. 2466) ; *diminution des charges foncières grevant par la suite la construction de logements sociaux* (p. 2466) ; Art. 24 : *Ses observations sur les pavillons achetés par les « marchands de sommeil »* (p. 2468) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (budget du fonds d'action sociale, contribution spéciale perçue au taux de 2 % assise sur les salaires, traitements, indemnités versés par les employeurs de main-d'œuvre étrangère)* (p. 2470) ; *nécessité d'apporter aux communes les ressources nécessaires ; relogement des occupants* (p. 2470) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (statut applicable dans les hôtels meublés)* (p. 2471) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « pour la région parisienne les offres de relogement sont faites conformément aux dispositions de l'article premier de l'arrêté du 1er octobre 1968 »* (p. 2472) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Problèmes posés par le phénomène de la croissance urbaine ; système de gestion des agglomérations nouvelles ; problème du financement ; ses observations sur les syndicats intercommunaux ; ressources financières des nouvelles collectivités ; vote de l'impôt par des assemblées non élues* [25 juin 1970] (p. 3106) ; Art. 10 : *Problème posé aux communautés urbaines quand elles ont fait appel au Fonds d'action locale* (p. 3110) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME) : *Ses observations sur la mort de cinq travailleurs africains à Aubervilliers ; problème des bidonvilles ; ses observations sur les « micro-bidonvilles » installés dans des pavillons vétustes ; problème de l'insalubrité ; politique d'accueil du Gouvernement* [4 novembre 1970] (p. 5125) ; *ses observations sur le foyer africain de Pierrefitte* (p. 5125) ; *violation par le patronat des contrats de travail et des conventions internationales ; situation des travailleurs immigrés ; nécessité de répartir dans chaque région et chaque département les logements ; réforme du fonds d'action sociale ; nécessité que le patronat contribue par priorité au financement des logements sociaux pour les travailleurs immigrés moyennant une taxe spéciale de deux pour cent du montant des salaires : problème de l'envoi d'économies à leur famille par les immigrés travaillant en métropole* (p. 5126, 5127) ; *rôle des municipalités communistes contre les îlots insalubres* [5 novembre 1970] (p. 5160) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Fonctionnement des préfectures ; son désir de connaître le nombre exact des agents départementaux mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur pour accomplir des tâches relevant de la compétence de l'Etat ; titularisation des auxiliaires ; transformations d'emplois d'agents de bureaux en emplois de commis ; relèvement indiciaire des agents administratifs supérieurs ; réforme statutaire des cadres A ; indemnités accordées aux brigadiers et aux officiers de police ; situation des retraités ; problème des effectifs ; situation des détachés ; dégradation de la situation financière des collectivités locales* [9 novembre 1970] (p. 5429) ; *réduction du montant des subventions ; restitution de la T.V.A. perçue par l'Etat sur les dépenses des communes, des organismes paramunicipaux et des œuvres sociales ; réforme des finances locales ; ses observations sur la patente et la contribution mobilière ; nécessité de créer une contribution mobilière sur la valeur locative des locaux à usage d'habitation et une contribution professionnelle fondée sur le chiffre d'affaires et le bénéfice réel ; indication des mesures préconisées par le parti communiste ; portée de la réforme des structures locales ; attributions des Coder ; augmentation du nombre des conseillers municipaux ; nécessité de mettre fin à la gratuité de la fonction municipale* (p. 5430, 5431) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Allégement de la tutelle ; modernisation de la fonction municipale ; histoire des municipalités ; leur rôle ; ses observations sur Paris ; nombre des syndicats intercommunaux ; rôle des fonctionnaires et des techniciens* [25 novembre 1970] (p. 5898) ; *ses observations sur l'œuvre de Henri Sellier en matière d'H.L.M. et d'urbanisme ; découpage des circonscriptions ; système électoral ; gratuité des fonctions municipales ; importance du nombre des communes ; ses observations sur la constitution de Coder élargies ; question des districts ; autonomie financière des communes ; impopularité de la patente et de la contribution mobilière* (p. 5899) ; *création d'une véritable caisse autonome de prêts et d'équipement aux collectivités locales ; coopération intercommunale ; rôle des syndicats de communes* (p. 5900) ; Art. 48 du Code de l'administration communale : *Ses amendements tendant à supprimer le sixième alinéa* (5°) *et le septième alinéa* (6°) *du texte proposé pour cet article* (p. 5910) ; *ses observations sur les sociétés d'économie mixte* (p. 5910, 5911) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte prévu pour l'article 49 du Code de l'administration communale à substituer aux mots : « délai de trois mois » les mots : « délai d'un mois »* (p. 5914) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévu pour cet article 49 du Code d'administration communale* (p. 5915) ; Art. 4 et 5 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 5916, 5917) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 75* bis *du Code de l'administration communale par le nouvel alinéa suivant : « le maire doit rendre compte au conseil municipal à la session suivante »* (p. 5918) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 141 du Code de l'administration communale (nature juridique du syndicat de communes ; conditions de création d'un syndicat de communes)* (p. 5921) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 142 du Code de l'administration communale (conditions prévues par l'autorisation de constitution d'un syndicat)* (p. 5922) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 146 du Code de l'administration communale (réunion du comité en session ordinaire et en session extraordinaire)* (p. 5923) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux derniers alinéas de l'article 147 du Code de l'administration communale (délibération des conseils municipaux conformément aux dispositions des articles 142* bis *et 145* bis *; envoi de la copie de certains documents aux conseillers municipaux des communes syndiquées)* (p. 5924) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 151 du Code de l'administration communale (vie du syndicat)* (p. 5924) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi remplaçant la contribution des patentes par une taxe professionnelle établie en fonction du chiffre d'affaires et des bénéfices industriels et commerciaux et créant une contribution mobilière sur la valeur locative des locaux à usage d'habitation qui tienne compte des ressources familiales)* [9 décembre 1970] (p. 6300, 6301).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à la politique en matière d'informatique [11 décembre 1970] (p. 6499, 6500, 6501).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative au financement des budgets locaux : *La présentation du rapport sur le financement des budgets locaux ; l'insuffisance des ressources des collectivités locales ; le système archaïque et injuste des centimes additionnels ; le transfert des charges effectuées par l'Etat ; l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement ; la nécessité d'une réforme générale de la fiscalité locale* [23 avril 1971] (p. 1428) ; *la réduction des attributions sur la part de la taxe sur les salaires ; la non-application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; la part imputée aux collectivités locales en matière de financement des équipements collectifs dans les options du VI^e Plan* (p. 1428, 1429).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Rôle de la commune ; attachement des Français aux libertés communales ; différence entre la décentralisation et la déconcentration* [1^er

juin 1971] (p. 2247) ; *limitation de l'autonomie municipale ; charges des collectivités locales ; problème du remboursement de la T.V.A. ; rôle du préfet ; politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 2248) ; *analyse des dispositions envisagées par le projet de loi ; financement des équipements locaux ; mise en place d'une caisse autonome de prêts et d'équipement aux collectivités locales ; possibilité de créer une contribution établie sur le chiffre d'affaires et le bénéfice réel, et une contribution mobilière sur la valeur locative des locaux à usage d'habitation* (p. 2249) ; *conditions d'une véritable réforme des structures communales* (p. 2250) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* [2 juin 1971] (p. 2299) ; *ses observations sur les districts* (p. 2299) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2300) ; *retrait de son amendement* (p. 2300) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du premier alinéa de cet article* [3 juin 1971] (p. 2324) ; *pression du préfet* (p. 2324) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier paragraphe de cet article* (p. 2327) ; *pouvoirs excessifs des préfets ; retrait de son amendement* (p. 2327, 2328) ; Après l'Art. 7 : *Ses observations sur les dispositions relatives au personnel dans le cas de création de communautés urbaines ; nécessité que le personnel ne soit pas victime de compressions d'effectif consécutives au regroupement* (p. 2330) ; Ses explications de vote : *Pouvoirs des préfets ; nécessité de réviser nos structures locales ; remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales ; statut de la ville de Paris ; son vote* (p. 2344) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Après l'Art. 14 : *Sociétés coopératives d'H.L.M. ; retrait de l'amendement de M. Ducoloné* [12 juin 1971] (p. 2807) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Méthodes de travail de l'Assemblée Nationale ; concentration urbaine : problème foncier ; réalisations des pays socialistes en matière d'urbanisme ; spéculation en France* [12 juin 1971] (p. 2842) ; *profits réalisés par l'aménagement du rond-point de La Défense ; problème des servitudes ; nécessité de permettre aux autorités expropriantes d'acquérir des terrains à un prix non spéculatif ; lenteur des opérations d'expropriation ; prix fonciers ; création d'une véritable caisse d'aide et d'équipement aux collectivités locales* (p. 2843) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [23 juin 1971] (p. 3353);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Valeur des terrains ; rôle des services des domaines ; délai nécessaire pour le déroulement de la procédure* [24 juin 1971] (p. 3399, 3400) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Après l'Art. 21 : *Composition des bureaux d'aide sociale* [7 octobre 1971] (p. 4391) ; en deuxième lecture : *Champ d'application de l'aide judiciaire partielle ; indemnité de l'auxiliaire de justice ; son vote* [10 décembre 1971] (p. 6646) ; Art. 6 : *Aide judiciaire au profit des travailleurs immigrés* (p. 6649).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Feix, Marette, Carpentier, Ducray et Claudius-Petit relatives aux travailleurs immigrés : *Situation de Gennevilliers au regard de la concentration des travailleurs immigrés et des « marchands de sommeil » ; afflux des enfants dans les écoles ; création de classes de rattrapage et de francophonisation fondées sur les moyens audio-visuels modernes ; relogement des travailleurs en surpeuplement dans les foyers des services de l'immigration d'autres communes ; rôle joué par les gouvernements exportateurs de main-d'œuvre* [15 octobre 1971] (p. 4629, 4630, 4632).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des collectivités locales ; sous-équipement de ces collectivités ; transfert des charges ; diminution du pourcentage des subventions ; problème de la patente ; regroupement de communes ; non-remboursement de la T.V.A. sur les investissements et les*

collectivités locales [10 novembre 1971] (p. 5613) ; *augmentation des impôts locaux* (p. 5614) ; *charges de l'informatique qui incombent aux communes* (p. 5619).

Mise au point au sujet du vote de M. Garcin sur l'ensemble du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale [2 décembre 1971] (p. 6322).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, Art. 527 du Code de procédure pénale : *Notification de l'ordonnance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception* [2 décembre 1971] (p. 6326) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 53 : *Son amendement tendant à supprimer le quatorzième alinéa (9°) de cet article* [9 décembre 1971] (p. 6582) ; Art. 68 : *Nécessité d'éviter la pénétration d'intérêts capitalistes dans la profession* (p. 6592) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Objectifs du VI^e Plan ; communautés urbaines* [26 avril 1972] (p. 1051) ; *rôle des départements ; pouvoirs du préfet de région ; composition du conseil régional ; comité économique, social et culturel ; représentation des petites communes au conseil régional : transfert des recettes* (p. 1052) ; *personnel régional ; nationalisation de certains secteurs clés de l'économie nationale ; création de conseils régionaux élus au suffrage universel ; possibilité de voter une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés ; modification de la caisse d'aide et d'équipement aux collectivités locales ; création de directions régionales au sein des grands services publics nationaux* (p. 1053, 1054) ; Art. 1^er : *Son amendement tendant à ce que les régions soient des collectivités territoriales* (p. 1071) ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'élection du conseil régional au suffrage universel et à la représentation proportionnelle* [27 avril 1972] (p. 1106) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (élection par le conseil régional de son bureau)* (p. 1115) ; Art. 7 : *Son amendement relatif à l'élaboration du Plan* (p. 118) ; Art. 13 : *Son amendement (rôle du bureau du conseil)* (p. 1139) ; *rôle de l'exécutif du conseil régional* (p. 1139) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 1144) ; *suppression des trois taxes additionnelles* (p. 1144) ; Art. 18 : *Caractère anti-démocratique du district de la région parisienne* (p. 1152) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 1157) ; en deuxième lecture : *lien entre le phénomène régional et la planification démocratique ; pouvoir du conseil régional ; péréquation entre les régions ; réforme des finances locales* [13 juin 1972] (p. 2417) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 503 du Code de l'administration communale : *Méthodes de travail de l'Assemblée* [31 mai 1972] (p. 2044) ; Art. 8 : *Péréquation générale des notes* (p. 2058) ; Ses explications de vote (p. 2060) ; en deuxième lecture, ses explications de vote [22 juin 1972] (p. 2763) ; en quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe communiste* [1^er juillet 1972] (p. 3115, 3116) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Retard du projet de loi ; rappel de la position du parti communiste pour une amnistie pleine et entière ; rappel de la question orale en mars 1972 de M. René Lamps, de la proposition de loi adoptée par le Sénat le 16 mai 1972 ; refus d'assurer aux commerçants une véritable protection sociale et de mettre fin au développement anarchique des magasins à grande surface* [17 octobre 1972] (p. 4183) ; *difficultés des exploitants familiaux ; garantie d'un avenir professionnel ; date d'application du texte (3 octobre 1972) ; amendement du groupe communiste tendant à ce que soient incluses dans le champ d'application de la loi d'amnistie les infractions qui ont été punies d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à dix-huit mois* (p. 4184) ; Art. 4 : *Son amendement (application de la présente loi à toutes sanctions ou mesures administratives prononcées à l'occasion des faits énumérés à l'article 1^er, y compris au retrait du permis de conduire)* (p. 4196) ; Art. 5 : *Son amendement au deuxième alinéa (1°) de l'article 5 substituant aux mots : « un an sans sursis » les mots : « dix-huit mois sans sursis » devenu sans objet* (p. 4190) ; en deuxième lecture, Art. 1^er : *Date limite de l'amnistie* [22 novembre 1972] (p. 5585).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales [20 octobre 1972] (p. 4273) : *Difficultés des communes pour financer les équipements publics indispensables* (p. 4275) ; *taux de la T.V.A. ; règle du butoir : décret d'application de la loi du 6 janvier 1966* (p. 4276) ; *endettement des communes* (p. 4276, 4281) ; *travaux de la commission Pianta* (p. 4276, 4281) ; *réforme des finances locales prévue pour 1974* (p. 4276).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Deux tiers des crédits de fonctionnement consacrés à la police nationale ; problème des collectivités locales et mécontentement des élus locaux ; remboursement de la T.V.A. ; impôt sur le progrès ; problème des finances locales ; situation des communes minières et des communes hébergeant de la main-d'œuvre immigrée ; taxe sur les salaires ; décret d'application sur la règle du butoir* [7 novembre 1972] (p. 4782) ; *future taxe professionnelle ; mesures envisagées dans le programme commun de Gouvernement de la gauche (autonomie des activités locales, suppression de la T.V.A., politique foncière démocratique) ; application de la loi du 16 juillet 1971 sur le regroupement communal ; vote du groupe communiste contre ce budget* (p. 4783) ; Art. 57 : *Explications du vote du groupe communiste sur cet article ; utilisation abusive de la télévision par la majorité ; remboursement de la T.V.A. aux communes ; progression du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; vote contre ce projet de budget* (p. 4805, 4806) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Fonds d'action locale* [6 décembre 1972] (p. 5947) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Groupe communiste non opposé à cette proposition de loi mais aurait préféré une réforme complète et démocratique du Code électoral ; mode de scrutin : découpage de certaines circonscriptions, problème de ressources des candidats et des origines des fonds électoraux ; utilisation de l'O.R.T.F. ; truquage dans les départements et les territoires d'outre-mer* [12 décembre 1972] (p. 6065) ; *groupe communiste votera ce texte* (p. 6066) ; Art. unique : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement instituant un contrôle dans les communes de plus de 30.000 habitants ; O.R.T.F. monopolisé ; représentation proportionnelle ; propose la suppression du deuxième alinéa de l'article* (p. 6070) ; Art. additionnels : *Ses observations à l'amendement de M. Icart complétant l'article L 51 du Code électoral (répression de l'affichage « sauvage ») ; cas d'un candidat qui aura pu faire coller hors des panneaux électoraux les affiches d'un adversaire* (p. 6072) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Discussion d'urgence et tardive ; relèvement des indemnités ; statut général de l'élu local ; sa proposition d'abrogation de l'article 84 du Code de l'administration communale qui prévoit la gratuité des fonctions municipales ; gestion par les notables ; contribution de l'Etat à la retraite; affiliation des anciens maires et adjoints ; nécessité de réétudier les barèmes et les taux envisagés pour cette retraite qui devrait être réversible ; obligation de l'affiliation ; groupe communiste votera ce projet* [15 décembre 1972] (p. 6280) ;

— en quatrième et dernière lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Vote du groupe communiste* [20 décembre 1972] (p. 6385).

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 (*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi portant amnistie (n° 4), **n° 50** [18 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale pour l'accomplissement d'actes ou de formalités qui devaient être effectués par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie (n° 125) ; 2° tendant à assurer la protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés (n° 135) ; 3° tendant à modifier et à compléter les lois n° 63-1218 du 11 décembre 1963 et n° 66-485 du 6 juillet 1966 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés (n° 317), **n° 535** [13 décembre 1968].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur : Evolution législative ; portée du projet actuel ; élargissement du champ d'application de l'amnistie ; caractères du projet gouvernemental ; infractions commises avant et après le 3 juillet 1962 ; sanctions disciplinaires ou professionnelles ; problème de la réintégration dans les ordres civils et militaires ; réintégration dans les titres, grades et fonctions ; compétence de la Cour de sûreté de l'Etat ; signification de l'amnistie ; événements survenus dans les départements et dans les territoires d'outre-mer ; situation d'anciens résistants ; infractions commises par des militaires ; fraudes électorales commises avant le 1er janvier 1968* [23 juillet 1968] (p. 2469 à 2471) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 2476) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (compétence de la chambre de contrôle de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat)* (p. 2477); *ses observations sur son amendement* (p. 2478) ; Art. 4 : *Rétablissement des titres, grades et fonctions ; problème des avantages attachés aux fonctions* (p. 2478) ; *ses observations sur les amendements de MM. Sthelin, Defferre et Delachenal* (p. 2480) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 2485) ; *cas des militaires ; situation des objecteurs de conscience* (p. 2485) ; *problème relatif aux départements et territoires d'outre-mer ; ses observations sur les fraudes électorales* (p. 2486) ; *ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 2488) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie pour fautes passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles)* (p. 2489) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2489) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (cas où une contestation concerne des condamnations pénales définitives ; application de l'article 778, alinéas 2 et 3 du Code de procédure pénale)* (p. 2489) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (réintégration dans le droit à pension)* (p. 2489) ; *amnistie dans les territoires et départements d'outre-mer* (p. 2490) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre 1er : d'une amnistie générale de toutes infractions commises en relation avec les événements d'Algérie »* (p. 2491) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre II : autres mesures d'amnistie »* (p. 2491) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Réfor-*

me judiciaire ; crise de la magistrature ; carte judiciaire ; problème de la Loire ; réforme régionale [8 novembre 1968] (p. 4172) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Question des rapatriés ; leur situation dramatique ; leur indemnisation ; ses observations sur les propositions de loi déposées à l'Assemblée Nationale ; possibilité de procéder à l'évaluation des droits et des patrimoines ; agence de défense des biens pouvant être habilitée à délivrer des certificats de consistance ; octroi de prêts complémentaires aux bénéficiaires de prêts de réinstallation* [14 novembre 1968] (p. 4400, 4401) ;

— du projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, en qualité de *Rapporteur suppléant : Son souhait de voir se poursuivre l'œuvre de codification ; commission formant le vœu que le Gouvernement fasse valider les codes parus depuis 1958 ; codification des textes concernant les juridictions administratives ; rédaction d'un Code de la justice et de la procédure administrative* [21 novembre 1968] (p. 4790, 4791) ; Art. unique : *Retrait de l'amendement de M. Charles Bignon* (p. 4792).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Aide apportée à l'équilibre territorial par le secteur des métiers ; importance de l'artisanat rural ; nécessité d'éviter certaines tracasseries parafiscales* [29 novembre 1968] (p. 4989, 4990) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme régionale ; maintien des collectivités de petites dimensions ; étapes de la régionalisation ; réforme communale ; ses observations sur le citoyen ; équilibres financiers des collectivités régionales et communales ; problème de la fiscalité locale* [13 décembre 1968] (p. 5480, 5481).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnel par correspondance, Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article : « Dans le cas d'offre anonyme les directions départementales du travail et de la main-d'œuvre pourront, sur simple demande de leur part, obtenir du directeur de la publication les renseignements visés à l'alinéa précédent concernant l'employeur »* [18 décembre 1968] (p. 5651) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5651).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant ces stations : *Assouplissement des règlements actuels pour les équipements de faible puissance ; suppression de la redevance d'utilisation ; cas des jouets télécommandés* [9 octobre 1969] (p. 2584).

Répond à la question orale sans débat de M. Cermolacce relative à la création d'une société mixte et d'une société privée dans le secteur aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3528).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Caractère d'établissement public, industriel et commercial de l'Office ; position de l'Office en matière fiscale ; amélioration de la gestion ; introduction d'une comptabilité analytique d'exploitation ; droits et obligations réciproques de l'Etat et de l'Office ; création d'une commission chargée d'étudier la réforme du statut de l'O.R.T.F. ; instauration à l'Office de la responsabilité et de l'émulation ; objectivité de la télévision ; compétitivité entre les chaînes ; décentralisation des fonctions de création et de gestion ; ses observations sur le fait que le directeur général adresse aux directeurs de l'information des directives élaborées par le conseil d'administration ; décloisonnement de l'information ; problème de la décentralisation ; crédits des stations régionales ; ses observations sur les îles Wallis et Futuna ; centre émetteur de Nouméa ; ses observations sur l'émetteur de Tahiti ; rôle des préfets ; formation du téléspectateur ; problème de la redevance ; ses observations sur le centre de Rennes ; délai pendant lequel les usagers peuvent réclamer à l'Office les sommes qui ont été versées à tort à ce titre ; recettes de la publicité ; créations d'emplois ; politique*

immobilière de l'Office ; politique commerciale de l'Office ; mandarinat des réalisateurs ; organisation de la profession de réalisateur ; crise de la radiodiffusion ; taux spécial des redevances pour les débits de tabac ; installation d'un relais à Sannois [21 novembre 1969] (p. 4227 à 4231) ; Après l'Art. 49 : *Plan d'investissement de l'Office ; problème des zones d'ombre* (p. 4232, 4233) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION : *Aide de l'Etat à la presse ; comité interministériel pour l'information ; constitution de services d'information au sein de chaque administration ; privilèges fiscaux et privilèges de tarifs dont bénéficie la presse ; ses observations sur l'article 39* bis *du Code général des impôts qui admet en franchise d'impôt les bénéfices réinvestis dans l'entreprise dans les cinq ans qui suivent leur réalisation ; coût réel des avantages postaux ; société nationale des entreprises de presse ; société des actualités françaises ; agence France-Presse* [22 novembre 1969] (p. 4250 à 4252) ; *création d'une agence de l'image ; crédit du fonds culturel ; ses observations sur la foire internationale d'Osaka ; problème posé pour la presse par le droit d'établissement dans le Marché commun ; création d'un conseil supérieur de la presse ; devoirs de l'Etat vis-à-vis de l'information ; ses observations sur l'article 39* bis *du Code général des impôts* (p. 4253, 4254) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant modifiant les articles 4 et 5 de l'annexe IV de la convention du 28 décembre 1858 additionnelle au traité de délimitation de la frontière du 2 décembre 1856 entre la France et l'Espagne, signé à Paris le 15 mars 1968 : *Ses observations sur ce texte* [27 novembre 1969] (p. 4400) ;

— du projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé adoptés le 23 mai 1967 : *Composition du conseil exécutif ; ses observations sur cette organisation* [27 novembre 1969] (p. 4401) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968 : *Evolution de la législation fiscale de l'Algérie ; quitus fiscal ; élimination des doubles impositions ; problème des entreprises françaises ; cas des biens dits vacants ; coopération ; régime fiscal des hydrocarbures* [27 novembre 1969] (p. 4402, 4403) ; *problème du vin* (p. 4403) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969 : *Régime d'imposition des entreprises françaises installées en Inde ; principe de l'égalité fiscale ; nécessité d'éviter les doubles impositions* [27 novembre 1969] (p. 4404, 4405) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions concernant la réassurance : *Exonération de la T.V.A. pour les courtiers français de réassurance ; système des « cessions légales »* [27 novembre 1969] (p. 4405).

Répond à la question orale sans débat de M. Edouard Charret relative à la construction de l'aéroport de Lyon-Satolas [17 décembre 1969] (p. 5007, 5008).

Répond à la question orale sans débat de M. Durafour relative à la dégradation de la voirie par les travaux souterrains [17 décembre 1969] (p. 5011, 5012).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, signé à Bonn le 9 juin 1969 : *Marché des capitaux en France* [17 décembre 1969] (p. 5017) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la prescription des actions prévues par le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal :

Ses observations sur ce texte [19 décembre 1969] (p. 5103).

Répond à la question d'actualité de M. Nilès relative à la journée du 8 Mai [10 avril 1970] (p. 946).

Répond à la question d'actualité de M. Benoist relative au service de santé scolaire [29 avril 1970] (p. 1376, 1377).

Répond à la question orale sans débat de M. Ansquer relative aux prestations familiales des accidentés du travail [29 avril 1970] (p. 1379).

Répond à la question orale sans débat de M. Xavier Deniau relative à l'extension aux sociétés de chasse de la notion d'exploitations agricoles [29 avril 1970] (p. 1380).

Répond à la question d'actualité de M. Germain relative à l'installation du théâtre de Peter Brook au Mobilier national [6 mai 1970] (p. 1549).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale sur l'exercice de la pêche, dans l'Atlantique Nord, ouverte à la signature à Londres le 1er juin 1967, signée par la France le 26 juillet 1967 : *Etablissement des normes destinées à faciliter la circulation des bateaux ; établissement des règles qui doivent faciliter les activités de pêche des ressortissants ; champ d'application de la convention* [21 mai 1970] (p. 1844).

Répond à la question orale sans débat de M. Spénale relative à l'aide aux agriculteurs [22 mai 1970] (p. 1899, 1900).

Répond à la question orale sans débat de M. Roucaute relative au blocage des prêts du Crédit agricole [22 mai 1970] (p. 1900, 1901).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à la retraite des veuves [22 mai 1970] (p. 1901).

Répond à la question orale sans débat de M. Rossi relative à la politique en faveur des personnes âgées [22 mai 1970] (p. 1902).

Répond à la question d'actualité de M. Fiévez relative aux revendications du personnel des P.T.T. [29 mai 1970] (p. 2150).

Répond à la question d'actualité de M. Joanne relative à la répercussion en Charente-Maritime du déficit de la Sécurité sociale [29 mai 1970] (p. 2152).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Foyer : *Discussion du projet de loi sur l'indemnisation des rapatriés* [4 juin 1970] (p. 2239).

Répond à la question d'actualité de M. Hubert Germain relative à l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 [5 juin 1970] (p. 2287).

Répond à la question d'actualité de M. Brocard relative à l'interdiction du film « Les Cadets de Saumur » [5 juin 1970] (p. 2287, 2288).

Répond à la question d'actualité de M. Flornoy relative à l'aide au peuple péruvien [5 juin 1970] (p. 2289).

Répond à la question orale sans débat de M. Rossi relative à la Convention des droits de l'homme et du citoyen [5 juin 1970] (p. 2292).

Répond à la question orale sans débat de M. Delorme relative à la Faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence [5 juin 1970] (p. 2294, 2295).

Répond à la question d'actualité de M. Neuwirth relative à la concentration des entreprises [12 juin 1970] (p. 2570).

Répond à la question d'actualité de M. Xavier Deniau relative à l'aide au peuple roumain [12 juin 1970] (p. 2571).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à la grève des personnels des services des finances [12 juin 1970] (p. 2572).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Guillermin* [12 juin 1970] (p. 2582) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où l'indemnisation obtenue est inférieure à celle à laquelle la personne dépossédée aurait droit en application de la présente loi)* (p. 2583) ; *assiette de l'indemnité* (p. 2583) ; en troisième et dernière

lecture : *Ses remerciements ; importance du texte* [30 juin 1970] (p. 3331) ; *ses observations sur les décrets d'application du texte* (p. 3332).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchier relative au reclassement du personnel licencié de certaines caisses mutuelles [19 juin 1970] (p. 2874, 2875).

Répond à la question d'actualité de M. Caldaguès relative à la sauvegarde des Temples d'Angkor [19 juin 1970] (p. 2877).

Répond à la question orale sans débat de M. Arthur Moulin relative au contrôle médical de la Sécurité sociale [19 juin 1970] (p. 2883).

Répond à la question orale sans débat de M. Durieux relative aux suites données au rapport de la Cour des comptes [19 juin 1970] (p. 2884).

Répond à la question orale sans débat de M. Claude Delorme relative à l'enseignement de la natation [19 juin 1970] (p. 2889, 2890, 2891).

Répond à la question orale avec débat de M. Claude Guichard relative à l'autonomie des universités : *Bases de la loi d'orientation : autonomie, participation, pluridisciplinarité ; mise en place des nouvelles universités ; importance du problème des statuts ; mission de formation et d'orientation des universités ; recyclage et éducation permanente ; nécessité de favoriser l'effort de restructuration des universités ; mise en œuvre de l'autonomie pédagogique ; problème des diplômes nationaux ; préparation de l'autonomie financière ; décret du 14 juin 1969 entrant en vigueur dès le 1er janvier 1971 ; contrôle de l'Etat sur les instituts universitaires de technologie et les crédits attribués aux unités médicales* [19 juin 1970] (p. 2891, 2892, 2893) ; *centre de Marseille-Luminy ; observations de M. Delorme à propos des études médicales ; réponse à M. Barel* (p. 2894, 2895).

Répond à la question d'actualité de M. Ducoloné relative à la fermeture de l'Opéra [26 juin 1970] (p. 3175).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative aux incidences de la T.V.A. sur les travaux départementaux et communaux [26 juin 1970] (p. 3177).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à l'encadrement du crédit [26 juin 1970] (p. 3178).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à l'implantation de magasins à grande surface [26 juin 1970] (p. 3179).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [30 juin 1970] (p. 3337) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 462 réprimant le détournement d'aéronef : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1970] (p. 3338).

Répond à la question d'actualité de M. Bayou relative à l'importation de vins algériens [9 octobre 1970] (p. 4228, 4229).

Répond à la question orale sans débat de M. Cousté relative aux liaisons par autoroutes et turbotrains [9 octobre 1970] (p. 4229, 4230).

Modification de l'ordre du jour en raison des obsèques de M. Edmond Michelet [9 octobre 1970] (p. 4240).

Répond à la question orale avec débat de M. Brugnon relative aux abattoirs de La Villette : *Proposition de résolution de M. Brugnon tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire* [16 octobre 1970] (p. 4397) ; *historique de la question ; problème posé par les abattoirs de La Villette dès le début du siècle ; décision prise par le conseil municipal de Paris de construire un abattoir moderne sur l'emplacement des anciens abattoirs dès 1957 ; surcapacité des abattoirs de La Villette due à l'évolution des abattages et du commerce de la viande* (p. 4397, 4398, 4399, 4400) ; *les deux solutions proposées par l'Etat à la Ville de Paris ; le choix de celle-ci entraînant le transfert des terrains à l'Etat qui fait sienne la poursuite de l'opération* (p. 4398) ; *construction de salles de vente légères à Rungis* (p. 4398, 4400) ; *maintien de l'abattoir en fonctionnement*

avec l'objectif de supprimer le déficit d'exploitation d'ici à deux ans ; réalisation sur les terrains libres et les installations d'une opération d'urbanisme destinée à couvrir le déficit global (p. 4398, 4400) ; *nécessité de réaliser une vaste opération de salubrité publique dans le secteur de la viande ; évolution du devis initial de 1956 ne concernant qu'un abattoir traditionnel et les évolutions ultérieures concernant la construction d'un abattoir moderne, les installations frigorifiques et une salle des ventes* (p. 4399) ; *modernisation de Paris* (p. 4400) ; *nécessité de changer les rapports de Paris et de l'Etat* (p. 4401).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION : *Efficacité de la diffusion des publications ; système de diffusion et de routage par ordinateur ; ses observations sur la documentation française ; informations menées par les administrations par l'intermédiaire de l'O.R.T.F. ; ses observations sur le choix des thèmes et l'établissement des programmes ; inventaire général des publications ; aide de l'Etat à la presse ; ses observations sur les avantages postaux ; utilisation des sommes inscrites au fonds culturel ; leur rentabilité en ce qui concerne la diffusion de notre presse à l'étranger* [23 octobre 1970] (p. 4623) ; *développement de nos exportations de presse ; statut de la presse ; sociétés de rédacteurs ; rôle de l'Etat en matière d'information ; Société nationale des entreprises de presse ; société financière de radiodiffusion : Agence France-Presse ; agence de l'image ; ses observations sur le domaine de l'audiovisuel ; responsabilités de l'Etat vis-à-vis de l'information* (p. 4624) ; *ses observations sur « Actualité-service » et « Actualité document »* (p. 4624, 4625) ; Après l'Art. 77 : *Société nationale des entreprises de presse ; publicité des bilans de cette société et de ses filiales ; mission de la S.N.E.P.* (p. 4625, 4626) ; OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les paroles de M. Delorme* [16 novembre 1970] (p. 5604) ; *aménagement de l'ordre du jour* (p. 5605) ; *augmentation de la redevance ; problème des charges de l'Office ; création d'un radioservice diffusé dans la région parisienne ; réalisation d'émissions saisonnières ; augmentation du volume d'émissions de France-Culture ; durée des programmes régionaux ; ressources de l'O.R.T.F. ; couverture du territoire par la deuxième chaîne ; durée des programmes nationaux de télévision ; ressources provenant de la publicité de marque ; accroissement de la productivité de l'O.R.T.F. ; rôle international de l'Office ; décentralisation régionale ; problème des regroupements immobiliers ; ses observations sur la troisième chaîne ; accroissement du nombre de comptes de télévision ; problèmes de l'emprunt et des recettes commerciales de l'O.R.T.F. ; ses observations sur ses ventes* (p. 5606, 5607) ; *augmentation du taux de la redevance ; se demande si l'O.R.T.F. peut faire des économies ; coût de certaines émissions ; coût de la perception de la redevance ; rapport Paye ; réorganisation des structures de l'Office ; problème de l'application de la T.V.A. ; fonctionnement de l'O.R.T.F. après la mise en place de nouvelles structures ; harmonisation des programmes des différentes chaînes* (p. 5608) ; *établissement de la grille et du plan des programmes ; rôle du bureau central des textes et projets d'émissions ; extension du « compte unique » ; exonération de la taxe au profit des maisons de retraite et hôpitaux ainsi qu'au profit des auditeurs âgés de plus soixante-cinq ans ; compression des dépenses de l'Office ; problème de la couverture du territoire par la première et la deuxième chaîne ; ses observations sur les difficultés des zones de montagne ; problème des réémetteurs ; rôle des collectivités locales* (p. 5609) ; *contrôle parlementaire* (p. 5610) ; *missions de la radio-télévision* (p. 5610) ; Après l'Art. 62 : *Son engagement que l'O.R.T.F. réalisera des économies à partir du 1er janvier 1971* (p. 5612).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques-Philippe Vendroux relative au reportage télévisé sur le Québec (*diffusion de l'opinion d'une Canadienne anglaise, injurieuse pour le général de Gaulle*) [23 octobre 1970] (p. 4627, 4628).

Répond à la question d'actualité de M. Germain relative aux personnels de police [23 octobre 1970] (p. 4628).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative aux tarifs du fret maritime [30 octobre 1970] (p. 4972).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative aux quêtes en faveur des personnes âgées [30 octobre 1970] (p. 4975, 4976).

Répond à la question orale sans débat de M. Ansquer relative au développement régional [27 novembre 1970] (p. 6025, 6026).

Répond à la question orale sans débat de M. Hubert Martin relative au statut des suppléants de député [27 novembre 1970] (p. 6027).

Répond à la question orale sans débat de M. Sallenave relative à la situation des retraités civils et militaires [27 novembre 1970] (p. 6028).

Répond à la question d'actualité de M. Boscary-Monsservin relative au détournement du trafic de la viande de mouton [2 décembre 1970] (p. 6073, 6074).

Répond à la question orale sans débat de M. Regaudie relative aux problèmes de la drogue [2 décembre 1970] (p. 6077).

Répond à la question orale sans débat de M. Boudet relative au vagabondage des jeunes [2 décembre 1970] (p. 6077, 6078).

Répond à la question orale sans débat de M. Lucien Richard relative au contrôle technique des véhicules [2 décembre 1970] (p. 6078, 6079).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Retrait de la discussion du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs* [9 décembre 1970] (p. 6363).

Répond à la question d'actualité de M. Dardé relative à l'interdiction de survol des Etats-Unis par les avions supersoniques [11 décembre 1970] (p. 6494).

Répond à la question d'actualité de M. Commenay relative à la construction de l'avion *Airbus* [11 décembre 1970] (p. 6498, 6499).

Répond à la question orale sans débat de M. Rossi relative à la réorganisation des administrations centrales [11 décembre 1970] (p. 6502).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure : *Ses observations sur le régime de l'affrètement sur les voies navigables ; possibilité de conclure des contrats de voyages multiples* [15 décembre 1970] (p. 6533) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'une autre activité exercée » les mots : « des activité principales exercées »* (p. 6533) ; *cas où une entreprise exerce plusieurs activités d'importance comparable* (p. 6534) ;

— du projet de loi relatif à la procédure à suivre en matière de contrôle international des pêches maritimes prévu par les conventions internationales : *Contrôle international de la réglementation des pêches en haute mer ; possibilité, pour certaines personnes qualifiées, de donner l'ordre de s'arrêter en haute mer à un navire de pêche étranger ; généralisation du contrôle international des pêches* [15 décembre 1970] (p. 6534, 6535) ; *absence de droit de poursuite* (p. 6535) ;

— du projet de loi sur la pêche maritime modifiant le décret du 9 janvier 1852 : *Compétence du tribunal du premier port français où le navire en infraction a été conduit ; rajeunissement de la procédure de l'affirmation des procès-verbaux faisant foi jusqu'à l'inscription en faux* [15 décembre 1970] (p. 6535, 6536) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « ou s'il s'agit d'un navire étranger, devant le tribunal du premier port où ce navire sera conduit »* (p. 6537) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dumortier ; détermination du tribunal compétent* (p. 6537) ; *compétence des tribunaux français pour connaître des infractions commises par des navires étrangers* (p. 6537, 6538).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchier relative au personnel communal [18 décembre 1970] (p. 6659).

Répond à la question d'actualité de M. Feix relative au procès de Burgos [18 décembre 1970] (p. 6660).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative aux entretiens franco-polonais [18 décembre 1970] (p. 6660, 6661).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur ce texte ; détermination de l'âge limite* [19 décembre 1970] (p. 6720, 6721) ; *ses observations sur les paroles de*

M. Foyer (p. 6721) ; *position prise initialement par l'Assemblée Nationale ; ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p 6722) ; *possibilité pour le Gouvernement de ne pas être d'accord avec la Commission mixte paritaire* (p. 6723) ; *son amendement tendant, dans l'article premier après le premier alinéa proposé pour l'article 90-1 de la loi du 24 juillet 1966 à insérer le nouvel alinéa suivant : « A défaut de disposition expresse dans les statuts, le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne pourra être supérieur au tiers des administrateurs en fonction »* (p. 6724) ; *son amendement tendant à l'article premier, dans le dernier alinéa proposé pour l'article 90-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6724) ; *ses amendements tendant, dans l'article 2, à compléter le premier alinéa proposé pour l'article 110-1, dans l'article 3, à compléter le premier alinéa proposé pour l'article 115-1, et, dans l'article 4, à compléter le premier alinéa proposé pour l'article 120-1 de la loi du 24 juillet 1966 par les mots : « qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixée à soixante-cinq ans »* (p. 6724) ; *son amendement tendant, dans l'article 5, après le premier alinéa proposé pour l'article 129-1 de la loi du 24 juillet 1966 à insérer un nouvel alinéa : « A défaut de disposition expresse dans les statuts, le nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante-dix ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du conseil de surveillance en fonction »* (p. 6724) ; *son amendement tendant à l'article 5, dans le troisième alinéa proposé pour l'article 129-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6724) ; *son amendement tendant, dans l'article 6, à compléter le premier alinéa proposé pour l'article 252-1 de la loi du 24 juillet 1966 par les mots : « qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixé à soixante-cinq ans »* (p. 6724) ; *son amendement tendant, dans l'article 7, après le deuxième alinéa proposé pour l'article 253-1 de la loi du 24 juillet 1966, à insérer un nouvel alinéa (pourcentage de membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante-dix ans en cas d'absence de disposition expresse dans les statuts)* (p. 6724) ; *son amendement tendant à l'article 7, dans le troisième alinéa proposé pour l'article 253-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6724) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe premier de l'article 8 : « les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er octobre 1972 »* (p. 6724) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6724) ; *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 6725) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* (p. 6727) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans l'article premier, après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 20-1 à insérer un nouvel alinéa (pourcentage du nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans en cas d'absence de disposition expresse dans les statuts)* (p. 6728) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 90-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6728) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 110-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixé à soixante-cinq ans »* (p. 6728) ; Art. 3 et 4 : *Ses amendements tendant à compléter le premier alinéa de l'article 115-1 et le premier alinéa de l'article 120-1 de la loi du 24 juillet 1966 par les mots : « qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixé à soixante-cinq ans »* ; Art. 5 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 129-1 de la loi du 24 juillet 1966, à insérer un nouvel alinéa (pourcentage du nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante-dix ans en cas d'absence de disposition expresse dans les statuts)* (p. 6728) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 129-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6728) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 252-1 de la loi du 24 juillet 1966 par les mots : « qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixé à soixante-cinq ans »* (p. 6729) ; Art. 7 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 253-1 de la loi du 24 juillet 1966 à insérer un nouvel alinéa (pourcentage du nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante-dix ans en cas d'absence de disposition expresse dans les statuts)* (p. 6729) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 253-1 de la loi du 24 juillet 1966, après les mots : « limitation statutaire » à insérer les mots : « ou légale »* (p. 6729) ; Art. 7 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 6729);

Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er octobre 1972 »* (p. 6729) ; en quatrième lecture : *Ses observations sur ce texte* (p. 6731) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscriptions sur l'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1970] (p. 6726).

Ses observations sur la clôture de la session : *Fonctionnement de l'institution parlementaire ; ses remerciements* [19 décembre 1970] (p. 6733, 6734).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative aux abattoirs de La Villette [30 avril 1971] (p. 1586, 1587).

Répond à la question d'actualité de M. Destremau relative à l'indemnisation par le Gouvernement algérien des victimes de spoliations [30 avril 1971] (p. 1587).

Répond à la question d'actualité de M. Feix relative à la politique franco-algérienne [30 avril 1971] (p. 1588, 1589).

Répond à la question d'actualité de M. Stasi relative à la composition de l'équipe de France de rugby [30 avril 1971] (p. 1590, 1591).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Bricout tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne : *Intérêt de la proposition de loi ; pouvoirs des lieutenants de louveterie ; nombre de ces lieutenants ; possibilité donnée au préfet de retirer sa commission à un lieutenant de louveterie* [4 mai 1971] (p. 1631) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « Ministre de l'Agriculture » les mots : « Ministre chargé de la Chasse »* (p. 1631) ; *rôle de l'Office national des forêts* (p. 1632) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « du préfet en ce qui concerne les animaux nuisibles » les mots : « de l'administration en matière de destruction d'animaux nuisibles »* (p. 1632) ; *détermination des espèces nuisibles* (p. 1632) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (fixation du nombre des lieutenants de louveterie)* (p. 1632) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « En cas de négligence dans leurs fonctions, abus ou pour toute autre cause grave la commission peut leur être retirée par décision motivée du préfet »* (p. 1632) ; *responsabilités des lieutenants de louveterie* (p. 1633) ; *son amendement tendant dans le quatrième alinéa de cet article après les mots : « à décéder » à insérer les mots : « à démissionner »* (p. 1633) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (procès-verbaux des lieutenants de louveterie)* (p. 1633) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1633) ; *port d'un uniforme* (p. 1633) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (organisation des battues décidées par les maires)* (p. 1634) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 1634) ; *problème de l'autorisation pour les particuliers d'user des pièges et poisons sans l'assistance du lieutenant de louveterie* (p. 1634) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Un arrêté du Ministre chargé de la Chasse fixera les modalités d'application de la présente loi »* (p. 1634) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1971] (p. 3481).

Répond à la question orale sans débat de M. Virgile Barel relative aux pensions de retraite [12 mai 1971] (p. 1822, 1823).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchier relative à la hausse du taux de l'escompte [19 mai 1971] (p. 1976).

Répond à la question d'actualité de M. Barbet relative aux revendications du personnel de la R.A.T.P. [19 mai 1971] (p. 1979, 1980).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative au transfert de l'usine « Lu-Brun » de Nantes [28 mai 1971] (p. 2194).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative aux conseils de classe [28 mai 1971] (p. 2195).

Répond à la question d'actualité de M. Michel Durafour relative à la hausse des prix [4 juin 1971] (p. 2388).

Répond à la question d'actualité de M. Ansquer relative à la fiscalité des associations [11 juin 1971] (p. 2742, 2743).

Répond à la question d'actualité de M. Herman relative à la situation de Roubaix-Tourcoing [11 juin 1971] (p. 2744).

Répond à la question d'actualité de M. Colletle relative aux baux ruraux à long terme [18 juin 1971] (p. 3128).

Répond à la question d'actualité de M. Chambon relative au soutien à la production des pommes de terre [18 juin 1971] (p. 3128, 3129).

Répond à la question d'actualité de M. Spénale relative aux tarifs douaniers applicables aux textiles [18 juin 1971] (p. 3130, 3131).

Répond à la question d'actualité de M. Bécam relative aux exportations de volailles [18 juin 1971] (p. 3132).

Répond à la question d'actualité de M. Bayou relative au prix du pain [18 juin 1971] (p. 3132, 3133).

Répond à la question d'actualité de de M. Virgile Barel relative à l'aide aux sinistrés d'Antibes [25 juin 1971] (p. 3443).

Répond à la question d'actualité de M. de Poulpiquet relative à la chasse [25 juin 1971] (p. 3445, 3446).

Répond à la question d'actualité de M. Paquet relative à l'interview à l'O.R.T.F. de MM. Shara Shani, Volodia et Boisgonthier de Grenoble qui se trouvent sous le coup d'un mandat d'arrêt [25 juin 1971] (p. 3446).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : *Cas de nullité de la vente ; distinction entre les particuliers et les spécialistes ; contrôle aux frontières* [29 juin 1971] (p. 3519) ; Art. 1er : *Difficulté d'établir une discrimination entre les particuliers et les spécialistes ; institution d'un marché parallèle* (p. 3520) ; Art. 2 : *Contrôle aux frontières* (p. 3520, 3521) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Situation des personnes de condition modeste ; exonération des logements neufs* [29 juin 1971] (p. 3524) ;

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi organique n° 70-642 du 17 juillet 1970, relative au statut des magistrats : *Situation des contractuels des administrations centrales et des services extérieurs* [29 juin 1971] (p. 3523) ; Art. unique : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'amendement de M. Gerbet, à substituer aux mots : « 15 septembre 1972 » les mots : « 31 décembre 1975 »* (p. 3523) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3548) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne : *Ses observations sur ce texte* [20 juin 1971] (p. 3560).

Répond à la question d'actualité de M. Aubert relative à la situation de l'éducation physique dans les C.E.G. [8 octobre 1971] (p. 4431).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Olivier Giscard d'Estaing, Douzans, Aubert, Rieubon, Bayou relatives aux problèmes des rapatriés : *Loi du 15 juillet 1970 ; mise en place de divers organismes prévus par la loi ; estimation des biens perdus au Maroc, en Tunisie, en Indochine et en Guinée ; fonctionnement des commissions mixtes paritaires départementales ; information des rapatriés ; Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; indemnisation par priorité des plus défavorisés ; taux d'indemnisation dégressif en fonction des niveaux de fortune ; évaluation des immeubles rénovés ; modalités de précompte ; information de la Commission des affaires*

étrangères sur l'état des négociations relatives au contentieux franco-algérien [8 octobre 1971] (p. 4446 à 4448) ; *imputation du moratoire ; maintien de l'égalité entre les bénéficiaires de prêts et les autres ; délai fixé pour le dépôt des dossiers* (p. 4449, 4450).

Répond à la question d'actualité de M. Claudius-Petit relative aux réfugiés pakistanais [15 octobre 1971] (p. 4617).

Répond à la question d'actualité de M. Ihuel relative à l'application des lois [22 octobre 1971] (p. 4800).

Répond à la question d'actualité de M. Barbet relative à l'équipement de la flotte d'Air France [29 octobre 1971] (p. 5116).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques-Philippe Vendroux relative à la non-retransmission d'un match de football [29 octobre 1971] (p. 5117, 5118).

Répond à la question d'actualité de M. Pasqua relative aux échanges culturels franco-soviétiques [5 novembre 1971] (p. 5392, 5393).

Répond à la question d'actualité de Mme Troisier relative à la Société française des vidéogrammes [5 novembre 1971] (p. 5394).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les paroles de M. Delorme* [8 novembre 1971] (p. 5498) ; *contrat de programme ; couverture du territoire par la deuxième chaîne « couleur » de télévision ; financement et installation de réémetteurs destinés à éliminer la plus grande partie des « zones d'ombre » ; troisième chaîne de télévision ; effort entrepris vers l'étranger* (p. 5503) ; *ses observations sur la station locale expérimentale de Nancy ; problème des territoires et départements d'outre-mer ; développement de la station de Chypre ; problème de la publicité ; question des recettes commerciales* (p. 5504) ; *création par l'Office d'un fonds spécifique d'intervention qui alloue des subventions ; rapport de M. Paye ; application de la T.V.A. à l'Office ; contenu des programmes ; ses observations sur l'émission de Decazeville ; ses observations sur le manifeste des réalisateurs ; centre national des redevances de Rennes* (p. 5505) ; *contrat de programme passé avec l'O.R.T.F. ; pouvoirs du Parlement* (p. 5506) ; *ses observations sur la commission prévue par l'article 8 du statut* (p. 5507) ; INFORMATION : *Crédits d'abonnement de l'Etat à l'Agence France-Presse ; aide à l'exportation de la presse française ; rôle du fonds culturel* [9 novembre 1971] (p. 5536) ; *problème de la création d'un office central d'information ; rôle de l'O.R.T.F. ; convention passée par l'Office avec le Ministère des Affaires culturelles et le Ministère de l'Education nationale ; problème de l'aide indirecte à la presse ; tarifs postaux préférentiels ; fiscalité de la presse ; ses observations sur la S.O.F.I.R.A.D. et la S.N.E.P. ; projet d'agence d'images* (p. 5537, 5538) ; *projets d'investissement de Radio-Luxembourg ; aide aux entreprises de presse ; ses observations sur l'article 39* bis *du Code général des impôts ; influence de la télévision sur le marché publicitaire ; avenir de la presse* (p 5542) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969 : *Problème de la pollution des mers ; interdiction totale de tout rejet de mélange* [18 novembre 1971] (p. 5916) ; *ses observations sur la convention de droit public ; conciliation et arbitrage en cas de litige ; convention sur la responsabilité civile ; charges des armateurs* (p. 5917) ; *problème des pavillons de complaisance et des flottes panaméenne et libérienne* (p. 5917) ; *ses observations sur la catastrophe du* Torrey Canyon (p. 5918) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, adoptés le 21 octobre 1969 à Londres : *Application de la convention* [18 novembre 1971] (p. 5918).

Répond à la question d'actualité de Mme Thome-Patenôtre relative au trafic ferroviaire de la banlieue nord [19 novembre 1971] (p. 5981).

Répond à la question d'actualité de M. Destremau relative à l'aérodrome de

Toussus-le-Noble [19 novembre 1971] (p. 5982).

Répond à la question orale sans débat de M. Virgile Barel relative aux poursuites contre Klaus Barbie [19 novembre 1971] (p. 5987).

Répond à la question orale sans débat de M. Ducray relative à l'aide aux Bengalis [19 novembre 1971] (p. 5988).

Répond à la question orale sans débat relative aux suites de l'amnistie pour les événements d'Algérie [19 novembre 1971] (p. 5989, 5990).

Répond à la question orale sans débat de M. Madrelle relative aux communautés urbaines [19 novembre 1971] (p. 5990, 5991, 5992).

Répond à la question orale sans débat de M. Douzans relative à l'admission de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun [19 novembre 1971] (p. 5993).

Prend part à la discussion sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant création et organisation des régions : *Hostilité du Gouvernement au principe même de cette commission spéciale* [1er décembre 1971] (p. 6275).

Répond à la question d'actualité de M. Dronne relative à l'emprunt Pinay [3 décembre 1971] (p. 6390).

Répond à la question d'actualité de M. Andrieux relative aux surveillants généraux auxiliaires [3 décembre 1971] (p. 6392).

Répond à la question d'actualité de M. Habib-Deloncle relative au statut de Paris [3 décembre 1971] (p. 6393, 6394).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Tisserand tendant à rectifier et compléter les dispositions de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction : *Préparation des décrets d'application de la loi du 16 juillet 1971 ; ses observations sur les sociétés coopératives* [9 décembre 1971] (p. 6606).

Répond à la question d'actualité de M. Granet relative à la fabrication de tubes couleurs de télévision par le groupe Thomson [10 décembre 1971] (p. 6660).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchier relative aux établissements pour handicapés [10 décembre 1971] (p. 6661).

Répond à la question orale sans débat de M. Weber relative aux antennes de télévision [10 décembre 1971] (p. 6677).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale : *Ses observations sur l'invalidité d'un concours administratif irrégulier ; cas du directeur adjoint de l'ancien B.U.S.* [10 décembre 1971] (p. 6686) ; *validation du concours spécial d'anesthésiologie organisé en 1965 ; cas des personnels enseignants de la principauté d'Andorre* (p. 6687) ; Art. 1er : *Projet de statut des personnels d'orientation ; cas du personnel actuel du B.U.S.* (p. 6687, 6688) ; *son amendement (statut des corps de personnels d'information et d'orientation)* (p. 6688) ; *son amendement (cas des personnels du B.U.S. qui ne peuvent être intégrés dans l'un des corps de personnels d'information et d'orientation)* (p. 6688) ; *recours à la procédure du décret après autorisation législative* (p. 6688, 6689) ; *modalités du reclassement* (p. 6689) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 6690) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte ; application de l'article 21 de la Constitution* [20 décembre 1971] (p. 7010, 7011) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : *Rôle de l'expert en automobile ; détermination des garanties de compétence ; organisation de la profession* [15 décembre 1971] (p. 6805) ; Art. 1er : *Protection du titre d'expert évaluateur ; problème de la qualification professionnelle* (p. 6807) ; *expertise pour le compte des tribunaux ; définition de l'expert* (p. 6808) ; Art. 2 : *Son amendement concernant les conditions exigées pour porter le titre d'expert évaluateur en automobile* 16 décembre 1971] (p. 6834) ; *institution d'un brevet professionnel* (p. 6834, 6835) ;

ses observations sur le titre d'expert en automobile (p. 6835) ; *suppression du monopole* (p. 6836) ; *son amendement tendant à partir du troisième alinéa à supprimer la fin de cet article* (p. 6836) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6837) ; *nombre des experts en automobile agissant pour le compte d'une société d'assurance* (p. 6837) ; *avis donné par les experts* (p. 6837) ; Art. 7 : *Nécessité de recourir à de véritables professionnels* (p. 6839) ; Art. 8 : *Caractère transitoire de certaines dispositions* (p. 6839) ; *absence de monopole* (p. 6840) ; Titre : *Son amendement tendant à remplacer, dans le titre, le membre de phrase qui suit le mot : « tendant » par le membre de phrase : « à protéger le titre d'expert en automobile »* (p. 6840).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru : *Discussion d'un question d'actualité déposée par le groupe communiste* [16 décembre 1971] (p. 6833).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) ; Art. unique : *Ses observations sur la commission de contrôle créée par la loi du 27 juin 1964* [20 décembre 1971] (p. 6987, 6988).

Répond à la question d'actualité de M. Alduy relative à l'indemnisation des rapatriés [19 mai 1972] (p. 1763, 1764).

Est entendu sur la modification de l'ordre du jour [25 mai 1972] (p. 1901).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative aux véhicules routiers utilitaires [26 mai 1972] (p. 1962).

Répond à la question d'actualité de M. Destremau relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [26 mai 1972] (p. 1963).

Répond à la question d'actualité de M. Poudevigne relative à l'émission télévisée sur l'Algérie [2 juin 1972] (p. 2144).

Répond à la question d'actualité de M. Poirier relative à la gratuité des transports en commun aux heures de pointe [2 juin 1972] (p. 2145).

Répond à la question d'actualité de M. Boscher relative aux villes nouvelles [2 juin 1972] (p. 2149).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à l'étalement des vacances [16 juin 1972] (p. 2591, 2592).

Répond à la question d'actualité de M. Dupont-Fauville relative à la retraite mutualiste des Anciens d'Afrique du Nord [16 juin 1972] (p. 2593).

Répond à la question d'actualité de M. du Halgouët relative à la crise du bois [16 juin 1972] (p. 2594, 2595).

Répond à la question d'actualité de M. du Halgouët relative aux bourses d'enseignement [16 juin 1972] (p. 2595).

Répond à la question d'actualité de M. Dumortier relative aux livres offerts aux jeunes mariés [16 juin 1972] (p. 2596).

Répond à la question d'actualité de M. Sallenave relative à l'environnement [16 juin 1972] (p. 2597).

Prend part à la discussion, en troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Formation des fonctionnaires civils* [1er juillet 1972] (p. 3122).

LIOGIER (Albert)

Député de l'Ardèche
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du Conseil permanent de l'hygiène sociale [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [2 octobre 1969] (p. 2432), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européenne [5 octobre 1972] (p. 3945) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1464) portant nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire, n° 2697 [30 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur l'autonomie et la participation ; ses observations sur les manifestations de mai et de juin ; caractères du projet de loi ; obligation scolaire jusqu'à l'âge de seize ans ; sections d'éducation professionnelle ; méthodes audiovisuelles ; possibilité de rendre automatiques toutes les demandes de dérogation faites en faveur de l'apprentissage d'un métier ; problème des bourses* [4 octobre 1968] (p. 3071, 3072) ; Art. 9 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les représentants élus dans les divers conseils doivent avoir la qualité de français à moins d'éventuels accords de réciprocité ou de services éminents rendus à la cause de l'enseignement supérieur ou de la recherche, à apprécier par l'autorité de tutelle »* [9 octobre 1968] (p. 3160) ; *ouverture vers l'Europe ; situation des professeurs et chercheurs éminents de nationalité étrangère* (p. 3161) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les sections d'éducation professionnelle ; problème de l'apprentissage ; bourses d'apprentissage ; ramassages scolaires ; problème du maintien des écoles dans les régions difficiles et défavorisées ; possibilité d'abaisser les normes imposées pour la création ou le maintien des C.E.G. en régions de montagne* [29 octobre 1968] (p. 3671, 3672) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ordre public ; difficultés éprouvées par les Français en raison de la paperasserie administrative ; installation au chef-lieu de chaque département d'un service polyvalent de documentation, de renseignements de tous ordres et d'aide pour la constitution et l'aboutissement des dossiers* [14 novembre 1968] (p. 4428, 4429) ; *création d'un service de renseignements auprès des préfectures* (p. 4432) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exode rural dans les régions de montagne ; bourses d'enseignement ; primes à l'habitat ; prêts du crédit agricole ; octroi des subventions à l'habitat rural en régions déshéritées ; cas de l'Ardèche ; problème des excédents ; rôle du F.O.R.M.A. ; ses observations sur le châtaignier ; industrie du « marron glacé » : industrie des bigarreaux confits d'Apt ; ses observations sur le noisetier, la framboise, le fraisier ; culture du mûrier ; élevage du ver à soie ; ses observations sur les légumes ; création de groupements interprofessionnels* [16 novembre 1968] (p. 4574 à 4576).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Importance de l'artisanat dans la vie de la nation ; création d'emploi due au développement de l'artisanat ; apprentissage ; formation professionnelle ; création des sections d'éducation professionnelle ; nécessité de considérer les apprentis comme des étu-*

diants ; attribution de primes d'équipement ou de reconversion aux artisans [29 novembre 1968] (p. 4990, 4991) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Conseils régionaux ; possibilité pour chaque département de compter au moins un sénateur parmi les représentants régionaux élus au suffrage universel direct ou indirect ; question du cumul des fonctions ; possibilité d'admettre le suppléant élu avec le député au suffrage universel direct à siéger au conseil régional ; présence des députés au conseil régional ; désignation des membres des conseils appartenant aux catégories socio-professionnelles ; intérêts des zones défavorisées* [12 décembre 1968] (p. 5418, 5419) ;

— sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Dangereux exemple du Canada pour les supermarchés ; réforme du régime aberrant de la patente ; accession au crédit dans de bonnes conditions ; salaire fiscal ; taxe complémentaire ; régime du forfait ; indemnité viagère de départ aux vieux commerçants ; suppression du rôle de collecteurs d'impôts joué par les commerçants pour le compte de l'Etat* [10 avril 1970] (p. 968, 969).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service national. Art. 19 : *Ses observations sur les demandes de dispense ; ses observations sur sa question écrite posée au ministre d'Etat chargé de la Défense nationale ; ses observations sur les cas sociaux graves* [10 juin 1970] (p. 2440).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'écoulement des pêches et des cerises [26 juin 1970] (p. 3178, 3179).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 16 : *Crédits spécifiques aux zones de rénovation rurale* [27 avril 1972] (p. 1147) ; *retrait de l'amendement de M. Couderc* (p. 1148) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Attitude du Parlement européen ; projets de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat* [18 mai 1972] (p. 1678) ; *application de la T.V.A.* (p. 1679) ; Art. 18 : *Sa question de savoir si les entreprises de vente par correspondance seront astreintes à la taxe d'entraide* [19 mai 1972] (p. 1758) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Création d'un centre de formation des personnels communaux ; installation des services de renseignements dans les préfectures* [31 mai 1972] (p. 2033).

Prend part au débat sur la question de M. Bonhomme relative à l'arboriculture : *Etablissement d'un cadastre fruitier dans les pays de la Communauté ; nécessité d'interdire toute concurrence déloyale ; problèmes de reconversion* [2 juin 1972] (p. 2161, 2162).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Condition de «libération de la femme » ; rôle de la femme dans la société* [21 novembre 1972] (p. 5560) ; *utilité du travail à mi-temps ; augmentation de l'allocation de la mère au foyer* (p. 5561).

LIPKOWSKI (Jean-Noël de)

Député de la Charente-Maritime
(5e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS
DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918) [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

L'Assemblée prend acte de son élection [14 décembre 1971] (p. 6729).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [14 décembre 1971] (p. 6737).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 janvier 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 14 janvier 1972] (p. 642), [4 avril 1972] (p. 786).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Répond à la question orale sans débat de M. Montalat relative au rôle du général Lammerding dans les pendaisons de Tulle [11 octobre 1968] (p. 3284, 3285, 3286).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 14 avril 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation africaine et malgache du café : *Ses observations sur ce texte* [16 octobre 1968] (p. 3330, 3331) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention unique sur les stupéfiants de 1961 : *Codification des traités internationaux ; extension du contrôle dans certaines régions ; emploi des stupéfiants devant être limité aux seules fins médicales ou scientifiques* [16 octobre 1968] (p. 3332) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967 : *Ses observations sur ce texte* [16 octobre 1968] (p. 3333) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales signée à Bruxelles le 29 février 1968 : *Ses observations sur l'économie du projet ; reconnaissance des sociétés ; ses observations sur la négociation de la convention sur la fusion des sociétés ; notion d'ordre public* [8 mai 1969] (p. 1322) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), signée à Paris le 1er juillet 1953, et au protocole financier annexé à cette convention : *Rôle de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire ; problème de l'accélérateur de particules* [21 octobre 1969] (p. 2790) ; *concurrence entre plusieurs sites internationaux ; désignation d'un expert norvégien pour déterminer le meilleur* (p. 2791) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue : *Ses observations sur l'éventuel danger consécutif à la station ; problème de sa gestion ; composition du conseil d'administration ; question fiscale ; investissements suisses en France* [21 octobre 1969] (p. 2783) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 21 juin 1957 : *Attribution du prix Nobel de la paix à l'O.I.T. ; activités de cette organisation ;*

hommage rendu à cette institution ; son rôle [21 octobre 1969] (p. 2795, 2796) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, et la ratification de la convention de Vienne sur les relations consulaires, en date du 24 avril 1963 : *Ses observations sur les paroles de M. Joxe* [21 octobre 1969] (p. 2796) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire signée à Paris le 22 juillet 1968 entre la République française et la République populaire de Bulgarie : *Ses observations sur ce texte* [21 octobre 1969] (p. 2797).

Répond aux questions orales avec débat de Mme Vaillant-Couturier et M. Montalat relatives aux crimes de guerre et à la mise en jugement du général Lammerding : *Loi allemande du 4 août 1969 (imprescriptibilité des crimes pendant trente ans) ; sentiments démocratiques et antifascistes de M. Heinemann ; impossibilité de demander l'extradition du général Lammerding ; arrêt de la cour allemande du 14 février 1966 ; publication en Allemagne d'un livre scandaleux à la gloire de la division Das Reich ; limites juridiques de notre action* [5 décembre 1969] (p. 4699, 4701).

Répond à la question orale sans débat de M. Jacques Barrot relative à la création d'un office européen de la jeunesse [10 avril 1970] (p. 954).

Répond à la question d'actualité de M. Brocard, relative au départ de Grèce de M. Mikis Theodorakis [17 avril 1970] (p. 1142).

Répond à la question d'actualité de M. Alain Terrenoire relative à la libération d'un journaliste français détenu en Grèce [17 avril 1970] (p. 1142, 1143).

Répond à la question orale sans débat de M. Péronnet, relative aux détournements d'avions [24 avril 1970] (p. 1295, 1296).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes : *Droit spatial ; clause d'interdiction relative aux armes nucléaires et aux installations militaires ; principe d'une liberté pour tous les Etats intéressés par les explorations hors de l'atmosphère terrestre ; définition de l'espace extra-atmosphérique* [5 mai 1970] p. 1515) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des double-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969 : *Ses observations sur le principe de la rétroactivité* [5 mai 1970] (p. 1516).

Répond à la question d'actualité de M. Rossi relative aux événements de la péninsule indochinoise [6 mai 1970] (p. 1549).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature à Tokyo le 14 septembre 1963 signée par la France le 11 juillet 1969 : *Droit spatial ; compétence des Etats ; définition des pouvoirs du commandant de bord ; conduite des Etats en cas de capture de l'aéronef ; obligations de l'Etat d'atterrissage ; problèmes posés par le sabotage* [19 mai 1970] (p. 1782, 1783).

Répond à la question d'actualité de M. Maujoüan du Gasset relative à la couverture aérienne de la République arabe unie par des pilotes soviétiques [22 mai 1970] (p. 1885).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement : *Ses observations sur les paroles de MM. Feix et de Grailly ; attentisme du Gouvernement français au moment de la création de cette Banque ; crise de la péninsule indochinoise ; ses observations sur le discours de Pnom-Penh* [23 juin 1970] (p. 2943) ;

— du projet de loi concernant certaines dispositions relatives à l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier prévu par la convention franco-allemande du 4 juillet 1969 : *Participation des communes limitrophes de la chute d'Iffezheim à la valeur locative de la chute de Gambsheim* [23 juin 1970] (p. 2946) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « servant d'assiette à la contribution foncière des propriétés bâties, à la contribution des patentes et aux taxes annexes à ces contributions » les mots « servant*

d'assiette à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la patente » (p. 2946) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970 : *Structure de l'Agence ; son programme d'action ; son financement ; ses observations sur les conférences de Niamey ; universalité du français* [23 juin 1970] (p. 2948, 2949).

Répond à la question d'actualité de M. Marette relative à la mission médicale en Jordanie [16 octobre 1970] (p. 4374).

Répond à la question d'actualité de M. Collière relative aux importations de vins d'Algérie [23 octobre 1970] (p. 4628, 4629).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Nécessité de limiter l'accroissement des dépenses publiques en fonction des données de la situation conjoncturelle ; volonté de continuité du Ministère des Affaires étrangères ; modernisation et amélioration du fonctionnement administratif ; rapport Racine ; situation des cadres supérieurs du Ministère des Affaires étrangères ; augmentation du nombre des agents promus au grade de ministre plénipotentiaire ; problème des contractuels ; amélioration de la sécurité de nos postes à l'étranger ; revalorisation des moyens de fonctionnement des services de l'administration centrale et des postes diplomatiques et consulaires ; création de nouvettes ambassades* [5 novembre 1970] (p. 5196) ; *ses observations sur nos relations culturelles, scientifiques et techniques de coopération ; diffusion de la langue française ; développement des échanges culturels et scientifiques ; aide au développement des Etats du tiers monde ; augmentation des effectifs des personnels culturets, scientifiques et techniques à l'étranger ; formation des professeurs étrangers de français ; développement de la diffusion du livre et des moyens audio-visuels ; aide au développement ; redéploiement de notre aide sur le plan géographique ; ses observations sur l'Afrique francophone, le Maghreb et les Etats d'Indochine ; effort en faveur des pays de l'Est ; crédits affectés aux contributions internationales ; crédits affectés à l'information et à la presse* (p. 5197) ; *installation d'un relais radiophonique à Chypre ; implantation de l'agence France-Presse dans l'ensemble du monde arabe ; affectation de certains crédits à la construction d'un satellite de télécommunications ; ses observations sur le projet dit Memini et le projet Socrate ; politique du livre ; défense de la langue française ; utilisation de notre langue ; fonctionnement du comité chargé de contrôler l'utilisation des crédits de coopération technique ; affectation de plus d'un pour cent de notre produit national brut à la coopération et à l'aide à d'autres pays* (p. 5198).

Répond à la question d'actualité de M. Charles Bignon relative à l'industrie communautaire du jute [20 novembre 1970] (p. 5845, 5846).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à la création d'un organisme international de secours pour sinistre grave [20 novembre 1970] (p. 5846, 5847).

Répond à la question orale sans débat de M. Pierre Villon relative aux crimes de guerre [20 novembre 1970] (p. 5852, 5853).

Répond à la question d'actualité de M. Montalat relative aux négociations franco-algériennes [27 novembre 1970] (p. 6018).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative aux livraisons de matériel militaire à la Libye [27 novembre 1970] (p. 6019).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à l'Union économique et monétaire de l'Europe des Six [27 novembre 1970] (p. 6021).

Répond à la question d'actualité de M. Brocard relative à l'envoi de secours au Pakistan [2 décembre 1970] (p. 6070).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la politique protectionniste des Etats-Unis [2 décembre 1970] (p. 6071).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres signés à Paris le 29 mai 1970 : *Objet de cette convention ; investissements au Maroc ; rapports français avec le Gouvernement marocain* [15 avril 1971] (p. 1114) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966 : *Objet de la convention ; contrôle de son application ; réserves faites par le Gouvernement français* [15 avril 1971] (p. 1117) ; *ses observations sur le journal « Minute » ; repousse l'affirmation que le Gouvernement encouragerait, dans la métropole, une politique raciste ; problème de la discrimination dont seraient victimes les ressortissants algériens* (p. 1120) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille, signée à Rome le 24 juin 1970 : *Caractère des négociations ; ratification par le parlement italien de la convention sur l'alimentation en eau de la ville de Menton* [11 mai 1971] (p. 1783) . *Amélioration du réseau de communications entre la Côte d'Azur et l'Italie ; élaboration d'une convention entre la France et l'Italie en vue d'effectuer des travaux de soufflerie au tunnel routier de Tende* (p. 1784) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 1er avril 1958 entre la France et le grand-duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 8 novembre 1970, complété par un échange de lettres du 8 septembre 1970 : *Ses observations sur ce texte* [11 mai 1971] (p. 1785) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la création de l'Union latine signée à Madrid le 15 mai 1954 : *Origine de cette Union latine ; contribution française au budget de cette institution ; sa structure* [11 mai 1971] (p. 1787) ;

— du projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Acquisition des terrains à l'amiable ; application de la loi du 4 août 1962 ; champ d'application de la loi du 23 décembre 1970* [26 mai 1971] (p. 2100) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de M. Herzog* (p. 2101) ; *son opposition au deuxième alinéa de l'amendement de M. Herzog ; prise de possession des terrains ; versement d'une indemnité provisionnelle ; système institué par la loi du 23 décembre 1970* (p. 2101) ; *ses observations sur les paroles de M. Dumortier* (p. 2102).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Villon relative à l'amicale des anciens de la division « Das Reich » [22 octobre 1971] (p. 4799).

Répond à la question d'actualité de M. Cazenave relative à l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U. [22 octobre 1971] (p. 4800, 4801).

Répond à la question d'actualité de M. Cazenave relative à la convention d'extradition avec Israël [22 octobre 1971] (p. 4801, 4802).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Crédits des services généraux ; efficacité de nos services gestionnaires ; sécurité de nos postes diplomatiques et consulaires à l'étranger ; problème de la sécurité de notre correspondance ; ouverture d'une ambassade à Bahrein et d'un consulat à Kano ; rôle de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; défense et promotion de la langue française ; modernisation de nos méthodes ; formation de professeurs étrangers de français* [3 novembre 1971] (p. 5218) ; *rôle de nos instituts et centres culturels ; scolarisation des enfants français à l'étranger ; développement des relations scientifiques internationales ; aide au développement ; harmonisation des textes régissant notre coopération avec les pays du Maghreb* (p. 5219) ; *ses observations sur le Québec ; actions d'information et de presse à l'étranger ; émissions radiophoniques ; installation à Chypre d'un puissant émetteur d'ondes moyennes ; contributions aux organismes internationaux ; contributions en faveur de l'Institut des nations unies pour la formation et la recherche et en faveur de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel ; budget de l'O.N.U.* (p. 5220) ; *contributions au programme des Nations unies pour le développement, (le P.N.U.D.) ; problème des logements de fonction ; rémunérations des agents à l'étranger ; rapport Racine* (p. 5221).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par le Président Peretti à la mémoire de M. Raymond Grandsart [16 novembre 1971] (p. 5753, 5754).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signés à Bruxelles le 23 novembre 1970 : *Régime des échanges commerciaux entre la Turquie et le Marché commun ; assistance des Six à l'égard de la Turquie ; rôle de la Banque européenne d'investissement* [14 décembre 1971] (p. 6730) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye, le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date : *Importance de l'article 11 de la convention* [14 décembre 1971] (p. 6731) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérative du Brésil, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971 : *Ses observations sur l'exposition française de Sao Paulo* [14 décembre 1971] (p. 6732).

Répond à la question d'actualité de M. Boscher relative aux temples d'Angkor [17 décembre 1971] (p. 6915, 1916).

Répond à la question d'actualité de M. Virgile Barel relative à l'extradition de Klaus Barbie [26 mai 1972] (p. 1959, 1960).

Répond à la question d'actualité de M. Claudius-Petit relative aux massacres du Burundi [2 juin 1972] (p. 2151, 2152).

Répond à la question d'actualité de M. Dronne relative à la politique pétrolière [21 juin 1972] (p. 2696, 2697).

LOLIVE (Jean)

Député de la Seine-Saint-Denis (6e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **n° 122** [19 juillet 1968].

Décédé le 5 septembre 1968 [*J.O.* du 7 septembre 1968] (p. 8598).

Son éloge funèbre est prononcé [24 septembre 1968] (p. 2844).

LONGEQUEUE (Louis)

Député de la Haute-Vienne (3e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter le régime de sécurité sociale des agents des collectivités locales, **n° 232** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, **n° 1054** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi portant prolongation du délai d'option pour les objecteurs de conscience, **n° 1582** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'avancement en grade des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite des lois de dégagement des cadres et rayés des contrôles pendant la période de 1939 à 1949, **n° 1895** [24 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Vote du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste* [30 octobre 1968] (p. 3762); AFFAIRES CULTURELLES : *Réorganisation de l'enseignement musical en province ; transformation de trois écoles en conservatoires régionaux ; école nationale de musique de Limoges* [13 novembre 1968] (p. 4371).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Problème des rapports entre gouvernants et gouvernés ; interprétation de la consultation faite par le Gouvernement ; Gouvernement cherchant à promouvoir par le biais une réforme qui porterait atteinte de façon anticonstitutionnelle à l'organisation des pouvoirs publics ; ses observations sur l'article 89 de la Constitution ; problème du département ; pouvoir fiscal de la région ; ressources financières de la région ; voirie régionale ; nécessité d'accorder aux villes une autonomte élargie ; ses observations sur la planification ; véritable décentralisation démocratique consistant à donner des pouvoirs de décision plus étendus aux maires, surtout à ceux des villes* [11 décembre 1968] (p. 5359 à 5361).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Conditions de perception de la taxe locale d'équipement ; modification de l'assiette et du mode d'établissement de cette taxe ; ses observations sur l'article 69 de la loi foncière ; ses observations sur le décret du 2 juin 1969* [14 novembre 1969] (p. 3775, 3776) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Insuffisance des effectifs de police ; développement de la circulation automobile ; développement de la délinquance ; diminution des effectifs de police des corps urbains ; problème des retraités ; ses observations sur la police municipale et la police urbaine ; modernisation des moyens matériels mis à la disposition de la police ; possibilité d'affecter une partie du contingent à la gendarmerie ; régime des amendes sanctionnant les infractions aux règles de circulation* [20 novembre 1969 (p. 4103, 4104).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [4 décembre 1969 (p. 4618).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur la question préalable ; abrogation du monopole public ; précédents de la S.N.E.C.M.A. et de la S.N.I.A.S. ; ses observations sur l'article 37 du traité de Rome ; obligation faite par l'Etat de garder la production et le contrôle des moyens qui lui sont nécessaires pour assurer la défense nationale ; possibilité de constituer un établissement public à caractère industriel et commercial ; conditions de la discussion du projet de loi ; ses observations sur la lettre du délégué ministériel à l'armement ; modifications importantes du projet de loi résul-*

tant des amendements déposés par le Gouvernement [26 mai 1970] (p. 1927, 1928) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant après le mot « exploitation » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'amendement du Gouvernement : « à un établissement public à caractère industriel et commercial »* (p. 1945) ; *nécessité d'empêcher le transfert au secteur privé d'un élément du patrimoine de l'Etat ; problème de l'utilisation des crédits bancaires pour financer la fabrication et la commercialisation des poudres ; problème de l'assujettissement de la nouvelle société à la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 1945, 1946) ; *son sous-amendement tendant, dans la première phrase de l'amendement de M. Debré, après les mots : « 24 juillet 1966 » à insérer les mots : « dont le capital sera constitué exclusivement d'apports provenant de ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne »* (p. 1946) ; *sa proposition que le capital soit constitué exclusivement d'apports provenant de ressortissants des Etats membres du Marché commun ; retrait de son amendement* (p. 1946) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant au premier alinéa du paragraphe I de l'amendement de M. Debré à supprimer les mots : « avec l'accord du président de la société »* (p. 1947) ; *conditions de nomination et attributions du président* (p. 1947) ; *son sous-amendement tendant au* a) *du paragraphe I de l'amendement de M. Debré à supprimer les mots : « à l'initiative du président de la société »* (p. 1947) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe I de l'amendement de M. Debré par de nouveaux alinéas (situation des personnels fonctionnaires des établissements mis en gérance ; leurs possibilités à la cessation des activités)* (p. 1948) ; *situation des personnels fonctionnaires ; retrait de son sous-amendement* (p. 1948, 1949) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. premier : *Possibilité d'un service militaire de huit mois ; sa proposition d'un service militaire de neuf mois* [9 juin 1970] (p. 2374, 2375) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « un règlement d'administration publique fixera des conditions spéciales d'aptitude médicale requises des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes affectés au service de santé militaire et bénéficiaires des dispositions prévues à l'article 5 »* [10 juin 1970] (p. 2413) ; *retrait de son amendement* (p. 2413) Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les jeunes gens visés à l'alinéa premier de cet article ne pourront, en aucun cas, être utilisés dans des opérations de maintien de l'ordre »* (p. 2423) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2423) ; Art. 24 : *Service civique des femmes* (p. 2442) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Caractère des lois de programme ; problème de la cohérence de la politique militaire du Gouvernement ; ses observations sur les personnels des armées ; entretien des bâtiments ; situation des jeunes appelés ; problème du doublement de leur prêt ; régime des réductions sur la S.N.C.F. ; situation des gendarmes retraités ; régime des permissions agricoles ; problème des libérations anticipées ; utilisation de certaines unités militaires à des tâches civiles* [27 octobre 1970] (p. 4768) ; *ses observations sur les corps d'ingénieurs militaires ; condition militaire ; risque d'une désaffection des cadres ; problème de l'armée de l'air ; définition de la politique du Gouvernement* (p. 4769) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter l'article 10 du Code de l'administration communale par de nouvelles dispositions (cas où une commune est propriétaire de parcelles de terrain non habitées, situées sur le territoire d'une commune limitrophe et jouxtant la limite séparative de ces communes)* [25 novembre 1970] (p. 5933) ; *ses observations sur les difficultés rencontrées par les villes en expansion ; cas de la réalisation d'une zone d'habitation* (p. 5933) ;

— du projet de loi portant Code du service national : *Sa question préalable ; distinction entre les domaines législatif et réglementaire ; pouvoir de la technocratie* [6 avril 1971] (p. 909) ; *situation des parlementaires sous la Vᵉ République* (p. 910) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 7 : *Indemnité du maire délégué de la commune associée ; cas des adjoints spéciaux* [3 juin 1971] (p. 2327) *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour le nouveau paragraphe IV par l'amendement de M. Zimmermann (extension des dispositions de cet article aux fractions de communes instituées depuis plus de dix années*

avant la promulgation de la présente loi (p. 2328) ; *ses observations sur l'article 57 du Code de l'administration communale ; possibilité de créer une commission consultative dans les fractions de communes existantes* (p. 2328) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2329) ; Art. 8 : *Sa question de savoir si les crédits inscrits sur la ligne spéciale budgétaire pourront être consacrés à des majorations de subventions en faveur des communes dont les limites territoriales ont été modifiées à la suite de la suppression des collectivités communales* (p. 2334, 2335) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Ses observations sur les textes complétant le Code de l'urbanisme* [28 octobre 1971] (p. 5033) *inconvénients résultant de l'article 10 du décret du 28 mai 1970 ; classement de routes nationales dans la voirie départementale ; suppression de nombreuses lignes de la S.N.C.F. ouvertes au trafic des voyageurs* (p. 5034) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Difficulté d'exercer le rôle de parlementaire* [2 novembre 1972] (p. 5175) ; *rationalisation des choix budgétaires ; connaissance de l'activité du comité de prix de revient des fabrications d'armement ; ses observations sur le fait que le Ministre chargé de la Défense nationale n'a répondu à aucune de ses questions écrites dans le délai réglementaire d'un mois* (p. 5176) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits inscrits au paragraphe II de l'article premier* (p. 5188) ; *rôle du comité des prix de revient des fabrications d'armement ; retrait de son amendement* (p. 5188) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Problème des transports collectifs dans les centres urbains ; transfert par la S.N.C.F. d'un certain nombre de voies secondaires ; modernisation des réseaux ; détermination des tarifs ; perception de la T.V.A. sur les sommes versées par les collectivités locales aux régies ou aux compagnies concessionnaires* [6 novembre 1971] (p. 5458) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 23 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions de francs le montant des crédits du titre III* [7 décembre 1971] (p. 6481) ; *rôle du S.D.E.C.E. ; retrait de son amendement* (p. 6481) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à réduire les autorisations de programme de 60 millions de francs et les crédits de paiement de 192 millions de francs* (p. 6485) ; *problème de l'aide militaire au Tchad* (p. 6485, 6486).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative aux dérogations aux plans d'urbanisme [10 décembre 1971] (p. 6677, 6680, 6681).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut général des militaires, Après l'Art. 1er : *Son amendement* [2 mai 1972] (p. 1258) ; en deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le Premier Ministre veille à l'application du présent statut »* [14 juin 1972] (p. 2452) ; *harmonisation du projet de statut des militaires avec le statut général des fonctionnaires* (p. 2452) ; *Art. 15 de notre Constitution* (p. 2453) ; Art. 9 : *Son amendement (droit d'association)* (p. 2455) ; *ses observations* (p. 2455) ; *rôle du Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 2457, 2458) ; Art. 87 : *Son amendement concernant les garanties en vue d'un nouvel engagement* (p. 2464) ; *retrait de celui-ci* (p. 2464) ; Art. 66 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2464) ; Ses explications de vote : *Parité avec les fonctionnaires civils* (p. 2464) ; *problème de la discipline ; vote du groupe socialiste* (p. 2465) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Malaise ressenti par le personnel communal ; organisation de la carrière ; rôle de l'Association nationale d'études municipales* [31 mai 1972] (p. 2029) ; *actualisation du tableau des emplois communaux* (p. 2030) ; *problème des traitements* (p. 2030) ; Art. 501 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2036) ; Art. 503 du Code : *Ses observations sur le terme de carrière communale* (p. 2044) ; Art. 508-4 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant la création du centre de formation des personnels communaux* (p. 2050) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2052) ; Art. 504 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement relatif au recrutement sur le plan intercommunal* (p. 2059) ; Ses explications de vote (p. 2060) ; en deuxième lecture, ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste* [22 juin 1972] (p. 2763) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Choix en faveur de la dissuasion ; sa question à propos des résultats d'un sondage révélant que la croyance à la force de frappe est minoritaire* [8 novembre 1972] (p. 4856) ; *s'étonne que les plans à long terme soient l'objet de décrets ; service national ; budget le plus dépensier de la nation ; exportations d'armes pour lesquelles manquent des renseignements sur leur montant et leur destination ; demande du parti socialiste de désarmement général, de participation de la France à la Conférence de Genève et d'adhésion au traité de non-dissémination des armements nucléaires et de limitation ou d'interdiction de certains armements ; réduction du temps de service et sursis ; insuffisance de crédits pour le personnel* (p. 4857) ; *statut des ingénieurs, des cadres et des techniciens de la défense nationale ; personnels de la gendarmerie* (p. 4858).

LUCAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais
(11e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En remplacement de Mme Prin, décédée le 6 avril 1970.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [7 avril 1970] (p. 808).

S'inscrit au groupe communiste [8 avril 1970] (p. 866).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [15 avril 1970] (p. 1082), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 126 du Livre II du Code du travail, section II, fonction du délégué mineur, n° 1385 [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à faciliter les réunions syndicales dans les entreprises, n° 2335 [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 2 : *Violation de domicile ; occupation de locaux en cas de grève ; désir du Gouvernement de disposer de moyens lui permettant de frapper à sa guise les organisations syndicales et démocratiques ; opposition du groupe communiste aux dispositions de cet article* [29 avril 1970] (p. 1427).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux élections professionnelles des mineurs du Nord [6 mai 1970] (p. 1546, 1547).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Exonération de la T.V.A. pour le combustible attribué aux mineurs retraités des houillères nationales ; ses observations sur l'arrêt du 28 avril 1965 du Conseil d'Etat* [3 juin 1970] (p. 2204) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Bilan de la potitique économique et sociale ; diminution du niveau de vie des familles ; cause de la progression de la production ; ses observations sur la production industrielle ; caractère de nos exportations ; déséquilibre de la balance commerciale de la France avec les pays situés en dehors de la zone franc* [20 octobre 1970] (p. 4431) ; *situation des salariés ; niveau de vie des Français ; caractère antidémocratique de la fiscalité ; problème du chômage ; conséquence des restrictions du crédit bancaire ; augmentation des investissements des grandes entreprises ; abandon d'une véritable planification ; problème de la consommation populaire ; budget de l'éducation nationale ; ses observations sur l'équipement ; exploitation des jeunes travailleurs et des femmes ; fermeture de divers centres de formation professionnelle des adultes ; collèges d'enseignement technique ; agence nationale de l'emploi* (p. 4432) ; *ses observations sur les infrastructures dites improductives ; situation des agents de la*

fonction publique ; cas des retraités ; problème du logement ; charges des collectivités locales ; pénétration des industries privées dans les travaux réalisés par l'Etat ; problème de l'aérospatiale ; possibilité de nationaliser les grandes banques et les secteurs clés de l'industrie ; réduction substantielle des crédits militaires ; sort de la petite paysannerie (p. 4433) ; de la deuxième partie, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Caractère du budget ; ses observations sur les décisions de la commission Lecarpentier ; situation du cadre B : revendications des techniciens* [29 octobre 1970] (p. 4899) ; *revendications formulées par les organisations syndicales à propos de l'automatisation du réseau téléphonique : augmentation des tarifs ; problème de l'installation et de la modernisation des bureaux de poste dans les zones nouvellement urbanisées ; fermeture de petits bureaux de postes ; mise en place du Cidex ; entretien des installations téléphoniques ; ses observations sur Finextel et Codetel ; séparation de la poste et des services financiers des télécommunications ; solutions proposées par l'orateur augmentation du taux d'intérêt des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne ; utilisation d'une partie du fonds de roulement des chèques pour les investissements ; contrôle des prix des matériels fournis par l'industrie privée aux P.T.T. ; nécessité d'un conseil d'administration composé par moitié de représentants du Ministère et du Plan et de représentants des organisations syndicales représentatives élus par le personnel ; son vote* (p. 4900) ; *question de savoir pourquoi, à l'heure actuelle, la totalité du personnel des P.T.T. fait grève* (p. 4907) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget des prestations sociales agricoles répartition des cotisations ; ses observations sur l'A.M.E.X.A. ; cotisations de l'assurance vieillesse et des prestations familiales ; possibilité de supprimer le principe de la cotisation individuelle et d'étendre le système d'exonération pour les petits et moyens revenus cadastraux à toutes les cotisations ; assurance invalidité ; problème de la parité totale avec le régime général ; création de centres médicaux polyvalents ruraux ; son souhait qu'il n'y ait pas de pension vieillesse inférieure à 450 francs par mois et par personne ; âge de la retraite ; propositions du groupe communiste* [7 novembre 1970] (p. 5352, 5353) ;

— du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure : *Ses observations sur le plan de la batellerie ; propositions des syndicats de bateliers ; son vote ; établissement de schémas directeurs pour les voies navigables* [15 décembre 1970] (p. 6533) ;

— du projet de loi relatif au stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle : *Pollution des eaux souterraines ; consultation des comités de bassin ; possibilité de concevoir des couloirs d'énergie et d'acheter des terres où seraient installés les transports d'énergie et autres canalisations nécessaires* [15 décembre 1970] (p. 6539) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Effort financier réalisé par le Gouvernement ; taxe d'apprentissage ; situation des collèges d'enseignement technique ; contrôle de l'utilisation des fonds affectés par l'employeur ; nécessité que la formation professionnelle fasse partie intégrante de notre système d'éducation ; possibilité de remplacer l'actuelle taxe d'apprentissage par une contribution qui alimenterait un fonds national de formation et de perfectionnement* [7 juin 1971] (p. 2442, 2443) ; PROJET DE LOI SUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU FINANCEMENT DES PREMIÈRES FORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELLES, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (taux de la taxe d'apprentissage)* [8 juin 1971] (p. 2538) ; *équipement des établissements technologiques et professionnels* (p. 2538) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « après consultation du Conseil national de la formation professionnelle, des décrets... »* (p. 2539) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2539) Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2539) ; Ses explications de vote : *Son vote contre le projet de loi* (p. 2540) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 1er : *Son amendement ten-*

dant après la première phrase du premier alinéa de cet article à insérer une nouvelle phrase (obligation pour l'Etat d'apporter son concours à cette formation professionnelle) (p. 2541) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « après consultation du conseil national de la formation professionnelle, le comité... »* (p. 2543) ; *retrait de son amendement* (p. 2543) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots : « et leur contrôle »* (p. 2544) ; Art. 4 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les conditions de prise en charge des frais de formation pédagogique des moniteurs et leur rémunération »* (p. 2544) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Aucun délai d'ancienneté n'est exigé pour les travailleurs faisant l'objet d'une mesure de licenciement »* (p. 2547) ; *retrait de son amendement* (p. 2547) ; Art. 8. : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « à un congé » à insérer les mots : « payé comme temps de travail »* (p. 2549) ; *retrait de son amendement* (p. 2549) ; *Son amendement tendant, dans le deuxime alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qui ne peut excéder cent heures par an » les mots : « est de quatre heures par semaine ou deux cents heures par an et... »* (p. 2549) ; *situation des travailleurs salariés non titulaires d'un diplôme professionnel* (p.2549) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (situation des centres gérés par des organisations patronales ou des associations créées sous leur égide)* (p. 2551) ; *retrait de son amendement* (p. 2551) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa (2°) de cet article* (p. 2560) ; *nécessité de ne pas obliger les salariés à financer leur propre formation professionnelle* (p. 2560) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2564) ; *retrait de son amendement* (p. 2564) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « les travailleurs et les organismes chargés du service d'allocation d'assurance aux travailleurs sans emploi »* (p. 2566) ; Art. 43 et 44 : *Ses amendements tendant à une nouvelle rédaction du début des deuxièmes alinéas de ces articles : « Après consultation du conseil supérieur de la fonction publique, des décrets... »* (p. 2569, 2570) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à compléter cet article par une nouvelle phrase (consultations des organisations syndicales de fonctionnaires)* (p. 2570) ; *retrait de son amendement* (p. 2570) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Les organisations syndicales sont consultées ainsi que les organismes paritaires compétents »* (p. 2570) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2571) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation. Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [11 juin 1971] (p. 2769) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « pris pour avis » à insérer le mot : « conforme »* [12 juin 1971] (p. 2862) ; *définition des plans d'occupation des sols* (p. 2862) ; Art. 16 : *Possibilité donnée aux conseils municipaux d'exonérer de la taxe locale d'équipement les sociétés d'économie mixte réalisant des programmes locatifs dans le cadre du régime des primes et prêts du Crédit foncier* (p. 2878) ; *son vote contre cet article* (p. 2880) ; ses explications de vote : *caractère du projet de loi ; insuffisance des dispositions prévues pour limiter la spéculation sur les terrains* (p. 2881) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le pays haut-lorrain ; profits des monopoles de la sidérurgie ; crise de l'emploi ; politique de l'énergie* [17 juin 1971] (p. 3063) ; *diversification de l'industrie textile traditionnelle* (p. 3064).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la libération d'un meurtrier [15 octobre 1971] (p. 4620, 4621).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Conditions d'attribution de l'essence détaxée* [21 octobre 1971] (p. 4746) ; Art. 13 : *Ses observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 4763) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Son vote*

contre le titre III [26 octobre 1971] (p. 4914) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problèmes du personnel : cadeaux faits par l'Etat aux sociétés privées et aux fournisseurs de matériel ; loyers payés par les sociétés Finextel et Codétel ; emprunts des P.T.T.* (p. 4921) ; *bénéfices de certaines sociétés privées ; négociation avec les organisations syndicales ; ses observations sur les catégories C et D, les cadres B et A ; problème des indemnités et des primes de nuit ; droits syndicaux ; possibilité d'un accord préservant et garantissant l'avenir du personnel concerné par la modernisation ; constitution d'un conseil d'administration paritaire responsable de la gestion des P.T.T.* (p. 4922, 4923) ; *vote du groupe communiste* (p. 4928) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Augmentation des charges supportées par les agriculteurs ; nombre des retraités agricoles ; prestation agricoles ; possibilité de créer une nouvelle tranche au-dessus de 10.000 francs de revenu cadastral ; critère du revenu cadastral* [16 novembre 1971] (p. 5766) ; *abattement des taxes pour les 300 premiers quintaux de céréales livrées ou les 200 premières tonnes de betteraves* (p. 5767) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 14-1 de l'Ordonnance du 26 septembre 1967 : *Vote du groupe communiste* [23 novembre 1971] (p. 6038) ; en deuxième lecture : *Atteintes portées à la coopération agricole sous prétexte de la modernisation de son statut* [25 mai 1972] (p. 1917), Art. 8 : *Son amendement (pondération des voix)* (p. 1922), Art. 11 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (pondération des voix des associés)* (p. 1924), Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à supprimer les paragraphes 8° et 9° du texte proposé par l'article 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967* (p. 1928) ;

— du projet de loi instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles : *Vote du groupe communiste ; situation des salariés agricoles ; problème de la parité en matière de couverture des accidents du travail* [23 novembre 1971] (p. 6045) ; Art. 1er : *Son amendement relatif au seuil de 20 salariés entraînant la création de comités d'entreprise* (p. 6046) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : *Intérêt des usagers ; vote des députés communistes* [15 décembre 1971] (p. 6806) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Application de la patente aux coopératives agricoles* [20 décembre 1971] (p. 7003) ; Art. 26 : *Vote du groupe communiste* (p. 7009) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 7 : *Compétence du conseil régional ; élaboration du plan* [27 avril 1972] (p. 1118).

Prend part au débat que les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Chômage dont souffre la jeunesse ; inadaptation de l'enseignement* [28 avril 1972] (p. 1214).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier : *Formation nécessaire des experts* [25 mai 1972] (p. 1902).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux militaires blessés en manœuvres [9 juin 1972] (p. 2384, 2385).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne : *Risque de ce projet de loi d'entraîner l'ouverture de nos frontières sans garantie et sans contrôle sérieux aux plants et boutures de vigne provenant des pays extérieurs à la C.E.E.* [12 octobre 1972] (p. 4116) ; *protestations du groupe communiste* (p. 4116) ; *vote du groupe communiste* (p. 4117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE

DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Bénéfices pour les sociétés de financement et risques pour le service public ; difficultés pour le personnel des P.T.T. ; médiocrité du service ; emprunt ; remise au secteur privé de travaux rentables ; séparation des télécommunications de l'ensemble des P.T.T.* [7 novembre 1972] (p. 4768) ; *gestion néfaste à l'intérêt du public et à celui du personnel ; scandale du marché noir du téléphone et de la pratique des avances remboursables ; taux d'intérêt sur les sommes mises à la disposition du Trésor par les chèques postaux ; disparition de petits bureaux en zone rurale ; distribution des imprimés sans adresse ; « poster » (sorte de recette distribution mobile) ; courrier individuel à distribution exceptionnelle (C.I.D.E.X) ; mise en cause de la notion de service public ; amputation du pouvoir d'achat des traitements ; revendications du personnel ; suppression de l'auxiliariat ; programme commun qui libèrerait les P.T.T. du carcan des monopoles ; vote contre ce budget* (p. 4769) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Avantages vieillesse ; programme commun de la gauche ; minimum vieillesse ; sa demande de relèvement du plafond des ressources ouvrant droit au bénéfice du fonds national de solidarité afin que les petits et moyens exploitants puissent bénéficier de leur retraite complémentaire ; création d'une indemnité viagère de départ unique au taux de trois mille francs indexée sur le S.M.I.C. dont bénéficieraient tous les exploitants familiaux cessant ou ayant cessé leur activité ; sa demande de réforme de l'indemnité viagère de départ* [14 novembre 1972] (p. 5172) ; *taxe au profit de l'association nationale pour le développement agricole ; financement du budget social de l'agriculture ; conditions de l'ouverture du droit à une pension d'invalidité ; retraite des aides familiaux ; statut de l'aide familiale* (p. 5173) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : *Importance des ravages causés par cette maladie ; subvention pour la vaccination anti-aphteuse* [30 novembre 1972] (p. 5762) ;

— du projet de loi relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants, Après l'Art. 3 : *Son amendement (indemnisation des pertes de production résultant de la création d'une zone de protection* [30 novembre 1972] (p. 5767) ; *ses observations* (p. 5767) ;

— du projet de loi relatif au Code du travail : *Simulacre de consultation mettant le Parlement dans l'incapacité d'exercer un contrôle réel ; nécessité d'une réforme profonde du Code du travail ; protection des travailleurs en matière de discipline du travail et de licenciement* [12 décembre 1972] (p. 6081).

LUCAS (Pierre)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1975] (p. 2302).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 33 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération, **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 11 : Développement scientifique (Crédit du Ministère du Développement industriel et scientifique) ; annexe n° 34 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 11 : Développement scientifique ; annexe n° 35 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 9 : Développement scientifique (Crédits du Ministère du Développement industriel et scientifique) ; annexe n° 36 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération, n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 36 : Marine marchande ; annexe n° 38 : Légion d'honneur et ordre de la libération, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, après les mots : « trois ans » à rédiger ainsi la fin de la première phrase : « les experts comptables stagiaires ne pourront, en aucun cas, tenir pour leur propre compte des comptabilités. Ils n'auront aucun comptable salarié »* [17 octobre 1968] (p. 3365) ; *cas des experts comptables stagiaires ; retrait de son amendement* (p. 3365) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Situation économique et sociale de Marseille et de sa région ; nombre des demandes d'emploi à Marseille* [5 novembre 1968] (p. 3931) ; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses salutations à l'égard de M. le grand chancelier de l'Ordre de la Libération ; ses observations sur les dépenses ordinaires et les traitements ; contingentement spécial de décorations à l'occasion des fêtes anniversaires de l'armistice de 1918 ; ses observations sur les services de la grande chancellerie ; maisons d'éducation ; remise en état de la maison des Loges ; construction d'un mur dans le parc de la maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis ; budget annexe de l'Ordre de la Libération ; nombre des médaillés de la Résistance ; travaux prévus à l'annexe Robert-de-Cotte* [8 novembre 1968] (p. 4152) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs bien outremer : *Son vote sur le projet de loi ; aspects économiques du problème ; exemple des Bouches-du-Rhône ;* [8 octobre 1969] (p. 2534) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Salue la présence dans l'hémicycle de MM. les grands chanceliers de l'Ordre de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération ; ses observations sur les recettes, les dépenses ordinaires et les traitements ; question des contingents de la Légion d'honneur ; nombre de titres exigés pour les anciens combattants de la guerre 1914-1918 ; services de la grande chancellerie ; maisons d'éducation ; maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis ; érection du mémorial de la Résistance française* [5 novembre 1969] (p. 3369, 3370) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Malaise au sein des organismes français de recherche ; ses observations sur le V^e Plan ; problème de l'atome ; recherche fondamentale ; question de l'informatique ; rôle de la délégation générale à l'informatique ; situation de la compagnie internationale pour l'informatique ; problème de l'océanologie ; rôle du centre national d'exploitation des océans ; coopération internationale dans le domaine de la recherche ; production de l'uranium enrichi ; problème de la création en Europe d'une usine de séparation isotopique ; fonctionnement de l'Euratom ; création d'une industrie multinationale de l'informatique ; projet de satellite de télécommunications « Symphonie » ; politique française de participation aux activités du C.E.R.S. et du C.E.C.L.E.S. ; installation du centre de lancement de Kourou ; projet Intersat ; définition d'une politique européenne globale de la recherche* [6 novembre 1969] (p. 3427, 3428) ; Titre III : *Coût de la base de Kourou* (p. 3481) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du

12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe II de cet article par une nouvelle phrase : « Ces dispositions sont également étendues aux chauffeurs de taxi travaillant à leur compte depuis juillet 1966 »* [3 décembre 1969] (p. 4551) ; *son amendement tendant après la première phrase du premier alinéa du paragraphe II de cet article à insérer les mots : « l'ensemble des risques couverts par ce régime » la phrase suivante : « Ces dispositions sont également étendues aux chauffeurs de taxi qui ont acquis cette qualité entre le 12 juillet 1966 et le 1er janvier 1969 »* (p. 4552) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Formation professionnelle ; corollaire de la politique d'aménagement du territoire : la mobilité de la main-d'œuvre ; ses observations sur le C.A.P. et le brevet de technicien ; réforme des conditions d'utilisation de la taxe d'apprentissage ; participation des représentants des travailleurs et des employeurs dans les actions de formation professionnelle ; adaptation des institutions d'enseignement existantes ; formation et perfectionnement des enseignants ; contenu des programmes ; méthodes pédagogiques* [15 juin 1970] (p. 2657, 2658) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses salutations au Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur et au Secrétaire général de l'Ordre de la Libération* [29 octobre 1970] (p. 4913) ; *ses observations sur ce budget ; prévisions d'un contingent de chevaliers de la Légion d'honneur en vue de récompenser les postulants qui, anciens combattants de la guerre de 1914-1918, sont titulaires de la médaille militaire ; augmentation des dépenses des services de la grande chancellerie ; problème des maisons d'éducation ; restauration du palais de Salm et des locaux administratifs ; amélioration du musée-mémorial* (p. 4914) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Question de savoir si la France a une politique de la recherche scientifique ; choix des types de réacteurs nucléaires ; participation française aux travaux des organismes européens de recherche spatiale ; encouragement donné au développement et aux applications de la recherche, susceptibles de déboucher sur une exploitation industrielle ; évolution des crédits ; ses observations sur le VIe Plan ; situation des personnels ; définition d'une politique scientifique cohérente ; revendications présentées par les personnels de la recherche ; ses observations sur l'atome* [30 octobre 1970] (p. 4959) ; *abandon du réacteur national du type uranium naturel-graphite-gaz, au profit du réacteur à uranium enrichi ; missions du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur le réacteur expérimental Rapsodie ; travaux du réacteur Phénix ; absence de progrès en matière de coopération internationale ; ses observations sur l'accélérateur de particules du Centre européen de recherche nucléaire ; crédits du centre national d'études spatiales ; négociations avec la N.A.S.A. ; utilisation de la base de Kourou ; problème de l'informatique ; plan-calcul ; absence d'une politique européenne de la recherche exploitation des océans ; réalisations du Centre national pour l'exploitation des océans ; écart entre l'Europe et les nations technologiquement avancées* (p. 4960) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5013) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Décrets d'application de la réforme hospitalière ; autonomie des établissements de soins privés ; réforme de la tarification des soins* [4 novembre 1971] (p. 5321) ; *nécessité de traiter sur un pied d'égalité les établissements publics et privés* (p. 5322) ; BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Salue la présence du Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur ; recettes et dépenses de ce budget annexe ; traitements des légionnaires et des médaillés militaires ; dépenses des services de la grande chancellerie ; maisons d'éducation ; ses observations sur la maison d'éducation de Saint-Denis et la maison d'éducation des Loges* [5 novembre 1971] (p. 5360) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des crédits ; priorité donnée aux recherches à finalité industrielle ; crédits de recherche civile du commissariat à l'énergie atomique ; recherche atomique ; commande d'une centrale à eau pressurisée qui doit être construite à Fessenheim ; construction d'une usine fonctionnant selon la technique de l'eau bouillante dans la région*

lyonnaise (p. 5397) ; *procédé de séparation isotopique par diffusion gazeuse ; recherche spatiale ; centres européens de recherche spatiale ; problème des lanceurs ; crédits affectés à l'informatique ; Centre national d'exploitation des océans ; moyens de la direction générale à la recherche scientifique et technique ; contrats d'aide au développement* (p. 5398, 5399) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [7 décembre 1971] (p. 6455) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Moyens des services ; commission Ecal ; sécurité de la navigation ; subvention à la société nationale de sauvetage en mer ; action culturelle et sociale ; apprentissage maritime ; établissement national des invalides de la marine* [3 novembre 1972] (p. 4672) ; *construction navale ; concurrence internationale ; problème des pêches maritimes ; extension unilatérale des limites des eaux territoriales ; exploitation rationnelle des mers* (p. 4673) ; Titre VI : *Ne s'associe pas à l'amendement de M. Miossec tendant à demander au Gouvernement une nouvelle politique d'aide à la pêche* (p. 4687) ; BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Insuffisance des traitements des légionnaires, des médaillés militaires, des membres de l'Ordre national du Mérite* [8 novembre 1972] (p. 4835) ; *insuffisance du nombre de décorations prévu pour récompenser les anciens combattants de la guerre 1914-1918 ; autorisations de programme pour la grande chancellerie, la maison de Saint-Denis et la maison des Loges ; lenteur dans l'examen des dossiers concernant les mutilés de guerre pensionnés à 80 % et plus ; ordre de la Libération ; médaillés de la Résistance* (p. 4836).

LUCIANI (Emile)

Député de la Somme.
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale, une question orale sans débat relative à l'avenir de l'industrie aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3524, 3527).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Egalité des droits pour le remboursement ; problème des cotisations ; insuffisance des études actuarielles ; équilibre des caisses ; problèmes de la vieillesse* [2 décembre 1969] (p. 4497, 4498).

M

MACQUET (Benoît)

Député de la Loire-Atlantique
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages socianx des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à prévoir la réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril, **n° 99** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1486) instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé, **n° 1500** [8 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : 1° (n° 410) tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % avant l'âge de 65 ans, aux femmes assurées dont l'état de santé ne leur permet plus de supporter la pénibilité de leur métier et à celles qui ont assumé des charges de famille ; 2° (n° 669) tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % aux femmes assurées ayant atteint l'âge de 60 ans, **n° 1719** [13 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, ses explications de vote : *Volonté sociale du gaullisme ; aspirations des salariés ; vote du groupe U.D.R.* [4 décembre 1968] (p. 5105).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *La régionalisation ne doit pas porter atteinte à l'unité nationale ; réforme des institutions communales ; découpage communal ; représentation des catégories professionnelles au Sénat ; problème du nombre des régions ; métropoles d'équilibre ; participation des députés aux conseils régionaux ; ressources des régions ; ses observations sur l'impôt, les emprunts, les subventions* [13 décembre 1968] (p. 5468, 5469).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Son appro-*

bation de la proposition de loi [29 avril 1969] (p. 1117) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « tes dispositions prévues à l'article 3 de la présente loi sont applicables aux personnes du sexe féminin visées au premier alinéa »* [10 juin 1970] (p. 2443) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur l'Ouest et le Sud-Ouest ; développement de la façade atlantique ; ses observations sur les axes routiers ; amélioration des liaisons ferroviaires* [17 juin 1970] (p. 2741, 2742) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé, en qualité de *Rapporteur : Historique parlementaire de la question ; son souhait que les propositions des parlementaires soient davantage prises en considération ; notion d'enfant orphelin ; indication des bénéficiaires de l'allocation* [10 décembre 1970] (p. 6402) ; *cas de la veuve restée seule avec un enfant ; plafond de ressources au-delà duquel l'allocation cesse d'être due ; fixation du taux de l'allocation par décret ; application de la loi dans les départements d'outre-mer ; nombre d'enfants concernés par cette allocation* (p. 6403) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6407) ; Art. L 543-6 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article, après les mots : « La personne » à insérer le mot : « physique »* (p. 6408) ; Art. L 543-8 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « Le ou les plafonds de ressources au-delà duquel ou desquels l'allocation cesse éventuellement d'être due »* (p. 6409).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement relatif à une taxe en faveur de l'industrie de la chaussure [17 novembre 1971] (p. 5853).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Art. 6 : *Possibilité d'un découvert involontaire* [24 novembre 1971] (p. 6079) ; Art. 74 du décret du 30 octobre 1935 : *Ses observations sur les paroles de M. Bernard Marie* (p. 6083).

MADRELLE (Philippe)

Député de la Gironde
(4[e] circonscription)
F.G.D.S., puis S.

En remplacement de M. René Cassagne, décédé le 12 novembre 1968.

L'Assemblée prend acte de son remplacement [14 novembre 1968] (p. 4417).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [18 novembre 1968] (p. 4673).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [22 novembre 1968] (p. 4829), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale (p. 3123).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 9 : *Age des délégués syndicaux et de leurs suppléants ; abaissement de cet âge à 18 ans* [4 décembre 1968] (p. 5090, 5091) ; *proposition de loi de M. Vivien* (p. 5091) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : *Cas des viticulteurs des départements de la Gironde ; ses observations sur la fiscalité ; application de la loi aux vins délimités de qualité supérieure ainsi qu'aux vins de consommation courante* [10 décembre 1968] (p. 5269) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Règle de la solidarité nationale ; son*

vote sur le projet de loi ; situation des rapatriés au moment de leur retraite [8 octobre 1969] (p. 2534) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Régression du budget ; restriction des crédits pour subventions aux associations d'éducation populaire ; montant des subventions d'équipement aux collectivités locales ; office franco-québécois ; problème des créations de postes de professeur d'éducation physique et sportive* [30 octobre 1969] (p. 3122) ; TRANPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Situation de la construction et de la réparation navale à Bordeaux, après la décision de fermeture des constructions industrielles et navales de Bordeaux ; problème du reclassement des travailleurs des chantiers ; maintien en activité des chantiers de Bordeaux* (p. 3142) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème du développement industriel de l'Aquitaine et de la région bordelaise en particulier ; fermeture des chantiers navals France-Gironde ; question de reclassement ; ses observations sur les zones à urbaniser en priorité de Cenon, Floirac et Lormont ; implantation d'une puissante pétrochimie dotée d'un steam-cracking ; priorité devant être accordée à l'autoroute du Nord-Espagne par Bordeaux et Bayonne* [6 novembre 1969] (p. 3471) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation financière des viticulteurs girondins ; exemple du Bordelais ; prix des vins ; exode rural ; vins d'appellation d'origine contrôlée ; droits frappant les vins ; ses observations sur la T.V.A.* [18 novembre 1969] (p. 3936, 3937);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Déclassement des vins d'appellation d'origine contrôlée ; cas des viticulteurs girondins ; problème de la chaptalisation* [19 décembre 1969] (p. 5100).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4232) : *Problèmes de la rentrée (exemples de Lormont et de Saint-Loubès) ; diminution du nombre de créations de C.E.S. ; augmentation des crédits attribués à l'enseignement privé* (p. 4236, 4237).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux cotisations d'assurance volontaire [23 octobre 1970] (p. 4633).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur le secteur socio-éducatif ; nombre d'animateurs nécessaires ; statut des animateurs ; création du fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire* [23 octobre 1970] (p. 4656) ; *ses observations sur les camps, les colonies, les maisons familiales de vacances et les communautés d'enfants ; rôle des piscines itinérantes ; importance de la planification* (p. 4657) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME) : *Problème du logement social ; objectifs du Ve Plan ; crise du logement ; ses observations sur les programmes d'H.L.M. ; augmentation des coûts des travaux ; ses observations sur « l'aide à la personne » ; allocation de loyer aux personnes âgées ; conditions de prêts des caisses d'épargne ; ses observations sur les Z.U.P. ; insuffisances globales et sectorielles de la politique du Gouvernement en matière de logement problème de l'environnement* [4 novembre 1970] (p. 5128) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la viticulture ; augmentation du prix du vin à la production ; ses observations sur les appellations d'origine contrôlée « Bordeaux » ; distorsion entre les prix à la production et à la consommation ; maintien du droit de circulation* [7 novembre 1970] (p. 5335) ; *rémunération des serveurs dans les restaurants parisiens par rapport aux producteurs ; fourniture d'alcool vinique ; situation des propriétaires de la Gironde* (p. 5335).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du vin distillé [12 mai 1971] (p. 1814).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, ses explications de vote : *Ses observations sur les dispositions autoritaires du projet de loi ; opposition du Gouvernement aux amendements de caractère libéral ; vote du groupe socialiste* [3 juin 1971] (p. 2343, 2344) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Education nationale ; formation ; financement des projets importants ; ensei-*

gnement agricole [16 juin 1971] (p. 3013) ; *enseignement privé* (p. 3014).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la manufacture des tabacs de Bordeaux [25 juin 1971] (p. 3447).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève dans une usine de Gironde (usine Michelin à Bassens) [22 octobre 1971] (p. 4801).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Emploi des jeunes ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi* [27 octobre 1971] (p. 4985) ; *problème des travailleurs âgés et des handicapés ; exercice des libertés syndicales ; application de l'amendement Vallon* (p. 4986) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des viticulteurs de la Gironde ; ses observations sur les vins rouges d'appellation contrôlée « Bordeaux » ; problème des vins de consommation courante* [16 novembre 1971] (p. 5749) ; *production d'une eau-de-vie « d'Aquitaine » ; problème de la fiscalité* (p. 5750).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative aux communautés urbaines [19 novembre 1971] (p. 5990, 5991, 5992).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide aux travailleurs sans emploi [9 juin 1972] (p. 2382).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative aux veuves civiles [30 juin 1972] (p. 3071) : *Abrogation des discriminations établies par la législation au détriment des femmes ; propositions préconisées par le groupe socialiste ; réservations d'emplois aux femmes chefs de famille* (p. 3074, 3075) ; *retard de la législation française en la matière par rapport à celle des autres pays d'Europe* (p. 3077).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Augmentation du pouvoir d'achat, moindre en France que dans les autres pays de la C.E.E. et inégale répartition des revenus ; insuffisance des crédits* [6 novembre 1972] (p. 4735) ; *égalité des salaires masculins et féminins ; augmentation de la retraite des personnes âgées ; politique du troisième âge ; absence de politique cohérente pour les jeunes ; carence pour la formation professionnelle ; taxe patronale pour la formation permanente ; travailleurs immigrés ; résorption des logements insalubres ; adductions d'eau en milieu rural ; disparition du mouvement français pour le planning familial ; prestations familiales ; handicapés* (p. 4736) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation des professeurs d'enseignement général de collège ; insuffisances des postes d'agents du service de l'éducation nationale et dans le domaine de la surveillance des élèves ; création de postes au niveau du premier cycle ; sacrifice des disciplines artistiques et de l'éducation physique ; classes préprofessionnelles ; budget ne permettant pas à l'école de remplir ses missions* [9 novembre 1972] (p. 4967).

MAGAUD (Charles)

Député de Paris
(11e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Roger Frey, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), (24 septembre 1968) (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Comission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure de codification [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif a la création et

à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et comcipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à tion et à la répression des infractions en maitère de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et

relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 304) tendant à étatiser la police dans les communes suburbaines de Nantes, **n° 524** [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 826), complétant l'article 11 du Code pénal, en vigueur aux Comores. aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans le territoire français des Afars et des Issas, **n° 887** [13 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 864), relatif à l'application de certains traités internationaux, **n° 897** [20 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 639), tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef, **n° 979** [16 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 992) autorisant la ratification de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature à Tokyo le 14 septembre 1963, signée par la France le 11 juillet 1969, **n° 1128** [6 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1199), tendant à insérer dans le Code pénal un article 462 réprimant le détournement d'aéronef, **n° 1344** [30 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1560), rejetée par le Sénat, relative à l'ouverture d'options, de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés, **n° 1566** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés, **n° 1602** [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 949), modifiant l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises, **n° 1375** [6 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, **n° 1418** [28 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1211), tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises, **n° 1497** [8 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1613) relatif à certains personnels de l'aviation civile, **n° 1630** [2 avril 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — V. - Territoire d'outre-mer, n° 2014 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2088) tendant à créer une commission de contrôle sur le fonctionnement du service de documentation extérieure et de contre-espionnage, n° 2292 [4 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2364), adopté par le Sénat, modifiant les dispositions du Code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci, n° 2464 [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2363), adopté par le Sénat, complétant l'article 462 du Code pénal, n° 2465 [22 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — V. - Territoires d'outre-mer, n° 2589 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2501) relatif à la police des aérodromes et complétant le Code de l'aviation civile, première partie (législative), n° 2663 [21 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2500), relatif à la compétence territoriale du ministère public et des juridictions répressives sur certains aérodromes, n° 2664 [21 nobembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2773), modifié par le Sénat, relatif à la police des aérodromes, modifiant et complétant le Code de l'aviation civile, première partie (législative), n° 2802 [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2707) étendant aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises et au territoire français des Afars et des Issas, les articles premier à 7 de l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier, n° 2806 [19 décembre 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée par M. Lamps à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [30 avril 1969] (p. 1169).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale avec débat relative au financement privé des autoroutes [3 octobre 1969] (p. 2483) : *Intégration des mesures envisagées dans la politique économique générale du Gouvernement ; influence de la construction des autoroutes sur la transformation des structures sociales ; « détocatisation » industrielle ; souplesse du système de la concession ; contradiction entre les nécessités de l'aménagement du territoire et la rentabilité du réseau d'autoroutes ; technique de construction des autoroutes ; extension des contrats publics à l'environnement des autoroutes (stations-service, restauroutes, zones industrielles) ; droits des usagers et des riverains ; importance des accès à l'autoroute expropriation des agriculteurs ; conditions de relogement des personnes expropriées* (p. 2485, 2486).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux en qualité de *Rapporteur : Notion de liberté d'établissement et des prestations de services ; cas de la profession d'architecte ; ses observations sur les professions médicales, paramédicales et juridiques ; procédure de l'article 38 de la Constitution* [25 novembre 1969] (p. 4344, 4345) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « avant*

le 1er janvier 1974 » *les mots : « à compter du 1er janvier 1970 et jusqu'au 31 décembre 1972* » (p. 4346) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « devront être déposés devant le Parlement avant le 1er avril 1974 » les mots : « seront déposés devant le Parlement au plus tard le premier jour de la session ordinaire d'avril de l'année suivant celle de la publication de chaque ordonnance* » (p. 4346) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature à Tokyo le 14 septembre 1963 signée par la France le 11 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la piraterie aérienne ; état actuel des relations internationales ; analyse de la convention ; fixation des compétences législatives ; ses observations sur les avions militaires, de police et de douane ; problème des infractions commises entre deux points d'un territoire national ; conflit de compétences entre Etats ; définition des pouvoirs de police du commandant d'aéronef ; conduite des Etats contractants en cas de capture illicite d'un aéronef ; détention de toute personne présumée être l'auteur d'un acte de piraterie aérienne ; problème posé par l'extradition ; cas où le mobile de l'auteur de l'infraction est politique ; pouvoirs et obligations de l'Etat d'atterrissage ; problèmes d'harmonisation entre le droit international et le droit interne* [19 mai 1970] (p. 1780, 1781) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Charles Bignon tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur quelques tentatives de détournement d'avions ; motivations de ce phénomène ; portrait du pirate de l'air typique ; risques que peuvent faire courir les détournements d'avions ; fragilité des appareils : risques relatifs à la sécurité aérienne ; vulnérabilité de la circulation aérienne ; développement de la guerre politique ; conflits de compétence ; disparité des régimes d'extradition ; mesures préventives ; cas de l'Aéroport de Paris ; utilisation des moyens électromagnétiques ; mesures préventives à bord des aéronefs ; moyens psychologiques pour lutter contre les détournements d'avions ; aspect répressif du problème ; nécessité de caractériser l'infraction et de choisir entre le délit et le crime ; répression de la tentative et de la complicité ; attitude des syndicats des pilotes de ligne* [19 mai 1970] (p. 1783 à 1785) ; Art. unique : *Ses observations sur ce texte* (p. 1787) ; en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 462 réprimant le détournement d'aéronef, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [30 juin 1970] (p. 3337, 3338).

Mise au point au sujet du vote du général de Bénouville sur le projet de loi de programme relative aux équipements militaires [9 octobre 1970] (p. 4226).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises, en qualité de *Rapporteur : Législation sur les chèques sans provision ; extension aux départements et territoires d'outre-mer de l'article 31 de l'ordonnance du 28 septembre 1967* [14 octobre 1970] (p. 4269) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre : « Projet de loi tendant à rendre applicable dans les départements et territoires d'outre-mer, l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967, relatif aux chèques sans provision* » (p. 4270) ; *retrait de son amendement* (p. 4270) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Caractère du budget* [28 octobre 1970] (p. 4838) ; *poids représenté par les personnes âgées ; ses observations sur les allocations de vieillesse et les équipements destinés aux personnes âgées ; relèvement du plafond des ressources ; nécessité de remédier aux conséquences du progrès pour les personnes âgées ; nécessité d'éviter une ségrégation ; protection des personnes âgées contre les nuisances ; problème de l'utilisation des ordinateurs ; abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes malades ; abattement de 10 % sur les pensions de retraite sur le plan fiscal ; augmentation de la retraite de la sécurité sociale lorsque les assujettis ont cotisé pendant plus de trente ans* (p. 4838, 4839) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les « stocks options » ; mécanisme de l'opération ; ses observations sur le fait que le pouvoir économique tend à se dissocier de la propriété ; situation des cadres ; développement de la technocratie ; transformation des classes moyennes ; rémunération à long terme des personnels des entreprises* [10 décembre 1970] (p. 6416) ; *amélioration de la gestion des entreprises ; problème du recrutement d'équipes de recherche ; élargissement du marché financier ; caractère de l'épargne des cadres ; création d'un nouvel état d'esprit sur le marché financier* (p. 6417) ; *coordination du texte en discussion avec la loi du 24 juillet 1966 ; ses observations sur les modalités de plans d'achats ; cas des administrateurs salariés ; rythme de l'opération ; ses observations sur le principe de la fixité du capital et sur l'interdiction de rachat par une société de ses propres actions ; mesures d'ordre fiscal ; portée du texte* (p. 6418, 6419) ; Art. 208-1 de la loi du 24 juillet 1966 : *Délai de conservation des titres* (p. 6423) ; *problème de l'obligation éventuelle de rachat par l'entreprise* (p. 6423) ; Art. 208-3 de la loi du 24 juillet 1966 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 6424) ; Art. 208-6 de la loi du 24 juillet 1966 : *Ses observations sur la part du capital réservés aux plans d'actions* (p. 6425) ; Art. 208-7 de la loi du 24 juillet 1966 : *Problème de l'allongement des délais de la levée d'option* (p. 6426) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour les salariés d'obtenir des titres immédiatement négociables)* (p. 6427) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; arguments de la seconde chambre ; organisation de la participation ; amélioration de la gestion des entreprises ; élargissement du marché financier* [18 décembre 1970] (p. 6698) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la discussion au Sénat* [19 décembre 1970] (p. 6726) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile, en qualité de *Rapporteur : Climat de crise dans la navigation aérienne ; conséquences des grèves ; engagements internationaux de la France ; harmonisation des statuts des corps de techniciens de la catégorie B et des ingénieurs de la catégorie A ; création d'un corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile (I.E.A.C.)* [28 avril 1971] (p. 1508) ; *modification des conditions de recrutement ; principe du libre exercice du droit syndical ; attitude des syndicats ; échelonnement indiciaire des I.E.A.C.* (p. 1509) ; *son opposition à la question préalable ; droit de grève* (p. 1511) ; Art. 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Fontaine* (p. 1515) ; Art. 3 : *Interdiction du droit de grève* (p. 1516) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Etat récapitulatif de l'effort financier et budgétaire consacré aux territoires d'outremer ; prise en charge par l'Etat des fonctionnaires territoriaux ; organisation des communes en Polynésie ; développement du tourisme ; amélioration des transports* [3 novembre 1971] (p. 5193, 5194) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Importance du bruit à Paris ; pollution de l'air ; programme du parti communiste* [8 novembre 1971] (p. 5524) ; *transfert du poids de la lutte des contribuables vers les producteurs ; nécessité de dénoncer les collectivités locales qui refusent de traiter leurs effluents domestiques* (p. 5525) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Situation des commerçants et artisans en retraite ; ses observations sur l'Organic et la Cancava ; revalorisation des retraites ; alignement des retraites anciennes et nouvelles sur le régime général de la sécurité sociale ; date d'entrée en application de la loi* [17 mai 1972] (p. 1597) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions du Code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci, en qualité de *Rapporteur : Convention de La Haye, compétence territoriale ; application du projet de loi aux territoires d'outre-mer* [27 juin 1972] (p. 2854, 2855) ;

— du projet de loi complétant l'article 462 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur : Peines à l'égard des auteurs de détournements d'avions ; convention de La Haye ; application de ce texte aux départements d'outre-mer* [27 juin 1972] (p. 2855) ;

— de la deuxième partie de la loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Remplacement des services de l'Etat dans ces territoires ; prise en charge par l'Etat des services ou des fonctionnaires territoriaux ; subventions à des budgets locaux ; Parlement : Présentation de ce budget ; documents récapitulatifs incomplets ; lutte contre la sous-administration des territoires ; mission Magendie chargée de l'identification des populations des Afars et des Issas ; création d'un groupe nomade autonome ; forces mobiles d'intervention ; mise en place des communes des territoires du Pacifique ; règlement de la question du Palais du tribunal de Papeete ; accroissement des services de l'Etat en Nouvelle-Calédonie ; création de communes aux Nouvelles-Hébrides ; politique sanitaire ; hôpital de Moroni* (p. 5450) ; *prévention de la tuberculose et de la lèpre ; hôpital de Mata-Utu ; politique en matière d'éducation et de culture ; prise en charge de l'enseignement primaire dans les territoires des îles Wallis et Futuna et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; centre culturel à Saint-Pierre-et-Miquelon ; transports aériens : son souhait de création d'une liaison aérienne régulière entre l'île Wallis et l'île Futuna* [18 novembre 1972] (p. 5451) ;

— du projet de loi relatif à la compétence territoriale du ministère public et des juridictions répressives sur certains aérodromes, en qualité de *Rapporteur : Projet ayant pour objet d'unifier et de simplifier les procédures d'instruction et de jugement concernant les infractions à la police des aérodromes et tendant à régler les conflits de compétence entre les juridictions répressives ; vœu qu'une unification identique soit opérée pour les juridictions civiles et les juridictions administratives* [29 novembre 1972] (p. 5737) ; Art. 2 : *Son amendement faisant apparaître que les dispositions transitoires toucheront aussi bien les juridictions d'instruction que les juridictions de jugement* (p. 5738) ;

— du projet de loi relatif à la police des aérodromes, modifiant et complétant le Code de l'aviation civile première partie, en qualité de *Rapporteur : Lutte contre des formes nouvelles de criminalité ou de délinquance et, en particulier, contre les détournements d'avion ; recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale ; lois des 15 juillet 1970 et 5 juillet 1972 ; texte modernisant les règles concernant la protection des aérodromes conformément à la deuxième convention internationale de Montréat ; préoccupations de sécurité, rapidité et dissuasion ; transfert au préfet des pouvoirs de police générale que détiennent actuellement les maires ; sanctions sévères ; pouvoirs d'action d'office conférés aux autorités chargées de la police des aérodromes pour la conservation et l'exploitation des installations ; droit de fouille ;* [29 novembre] (p. 5738 et 5739) ; Art. 1er : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement rappelant les prérogatives du service des douanes dans les opérations de contrôle opérées sur les aérodromes internationaux* (p. 5739) ; *son amendement restreignant la portée des dispositions de cet article à la police des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et des aérodromes réservés à l'usage d'administrations de l'Etat* (p. 5739) ; Art. 2 : *Son avis favorable à l'amendement du Gouvernement précisant dans l'article L 282-8 la manière de procéder, en accord avec la procédure pénale, à toutes les visites nécessaires* (p. 5741) ; *son amendement de pure forme à l'article L 282-10 du Code* (p. 5741) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Répression des infractions ; distinction entre les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et les aérodromes à usage restreint* [20 décembre 1972] (p. 6387) ;

— du projet de loi étendant aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises et au territoire français des Afars et des Issas, les articles premier à 7 de l'ordonnance du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les Comores ; insuffisances du régime juridique actuel ; compétence des juridictions judiciaires ; détermination des sanctions* [20 décembre 1972] (p. 6386).

MAINGUY (Paul)

Député des Hauts-de-Seine
(13e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant à la Commission nationale de l'équipement hospitalier [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— président de cette Commission [30 juin 1972] (p. 3101).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 537), modifié par le Sénat, tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national, **n° 543** [16 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 90 du Code des pensions civiles et militaires de retraite en vue d'assurer le paiement mensuel des pensions, **n° 648** [3 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 632) relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, **n° 1075** [14 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1253) modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, **n° 1366** [2 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1392), modifié par le Sénat, relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, **n° 1441** [19 novembre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 28 du Règlement, et présenté à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'activité de la Commission nationale de l'équipement hospitalier, **n° 1548** [16 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1556) relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, **n° 1589** [18 décembre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 28 du Règlement, et présenté à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'activité de la Commission nationale de l'équipement hospitalier, **n° 2861** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Etude du latin ; introduction de la politique à l'université ;*

importance de l'école maternelle ; situation des enfants nés dans des milieux simples [3 octobre 1968] (p. 3037, 3038) ; Art. 16 : *Possibilité pour tout titulaire de baccalauréat de s'inscrire dans un ou plusieurs établissements* [10 octobre 1968] (p. 3208) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des externes des hôpitaux ; multiplication des étudiants dans les services ; situation des radiologistes privés* [6 novembre 1968] (p. 4001, 4002) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le Chili ; effort de la France vers les pays d'Amérique du Sud ; importance de l'expérience chilienne ; rôle des établissements français ; ses observations sur la situation actuelle de notre langue ; problème des bourses ; coopération technique ; signature d'un traité franco-germano-chilien créant un centre de formation professionnelle en électricité et mécanique ; développement des échanges culturels ; rôle de la télévision pour le développement de l'influence française* (p. 4094, 4095) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Protection civile ; problème des retombées radioactives ; ignorance de la population française en matière de précaution ; éventualité d'une loi-cadre en la matière* [14 novembre 1968] (p. 4398, 4399) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Préaumont à substituer aux mots : « peuvent s'y organiser librement » les mots : « peuvent y exercer librement leurs activités »* [4 décembre 1968] (p. 5076) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5076) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national, en qualité de *Rapporteur : Possibilité pour le donateur de stipuler que la réserve de jouissance dont il bénéficie sa vie durant sera étendue après sa mort à son conjoint ; durée de la réserve de jouissance ; conditions d'accès du public aux œuvres d'art ; paiement par les héritiers des droits de succession* [18 décembre 1968] (p. 5622) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les règles de l'art ; conception de la beauté* [20 novembre 1969] (p. 4061) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Carte sanitaire de la France ; durée moyenne d'hospitalisation dans chaque service ; rôle de la Commission nationale d'équipement hospitalier ; ses observations sur les centres médicaux* [21 novembre 1969] (p. 4188, 4189) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des profession non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa (1°) de cet article : « Aux personnes exerçant ou ayant exercé, à titre exclusif une activité non salariée entraînant leur affiliation à un régime obligatoire légal ou réglementaire de sécurité sociale de salariés et aux bénéficiaires du I de l'article L 255 du Code de sécurité sociale »* [3 décembre 1969] (p. 4546) ; *cas des praticiens et auxiliaires médicaux* (p. 4546) ; *retrait de son amendement* (p. 4546) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer au mot « spéciale » les mots : « de spécialité »* (p. 4562) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4562) ;

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, en qualité de *Rapporteur : Prestations accordées aux praticiens conventionnés et à leurs ayants droit en matière d'assurance maladie, maternité et décès ; avantages en matière d'assurance vieillesse ; ses observations sur la dernière circulaire de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés ; problème de l'affiliation ; caisse autonome de retraite des médecins français ; transformation du régime facultatif en régime obligatoire* [4 juin 1970] (p. 2244, 2245) ; Art. L 613-6 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé à substituer aux mots : « sous convention conclue en application de l'article L 259 ou, en l'absence d'une telle convention, sous le régime » les mots : « dans le cadre d'une convention conclue en application de l'article L 259 ou en l'absence d'une telle convention dans le cadre du régime »* (p. 2248) ; *son amendement tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 613-6 du Code de la sécurité sociale à substituer aux mots : « à l'article 12 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 » les mots : « à l'article premier, 1° de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée »* (p. 2248) ; Art. 613-7 du

Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « les articles L 283 à L 296 » à insérer les mots : « L 297 »* (p. 2248) ; *prestations de l'assurance maternité en ce qui concerne les ayants droit des praticiens et auxiliaires médicaux* (p. 2248) ; *retrait de son amendement* (p. 2249) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 2249) ; *coordination entre le régime institué par le projet et les autres régimes d'assurance maladie obligatoire* (p. 2249) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « à la date à laquelle » les mots : « au cas où »* (p. 2249) ; Art. L 613-8 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « leur activité non salariée se soit exercée dans le cadre de conventions » à supprimer les mots : « comportant le bénéfice des avantages en cas de maladie »* (p. 2249) ; *conditions de durée ; ses observations sur les conventions conclues entre 1945 et 1960* (p. 2249) ; Art. L 613-10 du Code de la sécurité sociale : *Situation des praticiens retraités dans un autre régime* (p. 2250) ; Art. L 613-11 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (option pour les personnes visées aux articles L 613-6, L 613-8 et L 613-9 de s'affilier au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles institué par la loi de juillet 1966)* (p. 2250) ; *conditions d'attribution des avantages vieillesse aux conjoints survivants des praticiens décédés ; possibilité d'opter pour le régime des travailleurs non salariés ; déplafonnement des cotisations ; cas des praticiens retraités ; cotisation supplémentaire de solidarité à la charge des praticiens conventionnés ; cas de résiliation ou de non-renouvellement d'une convention* (p. 2250, 2251) ; Après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2251) ; Art. L 682 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (application du régime de prestations complémentaires de vieillesse)* (p. 2252) ; *son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé par son amendement, après les mots : « pourront prévoir » à insérer les mots : « à titre exceptionnel »* (p. 2252) ; *suppression du caractère facultatif du régime d'avantages complémentaires de vieillesse des médecins conventionnés ; opportunité de prévoir que certains praticiens et auxiliaires médicaux pourront être dispensés d'affiliation* (p. 2252) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2252) ; Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (recouvrement des cotisations des régimes obligatoires d'assurance vieillesse)* (p. 2253) ; Après l'Art. L 683 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2253) ; Art. L 682 du Code de la sécurité sociale : *Retrait de son amendement* (p. 2253) ; *son amendement tendant à remplacer le troisième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (évaluation de la durée prévue pour le calcul des avantages de vieillesse)* (p. 2253) ; *mention des années d'exercice de la médecine conventionnée accomplies dans le cadre du régime institué par les décrets de 1960 et 1962* (p. 2253, 2254) ; Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale : *Retrait de son amendement* (p. 2254) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (date d'application de la loi)* (p. 2254) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2254) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Régime complémentaire des prestations de vieillesse; problème du financement ; régime des non-salariés ; assiette des cotisations* [1er décembre 1970] (p. 6041) ; *fixation par décret des modalités de coordination ; contribution sociale à la charge des praticiens conventionnés ; régime complémentaire de retraite ; ses observations sur le fait que chacune des catégories professionnelles aura son propre régime de vieillesse ; prorogation du régime complémentaire d'assurance maladie ; modifications faites par le Sénat* (p. 6042) ; Art. L 613-10 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à remplacer les mots : « objet de la convention ou de l'adhésion personnelle prévue à l'article L 613-6 ou » par les mots : « de praticien ou d'auxiliaire médical ou sur »* (p. 6044) ; Art. L 613-10 A du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer cet article du Code de la sécurité sociale* (p. 6044) ; Art. L 682 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à*

substituer au premier alinéa du texte proposé pour cet article deux nouveaux alinéas (situation des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux ; conditions selon lesquelles les prestations complémentaires sont servies aux intéressés ainsi qu'à leurs conjoints survivants) (p. 6045) ; *rétablissement du régime facultatif* (p. 6045) ; Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale ; *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « objet de la convention ou de l'adhésion personnelle prévue à l'article L 613-6 » les mots : « de praticien ou d'auxiliaire médicale »* (p. 6045) ; Art. L 683-2 du Code de la sécurité sociale ; *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité de rendre obligatoires par décret les régimes de prestations complémentaires de vieillesse ; détermination des organismes consultés avant la publication du décret)* (p. 6046) ; Art. L 682 A du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6046) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6046) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Modatités de coordination entre le régime d'assurance maladie des médecins conventionnés et celui des travailleurs non salariés non agricoles ; possibilité de rendre obligatoires les régimes de prestations complémentaires de vieillesse après consultation des organisations professionnelles* [19 décembre 1970] (p. 6718) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Humanisation des hôpitaux ; nécessité de disposer d'un personnel soignant, nombreux et compétent ; problème de l'enfance abandonnée ; adoption d'un enfant en bas âge ; ses observations sur le fait que les enfants abandonnés tardivement ne sont plus des enfants normaux ; organisation de la lutte contre les pollutions ; anarchie administrative ; sa constatation qu'on fait appel aux organismes polluants pour lutter contre la pollution ; lutte contre la pollution atmosphérique* [28 octobre 1970] (p. 4841, 4842) ;

— du projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, en qualité de *Rapporteur : Protection des objets mobiliers ; conséquence du classement d'office ; problème du consentement du propriétaire ; effet du classement* [18 novembre 1970] (p. 5756) : *rôle des commissions départementales chargées de dresser l'inventaire de tous les objets mobiliers du département ; création d'un inventaire national supplémentaire* (p. 5757) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5758) ; Art. 2 : *Possibilité d'inscrire des objets mobiliers privés à l'inventaire supplémentaire ; problème de l'accord du propriétaire* (p. 5758) ; *son amendement tendant, après le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis *de la loi du 31 décembre 1913 à insérer un nouvel alinéa (inscription à l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés, des objets mobiliers propriétés privées répondant à certaines conditions)* (p. 5758) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis *de la loi de 1913, à substituer aux mots : « ou de la science », les mots : « de la science ou de la technique »* (p. 5759) ; *son amendement tendant, au début du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis, *à substituer aux mots : « L'inscription sur cette liste », les mots : « Cette inscription »* (p. 5759) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis, *après les mots : « informe, un mois à l'avance, l'administration de leur intention » à insérer les mots : « sauf en cas de péril »* (p. 5759) ; *problème du transfert* (p. 5759) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le premier alinéa de l'article 14 de la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est ainsi rédigé : Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire, de l'art, de la science ou de la technique, un intérêt public, peuvent être classés par un arrêté ministériel »* (p. 5759) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5759, 5760).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix de journée des cliniques privées [20 novembre 1970] (p. 5844, 5845).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 48 : *Charge de la formation post-universitaire* [4 décembre 1970] (p. 6228, 6229) ; en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines dispositions concernant le personnel des établissements d'hospitalisation,

de soins et de cure, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications réalisées par le Sénat ; problème des congés des agents des établissements d'hospitalisation publics ; problème des autorisations spéciales d'absence* [19 décembre 1970] (p. 6717).

Son rappel au Règlement : *Son vote sur la proposition de loi relative à la protection de l'enfance martyre* [11 mai 1971] (p. 1782).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail, ses explications de vote : *Devoir des parlementaires de voter des lois, même le vendredi ; son vote sur le projet de loi* [14 mai 1971] (p. 1926) ;

— projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Ses observations sur l'amendement de la Commission des affaires sociales,* Avant l'Art. 1er : *Endroit où un médecins exerce sa profession ; médecine de groupe* [27 mai 1971] (p. 2147) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social ; Article unique : *Afflux de provinciaux dans la capitale* [18 juin 1971] (p. 3107) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 5 : *Problème de l'examen terminal* [21 juin 1971] (p. 3182) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Jacques Delong et Claude Guichard relative à l'enseignement de la biologie : *Stages des étudiants en pharmacie dans les services de biologie des C.H.U.* [21 juin 1971] (p. 3194, 3195) ; Art. 1er, 3 et titre : *Ses amendements (substitution du mot « biologie » au mot « biochimie »)* (p. 3195, 3197) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs : *Evocation de ses souvenirs personnels ; modalités de la libération de la personne arrêtée* [23 juin 1971] (p. 3305) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Krieg, après les mots : « est libérée » à ajouter le mot : « volontairement »* (p. 3308) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3309) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES : *Problème des monuments historiques ; achats d'œuvres modernes* [27 octobre 1971] (p. 4964) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des accidents de la route* [4 novembre 1971] (p. 5304) ; *scandale de la mulpilication des dossiers radiologiques ; problème des faux dispensaires ; lenteur mise par la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés à liquider les pensions* (p. 5305).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux imprimeries de labeur [26 novembre 1971] (p. 6155, 6156).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, en qualité de *Rapporteur suppléant : Problème de l'inaptitude* [16 décembre 1971] (p. 6841) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoffer* (p. 6841) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, Art. 4 : *Nombre de diplômes de médecins décernés chaque année* [16 décembre 1971] (p. 6847) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, ses explications de vote : *Ses observations sur la pratique de l'incinération* [17 décembre 1971] (p. 6911) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme : *Nombre des médecins étrangers autorisés à exercer en France* [6 juin 1972] (p. 2200).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la construction de tours à L'Hay-les-Roses [30 juin 1972] (p. 3053).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Exercice de la médecine générale en France; problème des campagnes et des banlieues ; cabinets de groupe ; « dispensaires ping-pong »* [3 novembre 1972] (p. 4643, 4644) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Equipement culturel de la banlieue parisienne ; théâtre, musique, arts plastiques* [8 novembre 1972] (p. 4827, 4828) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, avant l'Art. 1er : *Problème du regroupement des élections législatives et des élections cantonales* [23 novembre 1972] (p. 5609).

MALAUD (Philippe)

Député de Saône-et-Loire
(1re circonscription)
R.I.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
du 22 juin 1969 au 7 janvier 1971

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES SERVICES DE L'INFORMATION
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918) [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier 1971] (p. 292).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des services de l'information (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction publique et des services de l'information (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi, relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, n° 489 [3 décembre 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, n° 1022 [20 décembre 1969].

Son projet de loi relatif aux agents de l'Office de la radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, n° 1039 [8 avril 1970].

Son projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, n° **1358** [2 octobre 1970].

Son projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, n° **1365** [2 octobre 1970].

Son projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° **2214** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, n° **2410** [8 juin 1972] (p. 2359).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Effectifs de la fonction publique ; situation matérielle des fonctionnaires ; formation des personnels ; fonctionnaires devant percevoir des rémunérations convenables ; amélioration de la situation des agents les plus défavorisés ; situation des retraités ; promotion sociale ; carrière des commis de diverses administrations ; ses observations sur les services extérieurs de la direction générale des impôts ; exercice du droit syndical dans la fonction publique ; collaboration entre l'administration et ses agents ; problèmes statutaires des fonctionnaires des catégories C et D ; problèmes de caractère social ; horaires de travail ; problème de la promotion sociale ; possibilité de travail à temps partiel ; reclassement des travailleurs handicapés dans les administrations publiques de l'Etat ; instituts régionaux d'administration ; leur rôle ; ses observations sur l'école nationale d'administration ; amélioration du fonctionnement de l'administration ; politique de déconcentration ; Conseil supérieur de la fonction publique ; fonctionnement des comités techniques; intégration des personnels d'outre-mer ; problème de la situation des corps d'extinction ; mise en place de la réforme régionale ; caractères de l'administration française ; restauration de la liberté d'action des fonctionnaires ; création d'un comité permanent de la réforme administrative* [4 novembre 1968] (p. 3869 à 3874) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Politique de formation professionnelle ; possibilités de formation postscolaire ; application de la loi du 3 décembre 1966 ; ses observations sur les jeunes et les travailleurs en activité ; actions de promotion sociale ; politique de formation professionnelle envers les salariés de l'industrie et du commerce et aussi envers les exploitants agricoles et les salariés agricoles ; augmentation des crédits affectés aux enseignements scolaire et universitaire ; dotations du fonds national de l'emploi ; financement des indemnités octroyées aux stagiaires de formation professionnelle ; adaptation des travailleurs touchés par des opérations de modernisation ; création d'un groupe interministériel ; constitution d'une délégation permanente du conseil national ; développement de l'enseignement des langues étrangères dans le cadre de la formation professionnelle* [8 novembre 1968] (p. 4184 à 4187) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967 : *Problème du financement* [21 novembre 1968] (p. 4772) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964 : *Statut des ressortissants et sociétés de l'un des pays dans l'autre ; statut personnel* [21 novembre 1968] (p. 4773) ; *consultation des départements ministériels* (p. 4773) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer : *Dispositions relatives à la sécurité de la France et à la sauvegarde de l'ordre public ; ses observations sur les contrats d'assurance* [21 novembre 1968] (p. 4774) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux : *Définition du nouveau tracé de la frontière ; modalités*

de construction du bureau de douanes [21 novembre 1968] (p. 4775) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques : *Ses observations sur la convention de Vienne sur les relations consulaires ; exercice normal des relations consulaires ; protection des personnes* [21 novembre 1968] (p. 4776) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Crédits de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; rôle des conventions ; procédures d'aide aux candidats stagiaires ; principes et modalités de la rémunération des stagiaires de formation professionnelle ; contribution de l'Etat ; extension de différents régimes ; actions de conversion ; actions d' « adaptation » et de « prévention » ; cas des travailleurs âgés ; actions de promotion professionnelle ; ses observations sur tes stages organisés en faveur des jeunes de moins de dix-huit ans ; actions d'entretien et d'actualisation des connaissances ; rémunération des stagiaires ; possibilité pour les artisans de bénéficier des stages de formation et de promotion ; rémunération des apprentis ; politique générale du Gouvernement à l'égard de l'artisanat ; rôle du conseil national de la formation professionnelle ; portée du texte en discussion* [16 décembre 1968] (p. 5549 à 5551) ; Avant l'Art. 1er : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5553) ; Art. 1er : *Cas des apprentis* (p. 5554) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Prin* (p. 5554) ; Avant l'Art. 1er : *Problème de répartition des tâches et des compétences internes au sein du Gouvernement* (p. 5555) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5556) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Berger* (p. 5557) ; Art. 8 : *Participation de l'Etat aux dépenses de formation* (p. 5558); Art. 9 : *Rémunération ne devant jamais être inférieure au S.M.I.G.* (p. 5558) ; Art. 11 : *Cas où les parents ne sont pas affiliés à la sécurité sociale* (p. 5559) ; Art. 12 : *Assurance formation ; fonds d'assurance formation* (p. 5560) ; Art. 13 : *Prise en charge des cotisations sociales* (p. 5561) ; Art. 15 : *Ses observations sur les frais de déplacement* (p. 5561) ; Art. 16 : *Compétence des tribunaux de l'aide judiciaire* (p. 5562) ; Après l'Art. 17 : *Rémunération des stagiaires* (p. 5562) ; Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5563) ; en seconde délibération, Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5564).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre :

Répond aux questions orales sans débat de MM. Poudevigne, Bignon et Fortuit relatives à la simplification des formalités administratives [17 octobre 1969] (p. 2742, 2745).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Baudis, Lamps, Sallenave et Brugnon relatives à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2746).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Destremau et Alduy relatives aux préjudices de carrière subis par les fonctionnaires ayant servi en Tunisie [24 octobre 1969] (p. 2925, 2926).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Nécessité d'une fonction publique dynamique ; rémunération des fonctionnaires ; relèvement du traitement de base ; problème des catégories C et D ; perspectives de 1970 ; revalorisation des bas traitements de la fonction publique ; « protocole Oudinot » ; rôle du comité présidé par M. Masselin ; politique de concertation ; statut des personnels affectés dans les centres de traitement de l'information ; importance de l'informatique ; harmonisation de l'action administrative en matière d'informatique ; projet de travail à temps partiel dans la fonction publique ; promotion sociale ; retèvement des limites d'âge ; statuts des corps interministériels ; problème des contractuels ; réforme de l'E.N.A. ; rapport de la commission présidée par M. Bloch-Lainé ; orientation de l'enseignement de l'E.N.A. ; instituts régionaux d'administration ; implantation du premier I.R.A. à Lille ; ses observations sur la déconcentration ; déconcentration du contrôle financier ; procédure de contrôle des opérations immobilières intéressant l'Etat et les collectivités publiques ; simplification et humanisation de l'administration ; responsabilité de la confection de nouveaux formu-*

laires paperassiers ; organisation d'une procédure de visa préalable à l'expédition de tout questionnaire nouveau ; ses observations sur le centre interministériel de renseignements administratifs ; réforme de l'administration centrale ; insuffisance de la mobilité des fonctionnaires [18 novembre 1969] (p. 3890 à 3894) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Importance de la formation professionnelle ; développement des centres privés et patronaux ; formation professionnelle des adultes ; orientation actuelle de l'enseignement technique ; politique post-scolaire : création d'un office national d'information sur les enseignements et les professions* [20 novembre 1969] (p. 4081) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : *Définition du travail à temps partiel ; importance de ce travail dans certains pays ; ses observations sur la mise en disponibilité ; portée du texte ; cas des fonctionnaires détachés ; exclusion des auxiliaires et des contractuels ; limitation des cas permettant de postuler un emploi à mi-temps ; durée du travail à mi-temps ; problème des indemnités ; ses observations sur les avantages sociaux et la retraite ; problème de l'application de la loi aux D.O.M. et T.O.M. ; statut général des fonctionnaires* [21 mai 1970] (p. 1834 à 1836) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « les fonctionnaires titulaires » à insérer les mots : « en activité ou en service détaché »* (p. 1836) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1837) ; *ses observations sur la notion de « nécessité du service »* (p. 1837) ; *cas des fonctionnaires des catégories C et D ; problème des postes et télécommunications* (p. 1837, 1838) ; Art. 4 : *Situation de la catégorie B ou « cadres actifs » au sens du code des pensions* (p. 1838) ; Art. additionnels : *Réinsertion des fonctionnaires* (p. 1839) ; *modalités d'application du texte* (p. 1839) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - SERVICES ADMINISTRATIFS ET FORMATION PROFESSIONNELLE : *Ses observations sur le Centre interministériel de renseignements administratifs ; formation professionnelle ; ses observations sur la loi du 3 décembre 1966 ; rôle du comité interministériel ; concertation avec les partenaires sociaux ; convention de formation professionnelle ; système de financement public ; problème de la coordination administrative et de la concertation avec les organisations professionnelles et syndicales* [23 octobre 1970] (p. 4616) ; *nombre des stagiaires de la formation professionnelle des adultes ; nombre des bénéficiaires d'actions de réadaptation professionnelle ; aspect régional de la politique de formation professionnelle ; formation professionnelle des handicapés ; application de l'accord du 9 juillet 1970* (p. 4617, 4618) ; *modernisation de l'apprentissage ; formation professionnelle des adultes ; préparation à des métiers du secteur tertiaire ; création de centres privés ; dispersion des moyens des administrations ; mise en place du secrétariat général du comité interministériel de la formation professionnelle ; mise en place du conseil national de la formation professionnelle* (p. 4619) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Problème des rémunérations ; ses observations sur le constat d'accord d'avril 1970 passé avec les organisations syndicales ; situation des petits fonctionnaires ; croissance de la dette viagère ; augmentation des effectifs de la fonction publique ; dégagements des cadres consécutifs au rapatriement des agents servant outre-mer ; réduction des effectifs d'officiers et de sous-officiers* [13 novembre 1970] (p. 5483) ; *besoins de l'éducation nationale ; effectifs du ministère des postes et télécommunications ; diversité des éléments composant la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat ; création d'un comité interministériel des services sociaux ; charte des droits syndicaux dans la fonction publique ; travail à mi-temps dans l'administration ; situation des personnels chargés du traitement automatisé de l'information ; reclassement des handicapés dans la fonction publique ; nomination d'un handicapé au cabinet du Ministre* (p. 5484) ; *formation des fonctionnaires ; ses observations sur les élèves des instituts régionaux d'administration ; diplôme d'administration publique ; réforme de l'E.N.A. ; rôle de cette école ; problème de l'administration supérieure* (p. 5485) ; *ses observations sur l'harmonisation des conditions de carrière ; question de la formation permanente ; rapport Bloch-Lainé ; crédits affectés à l'institut international d'administration publique ; ses observations sur la déconcentration ; réforme des procédures consultatives en matière immobilière ; allégement du contrôle financier; déconcentration des compétences minis-*

térielles en matière d'équipements collectifs (p. 5486) ; *problème des moyens en personnel des services extérieurs de l'Etat ; rapports entre les services publics et leurs usagers ; rapports entre l'administration et les personnes âgées ; relations entre l'administration et les entreprises ; extension du Centre interministériel de renseignements administratifs ; restauration de la notion de responsabilité ; nécessité de dissocier le grade d'un fonctionnaire de la fonction qui lui est confiée par l'administration ; caractère des statuts de fonctionnaires* (p. 5487) ; *situation des administrateurs de la Ville de Paris ; commission d'étude de M. Bloch-Lainé ; rémunérations dans la fonction publique ; augmentation de un pour cent accordée au 1er octobre* (p. 5492); *admission des handicapés dans la fonction publique ; cas des fonctionnaires d'Algérie forclos quant à leur intégration dans la fonction publique française ; problème des zones d'indemnité de résidence* (p. 5493) ;

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information : *Utilisation par l'administration de nouveaux matériels de traitement de l'information ; place des spécialistes de l'informatique dans l'administration actuelle ; ses observations sur le décret du 15 septembre 1962 ; carrière des agents* [18 novembre 1970] (p. 5751) ; *recensement des tâches se rapportant au traitement de l'information ; nécessité pour les jeunes diplômés en informatique d'avoir des compétences techniques et administratives ; ses observations sur la carrière dans les centres de traitement de l'information ; possibilité de filières de promotion interne ; ouverture de concours spéciaux ; situation des personnels actuellement en fonction dans les centres de traitement de l'information ; dérogation aux règles statutaires classiques* (p. 5752, 5753) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 5754) ; Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à la fin du nouvel article proposé par l'amendement de M. Mazeaud à substituer aux mots : « dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat », les mots : « dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5754) ; Art. 2 : *Cas des personnels des collectivités locales* (p. 5755) ; Après l'Art. 3 : *Portée du projet de loi ; situation du ministère des Postes et Télécommunications* (p. 5756) ;

— du projet de loi relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire : *Ouverture d'une nouvelle période d'option de 5 ans aux fonctionnaires de l'O.R.T.F. qui ne sont pas soumis au statut du personnel de l'Office* [18 novembre 1970] (p. 5762) ; *opportunité de ce texte* (p. 5763) ; Art. unique : *Problème de la rétroactivité à la date de la promulgation de la loi du bénéfice des contrats proposés par l'administration aux fonctionnaires ayant opté pour le statut du personnel de l'Office* (p. 5763, 5764) ; Art. additionnel : *Problème d'accorder aux fonctionnaires des contrats provisoires pour régler leur situation juridique entre la date de la promulgation de la loi et le terme du délai de six mois qui suivra la publication du décret d'application* (p. 5764) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications : *Automatisation du réseau des télécommunications* [18 novembre 1970] (p. 5765) ; *situation des opératrices manuelles exerçant leurs fonctions dans des localités de petite et moyenne importance ; reclassement des intéressées dans des emplois relevant d'autres administrations* (p. 5766) ; *difficultés d'intégration dans la seule administration des P.T.T. ; problème de la réintégration de ces personnels dans leur administration d'origine* (p. 5767), Art. 1er : *Situation des personnels civils de la caisse nationale de sécurité sociale militaire* (p. 5768, 5769) ; *ses observations sur les paroles de M. Gerbet* (p. 5769) ; *et sur celles de M. Krieg* (p. 5769, 5770).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique :

Répond aux questions orales avec débat de MM. Brugnon, Stasi, Voilquin, Tiberi, Ducoloné, relatives aux revendications des fonctionnaires : *Les négociations avec les syndicats ; contenu du protocole ; effort en faveur des bas salaires ; évolution des salaires publics et privés ; possibilité de promotion interne dans la fonction publique ; indemnité de résidence ; comparaison avec le secteur nationalisé ; augmentations accordées par le Gouvernement ; plan Masselin* [30 avril 1971] (p. 1596, 1597, 1598).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative aux rapports entre l'administration et les entreprises [4 juin 1971] (p. 2389).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - FORMATION PROFESSIONNELLE, JOURNAUX OFFICIELS, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : *Formation professionnelle* [25 octobre 1971] (p. 4842) ; *situation des apprentis et des jeunes travailleurs ; actions propres à assurer un relèvement du niveau général des qualifications ; politique de déconcentration ; formation professionnelle continue ; congé de formation ; obligation faite aux entreprises de participer au financement de la formation professionnelle ; situation des stagiaires en formation* (p. 4843) ; *dotation du fonds de la formation professionnelle ; crédits d'équipement ; association nationale pour la formation professionnelle des adultes ; formation collective dans le bassin d'Alsace* (p. 4844) ; FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Problème des rémunérations ; revalorisation des catégories C et D ; politique contractuelle dans la fonction publique ; disparité des effectifs budgétaires et des effectifs réels dans la fonction publique ; répartition des effectifs de la fonction publique entre les diverses régions ; installation d'un prochain institut régional d'administration* (p. 4849) ; *développement des instituts régionaux d'administration ; réforme de l'école nationale d'administration ; rapport de la Commission Bloch-Lainé ; création d'un second concours à dominante économique à caractère plus scientifique ; multiplication des centres de préparation en province ; harmonisation des carrières de l'ensemble des corps recrutés par l'E.N.A.* (p. 4850) ; *organisation d'une formation professionnelle au sein de la fonction publique ; actions de perfectionnement et de recyclage ; rôle du groupe administrations-universités ; mesures sociales ; possibilité de faire coïncider la limite d'âge supérieure du concours interne et celle inférieure du tour extérieur ; mise en place du travail à temps partiel ; admission des handicapés au sein de la fonction publique* (p. 4851) ; *activité du comité interministériel des services sociaux des administrations de l'Etat ; relations internationales de la fonction publique ; échanges de fonctionnaires entre la Grande-Bretagne et le Marché commun* (p. 4852) ; *projet de loi sur les personnels communaux ; concertation dans la fonction publique ; relèvement des rémunérations ; services sociaux* (p. 4858) ; *instituts régionaux d'administration ; régime des indemnités dans la fonction publique ; situation des ingénieurs de travaux ; problème des congés administratifs ; droit de grève ; procédure de préavis* (p. 4859) ; *étatisation de la fonction publique à Saint-Pierre-et-Miquelon ; réforme de l'Ecole nationale d'administration* (p. 4859) ; *formation des élèves candidats au concours de l'Ecole nationale d'administration* (p. 4860) ;

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Modernisation et simplification des dispositions relatives aux congés de maladie de longue durée ; contrôle lors des renouvellements de congé ; travail à temps partiel* [25 mai 1972] (p. 1898) ; *personnel des collectivités locales ; liste des maladies donnant droit au bénéfice des nouvelles dispositions ; admission de plusieurs catégories de handicapés dans la fonction publique* (p. 1899) ; Art. 1er : *Congé de maladie, disponibilité* (p. 1900) ; en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Extension aux agents des collectivités locales des dispositions prévues par le projet de loi en matière de congés de maladie des fonctionnaires de l'Etat* [28 juin 1972] (p. 2954) ; Art. 3 : *Son amendement (affiliation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales)* (p. 2954) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Rapport Paye ; élaboration du projet de loi ; préparation des textes réglementaires ; création d'un haut conseil de l'audiovisuel ; rôle de l'Etat ; principe du monopole* [15 juin 1972] (p. 2509) ; *notion de service public ; information libre et impartiale ; radio et télévision régionales ; accès aux ondes des grands courants d'opinion ; obligation de continuité ; intégrité du personnel de l'O.R.T.F. ; décentralisation de l'Office ; responsabilités de l'Office* (p. 2510) ; *organisation de l'Office en unités fonctionnelles décentralisées ; constitution des chaînes de télévision en régie ; rôle du directeur de chaque unité ; fonctions du président-directeur général ; rationalisation de la gestion* (p. 2511) ; *conditions de tutelle de l'Office* (p. 2512) ; *esprit du texte ; principe du monopole ; problème de la direction de l'Office ; service de l'informatique ; problèmes de production ; personnalisation de chaque chaîne ; problème de la rede-*

vance ; coût de l'administration générale de l'Office ; finalité de l'Office ; composition et rôle du haut conseil de l'audiovisuel ; problème du statut des personnels de l'Office ; finalités commerciales de l'Office [16 juin 1972] (p. 2572, 2573) ; *droit de réponse ; accès à l'antenne des grandes familles politiques* (p. 2574) ; Art. 2 : *Ses observations sur le monopole ; concurrence entre une chaîne privée et la télévision d'Etat ; problème des zones d'ombre* (p. 2585) ; *émissions culturelles de l'Office* (p. 2587) ; *rapports entre les P.T.T. et l'O.R.T.F.* (p. 2588) ; Art. 3 : *Conséquence de l'évolution de la technique* (p. 2602) ; *notion de précarité pour les dérogations* (p. 2605) ; Art. 6 : *Conseil d'administration* (p. 2609) ; Art. 7 : *Contrôle de la répartition des temps de parole* (p. 2611) ; Art. 8 : *Droit de réponse des personnes morales* (p. 2612) ; Art. 10 : *Situation des établissements publics par rapport à l'Office* (p. 2614) ; Art. 14 : *Problème de la suppression de la redevance* (p. 2618) ; *détermination des bénéficiaires de l'exonération ou du dégrèvement de la redevance ; gestion de l'Office* (p. 2619) ; Après l'Art. 14 : *Ses observations sur le système de perception de la redevance pour droit d'usage des postes de radio et de télévision* (p. 2622) ; Après l'Art. 15 : *Institution d'un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2623) ; en seconde délibération, Art. 14 : *Son amendement (autorisation de la perception de la redevance pour droit d'usage des postes de radio et de télévision ; montant des recettes publicitaires de l'Office)* (p. 2624) ; *dépôt d'un rapport sur la situation financière d'ensemble de l'Office* (p. 2624) ; *ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* (p. 2626) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 3003) ; *répartition des diverses unités fonctionnelles ; construction d'une tour de la télévision* (p. 3004) ; Art. 6 : *Désignation des représentants du personnel* (p. 3006) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations* (p. 3082).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des services de l'Information :

Répond à la question d'actualité de M. Bécam relative à l'indemnité de résidence des fonctionnaires [6 octobre 1972] (p. 3973, 3974).

Répond à la question d'actualité de M. Delorme relative à l'objectivité à l'O.R.T.F. [3 novembre 1972] (p. 4638, 4639).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. - JOURNAUX OFFICIELS. - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Progrès du développement de la formation professionnelle* [13 novembre 1972] (p. 5076) ; *mise en œuvre des dispositions de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue ; réforme de l'apprentissage ; droit au congé de formation ; participation des employeurs ; politique contractuelle ; commissions paritaires de l'emploi ; fonds d'assurance-formation ; fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; participation accrue de l'appareil public et de l'Université à l'effort de formation professionnelle ; association nationale pour la formation des adultes ; rémunération des stagiaires* (p. 5077) ; *effort budgétaire en faveur de l'apprentissage (financement des centres de formation d'apprentis, concours financiers aux employeurs) ; développement des aides à la rémunération des stagiaires ; a pris bonne note de l'intéressante suggestion de M. Bégué d'effectuer une opération de rationalisation des choix budgétaires dans le cadre de la formation professionnelle et d'un effort de relations publiques* (p. 5078) ; *ses réponses à MM. Gissinger et Berthelot sur l'inspection de l'apprentissage, les moyens mis à la disposition des régions, la formation professionnelle des femmes ; formation des aides soignantes et des infirmières* (p. 5080) ; SECTION VI. - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, Etat B, Titre IV : *Ses observations à l'amendement de réduction des crédits de ce titre de M. Ansquer concernant l'institution d'un médiateur et ses liens avec la mission entreprises-administration (mission Ripoche) ; annonce d'un projet de loi sur cette création* (p. 5081) ; FONCTION PUBLIQUE : *Renfort de personnel ; problèmes des administrateurs civils et de l'Ecole nationale d'administration ; ses observations à M. Missoffe sur le problème du sous-encadrement des administrations centrales, la pénurie du nombre des attachés, le déséquilibre de la répartition des administrateurs civils entre les ministères ; politique des rémunérations* (p. 5084) ; *réforme des catégories C et D ; clause de sauvegarde ; réduction du nombre des zones ; intégration au traitement servant de base pour les pensions d'un point de l'indemnité de résidence ; rémunérations acces-*

soires ; revalorisation des catégories les moins élevées dans la hiérarchie ; catégorie B ; problème des agents non titulaires (p. 5085) ; *sa réponse à M. Gerbet sur la formation professionnelle, l'institut régional d'administration de Nantes ; centres de préparation à l'Ecole nationale d'administration à Bordeaux et à Grenoble ; réforme de la scolarité de l'Ecole nationale d'administration ; révision de l'enseignement de l'économie ; décrets d'application à la fonction publique de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle ; conditions d'accès des fonctionnaires de l'Etat aux cycles et stages ; échanges entre les services de la fonction publique de la France et de la Grande-Bretagne ; Institut international d'administration publique ; centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie moderne ; aménagements du régime social des fonctionnaires ; comité interprofessionnel consultatif des services sociaux ; comité Forestier ; textes d'application de la loi améliorant le régime des congés maladie ; travail à mi-temps* (p. 5086) ; *place des femmes dans la fonction publique ; amélioration des conditions de travail, est favorable au système dit des « horaires à la carte » ; accès des handicapés à la fonction publique ; paiement mensuel des pensions ; exercice des droits syndicaux ; réforme administrative ; mesures de déconcentration et de simplification administratives ; rôle du futur médiateur ; interventions des parlementaires* (p. 5087) ; *ses réponses à Mme Ploux sur les zones de salaires et l'insertion des handicapés dans la fonction publique, à MM. Moulin et Tibéri sur l'humanisation des administrations, l'adaptation de l'administration aux nécessités de l'époque, à M. Tibéri sur l'accélération du paiement des retraites et les administrateurs de la ville de Paris ; situation des infirmières et assistantes sociales ; textes d'application de la loi sur la formation professionnelle, à M. Privat sur la concertation* (p. 5091), *la politique sociale ; resserrement de l'échelle des salaires ; promotion sociale ; travail à mi-temps ; clause de sauvegarde* (p. 5092) ; SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - INFORMATION : *Liberté de l'information ; comité interministériel de l'information ; ses observations à M. Boinvilliers qui regrettait l'absence, en France, d'un véritable office de l'information gouvernementale ; service juridique et technique de l'information ; aide directe à la presse écrite et à l'Agence France-Presse ; partage les préoccupations de M. Griotteray à propos de l'Agence France-Presse ; projet d'agence d'images et collaboration entre l'A.F.P. et l'O.R.T.F. ; Société nationale des entreprises de presse ; vente des imprimeries Hénon et Molière ; S.O.F.I.R.A.D.* (p. 5096) ; *initiatives pirates ; crise de la presse écrite ; problème des quotidiens et des journaux périodiques de province ; participation de la presse au développement de la télédistribution ; groupe de travail Serisé sur les aides publiques à la presse ; régime fiscal exceptionnel réservé aux investissements de la presse (Art. 39* bis *du Code général des impôts, taux des bénéfices admis en provisions), aides aux journaux les plus menacés et les plus utiles pour le maintien du pluralisme des expressions ; réduction de 50 % du tarif des journaux routés au bénéfice des quotidiens et des hebdomadaires pesant moins de 70 grammes* (p. 5097) ; *sa préférence pour une aide aux quotidiens d'information générale en fonction de l'importance de la publicité plutôt que d'une aide au prix du papier des quotidiens en fonction de leur tirage ; maintien du pluralisme de la presse en province* (p. 5098) ; *son accord avec M. Gerbaud sur le problème de la concentration des journaux et la pluralité de la presse et le rôle essentiel des organismes professionnels ; sa réponse à M. Delorme sur l'augmentation de la dotation du fonds culturel et la diffusion de la presse à l'étranger, à M. Griotteray sur l'implantation de la presse française à l'étranger, à M. Gosnat sur les mesures discriminatoires à l'encontre de certains journaux, dont* l'Humanité (p. 5100, 5101) ; OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Application de la loi du 3 juillet 1972 ; responsabilité et autonomie des organes directeurs de l'établissement ; conseil d'administration de l'Office ; président-directeur général de l'Office ; décentralisation et délégation des responsabilités à l'intérieur de l'Office ; régies ; inquiétudes du personnel* (p. 5104) ; *frein mis à la croissance permanente des coûts de la production télévisée ; remise en ordre ; délégation parlementaire consultative ; contrat de programme ; comptes prévisionnels pour 1973 ; budget de 1973, budget de la troisième chaîne et des régions ; réseau d'émissions ; production d'émissions, « dramatiques et séries » ; effort entrepris dans les départements et territoires d'outre-mer ; redevance* (p. 5105) ; *suppression de la redevance radio prématurée ; ressources de la publicité de marque ; limitation de la progression de la publicité ; engagement du Gouvernement de*

ne pas introduire de publicité sur la troisième chaîne ou dans les émissions régionales ; part des ressources publicitaires de l'Office pour la presse ; cassettes, télédistribution, satellites (p. 5106) ; *ses réponses à M. Griotteray sur les augmentations d'effectifs de l'O.R.T.F., le procédé Sécam, à M. Louis-Alexis Delmas sur le sort de France Culture* (p. 5110), *à M. Delorme sur le personnel de production et la mobilité du personnel entre les trois régies techniques ; s'engage à consulter l'Assemblée si se pose la question de la redevance pour la télévision en couleurs ; temps de parole réservé aux partis politiques ; efforts pour la diffusion dans les secteurs défavorisés et les régions éloignées ; B.B.C. ; sa réponse à M. Gosnat sur la future campagne électorale à la radiotélévision, à M. Lafon sur les émissions sur le civisme* (p. 5111).

MALÈNE (Christian LUNET de LA)

Député de Paris
(16e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi, relative à la validation des services accomplis par des assistantes sociales de « l'Œuvre du service social à l'hôpital » avant leur intégration dans l'administration générale de l'assistance publique à Paris, **n° 148** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques, **n° 149** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1031) autorisant l'approbation de l'accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth d'Australie en vue d'éviter la double imposition des revenus tirés du transport aérien international, signé à Canberra le 27 mars 1969, **n° 1089** [17 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1073) approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement, **n° 1196** [4 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1133) autorisant l'approbation de la décision du conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, **n° 1197** [4 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1134) autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg, le 22 avril 1970, **n° 1198** [4 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions législatives et réglementaires interdisant aux collectivités locales de prendre en charge la totalité des dépenses afférentes au classement des voies privées dans le domaine public sont abrogées »* [19 juillet 1968] (p. 2382) ; *contentieux entre les collectivités, les propriétaires riverains et les propriétaires des voies privées* (p. 2382) ;

— du projet de loi relatif au port autonome de Paris : *Ses observations sur le port*

de Gennevilliers ; composition du conseil d'administration ; ses observations sur le syndicat autonome des transports ; création d'offices verticaux ; problème portuaire de la région parisienne ; problème du financement [15 octobre 1968] (p. 3306, 3307) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte initial du projet du Gouvernement* (p. 3309) ; *financement du port de Paris* (p. 3310) ; *retrait de son amendement* (p. 3310) ; Art. 9 : *Compétence de la caisse autonome de retraite des agents des collectivités locales* (p. 3310) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Constitution d'une carte des implantations et des projets de construction envisagés par le Ministère de l'Education nationale ; ses observations sur le lieudit la Dame Blanche à Vincennes ; ses observations sur la façon dont a été prise la décision du Gouvernement; abandon par le Ministère de l'Education nationale du terrain qui lui était affecté par la loi pour s'installer sur un terrain qui ne lui appartenait pas* [29 octobre 1968] (p. 3673, 3674) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « est abrogée la loi n° 54-752 du 19 juillet 1954 autorisant la session à l'Etat, par la ville de Paris, d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles »* (p. 3694) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3694) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral : *Etablissement des listes électorales* [21 novembre 1968] (p. 4778, 4779).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Problème de l'organisation régionale ; originalité du projet ; fractionnement du pouvoir de décider ; ses observations sur le département ; volonté de faire participer plus activement les citoyens à la vie publique ; revendications de la province contre Paris ; décentralisation du pouvoir politique constituant la seule méthode efficace pour mettre un terme au centralisme bureaucratique français ; caractère démodé des structures administratives françaises ; se demande si la régionalisation ne sera pas la déplanification et n'entraînera pas une charge supplémentaire pour l'économie française* [11 décembre 1968] (p. 5354, 5355).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 11 : *Suppression de l'impôt sur les spectacles frappant le cinéma ; son remplacement par la taxe sur la valeur ajoutée ; création d'un principal fictif nouveau dans la fiscalité locale ; mécanisme de répartition ; possibilité que la répartition entre les communes se fasse proportionnellement au chiffre d'affaires des exploitations cinématographiques et des séances de télévision qui aura été taxé sur leur territoire* [28 octobre 1969] (p. 3052) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer aux paragraphes 3 et 4 de cet article un nouveau paragraphe : « Le versement visé au II est réparti entre les communes proportionnellement au chiffre d'affaires des exploitations cinématographiques et séances de télévision qui aura été taxé sur leur territoire »* (p. 3053) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, Titre IV : *Ne pas opposer la province à la région parisienne ; problème de la R.A.T.P. ; son déficit* [3 novembre 1969] (p. 3267, 3268).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'aménagement du bassin parisien [14 novembre 1969] (p. 3736, 3739, 3740).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'hippodrome de Saint-Cloud et aux Haras de Jardy [6 mai 1970] (p. 1547, 1548).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 7 : *Impôts sur les spectacles ; cas de la ville de Paris ; caractère transitoire du sacrifice financier de la ville de Paris ; système d'assujettissement à la T.V.A. ; système de garantie ; date d'application de la mesure ; principe de la détaxation pour création ; détaxation pour la période d'été* [3 juin 1970] (p. 2209) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Avant l'Art. 13 : *Ses observations sur la discussion de cet article* [10 juin 1970] (p. 2462) ; Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat ; modification de l'ordre du jour* (p. 2464) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problèmes démographiques ; courant malthusien en France ; décalage entre la natalité et la population active ; densité de la population en France ; condition d'une politique démographique ; nécessité de réorienter, en fonction d'une politique démographique une partie de la politique des logements sociaux ; réduction de la mortalité, notamment infantile* [17 juin 1970] (p. 2756 à 2758) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'article 201 instituant la Communauté économique européenne ; rôle du F.E.O.G.A. ; problèmes des excédents agricoles ; financement des dépenses de la politique agricole commune ; contributions des Etats ; affectation au financement des dépenses communes de ressources propres provenant des recettes fiscales du développement des actions communautaires ; dépenses du Fonds européen de développement pour les Etats associés ; financement pendant la période 1971-1974 ; montant des versements effectués par la France ; position de la Grande-Bretagne à l'égard du financement de la politique agricole ; versement au F.E.O.G.A. de la totalité des prélèvements et droits de douane perçus à l'occasion d'importations en provenance des pays tiers ; problème de la constitutionnalité du texte ; autonomie financière de la Communauté ; participation de l'Assemblée parlementaire européenne dans la procédure budgétaire ; distinction entre les dépenses dites obligatoires et les autres ; augmentation des pouvoirs de l'Assemblée dans le domaine du contrôle ; droit pour l'Assemblée d'amender le projet de budget ; rôle du Conseil ; ses observations sur le paragraphe 6 de l'article 203 ; importance des textes en discussion ; évolution de l'Europe communautaire : problème de l'élargissement du Marché commun ; progrès dans la voie de la construction politique ; résultats de la Conférence de La Haye ; problème de la coordination politique* [23 juin 1970] (p. 2912 à 2917) ; *son opposition à la question préalable* (p. 2923) ; *ses observations sur les « dépenses obligatoires »* (p. 2929) ;

— du projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement : *Mécanisme de fonctionnement de la Banque ; coût de l'adhésion ; essayer de faire admettre le français comme langue de travail* [23 juin 1970] (p. 2941) ; *liste des actions soutenues par la Banque ; impossibilité de parler de colonialisme économique* (p. 2942, 2943).

Son rappel au Règlement : *Conditions de travail de l'Assemblée* [24 juin 1970] (p. 2995).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine, Art. 7 : *Ses observations sur la créance de la S.E.M.M.A.R.I.S. ; montant de cette créance ; sa date d'exigibilité* [24 juin 1970] (p. 3011) ; Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'interprétation du rôle législatif du Parlement donnée par M. Claudius-Petit, Président de séance ; harmonisation des législations* (p. 3011) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT, Titre VI : *Rénovation du quartier des Halles* [5 novembre 1970] (p. 5174) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Affectation aux collectivités locales du relèvement du produit des amendes ; difficulté de localiser les ressources sans créer des frontières fiscales* [13 novembre 1970] (p. 5466) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 47 : *Problème du rattachement des établissements non sanitaires au bureau d'aide sociale* [4 décembre 1970] (p. 6228) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 1[er] : *Son vote contre cet article* [8 avril 1971] (p. 1014) ; en deuxième lecture, ses explications de vote : *Inquiétudes en ce qui concerne les moyens adoptés par le Gouvernement ; ses observations sur l'opération de la Défense ; action du Gouvernement en ce qui concerne l'implantation de ses propres bureaux ; problème des dérogations* [3 juin

1971] (p. 2321) ; en troisième lecture : *Son vote contre le projet de loi* [22 juin 1971] (p. 3250) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Critique de la procédure suivie par le Gouvernement* [25 mai 1971] (p. 2035) ; *régionalisation du problème des transports ; importance de ce problème ; objectif du projet de loi ; caractère de la taxe prévue par ce projet* (p. 2036) ; *responsabilité de l'Etat* (p. 2037) ; Art. 1er : *Problème de l'extension du champ d'application de la loi aux agglomérations urbaines de plus de 100.000 habitants* (p. 2051) ; *problème des équipements ; rôle des collectivités locales et régionales* (p. 2054) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Caractère du projet de loi ; district de la région parisienne ; plafond des ressources fiscales imposé par la région ; région parisienne ; statut de Paris* [25 avril 1972] (p. 1014, 1015) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur les paroles de M. Philippe Malaud* [15 juin 1972] (p. 2509).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'interconnexion S.N.C.F.-R.A.T.P. [30 juin 1972] (p. 3050, 3051).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES, TITRE IV : *Utilisation de l'excédent des ressources provenant de la taxe de transport payée par les entreprises de la région parisienne* [3 novembre 1972] (p. 4671, 4672).

MALRAUX (André)

MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Dépôt :

Son projet de loi tendant à instituer, au profit des petites exploitations de théâtres cinématographiques, une faculté d'option en matière de soutien financier, n° 257 [24 septembre 1968]

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les enseignements artistiques ; problème des sites ; ses observations sur les procédures ; moyens d'information ; ses observations sur le théâtre et le cinéma ; fiscalité pesant sur le cinéma français ; généralisation de la T.V.A. à l'ensemble de l'industrie cinématographique ; projet du Gouvernement tendant à instituer en faveur des petits exploitants une faculté d'option pour ou contre leur maintien dans le régime de l'aide à l'exploitation et donc pour ou contre la perception de la taxe additionnelle ; ses observations sur les archives du film et l'Institut des hautes études cinématographiques ; nécessité de rendre accessibles au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité ; maisons de la culture ; leur administration ; qualité des œuvres présentées au public ; liberté des animateurs ; nécessité de dissocier les problèmes de la création et ceux de la diffusion ; question des équipements culturels ; statut des centres de création dramatique ; diversification de l'activité des maisons de la culture ; institution de centres de création autres que dramatiques ; programme architectural des maisons de la culture ; formation des animateurs ; rémunération des personnels ; problème des enseignements ; cas de l'enseignement de l'architecture ; nécessité pour les étudiants en architecture de se préparer à l'exercice d'une profession rénovée qui puisse s'intégrer dans les processus modernes de construction ; enseignement des arts plastiques ; enseignement de la musique ; Conservatoire national d'art dramatique ; ses observations sur les bourses ; nécessité de compléter les structures de l'appareil administratif et technique du Ministère des Affaires culturelles ; ses observations sur les*

musées ; crédits d'entretien et de réparation des monuments historiques ; construction du musée Chagall à Nice ; crédits d'équipement pour le Grand-Palais ; création du premier orchestre régional dans la région Rhône-Alpes ; Réunion des théâtres lyriques nationaux ; mission confiée à Jean Vilar ; problèmes du livre [13 novembre 1968] (p. 4351 à 4355) ; *ses observations sur les musées ; Opéra-Comique ; conclusions de Jean Vilar ; possibilité d'une question orale avec débat sur le cinéma ; ses observations sur les monuments ; cas de la France d'outre-mer ; protection des fresques de Saint-Savin ; permis de construire ; ses observations sur les sites ; question du transfert des cendres de Berlioz au Panthéon ; ses observations sur les maisons de la culture ; leur programme ; exemples de Bourges et d'Amiens* (p. 4369 à 4371).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
R.I.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969 ;
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972 ;
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2200).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 (*J.O.* du 21 juin 1969, p. 6288).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, **n° 283** [2 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, **n° 365** [15 octobre 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, **n° 425** [5 novembre 1968].

Son projet de loi définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans certaines sociétés anonymes d'économie mixte, **n° 426** [5 novembre 1968].

Son projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal, **n° 618** [2 avril 1969].

Son projet de loi relatif à certains personnels du Service du déminage du Ministère de l'Intérieur, **n° 948** [9 décembre 1969].

Son projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, **n° 958** [11 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles, **n° 1025** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970, n° **1146** [21 mai 1970].

Son projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, n° **1428** [4 novembre 1970].

Son projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, n° **1730** [18 mai 1971].

Son projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° **1834** [11 juin 1971].

Son projet de loi organique modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, n° **2305** [16 mai 1972].

Son projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° **2306** [16 mai 1972].

Son projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, n° **2710** [5 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant les articles L 71, 3°, et L 80, 1° du Code électoral, n° **2760** [13 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Intérieur :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Réforme communale ; secteurs de coopération intercommunale* [14 novembre 1968] (p. 4389) ; *ses observations sur le fait que l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés dépend du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre de l'Economie et des Finances* (p. 4391, 4392) ; *nombre des créations d'emploi pour les préfectures* (p. 4392) ; *problème des corps urbains ; augmentation des effectifs de police en 1969 ; état du matériel utilisé par la police* (p. 4393) ; *ses observations sur la commission chargée de répartir les responsabilités entre l'Etat, les départements et les communes* (p. 4394) ; *information des rapatriés* (p. 4396) ; *problèmes du maintien de l'ordre ; ses observations sur les émeutes de mai et de juin ; transformation des manifestations en émeutes ; rôle des partis révolutionnaires d'inspiration trotskyste, castriste ou maoïste ; ses observations sur les tracts,* l'Humanité nouvelle *et* l'Information ouvrière ; *tactique des manifestations ; objectif du renversement de l'Etat républicain ; processus d'une de ces manifestations ; action des groupes révolutionnaires ; manifestations des étudiants en Europe de l'Ouest ; rôle du S.D.S. allemand ; déclarations de Rudi Dutschke ; ses observations sur les manifestations italiennes ; liaison entre les mouvements d'extrême gauche révolutionnaire aux Etats-Unis et en Europe ; lutte psychologique ; thème de la provocation policière ; thème de la mort de Gilles Tautin ; thème des disparitions ; thème des gaz de combat ; rôle exemplaire des forces de l'ordre ; ses observations sur les expulsions ; cas du docteur Fernandez ; cas du journaliste Schovield Corvell ; rôle de l'Organisation tricontinentale de solidarité des peuples ; sens de l'interview du maréchat Tito à Jean-Raymond Tournoux ; ses observations sur le dernier meeting des comités d'action lycéens ; politisation des comités d'action lycéens ; mesures prises par le Gouvernement pour le maintien de l'ordre ; dissolution des associations et des groupements de fait ; expulsion de tous les étrangers qui n'observent pas la neutralité politique ; interdiction des manifestations sur la voie publique organisées par les groupements révolutionnaires ; répression des actes de violence ; création d'un bureau de liaison entre toutes les directions de la police : mise au point d'une logistique de la crise pour que puissent être tenues en état de fonctionnement les installations vitales pour la nation en cas d'émeutes ; nécessité d'empêcher que les bâtiments des services publics puissent être occupés ; recherche des auteurs des attentats par explosifs ; surveillance préventive ; responsabilité des utilisateurs industriels d'explosifs en cas de vol ; renforcement des effectifs de la police ; création de nouveaux matériels ; information du public* (p. 4404 à 4409) ; *crédits inscrits en faveur des rapatriés* (p. 4414) ; *ses observations sur les paroles de M. Gaudin* (p. 4424) ; *réforme administrative de 1964 ; remodelage de quelques départements ; rétablissement de quelques sous-préfectures,*

notamment de celle de Remiremont ; harmonisation des circonscriptions des différents services de l'Etat ; carrière préfectorale ; reclassement des fonctionnaires rentrés d'Algérie ; possibilité d'ouvrir plus largement le tour extérieur ; conditions d'accès à la hors-classe du grade de sous-préfet ; renouvellement des congés spéciaux ; situation du cadre de préfecture ; indice terminal des chefs de division de classe exceptionnelle ; cas des commis de préfecture ; problème des auxiliaires départementaux ; leur nombre ; leur titularisation ; protection civile ; cas des rapatriés ; organisation du service des rapatriés ; problème du moratoire ; rôle de l'agence judiciaire du Trésor ; problème de l'indemnisation des rapatriés ; question d'accorder une subvention pour le rachat de cotisations d'assurance vieillesse des professions indépendantes ; question d'abaisser l'âge minimal exigé de 55 ans à 50 ans ; problème de la police de la banlieue parisienne ; situation des officiers de police adjoints contractuels recrutés après la guerre d'Algérie ; allocation afférente à la médaille d'honneur de la police ; problème de la péréquation indiciaire intégrale pour tous les retraités relevant de régimes particuliers de retraites d'outre-mer ; application de la loi du 8 avril 1957 ; rendement de la taxe sur les salaires ; réforme de la fiscalité directe locale ; resonsabilités des communes en cas d'émeutes ; taux de remboursement par l'Etat pour les dommages résultant des événements des mois de mai et juin ; indemnités de logement aux enseignants des C.E.G. et des C.E.S. ; question du nom du département des Basses-Alpes ; incitations financières en faveur des groupements de communes ; difficultés éprouvées par les petites communes à établir le budget spéciat de la redevance d'assainissement ; problèmes relatifs à l'eau ; problème de la situation des reports en 1968 pour les voiries départementales et communales ; fonds spécial d'investissement routier ; trésorerie communale ; rémunération du personnel communal ; subventions versées aux sous-préfectures de la région parisienne pour la construction de leurs bâtiments (p. 4429 à 4432) ; *ses observations sur les paroles de M. Commenay et de M. Liogier ; défense de la forêt* (p. 4432, 4433) ; *ses observations sur les paroles de M. Bailly* (p. 4433) ; Art. 69 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 4434) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur le maintien de l'ordre ; ses observations sur la manifestation prévue pour le 15 novembre ; rôle de Mme Krivine au sein du parti communiste révolutionnaire ; entraînement des membres de la gauche prolétarienne maoïste à la pratique des sports de combat et de tir ; interdiction sur le territoire français de toute manifestation en faveur du Vietnam-Nord et du Vietnam-Sud ; communiqués du Ministre de l'Intérieur ; attaque du journal* l'Aurore ; *rappel des incidents qui ont eu lieu au cours des derniers mois ; action du préfet de police ; manière dont la police a agi ; intervention de la police devant le journal* France-Soir ; *évacuation des locaux occupés lors de la grève d'Electricité de France ; ses observations sur le fait que jamais le Gouvernement n'a expulsé un réfugié politique vers son pays d'origine ; ses observations sur le docteur Fernandez et l'Algérien Ait Kaci Mohan ; la revue* Tricontinental [20 novembre 1969] (p. 4086 à 4089) ; *l'allongement de la garde à vue* (p. 4090) ; *l'attitude de la police lors des manifestations de samedi dernier ; tentatives de reconstitution des ligues dissoutes* (p. 4095) ; *ses observations sur les paroles de M. Pic* (p. 4097) ; *ses observations sur l'appellation « Alpes-de-Provence »* (p. 4108) ; *progression des dépenses d'équipement ; déconcentration administrative ; réseaux urbains ; habilat urbain ; conditions de carrière du personnel des préfectures relevant du Ministère de l'Intérieur ; aménagement des conditions de travail ; problème du recrutement ; cadres d'attachés et de secrétaires administratifs ; formation professionnelle ; organisation des stages ; promotion sociale ; protection civile ; nombre des avions Canadair ; situation des collectivités locales ; recettes provenant du remplacement de la taxe locale par le versement de la taxe sur les salaires ; problème de la patente ; question des communes-dortoirs ; élaboration du VI^e^ Plan ; révision des bases des quatre vieilles contributions ; taxe locale d'équipement ; charges des collectivités locales ; entretien des routes nationales ; ses observations sur les routes nationales secondaires ; idée de proposer aux conseils généraux de participer financièrement à l'entretien des routes nationales ou même d'en accepter le classement dans la voirie*

départementale ; subventions d'équipement ; voirie locale ; nécessité d'une loi-programme pour l'équipement urbain ; réforme communale et régionale ; ses observations sur les petites communes ; personnel communal ; problème des rapatriés ; agence des biens ; problème des forclusions ; problèmes de police ; question des statuts des corps de police ; effectifs de la gendarmerie ; ses observations sur les C.R.S. ; utilisation des forces de l'ordre ; question de la police de Paris, Lyon, Marseille et des grandes villes ; augmentation de la criminalité ; lutte contre les trafiquants de stupéfiants ; rôle des policiers ; service de la police judiciaire ; prolongation de la garde à vue (p. 4112 à 4116) ; Titre III : *Crédits destinés aux édifices cultuels ; construction de bâtiments de police* (p. 4116).

Répond à la question d'actualité de M. Alain Terrenoire relative au mouvement « Ordre nouveau » [22 mai 1970] (p. 1886).

Répond à la question d'actualité de M. de Montesquiou relative aux enquêtes sur les récents actes de violence [22 mai 1970] (p. 1887).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à la lutte contre le trafic des stupéfiants [23 octobre 1970] (p. 4629, 4630).

Répond à la question d'actualité de M. Mitterrand relative aux saisies de journaux [23 octobre 1970] (p. 4630, 4631, 4632).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Houël, Stehlin, de Préaumont, Péronnet, Bertrand Denis et Chazelle relatives à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5274, 5275, 5277, 5278).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Secours distribués aux rapatriés ; cas des personnes défavorisées* [9 novembre 1970] (p. 5433, 5434) ; *dotations du fonds spécial d'investissement routier ; administration générale du territoire ; carrière des agents de préfecture ; augmentation des effectifs de personnel des préfectures* (p. 5438) ; *recrutement des attachés de préfecture ; création des instituts régionaux d'administration ; problèmes de la protection civile ; aménagement des massifs forestiers ; achat de matériels d'incendie ; affectation de compagnies de l'armée aux tâches de protection civile ; création de l'école supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ; épreuves du brevet national de secourisme ; problème des rapatriés ; mise en œuvre de la loi de juillet 1970 ; critères en matière d'instruction des dossiers* (p. 5439) ; *situation des rapatriés rentrés avant le 11 mars 1962 ; indemnisation des personnes remplissant les conditions de résidence de trois ans avant la dépossession ; remboursements des prêts du crédit agricole et du crédit hôtelier ; accroissement des effectifs de la police nationale ; ses observations sur la gendarmerie nationale ; remise en service actif de fonctionnaires de police en tenue employés dans les services administratifs ; situation des gradés ; problème de la médaille d'honneur de la police ; entretien des immeubles affectés à la police ; augmentation des crédits de matériel ; équipement immobilier* (p. 5440) ; *situation des collectivités locales ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; ressources du fonds d'action locale ; problème de l'application de la T.V.A. aux travaux effectués par les collectivités locales et aux fournitures qu'elles achètent ; problème de la T.V.A. sur les travaux et matériels mis à la disposition des concessionnaires ; ses observations sur sa lettre du 18 août relative aux charges et ressources des collectivités locales ; finances locales ; transfert des routes nationales de deuxième et de troisième catégorie aux départements* (p. 5442) ; *exemple de la région de Bourgogne ; contingent laissé à la disposition des caisses d'épargne pour les collectivités locales ; obligation faite aux communes de déposer leurs fonds libres au Trésor sans percevoir d'intérêt ; rôle du préfet dans la préparation et l'exécution des opérations d'équipement ; projet de loi relatif aux libertés communales ; consultation des conseils généraux lors de la préparation du plan régional de développement* (p. 5442) ; *protection civile en temps de guerre ; affectation des unités de l'armée à la protection civile en temps de paix ; problème de la répression ; ses observations sur la mesure décidée par le Gouvernement à l'encontre du secrétaire général de la préfecture de l'Isère à la suite de l'accident survenu dans ce département* (p. 5444, 5445) ; *ses observations sur les districts ruraux* (p. 5445) ; *problème des rapatriés* [13 novembre 1970] (p. 5461) ; *mise en place des commissions paritaires ; rattachement de l'agence nationale pour l'in-*

demnisation au Ministère de l'Economie et des Finances ; rénovation de la fiscalité locale ; utilisation des préfectures comme centres d'information du public ; bureau d'accueil dans les préfectures ; ses observations sur le « Bulletin des actes administratifs » (p. 5462) ; Titre III : *Majoration des crédits consacrés à la lutte contre l'incendie ; ses observations sur les « Canadair »* (p. 5463) ; Art. 63 : *Taxe de la voirie ; remboursement de la contribution foncière des propriétés nouvellement bâties* (p. 5464) ; Art. 77 : *Affectation aux collectivités locales du relèvement du produit des amendes ; ses observations sur les paroles de M. Charret* (p. 5465) ; *problème de la répartition par région de programme ; lien entre la perception des amendes et les recettes destinées à effectuer les travaux nécessaires* (p. 5465, 5466) ; *principe selon lequel la répartition sera effectuée au prorata du nombre de contraventions constatées sur le territoire des communes* (p. 5466) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Modernisation des structures communales dans le respect du principe de liberté ; allégement de la tutelle préfectorale en matière budgétaire ; caractère exécutoire de plein droit des budgets quinze jours après leur dépôt à la préfecture ou à la sous-préfecture ; lien entre cette décision du Gouvernement et l'exigence de l'équilibre du compte administratif de l'année précédente ; distinction entre les communes de moins de 9.000 habitants et les communes de plus de 9.000 habitants ; suppression de l'approbation préalable des délibérations des conseils municipaux ; suppression de la tutelle sur les emprunts auprès des caisses publiques de crédit ; interventions municipales en matière sociale et économique* [24 novembre 1970] (p. 5870) ; *régime juridique propre à Paris ; suppression de toute approbation du budget de fonctionnement de la ville de Paris et du budget spécial de la préfecture de police ; contrôle sur le budget d'investissement de la ville de Paris ; modernisation des règles de fonctionnement des institutions communales ; solidarité entre les adjoints et les maires ; sessions des conseils municipaux ; coopération intercommunale ; ses observations sur les syndicats intercommunaux, les districts, les syndicats mixtes et les fusions de communes ; nombre des membres du conseil municipal dans une nouvelle commune ; création de sections électorales ; création de postes d'adjoint spécial pour les anciennes communes regroupées* (p. 5871) ; *carte des secteurs de coopération intercommunale qui doivent constituer les syndicats à vocation multiple ; problème des finances locales ; constitution des communautés urbaines ; ses observations sur la réforme des « quatre vieilles » ; substitution à la taxe locale du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; équilibre des budgets des collectivités locales ; déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'équipements publics ; allégement du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat ; carrière des personnels communaux* (p. 5872, 5873) ; *problème des emprunts non contractés auprès des caisses publiques* (p. 5877) ; *ses observations sur la motion de renvoi* [25 novembre 1970] (p. 5908) ; Art. 47 du Code de l'administration communale : *Ses observations sur l'amendement de M. Charles Bignon* (p. 5909) ; *tutelle sur les communes de moins de mille habitants* (p. 5909) ; Art. 48 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement tendant à la fin de l'amendement de M. Bignon à supprimer les mots : « chaque année »* (p. 5910) ; *fixation par décret des conditions de souscription d'emprunts* (p. 5910) ; Art. 48 du Code de l'administration communale : *Son opposition aux amendements de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5911) ; Art. 2 : *Problème de la réunion du conseil municipal à la demande du préfet ou du sous-préfet* (p. 5914) ; Après l'Art. 2 : *Calcul de la majorité absolue* (p. 5915) ; *maintien de la réglementation actuelle en matière de prix* (p. 5916) ; Après l'Art. 3 : *Age des maires* (p. 5916) ; Art. 5 : *Autorité du maire* (p. 5917) ; *problème du droit de stationnement* (p. 5918) ; *délégation de pouvoirs en cas d'empêchement du maire* (p. 5918) ; Art. 6 : *Ses observations sur les dépenses d'investissements* (p. 5919) ; Avant l'Art. 11 : *Associations des communes* (p. 5921) ; Art. 11 : *Problème de la réalisation en zone industrielle des équipements nécessaires au fur et à mesure de l'installation des industriels* (p. 5921) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 141 du Code de l'administration communale, après les mots : « le préfet fixe » à insérer les mots : « après avis du conseil général »* (p. 5922) ; *son amendement tendant à abroger l'alinéa 1er de l'article 142 du Code de l'administration communale* (p. 5922) ; Art. 12 : *Problème de la réunion en comité secret* (p. 5923) ; Art. 13 : *Question des délé-*

gations de certaines affaires (p. 5924) ; Après l'Art. 13 : *Création des districts dans les régions rurales* (p. 5925) ; Art. 14 : *Délibérations du conseil de district en vue de l'extension de ses compétences* (p. 5925) ; Art. 17 : *Création d'un syndicat chargé d'effectuer la répartition des dépenses de fonctionnement des établissements publics d'enseignement entre les collectivités intéressées* (p. 5926, 5927) ; Après l'Art. 17 : *Etablissement d'une carte des secteurs de coopération ; constitution de syndicats à vocation multiple ; rôle du conseil général* (p. 5928, 5929) ; *problème de la passation de contrats de plans* (p. 5929) ; Avant l'Art. 18 : *Cas des petites communes des régions forestières ; ses observations sur la valeur des centimes* (p. 5930) ; Art. 18 : *Conséquence du rattachement d'une portion d'une commune à une autre commune* (p. 5931) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 10 du Code de l'administration communale (composition du conseil municipal après la fusion de plusieurs communes)* (p. 5931) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5931, 5932) ; *problème des biens des communes fusionnées* (p. 5933) ; *son opposition à l'amendement de M. Longequeue* (p. 5933) ; Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Charles Bignon aux mots : « de moins de 30.000 habitants » les mots : « de 30.000 habitants au plus »* (p. 5934) ; Après l'Art. 21 : *Problème du partage des attributions entre l'Etat, les départements et les communes : question du transfert des charges des départements et des communes vers l'Etat* (p. 5934) ; *problème de l'abaissement de l'âge de l'éligibilité au conseil municipal* (p. 5935) ; Commission mixte paritaire : *Rapports entre l'Etat et les communes ; attributions des conseils généraux ; politique en matière de réserves foncières des communes ; problème du personnel communal* [17 décembre 1970] (p. 6605, 6606) ; *ses observation sur les paroles de M. Pierre Dumas* (p. 6606) ; *cas des districts ruraux ; charges résultant de la construction et du fonctionnement des C.E.G. et des C.E.S. ; cas de fusion de communes* (p. 6607) ; *champ d'application de l'article 17* (p. 6608) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilite aux conseils municipaux : *Utilité de cette proposition de loi* [17 décembre 1970] (p. 6611) Art. additionnels : *Ses observations sur l'article 3 de la Constitution qui lie la majorité civile à la majorité électorale* (p. 6614) ; *âge d'éligibilité pour les conseils généraux et pour les conseils municipaux* (p. 6614) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Ses observations sur les données du problème ; inégalité dans la répartition de la population sur l'ensemble du territoire ; son refus d'une solution drastique ; hypothèse d'un quadrillage du territoire par des syndicats d'études et de programmation* [1er juin 1971] (p. 2237) ; *établissement d'une carte départementale des solidarités intercommunales ; rôle et composition de la commission consultative chargée d'établir le plan des fusions de communes ; rôle des préfets ; hypothèse d'un désaccord entre les communes ; possibilité d'une consultation populaire ; statut des communes associées ; mesures d'ordre financier ; majoration, pendant cinq ans, de 50 % des subventions de l'Etat pour les équipements réalisés par la nouvelle commune : possibilité, à cet effet, de prévoir une ligne spéciale dans le budget de l'Etat ; groupements communaux ; arguments présentés contre le projet de loi* (p. 2238) ; *problème de la taxe sur la valeur ajoutée ; répartition des ressources et des dépenses entre les communes et l'Etat ; expérience consécutive au décret du 27 août 1964 ; possibilité d'opérer des fusions de communes par décret en Conseil d'Etat* (p. 2239) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 2248) ; Art. 1er : *Délai envisagé pour la concrétisation de la réforme* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *réforme des finances locales ; réforme des centimes* (p. 2284) ; *étude de l'ensemble du problème des finances locales ; problème des subventions ; rôle du groupe présidé par M. Iehlé ; question de la globalisation des subventions ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; problème de la compensation de l'augmentation de la T.V.A.* (p. 2284) ; *syndicats à vocation unique* (p. 2285) ; *cas des communes dont le développement paraît suffisant* (p. 2285, 2286) ; Art. 2 : *Constitution d'une commission d'élus ; variation de la représentation des communes suivant les départements* (p. 2288) ; *rôle du préfet ; prési-*

dence de la commission d'élus (p. 2289) ; *ses observations sur l'amendement de M. de Broglie* (p. 2290) ; *conséquence d'une fusion de communes sur une limite cantonale* (p. 2290) ; *exemple d'une commune de 120 habitants ; pouvoir de la commission consultative* (p. 2291) ; *enchevêtrement des syndicats sur le territoire* (p. 2292) ; *nécessité de tenir compte de la géographie et du peuplement du département* (p. 2292, 2293) ; *consultations demandées par la commission* (p. 2293) ; *attributions des syndicats à vocation multiple* (p. 2295) ; *fusion de deux communes situées dans des cantons différents* (p. 2295) ; Après l'Art. 2 : *Situation du secrétaire de mairie ; cas des délégués communaux au syndicat à vocation multiple ; ses observations sur la proposition de M. de Broglie consistant à indiquer que le conseiller général est membre de droit de tout syndicat regroupant les trois quarts des communes* (p. 2296) ; Art. 3 : *Impossibilité pour le conseil général de provoquer une consultation populaire contre l'avis des conseils municipaux* (p. 2297) ; Art. 4 : *Création d'une communauté urbaine ou d'un district* (p. 2299) ; Avant l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (établissement d'un protocole d'accord)* [3 juin 1971] (p. 2323) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2323) ; Art. 6 : *Recours au référendum ; conditions de la publication du décret en Conseil d'Etat* (p. 2324) ; *ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 2324) ; *Ses observations sur la possibilité donnée au conseil général de provoquer un référendum ; politisation de certains conseils généraux* (p. 2325) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann (possibilité pour le maire de l'ancienne commune en fonction de devenir maire délégué)* (p. 2326) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte prévu par l'amendement de M. Zimmermann pour remplacer le cinquième alinéa du paragraphe I par une nouvelle phrase (indemnité perçue par le maire délégué)* (p. 2326) ; *ses observations sur ses divers sous-amendements* (p. 2326) ; *indemnité du maire de la commune associée ; indemnité de l'adjoint spécial* (p. 2327) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (création d'une commission consultative dans chaque commune associée ; sa composition)* (p. 2327) ; *situation des fractions de communes où a été nommé un adjoint spécial ; création de communes annexes ; modification du nombre des conseils municipaux ; problème de l'extension du système de l'adjoint spécial et de la commission consultative aux quartiers nouveaux ; problème de l'application du système de la commune annexe aux fusions de communes opérées au cours des dix dernières années* (p. 2329) ; Après l'Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2330) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour la commune annexée de conserver un nombre de délégués égal à celui auquel elle aurait eu droit si la fusion n'avait pas été prononcée : nombre de délégués)* (p. 2331) ; Art. 8 : *Fixation de la date pour l'obtention du bénéfice de la majoration de la subvention* (p. 2333) ; *dotation d'une ligne spéciale du budget pour le supplément de subvention* (p. 2333) ; *ses observations sur les paroles de M. Dumortier* (p. 2334) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (imputation des majorations de subventions sur un crédit ouvert par une ligne spéciale budgétaire dotée dès le budget de 1972)* (p. 2334) ; *problème des augmentations de subventions pour les districts et les syndicats à vocation multiple* (p. 2334) ; *calcul de la subvention sur les travaux réalisés lorsqu'ils sont effectués sur le territoire formé par la fusion de deux ou trois communes* (p. 2335) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (subvention en faveur des communes ayant fusionné avant la promulgation de la présente loi et dans un délai de cinq ans)* (p. 2335) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer dans le Code électoral un article L 290-1 (possibilité pour la commune associée de conserver un nombre de délégués égal à celui auquel elle aurait eu droit si la fusion n'avait été prononcée ; détermination du nombre des délégués)* (p. 2336) ; *composition du corps électoral du Sénat* (p. 2336, 2337) ; *problème des effectifs des conseils municipaux ; dépôt de deux projets de loi, l'un, concernant les communautés urbaines, l'autre, tendant à moderniser le Code municipal* (p. 2338) ; *seuil de population à partir duquel on peut constituer une communauté* (p. 2339) ; *répartition des responsabilités entre l'Etat et les diverses collectivités locales ; résultat des travaux de la commission Pianta ; charges de fonctionnement des tribunaux de prud'hommes ; accélération de la nationalisation des collèges d'enseignement technique et des collèges d'enseignement général ; problème de la voirie de*

deuxième catégorie (p. 2340) ; de la seconde délibération, Art. 3 : *Etablissement de la carte de fusion ; exemple du département du Pas-de-Calais* (p. 2341, 2342) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (pouvoir du conseil général en cas d'avis défavorable donné par un ou plusieurs conseils municipaux intéressés)* (p. 2342) ; *conséquence des différends entre les conseils municipaux* (p. 2342) ; *son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (possibilité, par décret en Conseil d'Etat, de prononcer une fusion)* (p. 2343) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les dispositions du titre IV du Livre 1er du Code d'administration communale sont applicables aux adjoints spéciaux »* (p. 2343) ; *ses remerciements* (p. 2346) ; en deuxième lecture : *Etablissement d'une carte par département ; recours au référendum ; fusion de communes prononcée par décret en Conseil d'Etat* [23 juin 1971] (p. 3328), Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 3331), Art. 2 : *Création d'une commission en vue de l'établissement de la carte départementale ; consultation des élus du département ; rôle des syndicats d'électrification ou d'adduction d'eau à vocation départementale* (p. 3333) ; *représentation des présidents des syndicats* (p. 3334), Art. 3 : *Fusions prononcées par décret en Conseil d'Etat ; recours au référendum* (p. 3336), Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann par un nouvel alinéa (création d'une section du bureau d'aide sociale)* (p. 3338) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3339) ; *dépôt d'un texte concernant le personnel communal* (p. 3341) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Rôle du décret en Conseil d'Etat ; attributions du préfet ; recours au référendum* [30 juin 1971] (p. 3563) ; *calcul de la majorité en cas de recours à un référendum* (p. 3566) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3576) ; en quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3584).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Bas relative aux désordres du Quartier latin [11 juin 1971] (p. 2739, 2740, 2741).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Tentative de constitution d'une association des amis de « La cause du peuple »* [23 juin 1971] (p. 3342, 3343) ; *ses observations sur la loi du 10 janvier 1936 ; conformité de ce texte aux principes du droit républicain* (p. 3343) ; *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 3353, 3354) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Conformité de ce texte avec l'article 4 de la Constitution ; rôle des partis politiques ; dissolution des ligues* [30 juin 1971] (p. 3566, 3567).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Barrot et Hubert Martin relatives à la lutte contre la drogue [8 octobre 1971] (p. 4440, 4441).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Crédits destinés à l'urbanisation ; secteur de la voirie ; plans de circulation ; subventions d'équipement aux collectivités pour les opérations concertées d'urbanisme ; incitations financières pour le regroupement communal ; financement de l'égalisation progressive des charges fiscales des communes fusionnées ; ressources des collectivités locales ; problème de la T.V.A.* [10 novembre 1971] (p. 5608) ; *prêts des caisses publiques aux collectivités locales ; problème du transfert des charges des collectivités locales vers l'Etat ; situation des rapatriés ; cas des rapatriés rentrés depuis le 1er janvier 1970 ; achat de machines à voter ; budget de la protection civile ; mise à la disposition du Ministre de l'Intérieur de douze compagnies du contingent ; leur spécialisation dans l'accomplissement des missions de protection civile ; lutte contre les feux de forêt dans le Sud-Est ; formation du personnel supérieur de la protection civile ; création d'un département de l'I.U.T. de Bordeaux à cette fin ; mission de la police nationale* (p. 5609) ; *problème des effectifs de police ; remise en ordre des carrières de la police nationale ; corps urbains ; réforme de la police nationale ; simplification de l'administration* (p. 5610) ; *organisation interne de l'administration ; réforme du régime des subventions d'investissements de l'Etat* (p. 5611) ; *protection civile ; situation des catégories C et D des corps de sapeurs-pompiers ; cas des rapatriés ; dépôt de leurs dossiers d'indemnisation ; ses observations sur les machines à voter ; projet de loi sur le personnel communal* (p. 5635); *police nationale;*

policiers contractuels d'Algérie ; création de sept écoles régionales ; application de la réforme communale ; finances locales ; transfert des ressources du budget de l'Etat aux collectivités locales ; problème des subventions (p. 5636) ; *application de la taxe sur la valeur ajoutée ; taxe d'enlèvement des déchets ; problème des personnels de préfecture ; carrière des chefs de service sur le plan départemental* (p. 5637).

Répond à la question d'actualité de M. Labbé relative à la circulation dans Paris [17 novembre 1972] (p. 5379, 5380).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative aux incidents d'Hirson (campagne référendaire) [28 avril 1972] (p. 1197, 1198).

Répond à la question d'actualité de M. Bonhomme relative aux incendies dans le Tarn-et-Garonne [28 avril 1972] (p. 1198, 1199).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative à la sécurité des chauffeurs de taxi [5 mai 1972] (p. 1401, 1402).

Répond à la question d'actualité de M. Léon Feix relative aux élections municipales de Sarcelles [19 mai 1972] (p. 1762, 1763).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Objet du projet de loi ; caractère du découpage ; problème d'un remodelage général en raison du recensement de 1968 ; problème du système de la révision périodique* [8 juin 1972] (p. 2340 à 2342) ; Art. 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Lagorce* (p. 2344) ; *ses observations sur les amendements de M. Zimmermann et M. Danilo* (p. 2344).

Répond à la question d'actualité de M. Baudis relative à la sécurité dans l'agglomération de Toulouse [13 octobre 1972] (p. 4150, 4151).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marc Jacquet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L 12 du Code électoral afin de permettre à tous les Français et toutes les Françaises, établis hors de France, de pouvoir s'inscrire sur une liste électorale : *Inscription sur les listes électorales de certains Français de l'étranger qui n'avaient pas de commune de rattachement ; proposition de loi et commission d'études au Ministère de l'Intérieur sur les fraudes électorales ; en vertu de l'article 34 de la Constitution le Parlement doit fixer lui-même la proportion que le nombre des Français ainsi inscrits ne pourrait excéder dans une seule et même commune ; sa proposition d'un maximum de deux pour cent* [19 octobre 1972] (p. 4237) ; Art. 1er : *Son amendement fixant à deux pour cent des électeurs inscrits le nombre des inscriptions effectuées par des Français de l'étranger* (p. 4238) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de M. Fontaine abrogeant l'article L 329 du Code électoral ; reconnaît qu'il est cependant nécessaire que le contrôle des listes électorales par l'I.N.S.E.E. puisse se faire dans les départements d'outre-mer* (p. 4238) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [23 novembre 1972] (p. 5610) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Amendement du Gouvernement accroissant les subventions d'investissement aux collectivités locales* [7 novembre 1972] (p. 4785) ; *crédits de fonctionnement ; autorisations de programme ; secours exceptionnels aux rapatriés ; avance sur l'indemnisation en faveur des rapatriés âgés de plus de 65 ans ; aide aux collectivités locales ; progression du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; impôt sur les spectacles ; répartition des ressources du fonds d'action locale ; remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 4786, 4787) ; *comparaison entre le système d'imposition actuel et celui en vigueur avant le 1er janvier 1968 ; orientation du Gouvernement vers la subvention globale qui renforce l'autonomie des communes ; critères de répartition de cette subvention ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; modernisation des quatre vieilles contributions directes ; suppression des tutelles ; renforcement des pouvoirs des communes ; fusions et regroupements de communes ; amélioration du statut des maires ; annonce d'un projet de loi tendant à créer un régime de retraites en faveur des maires et adjoints et d'un décret tendant à relever les indices de références servant au calcul des indemnités des maires et adjoints ; compétence des conseils généraux ; accrois-*

sement des moyens d'action des préfectures (p. 4788) ; *création de deux instituts régionaux d'administration publique à Lille et à Lyon ; concours d'attachés de préfecture ; amélioration de la situation des personnels de préfecture ; statut des directeurs de préfecture (commission Krieg) ; protection civile ; groupe aérien du Ministère de l'Intérieur ; lutte contre les feux de forêt de la région méditerranéenne ; formation et revalorisation de la profession des ingénieurs de sécurité et des officiers de sapeurs-pompiers ; police nationale ; création d'emplois et centres de formation ; augmentation des moyens; absorption des compagnies républicaines de sécurité par les corps urbains ; commission chargée de limiter les attributions respectives de la gendarmerie et de la police nationale* (p. 4789) ; *nouvelles méthodes : « îlotage », brigades spéciales de nuit, unités motocyclistes pour la lutte contre les hold-up, patrouilles de nuit, compagnies d'intervention au sein des corps urbains, création de groupes d'intervention anti-terroristes, surveillance aux frontières et dans les aéroports, création d'un corps spécial de police de l'air et des frontières ; sa mise au point à propos de l'accueil des réfugiés espagnols* (p. 4790) ; *lutte contre le grand banditisme, les trafiquants de drogue, le racket dans le Sud-Ouest de la France et le proxénétisme ; volonté du Ministère de l'Intérieur de donner aux communes et aux départements des pouvoirs réels, financiers et juridiques afin de rendre les régions plus vivantes ; volonté de faire face aux risques nouveaux dûs à l'urbanisation et à l'industrialisation et d'assurer la sécurité de la population « Défends la loi comme tu défends tes murailles »* (p. 4791) ; *ses réponses aux diverses questions : réunion de la commission paritaire pour les textes d'application de la loi sur la formation des personnels communaux ; mise en place du centre de formation du personnel communal ; traitement des personnels communaux ; étude, par la commission Krieg, de la situation des directeurs des services locaux et des directeurs de préfecture ; précise à M. Couveinhes qu'aucune disposition n'est prévue pour reconduire l'avance accordée cette année aux rapatriés âgés de plus de 65 ans ; indemnisation des rapatriés* (p. 4802) ; *sa réponse à M. Fouchier concernant les personnels de police ; étatisation de la police des communes de plus de 10.000 habitants ; commission sur ce problème ; plan de quatre ans pour les personnels de préfecture ; situation des directeurs de préfecture (commission Krieg) ; sa réponse à M. Hébert concernant les communautés urbaines : reconduction des crédits pour l'aide exceptionnelle, dite de capitation ; possibilité de prêts spéciaux à long terme en leur faveur, à M. Valenet concernant un fonds d'égalisation des charges ; examinera un système de répartition permettant de favoriser davantage les communes pauvres de la région parisienne ; ses observations à M. Delelis concernant l'utilisation des compagnies républicaines de sécurité, à M. Vernaudon sur l'accroissement des effectifs des policiers de la banlieue parisienne ; étude en cours sur la proposition de loi de M. Nungesser concernant la fraude électorale* (p. 4803) ; *à M. Volumard sur les anciens contractuels d'Algérie, à M. Noilou : acomptes pour les grands invalides figurant dans les 15 pour cent prioritaires, à M. Brocard sur le personnel de la police municipale, à M. Bozzi sur la création d'une école de la protection civile en Corse, à M. Paquet sur le remboursement de la T.V.A. ; subvention globale* (p. 4804) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Prorogation jusqu'en octobre 1973 du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars prochain* [23 novembre 1972] (p. 5606) ; *représentativité des conseils généraux* (p. 5607) ; Avant l'Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de la Commission qui tend à fixer en règle générale les élections cantonales au mois d'octobre ; problème du regroupement des dates d'élections* (p. 5608) ; Art. additionnels : *Conséquence de l'entrée en vigueur de la réforme régionale* (p. 5609) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Amendement du Gouvernement tendant à limiter l'intervention de ces commissions de contrôle aux seules villes de plus de 30.000 habitants et non de 20.000, ce contrôle n'étant pas obligatoire* [12 décembre 1972] (p. 6068) ; *contrôle de l'identité des votants ; octroi d'indemnités aux membres des commissions de contrôle ; élection dans les départements d'outre-mer ; O.R.T.F. ; financement des partis politiques ; représentation proportionnelle* (p. 6069) ; Art. unique : *Son amendement instituant un contrôle dans les communes de plus de 30.000 habitants et supprimant le terme*

« *obligatoirement* » (p. 6069) ; *adoption* (p. 6071) ; Art. additionnels : *Son amendement modifiant l'article L 333 du Code électoral ; témoin administratif ne sera désigné que dans les communes de moins de 30.000 habitants* (p. 6071) ; *son amendement tendant à abroger l'article L 342 du Code électoral* (p. 6071) ; *ses observations à l'amendement de M. Icart tendant à compléter l'article L 51 du Code (répression de l'affichage « sauvage »)* ; *s'engage à ce que les lois en vigueur soient strictement appliquées* (p. 6072) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Faible montant des cotisations ; adhésion à l'I.R.C.A.N.T.E.C. ; validation de leurs mandats antérieurs des maires en activité* [15 décembre 1972] (p. 6280) ; *validations gratuites pour les années de mobilisation, de captivité ou de déportation au titre des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 ; revalorisation en fonction de l'augmentation des indemnités ; étude de l'extension du bénéfice de ce projet aux anciens maires et adjoints dont le mandat aura eu une certaine durée et du problème de la retraite des conseillers généraux ; problème de l'obligation d'affiliation ; accord du Ministre de l'Economie et des Finances pour que l'indemnité ne soit pas considérée comme un traitement* (p. 6281) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Hunault et sur celui de M. Hunault et de M. Delachenal concernant le problème de l'affiliation obligatoire ; principe de la liberté du conseil municipal ; sa réponse à M. Pierre Bas concernant le problème du statut des maires et des adjoints de Paris qu'il a l'intention de régler* (p. 6283) ; Art. 2 : *En réponse à M. Gerbet, précise que ces retraites seront considérées comme un revenu* (p. 6284) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article conférant l'honorariat aux maires et adjoints ; amendement qui présente une rédaction différente de celui de M. Lagorce ; honorariat conféré par le préfet ; sa réponse à M. de Poulpiquet concernant le contingent des décorations et distinctions et à M. Lagorce concernant les anciens maires* (p. 6284, 6285) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Cotisation des maires âgés de plus de soixante-cinq ans ; situation des anciens maires* [20 décembre 1972] (p. 6392) ;

— du projet de loi modifiant les articles L 71-3° et L 80-1° du Code électoral : *Possibilité donnée aux militaires français actuellement stationnés sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne de voter par correspondance* [18 décembre 1972] (p. 6297) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Dumas tendant à modifier l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions : *Délai pendant lequel les conseils généraux ont la faculté de saisir le Gouvernement de propositions tendant à la modification des limites ou de la dénomination des circonscriptions régionales* [18 décembre 1972] (p. 6298).

MARCENET (Albert)

Député de Paris
(31e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 475) relatif à l'exercice du droit syndicat dans les entreprises, **n° 485** [29 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, **n° 560** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 942) relatif à la Régie nationale des usines Renault, **n° 965** [12 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, **n° 1021** [20 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1645), modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II, du Livre 1er du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail, **n° 1704** [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1932), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1er du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail ainsi que certaines dispositions du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 modifiée, relatives à la procédure de médiation, **n° 1933** [29 juin 1971].

Sa proposition de loi, tendant à fixer à 18 ans, l'âge requis pour accéder aux fonctions de délégué du personnel, membre du comité d'entreprise et délégué syndical, **n° 2024** [21 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2204) modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, **n° 2287** [28 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, en qualité de *Rapporteur : Sections syndicales au sein de l'entreprise ; leurs prérogatives ; création de délégués syndicaux ; leurs droits ; moyens mis à leur disposition ; liberté du travail ; suppression des postes de délégués syndicaux suppléants ; cas de licenciement ; situation des petites entreprises ; politisation des syndicats* [4 décembre 1968] (p. 5046, 5047) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5076) *notamment celui de M. Triboulet* (p. 5078) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dijoud* (p. 5078) *et sur celui de M. Fontanet* (p. 5080) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « au sein de l'entreprise » à insésrer les mots : « ou de l'établissement »* (p. 5081) ; *entreprise pouvant avoir un ou plusieurs établissements employant plus de cinquante salariés* (p. 5081) ; *section syndicale dans les établissements* (p. 5081) ; *ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5082) ; Art. 3 : *Son amendement tendant dans cet article après les mots : « à l'intérieur de l'entreprise » à insérer les mots : « ou de l'établissement »* (p. 5082) ; *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « à défaut d'accord entre les sections syndicales et les chefs d'entreprise »* (p. 5083) ; *modalités de collecte des cotisations syndicales* (p. 5083) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots suivants : « à défaut d'accord entre les sections syndicales et le chef d'entreprise »* (p. 5084); *son amendement tendant à compléter cet*

article par le nouvel alinéa suivant : « ces communications, publications et tracts ne pourront comporter aucune attaque personnelle ou réprimée par la loi » (p. 5084) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article après les mots : « les modalités » à insérer les mots : « d'aménagement et... »* (p. 5087) : *ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 5088) ; *son amendement tendant après les mots : « compte tenu » à insérer le mot : « notamment »* (p. 5090) ; *nombre des délégués de chaque section syndicale* (p. 5090) ; Art. 9 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5091) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « traités internationaux », à insérer les mots : « et sous réserve de réciprocité »* (p. 5093) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « comité d'entreprise », à insérer chaque fois les mots : « ou d'établissement »* (p. 5094) ; Art. 10 et 11 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5095, 5096) ; *problème de la réintégration en cas de licenciement* (p. 5096) ; *question de l'indemnité de licenciement* (p. 5097) ; Art. 12 ; *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5099) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « pour répondre à des convocations du chef d'entreprise » les mots : « pour participer à des réunions qui ont lieu à l'initiative du chef d'entreprise »* (p. 5101) ; *absence de lien de subordination entre le chef d'entreprise et la section syndicale d'entreprise* (p. 5101); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le mot : « intentionnellement »* (p. 5102); *ses observations sur son amendement* (p. 5102) ; Art. 14 : *Son amendement tendant après les mots : « aux conventions » à rédiger ainsi la fin de cet article : « accords ou usages plus favorables »* (p. 5103) ; seconde délibération, Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5104). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Crédit d'heures ; compétence juridictionnelle concernant les contestations relatives aux désignations des délégués ; problème du licenciement abusif ; protection des délégués syndicaux ; âge à partir duquel le salarié peut accéder aux fonctions de délégué syndical* [19 décembre 1968] (p. 5689) ; *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article 12, à remplacer les mots : « pour celles » par les mots : « dans les entreprises ou établissements »* (p. 5690) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 2 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « de plans d'épargne » les mots : « d'un plan d'épargne d'entreprise »* [16 décembre 1969] (p. 4970) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot : « l'intéressement » les mots : « la participation »* (p. 4971) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « des négociations devront s'engager entre les représentants du personnel et la direction de la Régie afin d'établir des propositions concernant les modalités d'application de cette loi »* (p. 4977) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Représentation des salariés actionnaires ; notion des bénéfices réalisés par la Régie* [20 décembre 1969] (p. 5118) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives du travail, en qualité de *Rapporteur : Problème de la concertation ; délai laissé à la Commission compétente de l'Assemblée Nationale pour étudier ce projet* [14 mai 1971] (p. 1902, 1903) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 1914) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour la première phrase de l'article 31 du Livre 1er du Code du travail par les mots : « et de leurs garanties sociales »* (p. 1914) ; *droit à la négociation collective ; notion de « conditions de travail »* (p. 1914) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 31 a du Livre 1er du Code du travail, à substituer aux mots : « qui remplissent les conditions prévues au premier alinéa de l'article 31 f du présent Livre, ou qui sont membres des organisations prévues audit article » les mots : « reconnues les plus représentatives au plan national conformément à l'article 31 f du présent Livre, ou qui sont affiliées auxdites organisations »* (p. 1914) ; *notion d'organisation syndicale représentative* (p. 1914) ; *son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 31 a du Livre 1er du Code du travail, après les mots : « dans le champ d'application », à insérer les mots : « professionnel et territorial »* (p. 1915) ;

preuve de la représentativité d'un syndicat (p. 1915) ; *respect des dispositions d'ordre public* (p. 1915) ; *fondement des rapports contractuels* (p. 1916) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 31* ab *du Livre 1er du Code du travail, à substituer aux mots : « et notamment » les mots : « en s'inspirant notamment des dispositions prévues à l'article 31* g *du présent Livre et »* (p. 1916) ; *dispositions devant figurer obligatoirement dans les conventions collectives susceptibles ou non d'extension* (p. 1917) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31* ab *du Livre 1er du Code du travail par un nouvel alinéa (cas où une convention collective nationale, régionale ou locale viendrait à s'appliquer à l'entreprise postérieurement à la conclusion de la convention d'entreprise)* (p. 1917) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le sixième alinéa de l'article 31* c *du Livre 1er du Code du travail, à substituer aux mots : « pendant une durée qui est de six mois, sauf clause ou accord contraires » les mots : « pendant une durée de un an, sauf clause ou accord prévoyant une durée plus longue et déterminée »* (p. 1918) ; *durée d'une convention* (p. 1918) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le septième alinéa de l'article 31* c *du Livre 1er du Code du travail (cas de mise en cause des accords ou conventions collectives en raison de fusion, cession, scission ou changement d'activité)* (p. 1918) ; *stipulations des conventions collectives relatives aux avantages individuels* (p. 1918, 1919) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31* c *du Livre 1er du Code du travail par un nouvel alinéa : « les avantages individuels résultant des accords ou conventions collectives sont réputés faire partie du contrat de travail »* (p. 1920) ; *problème des licenciements collectifs* (p. 1920) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article 31* ca *du Livre 1er du Code du travail : (adhésion à une convention)* (p. 1921) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 31* ca *du Livre 1er du Code du travail par la phrase suivante : « Elle doit en outre être notifiée aux signataires de la convention »* (p. 1921) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (nombre d'exemplaires du texte de la convention collective)* (p. 1921) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le paragraphe* a *proposé pour l'article 31* g *du Livre 1er du Code du travail à rédiger ainsi le 9° des clauses obligatoires figurant à cet article : « les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'apprentissage et de la formation professionnelle et de la formation permanente dans le cadre de la branche d'activités considérée »* (p. 1922) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le nouveau paragraphe 12° de l'article 31* g *du Livre 1er du Code du travail : « l'emploi à temps partiel de certaines catégories de personnel et les conditions de leur rémunération »* (p. 1922) ; *distinction entre travail à temps partiel et travail temporaire* (p. 1922) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe* c *du texte proposé pour le 6° des clauses facultatives figurant à l'article 31* g *du Livre premier du Code du travail : « les conditions d'emploi temporaire de certaines catégories de personnel »* (p. 1922) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 6° du texte proposé pour l'article 31* ja *du Livre 1er du Code du travail à substituer aux mots : « les organisations syndicales » les mots : « des organisations syndicales »* (p. 1924) ; *extension des accords nationaux professionnels* (p. 1924) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 6° du texte proposé pour l'article 31* ja *du Livre 1er du Code du travail, à substituer aux mots : « du 6° ci-dessus » les mots : « du premier alinéa du présent article »* (p. 1924) ; Après l'Art. 11 : *Ses observations sur les avenants relatifs aux salaires* (p. 1924) ; Après l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 1925) ; *procédures de règlement des conflits* (p. 1926) ; en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1er du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail ainsi que certaines dispositions du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 modifiée, relatives à la procédure de médiation, en qualité de *Rapporteur : Amélioration du sort de tous ceux qui concourent à la marche des entreprises* [29 juin 1971] (p. 3508) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Spécificité de ce travail ; idée de la création d'une caisse de caution mutuelle des entreprises de travail temporaire ; ses obser-*

vations sur l'exemple des pays voisins [14 décembre 1971] (p. 6722, 6723) ; Art. 2 : *Problème du droit de grève* [15 décembre 1971] (p. 6760, 6761) ; Art. 3 : *Durée du contrat* (p. 6763) ; Art. 7 : *Cas où le travail est interrompu en raison des intempéries* (p. 6765) ; Art. 8 : *Cas de défaillance d'une entreprise de travail intérimaire* (p. 6766) ; Art. 10 : *Application des sections syndicales d'entreprise* (p. 6768) ; Art. 28 : *Son amendement concernant le contrôle des entreprises de travail temporaire* (p. 6772) ; *instauration d'une autorisation* (p. 6772, 6773) ; *son abstention lors du vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6776) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, en qualité de *Rapporteur : Objet du projet de loi d'abaisser à seize ans la condition d'âge pour être électeur ; situation des jeunes apprentis* [9 mai 1972] (p. 1438) ; *nombre de jeunes de moins de dix-huit ans susceptibles d'être des délégués du personnel ; âge d'étigibitité* (p. 1439) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Rolland* (p. 1443) ; Après l'Art. unique : *Son amendement (âge d'éligibilité)* (p. 1443) ; *statut des étrangers* (p. 1444) ; Titre : *Son amendement devenu sans objet* (p. 1444) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 : *Connaissance d'un dialecte* [1er juin 1972] (p. 2087, 2088) ; Après l'Art. 3 : *Loi sur les délégués aux comités d'entreprise et délégués du personnel* (p. 2090).

MARCUS (Claude)

Député de Paris
(8e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

A donné sa démission de membre de cette Commission [20 novembre 1970] (p. 5855).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [20 novembre 1970] (p. 5855), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— vice-président de cette Commission [12 octobre 1972] (p. 4125) ;

— membre du conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à assurer la protection des acheteurs d'œuvres d'art, n° 2620 [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problèmes du Moyen-Orient ; question de l'embargo sur les Mirage achetés et payés par Israël à la France ; réarmement massif des forces égyptiennes ; décision américaine de livrer des avions Phantom à Israël ; problème des réfugiés* [7 novembre 1968] (p. 4104, 4105) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Développement des musées ; rôle des audioguides ; déséquilibre de fréquentation entre les musées ; ses observations sur le Louvre ; problème de l'animation ; création du groupe Animation-Recherche-Confrontation ; rôle de l'O.R.T.F. ; nécessité de créer auprès de la direction des musées de France un bureau des relations publiques animé par des spécialistes qui auraient la charge de la publicité des musées ; absence d'un centre documentation ; problèmes des théâtres populaires et des maisons de la culture* [13 novembre 1968] (p. 4356, 4357) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Rôle des parlements à l'heure actuelle ; mission des parlementaires dans une société moderne*

et industrialisée ; rôle du député en France se limitant à celui d'assistante sociale, de conseiller juridique, de bureau de placement et d'écrivain public ; absence de moyens d'information et d'action ; auditions des ministres et des personnalités sur les problèmes actuels [22 octobre 1969] (p. 2834, 2835).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à la drogue [24 octobre 1969] (p. 2931) : *Formes prises par la toxicomanie : chanvre indien, hallucinogènes, emploi de médicaments détournés de leur objectif naturel ; gravité de la toxicomanie chez les jeunes ; inadéquation des services de la police ; apparition des drogués à l'héroïne parmi les jeunes ; modification de la législation en vigueur (suppression du trafic, désintoxication obligatoire) ; constitution d'un comité national de lutte contre la toxicomanie* (p. 2932, 2933).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Problèmes concernant le Proche-Orient ; association d'Israël au Marché commun ; drame du Liban ; attaque contre l'aéroport de Beyrouth ; embargo des armes vers Israël ; audience de la France dans le monde arabe ; présence active des troupes algériennes au bord du canal de Suez ; problème de l'association d'Israël au Marché commun* [4 novembre 1969] (p. 3321, 3322) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les musées ; déséquilibre de fréquentation entre nos grands musées nationaux et l'ensemble des autres musées nationaux ; possibilité de créer auprès de la direction des musées de France un service des relations extérieures chargé de faire connaître l'existence des musées ; pauvreté des musées de province ; publication des catalogues sommaires où toutes les œuvres seraient reproduites en photographies ; création d'un centre de documentation nationale ; problème de l'animation des musées ; expositions d'art national ; cas du musée du Havre et du musée de Béziers ; réunion des théâtres lyriques nationaux ; démocratisation de l'Opéra ; ses observations sur la salle Favart ; ses observations sur les maisons de la culture et les théâtres populaires* [20 novembre 1969] (p. 4062, 4063) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile : *Application de la loi* [11 décembre 1969] (p. 4833) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnels par correspondance, Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le quatrième alinéa de cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (rôle des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et des services de l'Agence nationale pour l'emploi)* [11 décembre 1969] (p. 4839) ; *communication des renseignements ; retrait de son amendement* (p. 4839).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la politique à l'égard du troisième âge [29 mai 1970] (p. 2152, 2153, 2154).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problèmes du troisième âge ; niveau de vie des personnes âgées ; développement des aides ménagères ; indication des objectifs à atteindre ; critique de la structure gouvernementale actuelle* [28 octobre 1970] (p. 4861) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur la politique du Gouvernement français dans le conflit israélo-arabe ; attitude de la France à l'égard d'Israël et des pays arabes* [5 novembre 1970] (p. 5210) ; *embargo sur les* Mirage *; ses observations sur l'Irak ; problème des territoires occupés par Israël ; conquêtes territoriales de l'U.R.S.S. ; nécessité d'arriver à dégeler les relations franco-israéliennes* (p. 5211) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Fréquentation des musées ; ses observations sur l'exposition Claude Monet ; relations entre les musées et l'O.R.T.F. ; son souhait que soit créé auprès de la direction des musées de France un nouveau poste de chargé des relations publiques ; insuffisance de fichiers photographiques ; création à la direction des musées de France d'un ou de deux poste de photographe ; absence d'un centre de documentation ouvert aux chercheurs et critiques d'art du monde entier ; création d'un centre de documentation de l'histoire de l'art ; possibilité d'élaborer dans*

chaque musée un catalogue ou toutes les œuvres seraient reproduites ; création d'un « passeport culturel » qui donnerait droit à l'accès gratuit ou à un tarif réduit dans les musées nationaux et dans les salles de spectacles subventionnées ; discrimination entre les diverses catégories de jeunes ; situation des personnes âgées [13 novembre 1970] (p. 5202, 5203) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 1er : *Son vote contre cet article* [8 avril 1971] (p. 1014).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Politique française au Proche-Orient* [9 juin 1971] (p. 2618) ; *relations franco-israéliennes ; embargo sur les* Mirage ; *absence de tout représentant français venu de France à la célébration du centenaire du « Mikveh Israël » ; retrait de la nationalité à des Françaises mariées à des Israéliens et qui ont de ce fait acquis la nationalité israélienne ; fermeture du centre culturel français de Jérusalem ; fermeture du centre culturel français de Dimona ; coopération culturelle avec l'Algérie* (p. 2619).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES CULTURELLES : *Conservation du patrimoine architectural* [27 octobre 1971] (p. 4958) ; *Problèmes des musées ; situation de ce personnel ; problème des petits musées de province ; inventaire photographique des œuvres et des catalogues ; problème d'un centre de documentation pour les chercheurs ; gratuité de l'entrée dans les musées pour les personnes âgées de plus de 65 ans ; aide accordée aux musées de province pour l'achat d'œuvres d'art ; aides à la première exposition ; crédits destinés à l'enseignement de l'architecture ; rôle du ministère en ce qui concerne le style des bâtiments administratifs ; règle du un pour cent ; théâtre nationaux ; théâtres privés* (p. 4959) ; *maisons de la culture ; effort en matière de musique ; coopération avec l'O.R.T.F. ; situation des théâtres lyriques de province ; problème du cinéma ; projet conçu pour Bry-sur-Marne ; problème des enseignements artistiques ; action culturelle en faveur du troisième âge* (p. 4960) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Subventions d'investissements accordées à l'assistance publique de Paris ; reconstruction de l'hôpital Necker* [4 novembre 1971 (p. 5306) ; *hausse du prix de journée ; travaux à l'hôpital Bichat* (p. 5307) ; Titre VI : *Situation de Paris et de la région parisienne* (p. 5334) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* [15 décembre 1971] (p. 6762) ; *notion de mission ; durée du contrat* (p. 6762) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6763).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative aux sociétés civiles de placement immobilier [26 mai 1972] (p. 1964) ; *rôle de la Commission d'enquête protection des intérêts des épargnants par la loi du 31 décembre 1970 ; développement de la procédure des commissions d'enquête (rétablissement de l'obligation de déférer à leurs convocations ; délais dans lesquels le rapport doit être déposé) ; fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier (immatriculation sur un registre spécial, dépôt de fonds en banque, plafonnement de la rémunération des dirigeants) ; rôle de la publicité* (p. 1969 à 1971).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : Art. 154-1 du Code : *Son amendement visant à ouvrir une nouvelle possibilité de procédure simplifiée de réintégration aux Algériens ayant servi l'Etat ; retrait* [11 octobre 1972] (p. 4084) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - Santé publique : *Assistance publique à Paris ; hôpitaux Bichat, Bicêtre, Lariboisière, Hérold, Saint-Louis ; insuffisance des crédits d'humanisation des hôpitaux ; problème de personnel de l'assistance publique ; nécessité d'augmenter les promotions de l'Ecole nationale de la santé publique ; rémunération des personnels et des infirmières ; tarification des consultations* [3 novembre 1972] (p. 4646, 4647) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Querelle du un pour cent dépassée ; théâtre ; théâtre de la ville, théâtre de l'Est parisien ; effort insuffisant en faveur du théâtre privé ; cafés théâtres ; problèmes de la Comédie-Française ; création d'un théâtre national de l'opérette* [8 novembre 1972] (p. 4825) ; *son*

souhait de tournage en France de productions étrangères pour résorber le chômage ; médiocrité de « Expo 72 » ; intérêt d'un bureau de relations publiques à la Direction des musées de France ; situation des conservateurs de musée ; photographie de notre patrimoine artistique ; fermeture du musée du Louvre certains jours fériés ; marché des œuvres d'art ; Biennale des antiquaires ; développement de l'enseignement musical à l'école ; politique culturelle en faveur du troisième âge (« *passeport culturel* ») (p. 4826) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Faiblesse du nombre des conseillers commerciaux ; modestie des moyens pour le développement commercial ; crédits mixés ; priorité aux pays francophones et à l'Indochine ; rôle de la France pour la paix au Moyen-Orient ; demande que l'on mette fin à « l'embargo diplomatique » à l'égard d'Israël* [16 novembre 1972 (p. 5281).

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1969] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

A donné sa démission de cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970 (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [16 avril 1970] (p. 1115) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). X. - Transports terrestres, **n° 360** [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 39 : comptes spéciaux du Trésor, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à garantir la dignité et à améliorer la qualité de la vie des travailleurs immigrés en France, **n° 1798** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des travailleurs étrangers en France au Conseil économique et social, **n° 1806** [9 juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 2 Affaires étrangères, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Possibilité d'envisager un large débat sur l'avenir des entreprises nationalisées, particulière-*

ment sur la S.N.C.F. ; aides accordées à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. ; déficit de la R.A.T.P. ; rapport Nora ; plan d'assainissement de la S.N.C.F. ; [7 novembre 1968] (p. 4112, 4113) ; *ses observations sur les paroles de M. Benoist* (p. 4116) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 6 : *Ses observations sur les primes afférentes aux contrats d'assurances ; déductibilité de ces primes ; ses observations sur son amendement tendant à remplacer la date du 1er janvier 1967 par celle du 1er octobre 1966* [29 octobre 1969] (p. 3039) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Problème du Biafra ; suspension du pont aérien de la Croix-Rouge internationale ; Biafra comparable au camp de Belsen à la Libération ; mise à la disposition de la Croix-Rouge française de deux Transall militaires ; possibilité d'accorder des permissions libérables d'un ou deux mois aux jeunes du contingent qui travaillent à l'hôpital militaire de campagne de Libreville ; refus du Parlement français d'admettre que la famine soit considérée comme une arme légitime de guerre ; position du gouvernement britannique ; ses observations sur le gouvernement nigérian ; éventuelle confédération nigério-biafraise ; respect des investissements étrangers* [4 novembre 1969] (p. 3312 à 3314).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la mission médicale en Jordanie [16 octobre 1970] (p. 4374).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial : Rôle du rapporteur pour ce budget ; ses observations sur ces comptes ; opérations de l'Etat banquier ; évolution des participations publiques ; investissements des entreprises publiques ; ses observations sur les nouveaux circuits de financement ; gestion du F.D.E.S. ; possibilité pour le budget de l'année prochaine de joindre en annexe à chaque budget du ministère dépensier une ligne retraçant chacun des comptes ; problème du contrôle parlementaire* [17 novembre 1970] (p. 5713, 5714) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Choix du paramètre des salaires ; problème de la construction des H.L.M. dans la région parisienne* [25 mai 1971] (p. 2050) ; *ses observations sur le fait que le Gouvernement fait une loi contre Paris ; affectation du produit de la taxe à l'équipement* (p. 2054) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [23 juin 1971] (p. 3298) ; ses explications de vote : *Vote des parlementaires de la majorité représentant la région parisienne ; victoire de la province sur Paris* (p. 3299, 3300) ;

— du projet de loi sur la filiation. Art. 337 du Code civil : *Sa question de savoir si le nom de la mère vaut la reconnaissance sans la possession d'état* [6 octobre 1971] (p. 4320).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'emploi et de la population une question orale avec débat relative aux travailleurs immigrés [15 octobre 1971] (p. 4621) ; *gravité morale, sociale et économique du problème de l'immigration ; les « marchands de sommeil » ; suppression des bidonvilles ; fonds d'action sociale ; développement de l'immigration et VIe Plan ; contrôle de l'immigration ; problème du sous-prolétariat ; sa proposition de loi organique relative à la représentation des travailleurs étrangers au Conseil économique ; possibilité d'affecter des jeunes du service de la coopération à l'alphabétisation et à l'action sociale en faveur des travailleurs étrangers de France ; taxe de 1 % sur les salaires versée aux travailleurs étrangers en vue d'accélérer la construction de logements* (p. 4623, 4624).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (2°) de l'article 1241 du Code général des impôts : « les titres représentatifs de l'emprunt 3,5 % 1952-1958 à capital garanti, sous réserve qu'ils aient été acquis et détenus de manière constante depuis deux ans au moins, cette condition s'appliquant aux titres dont la mutation sera intervenue après le 1er octobre 1971. Les modalités d'application du paragraphe 1 ci-dessus seront fixées par décret »* [21 octobre 1971] (p. 4727) ; *limitation de l'usage abusif des titres de l'emprunt Pinay en matière successorale ; situation des petits porteurs* (p. 4728) ; *crédit de l'Etat* (p. 4729) ; *retrait de son amendement* (p. 4730) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 7 : *Recouvrement des amendes ; importance des infractions au stationnement dans la région parisienne* [4 mai 1972] (p. 1361).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Publicité clandestine ; manque d'autorité général à l'Office ; nécessité d'une réforme profonde des structures de l'O.R.T.F. ; rôle de la commission de contrôle ; nécessité pour l'Agence Havas de se défaire de Havas-Conseil-Relations publiques ; cas de M. Roland Pozzo di Borgo* [10 mai 1972] (p. 1495, 1496).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Timidité des réformes ; travail de la commission de contrôle ; ses observations sur le monopole de réception ; définition de la liberté de l'information à la télévision ; nécessité de la pluralité ; son vote* [15 juin 1972] (p. 2540 à 2542); Art. 1er: *Défense de la langue française* [16 juin 1972] (p. 2578) ; Art. 2 : *Problème de la création d'une chaîne indépendante de radio* (p. 2583) ; *ses observations sur l'amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing* (p. 2584) ; *monopole des télécommunications* (p. 2588) ; *limites des monopoles respectifs des télécommunications et de l'O.R.T.F.* (p. 2589) ; Art. 7 : *Son souhait que le conseil de l'audiovisuel procède à une étude sur le résultat que pourrait produire l'expérience d'une journée sans télévision par semaine, par mois ou par quinzaine* (p. 2610) ; Art. 14 : *Produit de la redevance ; détermination des redevables de cette taxe* (p. 2618, 2619) ; *conclusion des programmes pluriannuels par l'Office* (p. 2621) ; Après l'art. 14 : *Compétence des services de la direction générale des impôts pour la perception de la redevance* (p. 2621) ; Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Louis-Alexis Delmas* (p. 2623) ; eu deuxième lecture : *Edification d'une tour destinée à abriter les services de l'actualité télévisée* [29 juin 1973] (p. 3003).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'environnement. une question orale sans débat relative à la protection d'un espace vert parisien [13 octobre 1972] (p. 4157, 4158).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : *Maîtrise de l'économie et de la parole par M. Giscard d'Estaing ; bonne politique ayant permis de bonnes finances ; budget, conclusion de quinze ans de redressement économique et de progrès social et départ pour une nouvelle ère de prospérité ; bilan de quinze années ; problème de l'inflation ; budget courageux refusant la démagogie, raisonnable, réaliste, morat (égalité devant l'impôt) ; ses suggestions : prise en considération des frais du troisième âge ; effort en faveur des rentiers viagers ; budget dynamique et social ; participation ; liberté ; choix en mars prochain entre deux types de société* [25 octobre 1972] (p. 4341, 4342, 4343, 4344) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits inférieurs à la moyenne des augmentations des autres budgets ; caractère spécifique des problèmes du Quai d'Orsay ; problèmes de personnel ; commission Racine ; sujets de mécontentement des diplomates ; insuffisance des frais de déplacement ; voitures ; remboursement des bien des diplomates français en poste à l'étranger ; problème des voyages et des périodes de vacances* [15 novembre 1972] (p. 5242) ; *problème du logement des agents en poste à l'étranger ; immeubles servant d'ambassade, de chancellerie, de résidences ; préconise une gestion industrielle et commerciale de ce patrimoine immobilier par un office des biens français immobiliers à l'étranger ; ambassade de Brasilia ; action d'information par l'intermédiaire de l'O.R.T.F. ; émissions souvent inutiles ; nécessité de disposer en Afrique et dans les Antilles françaises d'un émetteur à grande puissance émettant sur ondes courtes ; erreur des séquences de télévision* (p. 5243) ; *accroissement trop rapide des contributions françaises aux organisations internationales ; amendement de la commission tendant à régler le problème des biens des diplomates français qui sont victimes d'attentats, de bombardements ou de chantages* (p. 5244) ; Etat B, Titre III : *son amendement de réduction des crédits de ce titre ; indemnisation des diplomates qui ont subi des dommages dans leurs biens* [16 novembre 1972] (p. 5308) ; *commission Racine ; après les précisions du Ministre retrait de l'amendement* (p. 5309).

Son intervention à propos d'un rappel au règlement de M. Bonhomme sur la demande de levée d'immunité parlementaire prise à son encontre pour délit de presse [28 novembre 1972] (p. 5672).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 29 : *Son amendement de suppression de cet article retiré au profit d'une nouvelle rédaction acceptée par le Gouvernement* [28 novembre 1972] (p. 5698) ; Art. 30 : *Son amendement de suppression de cet article visant à soumettre le personnel de la Banque de France aux juridictions de droit commun (n'est pas adopté)* (p. 5698, 5699) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, Art. 7 : *Son amendement de suppression du dernier alinéa de cet article afin que restent en vigueur les articles 101 et 103 de la loi de 1966 sur les sociétés ; retrait* [28 novembre 1972] (p. 5172).

MARIE (Bernard)

Député des Basses-Pyrénées
(4e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Est élu président de cette Commission [9 juin 1970] (p. 2383).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114).

Est élu vice-président de cette Commission [26 juin 1970] (p. 3218).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiaant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-251 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à

la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'alimentation de la banque du sang, n° **55** [19 juillet 1968].

Sa proposition de résolution tendant à créer, en vertu de l'article 139 du règlement, une commission d'enquête sur la politique générale, la distribution et le coût du crédit, n° **555** [18 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de résolution (n° 555) tendant à créer, en vertu de l'article 139 du règlement, une commission d'enquête sur la politique générale, la distribution et le coût du crédit, n° **607** [20 décembre 1968].

Son rapport supplémentaire fait, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : I. — le projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outre-mer ; II. — les propositions de loi : 1° n° 125 relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale pour l'accomplissement d'actes ou de formalités qui devaient être effectuées par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie ; 2° n° 135, tendant à assurer la protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés ; 3° n° 317 tendant à modifier et à compléter les lois n° 63-1218 du 11 décembre 1963 et n° 66-485 du 6 juillet 1966 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés ; 4° n° 701 tendant à assurer la protection juridique des Français rapatriés, n° **809** [3 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois conslitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et de personnes dépossédées de leurs biens outre-mer, n° **857** [23 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; sur le projet de loi (n° 1029) sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, n° **1432** [7 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1524), modifié par le Sénat, fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne, n° **1538** [15 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1729) modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, n° **1837** [11 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1975) relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, n° **1989** [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1974) tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier, n° **2031** [28 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2185), modifié au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, n° **2082** [26 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2164), modifié par le Sénat, relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèque, n° 2174 [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le rojet de loi (n° 2185), modifié par le Sénat, relatif au démarchage financier et à des opérations de placement d'assurance, n° 2189 [20 décembre 1971].

Son avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — I. - Justice, n° 2589 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Emission d'obligations convertibles ; possibilité de distribuer des acomptes à valoir sur les dividendes à venir ; principe de la rémunération de la participation des travailleurs aux profits de l'entreprise* [17 octobre 1968] (p. 3375, 3376) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 196-1 de la loi du 24 juillet 1966 (faculté de conversion ne pouvant être exercée chaque année que dans les deux mois qui suivent la réunion de l'assemblée générale qui a approuvé les comptes de l'exercice écoulé)* (p. 3377) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3378) ; *retrait de son amendement* (p. 3378) ; *son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 198 de la loi de 1966 à insérer un article 198-1 : « les dispositions des articles 195 à 198 sont applicables à l'émission d'obligations convertibles en actions attribuées aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion des entreprises »* (p. 3378) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 2 : *Impôt sur le revenu des personnes physiques ; spéculation à la bourse de Paris ; incidence de cette spéculation sur le produit de l'impôt général sur le revenu ; désire savoir quels sont les services du Ministère des finances habilités à redresser les exagérations* [23 octobre 1968] (p. 3496) ; Art. 7 : *Droits de mutation ; situation des retraités* [24 octobre 1968] (p. 3522) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité, dans le cas de dévolution de biens en toute propriété entre époux pour le survivant de demander que le paiement des droits de mutation sur la valeur des immeubles faisant partie du patrimoine soit différé à la date de son décès ou à celle de la première mutation des biens considérés)* (p. 3527) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3527) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, Services du Premier Ministre : Jeunesse et Sports : *Résultats acquis par nos athlètes à Mexico ; absence de ligne directrice d'une politique de la jeunesse et des sports ; exécution de la loi de programme ; rôle du sport ; problème des clubs ; question de la dotation des clubs en moniteurs appointés ; nécessité de favoriser les cellules sportives que constituent les clubs ; désire savoir si le paiement des subventions allouées à certaines fédérations a été différé et si on a pallié ce retard par des avances du fonds national sportif ; problème de la convocation de la section permanente du haut comité des sports ; possibilité d'accorder à toutes les équipes appelées à se déplacer les mêmes avantages en matière de transport* [30 octobre 1968] (p. 3719 à 3721) ; Affaires sociales : *Ses observations sur l'article 253 du Code de la sécurité sociale ; situation des jeunes gens non salariés en 1939-1945 qui se sont engagés volontairement dans les Forces françaises libres ; inconvénients résultant des affiliations multiples à des régimes de sécurité sociale différentes ; création d'une catégorie d'agents du service intérieur dans les services hospitaliers en application d'un décret du 3 septembre 1964 ; situation des agents occupant déjà ces emplois depuis de nombreuses années* [6 novembre 1968] (p. 3999) ; Equipement et Logement : *Question du port de Bayonne ; ses observations sur l'autoroute A 10 ; autoroute Madrid ou Bilbao-Béhobie ; problème du logement ; accession à la propriété ; allocation-logement ; plan d'urbanisme de la côte basque* [13 novembre 1968] (p. 4332) ; Intérieur et Rapatriés : *Problème des effectifs de police ; exemple de l'agglomération de Bayonne-Anglet ; possibilité de renforcer par des C.R.S.*

les effectifs de la police locale ; indemnité de logement en faveur des instituteurs ; cas des instituteurs détachés dans les collèges d'enseignement général ; ses observations sur la dénomination des Pyrénées-Atlantiques qui doit être substituée à celle de Basses-Pyrénées ; problème des rapatriés ; leur information ; rôle de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés ; évaluation des biens des rapatriés ; problème de l'indemnisation ; possibilité de créer une caisse autonome qui serait le créancier de l'Etat Algérien [14 novembre 1968] (p. 4396 à 4398) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Détermination des responsables de la crise ; déficit de notre balance commerciale avec l'étranger ; transfert de capitaux étrangers ; rôle des Français pour résoudre la crise actuelle ; contrôle des changes ; son souhait que les sacrifices soient aussi justes que possible ; taux de réescompte de la Banque de France ; désire savoir pourquoi les banques ont pu consentir des prêts à des sociétés qui plaçaient ensuite ces capitaux à l'étranger et pourquoi les grandes sociétés bénéficient de crédits à un taux privilégié ; utilité de créer une véritable banque d'investissements* [27 novembre 1968] (p. 4885, 4886) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Infractions à la législation et à la réglementation en matière douanière ; ses observations sur l'article 416 du Code des douanes ; cas des contrebandiers* [26 juin 1969] (p. 1757, 1758), Art. 3 : *Extension de cet article à toute la France* (p. 1763) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 4 : *Diminution du pouvoir d'achat ; problème de l'épargne ; émission d'obligations à 15, 20 ou 25 ans ; possibilité d'étendre l'abattement préconisé aux obligations qui seront émises jusqu'en 1975 ou achetées avant cette date pendant la durée de l'émission à la condition qu'elles soient dès leur émission ou leur achat présentées sous la forme nominative pour faciliter un contrôle éventuel ; ses observations sur le fait que le Crédit foncier émette des obligations à 8 %* [17 septembre 1969] (p. 2325, 2326), Art. 5 : *Situation des entreprises qui travaillent pour le compte de l'Etat et des collectivités locales ; rôle des établissements spécialisés ; voudrait savoir pourquoi l'Etat ne sollicite pas directement des avances de l'Institut d'émission afin de régler ses fournisseurs* (p. 2327, 2328) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le rapport de M. Limouzy ; moratoire de plein droit ; mainlevée des hypothèques ; renversement de la charge de la preuve ; droit à un moratoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi sur l'indemnisation ; situation des emprunts contractés auprès des particuliers et des organismes privés pour les besoins de réinstallation ; montant des aides allouées par l'Etat aux rapatriés ; hommage rendu à l'action de M. Boulin ; destination de la somme de 500 millions de francs inscrite au budget de 1970 ; nombre des dossiers d'indemnisation* [7 octobre 1969[(p. 2497 à 2499) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article, après le mot : « indemnisation » à supprimer les mots : « des rapatriés »* [8 octobre 1969] (p. 2542) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2542) ; *date de discussion du projet de loi définitif sur l'indemnisation* (p. 2543) ; *son amendement tendant, après les mots : « qui sont nées, des obligations » à insérer les mots : « quelles que soient la nature et la forme du titre qui les constate »* (p. 2544) ; *problème des effets de commerce* (p. 2544) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « sans indemnité » les mots : « sans en avoir été indemnisées »* (p. 2544) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « en ce qui concerne les rapatriés, les obligations qui n'indiquent pas leur cause sont présumées, sauf preuve contraire, afférentes à l'acquisition, la conservation, l'amélioration ou l'exploitation des biens visés à l'alinéa 1er lorsqu'elles ont été contractées ou sont nées avant la date du rapatriement du débiteur »* (p. 2544) ; *ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 2544) ; Art. 2 : *Prêts consentis par le crédit maritime* (p. 2545) ; *ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 2545, 2546) ; Art. 3 : *Désire savoir si des rapatriés qui vendent l'entreprise pour laquelle ils ont obtenu un prêt de réinstallation transfèrent ce prêt sur l'autre entreprise qu'ils acquièrent en substitution de la première* [9 octobre 1969] (p. 2563) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Mario Bénard pour le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « néanmoins*

les créances visées à l'article 1er pourront être jointes à celles des créanciers constituées en état d'union et suivront le sort commun de ces dernières » (p. 2564) ; *possibilité de permettre aux créanciers visés à l'article 1er de se constituer en état d'union, donc de participer à la répartition des biens du débiteur ; principe de l'unité du patrimoine* (p. 2564) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « mesure d'exécution » les mots : « procédure d'exécution »* (p. 2565) ; *son amendement tendant, dans la seconde phrase de cet article, à substituer aux mots : « mesures d'exécution » les mots : « procédures ou actes d'exécution »* (p. 2566) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « la radiation des inscriptions sur un registre public est opérée... »* (p. 2567) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du premier alinéa de cet article* (p. 2567) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « lorsque l'obligation comporte le versement de prestations successives, toute partie intéressée... »* (p. 2567) ; *son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant : « pour l'application des deux alinéas précédents, le tribunal dispose des pouvoirs prévus à l'article 3 de la loi n° 62-896 du 4 août 1962 »* (p. 2567) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2568) ; Art. additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Plantier* (p. 2568) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et des personnes dépossédées de leurs biens outre-mer »* (p. 2569) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications proposées par le Sénat ; bénéficiaires du moratoire ; cas de saisie ; ses observations sur le fait que le Sénat a donné au juge la possibilité, dans certains cas exceptionnels, de remettre en cause les dispositions des articles 1er et 3 de la loi ; application de la loi aux héritiers et aux légataires universels des personnes qui en sont bénéficiaires ; procédure administrative pour opérer la levée des sûretés prise sur les biens des débiteurs ; extension du bénéfice de la loi à certains créanciers des rapatriés* [23 octobre 1969] (p. 2886, 2887) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2888) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « au cours de la prochaine session ordinaire » par les mots : « au cours de la seconde session ordinaire de 1969-1970 »* (p. 2889) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Rôle et moyens de l'Assemblée nationale ; tâche du parlementaire ; sessions extraordinaires ; conditions de vie des parlementaires ; nécessité de donner à chaque député les moyens de travailler et donc de doter les parlementaires d'un secrétariat administratif ; problème des votes* [23 octobre 1969] (p. 2862, 2863) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Programme du Secrétariat d'Etat ; nécessité d'apprendre à nager aux enfants des populations rurales ; programmes d'éducation physique ; expérience du tiers temps tentée dans le Pas-de-Calais ; ses observations sur un article paru dans le journal d'un « Club des Mille » ; exemple de l'Anglet Olympique ; importance des clubs* [30 octobre 1969] (p. 3126, 3127) ; Etat C : *Subventions aux Offices franco-allemand et franco-québécois ; distorsion entre les crédits affectés à la jeunesse qui reste en France et ceux affectés à la jeunesse qui bénéficie des accords avec l'Allemagne et le Québec* [30 octobre 1969] (p. 3131) ; TRANPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur la pêche luzienne ; surveillance de la côte ; consommation de thon faite par le Marché commun ; rôle des thoniers japonais ; aide aux armateurs français ; développement de la pêche espagnole ; nécessité de développer l'armement thonier en France* (p. 3140, 3141) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Salaire minimum garanti en agriculture ; situation des petites entreprises commerciales ou artisanales ; situation des entreprises marginales ; ses observations sur le bassin de l'Adour ; participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises* [10 décembre 1969] (p. 4778, 4779) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations sur les idées du général de Gaulle ; portée du texte ; problème de l'extension du projet de loi aux autres entreprises nationalisées ;*

rentabilité du titre [16 décembre 1969] (p. 4965, 4966) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les salariés ayant quitté l'entreprise depuis moins de cinq ans à la date de promulgation de la présente loi auront droit dans les mêmes conditions que leurs homologues en activité au bénéfice des dispositions qui seront prises dans le cadre de celle-ci »* (p. 4970, 4971) ; *ses observations sur le fonds de dotation* (p. 4971) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [17 décembre 1969] (p. 5023) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur la question préalable de M. Mario Bénard* [11 juin 1970] (p. 2491) ; *ses observations sur le déroulement du débat* [12 juin 1970] (p. 2567) ; Art. 25 : *Ses observations sur sa qualité de secrétaire de l'Assemblée et de président de la Commission* (p. 2588) ; Art. 31 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « résidant à l'étranger » les mots : « résidant hors du territoire métropolitain de la France »* (p. 2591) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2591) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 juin 1970] (p. 3240) ; en troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Son attitude pendant le débat ; contribution nationale à l'indemnisation des rapatriés spoliés* [30 juin 1970] (p. 3331, 3332) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur l'Espagne ; son développement économique ; situation des régions pyrénéennes et notamment du bassin de l'Adour ; accords entre l'Espagne et la C.E.E.; rôle de l'Etat* [16 juin 1970] (p. 2723, 2724);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 2 : *Impôt général sur le revenu ; hausse des prix ; fraude fiscale ; nécessité de voter une législation pénale sévère ; attribution des bourses ; publicité des déclarations* [22 octobre 1970] (p. 4516) ; Art. 18 : *Fraude fiscale ; ses observations sur les éléments du train de vie; possibilité pour l'administration de taxer les salariés selon la valeur forfaitaire* (p. 4542) ; Après l'Art. 19 : *Preuve apportée par le contribuable de ses revenus* (p. 4545) ; de la deuxième partie, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Faiblesse des moyens mis à la disposition du Secrétaire d'Etat* [23 octobre 1970] (p. 4652) ; *problème de la création d'un phénomène de ségrégation à l'égard des jeunes ; possibilité que les maisons de jeunes soient des lieux de rencontre et de fusion de générations ; ses observations sur les clubs ; formation polyvalente des professeurs d'éducation physique ; rôle des auxiliaires bénévoles ; emploi des installations sportives des clubs ; ses observations sur les accords franco-allemand et franco-québécois ; exonération jusqu'à 10.000 F de la taxe sur les recettes des clubs ; ses observations sur la « banalisation » ; ses observations sur les concours de pronostics* (p. 4653) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. - TOURISME : *Nécessité d'éviter que les villages « Vacances et famille » ne concurrencent les établissements traditionnels ; prestations des maisons familiales de vacances ; situation de la petite hôtellerie traditionnelle* [27 octobre 1970] (p. 4797) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. - CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Problèmes du bassin de l'Adour ; augmentation du trafic routier lourd international ; ses observations sur l'autoroute A 63 ; infrastructure routière du Sud-Ouest ; conséquence de l'association de l'Espagne au Marché commun ; problème du port de Bayonne ; ses observations sur les difficultés de logement à Anglet et Biarritz ; déclassement des logements H.L.M. en logements P.L.R.* [4 novembre 1970] (p. 5100, 5101) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation financière de certains rapatriés ; ses observations sur la loi de l'indemnisation ; problème des décrets pris en application de cette loi* [9 novembre 1970] (p. 5435) ; *indemnisation des handicapés ; affectation des crédits pour les secours d'urgence ; situation financière du Crédit agricole* (p. 5436) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les sociétés civiles foncières dont les fonds sont destinés à la constitution d'un patrimoine immobilier ; nature de la société civile ; structure de ces sociétés ; avantages que ces sociétés font miroiter aux yeux des souscripteurs ; promesse de valorisation du*

capital [19 novembre 1970] (p. 5786) ; *promesse d'une sécurité de placement ; ses observations sur le fait que ces sociétés ne gèrent pas elles-mêmes les immeubles dont elles se sont portées acquéreurs ; nécessité de protéger l'épargne et les épargnants ; transformation par certains propriétaires de leurs vignobles en sociétés civiles groupant de très nombreux actionnaires ; historique du projet de loi ; contrôle des organes de gestion des sociétés* (p. 5787) ; *responsabilité du souscripteur ; problème de l'extension de la transparence fiscale aux sociétés anonymes issues des sociétés immobilières ; détermination de la nature des sociétés civiles immobilières ; adaptation de ces sociétés à l'économie moderne* (p. 5788) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (adoption de la forme de société par actions par toute société faisant publiquement appel à l'épargne)* (p. 5793) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5793, 5794) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des dispositions de cet article aux sociétés constituées postérieurement à la promulgation de la présente loi ainsi qu'aux sociétés constituées antérieurement sans appel public à l'épargne et qui entendraient ultérieurement y faire appel)* (p. 5793) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction faite aux sociétés visées à l'alinéa 2 de procéder à l'augmentation de leur capital postérieurement à la date de la présente loi* (p. 5795) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article premier* ter *suivant : « Le capital social ne peut être inférieur à 1 million de F. Les parts essentiellement nominatives sont d'un montant nominal minimum de 1.000 F »* (p. 5795) ; *fixation du capital des sociétés civiles* (p. 5795) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 1er* quater *: « Il est tenu au siège de la société et à la disposition des associés et des tiers un registre où sont recensées les offres de cession de parts ainsi que les demandes d'acquisition portées à la connaissance de la société »* (p. 5795) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* 1er quinquies *(droits des créanciers de la société)* (p. 5795) ; *problème de la responsabilité des associés des sociétés civiles immobilières ; responsabilité des gérants* (p. 5795) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (libération des parts souscrites en numéraire ; création de nouvelles parts ; réduction du capital)* (p. 5796) ; *son amendement tendant à insérer avant l'alinéa 1er de cet article un nouvel alinéa : « Toute souscription de parts est constatée par un bulletin établi dans des conditions déterminées par décret »* (p. 5796) ; *subordination des émissions de parts nouvelles à l'absorption des parts à vendre* (p. 5796) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas d'augmentation du capital par apports en nature ; rôle de l'assemblée générale extraordinaire)* (p. 5796, 5797) ; *retrait de son amendement* (p. 5797) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (révocation des organes de gestion, de direction ou l'administration)* (p. 5797) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 5797) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « En outre, les organes susvisés sont révocables par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé »* (p. 5797) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction faite aux organes de gestion, de direction ou d'administration de contracter des emprunts au nom de la société, et d'assumer des dettes à l'occasion d'une acquisition d'immeubles)* (p. 5797) ; *garanties offertes aux épargnants* (p. 5797) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 5* ter *(inventaire des divers éléments de l'actif et du passif à la clôture de chaque exercice)* (p. 5797, 5798) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 5* quater *(cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices)* (p. 5798) ; *constitution de provisions* (p. 5798) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 5* quinquies *(détermination des bénéfices nets)* (p. 5798) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (réunion des associés au moins une fois par an en assemblée générale ordinaire pour l'approbation des comptes de l'exercice)* (p. 5798) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5798) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Tout hypothèque, cession, échange de tout ou partie du patrimoine immobilier de la société doit être autorisé par l'assemblée générale ordinaire des associés »* (p. 5798) ; *pouvoir de contrôle des associés* (p. 5799) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 6* ter *(approbation par l'assemblée générale des actionnaires*

de toute convention intervenant entre la société et ses organes de gestion, de direction ou d'administration) (p. 5799) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 6* quater (*composition et rôle du conseil de surveillance*) (p. 5799) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article 6* quinquies : « *Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la présente loi, les statuts peuvent stipuler que certaines décisions sont prises par voie de consultation écrite des associés* » (p. 5799) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (*nomination des commissaires aux comptes*) (p. 5799) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5799) ; Art. 8, 9 et 10 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 5799, 5800) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (*obligations et sanctions de toute personne qui exerce directement ou non la direction de l'administration ou la gestion de la société*) (p. 5800) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5800) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « une société faisant publiquement appel à l'épargne ou une agence ou une succursale d'une telle société » les mots : « les sociétés visées à l'alinéa 2 de l'article premier ou une agence ou une succursale de telles sociétés* » (p. 5800) ; *répression de l'usage du nom d'un membre du Gouvernement, d'un parlementaire ou d'un fonctionnaire* (p. 5800) ; Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Seront punis d'une amende de 10.000 F à 72.000 F les dirigeants qui, sciemment, ne se seront pas conformés aux dispositions des article 1er* ter *et 1er* quater » (p. 5801) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*sanctions à l'égard des dirigeants qui ne se sont pas conformés aux dispositions de l'article 3*) (p. 5801) ; *ses amendements tendant à insérer deux nouveaux articles* (*détermination des activités répréhensibles qui entraînent des sanctions*) (p. 5801, 5802) ; *son amendement tendant à insérer après l'article 12 un nouvel article* (*extension de la compétence de la commission des opérations de bourse*) (p. 5802) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*application des dispositions fiscales*) (p. 5802) ; *problème de la transparence fiscale* (p. 5802) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5802) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le décret d'application de la présente loi sera pris en Conseil d'Etat* » (p. 5803) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « et de Wallis et Futuna » les mots : « de Wallis et Futuna et des terres australes et antarctiques françaises* » (p. 5803) ; Titre : *Son amendement tendant, dans le libellé du titre du projet de loi à supprimer le mot : « civiles* » (p. 5803) ; *retrait de son amendement* (p. 5803) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; régime de la responsabilité des associés ; compétences de la Commission des opérations de bourse* [16 décembre 1970] (p. 6562) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6562) ; Art. 1er *quater : Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer la phrase suivante : « La responsabilité des associés ne peut être mise en cause que si la société civile a été préalablement et vainement poursuivie* » (p. 6563) ; *difficulté de poursuivre la société de gestion à travers la société civile* (p. 6563) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « pour un prix inférieur ou égal » à rédiger ainsi la fin de la première phrase : « à celui demandé aux nouveaux souscripteurs* » (p. 6563) ; *souscription de parts nouvelles à l'occasion d'une émission faite par la société* (p. 6563, 6564) ; *son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 6564) ; Art. 4 *bis : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « deux mois* » (p. 6564) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « un mois* » (p. 6564) ; *temps offert à la société pour notifier l'agrément* (p. 6564) ; Art. 5 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Tout échange, toute aliénation ou constitution...* » (p. 6564) ; *son amendement tendant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer au mot : « plafond » le mot : « maximum* » (p. 6564) ; *son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 6564) ; *échange de droits réels ; rôle de l'assemblée générale pour l'acquisition de parts ou d'actions d'une autre société à*

objet immobilier (p. 6565) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Toutefois, les dispositions de l'article 12* quindecies *entreront en vigueur dès la publication de la présente loi »* (p. 6566).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le fait que sa question écrite déposée en mai dernier n'a pas eu de réponse et été radiée par la Conférence des présidents ; application de l'alinéa 4 de l'article 134 du Règlement* [1er décembre 1970] (p. 6040).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Nombre des handicapés ; budget social de la nation pour les handicapés et les inadaptés* [6 mai 1971] (p. 1711) ; *caractère obligatoire de l'inscription à l'assurance maladie ; problème de la prise en charge des dépenses d'hospitalisation au-delà de trois ans ; mise en œuvre de moyens de formation et de travail ; prise en charge de l'intégralité des dépenses de rééducation professionnelle et de placement en centre d'aide par le travail ; création d'une allocation aux handicapés physiques adultes ; unification des allocations servies aux handicapés adultes ; création d'un fonds national des handicapés.* (p. 1712) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé ; ENTREPRISES DE CRÉDIT DIFFÉRÉ, en qualité de *Rapporteur : Sociétés de crédit différé ; création de contrats revalorisables* [14 juin 1971] (p. 2887) ; *formule du contrat dit « ouvert » ; épargne-logement ; comptes bancaires sur livrets ; comples à vue ; profits du secteur bancaire ; création d'une commission d'enquête chargée d'étudier la politique générale du crédit* (p. 2888) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter le huitième alinéa (7°) du texte proposé pour l'article 6 de cette loi par les dispositions suivantes : « ... ainsi que le montant desdits frais inclus dans chacun des versements à effectuer »* (p. 2905) ; *indemnité de transfert* (p. 2905) ; *mention du montant des frais de gestion dans le contrat* (p. 2905) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème du chômage ; exemple de la région Aquitaine ; nécessité d'aider les entreprises, qui fonctionnent dans des conditions précaires, de garder leurs portes ouvertes ; situation récente d'une usine de chaussures* [16 juin 1971] (p. 2969, 2970).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif à la Cour de discipline budgétaire [22 juin 1971] (p. 3230).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Plein emploi des installations sportives ; tiers temps pédagogique ; décalage entre les besoins et les moyens financiers* [22 juin 1971] (p. 3263) ; *conception de l'éducation physique et du sport ; concours de pronostics ; possibilité d'envisager un prélèvement sur le P.M.U. ; institution d'une carte sportive* (p. 3264, 3265) ; Après l'Art. 5 : *Concours de pronostics* (p. 3272) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'une carte sportive)* (p. 3275) ; *retrait de son amendement* (p. 3275) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, en qualité de *Rapporteur : Augmentation des règlements par chèque ; montant des chèques compensés ; nombre de chèques sans provision adressés par la Banque de France aux parquets ; cas des chèques émis sans provision mais de bonne foi* [24 novembre 1971] (p. 6068) ; *possibilité d'indiquer sur la couverture du carnet de chèques les sanctions encourues en cas d'émission irrégulière ; production d'une pièce d'identité avec photographie en cas de règlement par chèque ; adresse du client sur le chèque ; consultation du fichier ; responsabilité civile des établissements bancaires ; possibilité pour les tribunaux d'interdire au prévenu d'utiliser un chéquier* (p. 6069, 6070) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6072) ; Art. 2 : *Son amendement relatif à la justification de l'identité d'une personne qui remet un chèque* (p. 6073) ; *son amendement relatif au fait que le document officiel doit comporter une photographie* (p. 6073) ; Art. 3 : *Son amendement indiquant que le porteur peut exiger le paiement de la provision, même inférieure au montant du chèque* (p. 6073, 6074) ; *son amendement (force exécutoire du protêt dressé faute de paiement)* (p. 6074) ; *ses observations sur son*

amendement (p. 6074, 6075) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (indication sur les formules de chèques des nom, prénom et adresse de la personne à laquelle la formule est délivrée)* (p. 6075) ; Art. 66 du décret-loi du 31 octobre 1935 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article* (p. 6077) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour cet article* (p. 6077) ; *cas de l'émission frauduleuse* (p. 6077) ; *retrait de certains de ses amendements* (p. 6078) ; Art. 68 du décret du 30 octobre 1935 : *Ses amendements* (p. 6079, 6080) ; *règle du non-cumul des peines* (p. 6080) ; Art. 69 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement* (p. 6080), Art. 70 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (publication de la décision du tribunal)* (p. 6080) ; Art. 73 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (possibilité pour le bénéficiaire de se faire délivrer une expédition de la décision en forme exécutoire)* (p. 6081) ; *preuve que le chèque a été payé* (p. 6081) ; Art. 74 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (amende forfaitaire)* (p. 6082, 6083) ; Avant l'Art. 76 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (compétence du tribunal de police de la résidence du prévenu pour connaître des contraventions en matière de chèques)* (p. 6083) ; Art. 7 : *Ses amendements de coordination* [2 décembre 1971] (p. 6312) ; Art. 8 : *Son amendement (application aux chèques postaux des dispositions qui répriment les infractions en matière de chèques bancaires)* (p. 6312) ; Art. 11 : *Son amendement relatif à la gratuité des formules de chèques* (p. 6313) ; *rétablissement du droit de timbre* (p. 6313) ; *problème de la compensation* (p. 6314) ; *son amendement de pure forme* (p. 6314) ; Art. 68 et 70 du décret du 30 octobre 1935 : *Ses amendements de coordination* (p. 6315) ; Art. 16 : *Cas où la provision est inférieure au montant du chèque* (p. 6317) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Force exécutoire du projet dressé en cas de défaillance ou de défaut de provision* [18 décembre 1971] (p. 6960) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier l'article 12-2 du décret du* 20 octobre 1935 (p. 6960) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6960) ; Art. 3 : *Son amendement relatif au cas d'insuffisance de la provision* (p. 6960) ; *utilisation de la provision disponible* (p. 6960) ; *cas où plusieurs chèques parviennent le même jour à la banque* (p. 6961) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement de coordination* (p. 6961) ; Art. 3 *bis* : *Son amendement concernant la saisie des biens meubles du tireur* (p. 6961) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6961, 6962) ; Après l'Art. 3 *bis* : *Son amendement de coordination* (p. 6963) ; Art. 4 *bis* : *Son amendement concernant l'obligation faite au banquier de mentionner sur chaque formule de chèque les nom, prénom et adresse de la personne à laquelle cette formule est délivrée* (p. 6963) ; *normalisation des chèques* (p. 6964) ; Art. 66 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement concernant le montant de l'insuffisance de la provision* (p. 6964) ; Art. 67 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement relatif à l'insuffisance de la provision* (p. 6965) ; Art. 70 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement relatif à la durée de l'interdiction d'émission de chèques* (p. 6965) ; Art. 74 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (cas où le tireur s'est acquitté d'une amende par l'intermédiaire du tiré)* (p. 6865) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6965, 6966) ; *ses amendements* (p. 6966) ; Art. 75 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement* (p. 6966) ; *conséquence des indications erronées* (p. 6966) ; *son amendement* (p. 6966) ; Art. 7 : *Son amendement de coordination* (p. 6966) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement (signification faite au tireur du certificat de non-paiement)* (p. 6966, 6967) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6967) ; Art. 11 : *Coût d'une formule de chèque ; suppression de la gratuité des chèques postaux* (p. 6967, 6968) ; *son amendement* (p. 6969) ; Art. 67 du décret du 30 octobre 1935 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 6969) ; Art. 70 et 74 du décret du 30 octobre 1935 : *Ses amendements de coordination* (p. 6969, 6970) ; Art. 16 : *Retrait de ses amendements déposés à cet article* (p. 6970) ; *son amendement concernant les condamnations* (p. 6970, 6971) *problème des condamnations pendant la période transitoire ; retrait de son amendement* (p. 6971).

Son rappel au Règlement : *Rôle de la majorité ; fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier ; attitude de l'opposition ; création d'une commission d'enquête* [30 novembre 1971] (p. 6181, 6182).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, en qualité de Rapporteur : *Ses observations sur l'épargne ; information*

de l'actionnaire ; son opposition à ce qu'en une seule augmentation de capital en numéraire, le versement de la seule prime d'émission fasse restituer à l'actionnaire quelque fois plus que les dividendes touchés en plusieurs années [2 décembre 1971] (p. 6349) ; *taux de l'épargne liquide et à court terme ; exemple des sociétés civiles immobilières ; exemple des S.I.C.A.V. et des S.I.C.O.M.I.* (p. 6350, 6351) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à supprimer les mots : « auprès des particuliers »* (p. 6353) ; *son amendement tendant à préciser les activités de colportage* (p. 6353) ; Art. 2 : *Démarchage en matière d'opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce* (p. 6353) ; *ses amendements de coordination* (p. 6354) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après le mot : « bourse » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa (2°) de cet article : « françaises ou étrangères de valeurs »* (p. 6355) ; *problème des opérations à terme* (p. 6355) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa (4°) de cet article, à supprimer les mots : « sauf si les titres de ces sociétés sont déjà inscrits à la cote officielle des bourses de valeurs »* (p. 6355) ; *son amendement relatif aux sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie* (p. 6355) ; *contrôle des investissements des S.I.C.O.M.I. ; définition d'une institution agréée* (p. 6355) ; *ses observations sur les sociétés d'investissement à capital variable et les sociétés agréées pour le financement des télécommunications* (p. 6356) ; Art. 7 : *Son amendement de coordination* (p. 6357) ; Art. 15 : *Son amendement rédactionnel* (p. 6358) ; Art. 20 : *Son amendement (délai à partir duquel le contrat prend effet)* (p. 6358) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article : « la renonciation au bénéfice du délai est nulle »* (p. 6359) ; *délai pendant lequel l'effet du contrat sera suspendu* (p. 6359) ; Art. 21 : *Son amendement relatif au contrat d'assurance sur la vie* (p. 6359) ; Art. 23 : *Ses amendements de coordination* (p. 6359, 6360) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour l'article 552 de la loi du 13 juillet 1970* (p. 6360) ; *résiliation du contrat de garantie* (p. 6360) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « des décrets détermineront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente section »* (p. 6360) ; *dénonciations du contrat de capitalisation* (p. 6360) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 52 : *Son amendement concernant le maintien des droits acquis pour la constitution de retraites complémentaires des anciens avoués ou anciens agréés* [9 décembre 1971] (p. 6578) ; *retrait de son amendement* (p. 6579) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier, en qualité de *Rapporteur : Ses critiques à l'égard de cette proposition* [10 décembre 1971] (p. 6638) ; *ses observations sur l'ordonnance du 11 novembre 1958 ; problème de la recevabilité de la proposition de résolution* (p. 6639) ; *contrôle exercé sur les sociétés civiles immobilières* (p. 6640) ; *ses observations sur sa lettre écrite à M. Mitterrand* (p. 6640) ; *application de l'article 263 du Code pénal ; composition de la Commission* (p. 6641) ; *ses observations sur les paroles de M. Chandernagor* (p. 6642) ; Art. unique : *Composition de la Commission* (p. 6644).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi ; *situation de l'emploi dans les Pyrénées-Atlantiques ; développement de l'enseignement technique ; difficultés de placement de la main-d'œuvre féminine ; diminution du délai de l'octroi de l'aide publique aux jeunes sans emploi* [28 avril 1972] (p. 1216).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Financement des prestations ; problème du travail noir ; revalorisation des retraites* [17 mai 1972] (p. 1609, 1610) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 1er : *Son* rappel au Règlement ; *application du cinquième alinéa de l'article 98 du Règlement* [19 mai 1972] (p. 1781) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des

délégués du personnel, Art. 2 : *Situation des travailleurs frontaliers* [1er juin 1972] (p. 2087) ; *ses observations sur le basque* (p. 2088) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : Après l'Art. 2 : *Désire savoir quelle est sur le plan fiscal la position d'un salarié qui, travaillant dans une usine, est inscrit au registre des métiers pour un travail supplémentaire en dehors de ses heures de travail normal ; problème de son droit à l'allocation* [8 juin 1972] (p. 2358) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses positions d'ordre économique et financier, Art. 7 : *Opposition administrative faite par le comptable du Trésor ; loi sur les chèques sans provision* [14 juin 1972] (p. 2478) ; *ses explications de vote* (p. 2481) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur suppléant : Situation des agents titularisés des communes et des établissements publics* 1972] (p. 2954) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2954) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Nécessité d'adapter la politique aux crédits insuffisants ; sport à l'école ; collaboration avec les clubs qu'il serait bon d'encourager par des subventions* [27 octobre 1972] (p. 4472, 4773) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Carence de l'appareil judiciaire en matière répressive face à des charges accrues et aux formes nouvelles de délinquance ; carence tenant à l'insuffisance du budget ; distorsion actuelle entre la délinquance et les moyens de répression ; son désir de réforme des structures ; revision du Code pénal, concentration de certaines juridictions pénales, cours d'appel et tribunaux de grande instance ; rétablissement d'une espèce de juge de paix* [28 octobre 1972] (p. 4515, 4516) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Demande une augmentation dès 1974 de l'actuelle dotation budgétaire pour les rapatriés ; mesures d'éloignement des Pyrénées-Atlantiques prises à l'encontre des réfugiés basques espagnols ; lettre adressée au Premier Ministre par les survivants du bataillon Guernica* [7 novembre 1972] (p. 4800, 4801) ;

— du projet de loi sur la Banque de France : *Restriction des moyens directs d'intervention dans l'économie du pays ; enquêtes de tendance* [28 novembre 1972] (p. 5678) ; *article 5 du projet de loi ; centrale des bilans ; enquêtes dans le domaine de l'emploi : sa demande que la Banque de France joue dans la vie économique du pays un rôle actif et ne soit pas ravalée au niveau d'une vague administration du ministère des Finances* (p. 5679) ; Art. 5 : *Son amendement stipulant que la Banque de France effectue avec le concours des entreprises intéressées toutes études et analyses utiles à son information et à celle des pouvoirs publics ou à l'amélioration du fonctionnement du système bancaire ; extension des enquêtes de conjoncture ; retrait* (p. 5691) ; Art. 31 : *Son amendement de suppression de la deuxième phrase de cet article concernant la présentation des comptes de la Banque de France ; retrait* (p. 5699) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, Art. 1er : *Omission de la Banque de France pour l'extension de la formule de l'actionnariat* [28 novembre 1972] (p. 5707, 5708) ; *juge l'amendement de M. d'Ornano étendant le champ d'application de la loi aux agents généraux d'assurances irrecevable* (p. 5708).

Son rappel au Règlement : *Application du quatrième alinéa de l'article 134 du Règlement à une question orale sans débat qu'il avait déposée* [7 décembre 1972] (p. 5974).

MARQUET (Michel)

Député de Paris
(9e circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Fanton, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [17 septembre 1969] (p. 2335).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1969]

(p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de la jeunesse dans les lycées et dans les facultés ; nécessité de mettre fin à l'action de minorités ; problème consécutif au système de scolarité prolongée à l'infini ; loi d'orientation universitaire ; condition de démocratisation de l'enseignement ; nécessité de faire payer aux vandales le prix de leurs déprédations ; interdictions de l'entrée des facultés aux pseudo-étudiants ; désir du pays de maintenir l'ordre* [15 avril 1970] (p. 1070, 1071) ;

— sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Rôle des bouchers* [1er décembre 1972] (p. 5835) ; *blocage des prix de vente au détail dans les boucheries* (p. 5835).

MARTIN (Claude)

Député de Paris
(10e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — VII. - Commerce intérieur, **n° 837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — VIII. - Commerce intérieur, **n° 1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — VIII. - Commerce intérieur, n° 2015 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence, n° 2076 [25 novembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971 (n° 2065), n° 2092 [1er décembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2076) tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence, n° 2285 [27 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2229) instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, n° 2301 [10 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2393), adoptée par le Sénat, relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, n° 2431 [15 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2398), adopté par le Sénat, relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants, n° 2434 [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2411), modifié par le Sénat, instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, n° 2436 [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 2442), instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, n° 2490 [29 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2493), modifié en deuxième lecture par le Sénat, relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants, n° 2499 [30 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VIII. - Services financiers (commerce intérieur). — XXII. - Commerce et artisanat, n° 2590 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2756), modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence, n° 2757 [13 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après la première phrase, à insérer la nouvelle phrase suivante : « parmi les personnes extérieures figurent obligatoirement des représentants des associations de diplômés ou d'anciens élèves »* [9 octobre 1968] (p. 3150) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Problème de la prison de la Petite-Roquette ; complexe pénitentiaire en construction à Fleury-Mérogis ; urgence du transfert de la prison de la Petite-Roquette* [8 novembre 1968] (p. 4181, 4182) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE, Titre V : *Crédits d'investissements consacrés à l'équipement des établissements pénitentiaires ; humanisation des conditions d'internement des détenus ; problèmes d'entretien ; problème de la prison de la Petite-Roquette ; maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ; présentation d'une sorte de plan quinquennal des réformes judiciaires* [5 novembre 1969] (p. 3397, 3398) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Distinction entre les crédits destinés à assurer le fonctionnement des propres services du Ministère de l'Economie et ceux qui correspondent à l'intervention de l'Etat dans des domaines précis ; ses observations sur la direction générale du commerce intérieur et des prix ; contrôle des prix ; rôle de la Commission technique des ententes ; Commission du commerce du Ve Plan ; multiplication des écoles spécialisées de commerçants ; développement des assistants techniques du com-*

merce pour le développement de l'enseignement de la gestion des entreprises ; fonctionnement de l'Institut national de la consommation ; prolifération des cartes de crédit ; ses observations sur le système de vente « J'aime » [22 novembre 1969] (p. 4294, 4295) ; Titre III : *Son amendement tendant à diminuer les crédits de ce titre de 350.000 F* (p. 4303) ; *activité de l'Institut national de la consommation* (p. 4303) ; *son amendement tendant à diminuer les crédits de ce titre de 1.166.122 F* (p. 4303) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 6 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant après les mots : « prestations de base » à rédiger ainsi la fin de cet article : « et, éventuellement, des prestations complémentaires, communes à l'ensemble des groupes professionnels »* [3 décembre 1969] (p. 4559) ; *choix de l'importance des prestations complémentaires ; gestion des caisses* (p. 4559) ; *problème de la modulation des cotisations* (p. 4559) ; *retrait de son amendement* (p. 4560) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Problème de la distribution ; crédits destinés à l'assistance technique au commerce ; commerce de détail alimentaire ; implantation des grandes surfaces ; création dans chaque direction départementale du commerce intérieur et des prix d'un poste d'assistant technique au commerce ; école de commerce alimentaire en Seine-Maritime ; problème de la consommation ; comité national de la consommation ; Institut national de la consommation ; problème de l'objectivité et de l'efficacité des associations de consommateurs ; recherche commerciale* [17 novembre 1970] (p. 5664) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire de 292.600 F le montant des mesures nouvelles de ce titre* (p. 5670) ; *montant des mesures nouvelles concernant l'encouragement à la recherche commerciale* (p. 5670) ; *son amendement tendant à réduire de 350.000 F le montant des mesures nouvelles de ce titre* (p. 5670) ; *suppression de la totalité de la subvention prévue en faveur des organisations de consommateurs* (p. 5670) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile : *Caractère du démarchage à domicile ; délai de réflexion* [2 octobre 1971] (p. 4213) ; Art. 3 : *Délai de réflexion* (p. 4216) ; en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de suppression du 9e alinéa de M. Jean-Claude Petit (formulaire de renonciation)* [18 octobre 1972] (p. 4218) ; Art. 4 : *Sa demande au nom du président Lemaire d'un scrutin public sur l'amendement de M. Jean-Claude Petit (interdiction de tout versement d'argent, acompte ou caution)* (p. 4220) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits concernant le commerce intérieur ; Institut national de la consommation* [17 novembre 1971] (p. 5860) ; *coût des organismes financés sur fonds public ; subvention destinée à l'enseignement commercial ; recherche commerciale ; problème de l'activité des commissions d'urbanisme commercial ; réglementation des ventes à primes ; situation des consommateurs ; solidarité professionnelle entre les commerçants des grandes surfaces* (p. 5861) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire de 200.000 F les crédits de ce titre* (p. 5872) ; *centre de recherche et de prospective commerciales* (p. 5872) ; *son amendement tendant à réduire de 250.000 F les crédits de ce titre* (p. 5873) ; *centre d'étude et de formation des assistants techniques du commerce ; retrait de son amendement* (p. 5873) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, en qualité de *Rapporteur pour avis : Complexité des modalités de subventions et d'exonérations fiscales ; plan-calcul* [7 décembre 1971] (p. 6438) ; *nature juridique des conventions passées entre l'Etat et une entreprise ; modalités d'application des correctifs tarifaires accordés par l'Etat en faveur de certaines activités économiques ; utilisation de la fiscalité à des fins économiques ; complication du système de fiscalité directe ; frais de contrôle des établissements incommodes, insalubres et dangereux ; sanctions à l'égard des industriels qui contribuent à la pollution* (p. 6439) ; Art. 2 : *Son amendement relatif à la liste des substances ouvrant droit à la constitu-*

tion de provisions pour reconstitution de gisements (p. 6446) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (soumission au taux réduit de la T.V.A. des acquisitions de matériel agricole réalisées par les coopératives d'utilisation de matériel agricole)* (p. 6447) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier le paragraphe premier de cet article* (p. 6452) ; *son amendement relatif au montant des investissements projetés* (p. 6453) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la taxe perçue sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes* (p. 6455) ; *détermination de la taxe et des assujettis* (p. 6455, 6456) ; *perception de la taxe ; retrait de son amendement* (p. 6457) ; Art. 14 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « cas par cas »* (p. 6475) ; *son amendement de pure forme* (p. 6476) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article* (p. 6476) ; Après l'Art. 22 : *Son amendement relatif à la garantie donnée par l'Etat à la société constituée pour l'aménagement du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines* (p. 6479) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, en qualité de *Rapporteur : Application de la surtaxe prévue à l'article 2 aux magasins à grandes surfaces de vente créés postérieurement au 1er janvier 1963 ; niveau général des prix* [18 mai 1972] (p. 1659) ; *modernisation de l'appareil commercial français ; notion de victimes des mutations du secteur commercial* (p. 1660) ; *sa critique d'une taxation au mètre carré ; solidarité professionnelle ; taxe additionnelle ; nécessité pour le commerçant ou l'artisan de vendre son fonds par adjudication pour les bénéficiaires du pécule ; conditions de l'attribution de celui-ci* (p. 1661) ; *modulation du pécule en fonction de l'âge du bénéficiaire* (p. 1662) ; Art. 1er : *Son amendement* [19 mai 1972] (p. 1740) ; *situation des commerçants et artisans âgés de 60 à 65 ans qui ne sont plus en activité* (p. 1740) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « victimes de l'évolution des conditions de la distribution » les mots : « victimes des modifications des structures économiques »* (p. 1740) ; *son amendement (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi prorogeant certaines des dispositions de la présente loi)* (p. 1740) ; *son amendement (dépôt d'un projet de loi relatif à la reconversion des commerçants indépendants de détail et artisans âgés de moins de 60 ans)* (p. 1740) ; Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* (p. 1744) ; *assiette des taxes* (p. 1745) ; *taxe additionnelle* (p. 1746) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 1747) ; *Son amendement (obligations des redevables)* (p. 1748) ; *Son amendement rédactionnel* (p. 1748) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1748) ; *ressources des fonds sociaux des caisses appelées à venir en aide aux commerçants ou artisans* (p. 1748) ; *problème d'une allocation viagère annuelle* (p. 1749) ; *ses amendements* (p. 1749) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1751) ; Art. 13 : *Son amendement (droit au bail)* (p. 1751) ; *son amendement (cas de préjudice subi par le bailleur)* (p. 1751) ; Art. 14 : *Montant de l'aide spéciale compensatrice* (p. 1753) ; *son amendement concernant la période de référence pour le calcul du montant de l'aide spéciale compensatrice* (p. 1753) ; *son amendement (notion de droit au bail)* (p. 1754) ; *son amendement (aide spéciale compensatrice)* (p. 1754) ; *paiement de l'aide* (p. 1754) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement indiquant que l'aide spéciale compensatrice n'est pas imposable* (p. 1755) ; *son amendement concernant la cotisation au régime d'assurance maladie et d'assurance vieillesse* (p. 1755) ; *possibilité de bénéficier de la formation professionnelle accélérée* (p. 1755) ; *ses observations sur le texte de l'article 7* (p. 1768) ; Art. 9 : *Cas du conjoint survivant* (p. 1769, 1770) ; *en* deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Lien entre les professions assujetties à la taxe et les professions pouvant en bénéficier ; taxe d'entraide ; financement de l'aide ; montant de l'aide spéciale* [22 juin 1972] (p. 2735) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2736) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « victimes des modifications des structures économiques »* (p. 2736) ; Art. 1er *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2736) ; *son amendement tendant à préciser que le Gouvernement déposera avant le 1er octobre 1977 un projet de loi prorogeant les dispositions de la présente loi* (p. 2736) ; Art. 2 : *Financement de l'aide ; taxe additionnelle* (p. 2737) ; *ses observations sur les amendements de M. Glon* (p. 2740) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 2745) ; *fonds sociaux des caisses* (p. 2745) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 2745) ; *unicité de gestion des fonds sociaux des caisses de retraite vieillesse* (p. 2745) ; Art. 10 : *Son amendement* (p. 2746) ; *cas du commerçant ou de l'artisan*

qui veut vendre son fonds de commerce (p. 2746) ; *détermination des formes de publicité* (p. 2746) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « la résiliation de son bail en cours de bail avec un préavis de trois mois »* (p. 2746) ; *problème des baux commerciaux* (p. 2747) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2747) ; Art. 13 : *Son amendement (cas de vente du droit au bail)* (p. 2747) ; *détermination du montant du loyer* (p. 2747, 2748) ; Art. 14 : *Son amendement concernant le montant de l'aide spéciale* (p. 2748, 2749) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 2749) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Financement de l'aide aux commerçants âgés* [30 juin 1972] (p. 3091) ; *taxe d'entraide ; taxe additionnelle* (p. 3092) ;

— du projet de relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants, en qualité de Rapporteur : *Intérêt des magasins collectifs ; nature des apports des membres du magasin collectif ; règlement intérieur du magasin* [20 juin 1972] (p. 2658, 2659) ; Art. 1er : *Ses amendements* (p. 2660) ; *problème des opérations promotionnelles* (p. 2660) ; Art. 2 : *Son amendement (propriété des biens immobiliers)* (p. 2661) ; *retrait de son amendement* (p. 2661) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article « à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, pourront seuls être considérés... »* (p. 2661) ; *application de la présente loi ; retrait de son amendement* (p. 2661) ; Art. 2 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2661) ; *durée du bail* (p. 2661) ; Après l'Art. 2 *bis : Son amendement relatif au crédit-bail* (p. 2662) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2662) ; *distinction entre le fonds de commerce et les parts* (p. 2662) ; *son amendement rédaction* (p. 2662) ; Art. 4 : *Ses amendements* (p. 2662) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2663) ; *proportion des membres du groupement ou de la société qui doivent avoir été antérieurement commerçants ou artisans* (p. 2663) ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 2663) ; Art. 8 : *Son amendement (conditions de modification du contrat constitutif ou des statuts)* (p. 2663) ; Art. 3 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2664) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 2664) ; Art. 11 : *Son amendement relatif aux cessions des parts* (p. 2664) ; *son amendement concernant l'agrément nécessaire pour la cession de parts* (p. 2664) ; Art. 14 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « En cas de location-gérance, cet avertissement est également notifié au locataire-gérant »* (p. 2665) ; *son amendement concernant les majorités exigées en cas d'exclusion d'un membre du magasin* (p. 2665) ; *son amendement relatif à la faculté de présenter un ou plusieurs cessionnaires* (p. 2665) ; Art. 15 : *Ses amendements* (p. 2665) ; Art. 16 : *Son amendement relatif au cas d'exclusion* (p. 2666) ; *nature juridique du magasin collectif* (p. 2666) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2666) ; Avant l'Art. 20 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2667) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3093) ; Art. 2 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3094) ; *durée du bail* (p. 3094) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir l'agrément des éventuels successeurs d'un commerçant décédé membre d'un magasin collectif* (p. 3094) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, en qualité de *Rapporteur* : *Objet des sociétés coopératives ; procédure d'exclusion ; droits d'un associé quittant une coopérative volontairement* [20 juin 1972] (p. 2667, 2668) ; Art. 1er : *Taxation des grandes surfaces* (p. 2669) ; Art. 5 : *Son amendement (contrôle de la comptabilité financière et analytique)* (p. 2760) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 2670) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (p. 2671) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 2671) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la majorité requise pour les délibérations de l'assemblée générale* (p. 2671) ; *son amendement de coordination* (p. 2671) ; Art. 13 : *Son amendement relatif au rôle du fonds mutuel de garantie* (p. 2672) ; Art. 15 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2673) ; Après l'Art. 16 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2673) ; *suppression des peines d'emprisonnement* (p. 2673) ; Art. 17 : *Son amendement concernant l'abrogation de la loi du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détait* (p. 2673) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions arti-

sanales, industrielles et commerciales : *Absence d'amendements de M. Servan-Schreiber lors de la discussion en première lecture du projet relatif au pécule des commerçants âgés* [22 juin 1972] (p. 2728) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence, en qualité de *Rapporteur* : *Texte conforme aux conclusions du Comité de la concurrence et aux recommandations du VI^e Plan ; éducation du consommateur nécessaire afin que la demande soit sensible aux prix ; effets nocifs des primes sur la concurrence ; lacune de la loi de 1951 que le présent texte comble (primes accordées par les prestataires de services et primes consistant en prestations de services)* [18 octobre 1972] (p. 4212) ; *« frustrations du parlementaire » ; application des lois votées ; problème de l'application de la loi de 1951 ; carte de fidélité ; coût des objets publicitaires ; caractéristiques de la prime publicitaire ; ouvrages distribués par une grande marque d'essence* (p. 4213) ; Art. 1^er : *Son amendement de forme* (p. 4214) ; en deuxième lecture, *son Rapport présenté par M. Lemaire* [13 décembre 1972] (p. 6122) ; Art. 4 : *Son amendement supprimant dans le 1^er bis la référence aux « menues prestations de service que les usages commerciaux associent en général à la vente ou à la prestation de services réalisée »* (p. 6122) ; Art. 5 : *Son amendement de suppression de cet article accordant des dérogations à l'article premier* (p. 6122) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la production et des échanges pour le commerce et l'artisanat : *Intervention des pouvoirs publics en faveur du secteur artisanal ; sa critique d'une préférence pour les maisons des métiers d'art au mépris des interventions globales ; sa critique de la prime de conversion ; politique de crédits préférentiels au niveau régional ; formation des assistants techniques du commerce et problème de leur utilisation ultérieure dans le secteur privé ; loi d'orientation du commerce ; commissions d'urbanisme commercial : nécessité d'améliorer leur fonctionnement et de revoir leur composition ; problème posé par le décret du 3 juillet 1972 sur la réglementation des loyers commerciaux* [26 octobre 1972] (p. 4405, 4406) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : en qualité de *Rapporteur pour avis* pour le commerce intérieur : *Subventions de l'Institut national de la consommation et des organismes de consommateurs ; réglementation des produits d'hygiène ; nécessité pour les organisations de consommateurs de s'unir ; comité de coordination des organisations de consommateurs ; suggère une réforme de l'Institut national de la consommation qui doit rester à la disposition des organisations de consommateurs et ne pas passer pour le rival de certaines* [18 novembre 1972] (p. 5503, 5504).

MARTIN (Hubert)

Député de Meurthe-et-Moselle
(6^e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationales des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1322) modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, n° **1367** [2 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1604), modifié par le Sénat, relatif à certaines dispositions concernant le personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure, n° **1605** [19 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Reclassement des handicapés ; leur réinsertion dans la vie professionnelle ; développement des centres de réadaptation ; situation des mineurs de fer ; problèmes des handicapés physiques ; question de l'emploi ; situation des handicapés dans le secteur public ; problème des ateliers protégés ; nécessité de mieux aider les familles des victimes d'accidents mortels ; problème du contentieux de la Sécurité sociale* [6 novembre 1968] (p. 4007, 4008) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Durée attendue pour la dissolution d'un petit office d'H.L.M. ; situation des petits propriétaires, notamment de ceux qui ont fait construire des Logécos ; constructions faites à Homécourt ; responsabilité de la société Baticoop* [13 novembre 1968] (p. 4322) ; AGRICULTURE. F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Construction d'un abattoir moderne à Briey ; comité interprofessionnel ayant rayé cet abattoir du Plan ; ses conséquences* [15 novembre 1968] (p. 4506).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'arti- l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Tracé de l'autoroute Paris-Est ; ses observations sur les régions de Pont-à-Mousson et de Nancy ; aspect financier et international du problème ; étude du tracé de l'autoroute ; construction de celle-ci ; rôle des sociétés privées ; ses observations sur le tracé nord de l'autoroute Paris-Est et la mise à quatre voies Paris-Nancy* [13 novembre 1969] (p. 3680, 3681) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Problème des bas salaires ; revalorisation des salaires ; retard pris par le S.M.I.G. par rapport à l'évolution de la moyenne des salaires ouvriers ; nécessité d'éviter l'imprécision ; distinction entre le salaire minimum de croissance et un « minimum garanti » ; abattements pratiqués sur le salaire minimum pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans ; suppression des abattements de zone* [10 décembre 1699] (p. 4772, 4773) ; Art. 31 *xb* du Code du travail : *Taux actuels d'abattement appliqués aux jeunes travailleurs ; cas des jeunes âgés de 14 à 16 ans* (p. 4782) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa (application du S.M.I.G. ; cas des travailleurs âgés de moins de 17 ans)* (p. 4783) ; *retrait de son amendement* (p. 4783) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Installation d'une fabrique de nitrate fuel ; usine d'oxygène liquide de Briey ; sa question de savoir si la société nationale dont la création est envisagée pourrait passer un contrat d'association avec des sociétés privées et permettre à la région de l'orateur de se développer* [26 mai 1970] (p. 1931) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème de la scolarisation des enfants cardiaques ; importance de l'information des parents, des médecins et des enseignants ; orientation professionnelle ; fermeture de la fonction publique aux jeunes cardiaques ; possibilité de réviser l'interdiction d'exer-*

cer une activité dont la rémunération ajoutée à la pension devrait permettre d'éviter l'humiliation du secours ; création de services pour le travail à domicile ; élargissement des conditions d'attribution de l'aide ménagère ; organisation du dépistage ; ses observations sur le C.H.U. de Nancy ; vocation des cliniciens de C.H.U. ; problème des dettes des sociétés de secours minières à l'égard des hôpitaux de l'Est de la France [28 octobre 1970] (p. 4837, 4838) ; EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de l'éducation permanente ; problème de la reconversion* [14 novembre 1970] (p. 5576) ; *problème du bassin de Briey ; ses observations sur le centre universitaire de coopération économique et social ; constitution du sous-comité du bassin ferrifère ; ses observations sur les résultats obtenus grâce à l'action de ce sous-comité ; pourcentage des femmes dans les groupes de formation ; préparation au C.A.P.* (p. 5577, 5578) ; AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problèmes des mutilés du travail et des invalides civils ; revalorisation des rentes et des pensions ; situation de certaines veuves* [16 novembre 1970] (p. 5626).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative au statut des suppléants de députés [27 novembre 1970] (p. 6027).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, en qualité de *Rapporteur : Situation du personnel hospitalier ; ses observations sur les accords de Grenelle ; travail à temps partiel ; ses conséquences sur la carrière de l'intéressé ; création des comités techniques paritaires dans chaque établissement hospitalier public ; conséquence de la constatation d'une faute grave* [1er décembre 1970] (p. 6047) ; *exercice du droit syndical ; situation des membres des comités techniques paritaires et des comités d'hygiène et de sécurité ; activité des pharmacies hospitalières ; création d'une union hospitalière à Briey* (p. 6048) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6051) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6051) ; *cas des pharmaciens hospitaliers* (p. 6051) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour le premier alinéa de l'article L 686 du Code de la santé publique à substituer aux mots : « et deux derniers alinéas de l'article L 792 du présent code » les mots : « du dernier alinéa de l'article L 792 et de l'article L 851 du présent code »* (p. 6051) ; *extension à certains établissements publics de certaines dispositions du code de la santé* (p. 6051) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Commenay, Mme Vaillant-Couturier, M. Saint-Paul et M. Boutard* (p. 6052) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6053) ; *problème des comités techniques paritaires* (p. 6053) ; Art. 7 : *Son amendement tendant dans le 7e alinéa du texte proposé pour l'article L 845 du Code de la santé publique à substituer aux mots : « ou d'un blâme » les mots : « d'un blâme ou d'une radiation du tableau d'avancement »* (p. 6054) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du 6e alinéa de l'article L 850 du Code de la santé publique : « ... peuvent bénéficier sur leur demande, tous les deux ans, pour se rendre dans leur pays d'origine, d'un congé bloqué d'une durée double de celle qui est fixée par le décret prévu au premier alinéa du présent article »* (p. 6055) ; *son sous-amendement tendant à remplacer dans l'amendement de M. Capelle les mots : « d'un congé bloqué de 60 jours tous les deux ans pour se rendre dans leur région d'origine » les mots : « pour se rendre dans leur région d'origine d'un congé bloqué d'une durée double de celle qui est fixée par le décret prévu au premier alinéa du présent article »* (p. 6055) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 851 du Code de la santé publique (fixation par décret des conditions dans lesquelles seront accordées des autorisations spéciales d'absence n'entrant pas en compte dans le calcul des congés annuels)* (p. 6056) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6056) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Problème de l'humanisation des hôpitaux ; rôle du corps médical hospitalier* [3 décembre 1970] (p. 6116, 6117).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Problème des femmes salariées et des travailleurs mis à la retraite anticipée en raison des problèmes économiques ; restructuration de la sidérurgie entraînant des compressions de personnel ; calcul du montant de la retraite sur la base des dix meilleures années de travail* [19 mai 1971] (p. 1992, 1993).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la lutte contre la drogue [8 octobre 1971] (p. 4439, 4440, 4441).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Autoroute Metz-Longwy ; bassin sidérurgique de Lorraine ; installation d'usines dans le bassin ferrifère et sidérurgique ; production des mines de fer* [16 juin 1971] (p. 3006).

Son rappel au Règlement : *Critère selon lequel le Gouvernement répond à une question d'actualité plutôt qu'à une autre lorsque ces questions sont posées sur un même sujet* [5 novembre 1971] (p. 5385).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Restructuration de la sidérurgie en Lorraine ; ses observations sur la décision prise par la direction de Wendel-Sidelor* [27 octobre 1971] (p. 4975) ; *sa question d'actualité* (p. 4976) ; *ses observations sur l'usine Orne-Amont d'Homécourt* (p. 4998) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des mutilés du travail ; contentieux technique et médical de la Sécurité sociale ; situation des veuves civiles relevant du régime général ; allocation orphelin* [4 novembre 1971] (p. 5294) ; *taux de la pension de réversion ; âge de la retraite* (p. 5295).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Problème de l'emploi dans le bassin sidérurgique lorrain (arrondissement de Briey) ; suppression du caractère de mono-industrie de cette région ; tracé de l'autoroute ; sous-emploi de la main-d'œuvre féminine ; création d'une zone lourde à Batilly ; formation professionnelle ; enseignement technique ; retraite anticipée* [3 décembre 1971] (p. 6410, 6411).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux investissements de Fos-sur-Mer (groupe Wendel-Sidélor) [26 mai 1972] (p. 1958).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Publicité clandestine* [15 juin 1972] (p. 2536) ; *ses observations sur l'émission poétique de Jean-Pierre Rosnay* (p. 2537).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité à la restructuration de la sidérurgie (Wendel-Sidélor-Usinor) [20 octobre 1972] (p. 4269, 4270).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Mesures en faveur des veuves civiles* [6 novembre 1972] (p. 4737) ; *abaissement de l'âge de la réversion de soixante-cinq à cinquante-cinq ans ; sa demande d'un taux de réversion égal à 60 % ; injustice de la règle du non-cumul de la pension de réversion avec les avantages personnels ; réintégration professionnelle des veuves plus jeunes auxquelles serait versée une allocation d'attente temporaire ; fixation d'un pourcentage d'emplois qui leur serait obligatoirement réservé ; suppression en leur faveur des limites d'âge pour l'embauche dans la fonction publique ou parapublique ; recrudescence des accidents du travail due à l'insuffisance des moyens d'action de l'inspection du travail ; renforcement des pouvoirs des délégués du personnel dans les comités d'hygiène et de sécurité ; reclassement des travailleurs handicapés ; son intervention en faveur des personnels de rééducation* (p. 4738, 4739) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problèmes économiques et sociaux de la Lorraine et du bassin de Briey ; progrès accomplis mais permanence du problème ; diversification industrielle ; départ des jeunes* [17 novembre 1972] (p. 5425) ; *sous-emploi de la main-d'œuvre féminine ; demande de plus de concertation et de doigté de la part des services de l'équipement ; modification de la loi sur la protection des forêts* (p. 5426).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la protection sociale des mineurs effectuant des stages [1[er] décembre 1972] (p. 5815).

MASSE (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
(8[e] circonscription)
F.G.D.S. puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

MASSOT (Marcel)

Député des Basses-Alpes
(1re circonscription)
F.G.D.S. puis app. S. puis N.I. puis app. S.

VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est élu Vice-président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre de la Commission mixte chargée d'examiner la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [15 octobre 1969] (p. 2686) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative aux avoués plaidants, n° 440 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juil-

let 1966 afin d'aménager les modalités de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, n° 660 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 157 et 441 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et 121 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 afin de proroger d'un mois le délai de tenue des assemblées générales ordinaires annuelles des sociétés par actions, n° 1006 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi portant amnistie des condamnations prononcées contre les commerçants et artisans ayant manifesté sur la voie publique, n° 1064 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 7-1, quatrième alinéa, de la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, afin qu'un certain pourcentage des fonds provenant de la participation des employeurs à la construction de logements soit utilisé pour la construction, au profit des personnes âgées, de logements ou de maisons individuelles hors des grands centres urbains, n° 1095 [22 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 91) tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judicaire, n° 1714 [11 mai 1971].

Sa proposition de loi portant amnistie des condamnations prononcées contre les commerçants et artisans ayant manifesté sur la voie publique, n° 2269 [26 avril 1972].

En qualité de vice-président :

Préside : la 2e partie de la 1re séance du 18 juillet 1968 (p. 2304) ; la 2e séance du 3 octobre 1968 (p. 3023) ; la séance du 18 octobre 1968 (p. 3407) ; la 1re partie de la 2e séance du 24 octobre 1968 (p. 3536) ; la séance du 25 octobre 1968 (p. 3599) ; la 4e séance du 30 octobre 1968 (p. 3748) ; la 2e séance du 5 novembre 1968 (p. 3919) ; la 3e séance du 6 novembre 1968 (p. 4013) ; la 2e séance du 12 novembre 1968 (p. 4299) ; la 2e séance du 16 novembre 1968 (p. 4561) ; la 2e séance du 19 novembre 1968 (p. 4701) ; la 2e séance du 5 décembre 1968 (p. 5143) ; la 1re séance du 13 décembre 1968 (p. 5451) ; la 2e séance du 13 décembre 1968 (p. 5461) ; la séance du 14 décembre 1968 (p. 5507) ; la 2e partie de la séance du 17 décembre 1968 (p. 5572).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur la mise au point faite par M. Herzog sur son vote relatif à la suppression de l'article 6 du projet de loi de finances pour 1969 [24 octobre 1968] (p. 3536).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Réintégration de plein droit dans tous les ordres en particulier dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans celui de la Libération ; droit au port de la médaille militaire ; chambre de contrôle de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat ; rappel des différentes étapes avant la discussion du texte ; son vote ; indemnisation des rapatriés d'Algérie* [23 juillet 1968] (p. 2472, 2473) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Pauvreté du budget de la Justice ; ses observations sur les réformes envisagées ; statut des magistrats ; indépendance des juges ; nécessité de doubler le nombre des magistrats ; déclassement des magistrats par rapport aux administrateurs civils ; possibilité de remplacer la pyramide par trois catégories de magistrats : les juges, les conseillers à la cour d'appel et les conseillers à la Cour de cassation ; éventualité d'accorder aux magistrats des indemnités de représentation ou de fonctions ; ses observations sur la réforme de 1958 ; géographie judiciaire de la France ; modification du Code pénal et du Code de procédure civile ; principe de l'unification de certalnes professions judiciaires ; problème des conseils juridiques et fiscaux ; incompatibilité des fonctions d'avocat et d'administrateur de société* [8 novembre 1968] (p. 4176, 4177) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Crédits destinés au fonds d'investissement routier ; part du produit de la taxe intérieure sur l'essence ; répartition des crédits ; cas du département des Basses-Alpes ; sa question de savoir si le Ministre ne peut déposer un projet de loi tendant à élever à 400 F la valeur du centime et à 10 centimes la valeur du centime superficiaire qui limitent l'application de la loi du 22 décembre*

1947 ; augmentation des charges ; taux du crédit consenti aux communes ; adduction d'eau; assainissement; substituer à l'actuelle appellation « Basses-Alpes » celle d' « Alpes de Provence » [14 novembre 1968] (p. 4419, 4420) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'élevage ; problème de la viande de mouton ; stabilité des prix de vente des produits ; contrôle des importations d'agneaux ; difficultés de cet élevage; mise en place d'une assurance contre la mortalité du bétail en général et des ovins en particulier ; marché des laines ; aide financière du FO.R.M.A. ; marché des fruits ; distribution des fruits aux personnes bénéficiaires de l'allocation du fonds national de solidarité ; sa question de savoir pourquoi on ne fait pas bénéficier des indemnités payées par le F.O.R.M.A. au titre des retraits, non seulement les groupements de producteurs, mais aussi les producteurs inorganisés ; application de la règle de la préférence communautaire ; sa question de savoir si l'Italie bénéficie toujours du tarif des transports privilégiés et d'aides à l'exportation* [16 novembre 1968] (p. 4557, 4558) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d' « agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », Titre 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* [18 décembre 1968] (p. 5639) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le mot : « habituellement »* (p. 5639) *; possibilité d'une intervention à titre gratuit ; critère de la rémunération ; retrait de son amendement* (p. 5640) ; *son amendement tendant, à l'article premier, après les mots : « prête son concours », à insérer les mots : « moyennant rémunération »* (p. 5640) ; *retrait de son amendement* (p. 5640) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du 1er alinéa de cet article, à substituer au mot : « capacité » le mot : « aptitude »* (p. 5640) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 5640) ; *conditions d'exercice de la profession* (p. 5640) ; *ses observations sur les paroles de M. Labbé* (p. 5641 ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement du Gouvernement, à ajouter après le mot : « pourra » les mots : « en outre »* (p. 5641); *sociétés de caution mutuelle* (p. 5641) ; Art. 3 : Obligations des préposés (p. 5642) ; Art. 10 : *Nécessité de ne pas établir une rétroactivité de la loi pénale* (p. 5644) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas d'une condamnation antérieure)* (p. 5644) ; *retrait de son amendement* (p. 5644) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article premier de la loi du 21 juin 1960 par la phrase suivante : « ce décret devra notamment prévoir l'adhésion obligatoire à une caisse de caution mutuelle et l'assurance obligatoire contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, professionnelle »* (p. 5646) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5646, 5647) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé par cet article pour l'article 3 bis de la loi du 21 juin 1960 à substituer au mot : « compromis » le mot : « conventions »* (p. 5647) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Hoguet, après le mot : « concours » à insérer les mots : « pour le compte d'autrui »* [11 décembre 1969] (p. 4842) ; *ses observations sur les marchands de biens et les promoteurs constructeurs* (p. 4842) ; Art. 2 : *Rejet de la solution du compte bloqué ; ses observations sur le cautionnement ; société de garantie collective* (p. 4844) ; Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « ou en disposer à l'occasion des opérations visées audit article » les mots : « affectés à des opérations visées audit article ou en disposer »* (p. 4845) ; *retrait de son amendement* (p. 4845) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° sa proposition de loi, tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 afin d'aménager les modalités de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement ; 2° celle de MM. Edouard Charret et Lebas, tendant à modifier les articles 499, 500, 501 et 502 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commer-

ciales constituées antérieurement : *Prorogation du délai accordé aux sociétés commerciales pour mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de la loi du 24 juillet 1966* [26 juin 1969] (p. 1750) ; *ratification de cette décision ; délai accordé aux sociétés constituées antérieurement au 1er avril 1967* (p. 1751) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 3 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Zimmermann ; situation dans les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan* [26 juin 1969] (p. 1762) ; *extension de l'article 3 à toute la France* (p. 1763) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à remplacer les mots : « six mois » par les mots : « trois mois et un jour »* (p. 1765) ; *amnistie des peines* (p. 1765) ; *retrait de son amendement* (p. 1765) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa (paragraphe b) de cet article à substituer aux mots : « un an » les mots :* « treize mois » (p. 1766) ; *retrait de son amendement* (p. 1766) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1769) ; *amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles ; difficulté de cerner avec précision les notions de probité, de bonnes mœurs et d'honneur* (p. 1769) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Problème de l'indemnisation ; ses observations sur les lois de décembre 1961, décembre 1963 et juillet 1966 ; principes fondamentaux du Code de commerce ; moratoire de plein droit ; application du texte ; insuffisance des mesures prévues par le projet de loi ; octroi de prêts complémentaires aux bénéficiaires de prêts de réinstallation ; nécessité d'interdire aux caisses privées et aux prêteurs particuliers d'engager des poursuites contre les rapatriés ; étude des dossiers faits par l'Agence des biens des rapatriés ; conséquences de l'indemnisation ; sa question de savoir à quelle date le Gouvernement entend présenter au Parlement le projet de loi tendant au règlement définitif de l'indemnisation des rapatriés* [7 octobre 1969] (p. 2503 à 2505) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ou avec des sociétés privées et des particuliers »* [8 octobre 1969] (p. 2545) ; *problème des caisses conventionnées par l'Etat ; situation des caisses privées et des particuliers ; application de la loi de décembre 1963* (p. 2545) ; *cas des prêts des caisses de crédit pour d'autres raisons que la réinstallation des rapatriés* (p. 2546) ; Art. 4 : *Distinction entre le règlement judiciaire et la liquidation des biens* [9 octobre 1969] (p. 2565) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du 4e alinéa de l'article 19 du Règlement par les mots : « en se prévalant, s'il y a lieu, d'une affinité politique »* [23 octobre 1969] (p. 2864) ; *groupe parlementaire ; problème de l'apparentement ; possibilité de permettre à un groupe de députés qui n'ont pas la possibilité de créer un groupe réglementaire de s'apparenter à un groupe avec lequel ils ont des affinités politiques* (p. 2864) ; Art. 41 du Règlement : *Nécessité de consacrer une journée entière aux réunions de commissions* (p. 2870) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Augmentation de l'activité juridictionnelle ; déséquilibre entre la faible importance du budget et la nécessité d'une justice sereine ; problème de l'avancement des magistrats ; crise de la justice ; réforme des professions juridiques et judiciaires ; simplification de la procédure ; maintien des ordres professionnels ; principe de l'exclusivité de l'exercice pour la nouvelle profession ; réforme des avoués à la Cour ; question des auxiliaires de la justice ; rôle des greffiers ; moyens matériels et humains mis à la disposition de la justice ; travail des substituts du Procureur de la République à Paris ; ses observations sur les parcs automobiles mis à la disposition des substituts et juges d'instruction ; rôle des juges des enfants ; rôle des délégués à la liberté surveillée ; ses observations sur les maisons d'arrêt ; charges des collectivités locales pour l'entretien des bâtiment ; indépendance de la carrière des magistrats ; modalités de désignation des membres actuels du Conseil supérieur de la magistrature ; nécessité de supprimer la Cour de sûreté* [5 novembre 1969] (p. 3385 à 3387) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *rénovation rurale en montagne ; nécessité d'encourager certaines productions comme la lavande et le miel ; élevage du mouton ; importation de carcasses ; importation d'agneaux maigres en provenance*

d'Europe centrale ; création de la COFRANIMEX ; ses observations sur le fait que beaucoup d'agneaux de l'Europe de l'Est transitent par l'Italie ; construction d'écuries modernes ; bâtiments d'élevage [18 novembre 1969] (p. 3942, 3943) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Nécessité de substituer à l'actuelle appellation « Basses-Alpes » celle d'« Alpes de Provence » : rappel des faits* [20 novembre 1969] (p. 4107, 4108) ; *crédits de la tranche départementale du Fonds spécial d'investissement routier ; entretien des routes* (p. 4108) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Liberté des groupes professionnels* [3 décembre 1969] (p. 4584) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Nécessité de réprimer les abus ; protection des locaux affectés à des services publics contre les violences et les actes de vandatisme ; extension de la notion de responsabilité collective aux cas de violences ou de dégâts causés à l'occasion de rassemblements illicites ou interdits ; ses observations sur la liberté laissée au juge ; définition des délits ; caractère du texte ; source du mécontentement ; ses observations sur l'article 313 et l'article 314 du Code pénat ; projet de loi étant une atteinte aux principales de la liberté individuelle* [29 avril 1970] (p. 1412, 1413) ; Art. 2 : *Ses observations sur le mot : « tromperie »* [29 avril 1970] (p. 1427) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 41 : *Distinction entre la politique de reclassement et celle d'indemnisation* [12 juin 1970] (p. 2601) ; Art. 46 : *Ses observations sur le moratoire* (p. 2607) ; Art. 58 : *Compétence des tribunaux judiciaires pour connaître des difficultés d'indemnisation des rapatriés* (p. 2610) ; Art. 60 : *Compétence de la Cour d'appel* (p. 2611) ; en deuxième lecture : *Caractère de ce texte ; ses observations sur l'article 4 de la loi du 21 décembre 1967 ; solidarité de la nation envers nos compatriotes ; caractère de l'indemnité ; attitude des organisations de rapatriés à l'égard de ce texte ; nécessité de ne pas établir une distinction entre les personnes morales et les personnes physiques ; distinction entre la politique dite de « reclassement » et la politique « d'indemnisation » ; principe du moratoire ; rôle de l'Etat français dans la récupération des créances depuis dix ans* [29 juin 1970] (p. 3238, 3239) ; Art. 10 : *Droits des personnes morales* (p. 3243) ; Art. 11 : *Indemnisation pour dépossession partielle* (p. 3243) ; Art. 16 : *Droit à indemnité de l'usufruitier* (p. 3245) ; Art. 28 : *Cas des professions libérales* (p. 3258) ; Art. 39 : *Calcul de l'indemnité ; cas des personnes morales* (p. 3260) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les juges d'accorder, à certaines personnes, des délais de paiement n'excédant pas dix années)* (p. 3267, 3268) ; *nécessité d'éviter que certaines catégories de rapatriés exclues de l'indemnisation ne se trouvent en retrait par rapport à la législation actuelle* (p. 3268) ; *rétablissement de certaines catégories de rapatriés dans les droits au moratoire judiciaire* (p. 3268, 3269) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, Art. 2 : *Ses observations sur le principe de la collégialité* [25 juin 1970] (p. 3051) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Problème du maintien dans les lieux ; cas des descendants et des collatéraux* [29 juin 1970] (p. 3295) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants ; son rappel au Règlement : *Sa protestation contre les méthodes de travail de l'Assemblée* [29 juin 1970] (p. 3302, 3303) ; *extension*

du phénomène de la drogue ; lacunes de la réglementation ; caractère du toxicomane ; conditions dans lesquelles pourront être ordonnées des cures de désintoxication ; information du public ; échelle des peines ; ses observations sur les usagers et surtout les jeunes (p. 3306, 3307) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Ses observations sur l'utilisation, par M. Chirac, de l'article 44 de la Constitution de 1958* [22 octobre 1970] (p. 4560) ; de la deuxième partie, JUSTICE : *Réforme des professions juridiques et judiciaires ; nécessité d'établir rapidement le projet définitif ; fondement de la réforme ; principe de l'exclusivité de l'exercice du droit ; principe de l'unité des professions ; caractère libéral de l'exercice professionnel de la défense ; ses observations sur le libre accès à cette profession* [29 octobre 1970] (p. 4931 à 4933) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'élevage ovin ; insuffisance des prix ; importations massives de carcasses de pays tiers ; ses observations sur les arrivages de viandes congelées* [6 novembre 1970] (p. 5305) ; *lutte contre les fraudes concernant ces viandes congelées ; mise en place d'un règlement ovin européen ; problème des pommes et des poires ; effondrement des prix à la production ; prime d'arrachage ; réglementation des importations de fruits des pays tiers ; nécessité de réduire l'impôt foncier sur les vergers ; enseignement agricole ; exemple du département des Alpes de Haute-Provence ; implantation d'un lycée à Digne* (p. 5306) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur l'appellation départementale « Alpes-de-Haute-Provence » ; fonds spécial d'investissement routier ; ses observations sur les tranches urbaine, départementale et communale* [9 novembre 1970] (p. 5437) ; *situation des départements éloignés des grandes métropoles ; participation de l'Etat à l'exécution du plan d'amélioration de la voirie communale ; politique d'incitation financière en matière de regroupement des communes ; subventions au profit des départements pauvres ; exemple des communes forestières de la région de l'orateur ; réforme des finances départementales et communales* (p. 5438) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Edouard Charret et Louis Sallé tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, en qualité de *Rapporteur : Responsabilité des experts ; usage du titre d'expert judiciaire ; réglementation des expertises judiciaires* [18 mai 1971] (p. 1938) ; *établissement d'une liste par la cour d'appel et le tribunal administratif* (p. 1939) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Réforme des finances locales* [1er juin 1971] (p. 2258) ; *limite du projet de loi ; inégalité dans la répartition géographique des petites communes ; établissement d'une carte des fusions et regroupements par une commission composée d'élus ; rôte du préfet ; compétence du conseil général en cas de désaccord des conseillers municipaux ; création d'une communauté urbaine ou d'un district ; référendum communal* (p. 2259) ; *incitations financières ; possibilité pour les syndicats à vocation multiple de bénéficier des incitations financières au même titre que les communes fusionnées ; ses observations sur les décisions autoritaires envisagées dans le projet de loi* (p. 2260, 2261) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « pour l'exercice de certaines attributions dûment précisées »* [2 juin 1971] (p. 2294) ; *syndicats à vocation multiple* (p. 2294) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcellin* (p. 2295) ; *situation des délégués aux syndicats à vocation multiple* (p. 2296) ; Art. 3 : *Mise sur un pied d'égalité du préfet et du conseil général* (p. 2297) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Attributions du conseil général ; rôle des syndicats communaux et des syndicats à vocation multiple* [23 juin 1971] (p. 3333, 3334) ; *son sous-amendement tendant après le cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann à insérer un nouvel alinéa (représentation des syndicats à cadre départemental)* (p. 3334) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Conséquence du refus du récépissé de déclaration ; institution d'un régime d'autorisation préalable ; procédure prévue par le projet de loi ; maintien des principes du droit républicain* [23 juin

1971] (p. 3349) ; Avant l'Art. unique : *Assignation à jour fixe* (p. 3351) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Définition de l'aide judiciaire ; rémunération des avocats ; risque que l'Etat ne devienne le principal client des avocats* [7 octobre 1971 (p. 4367) ; *organisation d'un service de consultation permanent et gratuit pour les défavorisés ; composition du bureau d'aide judiciaire ; rémunération des avocats* (p. 4368) ; Après l'Art. 7 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4393) ; Après l'Art. 21 : *Ses observations sur le système proposé par le Gouvernement et sur celui proposé par la Commission ; extension du bénéfice de l'aide judiciaire ; choix de l'avocat ; possibilité de plusieurs plaidoiries dans une affaire* (p. 4397) ; en deuxième lecture, Art. 7 *bis* : *Conditions de demande de l'aide judiciaire* [10 décembre 1971] (p. 6651) ; Art. 21-3 : *Son amendement tendant à préciser que les ressources du conjoint sont prises en considération* (p. 6653, 6654) ; Art. 21-7 : *Cas de l'aide judiciaire partielle* (p. 6694) ; *son sous-amendement tendant à substituer dans le texte de l'amendement de M. de Grailly aux mots : « le bureau d'aide judiciaire » les mots : « le bâtonnier »* (p. 6694, 6696) ; Art. 21-8 : *Son amendement (versement des sommes mises à la charge des aidés judiciaires)* (p. 6697) ; *retrait de son amendement* (p. 6697) ; Art. 21-9 : *Problème des honoraires spontanés* (p. 6700) ; Art. 33 : *Modalités d'application de la présente loi ; retrait de l'amendement de M. Lagorce* (p. 6701) ; Art. 33 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6703) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6703) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Ressemblance entre la « prestation juridique » et la « prestation médicale »* [12 octobre 1971] (p. 4466) ; *réglementation de la profession de conseil juridique ; situation des avoués à la cour ; fusion des professions judiciaires et juridiques ; organisation provisoire des conseils juridiques ; création du monopole juridique exercé temporairement par les deux professions jusqu'à l'unité définitive* (p. 4467, 4468) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « cours et tribunaux » à insérer les mots : « d'avoué près les cours d'appel »* [13 octobre 1971] (p. 4497) ; Après l'art. 13 : *Autorisation donnée aux avocats de remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale et de devenir administrateur de société* (p. 4508) ; Art. 10 : *Son amendement (situation des avoués autorisés à plaider en matière civile ou pénale)* [14 octobre 1971] (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4577) ; Art. 76 : *Organisation de la profession de conseil juridique* (p. 4590) ; *son amendement (interdiction à l'expiration du délai de trois ans d'exercer en France le droit sans entrer dans la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4591) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Problème des avoués près les cours d'appel* [8 décembre 1971] (p. 6525) ; Art. 13 *bis* : *Fonction d'arbitre près le tribunal de commerce* (p. 6530) ; Art. 50 : *Cas des clercs d'avoués près les cours d'appel* [9 décembre 1971] (p. 6575) ; *son amendement* (p. 6575) ; *cas des secrétaires d'avocat* (p. 6575) ; *retrait de son amendement* (p. 6575) ; Art. 53 : *Ses observations sur la C.A.R.P.A.* (p. 6580) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Zimmermann* (p. 6580) ; Art. 55 : *Son sous-amendement tendant à protéger le titre de conseil juridique* (p. 6583) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6584) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6584) ; *conditions d'indépendance et de moralité pour procéder à une consultation et à une rédaction d'actes ; retrait de son sous-amendement* (p. 6584) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « avoir exercé ces activités antérieurement au 1er janvier 1972 »* (p. 6584) ; *problème de l'accès à cette profession* (p. 6584, 6585, 6586) ; Après l'Art. 55 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6586) ; *ses observations sur les conventions internationales de réciprocité* (p. 6587); Avant l'art. 61 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre II* (p. 6588) ; *retrait de son amendement* (p. 6588) ; Art. 61 : *Son amendement* (p. 6592) ; *retrait de celui-ci* (p. 6592) ; Art. 69 ; *Situation de certains professionnels étrangers* (p. 6594) ; *son amendement* (p. 6594) ; Art. 72 D : *Pacte de quota litis* (p. 6599) ; Art. 72 *bis* : *Retrait de son amendement déposé avec M. Zimmermann* (p. 6602) ; Art. 76 : *Son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6602) ; *son amendement concernant la date d'entrée en vigueur de la présente loi*

(p. 6603) ; *dépôt d'un projet de loi tendant à l'unification* (p. 6603) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés ; ses observations sur la condition d'avoir été dépossédés avant le 1er juin 1970 ; possibilité de reculer cette échéance de quatre années* [10 novembre 1971] (p. 5623) ; *problème des retraites privées des rapatriés ; crédits destinés aux secours d'urgence ; crédits de fonctionnement du service central des rapatriés ; application de la T.V.A. aux collectivités locales ; avenir des équipements départementaux et communaux répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les collectivités locales ; tranche locale du Fonds spécial d'investissement routier* (p. 5624) ; *ses observations sur la route nationale 551* (p. 5625) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des populations agricoles de montagne ; rôle des associations foncières pastorales et des groupements pastoraux ; insuffisance du prix de seuil qui commande les importations ; taux des prélèvements du F.O.R.M.A. ; problème des fraudes ; importation d'un contingent de viandes congelée par an* [16 novembre 1971] (p. 5757) ; *problème des détournements de trafic ; limitation des exportations des pays de la Communauté vers la France* (p. 5758) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Ses observations sur les écoles rurales ; création d'écoles dites « saisonnières » ; problème de l'élevage ; encouragement de la production d'agneaux* [18 novembre 1971] (p. 5939) ; *rôle du F.O.R.M.A. ; indemnité viagère de départ* (p. 5940) ;

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, Art. 527 du Code de procédure pénale : *Notification de l'ordonnance par ministère d'huissier ; ses observations sur le système de la délivrance d'une lettre recommandée* [2 décembre 1971] (p. 6327, 6328) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Ses observations sur la discussion parlementaire ; conséquence de l'autonomie communale ; recrutement d'agents compétents ; perspectives de carrière ; ses observations sur les amendements du Gouvernement* [30 mai 1972] (p. 2006 à 2008) ; Art. 503 du Code de l'administration communale : *Méthodes de travail de l'Assemblée ; réunion de la Commission des lois* [31 mai 1972] (p. 2043) ; Art. 504-1 du Code : *Déroulement d'une carrière intercommunale* (p. 2046) ;

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, Art. 6 : *Ses observations sur la clause de « voie parée » ; application de la loi du 31 décembre 1971* [23 juin 1972] (p. 2811) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Sa proposition de loi du 9 avril 1970 et les autres propositions ayant le même objet ; le vote du texte par le Sénat du 25 mai 1972* [17 octobre 1972] (p. 4184) ; *acte à caractère professionnel et politique ; des apaisements prévus plus tôt auraient évité le vote d'une loi d'amnistie ; date d'application de la loi ; exceptions de l'article 5* (p. 4185) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à distinguer les séquestrations ayant entraîné une incapacité de travail de celles sans conséquence méritant l'indulgence* (p. 4190) ; *retrait* (p. 4191) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Pénurie de magistrats et d'équipement ; exercice de la nouvelle profession d'avocat ; excès de la taxe parafiscale ; règlements pécuniaires ; application du tarif ; sa demande que l'article 63 du tarif soit applicable à la profession d'avocat ; dévolution des biens ; injonction de payer ; commission d'étude des mesures propres à réaliser l'unification des professions d'avocat et de conseil juridique* [28 octobre 1972] (p. 4522, 4523) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Application de la loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde ; règlement communautaire de l'élevage ovin ; concurrence des éleveurs anglais qui bénéficient de multiples subventions ; prix de seuil ; adaptation du reversement opéré par le F.O.R.M.A. ; limitation de l'importation des viandes congelées ; détournements de trafic portant sur la viande congelée ; nécessité pour tout mouton importé d'avoir sa tête* [15 novembre 1972] (p. 5216) ; *sa demande d'annulation du règlement de la commission de la C.E.E. du 11 mai 1971 qui, en accordant le bénéfice de l'origine communautaire aux carcasses d'animaux qui ont subi deux mois d'engraissement avant abattage dans un pays partenaire, revient à officialiser tous les détournements de trafic* (p. 5217) ;

— du projet de loi modifiant le titre neuvième du livre troisième du Code civil, Art.

1860 du Code civil : *Cession de parts* [22 novembre 1972] (p. 5595).

MASSOUBRE (Jean-Louis)

Député de la Somme
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187), [2 avril 1969] (p. 811), [2 avril 1970] (p. 745), [2 avril 1971] (p.831, 834), [4 avril 1972] (p.786, 789) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [9 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

A donné sa démission de membre de cette Commission [18 novembre 1970] (p. 5770).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 novembre 1970] (p. 5770), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 392) autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967, n° **465** [20 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1716) relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, n° **1745** [19 mai 1971].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1716) relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, n° 1767 [27 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1839), modifié par le Sénat, relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les praticiens et auxiliaires médicaux, n° **1851** [17 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Recrutement des assistants et des maîtres-assistants dans l'enseignement supérieur ; possibilité de ne pourvoir qu'à titre provisoire les postes qui vont être créés ; défaveur de l'enseignement spécialisé ; nécessité de donner à notre université une dimension européenne ; construction de l'Europe* [4 octobre 1968] (p. 3070) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les écoles maternelles ; problème du premier cycle ; situation des enfants inadaptés ; nombre des sections d'éducation spécialisée des collèges d'enseignement secondaire ; ses observations sur le second cycle ; création d'un collège d'enseignement technique dans la ville de Montdidier ; vocation universitaire de la ville d'Amiens* [28 octobre 1968] (p. 3631, 3632) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Critiques adressées à la politique gouvernementale ; orientation des productions ; organisation des marchés ; remembrements ; aménagements des villages ; leur modernisation ; reprise sur les betteraves et sur les céréales ; octroi à tous les cultivateurs de l'indemnité viagère de départ à 60 ans ; fonds d'action sociale et de rénovation rurale ; organisation des marchés* [16 novembre 1968] (p. 4550, 4551) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle joué par les pays de la Communauté économique européenne ; accord entre les principales puissances intéressées au commerce du blé* [28 novembre 1968] (p. 4931) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Caractère du budget : politique agricole ; rapport Vedel ; crainte que le Marché commun ne devienne une zone de*

libre-échange ; ses observations sur le blé et les betteraves ; régionalisation ; enseignement agricole [19 novembre 1969] (p. 3987, 3988) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Progression des dépenses d'assurance maladie ; problème de l'hospitalisation ; but des établissements de soins ; base de la politique actuelle d'équipement sanitaire ; hiérarchisation des équipements techniques ; ses observations sur le fait que de nombreux malades peuvent être traités à domicile ; problème de l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles* [21 novembre 1969] (p. 4203, 4204) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4204).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Réussite de la politique gouvernementale ; bilan financier ; aléas de la conjoncture internationale ; ses observations sur les entreprises travaillant pour les collectivités publiques ; cas des petites et moyennes entreprises ; problème des exportations ; carence des organismes d'Etat s'occupant du commerce extérieur ; carence de notre enseignement spécialisé ; nécessité de donner des instructions aux représentants des services extérieurs à l'étranger pour qu'ils facilitent le travail de prospection de nos industriels ; nécessité de substituer à une politique de don une politique de crédit dans les pays d'Afrique* [13 mai 1970] (p. 1680).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du remembrement ; exemple de la Somme ; problème des forfaits agricoles ; seuil retenu pour l'application du régime du bénéfice réel aux exploitants agricoles ; nécessité de prévoir une fixation pluriannuelle de la base d'imposition et des réévaluations des bilans et d'imposition des plus-values ; crédits destinés à l'enseignement agricole ; création à Montdidier d'un C.E.T. à vocation agricole* [7 novembre 1970] (p. 5337, 5338) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, en qualité de *Rapporteur : Rôle du médecin ; attachement des Français à la médecine libérale ; formule de groupe ; problème de la convention ; contrôle des dépenses médicales imposées par un médecin ; problème de la concertation ; autorité du conseil de l'ordre ; champ d'application du texte* [27 mai 1971] (p. 2133) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 257 du Code de la sécurité sociale (respect des principes fondamentaux de la médecine libérale ; fonctionnement rationnel et développement des services ou institutions de médecine sociale ; endroits où sont données les consultations médicales ; ouverture du droit à remboursement au titre de l'assurance maladie)* (p. 2149, 2150) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2150) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 261 du Code de la sécurité sociale (avis du conseil national de l'ordre des médecins pour les dispositions de la convention nationale relative à la déontologie médicale)* (p. 2151) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2151) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (possibilité de compléter la convention nationale par des clauses locales particulières)* (p. 2152) ; *constitution d'accords complémentaires de la convention nationale* (p. 2152) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article L 262 du Code de la sécurité sociale, à substituer aux mots : « leur refus » les mots : « qu'ils n'acceptent pas »* (p. 2153) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (2°) du texte proposé pour le même article par les mots : « sans préjudice de l'application des dispositions des articles L 406 à L 408 du présent Code »* (p. 2153) ; *application d'une sanction d'ordre conventionnel* (p. 2153) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « d'honoraires applicables aux médecins » les mots : « servant de base au remboursement des honoraires des médecins »* (p. 2153) ; *détermination des tarifs* (p. 2153) ; Art. 5 : *Son amendement tendant au début du texte proposé pour cet article, après les mots : « les tarifs » à insérer les mots : « d'honoraires »* (p. 2154) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2154) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et la caisse centrale de secours mutuels agricoles de conclure, conjointement avec la caisse nationale de l'assurance mala-*

die des travailleurs salariés, la convention prévue à l'article L 261 du Code de la sécurité sociale) (p. 2154) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*détermination de la juridiction compétente en cas de litige*) (p. 2155) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Extension de la convention nationale aux chirurgiens-dentistes, aux sages-femmes et aux auxiliaires médicaux ; principes actuels de la médecine sociale ; tarifs de remboursement ; système des contrats individuels* [23 juin 1971] (p. 3290) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 257 du Code de la sécurité sociale, après les mots : « de la loi n° .... du .... » à supprimer la fin de l'article* (p. 3291) ; *principes actuels de la médecine sociale* (p. 3291) ; Art. 1er : *Son amendement* (*application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L 261*) (p. 3292) ; Art. 5 *bis* : *Son amendement de pure forme* (p. 3293, 3294) ; Art. 8 : *Son amendement tendant au début du second alinéa de cet article après les mots : « L 257-1 » à insérer les mots : « L 258 »* (p. 3293) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Problèmes posés par l'habitat existant ; problème du cœur des villes* [10 juin 1971] (p. 2679) ; *création d'une agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; statut de cette agence ; politique de l'urbanisme ; déshumanisation des lotissements ; problème de la laideur* (p. 2680) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Ses observations sur la ville et le canton de Montdidier ; route nationale 16 qui relie Amiens à Paris* [28 octobre 1971] (p. 5030) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Application de la loi portant réforme communale ; ses observations sur le monde rural ; multiplication des syndicats à vocation multiple ; leurs compétences* [10 novembre 1971] (p. 5625, 5626).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4e circonscription)
App. R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2071) portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, n° **2286** [28 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2425), modifiée par le Sénat, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, n° **2453** [22 juin 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Maladies du bétail ; critères d'attribution de prêts aux victimes de calamités agricoles publiques ; assujettissement des négociants de bestiaux a la T.V.A. ; cession entre particuliers d'orge de consommation animale ; vœu de la Chambre d'agriculture de la Côte-d'Or de voir cette région classée « zone d'élevage, troupeau laitier »*. [17 avril 1970] (p. 1169, 1170).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité sur la situation des éleveurs [30 octobre 1970] (p. 4973, 4974).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : Art. 1er *bis* : *Cas où il existe plusieurs enfants du bailleur passibles de droits de succession ; cas de*

location à des parents du conjoint de l'héritier [11 décembre 1970] (p. 6484) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, en qualité de *Rapporteur : Valeur professionnelle des experts agricoles ; agrément des experts sanctionnés par l'inscription sur une liste dressée par le ministère de l'agriculture ; cas des radiations ; incompatibilité entre la profession et certaines charges ou fonctions* [25 mai 1972] (p. 1900, 1901), Avant l'art. 1er : *Amendement de M. Fontaine (définition de l'expert)* (p. 1904) ; Art. 1er : *Amendement de M. Cazenave (consultation des chambres d'agriculture)* (p. 1905) ; Art. 2 : *Amendement de M. Fontaine (expert forestier)* (p. 1906) ; Art. 5 : *Amendement de M. Fontaine (radiation)* (p. 1906, 1907). en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Procédure d'agrément ; procédure de radiation* [23 juin 1972] (p. 2830).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968 (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette Commission [4 octobre 1968] (p. 3087).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 octobre 1968] (p. 3087), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971) (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faciliter aux collectivités locales l'appréhension des terrains nécessaires à certaines réalisations d'intérêt général, **n° 1165** [27 mai 1970].

Retrait de cette proposition [5 mai 1971] (p. 1668).

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1290) concernant les possibilités de promotion au grade supérieur des officiers de réserve honoraires, **n° 1491** [4 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1895) tendant à permettre l'avancement en grade des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite des lois de dégagement des cadres et rayés des contrôles pendant la période de 1939 à 1949, **n° 2162** [17 décembre 1971].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des transports une question orale sans débat relative à la campagne sardinière 1968 [4 octobre 1968] (p. 3064, 3065).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, après l'article 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 4 de la loi de 1966 par de nouvelles dispositions (ouverture du droit aux prestations)* [3 décembre 1969] (p. 4553) ; *situation des petits commerçants exerçant simultanément une activité non salariée et une activité salariée ; principe des droits acquis ; paiement des cotisations ; possibilité pour la personne intéressée de continuer à cotiser au régime général tout en versant au régime des non-salariés la différence entre la cotisation qu'elle lui devrait normalement et celle qu'elle acquitte au régime général* (p. 4553) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Ses observations sur l'utilisation, par M. Chirac, de*

l'article 44 de la Constitution de 1958 [22 octobre 1970] (p. 4560) ; de la deuxième partie, EQUIPEMENT 15 LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Ses observations sur les paroles de M. Chalandon* [4 novembre 1970] (p. 5087) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation du personnel d'intendance universitaire ; obligation de la scolarité jusqu'à 16 ans ; situation des directeurs et directrices des collèges d'enseignement technique ; son vote sur le budget* [14 novembre 1970] (p. 5569, 5570) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Société nationale de sauvetage en mer ; augmentation du nombre des navigateurs* [17 novembre 1970] (p. 5649) ; *pêche à la sardine ; possibilité d'accorder aux coopératives du Centre-Ouest une bonification d'intérêt sur leurs emprunts* (p. 5650) ; *ses observations sur les paroles de M. Mondon* (p. 5656) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 3 : *Ses observations sur le fait que pour construire des H.L.M. les collectivités locales doivent fournir le terrain et la viabilité ; retrait de l'amendement de M. Danilo* [17 décembre 1970] (p. 6625) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TRANSPORTS (MARINE MARCHANDE) : *Situation du sauvetage en France* [15 novembre 1971] (p. 5671) ; *aide à la construction de canots de sauvetage ; ses observations sur le naufrage du bateau* Le Maori ; *constructions navales ; pêche maritime ; ostréiculture ; application aux marins du commerce et de la pêche des règles prévues par le Code de la sécurité sociale ; retraites des marins pêcheurs ; âge de la retraite* (p. 5672) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Réduction de 75 pour cent pour la tranche de recettes comprise entre 500.000 et 750.000 F et de 50 pour cent pour la tranche de recettes comprise entre 750.000 et un million de F* [19 mai 1972] (p. 1746) ; *retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1747) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE : *Aide à la pêche artisanale ; navires en bois ; intervention en faveur des pêcheurs sardiniers de Saint-Gilles-Croix-de-Vie ; publication du décret modifiant celui du 7 mai 1952 relatif au calcul des cotisations des marins et des contributions des armateurs au profit des caisses de l'établissement national des invalides de la marine ; société nationale de sauvetage* [3 novembre 1972] (p. 4679, 4680).

MAUJOÜAN DU GASSET (Joseph)

Député de la Loire-Atlantique
(4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à empêcher les accidents mortels entraînés par le renversement des tracteurs agricoles, par la pose obligatoire d'un système de sécurité, n° 2376 [31 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'élaborer un statut de l'exploitation familiale agricole, n° 2521 [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 17 : *Majoration exceptionnelle de certaines cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; maintien de la taxe complémentaire sur les bénéfices agricoles ; impôt sur les bénéfices forfaitaires agricoles en 1968* [19 juillet 1968] (p. 2355) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas du département de la Loire-Atlantique ; problème du remembrement ; situation des associations foncières de remembrement ; crédits pour les adductions d'eau* [16 novembre 1968] (p. 4586) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par un nouvel alinéa : « toutefois, en ce qui concerne les vins d'appellation contrôlée et V.D.Q.S., le taux de T.V.A. restera inchangé »* [27 novembre 1968 (p. 4895) ; *situation des viticulteurs girondins* (p. 4896).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Apport d'emplois fait par l'artisanat ; aide nécessaire à cette activité économique ; reconnaissance d'un « salaire fiscal » ; scolarisation « pratique » ; nécessité d'abaisser le coût du crédit à l'équipement ; création d'un Secrétariat d'Etat à l'Artisanat* (p. 4975, 4976).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie, Art. 3 : *Infractions commises dans les domaines viticole et vinicole* [27 juin 1969] (p. 1797) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Ses observations sur les comités interprofessionnels des vins ; taxes pesant sur le viticulteur* [29 octobre 1969] (p. 3045) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes viticoles ; problèmes soulevés par le Marché commun ; intégration viti-vinicole ; problème des aires d'encépagement ; cadastre viticole ; problème de la déclaration de récoltes ; question de vinification ; problème de la fiscalité ; application des règles communautaires ; importations de vin d'Algérie ; campagne d'information* [18 novembre 1969] (p. 3934, 3935) ; TAXES PARAFISCALES : *Aide au comité interprofessionnel du vin* [22 novembre 1969] (p. 4275).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne et Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Réforme de la patente ; salaire fiscal* [10 avril 1970] (p. 971, 972).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots : « à 0,80 gramme pour 1.000 », les mots : « à 1 gramme pour 1.000 »* [21 avril 1970] (p. 1197, 1198) ; *ses observations sur les législations étrangères ; application de la loi* (p. 1198) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots : « 0,80 gramme pour 1.000 » les mots : « à 1 gramme pour 1.000* [22 avril 1970] (p. 1214) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des double-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969, en qualité de *Rapporteur suppléant : Cas de pluralité de nationalités ; obligations militaires des individus ; difficultés rencontrées en matière de service national ; ses observations sur l'article 5 de la convention ; cas de mobilisation ; situation pénale des double-nationaux* [5 mai 1970] (p. 1515, 1516).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la couverture de la République arabe unie par des pilotes soviétiques [22 mai 1970] (p. 1885).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Son sous-amendement tendant, dans le 1° du paragraphe I de l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots : « au plus égale à 15 hectares » les mots : « au plus égale à la surface d'installation valable pour la région considérée »* [22 octobre 1970] (p. 4557) ; *ses observations sur le critère retenu par le Gouvernement* (p. 4557, 4558) ; *situation des petits agriculteurs* (p. 4558) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971 AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Soutien des marchés ; transferts sociaux ; aide apportée aux vieux agriculteurs ; problème des investissements ; fonds d'action conjoncturelle ; aménagement de*

l'espace rural ; adductions d'eau [7 novembre 1970] (p. 5349) ; *problème du remembrement ; exemple de la commune de la Rouxière ; enseignement agricole ; projet de création à Nantes d'une école nationale des ingénieurs des techniques industrielles et alimentaires ; prestations d'alcool vinique ; récolte des vins d'appellation contrôlée* (p. 5350) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Rôle du maire dans une commune rurale ; ses responbilités* [25 novembre 1970] (p. 5907, 5908).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux droits de plantation viticole [18 décembre 1970] (p. 6657, 6658).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Problèmes soulevés par l'intégration du vin dans le Marché commun ; causes du malaise viticole actuel ; Marché commun ; problème du mouillage en Allemagne ; effets des campagnes anti-alcooliques ; problème des vins médecins ; application de la clause de sauvegarde extra-communautaire ; distillation ; politique de la qualité ; conquête de nouveaux marchés (Angleterre, pays nordiques)* [16 avril 1971] (p. 1207, 1208).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Lacunes du projet de loi* [6 mai 1971] (p. 1712) ; *difficultés éprouvées par les promoteurs d'établissements spécialisés ; ses observations sur les ateliers protégés ; création de foyers d'accueil pour les handicapés* (p. 1713) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 7 : *Rôle des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré ; exemple des pays de Loire* [11 juin 1971] (p. 2754) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le département de la Loire-Atlantique ; revitalisation des zones rurales* [17 juin 1971] (p. 3061, 3062) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Détaxation du carburant au profit des agriculteurs âgés* [21 octobre 1971] (p. 4747) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, Equipement et Logement (Logement et Urbanisme) : *Sa question de savoir si les personnes âgées vivant en maison de retraite pourront bénéficier de l'allocation de logement* [29 octobre 1971] (p. 5109) ; *primes individuelles ; exemple de la Loire-Atlantique ; possibilité d'accorder des prêts sans prime aux constructeurs modestes ; problèmes du milieu rural et des localités du type chef-lieu de canton* (p. 5123, 5124) ; Agriculture, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Crédits destinés aux équipements collectifs ruraux ; implantation d'une école vétérinaire et d'une école nationale d'ingénieurs des techniques industrielles alimentaires* [16 novembre 1971] (p. 5741) ; *alimentation en eau potable dans le département de la Loire-Atlantique ; problème de l'habitat rural ; question du remembrement* (p. 5742) ; *possibilité pour certains agriculteurs de recevoir des semences sélectionnées en compensation de l'augmentation du B.A.P.S.A.* (p. 5804) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Cas des anciens prisonniers de la guerre 1939-1945 ; pathologie des anciens prisonniers de guerre ; droit à la retraite anticipée* [1[er] décembre 1971] (p. 6273, 6274).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux entretiens de M. le Président de la République au Luxembourg [10 mai 1972] (p. 1479, 1480).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Après l'Art. 14 : *Son amendement permettant aux commerçants et artisans, victimes des mutations économiques, de bénéficier de la formation professionnelle accélérée* [19 mai 1972] (p. 1755) ; *retrait de son amendement* (p. 1756) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Spécificité des problèmes des communes rurales et des petites communes ; rôle du secrétaire de mairie dans une commune rurale* [30 mai 1972] (p. 2009).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au lait [2 juin 1972] (p. 2146, 2148).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, Agriculture, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Concertation avec les professionnels ; remembre-*

ment ; association nationale pour le développement foncier, agricole et rural ; frais de fonctionnement des directions départementales de l'agriculture ; enseignement agricole privé ; habitat rural ; adduction d'eau potable ; aide publique au logement ; développement de l'artisanat et des petites industries ; politique des services publics et parapublics ; suppression des recettes auxiliaires ou des régies pour les communes viticoles [15 novembre 1972] (p. 5217, 5218).

MAZEAUD (Pierre)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection 11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746) ; [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un

texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972) (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 407) tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint, n° **682** [29 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants, n° **829** [15 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 901), modifiée par le Sénat, tendant à abroger l'article 337 du Code civil, relative à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint, n° **941** [4 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 955) instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, n° **1038** [2 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 973) concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière, n° **1074** [14 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 985) instituant une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement et de la gestion du marché d'intérêt national de Paris - La Villette et du marché d'intérêt national de Paris - Rungis, n° **1138** [14 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° (n° 829) tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° (n° 866) tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, n° **1155** [27 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la légis-

lation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1183) tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, n° 1210 [9 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1248), modifié par le Sénat, instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, n° 1258 [18 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, n° 1281 [23 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1102), adopté par le Sénat, relatif au statut civil de droit commun dans les territoires d'outre-mer, n° 1317 [25 juin 1970].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° (n° 829) tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° (n° 866) tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, n° 1330 [26 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, n° 1339 [29 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1365) relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, n° 1394 [9 octobre 1970].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1365) relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, n° 1429 [5 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1427), modifiée par le Sénat, relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses, n° 1496 [4 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1535), modifié par le Sénat, relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement de l'information, n° 1539 [15 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1418), relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, n° 1550 [17 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1555), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses, n° 1563 [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1557), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint, n° 1565 [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'astreinte en matière civile, n° 1658 [15 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n°

2054) modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° **2068** [24 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2027), modifiée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, n° **2104** [3 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° **2165** [17 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, n° **2183** [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2187), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° **2197** [20 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2200), modifié par le Sénat en troisième lecture, modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° **2201** [20 décembre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le problème de la drogue, n° **2555** [2 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2555) tendant à la création d'une commission d'enquête sur le problème de la drogue, n° **2605** [18 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : I. — Le projet de loi (n° 2632) relatif au paiement direct de la pension alimentaire. II. — Les propositions de loi : 1° (n° 2571), tendant à la création d'une caisse centrale des pensions alimentaires ; 2° (n° 2604), tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires ; 3° (n° 2623), tendant à la création d'un fonds de garantie pour le règlement des pensions alimentaires, n° **2698** [30 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2655), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, n° **2736** [7 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2647), modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, n° **2739** [7 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2477), modifiée par le Sénat, portant traitement particulier pour l'acquisition de la nationalité française de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, n° **2745** [8 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2784), modifié par le Sénat, relatif au paiement direct

de la pension alimentaire, n° 2790 [18 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, n° 2804 [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2814), modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, n° 2815 [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2863), adopté avec modifications par le Sénat en troisième lecture, complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions ocncernant la nationalité française, n° 2864 [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur le rôle de l'éducation physique et le sport ; valeur du sport ; nécessité de rendre l'éducation physique obligatoire en université ; réussite des classes de neige* [3 octobre 1968] (p. 3036, 3037) ; *lycée climatique de Font-Romeu ; conséquence de la suppression du latin* (p. 3037) ; Art. 25 : *Retrait de l'amendement de M. Falala* [10 octobre 1968] (p. 3234) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Nécessité, l'an prochain, de fondre les deux grands chapitres « Jeunesse » et « Sports » ; ses observations sur le fait que certaines activités de jeunesse devraient dépendre du ministre de l'Éducation nationale ; réussite de nos champions à Mexico ; bienfaits de la loi de programme ; sport de masse ; ses observations sur le sport de compétition ; sport dès l'école primaire ; décentralisation du lycée à Font-Romeu ; sport à l'université ; possibilité pour certains jeunes du contingent de venir en aide aux instituteurs; question du tiers temps pédagogique ; possibilité de poursuivre la politique de spécialisation en fonction des circonscriptions géographiques ou climatiques ; ses observations sur le football ; développement des centres de plein air ; création d'une commission de la jeunesse et des sports ; possibilité de soumettre au Parlement un projet de loi d'orientation sur la pratique du sport de l'école primaire à l'université* [30 octobre 1968] (p. 3718, 3719) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et celle de M. Foyer tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que son conjoint, en qualité de *Rapporteur* : *Devoir pour le père ou pour la mère de reconnaître leurs propres enfants ; moment où sont fixés les droits de l'enfant ; position des tribunaux ; ses observations sur la convention élaborée par la commission internationale de l'état-civil, signée à Bruxelles le 12 septembre 1962* [6 mai 1969] (p. 1261) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (application du nouvel article 337 aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 1261).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cassabel et Ballanger relatives au sport à l'école : *Insuffisance des équipements ; nécessité d'assurer le plein emploi des équipements existants ; réalisation de l'osmose indispensable entre le sport à l'école et le sport dans la vie par les clubs du dimanche ; développement du sport à l'Université* [10 octobre 1969] (p. 2619, 2620).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : Art. 41 du Règlement : *Nécessité de ne pas réserver une seule matinée aux travaux des commissions ; possibilité de réserver à cette fin, les matinées du mercredi et du jeudi* [23 octobre 1969] (p. 2869) ; *nécessité de laisser aux commissions la possibilité de fixer leur ordre du jour* (p. 2870) ; *possibilité de choisir le jeudi avec l'éventualité de réserver une autre matinée en fonction de la conférence des présidents* (p. 2871).

Pose à M. le Ministre de la justice, à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Premier Ministre deux questions orales avec débat relatives à la drogue [24 octobre 1969] (p. 2931) : *Développement de la toxicomanie chez les jeunes intellectuels ; apparition de nouveaux stupéfiants ; identification de la drogue avec une attitude de contestation ; crise d'autorité ; mesures prises contre l'emploi du L.S.D. ; emploi de médicaments détournés de leur usage normal ; aggravation des déséquilibres mentaux dûs à la drogue ; nécessité d'une campagne d'information sur les méfaits de la drogue ; gravité du problème aux Etats-Unis ; nécessité d'enrayer la prostitution chez les mineures ; mise en place d'une médecine préventive scolaire et universitaire ; dépistage systématique des drogués ; insuffisance des textes actuellement en vigueur ; cure de désintoxication obligatoire* (p. 2933, 2934, 2935, 2936).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Importance du sport ; caractère du budget ; animation des jeunes ; conflits de générations ; aspirations des jeunes ; sport étant l'élément d'équilibre de la jeunesse ; formation des éducateurs ; pratique du sport de l'école à l'université ; généralisation du tiers temps pédagogique dans l'école primaire ; recyclage des instituteurs ; nombre des conseillers pédagogiques départementaux ; transport des élèves ; redéfinition de la profession d'enseignant dans le cadre des nouvelles structures de l'enseignement du second degré ; ses observations sur le secteur universitaire ; application de la loi d'orientation ; problème des clubs ; préparation des jeux olympiques de Munich ; office franco-allemand ; problème du plein emploi des équipements ; coordination entre les municipalités et l'université ; principe de la fréquentation des équipements par tous les usagers ; ses observations sur le secteur des loisirs ; classes de neige ; préparation d'une troisième loi de programme d'équipement ; son vote sur le budget ; fonctionnement de l'école nationale de ski et d'alpinisme* [30 octobre 1969] (p. 3116 à 3118) ; *importance du sport pour les jeunes filles* (p. 3126) ; JUSTICE : *Causes du malaise de la justice ; possibilité de créer un service permanent qui mettrait en rapport constant la commission des lois avec les tribunaux, au moins avec la Cour de cassation ; nécessité d'informer le législateur des difficultés rencontrées par les magistrats dans l'application de la loi ; augmentation du nombre des affaires confiées à des arbitres ; coût des procès ; possibilité devant être donnée au tribunal de trancher, en tant qu'arbitre, si les parties sont d'accord ; possibilité que la Cour de cassation appelle à chacune de ses chambres un professeur de droit faisant autorité en droit privé ; ses observations sur la loi du 3 juillet 1967 ; possibilité de redonner aux chargés de cours admissibles au concours d'agrégation de droit les avantages consentis autrefois* [5 novembre 1969] (p. 3387) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation actuelle de l'université ; ses observations sur la loi d'orientation ; autonomie des universités ; élaboration des programmes ; représentation des professeurs ; possibilité de prévoir que le collège des enseignants ait au minimum 50 % des voix ; rétablissement des assemblées de professeurs ; pluridisciplinarité ; contrôle continu des aptitudes et des connaissances ; liberté d'information à l'égard des problèmes politiques dans les facultés ; pratique du sport à l'université ; construction du lycée intercommunal de Clamart, Châtillon-sous-Bagneux et Fontenay-aux-Roses* [12 novembre 1969] (p. 3592).

Est entendu en qualité de suppléant sur la question orale sans débat de M. Tomasini relative à la vente d'H.L.M. à des locataires [21 novembre 1969] (p. 4172).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relative à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'article 337 du Code civil* [11 décembre 1969] (p. 4849) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Evolution des mœurs et des conditions de vie ; rôle du tribunal en cas de conflit ; exemples étrangers ; conséquences du texte en discussion ; nécessité d'une autorité unique pour décider dans*

l'intérêt des enfants ; sa question de savoir si une autorité est nécessaire dans la famille ; sa question de savoir à qui cette autorité doit être confiée ; nécessité de la prééminence de l'un des époux en face des enfants ; nécessité de ne pas renoncer au principe de l'autorité du chef de famille ; son refus de voter le texte [7 avril 1970] (p. 813 à 815) ; en deuxième lecture : *Son abstention lors du vote* [20 mai 1970] (p. 1810) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, en qualité de *Rapporteur : Augmentation des accidents de la route ; explications des causes d'accident ; dangers de l'alcool au volant ; relations entre le taux d'alcoolémie et les accidents de la route ; importance du risque au niveau des alcoolémies dites moyennes ; ses observations sur la loi du 18 mai 1965 ; alcootest ; prise de sang ; taux de 0,8 gramme d'alcool par litre de sang ; ses observations sur les travaux de Widmark et de Lebreton ; choix du taux ; possibilités de punir de peines contraventionnelles l'état alcoolique caractérisé par la présence dans le sang de 0,80 gramme à 1,20 gramme d'alcool ; distinction entre contravention et délit ; possibilités de prévoir des mesures de dépistage sur tout ou partie de certains axes routiers ; conséquences de l'état d'ivresse manifeste ; problème des sanctions ; inclusion dans les épreuves du permis de conduire d'une interrogation sur les effets de l'alcool au volant ; responsabilité civile de l'auteur du délit de conduire en état d'ivresse manifeste ; ses observations sur l'article 9 du décret de janvier 1959 qui a institué l'assurance obligatoire en matière de circulation des véhicules ; attitude des compagnies d'assurance en cas de condamnation pour conduite en état d'ivresse* [16 avril 1970] (p. 1099 à 1102) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route* [21 avril 1970] (p. 1196) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route (peine prévue pour toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé par la présence dans le sang, d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,80 gramme ‰)* (p. 1196, 1197) ; *taux d'alcoolémie à partir duquel la situation devient délictuelle ; ses observations sur les contraventions* (p. 1197) ; *ses observations sur les divers sous-amendements déposés sur son amendement* [22 avril 1970] (p. 1215) ; *position de la Commission sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1216) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route* (p. 1216) ; *ses observations sur l'état manifeste d'ivresse* (p. 1216) ; *application du sursis aux peines complémentaires comme aux peines principales* (p. 1217) ; *esprit du projet de loi ; problème du stationnement illicite ; cas des infractions minimes* (p. 1218) ; *son amendement tendant après le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route, à insérer un nouvel alinéa (détermination des conditions dans lesquelles on procédera à des mesures de dépistage sur tout ou partie de certains axes routiers même en l'absence de tout accident ou de toute infraction)* (p. 1218) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1218) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route, à substituer aux mots : « à l'alinéa premier », les mots : « au deuxième alinéa ci-dessus »* (p. 1220) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « vérifications médicales », à insérer les mots : « cliniques et biologiques »* (p. 1220) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (peine prévue pour toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait en état d'ivresse manifeste)* (p. 1220) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa du texte proposé pour cet article (épreuves de dépistage et vérifications médicales à l'égard d'un auteur possible de l'infraction de conduite en état d'ivresse)* (p. 1220) ; *ses observations sur le délit d'état manifeste d'ivresse* (p. 1220) ; *son amendement tendant, après le septième alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (cas de l'application des articles 319 et 320 du Code pénal)* (p. 1220) ; *problème du doublement de l'amende* (p. 1221) ; *son amendement tendant à faire précéder le huitième alinéa du texte proposé pour cet article par la mention « IV »* (p. 1221) ; *son amendement tendant, dans le huitième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « les vérifications médicales », à insérer les mots : « cliniques et biologiques »* (p. 1221) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les*

examens organisés en vue de l'obtention du permis de conduire comprendront une interrogation portant sur les effets de l'absorption d'alcool ou d'autres substances modificatives du comportement des conducteurs » (p. 1222) ; *son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « dans le deuxième alinéa (1°) de l'article L 14 du Code de la route, les mots : « délits correctionnels » sont remplacés par les mots : « infractions »* (p. 1222) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « est réputée non écrite toute clause stipulant la déchéance de la garantie de l'assuré en cas de condamnation pour conduite en état d'ivresse ou sous l'empire de l'état alcoolique* » (p. 1223) ; *interdiction de certaines clauses de déchéance* (p. 1223) ; en deuxième lecture : *Attitude d'une certaine presse à l'égard des discussions de l'Assemblée ; ses observations sur le journal* France-Soir ; *taux d'alcoolémie ; ses observations sur la fourchette entre 0,80 et 1,20 ; cas de récidive* [24 juin 1970] (p. 2976, 2977) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2978) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 1er du Code de la route, à supprimer le mot «sciemment»* (p. 2979); *son amendement tendant, à la fin du 1er alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « d'une amende de 400 F à 3.000 F » les mots « d'une amende de 400 F à 1.000 F »* (p. 2979) ; *cas de flagrant délit ; effet de dissuasion d'un délit* (p. 2979) ; *fixation de la limite supérieure de l'amende* (p. 2979, 2980) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par les dispositions suivantes : « en cas de récidive, les peines prévues à l'alinéa suivant sont applicables »* (p. 2980) ; *problème du sursis pour des peines complémentaires* (p. 2980) ; *ses amendements tendant, au début du deuxième et du sixième alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer le mot « sciemment »* (p. 2980) ; *son amendement tendant à compléter le huitième alinéa du texte proposé pour cet article par de nouvelles dispositions (possibilité pour le tribunal de prononcer une amende civile recouvrée par le Trésor au profit du fonds de garantie automobile)* (p. 2981) ; *suppression de la clause de déchéance prévue dans les contrats d'assurance* (p. 2981) ; Art. 3 *ter : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture « dans le deuxième alinéa (1°) de l'article L 14 du Code de la route, les mots « délits correctionnels » sont remplacés par le mot « infractions »* (p 2981) ; Art. 3 *quater : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture (affichage des dispositions du présent Code à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous les cabarets)* (p. 2981) ; Art. 3 *quinquies : Son amendement tendant à rétablir cet article dans la rédaction suivante : « à compter d'une date fixée par un règlement d'administration publique, tout conducteur d'un véhicule automobile devra justifier de la possession d'un alcootest* » (p. 2981) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Principe d'un double seuil de taux légal d'alcoolémie* [29 juin 1970] (p. 3296) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'intervention du syndicat de la magistrature* [18 décembre 1970] (p. 6703) ;

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière, en qualité de *Rapporteur : Politique de sécurité routière ; ses observations sur la « déontologie de l'informatique » ; problèmes de l'utilisation du fichier ; portée et conséquence de la gestion automatique des renseignements ; ses observations sur les modifications réalisées par la Commission ; rôle du fichier ; ses observations sur les titulaires du permis militaire ; condamnations judiciaires prononcées pour infraction au Code de la route ; création d'un établissement public national dénommé « Centre de documentation et d'analyse de la circulation routière » ; classement des conducteurs ; rôle de ces classements ; consultation de la liste des informations servant à établir ce classement ; critères retenus à cette fin ; définition de la documentation et des renseignements ; rectification du classement ; ses observations sur les mesures d'effacement des renseignements anciens ; protection des intéressés* [23 avril 1970] (p. 1243 à 1246) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre 1er - Centralisation des renseignements relatifs aux permis de conduire et aux autorisations et pièces administratives exigées pour la circulation des véhicules* » (p. 1251) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de ce texte (indication de ce sur quoi doit porter la centralisation)* (p. 1252) ; *centralisation de tous les renseignements administratifs* (p. 1252); Avant l'Art. 2 :

Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre II - Centralisation des décisions judiciaires sanctionnant les infractions commises à l'occasion de la conduite de véhicules, et classement des conducteurs » (p. 1252) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (composition du dossier des conducteurs)* (p. 1252) ; *établissement d'une distinction entre les renseignements qui alimenteront le fichier* (p. 1252) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (classement des conducteurs)* (p. 1253) ; *objet du projet de loi ; ses observations sur les compagnies d'assurances* (p. 1253, 1254) ; Avant l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre III. - Communication des renseignements centralisés »* (p. 1254) ; Art. 3 : *Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le relevé intégral de la documentation et des renseignements ainsi centralisés ne peut être délivré qu'à la personne qu'ils concernent », les mots : « le relevé intégral des mentions applicables à une même personne ne peut être délivré qu'à l'intéressé »* (p. 1254) ; *distinction entre le relevé intégral et le relevé partiel* (p. 1254) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (indication des dispositions ne figurant pas sur le relevé)* (p. 1254) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1254) ; Art. 5 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « ainsi que le classement du conducteur, peuvent être communiqués » les mots : « des autorisations et pièces administratives exigées pour la circulation des véhicules, ainsi que le classement du conducteur, sont communiqués sur leur demande... »* (p. 1255) ; *communication des renseignements d'ordre administratif* (p. 1255) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article : « aux entreprises d'assurances pour les personnes dont elles garantissent ou sont appelés à garantir la responsabilité encourue du fait des dommages causés par les véhicules terrestres à moteur »* (p. 1255) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « article 3 », à supprimer le chiffre « 4 »* (p. 1255) ; Art. 7 : *Son amendement, tendant à compléter cet article par quatre nouveaux alinéas (rectification du classement)* (p. 1255) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les dispositions de l'article 769 du Code de procédure pénale sont applicables aux renseignements centralisés en application de la présente loi »* (p. 1256) ; *inscription au fichier des grâces, commutations ou réductions de peines* (p. 1256) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où une personne se fait délivrer le relevé des mentions centralisées en prenant un faux nom ou une fausse qualité)* (p. 1256) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1256) ; *non-création d'un centre de documentation et d'analyse de la circulation routière* (p. 1256) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir du mot : « notamment »* (p. 1256) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Objet du texte étant de combattre la violence ; protection de la société contre quelques spécialistes du désordre ; nécessité de faire cesser les provocations ; projet de loi étant une mesure préventive ; ses observations sur les actions à force ouverte, la violation de lieux publics et la séquestration de personnes ; ses observations sur l'article 1er du projet de loi ; caractère de la législation actuelle ; article 313 du Code pénal ; notion des responsabilités collectives ; critiques faites par l'opposition ; cas où la manifestation tourne à la violence ; responsabilité civile ; principe de la solidarité ; montant de la réparation ; attitude des étudiants tchécoslovaques* [29 avril 1970] (p. 1400 à 1402) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 13 : *Suppression du mot « astreintes »* [28 mai 1970] (p. 2068) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 2069) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. de Grailly* (p. 2070) ; Art. 368 du Code pénal : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à supprimer le mot : « frauduleusement »* (p. 2072) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots : « à la vie privée d'autrui » les mots : « à l'intimité de la vie privée »* (p. 2072) ; *notion de la vie privée ; liberté de la presse* (p. 2072) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, en qualité de *Rapporteur : Imprécision du texte ; ses modalités financières ; modification des mesures sanitaires concernant la salubrité des immeubles et des îlots insalubres ; consé-*

quences de l'insalubrité en matière d'expropriation ; rénovation urbaine ; élargissement des pouvoirs du préfet ; sanctions des infractions aux dispositions du Code de la santé publique ; relogement des occupants ; affectation des terrains expropriés ; ses observations sur l'article 2 de la « loi Debré » [10 juin 1970] (p. 2448 à 2450) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2457) ; Avant l'Art. 2 : *Critères généraux de salubrité* (p. 2458) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rôle des préfets)* (p. 2458) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa (action aux fins d'expulsion des occupants de l'immeuble)* (p. 2458) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 30 du Code de la santé publique : « Celui qui, de mauvaise foi, n'aura pas fait droit dans le délai d'un mois à l'interdiction d'habiter est passible des peines prévues au dernier alinéa de l'article L 45 »* (p. 2459) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 30 du Code de la santé publique (cas de non-exécution des mesures prescrites à l'article L 28 ; exécution d'office des travaux aux frais du propriétaire)* (p. 2459) ; Avant l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les intitulés des paragraphes premier et 2 de la section 2 du chapitre V du titre premier du Livre premier du Code de la santé publique sont supprimés »* (p. 2460) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans l'article L 40 du Code de la santé publique, après les mots : « par l'arrêté » à rédiger comme suit la fin de cet article : « ... le maire ou à défaut le préfet saisit le tribunal qui ordonne l'exécution d'office des travaux aux frais des propriétaires »* (p. 2460) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa (paragraphe 1er) de cet article* (p. 2460) ; *son amendement tendant au paragraphe II à remplacer le texte proposé pour l'article L 42 du Code de la santé publique par de nouvelles dispositions (déclaration de l'insalubrité des locaux)* (p. 2460) ; *notion de périmètre d'insalubrité déterminé par arrêté préfectoral* (p. 2460) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L 43 du Code de la santé publique (cas des personnes qui auront mis à disposition, à titre gratuit ou onéreux, des caves, sous-sols ou combles)* (p. 2461) ; *ses observations sur les sanctions applicables* (p. 2461) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 43-1 du Code de la santé publique (possibilité pour le préfet de donner des injonctions)* (p. 2461) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 43-11 du Code de la santé publique à substituer aux mots : « du délinquant » les mots : « de l'intéressé »* (p. 2461) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour le dernier alinéa de cet article : « les infractions prévues aux art. L 39, L 43 et L 43-1 sont punies d'une amende »* (p. 2461) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 48-3 du Code de la santé publique à substituer au chiffre « 500.000 F » le chiffre « 5.000 F »* (p. 2461) ; Avant l'Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit, à substituer aux mots : « régulièrement déclarés insalubres » les mots : « ayant fait l'objet de l'interdiction d'habiter visée à l'article L 28 ou de la déclaration d'insalubrité prévue aux articles L 38 et L 42 »* (p. 2462) ; *son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit après les mots : « collectivités locales » à insérer les mots : « ou d'un établissement public »* (p. 2462) ; *finalité de l'expropriation* (p. 2462) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article (accélération de la suppression des locaux insalubres ; rôle du préfet)* (p. 2464) ; *retrait de son amendement* (p. 2464) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (destination des terrains expropriés à la construction de logements provisoires)* (p. 2464) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'aménagement des terrains expropriés, en application de l'article 13, sera fait conformément aux dispositions d'un plan d'urbanisme ou d'un plan d'aménagement de zone publiés, les dispositions de l'article 41 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 sont applicables »* (p. 2464, 2465) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (calcul de l'indemnité d'expropriation)* (p. 2465) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (expropriation d'immeubles qui ne sont pas insalubres mais qui se trouvent dans le périmètre défini par l'arrêté préfectoral sur l'insalubrité)* (p. 2465) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à*

supprimer cet article (p. 2466) ; *charge des opérations d'expropriation* (p. 2466) ; *ses observations sur les opérations financières relatives aux bidonvilles et les opérations* ***concernant les locaux insalubres*** (p. 2467) ; *Cas des terrains situés au centre des villes* (p. 2467) ; Après l'Art. 24 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (effets des* ***déclarations d'insalubrité prises en application*** *des articles L 38 et L 42 du Code de la* ***santé publique avant la promulgation de la*** *présente loi)* (p. 2469) ; Art. additionnels : *Statut des travailleurs immigrants en France* (p. 2470) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « visés dans l'arrêté prévu à l'article L 42 du Code de la santé publique » les mots : « après avoir constaté qu'ils ont fait l'objet, soit de l'interdiction d'habiter prévue à l'article L 28, soit de la déclaration d'insalubrité visée aux articles L 38 et L 42 du Code de la santé publique »* (p. 2471) ; *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer un* ***nouvel alinéa : « indique*** *la collectivité ou l'établissement public au profit de qui est poursuivie l'expropriation »* (p. 2471) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Finalité de l'expropriation ; création d'une réserve foncière ; dispositions* ***financières relatives à la résorption des*** *locaux insalubres* [24 juin 1970] (p. 2982) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problème de la formation supérieure ; évolution des effectifs de l'enseignement supérieur ; niveau technique et scientifique du pays ; démocratisation de l'entrée à l'Université ; évolution des techniques en matière* ***scientifique ; nécessité*** *d'une éducation permanente ; réforme du service militaire ; rôle de la recherche ; ses observations sur le discrédit qui frappe l'enseignement technique ; aspects politiques et sociologiques de la crise des étudiants ; problème de la sélection ;* ***nécessité d'informer et d'orienter ; rôle de l'Office d'information sur les enseignements*** *et les professions ; diversification des formations* ***nouvelles à finalité professionnelle ; liaisons entre les facultés et l'industrie ; nécessité de situer l'Université française dans*** *la communauté européenne* [16 juin 1970] (p. 2709 à 2711) ;

— du projet de loi relatif au statut civil de droit commun dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur : ses observations sur ce texte ; situation des Français en Nouvelle-Calédonie* [25 juin 1970] (p. 3099) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discusion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1[er] septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) de l'article 6, à supprimer les mots : « frères, sœurs »* [29 juin 1970] (p. 3295) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3295) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi 1° tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° sur celle de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, en qualité de *Rapporteur : Importance du problème ; réaction des pouvoirs publics ; conséquences du conflit des générations ; remèdes à la toxicomanie ; nécessité d'offrir à la jeunesse des raisons d'espérer ; nécessité de poursuivre tous les actes illicites relatifs à la production et au trafic des stupéfiants ; sanctions applicables aux infractions ; cure de désintoxication ; cas où l'usager se soumet au traitement obligatoire ; ses observations sur notre pénurie hospitalière ; résultat de la lutte contre l'alcoolisme ; nécessité d'inclure au tableau B toute substance toxique ; attitude de la jeunesse face à l'évolution de la société industrielle* [29 juin 1970] (p. 3303 à 3305) ; Art. 355-15 du Code de la santé publique : *Ses observations sur l'amendement de M. Delong* [30 juin 1970] (p. 3321) ; Art. 355-16 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « dans un délai maximum de huit jours »* (p. 3321) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3322) ; Art. 355-18 du Code de la santé publique : *Déclaration du médecin à l'autorité sanitaire* (p. 3322) ; Art. 355-19 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à* ***supprimer les mots :*** *« dans un délai maxi-*

mum de huit jours » (p. 3323) ; Art. L 626 du Code de la santé publique : *Notion de trafic* (p. 3323) ; Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Delong à substituer aux mots : « ils prononceront » les mots : « ils pourront prononcer »* (p. 3326) ; Art. additionnel : *Application du texte dans les territoires d'outremer* (p. 3327) ; *ses observations sur le fait que les sanctions pénales relèvent du droit interne tandis que les mesures sanitaires dépendent des autorités locales* (p. 3327) ; *application du texte dans le territoire des Afars et des Issas* (p. 3328) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications apportées par le Sénat ; ses observations sur les dispositions répressives ; durée de la garde à vue* [10 décembre 1970] (p. 6394, 6395) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6396) ; Art. L 627 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « prévus à l'article précédent et concernant les substances ou plantes » les mots : « concernant le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition des substances ou de plantes »* (p. 6396) ; *retrait de son amendement* (p. 6397) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « importation » à insérer les mots : « la production »* (p. 6397) ; *son amendement tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « substances » à insérer les mots : « ou plantes »* (p. 6397) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article : « Seront également punis d'un emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 5.000 F à 50.000.000 de F ou de l'une de ces deux peines seulement »* (p. 6397) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « substances » à insérer les mots : « ou plantes »* (p. 6397) ; Art. L 628-1 du Code de la santé publique : *Ses observations sur l'amendement de M. Delong* (p. 6400) ; Art. L 628-3 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions : « Dans ces deux derniers cas, cette mesure sera déclarée exécutoire par provision à titre de mesure de protection. Dans les autres cas, elle pourra, au même titre, être déclarée exécutoire par provision »* (p. 6400) ; *latitude laissée à la juridiction de jugement* (p. 6400) ; Art. L 628-5 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « par les articles L 628-1 à L 628-3 » les mots : « par les articles L 628-2 et L 628-3 »* (p. 6400) ; *dépenses d'hospitalisation, de cure et de surveillance médicale ; cas où la cure est ordonnée par le procureur de la République* (p. 6400, 6401) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « de surveillance médicale » à insérer les mots : « entraînés par l'application des articles L 628-1 à L 628-3 »* (p. 6401) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : L'accord de la Commission sur le texte du Sénat ; intervention du syndicat de la magistrature* [18 décembre 1970] (p. 6703) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur la troisième loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif* [23 octobre 1970] (p. 4641) ; *caractère du budget ; effets salutaires du sport sur les jeunes ; ses observations sur le haut comité des sports, de la jeunesse et des loisirs ; tiers temps pédagogique ; ses observations sur l'annonce de mini-équipements ; réforme de l'Association sportive scolaire et universitaire ; ses observations sur les cinq heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive ; politique, dite de sport de masse; coordination du service du secrétariat d'Etat avec ceux de l'Education nationale ; rentabilité des équipements par une animation permanente ; ses observations sur les concours de pronostics ; aide accordée aux clubs ; nombre de postes nouveaux d'enseignants ; préparation des jeux olympiques de Munich et de Saporo ; statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports* (p. 4642) ; *humanisation de notre société* (p. 4643) ;

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, en qualité de *Rapporteur ; ses observations sur la vocation de tout fonctionnaire de l'Etat à occuper un des emplois réservés jusqu'à présent aux seuls techniciens ; dérogations aux règles de concours ; dispositions transitoires ; problème de la correspondance des emplois actuels de techniciens et des*

corps et grades administratifs de reclassement ; modification du titre du projet de loi [18 novembre 1970] (p. 5750, 5751) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5754) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les fonctionnaires ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'être affectés aux tâches du traitement de l'information dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat)* (p. 5754) ; Après l'Art 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (ouverture de concours spéciaux comportant des épreuves techniques se rapportant au traitement de l'information pour l'accès aux corps de l'Etat dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat* (p. 5754) *; ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement* (p. 5754) *; son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les fonctionnaires recrutés dans les conditions prévues à l'article précédent ne peuvent être titularisés dans un corps ou dans un grade sans avoir accompli un stage dont la durée est fixée par le décret prévu à l'article précédent »* (p. 5755) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « actuellement affectés à des tâches de traitement de l'information », les mots : « affectés à des tâches de traitement de l'information à la date d'entrée en vigueur de ce décret »* (p. 5755) *; son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 5755) *; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces intégrations et ces reclassements prendront effet à des dates qui seront fixées par le décret prévu au premier alinéa du présent article sans pouvoir être antérieurs au 1er janvier 1970 »* (p. 5755) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « actuellement affectés à des tâches de traitement automatisé de l'information », les mots : « mentionnés à l'article 2 »* (p. 5755) ; Après l'Art 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin* (p. 5755) ; Titre : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de ce titre : « Projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement de l'information »* (p. 5756) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, en qualité de *Rapporteur : Opportunité du texte ; ses observations sur les articles 72 à 74 de la Constitution ; compétence de l'Etat français* [18 décembre 1970] (p. 6668) ; *autonomie communale ; détermination des limites territoriales et du chef-lieu des communes ; institution d'un fonds intercommunal de péréquation ; moyens financiers des communes ; aide financière de la République ; crédits du F.I.D.E.S.* (p. 6669) ; *son opposition à la question préalable déposée par M. Sanford* (p. 6672, 6673) *; ses observations sur les délais accordés à l'Assemblée territoriale ; promotion sociale des populations polynésiennes par la promotion communale* (p. 6673 ; *ses observations sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Claudius-Petit ; souplesse du texte en discussion ; nécessité de créer les communes ; déconcentration administrative* (p. 6681) ; Art. 2 : *Prérogatives de l'Assemblée territoriale* (p. 6683) ; Art. 3, 6 et 10 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 6684, 6685, 6686) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Progressivité de l'application de la loi* [8 décembre 1971] (p. 6503) ; Art. 1er : *Son annexions et cessions de territoires ; son munal)* (p. 6503) ; *modalités de mise en place de la réforme* (p. 6503) ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux modalités de mise en place du régime communal* (p. 6503) ; *son amendement relatif aux limites territoriales et aux chefs-lieux de commune* (p. 6504) ; Art. 25 : *Son amendement relatif aux élections des conseils municipaux des nouvelles communes* (p. 6507) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 6998) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en qualité de *Rapporteur suppléant : Position du Sénat sur ce texte ; caractère hâtif de la discussion* [18 décembre 1970] (p 6700) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que son conjoint, en qualité de *Rapporteur : Situation des enfants naturels* [18 décembre 1970] (p. 6702) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Problème des crédits ; modalités d'une collaboration à l'enseignement d'éducateurs et d'animateurs spécialisés qui interviendront à temps partiel sous le contrôle pédagogique des professeurs; problème des équipements; politique de grands centres aérés ; utilisation de certains locaux désaffectés appartenant à l'armée ; concours de pronostics* [22 juin 1971] (p. 3256, 3257) ; Après l'Art. 5 : *Concours de pronostics* (p. 3272) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (affectation d'un prélèvement supplémentaire sur les gains distribués par le pari mutuel à un fonds interdépartemental d'équipements sportifs)* (p. 3273) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3273, 3274) ;

— du projet de loi sur la filiation : *Protection de la famille légitime ; critique de l'égalité des filiations légitimes et naturelles* [5 octobre 1971] (p. 4274) ; *ses observations sur la loi allemande de 1969 ; problème de la déduction fiscale du montant de la pension ; situation du conjoint survivant et des ascendants ; cas de l'enfant adultérin ; problème de la quotité disponible entre époux* (p. 4275) ; *légitimation de l'enfant* (p. 4276); Art. 311 du Code civil : *Son amendement (présomption que la conception d'un enfant se place entre le 300e et le 180e jour qui précède la naissance* [6 octobre 1971] (p. (p. 4298) ; *caractère de présomption* (p. 4298) ; Art. 311-1 du Code civil : *Son amendement* (p. 4299) ; *retrait de celui-ci* (p. 4299) ; Art. 311-5 du Code civil : *Son amendement* (p. 4299) ; *retrait de celui-ci* (p. 4299) ; Art. 311-7 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4299, 4300) ; Art. 311-9 du Code civil : *Son amendement* (p. 4300) ; *retrait de celui-ci* (p. 4300) ; Art. 311-11 du Code civil : *Son amendement (substitution aux mots « possession d'état » des mots « l'intérêt de l'enfant »)* (p. 4300) ; *cas où les tribunaux* **manquent d'éléments de preuve** *pour régler les conflits de filiation* (p. 4300) ; *retrait de son amendement* (p. 4301) ; Art. 314 du Code civil : *son amendement* (p. 4304) ; *retrait de celui-ci* (p. 4304) ; Art. 316 du Code civil : *Ses amendement rédactionnels* (p. 4304) ; *son amendement* (p. 4305) ; *retrait de ce dernier* (p. 4305) ; Art. 316-1 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : «en possession des biens» à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « du mari, ou de l'époque où ils auront été troublés par l'enfant dans leur libre possession »* (p. 4305) ; Art. 318 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4305) ; *impossibilité de donner à la mère qui se remarie après divorce le droit de désavouer elle-même l'enfant pour pouvoir le légitimer par son second mariage* (p. 4306, 4307) ; Art. 318-1 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4308) ; Art. 318-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4309) ; *retrait de son amendement* (p. 4309) ; Art. 321 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4309) ; Art. 323 du Code civil : *Son amendement* (p. 4310) ; *retrait de celui-ci* (p. 4310) ; Art. 325 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4310) ; Art. 326 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4310) ; *retrait de celui-ci* (p. 4310) ; Art. 327 et 328 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4310, 4311) ; *retrait de ces derniers* (p. 4310, 4311) ; Art. 330 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4311) ; *légitimation par autorité de justice* (p. 4311) ; Art. 331 du Code civil : *Son amendement (interdiction de légitimer les enfants adultérins)* (p. 4311) ; *retrait de celui-ci* (p. 4311) ; *son amendement* (p. 4311) ; *retrait de celui-ci* (p. 4311) ; Art. 331 du Code civil : *Ses amendements* **rédactionnels** (p. 4312) ; Avant l'Art. 333 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer l'intitulé du paragraphe II « De la législation par autorité de justice »* (p. 4312) ; *Situation juridique d'un enfant adulérin* (p. 4313) ; Art. 333, 333-1, 333-2 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4313) ; *retrait de ces derniers* (p. 4313) ; Art. 333-3, 333,4 et 333-5 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4314) ; *Retrait de ces derniers* (p. 4314) ; Art. 333-6 et 330 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4315) ; *retrait de ces derniers* (p. 4315) ; Art. 334 du Code civil : *Son amendement (possibilité pour les parents des père et mère naturels de créer un lien de parenté entre eux et l'enfant)* (p. 4315) ; *droits de* **l'enfant naturel** (p. 4315, 4316) ; *consentement des parents au mariage d'un enfant mineur* (p. 4317) ; Art. 334-2 du Code civil : *Son amendement* (p. 4317) ; *retrait de celui-ci* (p. 4317) ; Art. 334-7 du Code civil : *Son amendement de pure forme* (p. 4318) ; *retrait de celui-ci* (p. 4318) ; Art. 334-10 du Code civil : *Son amendement* (p. 4319) ; *retrait de celui-ci* (p. 4319) ; Art. 336 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « mais la reconnaissance du père,*

avec l'indication de la mère, a effet à l'égard de la mère lorsque l'enfant a été traité comme sien par la mère » (p. 4319) ; *retrait de son amendement* (p. 4320) ; Art. 339 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4321) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4321) ; Art. 340 du Code civil : *Son amendement* (p. 4321) ; *retrait de celui-ci* (p. 4321) ; Art. 340-5 du Code civil : *Son amendement* (p. 4322) ; *retrait de celui-ci* (p. 4322) ; Art. 340-7 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4322) ; *son amendement* (p. 4322) ; *retrait de celui-ci* (p. 4322) ; Art. 341 du Code civil : *Son amendement* (p. 4322) ; Art. 342 du Code civil : *Son amendement (droit de l'enfant naturel à réclamer des subsides)* (p. 4323) ; *action à fins de subsides* (p. 4323) ; Art. 342-1 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4329) ; Art. 342-2 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4329) ; Art. 342-3 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4329) ; *action à fins de subsides ; notion de « paternité virtuelle »* (p. 4329, 4330) ; *action alimentaire de l'enfant adultérin qui ne peut être légitimé ; réaction de l'enfant lorsqu'il apprendra que sa mère a eu des relations avec plusieurs hommes pendant la période de sa conception* (p. 4332) ; Art. 342-1 du Code civil : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 4333) ; Art. 342-4 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4334) ; *retrait de son amendement* (p. 4334) ; Art. 342-5 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4334) ; *retrait de celui-ci* (p. 4334) ; Art. 342 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4335) ; Art. 342-6 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4335) ; *retrait de celui-ci* (p. 4335) ; Art. 72 du Code civil : *Son amendement* (p. 4336) ; *retrait de celui-ci* (p. 4336) ; Art. 197 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4336) ; *régularisation posthume d'une union libre présentant toutes les apparences du mariage ; retrait de son amendement* (p. 4336) ; Art. 744 du Code civil : *Son amendement de pure forme* (p. 4339) ; *retrait de celui-ci* (p. 4339) ; Art. 757 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4339) ; *ses observations sur le fait que le patrimoine appartient à la famille légitime ; retrait de son amendement* (p. 4339) ; Art. 758 du Code civil : *Son amendement* (p. 4339) ; *retrait de celui-ci* (p. 4339) ; Art. 759 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4340) ; Art. 760 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4340) ; Art. 761 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4342) ; *retrait de son amendement* (p. 4342) ; Art. 762 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4342) ; Art. 763 du Code civil : *Son amendement* (p. 4342) ; *retrait de celui-ci* (p. 4342) ; Art. 763-1 du Code civil : *Son amendement* (p. 4343) ; *retrait de celui-ci* (p. 4343) ; Art. 763-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4343) ; Art. 763-3 et 764 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4343) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4343) ; Art. 767 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4343) ; Art. 908, 913, 913-2 et 914 du Code civil : *Ses amendements* (p 4344) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4344, 4345) ; Art. 915 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour le premier alinéa de cet article* (p. 4345) ; *droits de l'enfant adultérin dans la succession ; retrait de son amendement* (p. 4345) ; Art. 1094-1, 1097 et 1097-1 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4346, 4347) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4346, 4347) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4349) ; *retrait de celui-ci* (p. 4349) ; en deuxième lecture : *Sa question de savoir si l'on va connaître la fin de la famille légitime* [2 décembre 1971] (p. 6335) ; Art. 342 du Code civil : *Rapport de la Cour de cassation sur cet article* (p. 6339) ; Art. 342-3 du Code civil : *Communication du rapport de la Cour de cassation* (p. 6342) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : Après l'Art. 11 : *Son amendement (application des dispositions des art. 10 et 11 à partir du 16 septembre 1973 dans le ressort des tribunaux de grande instance dès lors que le nombre des avoués près le tribunal sera devenu inférieur à un chiffre fixé par décret)* [13 octobre 1971] (p. 4506) ; Art. 36 : *Son amendement (paiement de l'indemnité aux ayants droits des avoués décédés et aux avoués démissionnaires)* [14 octobre 1971] (p. 4547) ; Art. 10 : *Création d'un véritable barreau auprès des nouvelles juridictions de la région parisienne* (p. 4575) ; *ses observa-*

tions sur l'amendement du gouvernement (p. 4576) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement* ***(application des articles 10 et 11*** *lorsque le rapport du nombre des avoués près le tribunal à celui des avocats inscrits au barreau de la ville est devenu inférieur à un rapport fixé par décret pour chaque tribunal)* (p. 4577) ; *application de la réforme* (p. 4577) ; Art. 77 : *Son amendement (cas où le rapport du nombre des avoués près le tribunal à celui des avocats inscrits au barreau de la ville est devenu inférieur à un rapport fixé par décret pour chaque tribunal)* (p. 4591) ; *application de la réforme* (p. 4591) ; *retrait de son amendement* (p. 4593) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Priorité donnée aux clubs ; politique sportive à l'école primaire* [6 novembre 1971] (p. 5482) ; *insuffisance du budget ; temps consacré au sport à l'école ; ses observations sur les cinq heures d'éducation physique et sportive ; subvention à la fédération d'athlétisme* (p. 5483) ; *rôle du sport* (p. 5483) ; *subvention à la fédération française de ski et à la fédération française d'athlétisme* (p. 5488) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispsitions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux **conditions d'éligibilité et aux incompatibilités** parlementaires, en qualité de *Rapporteur : Indépendance du mandat parlementaire ; distinction entre incompatibilité et inéligibilité ; indépendance de l'Etat à l'égard du parlementaire ; activité professionnelle en cours de mandat* [25 novembre 1971] (p. 6098) ; *ses observations sur le fait que la politique ne doit pas être une carrière professionnelle; nécessité de sanctionner le trafic d'influence ; exemples étrangers ; évolution de certaines* ***activités économiques et financières*** (p. 6099); *problème des sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne ; cas des sociétés de construction à but lucratif ; notion d'activités autorisées ; ses observations sur les règles de procédures ; rôle du Bureau de l'Assemblée ; application du texte* (p. 6100) ; *aspect politique du texte* (p. 6101) ; Avnt l'Art. 1er : *Son amendement (inéligibilité des membres du Conseil constitutionnel pendant la durée de leurs fonctions)* (p. 6113) ; *problème du cumul de la fonction de professeur titulaire d'une chaire avec le mandat* ***parlementaire*** **(p. 6115) ; Art. 1er** : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 15 de cette ordonnance à substituer au mot : « exerçant » les mots : « dont l'objet est l'achat ou la vente de terrains destinés à des constructions, quelle que soit leur nature, ou qui exercent »* (p. 6119) ; *son amendement (application des incompatibilités, que les sociétés aient leur siège en France ou à l'étranger)* (p. 6120) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement relatif aux sanctions qui peuvent aller jusqu'à l'inéligibilité* (p. 6121); Art. 3 *: Son amendement rédactionnel* (p. 6122) ; *ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 6122) ; Art. 21 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 : *Son amendement (rôle du Conseil constitutionnel)* (p. 6123) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6123) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Bustin* (p. 6125) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la fonction de président de conseil de surveillance ; cas des sociétés dont l'activité principale consiste dans l'exécution de travaux ou la prestation de fournitures pour le compte d'un Etat étranger ; rôle du Conseil* ***constitutionnel*** [17 décembre 1971] (p. 6938); Art. 4 : *Son amendement relatif au rôle du Conseil constitutionnel* (p. 6939) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 6940) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les fonctions acceptées en cours de mandat par un parlementaire ; rôle du Bureau* [20 décembre 1971] (p. 7012) ; en quatrième **lecture, en qualité de** *Rapporteur : Rôle du Bureau de l'Assemblée ; portée du règlement de chaque Assemblée* [20 décembre 1971] (p. 7019, 7020) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 504 du Code de l'administration communale : *Ses observations sur les paroles de M. Delachenal* [31 mai 1972] (p. 2060) ;

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, en qualité de *Rapporteur : Problème des astreintes ; distinction entre l'astreinte provisoire et l'astreinte définitive ; problème de la pension alimentaire* [23 juin 1972] (p. 2804) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer les nouvelles dispositions suivantes : « Titre II. — De l'astreinte en matière civile »* (p. 2811) ; *son amendement (possibilité pour les tribunaux d'ordonner une astreinte pour assurer l'exécution de leurs décisions)* (p. 2811) ; *son amendement (rôle du juge des référés)* (p. 2811) ; *répartition du produit des astreintes* (p. 2812) ;

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, en qualité de *Rapporteur : Hommage à M. Foyer ; bilan des réformes du droit privé de la Ve République* [10 octobre 1972] (p. 4007, 4010) ; *portée trop limitée du projet de loi ; désir de la Commission de le rendre digne de la tradition de générosité et de libéralisme de la France ; son effort de simplification* (p. 4007) ; *mise en conformité avec les textes déjà votés et les grandes tendances du droit international conventionnel : effet du mariage et de la filiation sur la nationalité* (p. 4008) ; *pluralité des nationalités* (p. 4008, 4009) ; *régime plus souple pour la naturalisation ; la perte de la nationalité française ; la réintégration* (p. 4008) ; Art. 1er du projet de loi : *Son amendement modifiant les articles 6 et 8 du Code ; reprise en un titre unique des deux premiers titres du Code de la nationalité ; ses amendements aux articles 1 et 2 ; nouvelle rédaction ; l'article 1er du Code englobe l'article 2 qui est abrogé ; son amendement rédactionnel à* l'Art. 3 du Code (*application dans le temps des lois nouvelles concernant la nationalité d'origine*) (p. 4013) ; Art. 4 du Code : *Loi applicable en cas de changement de nationalité ; son amendement rédactionnel* (p. 4014) ; Art. 5 : *Son amendement de suppression ;* Art. 6 du Code : *Champ d'application dans l'espace du Code de la nationalité ; son amendement donnant une formulation plus générale de l'expression « en France » ; ses amendements de suppression des articles 7, 8, 9 et 10 du Code* (p. 4014, 4015) ; Art. 11 du Code : *Les effets sur la nationalité des annexions et cessions de territoires ; son amendement transformant cet article en un simple énoncé de principe ;* Art. 12 du Code : *Effet sur la nationalité des annexions et cessions de territoires ; son amendement rédactionnel regroupant les premiers alinéas des articles 12 et 13* (p. 4015) ; Art. 13 du Code : *Effet sur la nationalité de l'accession à l'indépendance d'anciens départements ou territoires d'outremer ; son amendement rédactionnel ;* Art. 14 du Code : *Traité de Paris du 30 mai 1814 ; son amendement de forme* (p. 4015) ; Art. 15 du Code : *Son amendement de suppression ; retiré à la demande du Gouvernement* (p. 4016) ; Art. 16 du Code : *Acte d'option de nationalité ; son amendement rédactionnel* (p. 4016) ; *son amendement à l'article 2 du projet de loi ; nouvelle rédaction du titre II, chapitre 1er du Code ;* Art. 17 du Code : *Attribution de la nationalité française* jure sanguinis ; *son amendement d'application à cet article des lois sur l'autorité parentale et la filiation ;* Art. 18 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4016, 4017) ; Art. 19 du Code : *Répudiation de la qualité de français ; son amendement supprimant la distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels et entre leurs parents* (p. 4017) ; Art. 20 du Code : *Répudiation de la nationalité ; son amendement de suppression* (p. 4017) ; Avant l'Art. 21 du Code : *Son amendement (nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre II)* ; Art. 21 du Code : *Son amendement visant à reprendre le texte actuel du Code* (p. 4017) ; Après l'Art. 21 du Code : *Son amendement introduisant un article 21-1 conférant une nationalité à l'enfant né de parents apatrides ou ne pouvant lui conférer leur nationalité* (p. 4018) ; Art. 23 du Code : *Attribution de la nationalité* jus soli ; *son amendement d'application à cet article des dernières réformes du Code civil* (p. 4018) ; Art. 24 du Code : *Répudiation dans le cadre du* jus soli ; *son amendement (conséquence de l'adoption du précédent)* ; Art. 26 du Code : *Rétroactivité de la qualité de français ; son amendement rédactionnel* (p. 4018) ; Art. 32 du Code : *Perte de la faculté de répudiation* (p. 4019) ; *son amendement retiré à la demande du Gouvernement et son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 4019) ; Art. 27 du Code : *Effet de la filiation naturelle ; son amendement de suppression afin de ne pas subordonner les effets de la filiation sur la nationalité française à la condition que cette filiation soit établie conformément à la loi française* (p. 4022) ; Art. 3 du projet de loi : *Son amendement modifiant l'intitulé de la section I du chapitre 1er du titre III* (p. 4023) ; Art. 34 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4024) ; Art. 35 du Code : *Effet de l'adoption plénière ; son amendement supprimant la prééminence du mari* (p. 4024) ; Art. 36 du Code : *L'adoption simple ; son amendement rédactionnel* (p. 4024) ; Art. 4 du projet de loi : *Son amendement (titre de la section II)* (p. 4024) ; Art. 37 du Code : *Son amendement insérant un nouvel alinéa : « le mariage n'exerce de plein droit aucun effet sur la nationalité », en conformité au principe de l'égalité des époux et à la convention des Nations unies du 20 février 1957 sur la nationalité de la femme mariée* (p. 4024, 4025) ; Art. 4 du projet de loi : *Son amendement insérant un article 73-1 (conditions de l'acquisition de la nationalité par mariage) ; retrait au profit d'un amendement*

du Gouvernement ayant le même objet (p. 4026) ; Art. 38 du projet de loi : *Son amendement de suppression ; retrait* (p. 4026) ; Art. 39 : *Délai d'opposition du Gouvernement ; son amendement (raccourcissement du délai à six mois)* (p. 4026) ; Après l'Art. 39 du Code : *Son amendement insérant un nouvel alinéa ;* Art. 40 : *Exclusion du bénéfice de l'article 37-1* (p. 4026, 4027) ; Art. 41 du Code : *Son amendement rédactionnel ; retrait au profit d'un amendement de suppression du Gouvernement* (p. 4027) ; Après l'Art. 41 du Code : *Son amendement (conséquence sur la nationalité de la nullité du mariage)* (p. 4027) ; Art. 43 du Code : *Son amendement (absence d'effet de l'annulation du mariage sur la nationalité des enfants)* (p. 4027) ; Art. 5 : *Son amendement de forme (rédaction du titre de la section III)* (p. 4027) ; Art. 45 du Code : *Son amendement portant à un an le délai pendant lequel le mineur né de parents étrangers peut décliner la qualité de français* (p. 4028) ; Art. 46 du Code : *Opposition du Gouvernement ; son amendement portant le délai de cette opposition à un an ; son amendement de suppression du deuxième alinéa devenu inutile* (p. 4028) ; Art. 7 du projet de loi : *Son amendement de forme ;* Art. 53 du Code : *Mineur de 18 ans et mineur de 16 à 18 ans ; son amendement (autorisation par la personne qui exerce l'autorité parentale pour le mineur de 16 à 18 ans)* (p. 4029, 4030) ; Après l'Art. 53 du Code : Art. 54 : *Enfant âgé de moins de 16 ans ; son amendement de forme* (p. 4030) ; Art. 55, deuxième alinéa, du Code : *Enfant ayant fait l'objet d'une adoption simple ; enfant recueilli et élevé en France ; son amendement confiant à un décret en Conseil d'Etat la définition des critères des établissements privés ayant recueilli ces enfants* (p. 4030) ; Art. 57, premier alinéa, du Code : *Opposition motivée du Gouvernement ; son amendement (délai d'opposition de six mois au lieu de neuf); retrait* (p. 4031); Art. 9 du projet de loi : *Son amendement remplaçant les articles 59, 60, 62 par d'autres dispositions* (p. 4031) ; Art. 59 du Code : *Son amendement excluant de cette section la réintégration* (p. 4032) ; *ses observations sur les sous-amendements de M. Ducoloné et la nécessité de ne pas faire attendre les intéressés* (p. 4032) ; Art. 60 du Code : *Son amendement de suppression ;* Art. 62 du Code : *Conditions de résidence habituelle en France pour l'aspirant à la naturalisation ; son amendement réduisant de cinq à trois ans ce stage* (p. 4033, 4034) ; Art. 10 du projet de loi : *Son amendement abrogeant et remplaçant les articles 63, 64, 65 et 68* (p. 4035) ; Art. 63 du Code : *Stage réduit à deux ans ; son amendement de suppression ; retiré* (p. 4035) ; Art. 64, 2° et 4° du Code : *Naturalisation sans condition de stage ; son amendement (énumération des cas)* (p. 4035) ; Après l'Art. 64 : *Son amendement créant un article 64-1 : dispense de stage par le Gouvernement* (p. 4036, 4037) ; Art. 65 du Code : *Son amendement ; retiré* (p. 4037) ; Art. 10 du projet de loi : *Reprise de son amendement* (p. 4037) ; Art. 11 du projet de loi : *Son amendement de suppression des articles 72 à 77 du Code* [11 octobre 1972] (p 4065) ; Art. 13 du projet de loi : Art. 79 du Code : *Effet d'une condamnation ; son amendement de forme* (p. 4065) ; Art. 14 : *Son amendement rédactionnel ;* Art. 80 du *Code : Son amendement supprimant toutes les incapacités attachées à la qualité de naturalisé* (p. 4065, 4066) ; *restrictions dans le domaine des droits politiques ou de l'accès à la Fonction publique* (p. 4066) ; Art. 81 et 82 du Code : *Ses amendements de suppression ; leur retrait* (p. 4067) ; Art. 83 du Code : *Relèvement des incapacités ; son amendement de suppression ; retrait* (p. 4067) ; Art. 84 du Code : *Effet collectif de la naturalisation ; son amendement supprimant la distinction entre les enfants mineurs, légitimes ou naturels et entre les parents ; retrait* (p. 4067, 4068) ; Art. 85 du Code : *Son amendement supprimant le mot « mineur »* (p. 4068); Après l'Art. 85 du Code : Art. 86 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4068) ; Art. 15 du projet de loi : *Son amendement modifiant l'intitulé du titre IV afin d'y insérer les dispositions sur la réintégration* (p. 4068) ; Art. 87 du Code : *Son amendement établissant le principe de la perte de la nationalité en cas d'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère* (p. 4068, 4071) ; *émotion suscitée chez les Français de l'étranger par ce texte* (p. 4068) ; *nécessité d'éviter les fraudes compensées par la facilité de la réintégration* (p. 4069) ; *risque de mesures de rétorsion contre nos nationaux ; risque de fraude de la part des immigrés naturalisés français ; principe de la double nationalité contraire à la coopération internationale* (p. 4069, 4071) ; Art. 14 *bis* du projet de loi : Art. 87 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4071) ; Art. 15 du projet de loi (suite) : Art. 88 du Code : *Son amendement (obligation d'avoir satisfait aux obligations du service actif) ; retrait* (p. 4071) ; Art. 89 du Code : *Son amendement*

de suppression ; retrait (p. 4071) ; Art. 90 du Code : *Son amendement de coordination* (p. 4071) ; Art. 91 du Code : *Son amendement de forme ;* Art. 92 et 93 du Code : *Ses deux amendements de suppression* (p. 4072) ; Art. 94 du Code : *Effet sur la nationalité du mariage d'une personne française avec un étranger ; son amendement ouvrant aux deux conjoints la faculté de répudiation* (p. 4072) ; Art. 95 du Code : *Perte de la nationalité française par jugement déclaratif ; son amendement rédactionnel* (p. 4072) ; Art. 96 du Code : *Perte de la nationalité française par décret pour le Français se comportant comme le national d'un pays étranger ; son amendement de coordination* (p. 4072) ; Art. 97 du Code : *Perte de la nationalité française par décret en qualité de prise d'emploi dans une armée ou un service public étranger* (p. 4073) ; *son amendement de coordination* (p. 4073) ; Art. 97-1 du Code : *Son amendement insérant un article additionnel déterminant la date de prise d'effet de la perte de la nationalité française* (p. 4073) ; Avant l'Art. 97-2 du Code : *Son amendement créant au sein du titre IV un chapitre relatif à la réintégration* (p. 4073) ; Art. 97-2 du Code : *La réintégration ; son amendement insérant la procédure de réintégration sur simple déclaration* (p. 4073) ; Art. 97-3 du Code : *Son amendement (condition de la réintégration par décret)* (p. 4073) ; Art. 97-4 du Code : *Son amendement définissant les conditions de la réintégration par déclaration ; retrait* (p. 4074) ; Art. 97-5 du Code : *Son amendement : effet de la réintégration sur les enfants mineurs de 18 ans)* (p. 4074) ; Avant l'Art. 98 du Code : *Son amendement insérant un chapitre III* (p. 4074) ; Art. 98 du Code : *Cas de déchéance de la nationalité française ; son amendement* (p. 4074); Art. 99 du Code : *Son amendement de forme* (p. 4075) ; Art. 100 du Code : *Extension de la déchéance à la femme et aux enfants mineurs ; son amendement de suppression* (p. 4075) ; Art. 15 *bis* du projet de loi : Art. 89 du Code : *Son amendement de suppression* (4075) ; Art. 16 du projet de loi : *Son amendement de suppression pour coordination* (p. 4095) ; Art. 17 du projet de loi : *Son amendement modifiant le titre V relatif à la procédure* (p. 4075) ; Art. 101 du Code : *Son amendement rédactionnel* (p. 4075) ; Art. 102 et 103 du Code : *Ses amendements de suppression ;* Art. 104 du Code : *Son amendement rédactionnel ;* Art. 105 du Code : *Refus d'enregistrement ; son amendement rédactionnel* (p. 4076) ; Art. 106 du Code : *Opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française ; son amendement* (p. 4076) ; Art. 107 du Code : *Son amendement* (p. 4076, 4077) ; Art. 108 et 109 du Code : *Ses amendements de suppression* (p. 4077) ; Avant l'Art. 110 du Code : *Son amendement regroupant en un chapitre unique les chapitres 2, 3 et 4* (p. 4077) ; Art. 110 du Code : *Son amendement regroupant dans cet article les articles 115, 116 et 118 du Code relatifs au motif des décisions négatives de l'Administration* (p. 4077) ; Art. 111 du Code : *Son amendement (les formes des décrets, leur absence d'effet rétroactif* (p. 4077, 4078) ; Art. 112 du Code : *Retrait de la naturalisation ; son amendement rédactionnel ; retrait* (p. 4078) ; *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (garantie apportée aux intéressés grâce à l'avis conforme du Conseil d'Etat)* (p. 4078) ; Art. 112-1 du Code : *Son amendement (garantie d'une procédure contradictoire)* (p. 4078) ; Art. 113 à 123 du Code : *Ses amendements de suppression* (p. 4078, 4079) ; Art. 18 et 19 du projet de loi : Art. 126-1 du Code : *Contentieux de la nationalité : ses amendements de suppression (examen ultérieur de ces articles)* (p. 4079) ; Art. 20 : *Son amendement abrogeant et remplaçant les chapitres 1 et 2 du titre VI* (p. 4079, 4080) ; Art. 124 du Code : *Son amendement (juridiction civile de droit commun, seul compétente) ; caractère d'une question préjudicielle de toute question de nationalité posée à titre incident ; compétence exclusive des tribunaux de grande instance, que la nationalité litigieuse soit française ou étrangère,* (p. 4080) ; Art. 125, 126 et 127 du Code : *Ses amendements de suppression* (p. 4080) ; Art. 128 du Code : *Son amendement renvoyant au Code de procédure civile les règles de procédure* (p. 4080, 4081) ; Art. 129 du Code : *Rôle du Procureur de la République ; son amendement* (p. 4081) ; Art. 130 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4081) ; Art. 131 du Code : *Son amendement de suppression ; retrait* (p. 4081) ; Art. 132, 133, 134 et 135 du Code : *Ses amendements de suppression* (p. 4081, 4082) ; Art. 136 du Code : *Autorité de la chose jugée ; son amendement (recevabilité de la tierce opposition)* (p. 4082) ; Après l'Art. 136 du Code : *Son amendement de suppression de l'article 137 ;* Art. 21 du projet de loi : *Son amendement de coordination ; Art. 139, 140, 141, 145, 146, 147 du Code : ses amendements de suppression) les dispositions de ces articles seront reprises par voie de décret)* (p. 4082, 4083) ;

Art. 22 du projet de loi : *Son amendement* ***modifiant l'intitulé du titre VII*** (p. 4083) ; Art. 152 du Code : *Son amendement (originaires d'anciens territoires d'outre-mer)* (p. 4084) ; Art. 153 du Code : *Son amendement* ***complétant le précédent*** (p. 4084) ; Art. 154 du Code : *Son amendement (règle spéciale pour l'Algérie)* (p. 4084) ; Art. 155 du Code : *Son amendement tendant à faciliter la preuve de la nationalité pour les personnes de statut civil de droit commun nées en Algérie avant le 22 juillet 1962* (p. 4085) ; Art. 155-1 du Code : *Son amendement stipulant qu'est restée française toute personne à qui la loi d'un nouvel Etat indépendant n'a pas conféré sa propre nationalité* (p. 4085) ; Art. 156 du Code : *Son amendement réservant un traitement particulier à ceux qui ont exercé des mandats dans les Assemblées de la République ainsi qu'à leur famille* (p. 4085) ; Art. 23 du projet de loi : Art. 158 du Code : *Application du présent Code dans les territoires d'outre-mer ; son amendement de coordination* (p. 4086) ; *ses amendements de suppression des alinéas relatifs à la procédure* (p. 4086) ; Art. 159, 161, 162, 163 et 164 du Code : *Ses amendements de suppression* (p. 4086, 4087) ; Art. 24, 25 et 26 du projet de loi : *Ses amendements de suppression* (p. 4087) ; Art. 26 *bis* du projet de loi : *Acquisition d'une nationalité étrangère (définition) ; son amendement ; retrait* (p. 4087) ; Art. 27, 28, 29, 29 *bis* et 30 du projet de loi : *Ses amendements de suppression* (p. 4087, 4088) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement insérant un nouvel article prévoyant les sanctions pénales encourues par les personnes offrant à des étrangers de s'entremettre pour obtenir une naturalisation ou une réintégration* (p. 4088) ; *son amendement insérant un nouvel article (reconnaissance de la nationalité française d'origine aux Alsaciens-Lorrains visés par le traité de Versailles)* (p. 4088) ; **en deuxième lecture** : *Modifications d'ordre rédactionnel introduites par le Sénat ; points de désaccord avec le Sénat portant sur les articles 6 et 8 du Code, sur l'article 27 du Code qui réglemente la faculté d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par suite du mariage ; notion de « défaut de stabilité de l'union conjugale » ; désaccord portant également sur l'article 81 qui réglemente les incapacités auxquelles sont soumis les naturalisés ; incapacité de dix ans pour l'exercice de mandats électifs et de cinq ans pour la nomination à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat ou pour l'exercice de la profession d'avocat ou d'officier ministériel ; désaccord sur l'article 106 qui définit les modalités de l'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française par déclaration* [13 décembre] 1972 (p. 6110, 6111) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 6 du Code le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (définition de l'expression « en France ») n'est pas adopté* (p. 6113) ; *son amendement d'abrogation de l'article 8 du Code; devenu sans objet; retrait* (p. 6113) ; Art. 4 : *Son amendement de coordination ; son amendement substituant à la fin du premier alinéa de l'article 39 du Code aux mots : « défaut de stabilité de l'union conjugale », les mots : « lorsque la communauté de vie a cessé entre les époux » ; adoption* (p. 6114) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'article 81 du Code : « pendant le délai de dix ans à partir du décret de naturalisation, l'étranger naturalisé ne peut être investi de fonctions ou de mandats électifs pour l'exercice duquel la qualité de français est nécessaire. Ce délai est réduit à cinq ans pour les mandats municipaux » ; nécessité d'éviter des contradictions entre le texte du 31 décembre 1971 sur la fusion des professions judiciaires et celui-ci* (p. 6115) ; *n'est pas adopté* (p. 6116) ; *son amendement de suppression de l'article 82-1 du Code ; retrait* (p. 6116) ; Art. 17 : *Son amendement de suppression de l'exigence de l'avis conforme du Conseil d'Etat pour l'article 39 concernant la faculté d'opposition du Gouvernement en cas de mariage ; adoption* (p. 6116, 6117) ; Art. 27 : *Son amendement de suppression de cet article ; retrait* (p. 6117) ; Après l'Art. 27 *bis* : *Ses observations concernant les aspects juridiques et politiques des amendements du Gouvernement après l'article 27* bis *et à l'article 33 tendant à déroger aux règles d'inscription sur les listes électorales afin de permettre de participer au prochain scrutin aux personnes de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie et de Saint-Pierre-et-Miquelon qui pourront acquérir la nationalité française pourvu qu'un de leurs parents soit né dans ces territoires ou qu'il y réside depuis dix ans au moins ; communauté asiatique de Polynésie ; préférerait que soit laissée aux intéressés la faculté de choisir individuellement d'acquérir ou non la nationalité française ; ces deux amendement ont été acceptés par la Commission mais lui-même préférerait l'adoption du premier et la non-adoption du second* (p.

6117 et 6118) ; **des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1972] (p. 6355) ; **en troisième lecture**, Art. 15 et 21 : *Ses amendements rédactionnels* [20 décembre 1972] (p. 6390, 6391) ; Art. 27 *ter* : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « six mois » les mots : « un an »* (p. 6391) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Assez bon budget ; place privilégiée donnée aux sports ; centre d'information et d'éducation jeunesse ; drogue , jeux de Sapporo et de Munich ; aggravation du retard pris dans l'application de la troisième loi de programme ; développement des postes d'éducateur sportif ; aide aux clubs et fédérations sportives ; sports universitaires ; « fausse querelle » du sport d'élite et du sport de masse ; programmes scolaires ; jeux de France ; exemple de la politique sportive de l'Allemagne de l'Est ; rôle éducatif du sport* [27 octobre 1972] (p. 4461, 4462, 4463) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, en qualité de *Rapporteur : Abandon de la notion d'obligation alimentaire pour celle de pension ; solidarité nationale ne saurait éliminer la responsabilité familiale ; cas où le débiteur est insolvable ne sont pas réglés* [5 décembre 1972] (p. 5846) ; *son souhait que l'aide sociale assure les règlements dans les situations les plus difficiles ; procédure dite de « paiement direct » par l'employeur du débiteur et aussi par la banque ou le centre de chèques postaux ; paiement direct également pour le dernier terme impayé de la pension ; extension du pouvoir d'investigation de l'huissier de justice ; problème de la tarification du ministère de cet huissier; procédure d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires par un organisme public ; irréalisme de la « caisse centrale des pensions alimentaires » par laquelle transiteraient toutes les pensions en cas de divorce ; fonds de garantie des pensions alimentaires ; son amendement irrecevable créant un fonds de garantie qui pourrait être alimenté par le produit d'une taxe imposée aux débiteurs de mauvaise volonté et ne tiendrait compte que des créanciers dignes d'intérêt* (p. 5847) ; *sa proposition qui tendait à considérer que le montant des astreintes pourrait alimenter, lui aussi, les ressources de l'aide sociale* (p. 5848) ; Art. 1er : *Son amendement améliorant la rédaction de cet article et y intégrant l'article 8 du projet* (p. 5855) ; *ses observations contre le sous-amendement de Mme Vaillant-Couturier marquant la séparation entre les pensions dues par des époux divorcés et les autres pensions alimentaires ;* Art. 2 : *Son amendement insérant les mots « et par préférence à tous autres créanciers si ce n'est d'aliments »* (p. 5856) ; Art. 4 : *Son amendement reprenant les dispositions de l'article 1247 du Code civil selon lesquelles, en matière alimentaire, les dettes sont portables* (p. 5856) ; Art. 5 : *Son amendement faisant bénéficier la créancière non seulement de l'échéance future mais également de l'échéance impayée au moment où elle engage la procédure du paiement direct ; retrait* (p. 5856) ; Art. 6 : *Son amendement précisant qu'il s'agit d'un huissier de justice ; son amendement supprimant la distinction en matière de paiement direct entre le créancier d'aliments lui-même ou l'administration publique ; retrait* (p. 5857) ; Art. 7 : *Son amendement précisant qu'il s'agit d'un huissier de justice ; son amendement donnant à l'huissier de justice un pouvoir d'investigation plus complet, c'est-à-dire le pouvoir de rechercher des renseignements concernant non seulement le débiteur lui-même mais également le tiers saisi éventuel et, plus particulièrement, la banque ou le compte chèque postal ; accepte de supprimer à la demande du Gouvernement les mots « ou sont en mesure de réunir »* (p. 5857) ; *son amendement de suppression du deuxième alinéa de l'article 7 :* Après l'Art. 7 : *Son opposition à l'amendement de Mme Chonavel insérant un nouvel article sur la revalorisation annuelle des pensions alimentaires car l'article 208 du Code civil prévoit cette variabilité ;* Art. 8 : *Son amendement de suppression de cet article qui est inclus dans l'article premier ;* Après l'Art. 10 : *Son accord à l'amendement de M. Krieg décrétant qu'en matière de pension alimentaire les décisions de justice sont exécutoires par provision et que, par voie de conséquence, le pourvoi n'est pas suspensif* (p. 5858) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations* [19 décembre 1972] (p. 6356) ; Art. 9 *bis : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article L 56 du Code des pensions civiles et militaires de retraite* (p. 6357) ; Art. 9 *ter : Son amendement tendant à modifier le premier alinéa de l'article 62 du Livre 1er du Code du travail* (p. 6357) ;

— en deuxième lecture de la proposition de loi portant traitement particulier pour l'acquisition de la nationalité française de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, en qualité de *Rapporteur : Octroi facilité de la nationalité française aux personnes appartenant à l'entité cullurelle et linguistique française ; simplicité de la solution adoptée par le Sénat, plus libérale que la proposition initiale de M. Deniau* [13 décembre 1972] (p. 6119) ; *solution trouvée dans le Code de la nationalité (Art. 64-2 complété par une disposition 82-2°) ; proposition devenue sans objet ; oppose la question préalable* (p. 6120);

— en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, en qualité de *Rapporteur : Proposition visant à autoriser la constitution de sociétés pour l'exercice en commun de la profession entre des personnes exerçant des professions réglementées ou des professions dont le titre est protégé ; loi-cadre ; dispositions fiscales ; désaccord avec le Sénat sur l'article 4 concernant la raison sociale des sociétés civiles professionnelles* [13 décembre 1972] (p. 6120, 6121) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'art. 8 de la loi du 29 novembre 1966 par le nouvel alinéa suivant : « le nom d'un ou plusieurs anciens associés peut être conservé dans la raison sociale à condition d'être précédé du mot « anciennement » ; toutefois cette faculté cesse lorsqu'il n'existe plus, au nombre des associés, une personne au moins qui ait collaboré, au sein de la société, avec l'ancien associé dont le nom serait maintenu » ; accepte la modification rédactionnelle du Gouvernement* (p. 6121).

Mise au point au sujet de son vote *sur les amendements de la Commission des lois au projet de loi instituant un médiateur* [15 décembre 1972] (p. 6258).

MÉDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et Démocratie moderne [5 octobre 1972] (p. 3946).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant amnistie générale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, **n° 132** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logements, afin d'assurer aux locataires ou occupants invalides la sécurité du logement, **n° 875** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi relative à l'imposition de certaines plus-values foncières, **n° 2235** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les difficultés rencontrées par les communes dont le prix du terrain est très élevé pour l'acquisition de parcelles sur lesquelles doivent être implantés des groupes scolaires du premier degré : exemple de Nice ; ville de Nice ne pouvant procéder à l'achat de terrains nécessaires à la construction de neuf écoles ; possibilité d'émettre un emprunt ; médicalisation du C.P.E.M.* [29 octobre 1968] (p. 3669) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME : *Ses observations sur la dernière saison touristique ; possibilité de réunir, sous la présidence*

du ministre et celle du ministre chargé de l'aménagement du territoire, une assemblée des élus de régions touristiques pour leur demander d'établir un plan d'aménagement de leur département en fonction de leurs ressources naturelles ; aménagement en constructions habitables des zones sous-équipées ; édification d'hôtels répondant aux besoins du tourisme d'avenir ; impossibilité devant être faite, pour les constructeurs ayant bénéficié des avantages réservés à l'hôtellerie, de transformer leurs établissements en immeubles d'habitation ; adoption d'une heure d'été qui favoriserait la vie nocturne [31 octobre 1968] (p. 3808, 3809) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la police; difficultés rencontrées par la police en raison du climat psychologique et de problèmes matériels ; manque d'effectifs de police à Nice ; possibilité de libérer des agents occupant des postes qui peuvent être tenus par des civils ; possibilité de permettre à des jeunes d'effectuer leur service militaire dans des régiments de police ; revalorisation de la médaille d'honneur ; problème de l'indemnisation des propriétaires de biens spoliés outre-mer, notamment en Algérie ; rôle de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* [14 novembre 1968] (p. 4390, 4391); *rapatriés ne s'opposant pas à une indemnisation dont le pourcentage serait inversement proportionnel à l'importance des sommes spoliées ; leur non-opposition à l'obligation éventuelle qui leur serait faite de réinvestir 90 % des sommes récupérées ; problème du transfert des sépultures* (p. 4391, 4392) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs bien outremer : *Ses observations sur l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961 ; problème du paiement des dettes relatives à des biens dont les intéressés n'ont plus la disposition ni l'administration ; problème des dettes contractées aux fins de réinstallation ; droit à l'indemnisation ; exigibilité des dettes et obligations devant être suspendues ; opposabilité de l'arrêt des poursuites au profit des porteurs de billets, lettres de change et effets souscrits à l'occasion des obligations contractées visées aux articles 1er et 2 du projet de loi* [7 octobre 1969] (p. 2501, 2502) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (impossibilité de poursuivre les personnes physiques ou morales à raison des obligations sur les biens qu'elles possèdent dans les départements français et dans les départements énumérés à l'article 10 de la présente loi ; cas des obligations relatives aux biens dont elles ont perdu la jouissance et dont elles ne peuvent percevoir les revenus)* [8 octobre 1969] (p. 2542) ; *ses observations sur les rapatriés du Maroc et de Tunisie ; modification de son amendement* (p. 2542) ; *son amendement modifié* (p. 2544); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « de tous recours à l'égard des effets de commerce et billets à ordre émis en exécution des contrats, obligations ou décisions de justice visés ci-dessus »* [9 octobre 1969] (p. 2563) ; *retrait de son amendement* (p. 2563) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Difficultés de recrutement d'un personnel qualifié ; impossibilité pour les communes de recruter certains agents spécialisés* [9 octobre 1969] (p. 2578, 2579) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 : *Politique de redressement du Gouvernement ; projet d'Europe politique ; application de la Constitution ; recherche d'un équilibre entre les besoins intérieurs du pays et les impératifs extérieurs* [12 décembre 1969] (p. 4918) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés résistants, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [2 juin 1970] (p. 2182) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Reconnaissance du caractère moral et juridique de la créance des spoliés à l'égard de la nation ; problème social ; étalement des remboursements ; ses observations sur la proposition de loi du groupe Progrès et Démocratie moderne* [11 juin 1970] (p. 2513) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Utilité du texte ; allégement de la tutelle préfectorale ; discussion des esquisses régionales du VIe Plan ; problème de la réforme des finances locales ; politique des subventions ; accroissement du nombre des élus au sein des conseils municipaux des communes de plus de*

60.000 habitants ; abolition de la gratuité de leurs fonctions [25 novembre 1970] (p. 5904, 5905) ;

— sur la motion de censure : *Sanctions à l'égard des agitateurs ; réforme dans l'Université ; introduction de la politique dans les lycées ; manifestations à l'Ecole normale supérieure ; importance des abstentionnistes aux élections universitaires* [20 avril 1971] (p. 1275) ; *détaxation des revenus susceptibles d'être épargnés et réinvestis ; rôle du Parlement ; accords d'Evian ; sécurité de nos côtes méditerranéennes ; nécessité de rétablir le contrôle sanitaire à l'arrivée d'Algériens en France ; spoliation des compagnies pétrolières ; vente de* Mirage *à la Libye ; nécessité de sauvegarder l'ordre public et la démocratie* (p. 1276, 1277) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille : *Importance du rétablissement de cette liaison vitale pour le Piémont et la Côte d'Azur ; part de l'Etat italien dans cette opération* [11 mai 1971] (p. 1784).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Tourisme une question orale sans débat relative à l'étalement des vacances [25 juin 1971] (p. 3448, 3449).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement concernant l'institution d'une taxe spéciale s'appliquant à certaines sociétés coopératives agricoles lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [8 décembre 1971] (p. 6502).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des Pompes funèbres et aux chambres funéraires, Art. 1er : *Ses observations sur le système de la régie ; exemple de Nice ; ses observations sur l'amendement de M. Charles Bignon* [17 décembre 1971] (p. 6907) ; Après l'Art. 1er : *Ses observations sur le texte en discussion* (p. 6908) ; Art. 6 : *Parution du décret d'administration publique et ses liens avec la caducité des concessions* (p. 6909).

MENU (Robert)

Député du Nord
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 octobre 1968] (p. 3417).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 octobre 1968] (p. 3417), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille, **n° 855** [22 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des pro-

fessions non agricoles : *Situation des petits commerçants ; complication de la T.V.A. ; notions d'obligation et de solidarité ; multiplication des régimes de solidarité ; désignation des administrateurs des caisses* [2 décembre 1969] (p. 4492) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problème de l'industrialisation ; ses observations sur la région du Nord ; problème de l'emploi ; solde migratoire de la région ; action des pouvoirs pubtics ; évolution de la population active ; exemple de la Belgique ; situation des handicapés et des vieillards* [17 juin 1970] (p. 2787, 2788) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du paragraphe I de cet article : « foires, salons, expositions autorisés »* [22 octobre 1970] (p. 4539) ; de la deuxième partie, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur les déficients sensoriets et déficients auditifs ; conséquence du handicap du langage ; ses observations sur le rapport Peyssard* [28 octobre 1970] (p. 4850) ; *formes de dépistage ; ses observations sur les déficients visuels ; moyens financiers mis à la disposition des organismes sociaux dans le domaine de l'équipement ; œuvre des Papillons blancs* (p. 4851) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Récession des activités des houillères ; objectif de la politique charbonnière ; exempte des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; mise en place de l'axe Est-Ouest ; construction de la rocade pour le bassin minier ; diversification de notre industrie* [30 octobre 1970] (p. 4995, 4996) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Cas du département du Nord ; tracé du prolongement de l'autoroute A 1* [28 octobre 1971] (p. 5022) ; *liaison entre Lille et Douai : problème des routes nationales des deux départements Nord - Pas-de-Calais* (p. 5023) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur le troisième âge ; problème des loisirs ; nécessité de permettre aux personnes âgées d'entretenir teur activité intellectuette* [4 novembre 1971] (p. 5311) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Avant la réforme de la patente nécessité de mesures transitoires, notamment en faveur des marchands forains âgés de plus de 65 ans ; problème des droits de patente d'étalagiste des commerçants non sédentaires ; problème de la rétrocession de marchandises entre commerçants ; proposition de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat* [26 octobre 1972] (p. 4416, 4417) ; EDUCATION NATIONALE : *Gratuité de l'enseignement obligatoire ; amélioration du système des bourses ; enseignement technique ; révision de la situation des professeurs auxiliaires de cet enseignement* [10 novembre 1972] (p. 5005, 5006).

MERCIER (Jacques)

Député de l'Essonne
(3[e] circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1[er] septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1[er] de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218] ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier le 9e alinéa de l'article 4 *bis* de la loi du 28 juin 1938 relative au statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, n° **740** [27 juin 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur I - le projet de loi (n° 2577) portant amnistie de certaines infractions ; II - les propositions de loi (n° 2143) tendant à l'amnistie de certains délits, (n° 2269) portant amnistie des condamnations prononcées contre les commerçants et artisans ayant manifesté sur la voie publique, (n° 2272) portant amnistie des condamnations prises à l'égard des commerçants et artisans dans le cadre de manifestations, (n° 2279) relative à l'amnistie d'infractions commises en relation avec la défense des intérêts de certaines professions, (n° 2313) tendant à amnistier les infractions commises à l'occasion de dégâts causés ou de manifestations provoquées par des problèmes agricoles, ruraux, commerciaux ou artisanaux, n° **2584** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Nécessité, pour ceux qui ont été décorés pour faits de guerre et qui sont aujourd'hui amnistiés, de retrouver leurs décorations ; définition de l'amnistie* [23 juillet 1968] (p. 2473, 2474) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Participation et désignation des personnalités extérieures* [9 octobre 1968] (p. 3144).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'ensei-

gnement : *Principe de la loi d'orientation ; constructions scolaires ; plan triennal ; problème de la coordination ministérielle ; part du budget de l'Education nationale dans le budget total en France et en U.R.S.S. ; problème de la seconde langue vivante en 4e ; situation des écoles maternelles* [15 avril 1970] (p. 1065).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Développement de la région parisienne ; ses observations sur la troisième circonscription de l'Essonne* [3 novembre 1970] (p. 5062) ; *nécessité de faire des routes avant de bâtir les villes ; possibilité d'établir une ligne budgétaire unique pour chaque opération envisagée ; localisation autour de Paris des industries secondaires et tertiaires ; distinction entre les villes, dites nouvelles et les villes récentes ; problème des implantations industrielles ; investissements du secteur des transports constituant un préalable à la mise en œuvre du schéma directeur ; création d'un polycentrisme véritable afin d'éviter que les villes de banlieue ne soient tributaires du centre parisien* (p. 5063) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Son vote ; méthodes de travail du Parlement ; situation des moyennes entreprises ; caractère du texte en discussion ; distorsion entre les implantations géographiques de logements et les implantations industrielles existantes ; prime de démolition ; distinction entre les taxes à percevoir pour l'installation de nouvelles entreprises et pour l'extension des industries existantes* [8 avril 1971] (p. 1007) ; *problèmes de l'Essonne* (p. 1008) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Dignité et indépendance de l'avocat* [10 décembre 1971] (p. 6646) ; *rémunération de l'avocat plaidant pour les bénéficiaires de l'aide judiciaire partielle* (p. 6647) ; Art. 21-7 : *Son amendement relatif à l'indemnité de l'avocat en cas d'aide judiciaire partielle* (p. 6693) ; *rôle du bureau d'aide judiciaire ; montant des honoraires dus en définitive à l'avocat* (p. 6693, 6694) ; Art. 21-9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6698) ; *retrait de celui-ci* (p. 6698) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions, en qualité de *Rapporteur : Rappel des cinq propositions de loi enregistrées à la présidence de l'Assemblée Nationale* [17 octobre 1972] (p. 4180) ; *climat actuel plus serein ; examen du projet de Gouvernement ; amnistie de droit, exclusion des actes qualifiés crimes, exception liée au quantum de la peine ; avis de la Commission : ne pas créer de discrimination entre les personnes définitivement condamnées et les personnes n'ayant pas été jugées définitivement ; date d'application, 4 octobre 1972 ; retrait par le Gouvernement dans un souci de conciliation du paragraphe premier de l'article 5 (en conséquence, amnistie de toutes les contraventions et de tous les délits) ; examen des articles du projet de loi ; amendement de M. Delachenal à l'article premier du projet* (p. 4181) ; *date d'application du texte ; exclusion du bénéfice de l'amnistie des faits qualifiés crimes ; grâce amnistiante du Président de la République ; abandon de cette demande* (p. 4182) ; *adoption par la Commission d'un amendement de M. Waldeck L'Huillier relatif aux conséquences de l'amnistie visant à appliquer les dispositions de la présente loi à « toutes sanctions ou mesures administratives » (décisions de suspension de permis de conduire)* (p. 4182) ; *problème pour les municipalités des conséquences matérielles de certains actes aujourd'hui amnistiés ou susceptibles de l'être ; conséquence fiscale de l'amnistie ; exclusion du bénéfice de l'amnistie* (p. 4183) ; Art. 5 : *Son amendement réservé* (p. 4190) ; *son amendement de suppression du deuxième alinéa, paragraphe premier de l'article 5 (exclusion du bénéfice des dispositions de l'article premier les infractions qui ont été punies à titre définitif d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieur à un an sans sursis)* (p. 4190) ; *ses observations sur l'amendement de M. Massot concernant les séquestrations* (p. 4190, 4191) ; *reprise de l'amendement réservé ; suppression de la référence à l'article 1 dans le premier alinéa de l'article 5* (p. 4191) ; Art. 1er : *Son amendement ; sa demande à M. Delachenal, cosignataire, d'y renoncer ; son opposition à l'amendement de M. Lagorce* (p. 4193) ; *ses observations contre l'amendement de M. Julia ne répondant pas à l'objet du présent texte* (p. 4196) ; Art. 3 et 4 : *Ses deux*

amendements devenus sans objet (p. 4196) ; Art. 4 : *Adoption par la Commission de l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 4197) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement insérant un nouvel article donnant au Président de la République la possibilité d'amnistier par décret ; retrait* (p. 4198) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Extension du champ d'application de l'amnistie aux délits et contraventions commis à l'occasion de conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement ; extension de l'amnistie aux infractions commises entre le 15 juillet et le 2 octobre 1972* [22 novembre 1972] (p. 5584) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer à la date du « 2 octobre 1972 » la date du « 15 juillet 1972 »* (p. 5585) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « ou de conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement »* (p. 5586) ; Art. 3 et 4 : *Ses amendements tendant dans le premier alinéa de l'article 3 à substituer à la date du « 2 octobre 1972 » la date du « 15 juillet 1972 »* (p. 5586, 5587).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la vente des armes à feu [13 octobre 1972] (p. 4155).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DES ARMÉES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS
ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
du 25 février 1971 au 5 juillet 1972

PREMIER MINISTRE
du 5 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre des Armées (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de dépnté [*J.O.* du 14 août 1968) (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Armées (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

L'Assemblée prend acte de son élection [21 octobre 1969] (p. 2772, 2797).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [21 octobre 1969] (p. 2797).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [28 octobre 1969] (p. 2991).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'Outre-mer (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 25 février 1971, en remplacement de M. Henry Rey [*J.O.* du 26 février 1971] (p. 1923).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 25 mars 1971, de son mandat de député [*J.O.* du 27 mars 1971] (p. 2897), [2 avril 1971] (p. 835).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Premier Ministre, décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est chargé de l'intérim du Ministère de la Justice, décret du 15 mars 1973 [*J.O.* du 16 mars 1973] (p. 2828).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Premier Ministre, décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées, n° **7** [12 juillet 1968].

Son projet de loi relatif aux changements d'arme ou de service d'officiers d'active du Génie et des Transmissions, n° **388** [18 octobre 1968].

Son projet de loi replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position, n° **473** [26 novembre 1968].

Son projet de loi relatif au personnel enseignant de l'Ecole Polytechnique, n° **480** [27 novembre 1968].

Son projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, n° **486** [3 décembre 1968].

Son projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° **568** [19 décembre 1968].

Son projet de loi modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air, n° **622** [2 avril 1969].

Son projet de loi portant modification du Code du travail dans les territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés, n° **1865** [21 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la situation de certains travailleurs dont le contrat de travail doit être exécuté en Nouvelle-Calédonie, n° **1866** [21 juin 1971].

Son projet de loi relatif à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas, n° **2089** [30 novembre 1971].

Son projet de loi modifiant le Code de l'aviation civile (première partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux territoires d'outre-mer, n° **2223** [4 avril 1972].

Son projet de loi prorogeant les pouvoirs de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **2233** [25 avril 1972].

Son projet de loi portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer de la loi modifiée n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail, n° **2307** [16 mai 1972].

Son projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, n° **2546** [2 octobre 1972].

Son projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, n° **2547** [2 octobre 1972].

Son projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, n° **2548** [2 octobre 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République malgache tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 29 septembre 1962, signé à Tananarive le 8 février 1972, n° **2549** [2 octobre 1972].

Son projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° **2551** [2 octobre 1972].

Son projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2552** [2 octobre 1972].

Son projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa premier) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa premier) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'assemblée de ce territoire, n° **2553** [2 octobre 1972].

Son rapport sur l'activité de la bourse d'échange de logements pour l'année 1971, en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960 [3 octobre 1972] (p. 3888).

Son projet de loi portant amnistie de certaines infractions, n° **2577** [4 octobre 1972].

Son rapport de gestion de l'Office national des forêts pour 1971, en application de l'article premier de la loi de finances rectificative du 23 décembre 1964 [5 octobre 1972] (p. 3945).

Son projet de loi de finances pour 1973, **n° 2582** [6 octobre 1972].

Son rapport sur l'activité et l'utilisation des crédits mis à la disposition de l'établissement public dénommé Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, année 1971 [10 octobre 1972] (p. 4037).

Son projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes, **n° 2611** [2 novembre 1972].

Son projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, **n° 2624** [9 novembre 1972].

Son projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, **n° 2625** [9 novembre 1972].

Son projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose, **n° 2626** [9 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code la santé publique relative à la profession d'aide-orthoptiste, **n° 2627** [9 novembre 1972].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures, **n° 2628** [9 novembre 1972].

Son projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, **n° 2632** [13 novembre 1972].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, **n° 2649** [17 novembre 1972].

Son projet de loi relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants, **n° 2650** [17 novembre 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe, **n° 2659** [21 novembre 1972].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1972, **n° 2660** [21 novembre 1972].

Son projet de loi modifiant le Livre V du Code de la santé publique et relatif à la pharmacie vétérinaire, **n° 2690** [28 novembre 1972].

Son projet de loi rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice, **n° 2706** [1er décembre 1972].

Son projet de loi étendant aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises et au territoire français des Afars et des Issas, les articles 1er à 7 de l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier, **n° 2707** [1er décembre 1972].

Son projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, **n° 2708** [5 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959, portant organisation générale de la défense, **n° 2709** [5 décembre 1972].

Son projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, **n° 2710** [5 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime, **n° 2737** [7 décembre 1972].

Son projet de loi instituant un médiateur, **n° 2746** [8 décembre 1972].

Son projet de loi d'orientation de l'artisanat, **n° 2749** [12 décembre 1972].

Son projet de loi d'orientation du commerce, **n° 2750** [12 décembre 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la

République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972, n° **2751** [12 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant les articles L 71 3° et L 80 1° du Code électoral, n° **2760** [13 décembre 1972].

Son projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, n° **2768** [14 décembre 1972].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971, n° **2775** [14 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant l'article 26 du Code de la mutualité, n° **2776** [14 décembre 1972].

Son rapport sur l'évolution financière des différentes prestations sociales au cours des années 1970, 1971, 1972 (en application de l'art. 2 de la loi n° 68-698 du 31 juillet 1968 portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale) [20 décembre 1972] (p. 6415).

Interventions :

En qualité de Ministre des Armées :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées : Art. 28 : *Répartition des postes à pourvoir entre les sous-officiers venant des armées de terre, de l'air et de mer et les candidats civils* [25 juillet 1968] (p. 2599) ; Art. 30 : *Cas des médecins et pharmaciens chimistes du grade de colonel* (p. 2599) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais : *Ses observations sur ce texte* [25 juillet 1968] (p. 2600) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur les paroles de M. Cazenave* [30 octobre 1968] (p. 3750) ; *effectifs militaires ; armée de terre ; défense aérienne du territoire ; marine nationale ; aéronavale ; gendarmerie ; crédits d'entretien des matériels et des immeubles ; sous-marins atomiques ; engins sol-sol balistiques stratégiques ; production des chars moyens AMX 30 ; construction des corvettes ; programme de l'engin Mendragore ; crédits d'études et de fabrication d'armes nucléaires mis par les armées à la disposition du Commissariat à l'énergie atomique ; situation des sous-officiers et officiers mariniers ; création du conseil supérieur de la fonction militaire ; conséquence de la reprise des anciennes bases américaines ; ses observations sur les demandes d'acquisition de terrains militaires urbains ; militarisation de nos engins thermonucléaires ; ses observations sur les canons de 155 auto-mouvants ; hélicoptères de manœuvre SA 330 ; Mirage III ; Jaguar ; Mirage F.1 ; frégate lance-engins « Suffren » ; ses observations sur le « Duquesne » et le « Henri-Poincaré » ; lancement à Cherbourg du deuxième sous-marin nucléaire « Le-Terrible » ; corvette « Aconit » ; sous-marin « Psyché »* (p. 3751 à 3754) ; Art. 34 : *Modification du statut des établissements industriels des poudres ; cas des sous-officiers ; prêt du soldat ; situation des sous-officiers et des officiers mariniers ; problème des retraités ; cas des officiers d'administration ; problème des ex-immatriculés ; projet sur le conseil supérieur de la fonction militaire ; projet tendant à modifier le statut des officiers de marine ; crédits militaires cachant plus de dépenses civiles que celles-ci ne cachent de dépenses militaires* (p. 3760, 3761) ; Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 3672) ;

— du projet de loi relatif aux changements d'arme ou de service d'officiers d'active du génie et des transmissions : *Ses observations sur les mutations d'office ; risques de recours éventuels présentés par des officiers qui seraient mutés d'office dans le corps des ingénieurs du matériel* [21 novembre 1968] (p. 4792).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Principes de la politique de défense ; intégrité du territoire et indépendance nationale, respect des engagements internationaux, maintien de la paix ; constitution de forces nucléaires stratégiques ; sa justification ; maintien des moyens de combat terrestre, naval et aérien ; armement nucléaire tactique ; la politique française n'est pas une politique d'isolement ; contrôle par l'autorité politique ; plans à long terme ; rôle du Chef*

de l'Etat ; lois de programme ; condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie ; ses observations sur l'O.T.A.N. [5 décembre 1968] (p. 5128, 5129) ; *principes de notre politique de défense ; ses observations sur le patriotisme* (p. 5150) ; *raisons de la défaite de 1940 ; problème de la réduction des dépenses militaires ; alliance atlantique ; construction de l'Europe ; perspectives d'avenir ; ses observations sur la marine* (p. 5150, 5151) ;

— du projet de loi replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1968] (p. 5542) ;

— du projet de loi relatif au personnel enseignant de l'Ecole polytechnique : *Ses observations sur les décrets de 1956 ; système du contrat renouvelable* [16 décembre 1968] (p. 5543).

Répond à la question orale sans débat de M. Charles Bignon relative à la politique de recrutement de l'armée [7 mai 1969] (p. 1301, 1302).

Répond à la question orale sans débat de M. Boudet relative à la construction des casernes de gendarmerie [7 mai 1969] (p. 1302).

Répond à la question orale sans débat de M. Cazenave relative à la politique d'équipements militaires [7 mai 1969] (p. 1303, 1304).

Répond à la question orale sans débat de M. Cermolacce relative à la situation de l'industrie aéronautique [7 mai 1969] (p. 1304).

En qualité de député :

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problèmes des régions frontières ; ses observations sur la répartition des crédits ouverts par les prêts de la Caisse des dépôts et consignations en faveur de l'équipement local et du logement ; émigration des travailleurs ; réalisation des communications rapides avec la région parisienne et les pays étrangers voisins ; renforcement des infrastructures d'accueil pour les industries nouvelles ; possibilité d'opter pour le système de la location d'usines relais ou celui de la location-vente d'usines, clés en main ; réforme régionale* [17 juin 1970] (p. 2758, 2759).

En qualité de Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer :

Prend part à la discussion du projet de loi approuvant la convention fiscale entre le Gouvernement de la République et le conseil de Gouvernement du territoire des Comores, ensemble le protocole additionnel, signés à Paris le 27 mars 1970 et à Moroni le 8 juin 1970 : *Objet de ce texte* [6 mai 1971] (p. 1694).

Répond à la question d'actualité de M. Mitterrand relative aux incidents de Fort-de-France [4 juin 1971] (p. 2386).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ralentissement de la progression démographique ; évolution comparée du S.M.I.C. et de l'indice des prix entre 1966 et 1971 ; nécessité de créer des emplois en raison de la pyramide des âges ; rôle du Bumidom en matière de migrations* [26 octobre 1971] (p. 4900) ; *mission du service militaire adapté ; actions de formation professionnelle dans les D.O.M. ; subvention d'équilibre attribuée au département de la Guyane ; subvention à la commune de Cayenne ; transferts publics ; modernisation de l'agriculture ; développement du tourisme ; prêts de la caisse centrale de coopération économique ; développement de l'industrie* (p. 4901) ; *rôle du F.I.D.O.M.* (p. 4902) ; *problèmes de transport ; tarifs de fret maritime ; transport aérien ; vols de charters ; volontaires de l'assistance technique ; ses observations sur les forêts, la pêche et les frontières de la Guyane* (p. 4912) ; *port de Degrad-des-Cannes ; problème des échanges importations et exportations ; accroissement de la population ; migrations ; crédits de chômage ; rôle du fonds national des calamités agricoles ; indemnité viagère de départ ; problème de l'artisanat ; problème des bateaux de pêche sur les côtes martiniquaises ; prix des produits agricoles ; ses observations sur le sucre et la banane ; réforme régionale ; statut des D.O.M.* (p. 4913) ; *indication que les projets du Gouvernement se situent dans le cadre départemental* (p. 4914) ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Pouvoir d'achat aux Comores et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; prise en charge par l'Etat d'une nouvelle tranche de 20 % de la fonction publique de Polynésie fran-*

çaise ; hôpital de Moroni ; service de santé et des grandes endémies des îles Wallis et Futuna ; subventions de l'Etat aux Nouvelles-Hébrides, à Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques [3 novembre 1971] (p. 5195) ; *bourses d'enseignement supérieur ; aide à l'équipement hôtelier ; action du F.I.D.E.S. ; amélioration de l'hydraulique dans le territoire des Afars et des Issas ; assainissement de la ville de Djibouti ; construction de l'hôpital français de Port-Vila ; port de Saint-Pierre ; digue de Miquelon ; travaux de l'hôpital de Sia à Wallis et Futuna* (p. 5196, 5197) ; *enseignement des langues vernaculaires dans les écoles du premier et du second degré ; ses observations sur la société Le Nickel ; situation des salariés en Nouvelle-Calédonie ; crédits du F.I.D.E.S. ; statut des Nouvelles-Hébrides ; problème du statut des territoires d'outre-mer ; ses observations sur le cas de M. Pouvanaa Oopa* (p. 5200) ; *procédure d'attribution des crédits du F.I.D.E.S. ; application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi Debré ; problème de la fonction publique ; ses observations sur la société Inter-Pêche ; recherche pétrolière ; ses observations sur les richesses marines des eaux qui baignent les archipels ou les atolls de la Polynésie française ; développement du tourisme ; formation professionnelle ; non-couverture des îles Wallis et Futuna par les émissions radiophoniques de l'O.R.T.F. ; mise en place en Nouvelle-Calédonie d'un réémetteur* (p. 5201) ; *politique agricole, garantie des investissements, prise en charge de l'hôpital de Moroni aux Comores ; déséquilibre démographique de la Nouvelle-Calédonie ; développement industriel et minier de cette île ; difficultés des relations inter-îles en Polynésie* (p. 5203) ; *problème des palais de justice dans les Territoires d'Outre-Mer* (p. 5203) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur les paroles de M. Sanford* [8 décembre 1971] (p. 6503) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « plusieurs districts » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Mazeaud : « sont décidés suivant la même procédure »* (p. 6504) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal ; problème de la participation de l'Etat et du territoire* (p. 6505) ; Art. 17 : *Frais de déplacement des conseillers municipaux* (p. 6505) ; *Répartition des subventions ; rôle du fonds intercommunal de péréquation* (p. 6506) ; Art. 25 : *Effort financier de l'Etat* (p. 6507) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 6998) ;

— du projet de loi prorogeant les pouvoirs de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Ses observations sur ce texte* [3 mai 1972] (p. 1271) ;

— du projet de loi relatif à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas : *Opportunité d'une loi fixant les règles d'état civil dans ce territoire ; importance de ce projet* [9 mai 1972] (p. 1432) ; Avant l'Art. premier et Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* (p. 1433, 1434) ; *problème des sanctions pour non-déclaration* (p. 1434) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la première phase du deuxième alinéa de cet article* (p. 1435) ; Art. 5 : *Son amendement (acquisition de la nationalité française)* (p. 1435) ;

— du projet de loi portant modification du Code du travail dans les territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés, Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Jacques-Philippe Vendroux* [9 mai 1972] (p. 1438) ;

— du projet de loi relatif à la conservation des ressources biologiques de la mer au large du département de la Guyanne : *Largeur de nos eaux territoriales ; problème du contrôle* [20 juin 1972] (p. 2657) ; Art. premier et 2 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2657, 2658).

En qualité de Premier Ministre :

Associe le Gouvernement aux éloges funèbres prononcés par M. Peretti à la mémoire de MM. Robert Lavergne et Augustin Beauverger [3 octobre 1972] (p. 3879, 3880).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Interprétation de la Constitution ; programme du Gouvernement pour les prochaines années* [3 octobre 1972] (p. 3880) ; *campagne d'intoxication et de calomnies ; France de demain ; efficacité et libéralisme ; société plus juste, plus responsable et plus humaine ; personnes âgées ; salaires ; mensualisation ; réunion de la Commission supérieure des conventions collectives ; accroissement du S.M.I.C. selon les secteurs et les régions ; amnistie pour les commerçants et artisans*

(p. 3881) ; *premier emploi ; indemnité d'attente et primes de mobilité ; indemnisation du chômage partiel ; mensualisation du S.M.I.C. ; égalité entre les hommes et les femmes dans les salaires, objet d'un projet de loi ; enseignement ; éducation nationale, premier budget de la nation ; formation continue ; coopération, francophonie* (p. 3882) : *institution d'un système international de stabilisation des prix des matières premières d'origine tropicale ; régions ; création de cantons nouveaux ; subvention globale d'équipement aux communes ; jeunesse, abaissement de l'âge du droit de vote ; création de comités de liaison entre les jeunes et les pouvoirs publics ; réunion de ces comités en une commission nationale ; consommateurs ; projet de loi organique prévoyant leur représentation au Conseil économique et social* (p. 3882) ; *intéressement depuis 1967 ; association des cadres à la marche de l'entreprise ; dépôt d'un projet de loi élargissant le troisième collège dans les élections professionnelles et instituant, au titre des cadres, un troisième représentant du personnel auprès des conseils d'administration des grandes sociétés ; nouvelles procédures contractuelles de détermination des salaires* (p. 3883) ; *création, en 1973, d'un organisme pour l'étude et l'amélioration des conditions de travail ; revalorisation du travail manuel ; réforme du droit de licenciement ; humanisation de la société ; priorités choisies ; autoroutes et téléphone ; transports en commun urbains ; villes moyennes ; logements et maisons individuelles ; création, dans chaque préfecture, d'un bureau d'accueil et d'orientation* (p. 3884) ; *désignation d'une personnalité apte à remplir le rôle de médiateur entre l'administration et les citoyens ; conférence au sommet et conférence européenne de sécurité ; politique de défense : la dissuasion et le refus des blocs ; fonction parlementaire* (p. 3884) ; *moyens à donner au Parlement ; sort des propositions de loi ; réponses aux questions d'actualité ; amélioration des conditions de travail des députés ; missions temporaires auprès des principaux ministres confiées à des députés et à des sénateurs ; leur accès aux dossiers ; progrès de la productivité horaire* (p. 3885) ; *exportations ; création de 300.000 emplois dans l'industrie au cours des trois dernières années ; industries de pointe : aérospatiale, atome, informatique ; agriculture ; besoins en viande et en céréales ; modernisation de l'exploitation familiale ; projet de loi sur le marché de la viande* (p. 3885) ; *petits commerçants et artisans ; petites et moyennes entreprises ; projets de loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat ; hausse des prix ; réunion du Fonds monétaire international ; réunion des partenaires du Marché commun ; équilibre du budget ; surveillance de la direction générale des prix ; restauration de la concurrence* (p. 3886) ; *lutte contre les ententes ; appel à la modération à la fois des prix et des revendications* (p. 3886) ; *priorités dans le choix des objectifs ; départements d'outre-mer et territoires d'outremer, partie intégrante de la République ; exercice de la liberté ; démocratie ; contraintes que la richesse cherche à exercer sur le pouvoir ; renonciation des hommes politiques et des fonctionnaires à l'enrichissement ; rigueur du Premier Ministre ; limitation des dépenses électorales ; comptabilité par les candidats des frais exposés et des aides reçues ; défense par le Gouvernement des parlementaires ou fonctionnaires calomniés ; maintien des institutions ; cohésion de la majorité* (p. 3887) ; *programme commun de ses adversaires ; dépenses prévues à ce programme ; sa politique étrangère et sa politique de défense ; amélioration du sort des Français depuis quatorze ans ; grandeur et dignité de la France* (p. 3887) ; *Art. 49 de la Constitution* [5 octobre 1972] (p. 3930, 3931); *problèmes économiques* (p. 3931) ; *sa réponse à M. Mitterrand sur les investissements des banques dans l'immobilier, à M. Boulloche sur l'accroissement des profits, à M. Ballanger sur la fiscalité ; lutte contre la hausse des prix; politique sociale; personnes âgées; jeunes ; rapatriés* (p. 3932) ; *salariés ; immigrés ; bidonvilles ; absence de l'Europe et de la politique étrangère dans la motion de censure* (p. 3933).

Son allocution de fin de législature : *Œuvre législative accomplie durant la législature ; coopération entre le Gouvernement et l'Assemblée ; date des prochaines élections* [20 décembre 1972] (p. 6381).

MEUNIER (Lucien)

Député des Ardennes
(1re circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

A donné sa démission de membre de cette Commission [8 avril 1971] (p. 1026).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 juin 1971] (p. 3133), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Il prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur le département des Ardennes ; politique de promotion industrielle ; réalisation du tracé nord de la voie fluviale Seine-Est de la France ; réalisation du tracé mer du Nord-Méditerranée ; désenclavement routier des Ardennes* [4 novembre 1968] (p. 3856, 3857) ;

— du projet de loi portant amnistie, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « lorsqu'une infraction au code de la route a entraîné le retrait du permis de conduire par une autorité judiciaire ou administrative, la décision de retrait est annulée lorsque l'infraction n'a pas provoqué un accident corporel ou matériel »* [26 juin 1969] (p. 1759) ; *cas du retrait du permis de conduire* (p. 1760) ; *modification de son amendement tendant à ajouter après les mots : « l'infraction n'a pas provoqué un accident corporel ou matériel » les mots : « ou n'a pas eu pour origine une conduite en état d'ivresse »* (p. 1761) ; *retrait de son amendement* (p. 1762) ; Art. 25 : *Infractions à la législation et à la réglementation en matière fiscale* (p. 1776).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Sa question de savoir à quel moment les anciens greffiers, titulaires de charges et fonctionnarisés depuis le 1er décembre 1967 seront indemnisés par l'Etat de la valeur de leurs charges ; suppression d'études de notaires dans certaines communes rurales ; conditions pour obtenir l'extradition d'un criminel de guerre condamné en France par contumace, responsable du massacre de résistants ardennais et récemment découvert en Allemagne* [5 novembre 1969] (p. 3392) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Manque de personnel dans les services départementaux ; cas du département des Ardennes ; tracé Nord de l'autoroute Paris-Est ; voie rapide entre Charleville-Mézières et Sedan* [13 novembre 1969] (p. 3681, 3682) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Encadrement du crédit ; prix du lait ; exemple des petits éleveurs ; sa question de savoir pourquoi un père de famille qui quitte son exploitation pour la répartir entre sa fille et son fils, se voit refuser le bénéfice de l'indemnité viagère de départ* [19 novembre 1969] (p. 3959) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des infirmes ; allocations d'aide sociale ; abrogation de l'interdiction de toute indexation des prix des biens et des services sur le S.M.I.G. ; allocation-loyer ; problème des récupérations sur les bénéficiaires de l'aide sociale ou sur leur succession ; problème des prises d'hypothèques sur les biens immobiliers* [21 novembre 1969] (p. 4198, 4199) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 8 : *Contrat d'apprentissage ; dérogations de scolarité ; aménagement de la scolarité des C.E.T. et des classes préparatoires* [26 novembre 1969] (p. 4375) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Désir d'ordre et de liberté des Français ; son vote sur le projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1411, 1412) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Importance des moyens de communication modernes ; financement et tracé des auto-*

routes ; problèmes de la navigation fluviale ; ses observations sur les axes Rhin-Rhône, Seine-Est, Nord-Paris [17 juin 1970] (p. 2748) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : BAIL RURAL A LONG TERME : Art. 870-24 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article (prorogation des baux actuellement en cours et conclus pour neuf ans)* [26 juin 1970] (p. 3204) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE. — Titre V : *Situation des ruraux ; ses observations sur les C.E.S.* [14 novembre 1970] (p. 5587) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Restructuration des exploitations agricoles ; répartition des crédits* [16 juin 1971] (p. 2966) ; *éducation des enfants des campagnes ; nécessité d'aider les communes rurales qui sollicitent la nationalisation ou la construction de leur C.E.G. ou C.E.S. ; exemple des Ardennes* (p. 2967) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Bien-fondé des modifications apportées par le Sénat* [28 juin 1971] (p. 3481) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : Titre VI : *Pollution dans le département des Ardennes ; problème de l'industrie sucrière ; nécessité de construire des bassins de décantation* [8 novembre 1971] (p. 5528) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Ses observations sur l'affaire Nicoud* [17 mai 1972] (p. 1592) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 7 : *Sa demande de suppression de la taxation des plus-values sur cession de terrains sur les biens recueillis par succession et sur les terrains et immeuble acquis à titre onéreux depuis plus de vingt ans* [25 octobre 1972] (p. 4379) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Sa crainte d'une dispersion des efforts et sa préférence pour une concentration de la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau ; problème des contributions élevées et inégalement réparties aux agences de bassin* [27 octobre 1972] (p. 4498, 4499) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Plus-values fiscales appliquées aux prix des terrains dits à bâtir mais qui, parfois, supportent déjà des constructions destinées à être remplacées ; demande la suppression de la taxation des plus-values sur cession de terrains et sur les biens recueillis par succession et sur les terrains et immeubles acquis à titre onéreux depuis plus de vingt ans* [17 novembre 1972] (p. 5393) ; *sa demande de révision de la loi du 10 juillet 1965 car refus de vente aux locataires par les offices d'H.L.M.* (p. 5394).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2e circonscription)
S.

L'Assemblée prend acte de son élection 7 décembre 1971] (p. 6432).

S'inscrit au groupe socialiste [8 décembre 1971] (p. 6536).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au personnet de l'Institut des vins 15 décembre 1972] (p. 6259, 6260).

MICHELET (Edmond)

Député du Finistère
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES
du 22 juin 1969 au 9 octobre 1970

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Ministre d'Etat, chargé des affaires culturelles (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Dépôt :

Son projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, n° 1253 [17 juin 1970].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie de personnes poursuivies pour faits de collaboration prévus au chapitre 1er du titre 1er de la loi du 6 août 1953)* [23 juillet 1968] (p. 2488) ; *Ses observations sur son amendement* (p. 2488).

En qualité de Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle du Ministère d'Etat ; crédits de fonctionnement ; crédits d'équipement ; fonds d'action conjoncturelle ; crédits de paiement ; entretien du patrimoine monumental et artistique de la France ; ses observations sur les espaces protégés ; entretien des bâtiments civils ; création architecturale ; direction des archives de France ; cité interministérielle de Fontainebleau : ses observations sur le service des fouilles et des antiquités ; inventaire national des monuments et richesses artistiques de la France; nombre des concours bénévoles ; création du musée des arts et traditions populaires ; fonctionnement des musées ; rôle des expositions ; amélioration de la condition matérielle des artistes ; subvention à la création d'ateliers ; ses observations sur le théâtre ; ses observations sur la Comédie-Française, le Théâtre national populaire, le Théâtre de France et l'Odéon Théâtre de France ; cas du théâtre privé ; ses observations sur la musique et l'art lyrique ; Réunion des théâtres lyriques nationaux ; enseignement de la musique ; réorganisation du conservatoire de Paris ; création de l'Orchestre de Paris ; enseignement de l'architecture ; enseignement des arts plastiques ; métier du cinéma ; ses observations sur l'I.D.H.E.C. ; extension aux salles de cinéma de la T.V.A. ; modernisation des salles ; maisons de la culture ; rôle des responsables de ces maisons ; caisse des monuments historiques ; caisse des lettres ; rôle de l'Etat dans la culture* [20 novembre 1969] (p. 4052 à 4055) ; *contribution mobilière en fonction des travaux effectués sur les monuments historiques ; régime fiscal des théâtres ; service des eaux de Versailles, de Marly et de Saint-Cloud ; problème du mécénat ; ses observations sur le bénévolat ; fichier central des musées ; ses observations sur le cinéma ; diffusion par l'O.R.T.F. des spectacles des théâtres subventionnés ; personnel de la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; ballets de l'Opéra au Palais des sports ; aide aux théâtres privés ; disparition frauduleuse des objets mobiliers ; caisse nationale des monuments historiques ; ses observations sur les « paradores » en Espagne ; musique populaire ; diffusion par l'O.R.T.F. des spectacles de la Comédie-Française et de la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; question des archéologues ; musée du Havre ; ses observations sur Fontainebleau et la région d'Adge ; groupe de recherches archéologiques, sous-marines et de plongée d'Agde ; problème de l'architecture ; cathédrale de Saint-Dié ; maisons de la culture ; décentralisation ; statut des ouvriers du mobilier national et des Gobelins ; bourses de voyages pour les tissiers ; ciné-clubs ; ses observations sur la jeunesse* (p. 4072 à 4074).

Décédé le 9 octobre 1970.

Son éloge funèbre est prononcé [15 octobre 1970] (p. 4305, 4306).

MIOSSEC (Gabriel)

Député du Finistère
(7e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XII. - Marine marchande, **n° 360** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 282) sur les transports maritimes d'intérêt national, **n° 432** [12 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 608), modifié par le Sénat sur les transports maritimes d'intérêt national, **n° 693** [30 avril 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XVII. - Marine marchande, **n° 837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XVIII. - Marine marchande, **n° 1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XIX. - Marine marchande, **n° 2015** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XIX. - Marine marchande, **n° 2590** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2737) modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant code du travail maritime, **n° 2758** [13 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation des personnels militaires non officiers ; déclassement de leurs traitements* [30 octobre 1968] (p. 3759) ; TRANSPORTS. - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Construction navale ; perspectives de l'armement au commerce ; tonnage transporté sous pavillon français ; possibilité d'accorder une prime d'investissement comparable à celle qui est donnée à l'armement britannique ; perspectives de la pêche ; fermeture de l'école d'apprentissage maritime du Guilvinec ; institution des F.R.O.M. ; industrie de la conserve de poissons ; situation des mareyeurs* [31 octobre 1968] (p. 3777, 3778) ;

— du projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, en qualité de *Rapporteur : Permanence de l'obligation faite aux armateurs français d'assurer les transports maritimes d'intérêt national par le moyen d'affrètements conclus autoritairement ; problème de la sanction* [20 novembre 1968] (p. 4755) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les armateurs de nationalité française sont tenus d'assurer les transports maritimes présentant un caractère d'intérêt national »* (p. 4755) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer au mot : « ministérielle » les mots : « du ministre chargé de la marine marchande no-*

tifiée à chaque armateur intéressé » (p. 4755) ; *possibilité d'un contrôle juridictionnel en exigeant une notification de la décision* (p. 4755) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « avant l'expiration de la période de réquisition, si celle-ci doit être renouvelée, le ministre chargé de la marine marchande invite l'armateur à conclure un accord dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi »* (p. 4756) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Obligation faite aux armateurs français d'assurer les transports maritimes d'intérêt national par le moyen d'affrètement en évitant le recours à la réquisition* [8 mai 1969] (p. 1318) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Compressions budgétaires ; subventions d'investissement ; prime de modernisation des cargos ; autorisations de programme pour la construction navale ; carnet de commandes ; réparation navale ; perspectives mondiales de la construction navale ; décalage entre le développement de notre flotte marchande et celui du commerce français utilisant la voie maritime ; problème de la suppression éventuelle des navires desservant l'île de la Réunion ; taux d'intérêt pour l'armement au commerce et à la pêche ; conséquence de la dévaluation ; problème du petit cabotage ; pêche maritime ; diminution de la pêche industrielle ; action des fonds régionaux d'organisation du marché du poisson ; accroissement de nos importations ; déficit de la balance commerciale ; marché de la conserve ; diminution de la production de langouste ; importations de crustacés ; problème des patentes ; refonte de la réglementation du financement de la propagande pour la consommation du poisson ; projet de politique commune des pêches; représentation des industries de pêche maritime au conseil économique et social ; lutte contre la pollution des mers ; circulation maritime dans la Manche* [30 octobre 1969] (p. 3134, 3135) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Intérêt du cabotage national ; ses observations sur les îles ; reconversion dans le tourisme et dans l'hôtellerie ; cas de l'île de Sein ; expériences de dessalement d'eau de mer ; handicap supporté par les marchandises venant du continent en raison du coût des transports ; possibilité d'exonérer ces transports de la T.V.A. et de faire bénéficier nos îles des avantages accordés à la Corse* [7 novembre 1969] (p. 3537) ; EDUCATION NATIONALE : *Attribution des bourses nationales ; barème d'attribution des bourses d'enseignement supérieur et du second degré ; cas du département du Finistère ; cas des étudiants qui souhaitent se faire un peu d'argent de poche en travaillant pendant les grandes vacances et dont le gain entraîne la suppression des bourses ; organisation d'une épreuve facultative de langue régionale au baccalauréat* [13 novembre 1969] (p. 3639) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Retard indiciaire des sous-officiers et officiers mariniers ; révision des retraites ; montant des rattrapages annuels ; projet de création d'un conseil supérieur de la fonction militaire* [17 novembre 1969] (p. 3854, 3855) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'établissement national des invalides de la marine ; problème de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; crédits affectés à l'armement au commerce ; société nationale de sauvetage ; primes d'équipement ; situation du cabotage français* [17 novembre 1970] (p. 5645) ; *niveau de la production ; réorganisation entre la marine marchande, la douane et la gendarmerie maritime ; prime de construction pour les navires de pêche industrielle ; marché européen du poisson* (p. 5646) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Marine marchande ; situation de notre industrie de la pêche* [16 juin 1971] (p. 2965) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation de nos armements au commerce et à la pêche ; taux de couverture de notre commerce extérieur par l'armement français ; flotte pétrolière ; taux de bonification d'intérêt ; assurance-corps des navires* [15 décembre 1971] (p. 5669) ; *cabotage ; ses observations sur les prix de dumping pratiqués par la S.N.C.F. ; construction navale ; pêches maritimes ; mise en place d'un programme pluriannuel ; reconversion de la grande pêche salée ; hausse du prix du carburant en France* (p. 5670) ; *négociations de Bruxelles ; ses observations sur le mareyage* (p. 5671) ; AVIATION CIVILE, Titre IV : *Liai-*

son aérienne Quimper-Paris ; ses observations sur l'escale de Lorient ; qualité des services de Rousseau-Aviation (p. 5692) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'amendement du Gouvernement* [7 décembre 1971] (p. 6466) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6466) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE, Titre VI : *Son amendement de réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI car urgence d'une définition d'une nouvelle politique d'aide à la pêche ; retrait* [3 novembre 1972] (p. 4687) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime, en qualité de *Rapporteur : Libre circulation des travailleurs entre les états membres de la C.E.E.* [13 décembre 1972] (p. 6105) ; *modification du Code du travail maritime afin de permettre l'embarquement de ressortissants du marché commun ; règles de recrutement des équipages des bateaux français rendant impossible une reconnaissance d'équivalence des titres étrangers ; principe de l'harmonisation progressive des avantages sociaux ; dérogation afin de pallier une pénurie de personnel qualifié en cas de besoin dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; exigence de la nationalité française pour le capitaine et l'officier radio-électricien* (p. 6106) ; Article unique : *Son amendement de forme ; son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1926 : « En cas de pénurie constatée de personnel qualifié répondant aux conditions de nationalité définies à l'alinéa précédent, des dérogations temporaires individuelles pourront être accordées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 6109) ; *n'est pas adopté* (p. 6109).

MIRTIN (André)

Député des Landes
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629).

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi en seconde délibération relatif au conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 2859).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits affectés aux S.A.F.E.R ; problèmes posés par la forêt de Gascogne ; fiscalité ; impôt sur le revenu ; contribution foncière ; importance du bois d'œuvre ; problème de la T.V.A. ; situation des gemmeurs ; ses observations sur les sylviculteurs ; entretien et défense du*

massif forestier ; défense de la forêt contre l'incendie ; recettes du fonds forestier national ; rôle des sapeurs-pompiers forestiers [19 novembre 1969] (p. 3990, 3991) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problème de l'information ; implantation rationnelle des établissements techniques* [17 juin 1970] (p. 2782) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Coexistence de l'hospitalisation publique et privée ; humanisation des soins ; libre choix du médecin ; problème du personnel médical et non médical ; rôle de l'infirmier ; extension de la mission de l'hôpital ; responsabilité des cliniques* [3 décembre 1970] (p. 6136, 6137) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « soit au diagnostic, à la thérapeuthique ou à la rééducation fonctionnelle des blessés, des malades et des femmes enceintes, soit au traitement de l'information » les mots : « au diagnostic, à la thérapeutique ou à la rééducation fonctionnelle des blessés, des malades et des femmes enceintes »* [4 décembre 1970] (p. 6226) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Protection des forêts ; problème des nuisances* [16 juin 1971] (p. 2998, 2999) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des Alsaciens et Lorrains incorporés de force ; calendrier de revalorisation pour la retraite des anciens combattants de 1939-1945 ; allocation de logement pour les anciens combattants pensionnés à cent pour cent pour tuberculose pulmonaire ; veuves de guerre ; retraite professionnelle à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre ; anciens d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4571, 4572) ; DÉPENSES MILITAIRES : *Intégration de l'indemnité de charges militaires dans la solde de base pour le calcul de la retraite* [8 novembre 1972] (p. 4866) ; *parité entre police et gendarmerie (problème de l'échelon exceptionnel) ; indemnité d'habillement et effectifs de la gendarmerie* (p. 4867) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, Après l'Art. 3 : *Son amendement précisant que les dispositions des articles 1[er] à 3 de la présente loi sont applicables aux relations entre employeurs et salariés non régies par le Code du travail* [21 novembre 1972] (p. 5566).

MISSOFFE (François)

Député de Paris
(24[e] circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1972] (p. 789).

A donné sa démission de cette Commission [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Sa proposition de loi instituant un service civique national, **n° 1014** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à améliorer la protection sociale des veuves, **n° 2251** [26 avril 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 28 : Fonction publique **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service national, Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer après cet article, sous un chapitre nouveau intitulé : « Service civique national » le nouvel article suivant : « Le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée Nationale, avant le 1er janvier 1972, un projet de loi tendant à créer un service civique national »* [10 juin 1970] (p. 2425) ; *ses observations sur son amendement ; droit de vote dès 18 ans* (p. 2425) ; *retrait de son amendement* (p. 2426).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles : *Situation des différents groupes d'âge des veuves ; formation professionnelle ; allocation temporaire ; pension de réversion ; possibilité de cumul ; allocation d'orphelin ; statut de la veuve prévu dans les autres pays du Marché commun* [30 juin 1972] (p. 3077, 3078).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FONCTION PUBLIQUE. en qualité de *Rapporteur spécial : Diversité de la fonction publique ; problème des rémunérations ; péripéties de la politique contractuelle* [13 novembre 1972] (p. 5801) ; *aménagements catégoriels ; reclassement indiciaire des catégories C et D ; traitements des agents de catégorie B ; resserrement de la hiérarchie ; sa demande de précisions sur les rémunérations accessoires ; problème du développement des effectifs non titulaires au sein de la fonction publique ; problème des fonctions d'encadrement au sein des administrations centrales ; réforme de l'Ecole nationale d'administration ; pénurie des effectifs d'attachés d'administration ; sous-administration de certains ministères ; instituts régionaux d'administration ; statut des administrateurs civils ; conseillers des tribunaux administratifs ; obligation de mobilité ; condition des femmes au sein de la fonction publique* (p. 5082) ; *recensement des emplois pouvant donner lieu à l'application du travail à mi-temps ; indemnité de transport ; extension de cette indemnité aux agents qui exercent leurs fonctions en province ; suppression des abattements pratiqués sur les salaires des travailleurs du secteur privé âgés de moins de 18 ans* (p. 5083).

MITTERRAND (François)

Député de la Nièvre
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [15 juin 1971] (p. 2950).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, **n° 588** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à appliquer aux « comités de défense de la République » les dispositions de l'article premier de la loi du 10 janvier 1936 qui enjoignent au Gouvernement de dissoudre les groupes de combat et milices privées, **n° 636** [3 avril 1969].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier, n° **1974** [2 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à l'amnistie de certains délits, n° **2143** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi organique tendant à assurer une publication périodique des revenus parlementaires, n° **2208** [4 avril 1972]. Ce document n'a pas été distribué.

Sa proposition de loi tendant à permettre l'évolution du petit commerce et de l'artisanat, n° **2237** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à supprimer les dispositions concernant l'avoir fiscal et le prélèvement libératoire sur les produits de placement à revenu fixe, n° **2239** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les mères de famille d'un congé pour maladie de leur enfant, n° **2511** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote : *Caractère irréel de l'exposé du Premier Ministre ; impossibilité de bâtir une nouvelle société sur des vœux pieux ; décisions du Gouvernement ; ses observations sur la dévatuation ; importance de la monnaie pour l'indépendance nationale ; les crédits étrangers, condition de notre prospérité ; ses observations sur la « nouvelle société » ; caractères d'une économie compétitive* [16 septembre 1969] (p. 2274, 2275) ; *vote du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 2275).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations sur le projet de loi ; ses observations sur les pouvoirs au sein de l'entreprise ; condition des salariés ; lien entre la notion de salaire et celle des conditions de vie ; justice dans la répartition des profits ; ses observations sur les précédents ; ses observations sur l'ordonnance du 16 septembre 1945 et celle du 17 août 1967 ; exemples étrangers ; caractère d'épargne forcée ; division du prolétariat ; problème des filiales ; utilisation importante des décrets ; dangers courus par la nationalisation ; désire savoir si le projet accorde aux salariés de la Régie une participation plus grande aux fruits de l'expansion* [16 décembre 1969] (p. 4954 à 4956) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les modalités selon lesquelles une partie de ces actions peut être distribuée à des salariés de la Régie, gratuitement ou dans le cadre de plans d'épargne, seront arrêtées par convention collective »* (p. 4968) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4970) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer au mot : « décret » le mot : « convention collective »* (p. 4972) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (détermination du cours des actions)* (p. 4975) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à sustituer aux mots : « par décret » les mots : « par convention collective »* (p. 4975) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 383 du Code civil : *Administration légale ; son vote sur le projet de loi ; importance de l'environnement juridique, moral et économique ; difficulté pour une femme qui travaille d'exercer son droit en face de son mari* [9 avril 1970] (p. 899, 900).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux événements du Tchad [24 avril 1970] (p. 1290).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Dépôt de la question préalable ; désire savoir qui le Gouvernement veut atteindre ; ses observations sur les actions à force ouverte ; nouvelles formes de délinquance ; défense de la société ; amalgame fait par le Gouvernement entre l'action de quelques violents, le droit de réunion et le droit de manifestation ; se demande si la loi est nécessaire ; rapport de M. Claudius-Petit ; ses observations sur les articles 440 et 318 ; la correctionnalisation n'est pas forcément une mesure de libération ; ses observations sur la cour de sûreté : ses observations sur le journal « La Cause du Peuple » ; suffi-*

sance des moyens donnés au Gouvernement ; erreur psychologique faite par le Gouvernement ; caractère dangereux du projet de loi ; conséquence de ce texte sur le droit de rassemblement ; ses observations sur les articles 104 à 108 du Code pénal ; surabondance de précautions pour la répression et absence de précautions pour la garantie dans le texte ; division de la majorité ; protestations des organisations politiques, professionnelles et syndicales ; ses observations sur la manifestation du 24 avril 1970 pour la protection de la nature ; manière dont le projet de loi engage la responsabilité civile ; limitation de la réparation due par tel ou tel condamné ; cas du manifestant qui se rend à une réunion dont l'objet est pacifique ; désire savoir qui aurait pu régler le prix matériel des événements de Charonne ; absence de droit de rassemblement actuellement en France ; responsabilité collective contraire à toutes les règles de notre droit ; ses observations sur la détention préventive et l'internement administratif ; impossibilité pour un amendement d'être retenu tant que la solidarité politique l'emportera [29 avril 1970] (p. 1387 à 1390) ; *ses observations sur les circonstances de 1956 et les mesures d'exception envisagées à ce moment-là ; nécessité de déterminer à partir de quel moment la violence exige la dispersion de l'attroupement ; ses observations sur les sommations* (p. 1392, 1393) ; *droit de réunion ; ses observations sur les articles 104 à 108* (p. 1405) ; Art. 1er : *rassemblements sur la voie publique ; ses observations sur les articles 104 à 108 du Code pénal ; problème des sommations ; cas des rassemblements à but pacifique qui ont mal tourné* (p. 1418) ; *son sous-amendement tendant à supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 341 du Code pénal* (p. 1421) ; *son opposition à la violence ; amalgame fait entre le coupable et la victime ; son refus d'accepter cette loi* (p. 1428) ;

— du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation : *Abus des adjectifs et des adverbes dans la rédaction des lois* [19 mai 1970] (p. 1788) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Situation de l'individu dans le monde actuel ; besoins du citoyen de se défendre et d'être défendu ; extension du pouvoir de police et du pouvoir administratif ; internement administratif ; expulsions d'étrangers ; détention préventive ; ses observations sur la Cour de sûreté de l'Etat et les tribunaux militaires ; fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat ; nécessité de rendre passible de peines sévères l'écoute téléphonique ; possibilité d'envisager la création d'une sorte d'instance compétente pour juger les atteintes à la vie privée des Français* [27 mai 1970] (p. 1998, 1999) ; Après l'Art. 10 : *Problème de la détention des mineurs de moins de 16 ans* [28 mai 1970] (p. 2047) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 est abrogée »* (p. 2048) ; *ses observations sur les notions d'atteinte à la sûreté de l'Etat ; Cour de sûreté de l'Etat ; régime politique des détenus* (p. 2049) ; *ses observations sur l'argument de M. de Grailly selon lequel une juridiction permanente cesserait d'être d'exception* (p. 2050) ; avant l'article 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant : « le deuxième alinéa de cet article est supprimé »* (p. 2050) ; *ses observations sur l'indemnité spéciale versée aux magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2050) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Demande si le suspect doit être à la merci de la police ou à la disposition de la justice* (p. 2052, 2053) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 16 de cette loi à remplacer les deuxième et troisième alinéas par un nouvel alinéa : « ce délai ne peut être prolongé »* (p. 2053) ; *nécessité de placer la garde à vue devant la Cour de sûreté au niveau du droit commun* (p. 2053) ; *ses observations sur les garanties offertes par les conditions de contrôle* (p. 2064) ; *application de l'article 172 du Code de procédure pénale ; demande si la nullité est de droit à compter du moment où la mesure substantielle de sécurité en faveur du suspect n'a pas été respectée pendant le temps de la garde à vue* (p. 2064) ; *son vote contre cet article* (p. 2064) ; Art. 12 : *Situation des condamnés en vertu des lois sur la presse* (p. 2067) ; Avant l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, toute écoute téléphonique enregistrée ou transmise au*

moyen d'un appareil quelconque, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration... » (p. 2070) ; *peines à l'encontre des fonctionnaires et agents de l'Etat qui ont facilité la suppression ou l'ouverture de lettres confiées à la poste ; ses observations sur l'écoute téléphonique ; indication des écoutes téléphoniques considérées comme licites ; écoutes téléphoniques contre les membres de l'opposition politique ou syndicatiste ; ses observations sur le Code des téléphones ; possibilité de créer une instance composée de magistrats de l'ordre administratif et judiciaire compétente à l'égard de tout homme politique responsable qui se sera rendu coupable à l'égard de la vie privée des citoyens des vilenies dénoncées par l'orateur* (p. 2070, 2071) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 2072) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Ses observations sur le fait que la loi ne s'inscrit dans aucune perspective ; missions de l'armée ; sa proposition de loi demandant un service de douze mois ; caractère discriminatoire du projet de loi ; problème des sursis ; problème de la limitation à 21 ans ; modification de l'âge civique ; service civique féminin* [9 juin 1970] (p. 2369, 2370) ; Art. 2 : *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa* (2°) *de cet article à substituer aux mots : « 21 ans » les mots : « 23 ans »* (p. 2376) ; *cas d'un enfant qui a eu un accident de santé ; situation des jeunes nés dans un milieu rural ou ouvrier* (p. 2376) ; *retrait de son amendement* (p. 2378) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « 16 mois » les mots : « 12 mois »* [10 juin 1970] (p. 2410) ; *réduction du nombre des sursitaires ; conception du sursis ; cas des objecteurs de conscience* (p. 2410) ; *ses observations sur la coopération* (p. 2411) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2417) ; *conciliation des missions du service civique et celle de la défense nationale* (p. 2417) ; *ses observations sur un service fractionné ; utilisation des appelés* (p. 2418) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2442) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Ses observations sur la croissance ; société de consommation ; politique industrielle ; conception de l'avenir de notre société ; échec de la politique industrielle de la France ; diminution des monopoles ; carence des banques d'affaires ; contraintes administratives ; caractère du Plan ; aménagement du territoire ; écart des revenus ; inégalité fiscale ; son refus de voter le projet de loi* [16 juin 1970] (p. 2703, 2704) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Choix fondamentaux de la France dans le monde ; ses observations sur l'O.T.A.N. ; problème de l'efficacité de la force de frappe ; sécurité des sous-marins ; absence de sous-marins nucléaires de chasse et de missiles anti-missiles ; impossibilité d'allier une puissante politique d'expansion économique et industrielle à une politique militaire d'armement nucléaire; vieillissement de notre équipement aérien ; la France dispose-t-elle réellement des moyens de sa politique* [8 octobre 1970] (p.4181, 4182) ; *ses observations sur les paroles de M. Debré ; contradiction entre la réalité d'une force nucléaire stratégique et les crédits militaires ; montant des crédits militaires par rapport au produit national brut ; conséquences d'un armement nucléaire ; cette loi de programme militaire est une loi de résignation* (p. 4195, 4196) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant à la dernière ligne de l'amendement de M. Hubert Germain à substituer aux mots : « et sociales » les mots : « sociales et sur le plan de la recherche »* (p. 4200) ; *exécution de la loi de programme ; compte rendu des incidences économiques, sociales et scientifiques de la loi de programme* (p. 4200, 4201).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Demande ce qui se passerait dans le cas d'un Premier Ministre qui déciderait de rester à la tête du Gouvernement malgré la volonté du Président de la République* [15 octobre 1970] (p. 4322).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux opérations militaires au Tchad [15 octobre 1970] (p. 4372, 4373).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES du PREMIER MINISTRE : SECTION I - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMA-

TION : *Inventaire des publications diffusées par les ministères et les organismes publics et parapublics ; désire savoir comment obtenir que les publications qui utilisent des fonds publics fassent état des grands courants d'opinion et des vues générales autres que les vues officielles* [23 octobre 1970] (p. 4624) ; SERVICES du PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Situation des territoires d'outre-mer ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; montant du prélèvement fiscal ; devoir pour la France d'assurer l'égalité réelle des charges ; nécessité de ramener la Nouvelle-Calédonie à l'état où l'avait laissée la loi-cadre de 1956 ; rôle du conseil du Gouvernement ; ses observations sur Tahiti ; conséquence de l'installation du Centre d'expérimentation* (p. 4673, 4674) ; JUSTICE : *Indépendance de la magistrature ; condamnations prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat ; carrière des magistrats ; poids des appréciations du parquet sur la vie professionnelle des magistrats du siège ; ses observations sur le délit d'opinion ; son vote sur le budget* [29 octobre 1970] (p. 4928) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème de la région de Bourgogne ; situation des routes destinées à réunir la Nièvre à Dijon* [9 novembre 1970] (p. 5441, 5442) ; *situation des rapatriés ; charges des collectivités locales ; protection civile ; ses observations sur la police ; ses observations sur le fait que le Ministre pense plus au maintien de l'ordre qu'à la protection générale ; sa critique que l'on ait sanctionné un secrétaire général de préfecture en raison de l'accident survenu dans l'Isère* (p. 5444).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux saisies de journaux [23 octobre 1970] (p. 4630, 4631, 4632).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant Code du service national : *Délimitation du domaine de la loi el du règlement ; signification du service militaire ; réduction à six ou huit mois de la conscription* [6 avril 1971] (p. 913) ; *organisation de nos armées ; politique du Gouvernement en matière d'armes nucléaires; droits au Parlement ; statut des objecteurs de conscience ; emploi des soldats du contingent sur des théâtres d'opérations militaires ; ses observations sur les opérations menées au Tchad* (p. 914) ; Art. 4 : *Nécessité de ne pas obliger les jeunes gens à choisir entre leur vie civique et leur vie militaire* (p. 916) ; Avant l'Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le titre du chapitre premier, à substituer au mot : « sélection » le mot : « répartition »* [7 avril 1971] (p. 944) ; *ses observations sur son amendement* (p. 944) ; Avant l'Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le titre de la section II du chapitre premier du titre II, à substituer au mot : « sélection » le mot : « répartition »* (p. 946) ; *répartition entre jeunes gens aptes, ajournés et exemptés* (p. 946) ; Art. 48 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « deux fois » les mots « une fois et demie »* (p. 954) ; *statut de l'objection de conscience* (p. 954) ; Art. 50 : *Nature du service accompli par les objecteurs de conscience* (p. 955) ; Art. 56 : *Rôle de la Commission juridictionnelle à l'égard des jeunes ayant subi une condamnation* (p. 958) ; Art. 63 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « accompli dans l'une des formes du titre IIII » les mots « quelle que soit la forme de ce dernier »* (p. 959) ; *calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et pour la retraite* (p. 959, 960) ; Art. 70 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « seuls les appelés qui sont volontaires pour une telle affectation » les mots : « seuls, les engagés peuvent être affectés à »* (p. 962) ; *liste des affectations ; utilisation des appelés au Tchad ou dans des opérations de maintien de l'ordre hors d'Europe* (p. 962, 963) ; *désire savoir s'il est possible qu'un appelé puisse être engagé dans une opération militaire, même si celle-ci est qualifiée d'« opération de maintien de l'ordre »* (p. 963) ;

— sur la motion de censure : *Impossibilité d'administrer les choses sans une refonte des structures* [20 avril 1971] (p. 1268) ; *attitude de la majorité ; montée des violences* (p. 1629) ; *ses observations sur les paroles de M. Chaban-Delmas* [21 avril 1971] (p. 1289) ; *ses observations sur son intervention et les informations que lui a demandées le Premier Ministre* (p. 1298, 1299).

Son rappel au règlement sur la question d'actualité de M. Charles Bignon relative à la réévaluation du prix de l'or ; rôle des questions d'actualité [12 mai 1971] (p. 1817, 1818).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux incidents de Fort-de-France [4 juin 1971] (p. 2386).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Objectifs de notre diplomatie fixés par le général de Gaulle ; politique des successeurs du général de Gaulle ; ses observations sur l'Allemagne et l'Algérie ; problème du pétrole algérien* [9 juin 1971] (p. 2599, 2600) ; *son étonnement devant le fait que le Gouvernement français ait paru surpris par les initiatives algériennes ; négociation Alphand ; problème des aides financières ; crise monétaire allemande ; entrée du Royaume-Uni dans la Communauté ; conception de l'Europe* (p. 2601) ; *démarche de M. Pompidou pour la défense de la langue française ; ses observations sur la Grèce des colonels ; attitude du Gouvernement français à l'égard des Basques espagnols* (p. 2602) ; *attitude du Gouvernement allemand lors de la crise monétaire* (p. 2603).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Sa question préalable* [23 juin 1971] (p. 3343) ; *objet du projet de loi ; ses observations sur la loi du 10 janvier 1936* (p. 3344) ; *cas des associations non déclarées* (p. 3344) ; *retour au système de l'autorisation préalable ; sa constation que toute organisation politique voulant combattre le parti au pouvoir devra renoncer à la personnalité civile* (p. 3345) ; *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 3346) ; Avant l'Art. unique : *Conséquence de la publicité au* Journal officiel ; *détermination du moment où l'association a l'existence juridique* (p. 3350) ; Art. unique : *Rôle du juge des référés* (p. 3353).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux prix du secteur public [22 octobre 1971] (p. 4802) : *Augmentation en juillet et août de certains tarifs publics (R.A.T.P., S.N.C.F. proche banlieue) due à l'application de la politique de « vérité des prix » ; rôle du secteur public dans la vie nationale ; absence d'une véritable politique des transports publics* (p. 4802, 4803, 4804) ; *hommage rendu aux entreprises nationales par le Premier Ministre ; efficacité des entreprises nationales ; services rendus par la R.A.T.P. ; taxe sur les transports ; capacité des entreprises nationales de s'étendre dans le domaine des industries de pointe* (p. 4811, 4812.

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaire, Avant l'Art. 1er : *Son amendement (inéligibilité des membres du conseil constitutionnel)* [25 novembre 1971] (p. 6113) ; Art. 1er : *Son amendement (entreprises dont l'un des objets est l'achat ou la vente de terrains destinés à des constructions)* (p. 6119) ; *son amendement tendant à la fin du ciquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 15 de cette ordonnance à substituer aux mots : « de leur vente » les mots : « de leur location ou de leur vente quelle que soit la forme sous laquelle celle-ci a lieu »* (p. 6119) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement relatif aux sanctions qui peuvent aller jusqu'à une inéligibilité durant dix ans* (p. 6121) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rendre automatique la régularisation de la situation du parlementaire dès le jour de son élection* (p. 6121) ; *son amendement (déclaration des revenus du parlementaire)* (p. 6122) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de résolution et celle de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Ses observations sur une lettre que lui a envoyée M. le Rapporteur Bernard Marie* [10 décembre 1971] (p. 6640).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6663).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Portée de la question de confiance ; interprétation de l'article 8 de la Constitution ; ses observations sur le référendum ; fragilité de notre économie ; hausse des prix ; nature inflationniste des économies industriatisées ; problème de l'emploi* [24 mai 1972] (p. 1858) ; *conservatisme de nos structures sociales ; fonctionnement de l'Etat ; ses observations sur les scandales* (p. 1859, 1860) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale ; explications de vote sur la motion de censure : *Observations sur le départ brusque de M. Chaban-Delmas ; atteinte à la dignité et au rôle du Parlement* [4 octobre 1972] (p. 3902) ; *son analyse constitutionnelle* (p. 3902, 3903) ; *ses observations sur les paroles de M. Messmer* (p. 3903) ; *sa critique du système* (p. 3904).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Impossibilité de substituer constamment une politique d'aide sociale à une politique de production de richesse ; état catastrophique du secteur primaire et essentiellement de l'agriculture ; rapports avec la Communauté économique européenne ; problème des débouchés de l'agriculture ; quasi-inexistence du secteur secondaire ; migrations vers la métropole et vers un véritable sous-prolétariat ; formation professionnelle ; chômage ; tourisme ; diminution des tarifs de transports aériens* [13 novembre 1972] (p. 5059) ; *carence d'équipement de la pêche ; croissance du secteur tertiaire ; renforcement des effectifs de police nationale ; service militaire adapté ; blocage de crédits au fonds d'action conjoncturelle ; nécessité d'une meilleure coordination avec les ministères techniques problème politique ; terres de production devenues centres de consommation ; nécessité d'une définition du droit à l'auto-détermination* (p. 5060) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Etat B : *Son amendement de réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs au plan « électronique professionnelle civile »* [6 décembre 1972] (p. 5953).

Ses observations sur l'allocution de M. Messmer, Premier Ministre : *Impéritie du Gouvernement ; importance du déficit budgétaire ; fuite des capitaux ; son accusation à l'égard de M. Peyrefitte de mener une campagne contre la monnaie nationale* [20 décembre 1972] (p. 6382).

Fait personnel : *Ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte* [20 décembre 1972] (p. 6393, 6394).

MODIANO (Henri)

Député de Paris
(13e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [19 octobre 1972] (p. 4248).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).
Cesse d'appartenir à cette Commission [20 octobre 1972] (p. 4283).

Est nommé membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1968] (p. 3387).
A démissionné de cette Commission [25 avril 1972] (p. 1021).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer un établissement public national dénommé : « Office de réorganisation du commerce de distribution » Orédis, **n° 1163** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création de sociétés commerciales unipersonnelles, **n° 1384** [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à suspendre les poursuites engagées par les caisses de retraites contre les personnes âgées de plus de 65 ans, **n° 1414** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à taxer les emballages plastiques, **n° 1514** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à unifier les versements des régimes d'assurances et de retraites de toute nature faites aux personnes âgées, **n° 1568** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à banaliser les baux commerciaux, **n° 1570** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la publicité télévisée, **n° 2831** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la publicité, n° 2832 [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à interdire la création de magasins à grande surface, à l'exception des magasins collectifs d'indépendants, n° 2833 [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'affichage public, n° 2834 [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 21 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots : « par des personnels de l'Etat et... »* [10 octobre 1968] (p. 3224) ; *statut des enseignants ; problème de la compatibilité entre l'autonomie des facultés et l'inamovibilité des maîtres* (p. 3224) ; *retrait de son amendement* (p. 3225) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (statut des enseignants)* (p. 3225) ; *retrait de son amendement* (p. 3225) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (indication des différentes catégories de personnel enseignant contractuel)* (p. 3226) ; *retrait de son amendement* (p. 3226) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (publication, chaque année par le Gouvernement, du bilan consolidé du groupe Renault)* [16 décembre 1969] (p. 4968) ; *fixation de la valeur des actions ; retrait de son amendement* (p. 4968) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur l'impôt direct ; lien entre la fiscalité directe es la fraude ; problème de la justice sociale ; impôt sur le revenu ; taux de la T.V.A. ; transferts sociaux ; impôt sur les sociétés ; problème de la patente ; ses observations sur les supermarchés ; lien entre le bulletin de vote et l'impôt* [21 octobre 1970] (p. 4486, 4487) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 1er : *Son amendement (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi réglementant l'ouverture des magasins à grande surface à l'exception des magasins collectifs d'indépendants)* [19 mai 1972] (p. 1741) ; Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* (p. 1744) ; *répression de divers abus concernant la publicité ou les primes* (p. 1745).

MOHAMED (Ahmed)

Député des Comores
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outremer (F.I.D.E.S.T.O.M.) [2 octobre 1970] (p. 4051).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Situation économique et sociale de l'archipel des Comores ; possibilités de l'emploi ; nombre des chômeurs ; mévente de certains produits d'exportation ; aide de la métropole ; caractère arbitraire de la répartition des crédits d'aide entre les différents territoires* [4 novembre 1968] (p. 3884, 3885) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Aide financière de la France à ces territoires ; liaisons radio-électriques directes entre Moroni et la métropole ; problèmes posés par l'allongement de la piste de Moroni ; avenir du territoire ; frais de fonctionnement de l'hôpital principal conséquence de l'obligation pour les malades d'aller se faire soigner*

à Tananarive ; situation de l'emploi [5 novembre 1969] (p. 3408) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les Comores ; production par les Comores d'essences végétales ; potentiel touristique du territoire ; augmentation du nombre de jeunes Comoriens qui poursuivent des études supérieures en France ; aménagement d'un port en eau profonde à Mutsamudu et d'un aérodrome à Moroni ; nécessité de faire disparaître l'inégalité de traitement dont souffrent les fonctionnaires métropolitains en service dans le territoire* (p. 4675) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Aide au service de santé du territoire des Comores ; développement agricole ; encouragement aux investissements privés* [3 novembre 1971] (p. 5201, 5202).

MOINE (Henri)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement de M. Jean-Philippe Lecat nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 juin 1972] (p. 2572, 2628).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 juin 1972] (p. 2628).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Intervention :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale sans débat relative à l'industrie de l'équarrissage [8 décembre 1972] (p. 6035, 6036).

MOLLET (Guy)

Député du Pas-de-Calais
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à créer un service public de l'éducation nationale gratuit, laïc et géré démocratiquement, **n° 1740** [19 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Son exception d'irrecevabilité ; contradiction de ce texte avec l'esprit et la lettre de la Constitution ; initiatives de ce texte procédant d'une décision du Président de la République ; préambule de la Constitution* [27 avril 1971] (p. 1454) ; *l'objet de ce texte est de diviser le pays et de porter atteinte à la laïcité ; ses observations sur le rapport de M. Olivier Giscard d'Estaing ; avis du comité national de conciliation* (p. 1455) ; *crise de l'enseignement public dans le deuxième cycle du secondaire et dans le supérieur ; formation des maîtres ; ses observations sur le fait que le régime actuel devient une monarchie et même une monocratie* (p. 1426) ; *laïcité* (p. 1458) ; *ses observations sur les paroles de M. Habib-Deloncle* (p. 1459) ; *liberté de l'enseignement* (p. 1462) ; ses explications de vote : *Droits des parents et de la famille ; ses observations sur la formule : « à l'école publique, fonds publics » ; son vote* (p. 1492, 1493) ; *ses observations sur les paroles de M. Olivier Giscard d'Estaing* (p. 1493).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Son commentaire sur l'article 49 de la Constitution* [4 octobre 1972] (p. 3920, 3921) ; *sa réponse à M. Messmer sur l'article 49* [5 octobre 1972] (p. 3931).

MONDON (Raymond)

Député de la Moselle
(1re circonscription)
R.I.

MINISTRE DES TRANSPORTS
du 29 juin 1969 au 31 décembre 1970

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201), [2 avril 1969] (p. 816).

Est nommé Ministre des Transports (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).
Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1968] (p. 3045).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 octobre 1968] (p. 3045) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 399 [29 octobre 1968].

Son projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sport et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation, n° 1034 [2 avril 1970].

Son projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, n° 1363 [2 octobre 1970].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur les événements de Mai ; nécessité des réformes économiques, sociales, administratives, universitaires et agricoles ; équilibre des pouvoirs ; inquiétude de la jeunesse ; participation, dans le cadre de l'entreprise et de l'université ; problème de la régionalisation ; réforme des Coder ; contrôle parlementaire ; politique devant allier l'efficacité au dialogue* [17 juillet 1968] (p. 2266, 2267).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Développement des activités culturelles et sociales* [8 octobre 1968] (p. 3108) ; Art. 8 : *Ouverture des conseils d'université et d'unités d'établissement vers l'extérieur ; nécessité des rapports de l'université avec la société ; représentation des collectivités locales* [9 octobre 1968] (p. 3143, 3144) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capelle : 1° après les mots : « dans les conseils d'établissement » à insérer les mots : « et les conseils d'unité d'enseignement et de recherche » ; 2° en conséquence, à supprimer la dernière phrase du texte prévu* (p. 3147) ; *ouverture des conseils universitaires à des personnes extérieures ; admission de ces personnes dans les conseils d'unité d'enseignement et de recherche* (p. 3148) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3150) ; *ses observations sur les I.U.T.* (p. 3150) ; *conseils d'unité ; retrait de son amendement* (p. 3150) ; Art. 9 : *Situation des étudiants de première année* (p. 3169) ; Art. 10, Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3175) ; Art. 16 :

Responsabilité du recrutement des enseignants [10 octobre 1968] (p. 3210) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Subventions accordées aux Charbonnages de France ; reconversion des houillères de bassin* [5 novembre 1968] (p. 3939); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ; navigabilité de la Saône en amont de Chalon ; implications de l'aménagement du territoire ; pauvreté des voies françaises à gabarit européen ; ses observations sur les routes ; projet d'autoroute Paris-Est* [12 novembre 1968] (p. 4307) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des collectivités locales ; maintien de l'ordre dans les villes et agglomérations* [14 novembre 1968] (p. 4393) ; *difficultés financières des collectivités locales ; taxe sur les salaires ; ses observations sur la commission chargée d'étudier les responsabilités et de les départager entre l'Etat, les départements et les communes* (p. 4393, 4394) ; *réforme communale ; communautés urbaines ; leur nécessité* (p. 4394) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Réapparition du déficit ; désirs des républicains indépendants ; leur vote* [19 novembre 1968] (p. 4739) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, ses explications de vote : *Rôle des républicains indépendants ; problème des droits de succession ; lutte pour la défense du franc* [10 décembre 1968] (p. 5292) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Avantages de la taxe locale ; situation des collectivités locales ; ressources des communes ; responsabilités de maires* [27 novembre 1968] (p. 4898, 4899) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe IV proposé par l'amendement de M. Boscher : « cette ressource devra présenter les caractéristiques permettant sa progression dans les mêmes conditions que la masse salariale. Son montant global ne devra pas être inférieur à celui qu'aurait produit au cours de la même année l'impôt sur les salaires. Le même projet devra assurer la modernisation de l'ensemble du régime fiscal applicable aux collectivités locales »* (p. 4901, 4902) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er, Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la discussion* [4 décembre 1968] (p. 5077) ; *possibilité de prévoir dans les décrets d'application de la loi que les syndicats devront faire la preuve qu'ils comptent au moins dix adhérents dans l'entreprise* (p. 5080).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Rappel des différentes étapes ; ne pas confondre le régionalisme et le fédéralisme ; ses observations sur l'article 72 de la Constitution ; distinction entre décentralisation et déconcentration ; nécessité de rapprocher l'administration de l'administré ; pouvoirs des collectivités locales ; nombre des régions ; cas de la région parisienne ; exemple de la Lorraine ; cas des régions frontalières françaises ; question des compétences ; problèmes relatifs au Plan et à l'aménagement du territoire ; problèmes financiers ; exécutif de la région ; assemblée régionale ; question des incompatibilités ; demande que les maires des grandes villes ne puissent plus être parlementaires ; réforme du Sénat ; pouvoir législatif du Sénat ; utilité de la navette ; procédure de la Commission mixte paritaire ; procédure suivie pour réaliser la réforme* [11 décembre 1968] (p. 5339 à 5342).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Ses observations sur la motion de renvoi ; délivrance du permis de construire ; ses observations sur la loi foncière* [17 décembre 1968] (p. 5588) ; Art. 1er : *Proteste contre le vote réservé de l'article et indique que le groupe des républicains indépendants ne prendra plus part à la discussion* (p. 5591).

Son rappel au Règlement : *Conséquence de la date de reprise des travaux parlementaires ; possibilité pour l'opposition de déposer une motion de censure* [3 avril 1969] (p. 847).

En qualité de Ministre des Transports :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Couveinhes et plusieurs

de ses collègues, tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen : *Ses observations sur ce texte et les amendements du Gouvernement* [9 octobre 1969] (p. 2570) ; *problème général de la pêche* (p. 2571) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article, après les mots : « les prud'homies de pêcheurs ou » à supprimer les mots : « à défaut »* (p. 2571) ; *rôle des prud'homies* (p. 2571) ; *association des groupements intéressés ; intervention possible d'autres associations* (p. 2571) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (paragraphe 1er) de cet article, à substituer aux mots : « notifier aux groupements visés à l'article 1er, dont le siège est situé dans ledit quartier ou les quartiers limitrophes » les mots : « publier par affichage au siège dudit quartier et des quartiers limitrophes »* (p. 2571) ; *notification aux groupements visés à l'article 1er* (p. 2571) ; *son amendement tendant au début du troisième alinéa (paragraphe 2°) de cet article, à substituer aux mots : « de la réception de la notification » les mots : « de la publication prévue au 1° »* (p. 2571).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Charges de la S.N.C.F. ; problème du démantèlement de la Société nationale ; nécessités financières et budgétaires de notre pays ; réforme des rapports de l'Etat et de la Société nationale ; politique du transport ; coordination des transports ; charge qui pèse sur le budget de l'Etat à travers la S.N.C.F. ; nécessité de donner la responsabilité complète de leur gestion, à toutes les entreprises ; équilibre financier ; égalisation des conditions de concurrence entre la S.N.C.F. et les autres modes de transports terrestres ; respect des normes comparables de rentabilité dans tous les domaines d'investissement ; liberté de gestion ; part des chemins de fer dans le transport terrestre des marchandises ; gestion technique de la S.N.C.F. ; sa gestion commerciale ; notion de service public ; taxe à l'essieu ; étatisation de la S.N.C.F. ; avenir du chemin de fer ; évolution des prix de revient ; vitesses croissantes des trains sur les grandes lignes ; automatisation des acheminements ; rapport Rueff-Armand ; rapport Nora ; modifications apportées à la convention de 1937 liant la S.N.C.F. à l'Etat ; établissement d'une égalité de traitement entre les divers modes de transport ; possibilité donnée à la S.N.C.F. de réorganiser ses activités dans un cadre d'ensemble favorable ; mise au point des mécanismes conduisant à l'équilibre ; retraites du personnel ; passages à niveau ; soins de santé ; dépenses d'infrastructure ; transfert sur route de services de transport omnibus de voyageurs ; avantages tarifaires et réductions en faveur des travailleurs ; déficit de certaines lignes ; nombre de voyageurs-kilomètre transportés par les services omnibus de la S.N.C.F. ; affectation de crédits en priorité aux réparations des routes nationales sur lesquelles sera transféré le trafic omnibus de voyageurs ; transports des petits colis ; lignes à faible trafic ; regroupement de certains dépôts et ateliers ; effectifs des cheminots ; politique commerciale de la S.N.C.F. ; concurrence entre la S.N.C.F. et les transports routiers* [15 octobre 1969] (p. 2665 à 2669) ; *poids des chemins de fer dans le budget de l'Etat* (p. 2672) ; *ses observations sur les paroles de M. Dumortier* (p. 2673, 2674) ; *problème du déficit* (p. 2678) ; *statut des cheminots* (p. 2679) ; *taxe à l'essieu ; exemple allemand* (p. 2680) ; *ses observations sur sa conférence de presse du 17 juillet 1969 ; harmonisation sociale préconisée par la commission de Bruxelles ; situation des petits transporteurs ; problème des transports à longue distance* (p. 2682) ; *ses observations sur les paroles de M. Royer* (p. 2683) ; *ses observations sur la commission présidée par M. Laval* [16 octobre 1969] (p. 2700) ; *possibilité pour le Parlement de se prononcer sur la réforme de la S.N.C.F. lors de la discussion du budget* (p. 2700) ; *ses observations sur l'accident survenu à Hambach ; suppression de la ligne Steinbourg-Haguenau* (p. 2701) ; *réduction possible du déficit de la S.N.C.F. de 15 % grâce aux mesures gouvernementales* (p. 2702) ; *absence de fermeture de ligne en Lozère* (p. 2704) ; *exemple de la gare de Metz* (p. 2705) ; *se demande si le déficit des services d'autobus sera un jour supporté par les collectivités locales* (p. 2710) ; *problème de la dénationalisation et du démantèlement de la S.N.C.F. ; question des investissements ; trafic marchandises de la S.N.C.F. ; charges d'entretien des passages à niveau ; le Gouvernement n'a pas l'intention d'appliquer la taxe kilométrique sur les transports routiers pratiquée en Allemagne ; taxe à l'essieu ; poli-*

tique tarifaire ; conséquences éventuelles de l'augmentation par la S.N.C.F. des tarifs de transport du minerai de fer qui part de Lorraine (p. 2712, 2713) ; *ses observations sur Usinor ; politique domaniale de la S.N.C.F. ; problème des vitesses ; ses observations sur les turbotrains ; ligne Paris-Caen-Cherbourg ; aérotrain ; politique des containers ; conséquences de la réforme de la S.N.C.F. ; suppression de certaines lignes de chemins de fer ; atelier de réparation de Périgueux ; modernisation et électrification de la S.N.C.F. ; transfert des lignes omnibus sur des routes ; éventualité des embouteillages ; section de ligne Laon-Liart ; suppression des trains omnibus de voyageurs ; aménagement du territoire ; taux de croissance des transports de marchandises de la S.N.C.F. ; situation du personnel ; participation des cheminots à la modernisation de leur entreprise ; association du personnel à la marche et aux efforts de l'entreprise ; problème de la sécurité routière ; harmonisation des charges pour les transports routiers et ferroviaires entre les pays du Marché commun ; politique commune des transports ; problème de la tarification des transports routiers internationaux* (p. 2713 à 2715) ; *transferts du rail à la route des transports omnibus de voyageurs* (p. 2715).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur l'approvisionnement en acier* [30 octobre 1969] (p. 3141) ; *diminution du budget ; crédits d'équipement ; armement au commerce ; niveau des commandes des armateurs français ; plan de relance de l'armement au commerce ; possibilité d'utiliser l'infrastructure et les implantations à l'étranger des armateurs français ; incidence de la dévaluation sur la majoration du taux de fret vers la Réunion ; problème de la construction navale ; difficultés des petits et moyens chantiers ; problème du chantier naval de Bordeaux ; action de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale* (p. 3143, 3144) ; *cas du chantier de Port-de-Bouc ; reprise de ce chantier par des réparateurs marseillais ; construction navale ; application du plan professionnel ; ses observations sur les compagnies maritimes d'économie mixte ; problème de reclassement des personnels dans la région marseillaise ; question du cabotage ; ses observations sur la pêche ; instauration d'un débat sur le problème des pêches ; problème de l'anchois et de la langouste ; droit de pêche sur les côtes du Rio de Oro ; armement des bateaux de pêche et des chalutiers ; prime d'aide à la construction ; surveillance des côtes ; mise en place de centres régionaux comme celui d'Etel, celui de Toulon ou celui de la Manche ; institut scientifique et technique des pêches maritimes ; problème des fonds régionaux d'organisation du marché du poisson ; négociations européennes ; doléances des pêcheurs de sardines de Méditerranée ; écoles d'apprentissage ; ses observations sur l'école de Sète ; école nationale de la marine marchande de Paimpol ; école de Saint-Malo ; lutte contre les pollutions par les hydrocarbures ; établissement national des invalides ; rapport Former* (p. 3144, 3145) ; *diminution de la subvention du F.R.O.M.* (p. 3146) ; TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Réforme de la S.N.C.F. ; modernisation de la S.N.C.F. ; prime de modernisation ; nécessité de l'adhésion des cheminots ; chemin de fer devant rester un service public sans constituer un monopole ; ses observations sur le fait qu'à partir de 1970 ce ne sera plus la S.N.C.F. qui supportera le tarif B* ter, *mais les Ministres chargés de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture ; déficit des chemins de fer ; transports routiers ; délivrance des licences en zone longue ; exemple de quelques départements frontaliers ; problème de la R.A.T.P. ; sa situation financière ; trafic actuel des transports urbains à Paris ; problème de l'utilisation de la voiture individuelle ; métro express régional ; actions pouvant être entreprises à l'égard de la R.A.T.P. ; développement de l'automatisation ; possibilité de confier à un seul agent la conduite et la perception des tickets dans les autobus ; modernisation des ateliers de réparation et des dépôts ; priorité devant être donnée aux transports en commun ; augmentation de la longueur des couloirs réservés aux autobus à Paris ; réglementation du stationnement ; vitesse moyenne des autobus ; étalement des heures de pointe ; réalisation de vastes parkings à la périphérie de Paris, appelés « parkings de dissuasion » ; construction de parkings à Fontenay-sous-Bois, à La Varenne, à Nogent et à Boissy-Saint-Léger ; ses observations sur les actions tarifaires ; conséquences des relèvements tarifaires ; nécessité, dans le budget de la R.A.T.P., de séparer les comptes du réseau ferré et les comptes du service routier ;*

poursuite de l'amélioration du réseau souterrain ; financement du réseau express régional ; emprunts de la régie ; situation des usagers de l'aéroport d'Orly ; mise en service de l'autoroute qui doublera l'autoroute A 6 ; prolongation de la ligne n° 5 du métro ; ses observations sur les incidents survenus récemment aux gares de Lyon et de Saint-Lazare ; problème de la batellerie et de la navigation rhénane ; coordination des transports; développement de l'usage des « containers » ; effort d'information [3 novembre 1969] (p. 3252 à 3255) ; *ses observations sur le tarif B* ter *breton* (p. 3256) ; *vote de la taxe à l'essieu* (p. 3258) ; *conséquence de la généralisation des autobus à un seul agent* (p. 3260) ; *liberté tarifaire de la S.N.C.F. ; statut des cheminots* (p. 3261, 3262) ; *question du démantèlement de la S.N.C.F. ; S.N.C.F. devant rester un service public ; amélioration des conditions de travail ; rôle des syndicats de la S.N.C.F. ; possibilité que les syndicats soient associés à la réforme de la R.A.T.P. ; retraites des petits cheminots ; bonifications d'ancienneté pour campagnes militaires des anciens combattants rapatriés d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc ; aérotrain ; ses observations sur les transports de colis ; tunnel sous la Manche ; taxe à l'essieu ; durée du travail des transporteurs routiers ; incidence de la T.V.A. sur les transports de voyageurs ; charges pesant sur les collectivités de la région parisienne ; ses observations sur le fait qu'il serait anormal que les collectivités de la région parisienne ne supportent rien alors que les villes de province supportent les charges et le déficit de leurs transports en commun* (p. 3262, 3263) ; *tarifs que devrait pratiquer la R.A.T.P. pour éviter le déficit ; ses observations sur les autobus de surface ; diminution du nombre des voyageurs ; priorité devant être accordée aux transports en commun ; coût social de la voiture individuelle ; prime sur les routes ; problème de la création de 26 régions de la S.N.C.F. ; répartition du trafic ; transports de voyageurs ; exploitation des grands trains ; création de « dessertes cadencées » dans les grandes métropoles d'équilibre* (p. 3264) ; Titre IV : *Enquête de M. Simon Nora sur les entreprises nationales ; réforme de la S.N.C.F. ; réforme de la R.A.T.P. ; répartition des charges entre les différentes catégories de Français et différentes régions de France ; présentation, l'an prochain, d'un projet de réforme de la R.A.T.P.* (p. 3266) ; *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 3267) ; TRANSPORTS. — II. - AVIATION CIVILE : *Augmentation des crédits de fonctionnement ; crédits d'équipement ; importance de l'aviation civile ; administration des services de l'aviation civile ; aéroport de Paris ; construction de l'aéroport de Roissy-en-France ; liaison Paris-Orly par la prolongation de la ligne de métro n° 5 ; construction de l'autoroute H 6 ; autoroute B 3 ; liaison avec Roissy-en-France ; financement des opérations en capital d'Aéroport de Paris ; aérodrome de Lyon-Satolas ; navigation aérienne ; son contrôle ; couverture par radar de l'espace aérien ; problème des personnels du contrôle de la circulation aérienne ; commission Cahen-Salvador ; problème des électroniciens de la sécurité aérienne ; construction aéronautique civile ; ses observations sur le* Concorde ; *ses observations sur le* Mercure ; *problème du bruit ; situation de la compagnie Air France, de la compagnie Air Inter et de l'U.T.A. ; piraterie aérienne ; ses observations sur les charters ; coordination entre les compagnies françaises ; coopération sur le plan européen* [17 novembre 1969] (p. 3869 à 3871) ; *ses observations sur le* Concorde ; *problème des personnels de la météorologie nationale ; aérodrome d'Auch et d'Aire-sur-l'Adour ; problème des aéro-clubs ; question de la détaxation ; aviation populaire ; ventilation des crédits* Concorde, Airbus et Mercure ; *certificat de navigabilité du* Concorde ; *fusion entre Sud-Aviation et Nord-Aviation ; navigation aérienne ; importance du contrôle de la navigation aérienne ; service atomique de la S.N.E.C.M.A. ; piraterie internationale ; problème du bruit ; publicité d'Air France en faveur de la Corse ; piste de Calvi ; relations Corse-continent ; liaisons avec l'étranger* (p. 3876 à 3878) ; Titre III : *Ses observations sur l'amendement de la Commission des finances* (p. 3878).

Répond à la question d'actualité de M. Rossi relative à la création d'un second billet de congé populaire [6 mai 1970] (p. 1545).

Répond à la question d'actualité de M. Pasqua relative à la grève du personnel d'Orly [15 mai 1970] (p. 1751, 1752).

Répond à la question d'actualité de M. Dardé relative à la sécurité des transports aériens [15 mai 1970] (p. 1753).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Charles Bignon tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef : *Ses observations sur la convention de Tokyo ; projet de convention en discussion à Montréal ; piraterie aérienne élant un fléau social, politique et humain* [19 mai 1970] (p. 1786) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (peine subie par toute personne détournant un aéronef)* (p. 1787) ; *distinction entre les violences et les coups* (p. 1787) ;

— du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation : *Ses observations sur la loi du 28 décembre 1967 relative aux droits de port et de navigation ; ses observations sur les paroles de M. Dumortier* [19 mai 1970] (p. 1788) ; *restriction des cas pouvant donner lieu à poursuite* (p. 1788) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La pratique de la pêche est autorisée au moyen de tous engins dont la nature, le nombre et les conditions d'emploi sont déterminés par voie réglementaire »* (p. 1788) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Problèmes de l'administration centrale ; développement des services horizontaux ; service des études économiques ; institut de recherche des transports ; refonte de la commission de l'informatique ; réforme de la S.N.C.F. ; réduction du déficit de cette entreprise ; problème des transports sur route ; liberté tarifaire de la S.N.C.F. ; investissements réalisés par la S.N.C.F. ; évolution du trafic ; problème des transports routiers ; situation de la batellerie française* [9 novembre 1970] (p. 5404) ; *plan d'ensemble de la batellerie ; problème du niveau de la formation professionnelle ; réforme des structures de la batellerie ; assouplissement des tarifs de la batellerie ; parution d'un livre blanc sur les transports urbains ; politique des transports dans la région parisienne ; établissement d'un projet de contrat de programme plurianuel pour la R.A.T.P. ; disparition progressive de la subvention d'équilibre pour la S.N.C.F. ; nécessité de discipliner l'usage de la voiture individuelle ; rôle du comité de la circulation et du stationnement ; refonte de l'organisation des transports parisiens ; priorité donnée aux transports en commun ;* (p. 5405) ; *lancement des travaux du tronçon central du réseau express régional amélioration des correspondances métro-S.N.C.F. ; desserte ferrée des villes nouvelles d'Evry, de Cergy, de la vallée de la Marne et de la ville de Créteil* (p. 5406) ; *ses observations sur les paroles de M. Raymond Barbet ; conciliation des intérêts de la région parisienne et de ceux de la province* (p. 5406, 5407) ; *crédits d'investissements de la S.N.C.F. ; distinction entre les wagons complets et les wagons particuliers* (p. 5413) ; *turbotrain ; horaires de travail des cheminots ; ses observations sur la R.A.T.P. ; création d'une taxe pour l'amélioration des transports dans la région parisienne ; ses observations sur le fait que les salariés de cette région perçoivent une prime de transport ; coût du transport en province ; sécurité et coordination des moyens de transport ; sa demande que les parlementaires n'interviennent pas lorsque des procès-verbaux sont dressés ; problème du transfert de transport sur route ; situation des agents de la S.N.C.F. détachés outre-mer puis réintégrés ; priorité donnée aux transports en commun dans la région parisienne* (p. 5414) ; *liaison Paris-Orly ; parcs de stationnement d'intérêt régional ; ses observations sur le préfinancement demandé au district de la région pasisienne et aux collectivités locales ; travaux concernant les lignes de métro n° 13 et 14 ; prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet ; liaison S.N.C.F. Invalides-Orsay ; coûit du ticket d'autobus ; taxe à l'essieu ; conférence européenne des moyens de transport ; ses observations sur l'attelage automatique ; suppression de certaines lignes de chemin de fer* (p. 5415) ; Titre III : *Problème de la création d'un poste de conseiller des transports à Washington* (p. 5416) ; Titre IV : *Projet de réforme de la R.A.T.P. ; déficit de cet organisme ; problème du stationnement payant à Paris* (p. 5418) ; *ses observations sur les paroles de M. Bouchacourt* (p. 5419) ; TRANSPORTS. - II. - AVIATION CIVILE : *Réforme du ministère ; ses observations sur le turbotrain Paris-Lyon ; caractère commercial de* Concorde ; *croissance*

du trafic ; mesures adoptées en faveur des personnels [13 novembre 1970] (p. 5469) ; *adaptation de la navigation aérienne aux besoins modernes ; ses observations sur le protocole du 15 juillet conclu avec les organisations syndicales ; ses observations sur le secteur de la météorologie ; son champ d'activité ; équipement aéronautique français ; couverture radar de l'espace aérien ; automatisation des moyens de contrôle ; sécurité de la circulation aérienne ; aérogare d'Orly-Ouest ; travaux de Roissy-en-France ; ses observations sur l'opération aéroportuaire de Lyon-Satolas ; caractère des aéroports ; piraterie aérienne ; ratification de la convention de Tokyo ; problème de la construction aéronautique ; réalisation de* Concorde ; *question de l'*Airbus (p. 5470) ; *programme* Mercure ; *rôle du Ministère des Transports dans le maintien du potentiel technologique de l'industrie aéronautique* (p. 5471) ; *problème de l'*Airbus ; *question de la météorologie ; possibilité de constituer un établissement public qui tiendra compte du caractère spécifique de la météorologie* (p. 5475) ; *difficultés des aéroports de province ; avion à décollage court ; ses observations sur la Caravelle 12 ; prévisions de vente actuelle de* Mercure ; *situation de la société Sud-Aviation ; ses observations sur la redevance du poste de Secrétaire général à l'Aviation civile ; prééminence de l'aviation civile sur l'aviation militaire ; rôle d'Air Inter ; problème du turbotrain ; ses observations sur l'accident survenu en 1968 à la* Caravelle *Ajaccio-Nice : question des aéro-clubs ; aviation de voyage ; industrie française de construction d'avions légers* (p. 5476) ; *desserte des aéroports ; liaison Paris-Orly ; liaison ferroviaire entre Orsay et Orly ; construction d'une ligne d'aérotrain entre Orly, la station de Joinville du réseau express régional et Roissy-en-France ; liaison avec Paris et l'autoroute B 3* (p. 5477) ; Titre V : *Etude d'un réacteur de poussée moyenne ; question de l'accessibilité de l'aérodrome de Saint-Denis-de-la-Réunion aux* Bœing 747 (p. 5478) ; III. - MARINE MARCHANDE : *Situation de l'emploi dans la marine de commerce ; ses observations sur le plan « Forner »* [17 novembre 1970] (p. 5646) ; *plan de relance de l'armement ; capacité de notre flotte ; modernisation des cargos de ligne ; taux de couverture par notre pavillon de nos échanges maritimes ; aide de l'Etat ; développement de la société nationale de sauvetage en mer ; problème de la construction navale ; pourcentage des commandes destinées à l'exportation ; pêches maritimes ; conséquence de la décision de porter à 25 % le taux maximal de la prime à la construction et de la contribution du F.D.E.S.* (p. 5647) ; *modernisation de notre flotte de pêche industrielle ; ses observations sur la flotte artisanale ; institut scientifique et technique des pêches maritimes ; ressources du comité interprofessionnel de la conchyliculture* (p. 5648) ; *ses observations sur Boulogne-sur-Mer* (p. 5655) ; *plan « Forner » ; problème des retraites ; ses observations sur le port de Nouméa ; taxe sur les bateaux de pêche ; problème de la patente ; situation des syndics des gens de mer ; réforme du service extérieur de la marine ; société nationale de sauvetage en mer ; pêche à la sardine ; flotte de commerce ; situation des marins ; aide du fonds national de l'emploi ; problème de la pêche artisanate ; ses observations sur la grève qui immobilise le paquebot* France (p. 5656) ; Titre VI : *Modernisation de notre flotte commerciale* (p. 5657) ; *ses observations sur le port de Concarneau ; ses observations sur l'école d'ingénieurs* (p. 5658).

Décédé le 31 décembre 1970.

Son éloge funèbre est prononcé [6 avril 1971] (p. 904).

MONTALAT (Jean)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S., puis N.I.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [2 avril 1970] (p. 749).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [2 avril 1970] (p. 749).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 873) modifiant la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, **n° 919** [28 novembre 1969].

En qualité de vice-président :

Préside : la séance du 6 mai 1969 (p. 1210); la 1re séance du 17 septembre 1969 (p. 2297) ; la séance du 9 octobre 1969 (p. 2562) ; la séance du 23 octobre 1969 (p. 2859) ; la 1re séance du 30 octobre 1969 (p. 3070) ; la 1re séance du 31 octobre 1969 (p. 3171) ; la 1re séance du 4 novembre 1969 (p. 3281) ; la 2e séance du 6 novembre 1969 (p. 3443) ; la 2e séance du 7 novembre 1969 (p. 3523) ; la 3e séance du 7 novembre 1969 (p. 3530) ; la 1re séance du 14 novembre 1969 (p. 3719) ; la 2e séance du 14 novembre 1969 (p. 3735) ; la 3e séance du 14 novembre 1969 (p. 3743) ; la 1re séance du 18 novembre 1969 (p. 3883) ; la 3e séance du 19 novembre 1969 (p. 3997) ; la 1re séance du 21 novembre 1969 (p. 4147) ; la séance du 4 décembre 1969 (p. 4618) ; la 2e partie de la séance du 11 décembre 1969 (p. 4847) ; la 1re séance du 12 décembre 1969 (p. 4895) ; la 1re partie de la 2e séance du 12 décembre 1969 (p. 4911) ; la 1re séance du 17 décembre 1969 (p. 5005) ; la 2e séance du 17 décembre 1969 (p. 5014) ; la séance du 18 décembre 1969 (p. 5038).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur l'application de l'article 128 du Règlement [6 mai 1969] (p. 1255) ; Ses observations sur les mises au point faites par MM. Pouyade, Sallé, Cassabel, Fossé et Mirtin sur le projet de loi en seconde délibération relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 3070) ; Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave : *Modification de l'ordre du jour* [30 octobre 1969[(p. 3070) ; Ses observations sur la mise au point faite par M. Longequeue sur son vote [4 décembre 1969] (p. 4618).

En qualité de député :

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative au rôle du général Lammerding dans les pendaisons de Tulle [11 octobre 1968] (p. 3284, 3285).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Imprécision des fascicules budgétaires ; exécution de la loi de programme* [30 octobre 1968] (p. 3755) ; *impossibilité pour la France de se doter à la fois d'une force nucléaire stratégique crédible et de forces conventionnelles efficaces* (p. 3755).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Ses observations sur la situation actuelle ; maintien de la paix ; ses observations sur la « défense tous azimuts » ; retrait de l'O.T.-A.N. ; traité de Dunkerque ; pacte de Varsovie ; caractéristiques de l'O.T.A.N. ; puissance nucléaire de la France ; socialistes étant partisans de la coexistence pacifique ; politique russe ; invasion de la Tchécoslovaquie ; présence de la flotte russe en Méditerranée ; coût de la force de frappe stratégique ; force de frappe française ; explosion de Fangataufa ; protection civile ; accords de non-dissémination des armes atomiques conclus à Moscou ; nécessité de réaliser l'Europe pour nous porter à la dimension technologique, économique et politique de l'U.R.-S.S. et des Etats-Unis* [5 décembre 1968] (p. 5129 à 5131).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, Art. 2 : *Question de la présence de retraités au Conseil supérieur* [14 octobre 1969] (p. 2647) ; En seconde délibération : *Avis du Conseil d'Etat sur l'incompatibilité entre activités syndicales et politiques et la discipline militaire ; conséquence de cette décision ; exemple de l'octroi de primes à certains officiers sortant des écoles ; fonction du futur conseil ; sa*

composition ; participation des personnels en retraite aux travaux du Conseil supérieur ; ses observations sur la procédure de seconde délibération utilisée par le Gouvernement [22 octobre 1969] (p. 2814, 2815) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur les installations militaires du Pacifique* [17 novembre 1969] (p. 3846) ; *coût de la force de frappe ; exemple de Marcoule ; ses observations sur les centrales plutonigènes d'E.D.F. et le barrage de Donzère-Mondragon* (p. 3846) ; *programme Mandragore ; ses observations sur les sous-marins ; coût des infrastructures ; ses doutes sur le caractère de dissuasion de notre force atomique ; taux des dépenses nucléaires à l'intérieur du budget des armées* (p. 3846, 3847) ; *usine de Pierrelatte ; nécessité d'une possibilité d'une réponse flexible ; opérations du Tchad* (p. 3847, 3848) ; *signature des accords de Moscou ; alliance atlantique* (p. 3848) ; Après l'Art. 58 : *Budget de la gendarmerie ; gendarmerie ne devant pas devenir une force autonome* (p. 3866).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale avec débat relative aux crimes de guerre et à la mise en jugement du général Lammerding [5 décembre 1969] (p. 4697) : *Activité déployée par le général Lammerding et le colonel Otto Weidinger à la présidence de la H.I.A.G. (association des anciens nazis) ; interprétation du drame d'Oradour et de Tulle par la presse allemande* (p. 4698, 4699).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux négociations franco-algériennes [27 novembre 1970] (p. 6018).

Pos à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux bases algériennes [23 avril 1971] (p. 1417, 1418).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Ses observations sur les explications de vote de M. de la Malène* [3 juin 1971] (p. 2321).

Décédé le 22 septembre 1971 [*J.O.* du 23 septembre 1971] (p. 9454).

Son éloge funèbre est prononcé [5 octobre 1971] (p. 4271, 4272).

MONTESQUIOU (Pierre de)

Député du Gers
(2e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [19 décembre 1968] (p. 5708) (p. 1719), [15 mai 1970] (p. 1748) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création de prestations d'études en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur, n° 136 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre la promotion au grade supérieur, à titre honorifique, des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite

des lois de dégagement des cadres et rayés des contrôles pendant la période de 1939 à 1949, n° **706** [7 mai 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XV. - Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° **836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à instituer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur divers problèmes intéressant les militaires retraités, n° **874** [12 novembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XV. - Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° **1396** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XVI. - Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° **2011** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers, n° **2330** [18 mai 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XVI. - Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° **2586** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier le titre III du Livre IV du Code de la santé publique et relative à la profession de masseur-kinésithérapeute, n° **2668** [22 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur sa proposition de loi (n° 2668) tendant à modifier le titre III du Livre IV du Code de la santé publique et relative à la profession de masseur-kinésithérapeute, n° **2747** [8 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Etat A. — EDUCATION NATIONALE : *Création de postes de professeurs* [19 juillet 1968] (p. 2370).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Démocratisation de l'enseignement supérieur ; sa proposition de loi organisant des prestations d'études pour les élèves de l'enseignement supérieur ; problème de l'autonomie ; enseignement technique ; ses observations sur le baccalauréat ; problème de l'orientation ; question des débouchés ; sens de la révolte contre la société de consommation* [25 juillet 1968] (p. 2576, 2577).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Ses observations sur les grandes écoles ; débat sur les problèmes des cycles primaire et secondaire ; nécessité d'assurer la formation des maîtres à tous les niveaux ; débat sur ce sujet ; statut des maîtres de l'enseignement supérieur ; modalités d'exercice de leur magistère* [8 octobre 1968] (p. 3105, 3106) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, après le neuvième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « les propositions, visées aux 4 et 5 si-dessus, sont considérées comme approuvées si une décision n'a pas été prise par le ministre dans un délai de deux mois »* (p. 3121, 3122) ; *création d'un Conseil national de l'enseignement supérieur ; nécessité de donner à ce conseil des moyens d'action* (p. 3122) ; *retrait de son amendement* (p. 3122) ; Art. 8 : *Ouverture de l'université à l'économie moderne ; importance de deux catégories : celle des futurs dirigeants des complexes économiques, celle des étudiants* [9 octobre 1968] (p. 3144) ; Art. 9 : *Date des élections* (p. 3153) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (règles d'obtention des diplômes nationaux)* [10 octobre 1968] (p. 3200).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la création d'un Institut national de la condition étudiante [8 novembre 1968] (p. 4169, 4170).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les ventes par correspondance* [9 novembre 1968] (p. 4240) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Indemnisation des rapatriés ; question d'un moratoire ; rôle de l'agence des biens et intérêts des rapatriés ; crédits pré-*

vus en faveur des rapatriés ; régime de la redevance d'assainissement ; insuffisance des subventions en ce domaine ; cas des personnels des préfectures ; insuffisance des transformations d'emplois ; prise en charge par l'Etat des agents départementaux ; réévaluation des effectifs des préfectures [14 novembre 1968] (p. 4424, 4425) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Difficultés éprouvées par l'arboriculture française dans le Marché commun et le marché international ; F.E.O.G.A. ; S.N.C.F. accordant des tarifs préférentiels pour les transports de fruits italiens* [16 novembre 1968] (p. 4565) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Demande pourquoi le secrétaire d'Etat n'agit pas afin que l'O.R.T.F. évite de contribuer à l'affolement au moment de la crise du franc ; son rôle dans la défense de la monnaie* [19 novembre 1968] (p. 4715, 4716).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Politique de détente avec l'Est ; flotte russe en Méditerranée ; ses observations sur l'Union européenne occidentale ; alliance atlantique* [5 décembre 1968] (p. 5149).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'armagnac ; financement des prestations sociales agricoles ; situation des agriculteurs exploitant 10 à 20 hectares ; cotisations cadastrales vieillesse ; revenu cadastral ; crédit agricole ; exploitation familiale ; bâtiments d'élevage* [19 novembre 1969] (p. 4002, 4003) ; AFFAIRES CULTURELLES, Titre V : *Désire savoir si les propriétaires de demeures historiques qui ne les habitent pas ne pourraient pas bénéficier du dégrèvement de la contribution mobilière et d'un crédit d'impôt à la condition de réinvestir cette somme dans l'entretien de ces demeures* [20 novembre 1969] (p. 4074, 4075) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Conditions d'une nouvelle société ; mentalité des responsables des syndicats ; information du Parlement sur les difficultés et les résultats du projet de loi ; statut actuel de la Régie ; ses observations sur les filiales de l'entreprise ; consultation du comité d'entreprise sur les modalités de distribution des actions ; critères retenus pour la distribution des actions aux salariés ; question des exonérations fiscales ; expériences étrangères* [16 décembre 1969] (p. 4953, 4954).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur le VI^e^ Plan ; rôle et place qu'occupent les grandes écoles ; enseignement des langues vivantes ; possibilité de susciter chez les jeunes l'étude de deux langues ; ses observations sur le plan triennal ; programmes concernant les C.E.S. et les C.E.T. ; importance des charges qui pèsent sur les départements et les communes ; mise en œuvre du tiers temps pédagogique ; rôle que jouent les représentants des parents d'élèves dans les conseils d'administration* [15 avril 1970] (p. 1055, 1056).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux enquêtes sur les récents actes de violence [22 mai 1970] (p. 1887, 1888).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Insuffisance de la structuration du secteur industriel ; problème de l'agriculture ; ses observations sur les artisans et les petits commerçants ; humanisation du secteur industriel ; nécessité de réaliser certaines reconversions* [17 juin 1970] (p. 2740, 2741).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la protection de la nature [16 octobre 1970] (p. 4378) ; *conférence sur la protection de la nature au Conseil de l'Europe ; problème de la pollution des eaux ; traitement des eaux résiduelles ; création de parcs nationaux* (p. 4380, 4381) ; *aspect pédagogique du problème* (p. 4384).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer les évaluations de recettes figurant aux lignes 1 à 4 et en conséquence à diminuer les recettes de 1.534.900.000 F* [22 octobre 1970] (p. 4577) ; *situation des exploitants agricoles ; obtention des pensions d'invalidité* (p. 4578) ; *retrait de son amendement* (p. 4579) ; de la deuxième partie : BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Situation des contrôleurs des postes et télécommunications : cas des agents d'exploitation ; possibilité de les faire bénéficier de la revalorisation prévue pour les catégories C et D : amélioration des conditions de*

promotion en créant un plus grand nombre d'emplois dans les deux grades ; projet de réforme des statuts du personnel administratif supérieur des services extérieurs ; ses observations sur la commission Lecarpentier ; regroupement dans une carrière unique des deux grades d'inspecteur principal adjoint et d'inspecteur principal des P.T.T. ; modernisation des services de la poste de nos campagnes [29 octobre 1970] (p. 4903) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Sous-équipement des départements de la région Midi-Pyrénées ; ses observations sur le fait que la découverte du gaz de Lacq n'a pas profité à la région ; desserte en gaz des communes de Fleurance et de Lectoure ; problème de l'électrification et du renforcement des lignes* [30 octobre 1970] (p. 4998) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget annexe des prestations sociales agricoles ; conditions de reconnaissance de l'invalidité des exploitants agricoles ; taxes sur certains produits agricoles ; importance de l'effort financier demandé aux exploitants agricoles ; nécessité de réformer le financement professionnel* [6 novembre 1970] (p. 5279, 5280) ; *problème de la rénovation rurale ; place des grands aménagements régionaux dans la politique agricole ; rôle des compagnies d'aménagement des coteaux de Gascogne ; classement du Gers en zone de rénovation rurale ; marchés des eaux-de-vie et des alcools ; importance de la politique agricole commune ; ses observations sur les régions de Cognac, d'Armagnac et du Calvados ; problème des eaux-de-vie d'appellation contrôlée ; ses observations sur l'alcool neutre rectifié ; définition de l'alcool* (p. 5348).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux sinistrés du Gers [28 mai 1971] (p. 2189, 2190).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'environnement, en qualité de suppléant de M. Claudius-Petit : *Définition d'un nouveau programme pour l'environnement en harmonie avec le VI^e Plan ; aides aux industriels réalisant des investissements antipollution ; urbanisme ; construction ; côte des Landes ; construction d'un viaduc dans le parc de Saint-Cloud* [4 juin 1971] (p. 2392) ; *protection de la côte des Landes ; qualité architecturale des châteaux d'eau ; établissement de liens entre le Ministère chargé de la protection de la nature et de l'environnement et le Conseil de l'Europe* (p. 2402).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI^e Plan de développement économique et social, Art. unique : *Déséquilibre entre les différentes parties de la France ; liaisons entre la métropole Toulouse et les départements environnants ; crédits d'aménagement de la R.N. 124 ; son souhait que les départements qui ont bénéficié de l'indemnité viagère de départ à 60 ans deviennent zones de rénovation rurale* [18 juin 1971] (p. 3102) ; *son amendement (transformation des départements qui bénéficient de l'indemnité de départ à 60 ans en zones de rénovation rurale)* (p. 3108) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3108, 3109) ; *son amendement (aménagement de la route nationale 10 et de la route nationale 124 ; liaison Toulouse-Bayonne par Auch)* (p. 3115) ; *retrait de son amendement* (p. 3115) ; *son amendement (aménagement du réseau routier national en rase campagne)* (p. 3116).

Est entendu sur la question d'actualité de M. Virgile Barel relative à l'aide aux sinistrés d'Antibes [25 juin 1971] (p. 3443).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES : *Importance de l'environnement culturel ; formation et avenir des architectes ; utilisation des moyens audio-visuels sur le plan culturel* [27 octobre 1971] (p. 4968) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Admission de la Chine populaire aux Nations unies ; avenir de l'Europe ; union de l'Europe occidentale ; coopération nucléaire franco-britannique ; problème de l'Europe politique ; réalisation de l'Union économique et monétaire* [3 novembre 1971] (p. 5248) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Ses observations sur les dimensions de la nouvelle conception de la patrie ; lutte anti-bruit ; fonds d'intervention et d'action pour la nature ; concours pour le plus beau jardin dans le cadre rural des écoles primaires* [8 novembre 1971] (p. 5521) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Crise du B.A.P.S.A. ; augmentation des charges supportées par les exploitants ; dépenses sociales du budget de l'agriculture ; problème des débouchés de notre production agricole ; alignement des taux de l'allocation de la mère au foyer sur ceux de l'allocation de salaire unique ; assurance vieillesse* [15 novembre 1971] (p. 5707) ; *ses observations sur l'A.M.E.X.A. ;*

taux des pensions pour invalidité ; réaménagement du système du revenu cadastral ; impositions appliquées dans le département du Gers ; taxes sur les céréales et sur les oléagineux (p. 5708) ; *son amendement tendant à réduire les crédits inscrits à l'article 21 de 150 millions de francs* [16 novembre 1971] (p. 5801) ; *recettes du B.A.P.S.A.* (p. 5802) ; *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 5804) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 58 (nouvelle)* [17 novembre 1971] (p. 5848) ; *taxes parafiscales sur les graines oléagineuses et sur les céréales au profit de la caisse centrale de secours mutuel agricole ; couverture des dépenses de l'A.M.E.X.A.* (p. 5848) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 58 (nouvelle)* (p. 5874) ; *situation des exploitants agricoles ; cas des agriculteurs des régions sous-développées* (p. 5874) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 59 (nouvelle) : « taxe sociale de solidarité sur les céréales »* (p. 5875).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la fusée *Europa II* [19 novembre 1971] (p. 5984, 5985).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant au troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. André-Georges Voisin après les mots : « aux coopératives de vinification » à insérer les mots : « et de distillation »* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *nécessité de permettre aux producteurs viticoles de la région de Cognac et d'Armagnac de distiller leurs produits* (p. 6468) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6469) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. premier : *Nature juridique de la région ; ses observations sur la région Midi-Pyrénées* [26 avril 1972] (p. 1070, 1071) ; Art. 14 : *Création d'un fonds national de péréquation* [27 avril 1972] (p. 1144).

Prend part au débat sur la question orale de M. Michel Durafour, relative à la recherche scientifique en qualité de *suppléant : Les deux finalités fixées à la recherche scientifique par le VI^e Plan ; la recherche fondamentale ; plan calcul ; informatique française ; recherche médicale et recherches socio-économiques* [21 juin 1972] (p. 2701).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Bilan positif ; définition d'orientation ; action à Stockholm ; déplore le manque d'effet d'entraînement sur l'ensemble des activités publiques et privées ; crédits du F.I.A.N.E. ; action du Ministère de l'Agriculture ; anarchie de l'urbanisme ; absence de liaison entre Paris et la province ; urgence des ateliers d'urbanisme et du paysage sur le plan régional ; politique d'entraînement vis-à-vis des entreprises privées et des collectivités locales ; information des industriels et sanctions ; réforme des finances locales ; nationalisation de la garderie* [27 octobre 1972] (p. 4495, 4496) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis* pour le budget annexe des prestations sociales agricoles : *Budget satisfaisant car traduisant une amélioration des droits sociaux des agriculteurs et une étape vers la réalisation de la parité ; augmentation de l'allocation du fonds national de solidarité ; pension de reversion dès 55 ans aux veuves d'exploitants agricoles ; son souhait que les veuves pensionnées puissent, dès l'âge de 55 ans, bénéficier des allocations du fonds national de solidarité* [14 novembre 1972] (p. 5128) ; *bénéfice de la réforme de l'inaptitude ; lacunes du régime social agricole : droits à la retraite des aides familiaux, assurance invalidité ; évolution préoccupante du mode de financement du régime social agricole ; augmentation des cotisations techniques effectivement payées par les agriculteurs ; taxe sur les produits agricoles créant des distorsions économiques et des injustices sociales ; demande le remplacement de ces taxes par d'autres sources de financement ; assiette des cotisations techniques inacceptable ; progressivité des cotisations techniques et des cotisations complémentaires* (p. 5129) ; *nécessité de ne pas confondre les aides spéciales pour les plans de développement et les aides publiques destinées aux agriculteurs (ligne spéciale budgétaire) ; retard du département du Gers dans les domaines de l'hydraulique agricole, de l'alimentation en eau potable ; gîtes ruraux ; ne peut admettre que le Gers n'ait pas encore été inscrit parmi les départements de rénovation rurale ; ne votera pas le budget de l'agriculture et se présentera aux élections sous le sigle de la rénovation rurale s'il n'obtient pas satisfaction sur ce point* [15 novembre 1972] (p. 5214, 5215).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au réseau téléphonique français [8 décembre 1972] (p. 6043, 6044, 6045).

MORELLON (Jean)
Député du Puy-de-Dôme
(2e *circonscription*)
R.I.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Giscard d'Estaing, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [*J.O.* du 22 août 1969] (p. 8494), [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la catastrophe du Plateau d'Assy [29 avril 1970] (p. 1376).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Travail dans les houillères d'Auvergne ; fermeture de la mine de Messeix avant celle de Brassac et de Saint-Eloy ; rôle de l'association pour le développement industriel des régions minières d'Auvergne ; réduction de la consommation de charbon* [30 octobre 1970] (p. 4992) ; *ses observations sur le programme d'infrastructures ; rôle de l'Etat* (p. 4993, 4994) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisance de la surveillance des élèves des écoles ; exercice de médecine rurale* [4 novembre 1971] (p. 5303); *problème du recrutement de jeunes médecins ; constitution d'un véritable centre sanitaire rural ; création d'un certificat de médecine générale insistant sur la formation obstétricale des médecins* (p. 5304) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Difficultés du thermalisme français ; Auvergne ; thermalisme social ; enseignement de l'hydrologie* [3 novembre 1972] (p. 4628, 4629).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la santé publique en qualité de *suppléant* de M. Bertrand Denis [24 novembre 1972] (p. 5652) : *Dégradation continue de la médecine scolaire ; dépistage des inadaptations et des handicaps* (p. 5653) ; *collaboration avec les médecins privés pour remédier à la pénurie de médecins scolaires ; recours aux étudiants en médecine préparant le certificat d'études supérieures de pédiatrie ; situation financière des établissements privés d'hospitalisation* (p. 5654).

MORISON (Pierre)
Député du Rhône
(8e *circonscription*)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la destruction des ordures ménagères, **n° 2150** [16 décembre 1971]. Ce document n'a pas été distribué.

MORON (Jacques)
Député de la Haute-Garonne
(3e *circonscription*)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à aménager en faveur des handicapés physiques les dispositions de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° 931 [3 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 10 et à supprimer l'article 13 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immebles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1097 [22 avril 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Révolte des étudiants ; autonomie ; participation ; cogestion ; régionalisation ; moyens audio-visuels devant permettre à l'ouvrier d'acquérir une culture ; nécessité de revoir le contenu de l'unité d'enseignement grâce à une association entre le langage mathématique et le langage littéraire ; introduction, dans les comités de gestion, de personnalités du monde ouvrier ; importance des stages ; situation des étudiants en médecine* [3 octobre 1968] (p. 3028) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3028, 3029) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Evénements de mai et de juin ; question de l'application de cette loi à toutes les entreprises sans considération du nombre de salariés ; charges financières pour les petites et moyennes entreprises* [4 décembre 1968] (p. 5070) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des excédents céréaliers ; ses observations sur le blé tendre ; F.E.O.G.A. ; nécessité de ne pas soutenir de la même façon les petits agriculteurs et les gros agriculteurs ; exemple du Lauraguais ; possibilité de transformer les S.A.F.E.R. en banque de la terre ; budget de la recherche agricole* [18 novembre 1969] (p. 3930, 3931) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Caractère du projet de loi ; ses observations sur ce texte* [2 décembre 1969] (p. 4485, 4486) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur les modes de calcul ; conditions de dépossession des biens ; problème des déductions ; problème des subventions de reclassement ; confirmation des créances détenues par les nationaux français à l'encontre des Etats étrangers ; son refus de voter le projet de loi* [11 juin 1970] (p. 2510) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Marasme dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics ; ses observations sur le système d'appel à la concurrence en matière de gros programmes ; conséquence de la restriction du crédit ; exemple de la Haute-Garonne ; ses observations sur la croissance des villes* [3 novembre 1970] (p. 5064) ; *prix d'une habitation* (p. 5065) ; *possibilité de prévoir que les intérêts moratoires seront dûs de droit ; suppression de la retenue de garantie et son remplacement par un système de cautionnement ; problème de la région du Midi-Méditerranée ; concertation entre l'administration et les entreprises* (p. 5065) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des agents contractuels de la sûreté nationale recrutés en Algérie ; possibilité d'accorder à ces agents le bénéfice d'une intégration directe dans les cadres de la fonction publique* [9 novembre 1970] (p. 5443, 5444) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa satisfaction des mesures nouvelles et de l'annonce de trois groupes de travail sur le rapport constant, sur la levée des forclusions, sur les opérations d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4562, 4563) ; *mesures à prendre pour que les périodes de guerre et de captivité soient*

décomptées comme périodes d'affiliation à la sécurité sociale ; sa demande d'assouplissement des critères pour l'attribution des décorations pour ceux de 1914-1918 (p. 4562, 4563).

MOULIN (Arthur)

Député du Nord
(21e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [16 avril 1970] (p. 1115).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207), [10 juin 1970] (p. 2476).

A donné sa démission de membre de cette Commission spéciale [1er décembre 1970] (p. 6061).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 398) autorisant l'approbation de l'avenant modifiant les articles 4 et 5 de l'annexe IV de la convention du 28 décembre 1858, additionnelle au traité de délimitation de la frontière du 2 décembre 1856 entre la France et l'Espagne, signé à Paris le 15 mars 1968, n° **807** [2 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1204), complétant certaines dispositions au titre premier du Livre IV du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-833 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **1304** [24 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1668) complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires, n° **1678** [29 avril 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa de cet article : « ...par l'institution d'un quorum qui ne peut être inférieur à 60 % des étudiants inscrits. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le nombre des élus est réduit en proportion »* [9 octobre 1968] (p. 3156) ; *ses observations sur les étudiants de première année* (p. 3170) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, Art. 3 : *Frais de ramassage ; ses observations sur le fait que les ramasseurs de lait étaient assurés jusqu'à présent, sur le plan de la législation sociale, au régime agricole au point de vue des assurances vieillesse et au point de vue de la protection maladie ; affiliation au régime agricole* [10 décembre 1968] (p. 5266) ; Art. additionnels : *Problème des sanctions* (p. 5267) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Art. additionnels : *Ses observations sur les*

groupements agricoles d'exploitation en commun [10 décembre 1968] (p. 5309) ; *financement du B.A.P.S.A. ; revenu cadastral* (p. 5311) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à répartir d'une façon équitable les cotisations sociales agricoles en fonction des revenus des assujettis »* (p. 5312).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à l'indemnité viagère de départ : *Complexité et mulliplicité des textes applicables en matière d'I.V.D. ; proposition de loi de M. Bricout tendant à la simplification et à la généralisation de l'indemnité viagère de départ* [10 octobre 1969] (p. 2621, 2623) ; *cas marginaux ; inquiétude provoquée par les mesures prises à Bruxelles et par les mesures unilatérales décidées par le gouvernement allemand* (p. 2631, 2632) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, seconde délibération, Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing et sur les établissements d'enseignement agricole* [22 octobre 1969] (p. 4322) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Amélioration de la loi de 1966 ; historique du problème ; poids de la fiscalité ; son vote ; couverture des risques ; problème des cotisations ; caractère transitoire de la réforme* [2 décembre 1969] (p. 4474, 4475) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Adhésion à l'assurance volontaire ; problème des dérogations* [3 décembre 1969] (p. 4550) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur l'appel des amendements déposés à cet article* (p. 4581) ; ses explications de vote : *Vote du groupe de l'U.D.R. ; problème de la déduction des cotisations des forfaits ; participation de l'Etat* (p. 4598) ;

— du projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales, Art. 2 : *Composition du comité de protection des obtentions* [4 décembre 1969] (p. 4645) ; Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4648) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans les troisième et quatrième alinéas à substituer au mot : « taxes » le mot : « redevances »* (p. 4649).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150) : *Les raisons de sa décision de ne pas participer à la discussion publique du budget de l'agriculture ; mesures prises après la dévaluation du franc et la réévaluation du deutschmark ; rapport Vedel ; évolution du Marché commun ; transformation par les pays du Benelux des animaux d'élevage en animaux de boucherie d'origine nationale* (p. 1152, 1153) ; *« spécialisation régionale » ; bassins laitiers* (p. 1162).

Ses observations sur le déroulement de la séance relative aux questions d'actualité [19 juin 1970] (p. 2881).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative au contrôle médical de la sécurité sociale [19 juin 1970] (p. 2882, 2883, 2884).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la F.A.S.A.S.A. ; indemniété viagère de départ ; dissociation entre le droit à l'indemnité et le droit aux prestations de vieillesse ; lacunes du régime de l'I.V.D. ; cas où le bailleur a signifié sa volonté de ne pas renouveler le bail ; extension de l'attribution de l'I.V.D. à certains cas nouveaux ; protestation contre les méthodes de travail de l'Assemblée ; extension de l'I.V.D. aux agriculteurs qui exercent en outre une activité de caractère commercial ou artisanal ; complexité des procédures prévues* [26 juin 1970] (p. 3160 à 3162) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 du Code rural, à substituer aux mots : « l'attribution de l'un des avantages » les mots : « attribution des avantages »* (p. 3199) ; *ses observations sur l'I.V.D. et l'indemnité complémentaire de restructuration*

(p. 3199) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 du Code rural, à substituer aux mots « pour bénéficier de cet avantage » les mots « pour bénéficier de ces avantages »* (p. 3199) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « dix-huit mois à l'avance, en précisant l'avantage » les mots : « dix-huit mois avant l'échéance, en faisant référence au premier alinéa du présent article et en précisant les avantages »* (p. 3199, 3200) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « prévues à l'article 845 » les mots « prévues aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 845 »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer au mot « l'avantage » les mots « les avantages »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « présenter deux projets » les mots « présenter au moins deux projets »* (p. 3200) ; *élargissement du choix offert au bailleur* (p. 3200) ; *son amendement tendant, à la fin de la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « cet avantage » les mots « ces avantages »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, après les mots « le bailleur est tenu » à insérer les mots « dans un délai de six mois »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « supérieure au double de la surface » les mots « supérieure à la surface »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à substituer aux mots « des deux projets » les mots « des projets »* (p. 3200) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du sixième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 : « le bailleur, qui, sauf motif sérieux et légitime, n'aura adopté aucun projet permettant au preneur d'obtenir les avantages auxquels il pouvait prétendre, sera tenu de réparer le préjudice subi* (p. 3200) ; *remplacement de la notion d'indemnité par celle du préjudice* (p. 3200) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, après les mots « précédemment loué » à insérer les mots « dans les conditions prévues aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 845 »* (p. 3200) ; *son amendement tendant, après le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, à insérer un nouvel alinéa (cas où événement imprévisible empêcherait la conclusion de la nouvelle location prévue)* (p. 3201) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2, après les mots « du préfet » à insérer les mots « après avis de la commision départementale des structures »* (p. 3201) ; *compétence du tribunal paritaire des baux ruraux* (p. 3201) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cormier ; création de nouvelles conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ* (p. 3202, 3203) ; *exemple de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing* (p. 3203) ; Art. additionnels : *Opposition de la commission à l'amendement de M. Cormier* (p. 3203) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Diversité du rôle du Ministre de l'Agriculture ; formation professionnelle des jeunes ; problème de l'enseignement pratique ; rôle et attributions du ministère de l'éducation nationale ; enseignement supérieur ; production laitière d'hiver ; réexamen de la hiérarchie des prix ; prix des productions animales par rapport à ceux des productions végétales ; possibilité de créer de « bassins laitiers »* [6 novembre 1970] (p. 5299) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure ; augmentation du budget ; construction des lycées ; problème de la répartition des charges financières* [14 novembre 1970] (p. 5561) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Problème du transfert à Douai d'une partie des services de l'Imprimerie nationale* [17 novembre 1970] (p. 5713) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Question d'un débat public dans la circonscription de l'orateur avec M. Rocard* [27 avril 1971] (p. 1479, 1480) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, Art. 25 : *Périmètres d'actions forestières* [28 avril 1971] (p. 1521, 1522) ; *pou-*

voir donné au préfet de définir les zones dégradées qui bénéficieraient d'une priorité pour l'octroi des aides du fonds forestier national (p. 1522) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires, en qualité de *Rapporteur : Formation et titre de docteur vétérinaire ; avantage d'effectuer des stages d'assistant ou de remplaçant* [4 mai 1971] (p. 1615) ; *indication des diverses dispositions prévues par le texte ; situation des remplaçants ; augmentation du nombre des étudiants vétérinaires ; création d'une quatrième école nationale de vétérinaires dans l'Ouest de la France ; organisation de stages pratiques en cours d'études ; projet de loi sur les pharmaciens vétérinaires* (p. 1616) ; Art. 309-1 du Code rural : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « et à condition de posséder la nationalité française ou la nationalité d'un Etat dont les ressortissants tiennent de conventions ou réglementations internationales le droit de bénéficier des présentes dispositions au même titre que les Français »* (p. 1618) ; *indication des gens qui pourront être assistants ou remplaçants ; problème des stages* (p. 1618) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « les élèves des écoles nationales vétérinaires » à insérer les mots : « ayant été admis par concours et »* (p. 1618) ; *enseignement reçu par des élèves étrangers en France ; situation des élèves étrangers admis sans concours* (p. 1619) ; *cas des Français allant étudier à l'étranger* (p. 1620) ; Art. 309-2 du Code rural : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « sous réserve des conditions », à supprimer les mots : « de nationalité »* (p. 1620) ; *son amendement tendant 1° dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « neuf mois » les mots : « quinze mois » ; 2° dans la seconde phrase du même article à substituer aux mots : « six mois » les mots : « douze mois »* (p. 1620) ; *prolongation de certains délais ; distinction faite selon que l'ancien élève a réussi ses examens à la session de juin ou à celle de novembre* (p. 1620) ; *obligations afférentes au service national* (p. 1620) ; Art. 309-6 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (participation des élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires aux opérations de prophylaxie en cas d'épizootie constatée par arrêté préfectoral ou dans le cadre d'un plan de lutte contre les maladies du bétail)* (p. 1621) ; *subvention pour la vaccination antiaphteuse obligatoire* (p. 1621) ; *subvention pour les vaccinations obligatoires ; son opposition à ce que les élèves ou anciens élèves constituent des brigades d'intervention au service de l'administration* (p. 1622) ; Art. 309-7 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article (peines infligées par la chambre de discipline)* (p. 1622) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1623) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : Art. 8 : *Interdiction de l'importation d'animaux prétendument vaccinés* [4 mai 1971] (p. 1630) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 13 : *Politique de certaines caisses du Crédit agricole en matière d'investissement immobilier* [23 novembre 1971] (p. 6034) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Ses observations sur les veaux ; difficultés des régions de grande production bovine* [7 décembre 1971] (p. 6458) ; *établissement des patentes fictives* (p. 6467) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, Après l'Art. 4 : *Rôle des commissions départementales ; problème des cumuls de démembrement et des structures* [8 décembre 1971] (p. 6514).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Son rappel au Règlement ; ses observations sur les paroles de M. Robert Fabre* [23 mai 1972] (p. 1828) ; *son rappel au Règlement* (p. 1835) ; Fait personnel : *Ses*

observations sur les paroles de M. Vancalster ; mort d'un militant communiste à Hirson (p. 1837).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1154 du Code rural : *Sa question de savoir quel est le statut d'un agent d'assurance mandataire de la mutualité sociale agricole* [28 juin 1972] (p. 2928).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la conférence des organisations agricoles [6 octobre 1972] (p. 3971, 3972).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer sur les problèmes agricoles : *Définition de l'exploitation agricole* [6 octobre 1972] (p. 3989) ; *distinction entre l'élevage des bovins et l'élevage des autres animaux ; charte des productions animales* (p. 3989).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 2 : *Ses observations aux amendements de M. Colette ; choix entre le forfait et le bénéfice réel ; nécessité d'humaniser les rapports entre le contribuable et l'inspecteur des impôts* [25 octobre 1972] (p. 4373) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FONCTION PUBLIQUE : *Humanisation des rapports entre l'administration et les administrés ; rigidité de la tutelle sur les collectivités locales* [13 novembre 1972] (p. 5090) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Sa satisfaction à la suite de la conférence annuelle, de l'action à Bruxelles, notamment en matière de fruits et légumes, de la qualité de la concertation ; ses regrets de la création, par voie réglementaire, de l'office interprofessionnel de la viande* [14 novembre 1972] (p. 5145) ; *contrats d'équilibre lait-viande ; prix d'objectif à long terme pour l'élevage ; aurait préféré la création d'un organisme plus vaste, sorte de commissariat à l'élevage et aux productions animales ; exploitation familiale* (p. 5146) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose, Après l'Art. unique : *Délai pour intenter l'action rédhibitoire* [30 novembre 1972] (p. 5764, 5765).

MOUROT (Jean-Paul)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187), 2 avril 1969] (p. 811), [2 avril 1970] (p. 745), [2 avril 1971] (p. 831), [4 avril 1972] (p. 786) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970[(p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relative au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 408) tendant à accorder, par une promotion au grade supérieur, une réparation morale aux militaires de carrière dégagés des cadres en application de textes à caractère législatif intervenus entre le 25 juin 1940 et le 31 décembre 1947, **n° 516** [10 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 706), tendant à

permettre la promotion au grade supérieur, à titre honorifique, des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite des lois de dégagement des cadres et rayés des contrôles pendant la période de 1939 à 1949, **n° 817** [8 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale : Armée de terre, **n° 839** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Crédits du Ministère de la Défense nationale. — V. - Section Forces terrestres, **n° 1398** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Crédits du Ministère de la Défense nationale. — V. - Forces terrestres, **n° 2013** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IV. - Forces terrestres, **n° 2588** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Problème de la sélection ; répartition du contingent ; nécessité d'opérer une sélection plus judicieuse et de donner après l'incorporation une instruction aussi diversifiée que possible ; réforme du service militaire ; situation de la ville du Blanc ; fermeture de l'entrepôt de l'armée de l'air* [5 décembre 1968] (p. 5146).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation de l'armée de terre ; autorisations de programme ; nombre des effectifs ; déficit en sous-officiers ; nombre des engagés ; durée du service militaire ; revalorisation du prêt ; crédits d'entretien ; problème de l'instruction ; ses observations sur le carburant ; entretien des immeubles ; exécution de la loi de programme ; construction d'un véhicule blindé d'attaque ; avis de la Commission de la défense nationale* [17 novembre 1969] (p. 3834, 3835) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Perte de l'idéal par une grande partie de la jeunesse ; principe de l'égalité de tout jeune homme en face du service national ; problème des sursis ; durée du service national ; âge de l'appel ; rajeunissement du contingent ; suppression du conseil de revision ; recrutement d'engagés à moyen ou à long terme ; nécessité d'apporter un complément de formation intellectuelle à certains jeunes défavorisés ; accomplissement du service dans la gendarmerie* [9 juin 1970] (p. 2363, 2364) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes touchant la défense nationale* [27 octobre 1970] (p. 4753) ; *part des crédits des forces terrestres dans le budget des armées ; réduction des effectifs ; conséquences financières de la loi fixant la durée du service national à douze mois ; prêt du soldat ; insuffisance des crédits alloués pour l'entretien des matériels ; exécution de la deuxième loi de programme ; ses observations sur les* A.M.X. 10 ; *réalisation du* Pluton (p. 4754) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Accroissement du nombre des jeunes dans la population française ; âge d'appel sous les drapeaux ; ses observations sur la crise de la jeunesse* [17 décembre 1970] (p. 6612, 6613) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e^ Plan de développement économique et social : *Problèmes posés par le dépeuplement de nos campagnes ; moyens d'industrialiser les centres secondaires de nos départements* [15 juin 1971] (p. 2934, 2935) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses ob-*

servations sur le budget des forces terrestres [2 novembre 1971] (p. 5163) ; *loi de programme militaire ; déflation des effectifs ; instruction et perfectionnement des cadres ; déplacement des unités vers les grands camps* (p. 5164) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Commercialisation du mouton et du porc ; conséquences de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [16 novembre 1971] (p. 5784) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa satisfaction que la déflation des effectifs de l'armée de terre ne touche pas le cadre des sous-officiers et de l'effort pour améliorer les conditions d'exécution du service militaire ; son regret qu'un effort plus important n'ait pu être fait au niveau des crédits d'études ; emploi des ouvriers qui travaillent pour la défense nationale ; œuvre législative accomplie* [8 novembre 1972] (p. 4845).

MURAT (Guy)

Député du Lot
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Pons, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarcharge et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rationalisation des choix budgétaires ; équilibre géographique des régions ; zones de rénovation rurale ; cas des départements du Sud-Ouest et du Centre* [19 novembre 1969] (p. 4006) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Soutien des productions agricoles ; part réservée aux actions sociales dans le budget de l'agriculture ; établissement de l'assiette des cotisations ; problème des équipements ; enseignement agricole ; prix de la viande bovine et du lait ; question de la viande ovine* [7 novembre 1970] (p. 5349) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les résultats obtenus par le Ministre à Bruxelles ; insuffisance des crédits d'équipement ; importance des calamités agricoles ; voirie rurale ; attribution de l'essence détaxée* [16 novembre 1971] (p. 5750, 5751) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Nécessité de rajustement du plafond des ressources pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; sa demande que soient exclues des ressources sous plafond les pensions militaires d'anciens combattants ou de veuve de combattant* [6 novembre 1972] (p. 4753) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Office national interprofessionnel du bétail et de la viande* [14 novembre 1972] (p. 5151) ; *son souhait que la production porcine soit incluse dans les interventions de l'office ; cheddar* (p. 5152).

MUSMEAUX (Arthur)

Député du Nord
(19e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'affiliation des salariés à un régime complémentaire de retraite, **n° 1118** [6 mai 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Prévention des accidents du travail ; nombre des accidents à Usinor-Denain ; missions de l'inspection du travail ; pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; coordination entre les services administratifs ; sanctions prévues contre les employeurs qui n'observent pas les règles de sécurité* [16 novembre 1970] (p. 5629) ; *revendications des mutilés du travail ; revalorisation des rentes et des pensions ; réforme des conditions d'attribution des rentes des ayants droit des victimes d'accidents du travail suivis de décès ; situation des veuves des retraités salariés* (p. 5630) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1er du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 31* ab *du Livre 1er du Code du travail par les mots : « Elles doivent obligatoirement contenir des dispositions concernant les paragraphes 1°, 2°, 3°, 5° et 11° de l'article 31 g du présent Code »* [14 mai 1971] (p. 1917) ; *indication des clauses figurant obligatoirement dans la convention d'entreprise ou d'établissement* (p. 1917) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31* ab *du Livre 1er du Code du travail par un nouvel alinéa (cas où une convention collective nationale, régionale ou locale viendrait à s'appliquer à l'entreprise postérieurement à la conclusion de la convention d'entreprise)* (p. 1917) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le sixième alinéa de l'article 8-12° à insérer un nouvel alinéa : « Le maintien des avantages acquis antérieurement à l'application de ladite convention collective » et, en conséquence, dans le cinquième alinéa à substituer aux mots : « un 12° ainsi rédigé » les mots : « un 12° et un 13° ainsi rédigés »* (p. 1922) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Parité des pensions des déportés politiques avec les pensions des déportés résistants ; extension du régime spécial de sécurité sociale ; égalité des retraites pour les pensions de 1914-1918 et 1939-1945 ; problème des forclusions ; question de la retraite* [22 octobre 1971] (p. 4795, 4796) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 332 du Code de la sécurité sociale après les mots : « reconnus inaptes au travail » à insérer les mots : « ou qui ont exercé pendant au moins vingt ans une activité particulièrement pénible »* [2 décembre 1971] (p. 6303) ; *liste des activités reconnues pénibles* (p. 6303) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, Art. 2 : *Son amendement précisant les cas où l'on peut faire appel aux entrepreneurs de travail temporaire* [15 décembre 1971] (p. 6760).

N

NARQUIN (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Formation professionnelle féminine ; formule du temps partiel ; ses avantages ; ses inconvénients ; création, dans les administrations publiques, d'un pourcentage raisonnable d'emplois à temps partiel* [7 novembre 1969] (p. 3556, 3557) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Conditions de vie des Français ; emploi féminin ; définition d'une politique de la femme active ; durée du travail professionnel féminin ; politique nataliste et familiale ; insuffisance du travail à mi-temps* [16 juin 1970] (p. 2728, 2729) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Conditions de travail de la femme ; spécificité du travail féminin ; problème de l'encouragement à la natalité ; travail à temps partiel* [16 novembre 1970] (p. 5629) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Equilibre entre les régions ; taux de croissance* [15 juin 1971] (p. 2929) ; *problème de l'emploi, notamment dans l'Ouest ; priorité donnée à l'industrialisation ; situation des villes moyennes ; emploi féminin ; institution d'un statut moderne de la femme au travail ; Agence nationale pour l'emploi* (p. 2930) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Politique familiale* [27 octobre 1971] (p. 4987) : *Place de la femme dans la société ; équipements socio-familiaux ; promotion du mi-temps et du temps partiel pour les femmes ; rôle du Comité national du travail féminin ; exemple des pays de Loire* (p. 4988) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE : *Manque d'infirmières ; problème de leur « évasion » en cours de carrière ; recrutement et carrière des infirmières, leur intégration dans la catégorie B ; réforme des comités techniques paritaires ; aménagement du temps de travail* [3 novembre 1972] (p. 4626).

NASS (Armand)

Député de la Moselle
(1re circonscription)
R.I.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Mondon, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [*J.O.* du 1er août 1969] (p. 7726) ; [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à réglementer la sous-traitance en matière de marché de travaux public et de bâtiment, **n° 1898** [24 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Situation des entreprises du bâtiment ; problèmes de la sous-traitance des marchés ; attitude de certaines grandes sociétés de bâtiment ou de travaux publics* [4 novembre 1970] (p. 5089) ; *nécessité de rendre obligatoire la transparence de la sous-traitance ; paiement direct du sous-traitant à son prix* (p. 5090) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Problème des principaux de C.E.S. par intérim ; manque de surveillants ; cas des professeurs techniques adjoints des C.E.T. ; importance de la formation professionnelle* [9 novembre 1971] (p. 5571) ; *université de Metz ; sous-scolarisation de la Moselle ; problème des classes maternelles ; constructions scolaires du premier degré ; nationalisation des C.E.S.* (p. 5572).

NESSLER (Edmond)

Député de l'Oise
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789);

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1028) autorisant l'approbation de l'avenant de la convention générale sur la sécurité sociale, signée le 5 janvier 1950 entre la France et la Yougoslavie, complétée et modifiée par l'avenant du 8 février 1966 et concernant la détermination des droits à l'indemnisation en matière de maladies professionnelles, signé à Belgrade le 13 février 1969, **n° 1087** [17 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1107) autorisant l'approbation de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Belgrade le 29 octobre 1969, **n° 1195** [4 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1616) autorisant l'approbation de la convention d'extraction entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Paris le 23 septembre 1970, **n° 1638** [6 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code électoral un article L 7 *bis* ayant

pour effet de rayer des listes électorales temporairement ou définitivement quiconque, sans motif valable, se sera abstenu de prendre part à certains scrutins électoraux, n° **2326** [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2370), autorisant l'approbation de l'accord international sur le blé de 1971 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire, signées à Washington le 3 mai 1971, n° **2402** [8 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2407) autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer, portant sur les produits relevant de la Communauté économique européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles le 14 décembre 1970, n° **2462** [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2656) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie, signée à Paris, le 20 janvier 1972, complétée par un protocole annexe, n° **2727** [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur le blé de 1971 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire, signées à Washington le 3 mai 1971, en qualité de *Rapporteur : Coopération internationale en ce qui concerne les problèmes du blé ; commerce du blé* [13 juin 1972] (p. 2415) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles le 14 décembre 1970, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2817) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie, signée à Paris le 20 janvier 1972, complétée par un protocole annexe, en qualité de *Rapporteur : Avantages portant sur l'assurance maladie et maternité, sur les accidents du travail, sur les allocations familiales ; réciprocité* [12 décembre 1972] (p. 6077).

NEUWIRTH (Lucien)

Député de la Loire
(2e circonscription)
U.D.R.

QUESTEUR
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu questeur de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837).

A donné sa démission de cette Commission [20 octobre 1971] (p. 4705).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 octobre 1971] (p. 4705), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423, de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980).

Est nommé président de cette Commission [30 juin 1972] (p. 3102).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Est nommé président de cette Commission [13 décembre 1972] (p. 6151).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, **n° 143** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 23 du Livre 1er du Code du travail afin de préciser que les droits acquis par les salariés actifs et retraités auprès des institutions visées à l'article L 4 du Code de la sécurité sociale sont maintenus lorsque intervient une modification dans la situation juridique de l'entreprise, **n° 708** [7 mai 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi (nos 780 et 784) tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du papier blanc pour l'impression des affiches commerciales, **n° 823** [14 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 2056) tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), **n° 2190** [20 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale, **n° 2498** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi relative à l'orientation du secteur des métiers, **n° 2514** [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, sur sa proposition de loi tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale, **n° 2633** [13 novembre 1972].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner sa proposition de loi tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale, **n° 2734** [7 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner sa proposition de loi (n° 2498), rejetée par le Sénat, tendant à créer un Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale, **n° 2859** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique géné-

rale : *Importance des problèmes économiques ; question de l'emploi ; nécessité de régler la question des cumuls ; demande pourquoi on impose aux mutilés du travail de plus de 50 % l'obligation d'aller jusqu'à 65 ans pour obtenir leur retraite ; formation professionnelle* [17 juillet 1968] (p. 2273).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 2 : *Situation des bénéficiaires de la loi du 18 juin 1966 relative à l'indemnisation des victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions concernant les accidents ou maladies* [23 juillet 1968] (p. 2497) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 3 : *Industrie de la recherche, notamment de l'électronique ; exportation de matériels de hautes performances, dits « stratégiques »* [25 septembre 1968] (p. 2899, 2900) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Gouvernement proposera, dans les douze mois qui suivent la promulgation de la présente loi, un projet de réforme des enseignements élémentaires et de second degré »* [10 octobre 1968] (p. 3248) ; *programmes et horaires des enseignements secondaires et élémentaires ; retrait de son amendement* (p. 3248, 3249) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote par procuration ; droit commun devant être appliqué pour ce vote* [7 novembre 1968] (p. 4081) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse : *Réglementation des agences de presse ; liberté d'expression ; problème de l'organisation de la profession de la publicité* [16 octobre 1968] (p. 3336) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Politique de l'emploi ; chômage, notamment chez les jeunes ; insuffisance des moyens tendant à favoriser l'orientation et la formation professionnelle ; législation limitant l'apprentissage « sur le tas » ; possibilité d'attribuer des bourses aux jeunes gens qui bénéficient d'une formation professionnelle ; Agence nationale de l'emploi ; indemnités de non-emploi ; définition fiscale de l'artisan ; accumulation des charges qui pèsent sur le coût de la main-d'œuvre jeune ; possibilité de donner aux jeunes qui se donnent un métier les mêmes avantages que ceux qui sont accordés à ceux qui poursuivent leurs études ; possibilité d'accorder aux femmes ayant cotisé plus de trente années la retraite à 60 ans* [22 octobre 1968] (p. 3450 à 3452) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur le secteur des métiers* [5 novembre 1968] (p. 3926) ; *subventions accordées aux houillères ; part du produit de l'emprunt d'équipement ; problème de la région de Saint-Etienne ; rôle de la S.O.F.I.R.E.M. ; aménagement du territoire* (p. 3926, 3927) ; AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la jeunesse ; problème de l'emploi ; formation et qualification professionnelle des jeunes ; transformation du statut fiscal des entreprises ; rôle des bureaux des agences de l'emploi ; situation des vieilles et des vieux travailleurs ; possibilité d'ouvrir le bénéfice de la retraite aux femmes âgées de plus de 60 ans ; possibilité de tenir compte des versements de cotisations effectués au-delà de la trentième année ; existence de professions pénibles ; classement de certains hôpitaux ; hôpital de Saint-Etienne* [6 novembre 1968] (p. 3991, 3992) ; *décrets d'application de la loi sur la régulation des naissances* (p. 3992, 3993).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Nécessité de situer la véritable place du secteur des métiers ; problème de l'artisanat particulièrement de l'artisanat rural ; aménagement du régime fiscal ; rémunération normale du travail du chef d'entreprise ; attribution des titres d'artisan et de maître artisan ; problème de la T.V.A. ; mise en vigueur du régime d'assurance maladie, d'assurance maternité et du régime vieillesse ; insertion des artisans dans les nouvelles structures urbaines ; formation professionnelle ; création d'un conseil national de l'artisanat ; rôle des chambres de métiers* (p. 4977, 4978, 4979) ; *modification du statut fiscal de l'artisanat ; nécessité d'une large consultation avant le choix entre le salaire fiscal et l'avoir fiscal* (p. 4988, 4989, 4993).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la

région et du Sénat : *Ses observations sur la centralisation ; coordination des actions pupliques ; expansion industrielle ; mise en valeur rationnelle de l'agriculture ; création dans les capitales régionales de véritables marchés financiers ; sièges sociaux des entreprises ; constitution de syndicats de régions ; coopération des offices régionaux de la jeunesse ; radio-télévision régionalisée ; cas de la région Rhône-Alpes* [12 décembre 1968] (p. 5401).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Aides à apporter aux stagiaires ; inquiétude des chambres de métiers devant les mesures proposées en faveur des jeunes de moins de 18 ans ; nombre de places envisagées ; opportunité d'une réévaluation des crédits ; rôle des maîtres d'apprentissage ; rémunération des stages ; statut de l'apprenti ; statut de la formation professionnelle assurée dans l'entreprise ; possibilité de définir l'ensemble des travailleurs concernés ; chambres de métiers étant considérées comme des organismes chargés de dispenser une aide aux travailleurs ; stages de conversion ; stages d'adaptation et de prévention ; stages de promotion professionnelle ; stages d'entretien ou d'actualisation des connaissances ; ses observations sur l'appellation « travailleurs non titulaires d'un contrat de travail » ; participation de l'Etat ; possibilité d'exonérer de toutes charges les rémunérations versées aux apprentis sous contrat ; problème des frais de transport* [16 décembre 1968] (p. 5545 à 5547) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier qui indique que le Ministère de l'Education nationale assume la responsabilité essentielle de la formation* (p. 5553) ; Art. 3 : *Ses observations sur les divers établissements* (p. 5556) ; Art. 5 : *Nécessité de prévoir pour les femmes la possibilité de retrouver une qualification professionnelle* (p. 5558) ; Art. 16 : *Juridictions sociales* (p. 5562) ; Art. 18 : *Remboursement des frais de transport* (p. 5563) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Fraude sur les denrées alimentaires* [26 juin 1969] (p. 1758).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale avec débat relative au financement et au développement des installations téléphoniques et du télex [17 octobre 1969] (p. 2748) : *Crise des télécommunications en France ; renflouement du déficit des chèques postaux et des services de la poste au moyen d'une partie des ressources des télécommunications ; rang de la France parmi les nations mondiales en matière de densité téléphonique ; importance des infrastructures d'équipement d'autoroutes et de télécommunications pour le développement économique d'un pays ; problème financier ; intention du Gouvernement de créer une société financière des télécommunications ; appel éventuel aux capitaux étrangers ; système du leasing ; redéfinition nécessaire du rôle de l'Etat et du service public* (p. 2748, 2749) ; *nouvelles conceptions de gestion à appliquer à l'intérieur du Ministère ; nécessité de faire jouer aux chèques postaux le rôle de banque* (p. 2756).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 159-1 du Règlement : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [23 octobre 1969] (p. 2882) ; *ses observations sur l'impossibilité, pour le Président de la République française, de venir à l'Assemblée ; exemple de la venue du président Wilson en France en 1919* (p. 2882) ; *aménagement intérieur des lieux des nouveaux bâtiments de l'Assemblée ; aménagement d'une grande salle de conférence* (p. 2883) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : d'une part, de M. Valleix, d'autre part, de M. Bertrand Denis, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du papier blanc pour l'impression des affiches commerciales, en qualité de *Rapporteur : Nombre des circulaires en cette matière ; critère de proportion entre la couleur et le blanc ; critère de l'impossibilité de confusion avec les affiches administratives ou émanant de l'autorité publique* [23 octobre 1969] (p. 2889) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Mission du Premier Ministre étant d'assurer la coordination de l'action de formation professionnelle ; manque de qualification de la main-d'œuvre ; discrimination sociale entre l'enseignement technique et*

l'enseignement secondaire ou supérieur classique ; technicité de la nouvelle société ; problème des débouchés ; disparité des régimes sociaux ; disparité au niveau des conditions d'existence des jeunes ; crise de l'enseignement technique ; nombre d'ingénieurs formés en Allemagne ; exigences de la reconversion de certaines industries ; formation professionnelle pour adultes [20 novembre 1969] (p. 4079, 4080) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1er : *Caractère transitoire des réformes ; fiscalisation de la sécurité sociale* [3 décembre 1969] (p. 4542, 4543) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Durieux par les mots : « et après consultation des représentants des assemblées consulaires »* (p. 4597).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps relatives au problème des commerçants et des artisans : *Nécessité de la définition d'une politique globale et opérationnelle ; avantage des mesures « sécurisantes » ; loi d'orientation et de programme ; création d'un fonds d'intervention* [10 avril 1970] (p. 964).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (augmentation des impositions à recouvrer pour les chambres de métiers)* [3 juin 1970] (p. 2216) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 13 : *Interdiction des ventes de gré à gré des locaux et des terrains visés au présent article* [10 juin 1970] (p. 2471).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la concentration des entreprises [12 juin 1970] (p. 2570).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Importance du Plan ; réalisation des équipements collectifs ; transferts sociaux ; situation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ; problème des communications ; régionalisation du Plan* [16 juin 1970] (p. 2675, 2676) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Possibilité d'ajouter les collatéraux à la liste des bénéficiaires du droit au maintien dans les lieux* [29 juin 1970] (p. 3295) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, son rappel au Règlement : *Ses observations sur ce texte ; son désir de voir retirer ce texte par le Gouvernement* [29 juin 1970] (p. 3302) ; *nécessité de mettre un terme aux ravages causés par la drogue ; sa motion de renvoi en commission ; retrait de cette motion* (p. 3308) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, Titre III : *Enquête sur la situation de l'artisanat ; son opposition à l'amendement de M. Christian Poncelet* [30 octobre 1970] (p. 5010) ; *nécessité de mieux connaître le secteur de l'artisanat* (p. 5011) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Ses observations sur notre équipement autoroutier ; insuffisance des moyens de l'Etat ; redistribution des charges entre les collectivités départementales et communales ; situation d'un certain nombre d'entreprises de travaux publics ; ses observations sur les cyclistes et les utilisateurs de « deux roues » ; problème de la région parisienne* [4 novembre 1970] (p. 5099, 59100) ; *crédits concernant le logement et l'urbanisme : logement social ; réforme de la politique foncière ; règles de financement de la construction ; situation des entreprises du bâtiment ; problème de la retenue de garantie* [5 novembre 1970] (p. 5151) ; *substitution de cette retenue de garantie par une caution bancaire ; ses*

observations sur les logements édifiés à la suite d'implantations ou de concentrations d'entreprises ; rationalisation des méthodes (p. 5152) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, Après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans l'article 302* ter-1 *du Code général des impôts, le chiffre de 125.000 est porté à 150.000 »* [17 novembre 1970] (p. 5679) ; *situation des petits prestataires de services* (p. 5679).

Mise au point au sujet de son vote sur le scrutin intervenu au cours du débat de l'O.R.T.F. [17 novembre 1970] (p. 5708).

Prend part à la discussion du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Marie : « En cas de transformation de ces sociétés civiles en sociétés par actions, il n'y a pas création d'un être moral nouveau et cette transformation ne donne pas lieu à l'application des dispositions de l'article 714-1* bis-2 *du Code général des impôts »* [19 novembre 1970] (p. 5793) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 5796) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5796) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (désignation d'un commissaire aux apports en cas d'apports en nature ou en cas de stipulation d'avantages particuliers au profit de personnes associées ou non ; évaluation des apports en nature)* (p. 5797) ; *protection des souscripteurs* (p. 5797) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de la présente loi aux sociétés existant à la date de sa promulgation)* (p. 5803).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la disparité existant entre la situation des apprentis et celle des étudiants [18 décembre 1970] (p. 6659, 6660).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif : *Situation des pupilles de la nation, des engagés et des coopérants* [11 mai 1971] (p. 1792) ; *difficultés d'application du présent texte ; cas des jeunes filles accomplissant le service national féminin* (p. 1793).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux disparités entre étudiants et apprentis [12 mai 1971] (p. 1825) : *Inégalité existant sur le plan de la formation et du mode de vie ; allocations familiales ; bourses ; problème des transports et des loisirs ; inégalité dans la formation professionnelle entre les garçons et les filles ; création du centre d'études de l'emploi ; projet de loi sur la formation professionnelle permanente* (p. 1826, 1327).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la pollution urbaine [19 mai 1971] (p. 1978, 1979).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les articles 50 et 89 du Règlement ; ordre du jour de l'Assemblée* [7 juin 1971] (p. 2410) ; *problème de l'apprentissage ; réforme des mentalités et des méthodes ; situation des apprentis ; rôle des inspecteurs de l'apprentissage ; conditions de l'élaboration des décrets d'application* (p. 2430) ; PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL, Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de la Commission des affaires culturelles* [8 juin 1971] (p. 2467) ; *possibilité pour l'adolescent d'une insertion dans la vie professionnelle* (p. 2467) ; *préparation d'un C.A.P. à l'issue de la cinquième ; réforme de l'apprentissage ; entrée en apprentissage des garçons et des filles âgés de 13 ans* (p. 2468) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'expression « formation professionnelle simultanée »* (p. 2471) ; *sa question de savoir si les jeunes qui bénéficient de la formation professionnelle simultanée peuvent reprendre les études interrompues* (p. 2471) ; *modes de classification de l'enseignement* (p. 2472) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Capelle* (p. 2472) ; Art. 4 : *Impossibilité d'un apprentissage en milieu professionnel dès l'âge de 13 ans* (p. 2473) ; *valeur de l'apprentissage en milieu professionnel* (p. 2474) ; *objet des contrats* (p. 2476) ; *pro-*

blème des dérogations (p. 2477) ; Après l'Art. 4 : *Rôle des chambres de métiers en matière d'apprentissage* (p. 2484) ; Art. 6 : *Reprise des études* (p. 2488) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'expression : « organisations professionnelles d'employeurs et de salariés »* (p. 2491) ; Art. 10 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des organisations professionnelles » les mots : « des organismes et des organisations professionnels »* (p. 2493) ; PROJET DE LOI SUR L'APPRENTISSAGE, Art. 1er : *Rôle de l'apprentissage* (p. 2501) ; Art. 2 : *Rôle des comités départementaux* (p. 2502) ; Art. 4 : *Centre de formation d'apprentis* (p. 2503) ; Art. 5 : *Enseignements dispensés dans le centre de formation* (p. 2514) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot : « doivent » le mot : « devront »* (p. 2515) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (situation des personnels qui participent déjà à la formation des apprentis)* (p. 2516) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2516) ; *absence de contrat direct entre l'Etat et les personnels de centres de formation d'apprentis ; détermination de l'instance d'appel des décisions du comité départemental de la formation professionnelle* (p. 2516, 2517) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Toutefois, les jeunes gens peuvent souscrire un contrat d'apprentissage s'ils justifient avoir effectué les trois premières années de l'enseignement secondaire »* (p. 2518) ; *âge pour entrer en apprentissage* (p. 2518, 2519) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Le refus d'agrément doit être motivé »* (p. 2520) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les entreprises du secteur des métiers dont le chef justifie du titre d'artisan ou de maître-artisan sont considérées comme répondant aux conditions posées par l'alinéa précédent »* (p. 2520) ; *ses observations sur son amendement ; conséquence du titre de maître-artisan* (p. 2520) ; *son amendement tendant après les mots : « les conditions dont il s'agit cessent » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « d'être satisfaites et dans le cas où l'employeur méconnait gravement ou de façon répétée les obligations de la présente loi »* (p. 2521) ; *conditions d'agrément ; retrait de son amendement* (p. 2521) ; Art. 19 : *Modalités de rémunération des heures supplémentaires de l'apprenti* (p. 2523) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à substituer aux deux dernières phrases de cet article une nouvelle phrase : « Si cette date est antérieure de plus de trois mois ou postérieure de plus de deux mois au début du cycle du centre de formation d'apprentis auquel l'apprenti appartient, la durée du contrat est prolongée jusqu'à l'expiration de ce cycle »* (p. 2524) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2524) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « La non-réponse dans le même délai a valeur d'acceptation »* (p. 2524, 2525) ; *procédure de l'enregistrement* (p. 2525) ; Art. 23 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots : « un ascendant » à insérer les mots : « non inscrit au registre des métiers »* (p. 2525) ; *cas d'un apprenti employé par son père ; ses rémunérations* (p. 2525) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2525) ; *retrait de son amendement* (p. 2525) ; Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ne peut être prononcée que par le conseil de prud'hommes » les mots : « ne peut intervenir que sur accord exprès et bilatéral des cosignataires ou à défaut être prononcée par le conseil de prud'hommes »* (p. 2526) ; Art. 27 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Cette partie du salaire sera majorée pour le secteur des métiers »* (p. 2527) ; *salaire de l'apprenti* (p. 2527) ; *distinction entre l'apprentissage industriel et l'apprentissage artisanal* (p. 2527) ; Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « en matière d'apprentissage » à insérer les mots : « et notamment d'inspection »* (p. 2530) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « à l'exception des articles 4, 6 et 7, les articles 1er à 18 du titre 1er du Code du travail »* (p. 2531) ; *protection des apprentis* (p. 2531) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa de cet article : « les articles 38, 40, 41, les trois derniers alinéas de l'article 42, les articles*

44 à 46, les alinéas 1er, 3e et suivants de l'article 47 et l'article 52 du titre IV du Code de l'artisanat » (p. 2532) ; *mission des inspecteurs d'apprentissage des chambres de métiers* (p. 2532) ; Après l'Art. 35 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (décret en Conseil d'Etat devant préciser les conditions d'application du titre IV du Code de l'artisanat)* (p. 2533) ; *consultation des organismes intéressés pour l'application de la loi* (p. 2533) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (situation des personnels actuellement en fonction dans les cours professionnels ou organismes de formation d'apprentis)* (p. 2534) ; Art. 37 : *Son amendement identique à celui présenté après l'article 35* (p. 2534) ; *attributions des chambres de métiers* (p. 2534) ; Art. 38 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots : « Code du travail » à insérer les mots : « le Code de l'artisanat »* (p. 2535) ; PROJET DE LOI SUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU FINANCEMENT DES PREMIÈRES FORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELLES, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2538) ; *diminution du taux de la taxe d'apprentissage ; cas des écoles privées d'apprentissage* (p. 2538) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 1er : *Ses observations sur le contenu de la formation continue* (p. 2541) ; Art. 2 : *Rôle du comité permanent des hauts fonctionnaires chargés de suivre les problèmes de la formation* (p. 2542) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « Conseil national de la formation professionnelle » à insérer les mots : « de l'apprentissage »* (p. 2542) ; *retrait de son amendement* (p. 2542) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article après le mot : « organisations » à insérer le mot : « institutionnelles »* (p. 2542) ; *consultation des chambres de commerce et des chambres de métiers ; retrait de son amendement* (p. 2543) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « demandeurs de formation » à insérer les mots : « soit en tant que dispensateurs directs de formation »* (p. 2545) ; *retrait de son amendement* (p. 2545) ; **en deuxième lecture du** PROJET DE PORTANT ORGANISATION DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 2 : *Son amendement (indication des organismes concernés par la politique de concertation en matière de formation professionnelle)* [23 juin 1971] (p. 3317) ; *rôle des chambres de métiers* (p. 3317, 3318) ; *retrait de son amendement* (p. 3318) ; Art. 6 : *Action de formation professionnelle de l'O.R.T.F.* (p. 3318) ; Art. 27 : *Situation des femmes célibataires ayant assumé la charge de tierce personne dans leur milieu familial* (p. 3324) ; Art. 49 : *Ressources des chambres de métiers* (p. 3326) ; *situation des chambres de métiers désireuses de garantir leur assurance formation* (p. 3326) ; **en deuxième lecture du** PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE, Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « ont aussi la responsabilité d'assurer en liaison avec les milieux professionnels, l'apprentissage... » les mots : « peuvent aussi apporter leur concours en liaison avec les milieux professionnels au développement de l'apprentissage »* [24 juin 1971] (p. 3384) ; *centres de formation d'apprentis ; retrait de son amendement* (p. 3384) ; Art. 6 *bis* : *Problème des équivalences* (p. 3385) ; **en deuxième lecture du** PROJET DE LOI RELATIF A L'APPRENTISSAGE, Art. 7 : *Son amendement (garanties données au personnel en fonction dans les cours professionnels devant être transformés en centres de formation d'apprentis)* [24 juin 1971] (p. 3389) ; Art. 7 *bis* : *Attributions du comité départemental de la formation professionnelle ; problème des recours* (p. 3389, 3390) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la dexième partie du premier alinéa de cet article : « Toutefois, les jeunes, à partir de quinze ans, peuvent souscrire un contrat d'apprentissage s'ils justifient avoir effectué les deux premières années de l'enseignement du second degré »* (p. 3390) ; *mise en conformité de la loi relative à l'apprentissage avec la loi d'orientation sur l'enseignement technique* (p. 3390) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 3392) ; *situation des apprentis qui travaillent chez leurs parents* (p. 3392) ; Art. 32 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « missions d'inspection » à insérer les mots : « et selon le cas, les inspecteurs d'apprentissage des chambres de métiers »* (p. 3393) ; *rôle des inspecteurs d'apprentissage ; retrait de son amendement* (p. 3393) ; Art. 35 : *Ses*

observations sur l'amendement de M. Chazalon (p. 3393, 3394) ; Art. 36 : *Détermination des qualifications exigées* (p. 3394) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Actions prévues au V[e] Plan non encore engagées* [16 juin 1971] (p. 2957) ; *conditions de réalisation du Plan* (p. 2958).

Son rappel au Règlement : *Organisation des travaux de l'Assemblée ; épuisement des députés* [23 juin 1971] (p. 3315).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Contrôle parlementaire ; développement de l'artisanat ; durée des mandats des membres élus des chambres de métiers ; rôle de ces chambres* [5 novembre 1971] (p. 5418) ; *éventualité d'une loi d'orientation et de programme en vue de l'adaptation de l'artisanat et du commerce aux nouvelles structures économiques ; création d'un fonds d'adaptation pour le commerce indépendant et l'artisanat ; ses observations sur l'inscription de certains crédits destinés à l'école nationale supérieure de Saint-Etienne* (p. 5419) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 29 : *Rôle du F.D.E.S. ; prêts à l'artisanat ; adaptation de la législation du secteur des métiers* [17 novembre 1971] (p. 5856, 5857) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969 : *Ses observations sur la décision prise par les parlementaires canadiens et français au mois de juin dernier ; dégâts causés à la flore et à la faune par les hydrocarbures ; possibilité d'interdire l'accès des bâtiments contrevenants aux ports des pays cosignataires* [18 novembre 1971] (p. 5917) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Art. 3 : *Situation des femmes nées en 1917 et qui sont entrées dans la vie active dès l'âge de 14 ans ; extension à ces femmes de la clause d'inaptitude prévue à l'article 3 du projet de loi* [2 décembre 1971] (p. 6304, 6305).

Pose à M. le Premier Ministre une suestion d'actualité relative aux conditions de fermeture de certains bassins des houillères nationales [17 décembre 1971] (p. 6920, 6921).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), en qualité de *Rapporteur : Opportunité de créer cette commission ; ses observations sur l'article 1[er] de la loi du 27 juin 1964* [20 décembre 1971] (p. 6986) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6986) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements proposés par M. Peyrefitte* (p. 6987, 6988) ;

— en quatrième lecture, du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Rôle du Conseil constitutionnel* [20 décembre 1971] (p. 7020, 7021) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ce décret est établi après avis, notamment, des assemblées permanentes des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers »* [27 avril 1972] (p. 1134) ; *retrait de son amendement* (p. 1134) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Nécessité d'un régime minimum unique pour tous les Français ; situation des conjoints ; problème des régimes complémentaires ; cas des retraités ; fonds national de solidarité ; problème des élections ; situation des personnels ; nécessité d'une loi d'orientation et de programme sur le commerce et l'artisanat* [17 mai 1972] (p. 1575, 1576) ; Art. L 663-9 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement* [17 mai 1972] (p. 1618) ; *retrait de son amendement* (p. 1619) ; *retrait d'un amendement déposé avec M. Berger* (p. 1620) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commer-

çants et artisans âgés, Art. 1er : *Dépôt d'un projet de loi relatif à la reconversion des petits commerçants et artisans* [19 mai 1972] (p. 1738, 1739) ; Art. 14 : *son amendement (évaluation du montant de l'aide spéciale compensatrice)* (p. 1752) ; *conditions de perception de cette aide ; versement d'une indemnité fondée sur le plafond de l'allocation versée par le fonds national de solidarité ; cas des commerçants et artisans entre 60 et 61 ans ; retrait de son amendement* (p. 1753) ; *retrait d'un nouvel amendement déposé à cet article* (p. 1754) ; Après l'Art. 14 : *Possibilité pour le commerçant de bénéficier de l'agence nationale pour l'emploi* (p. 1756) ; en deuxième lecture, Art. 14 : *Ses observations sur la possibilité donnée aux travailleurs indépendants, qui peuvent prétendre à l'aide spéciale compensatrice, de bénéficier des dispositions de l'ordonnance de juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi* [22 juin 1972] (p. 2748) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Deprez (cas de correctionnalisation)* [19 mai 1972] (p. 1784) ; Après l'Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Deprez* (p. 1785) ; Art. 4 : *Problème des contrôles* (p. 1786) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 1788) ; *notion de la valeur des travaux exécutés par le travailleur clandestin* (p. 1788) ; ses explications de vote : *Vote du groupe de l'U.D.R.* (p. 1791).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Gerbet à l'article 7 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [15 juin 1972] (p. 2507).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans, à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires, Art. 1er : *Importance, pour le secteur des métiers, des trois ou quatre derniers mois de l'année* [28 juin 1972] (p. 2961, 2962) ; *son vote contre cet article* (p. 2963) ; Art. 2 : *Protection des enfants employés dans les spectacles* (p. 2963).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Règlement du contentieux grâce à une consultation tripartite* [30 juin 1972] (p. 3071).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Problème de la publication du décret d'application de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : modulation de la taxe additionnelle en proportion du chiffre d'affaire au mètre carré ; composition de la commission nationale prévue à l'article 8 ; commission d'attribution des aides ; affichage de la mise en vente du fonds de commerce ou de l'entreprise artisanale ; mesures transitoires pour l'application de l'article 11 ; application de la loi du 3 juillet 1972 portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales* [26 octobre 1972] (p. 4414, 4415) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Sa demande de crédits pour la construction de foyers adaptés aux handicapés moteurs adultes ; contraception ; arrêté permettant l'agrément des centres d'information et de consultation ; avortements ; nécessité d'un effort d'information et d'éducation sur ce problème ; aide aux associations et groupements ; sa demande de discussion de sa proposition de loi* [3 novembre 1972] (p. 4632, 4633) ; *périnatalité ; vaccination antirubéolique scolaire ; examen prénuptial (recherche de la rubéole et de la toxoplasmose)* (p. 4654, 4655) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Oubli des deux roues : T.V.A. sur la moto ; à défaut de pistes cyclables onéreuses, bandes blanches aménagées sur le côté de la route ; aménagement de voies ferrées locales et de chemins de halage pour les deux roues* [17 novembre 1972] (p. 5393) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES. - Etat C, Titre VI : *Chapitre relatif à l'aide pour l'équipement hôtelier ; création d'un fonds spécial destiné à permettre aux commerçants et artisans d'accéder plus facilement aux prêts ; demande quand interviendra la création d'un fonds spécial pour la modernisation du commerce et de l'artisanat* [18 novembre 1972] (p. 5495) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Conteste le bien-fondé des arguments invoqués pous justifier le décret appliquant le taux majoré de T.V.A. aux motocyclettes ;*

décret injuste parce qu'il favorise les plus aisés ; arguments du bruit, de la pollution, des embarras de circulation non justifiés ; couloirs de circulation réservés aux deux roues ; demande un taux normal de T.V.A. pour les motocyclettes dont la cylindrée n'excède pas 350 cm3 [18 novembre 1972] (p. 5508, 5509) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Après l'Art. 52 : *Ses observations à l'amendement de M. Duval affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières ; propose d'imputer la charge pour moitié à l'Etat et pour moitié au fonds d'action locale* [18 novembre 1972] (p. 5519) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Son explication de vote sur l'ensemble du projet de loi ; après le droit de vote plein exercice des droits sociaux ; souhaite pour bientôt le plein exercice de leurs droits de femme* [21 novembre 1972] (p. 5570) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, Art. additionnels : *Son amendement relatif aux vacances ouvertes à la date de promulgation de la présente loi au sein des conseils généraux* [23 novembre 1972] (p. 5609) ; *retrait de son amendement* (p. 5609) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur sa proposition de loi tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale, en qualité de *Rapporteur : Création d'un établissement disposant de l'autonomie financière et administrative ; but de la proposition de loi ; indication de quelques situations dramatiques ; respect du pluralisme* [7 décembre 1972] (p. 5988 à 5990) ; *impossibilité de créer une association par une loi* (p. 6001) ; *ses observations sur les suggestions de M. Foyer ; missions de l'office ; son financement* (p. 6004) ; *avantages du délai de réflexion ; services spécialisés de consultation ; formation du personnel médical et para-médical ; remplacement de l'établissement public initialement prévu par un conseil supérieur* [14 décembre 1972] (p. 6191, 6192) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement insérant un nouvel article : « L'information de la population sur les problèmes de la vie est une responsabilité nationale ; l'Etat y participe par l'aide qu'il apporte, dans le respect des convictions de chacun, aux associations et organismes qui se proposent cet objet en se conformant aux lois de la République »* (p. 6192) ; Art. 1er : *Son amendement créant sous la tutelle du Premier Ministre un conseil supérieur de l'information sexuelle et de la régulation des naissances ; fixation de sa composition* (p. 6192) ; *son amendement tendant à créer un office national d'information sur la régulation des naissances ; établissement public national doté de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière et placé sous la tutelle du Premier Ministre ; retrait* (p. 6193) ; *son avis favorable au sous-amendement du Gouvernement ajoutant l'éducation familiale aux compétences du conseil supérieur de l'information sexuelle* (p. 6193) ; Art. 2 : *Son amendement : définition des missions du conseil supérieur* (p. 6194) ; *ses observations aux deux sous-amendements de M. Briane* (p. 6194, 6195) ; Art. 3 : *Son avis favorable à l'amendement de M. Claudius-Petit de suppression de cet article* (p. 6195) ; Art. 4 : *Se réjouit de l'amendement du Gouvernement mettant à la charge du budget de l'Etat le fonctionnement du conseil supérieur* (p. 6195) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement insérant un nouvel article stipulant que l'Etat passera des conventions avec les associations et organismes après avis du conseil supérieur de l'information sexuelle et de la régulation des naissances* (p. 6195) ; Art. 5 : *Accepte l'amendement de M. Benoist stipulant que les décrets devront être publiés dans un délai de six mois* (p. 6196) ; *accepte le titre proposé par le Gouvernement* (p. 6196) ; *il n'y a pas de liberté sans responsabilité* (p. 6197).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la proposition de loi tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle et de la régulation des naissances ; vote de la question préalable par le Sénat ; ses conséquences* [20 décembre 1972] (p. 6404).

NILÈS (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis (4e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant au développement et à l'organisation des activités physiques, sportives et de pleine nature, n° **419** [31 octobre 1968].

Retrait de cette proposition [24 juin 1969] (p. 1680).

Sa proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er décembre 1972, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, la réduction d'âge en vue de leur mise à la retraite anticipée et avec jouissance immédiate de la pension, n° **420** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à définir la situation juridique et sociale des chauffeurs de taxi propriétaires de leur voiture, n° **452** [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi relative à la fixation du montant forfaitaire des cotisations de sécurité sociale pour le personnel des patronages laïcs et à la suppression du versement forfaitaire de 5 % sur les salaires des moniteurs des patronages laïcs, n° **596** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant au développement et à l'organisation des activités physiques, sportives et de pleine nature, n° **770** [19 décembre 1969].

Retrait de cette proposition [16 décembre 1970] (p. 6582).

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 3 II° de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 et à permettre aux chauffeurs de taxi propriétaires de leur véhicule d'opter pour leur affiliation au régime de la sécurité sociale, n° **850** [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les invalides de guerre et assimilés du droit aux emplois réservés de l'Etat, des établisements publics et des collectivités locales sans condition de délai, n° **1420** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant au développement et à l'organisation des activités physiques, sportives et de pleine nature, n° **1583** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux enfants aveugles, aux sourds-muets et aux handicapés physiques ou mentaux les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants, n° **1743** [19 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 24 du Code des pensions civiles et militaires de retraite pour le rétablissement des réductions d'âge prévues aux articles L 5, L 7, L 98 et L 99 du Code des pensions en vigueur antérieurement au 1er décembre 1964, n° **1997** [7 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur le Livre blanc ; problème de l'équipement ; autorisations de programme ; crédits de paiement ; ses observations sur les jeunes qui ont obtenu des médailles aux Jeux olympiques ; importance du sport de masse ; orientation de la politique gouvernementale ; nombre des étudiants inscrits dans les C.R.E.P.S. et les I.R.E.P.S. ; insuffisance du budget ; aide accordée aux collectivités locales ; discrimination faite entre les différentes associations pour l'attribution des subventions ; Gouvernement désirant gagner la jeunesse à sa politique ; modification des statuts des fédérations et du mode d'élection des dirigeants sportifs et des représentants de l'Etat ; contrôle exercé par la direction des sports ; nécessité de répartir les subvention équitablement* [30 octobre 1968] (p. 3711, 3712) ; *vote du groupe communiste* (p. 3732) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; « contentieux des anciens combattants » ; augmentation des crédits accordés aux anciens combattants et aux victimes de guerre ; égalité des droits entre toutes les générations du feu pour la retraite du combattant ; cas des veuves de guerre et des ascendants ; possibilité de relever le plafond d'abattement à la base servant au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; problème de l'égalité des droits aux réparations matérielles entre toutes les catégories de déportés et d'internés ; cas des jeunes qui ont combattu en Afrique du Nord ; levée de forclusion visant*

les demandeurs des cartes de combattants volontaires de la Résistance [8 novembre 1968] (p. 4198, 4199) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Vote du groupe communiste* [19 novembre 1968] (p. 4721) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Problème du seuil de cinquante salariés* [4 décembre 1968] (p. 5076) ; Art. 4 : *Cas où les bureaux de la direction sont éloignés des panneaux d'affichage* (p. 5083) ; *distribution des publications syndicales* (p. 5083, 5084) ; *retrait de l'amendement de M. Berthelot* (p. 5084) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Marcenet, à supprimer le mot : « ou »* (p. 5084) ; Art. 11 : *Vote du groupe communiste* (p. 5097) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Suppression partielle du permis de construire ; construction sociale ; spéculation foncière ; désengagement de l'Etat dans le domaine de la construction ; activité des organismes d'H.L.M. ; contrôle* a posteriori ; *cahier des prescriptions techniques et fonctionnelles minimales et unifiées ; pouvoir des promoteurs privés ; plan d'occupation des sols ; situation des locataires ; spéculation foncière* [17 décembre 1968] (p. 5573, 5574) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5595) ; ses explications de vote : *Abstention du groupe communiste* (p 5596).

Est entendu en qualité de *suppléant* sur la question orale de Mme Prin posée à M. le Ministre des Postes et Télécommunications relative au développement du réseau de télécommunications [14 mai 1969] (p. 1401, 1402).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question sans débat relative à la suppression de 20 postes de directeur de maison de jeunes [10 octobre 1969] (p. 2610, 2611).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Rôle de l'Assemblée Nationale dans le cadre de la Constitution de 1958 ; fiction de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée ; limitation du rôle du Parlement ; nécessité de prévoir des élections à la représentation proportionnelle* [22 octobre 1969] (p. 2834) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finance pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Sport à l'école ; tiers temps ; notation scolaire ; caractère du budget ; réduction de l'aide de l'Etat aux mouvements de jeunesse, aux fédérations sportives et aux colonies de vacances ; ses observations sur les moyens en personnel ; nombre de postes créés ; fonction de professeur d'éducation physique ; problème des installations ; prix de revient des bassins mobiles ; absence d'éducation physique dans plusieurs C.E.S. ; diminution de la subvention à l'Association du sport scolaire et universitaire ; conflit avec la fédération des maisons de jeunes et de la culture ; implication d'une pédagogie moderne ; répartition des subventions ; vote du groupe communiste* [30 octobre 1969] (p. 3114 à 3116) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le rapport constant : retraite du combattant ; égalité des droits ; levée des forclusions ; ses observations sur les combattants de 1939-1945 ; diminution du nombre des parties prenantes ; opinion de M. Georges Pompidou quand il était candidat à la Présidence de la République ; conditions d'existence des ascendants et des veuves de guerre ; ouverture du bénéfice de la sécurité sociale aux ascendants, aux veuves au taux de réversion, aux veuves « hors guerre » ; proposition de loi tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'Algérie* [31 octobre 1969] (p. 3182, 3183) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 373-3 du Code civil : *Retrait de son sous-amendement qu'il avait précédemment déposé* [8 avril 1970] (p. 864).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la journée du 8 mai [10 avril 1970] (p. 946).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Transfert des charges sur les budgets communaux ; financement des constructions du premier et second degrés ;*

blocage du barème des subventions ; conséquences de l'institution de la T.V.A. ; nécessité de prononcer la nationalisation de tous les établissements du premier cycle ; démantèlement de l'école maternelle ; enfance inadaptée ; éducation surveillée [15 avril 1970] (p. 1052).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au contentieux des anciens combattants [17 avril 1970] (p. 1145).

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable déposée par M. Mitterrand lors du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [29 avril 1970] (p. 1400).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1551) : *Rapport Bloch-Lainé ; attribution aux handicapés d'une allocation particulière inspirée du S.M.I.G. ; application de la loi du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés ; préparation de la rééducation professionnelle dès le début de la maladie* (p. 1556).

Prend part à la discussion en deuxième lecture du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son vote contre l'amendement de M. de Grailly* [25 juin 1970] (p. 3080).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux transports en commun dans la région parisienne [16 octobre 1970] (p. 4375).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au personnel des grands magasins [23 octobre 1970] (p. 4632).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur la troisième loi de programme ; diminution des crédits d'équipement ; ses observations sur le temps consacré à l'éducation physique et sportive ; plein emploi des installations sportives ; ses observations sur les interventions publiques ; participation de l'Etat à la rémunération d'éducateurs sportifs ; crédits prévus pour les colonies de vacances ; stagnation des subventions attribuées aux fédérations sportives; ses observations sur les autorisations de programme* [23 octobre 1970] (p. 4646) ; *évolution des besoins sociaux ; dotation du département de la Seine-Saint-Denis en équipements sportifs* (p. 4647) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; mise à parité des pensions des déportés politiques et résistants ; application du rapport constant ; contentieux des anciens combattants ; ses observations sur les promesses faites par M. Pompidou ; ses observations sur la fête du 8 mai ; nécessité de créer une commission tripartite ; amertume des anciens combattants* [26 octobre 1970] (p. 4695).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Lourdes répercussions de la T.V.A. sur les budgets des collectivités locales ; versement aux collectivités locales du produit de la taxe sur les salaires ; nécessité d'ajuster le taux des subventions de l'Etat aux dépenses réelles supportées par le budget des collectivités locales ; remboursement de la T.V.A. aux sociétés capitalistes* [11 décembre 1970] (p. 6510).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des ouvriers de la métallurgie [23 avril 1971] (p. 1416, 1417).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale sans débat relative aux cérémonies du 8 mai [5 mai 1971] (p. 1653, 1654).

Prend part au débat sur la question orale de M. Neuwirth relative aux disparités entre étudiants et apprentis : *Politique du régime actuel vis-à-vis des jeunes étudiants ou apprentis ; contrôle direct des grandes entreprises privées sur l'apprentissage ; nombre insuffisant de places dans les C.E.T. ; manque de formation professionnelle de nombreux jeunes ; spécialisation trop étroite des apprentis ; nécessité de résoudre les problèmes de la formation en liaison avec ceux de l'emploi* [12 mai 1971] (p. 1826, 1827).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Insuffisance des crédits ; élaboration du projet de loi* [22 juin 1971] (p. 3244) ; *réalisation du V^e^ Plan ; interventions du secrétariat d'Etat ; absence d'animateurs ; installation des équipements sportifs ; réservations fon-*

cières ; opération « mille clubs » (p. 3245) ; *conditions du concours de l'Etat ; conditions de la réalisation des projets non normalisés ; concours de pronostics ; proposition de loi du groupe communiste* (p. 3246) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (droit de chaque jeune Français à l'éducation physique et sportive ; droit des jeunes travailleurs de moins de 21 ans de disposer de cinq heures hebdomadaires d'activités physiques et sportives sans diminution de salaires)* (p. 3268) ; Art. 2 : *Son amendement (répartition des subventions aux fédérations et aux clubs sportifs)* (p. 3269, 3270) ;

— en troisième lecture, du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Vote du groupe communiste contre les amendements déposés à ce texte* [30 juin 1971] (p. 3577) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du texte* (p. 3581) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Son opposition au budget* [6 novembre 1971] (p. 5475) ; *priorité du sport à l'école ; ses observations sur les clubs ; politique menée par le Gouvernement ; démantèlement de l'éducation nationale ; proposition de loi du parti communiste* (p. 5476) ; *nécessité de porter l'effort sur l'école élémentaire* (p. 5477) ; *vote du groupe communiste* (p. 5489) ;

— du projet de loi relatif à la durée maximale du travail, Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « période quelconque » à rédiger ainsi la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « de 8 semaines consécutives, ne peut dépasser 48 heures » et en conséquence, à la fin du troisième alinéa, à substituer aux mots : « 50 heures » les mots : « 48 heures »* [30 novembre 1971] (p. 6214) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « 57 heures » les mots : « 54 heures »* (p. 6214) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier le nombre d'heures* (p. 6215) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Age d'éligibilité ; problème des discriminations à l'égard des jeunes* [9 mai 1972] (p. 1441).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la majorité électorale [9 juin 1972] (p. 2388, 2389).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative aux anciens combattants [30 juin 1972] (p. 3057) : *Application du rapport constant ; égalité de retraites pour les combattants des deux guerres ; respect des droits des veuves de guerre et des ascendants ; âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; commémoration du 8 mai 1945* (p. 3058, 3059).

Prend part à la discussion :

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1972] (p. 3084) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1972] (p. 3087) ;

— des conclusions du texte de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1972] (p. 3093) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1972] (p. 3098).

Prend part au débat sur la question orale de M. Flornoy, relative à la politique sportive : *Recul important du sport français, constaté aux jeux Olympiques ; moyens financiers indispensables à la réforme de structure du sport français* [13 octobre 1972] (p. 4168, 4169).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Budget insuffisant ; budget de renoncement à l'application de la loi de programme, elle-même insuffisante ; renoncement à l'application des horaires réglementaires dans le second degré ; augmentation des maxima de service des enseignants ; gâchis au niveau de la formation des enseignants ; tentative de liquidation de l'association des sports scolaires et universitaires ; budget de ségrégation sociale ; exemple de la nou-*

velle structure de la porte de Pantin ; absence d'effort pour les centres et les colonies de vacances, les bases de plein air et de loisirs, les équipements socio-éducatifs ; insuffisance de l'aide aux clubs ; associations de jeunesse et socio-éducatives ; programme commun de la gauche [27 octobre 1972] (p. 4459, 4460, 4461) ; Titre III : *Reprend l'amendement de M. Corrèze concernant la réduction de crédits de ce titre dans le but de réemployer cette somme pour valoriser la situation des directeurs départementaux* (p. 4481) ; Titre VI : *Son hostilité à l'amendement de M. Destremeau (concours de pronostics)* (p. 4483) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Continuité dans le refus de régler le contentieux du monde ancien combattant ; retraite du combattant ; rapport constant ; abrogation des forclusions ; commission de la pathologie de la déportation du travail ; reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant combattu en Afrique du Nord (proposition de loi adoptée par le Sénat) ; retraite professionnelle à soixante ans ; rétablissement du 8 mai férié ; programme commun de la gauche* [2 novembre 1972] (p. 4550, 4551).

NOILOU (Louis)
Député des Alpes-Maritimes
(6e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

En remplacement de M. Ziller, décédé le 17 décembre 1971.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [20 décembre 1971] (p. 6983).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 14 janvier 1972] (p. 642) ; [4 avril 1972] (p. 790).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [13 décembre 1972] (p. 6151).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [13 décembre 1972] (p. 6151).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens combattants de 1914-1918 ; problème de leurs décorations ; recensement des bénéficiaires actuels ; pathologie de la captivité ; avancement de l'âge de la retraite professionnelle pour les anciens prisonniers ; attribution de la carte de combattant aux anciens militaires d'Afrique du Nord ; tribunaux de pension* [2 novembre 1972] (p. 4561, 4562) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Prend la parole en qualité de député rapatrié et totalement spolié ; demande que la première mesure d'indemnisation soit suivie d'autres* [7 novembre 1972] (p. 4801) ; *assimilation aux dommages de guerre* (p. 4802).

NOTEBART (Arthur)
Député du Nord
(5e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Loi foncière ; insuffisance de l'action gouvernementale ; promesses de M. Ortoli ; doctrine du Ministre ; plan d'occupation des sols* [14 novembre 1969] (p. 3774, 3775).

NUNGESSER (Roland)
Député du Val-de-Marne
(6e circonscription)
U.D.R.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection 11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 octobre 1969] (p. 2432), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 novembre 1969] (p. 3567).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française 20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **2138** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants, n° **2531** [30 juin 1972].

Retrait de cette proposition [9 novembre 1972] (p. 4967).

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants, n° **2617** [9 novembre 1972].

En qualité de vice-président :

Préside : la séance du 24 octobre 1969 (p. 2921) ; la 1re séance du 29 octobre 1969 (p. 3008) ; la 3e séance du 4 novembre 1969 (p. 3317) ; la 1re séance du 6 novembre 1969 (p. 3423) ; la 3e séance du 13 novembre 1969 (p. 3669) ; la 4e séance du 14 novembre 1969 (p. 3763) ; la 1re séance du 20 novembre 1969 (p. 4047) ; la 3e séance du 20 novembre 1969 (p. 4091) ; la 1re séance du 22 novembre 1969 (p. 4248) ; la 2e séance du 22 novembre 1969 (p. 4285) ; la séance du 5 décembre 1969 (p. 4695) ; la 2e séance du 9 décembre 1969 (p. 4736) ; la première partie de la séance du 11 décembre 1969 (p. 4818) ; la deuxième partie de la séance du 12 décembre 1969 (p. 4927) ; la séance du 22 avril 1970 (p. 1214) ; la séance du 20 mai 1970 (p. 1804) ; la 1re séance du 27 mai 1970 (p. 1982) ; la 1re séance du 28 mai 1970 (p. 2029) ; la séance du 29 mai 1970 (p. 2148) ; la séance du 3 juin 1970 (p. 2190) ; deuxième partie de la 1re séance du 15 juin 1970 (p. 2646) ; la 2e séance du 15 juin 1970 (p. 2654) ; la 1re séance du 24 juin 1970 (p. 2976) ; la 4e séance du 26 juin 1970 (p. 3198) ; la 3e séance du 29 juin 1970 (p. 3292) ; la séance du 8 octobre 1970 (p. 4180) ; la 2e séance du 21 octobre 1970 (p. 4465) ; la 2e séance du 28 octobre 1970 (p. 4829) ; la 2e séance du 30 octobre 1970 (p. 4971) ; la 3e séance du

30 octobre 1970 (p. 4977) ; la 3e séance du 4 novembre 1970 (p. 5113) ; la 2e séance du 5 novembre 1970 (p. 5163) ; la 1re séance du 13 novembre 1970 (p. 5460) ; la 2e séance du 14 novembre 1970 (p. 5555) ; la 1re séance du 25 novembre 1970 (p. 5898) ; la 2e séance du 8 décembre 1970 (p. 6256) ; la 1re séance du 9 décembre 1970 (p. 6300) ; la 2e séance du 27 avril 1971 (p. 1470) ; la séance du 13 mai 1971 (p. 1854) ; la séance du 3 juin 1971 (p. 2315) ; la 2e séance du 7 juin 1971 (p. 2433) ; la 2e séance du 8 juin 1971 (p. 2482) ; la 2e séance du 12 juin 1971 (p. 2830); la 1re partie de la 3e séance du 12 juin 1971 (p. 2854) ; la 1re séance du 14 juin 1971 (p 2886) ; la 2e partie de la 1re séance du 17 juin 1971 (p. 3042) ; la 2e partie de la 1re séance du 18 juin 1971 (p. 3118) ; la 2e séance du 18 juin 1971 (p. 3126) ; la 2e séance du 23 juin 1971 (p. 3296) ; la 1re séance du 7 octobre 1971 (p. 4359) ; la 1re séance du 14 octobre 1971 (p. 4536) ; la 1re séance du 27 octobre 1971 (p. 4952) ; la 2e séance du 28 octobre 1971 (p. 5027) ; la 1re séance du 29 octobre 1971 (p. 5095) ; la 2e séance du 3 novembre 1971 (p. 5207) ; la 4e séance du 5 novembre 1971 (p. 5411) ; la 2e séance du 6 novembre 1971 (p. 5497) ; la 2e séance du 10 novembre 1971 (p. 5617) ; la séance du 24 novembre 1971 (p. 6068) ; la 1re séance du 1er décembre 1971 (p. 6237) ; la 2e séance du 7 décembre 1971 (p. 6444) ; la 2e séance du 9 décembre 1971 (p. 6590) ; la 2e séance du 15 décembre 1971 (p. 6778) ; la 2e séance du 17 décembre 1971 (p. 6915) ; la 3e séance du 17 décembre 1971 (p. 6924) ; la 1re séance du 18 décembre 1971 (p. 6949) ; la 2e partie de la 1re séance du 20 décembre 1971 (p. 7000) ; la 1re séance du 26 avril 1972 (p. 1042) ; la 1re séance du 3 mai 1972 (p. 1271) ; la 2e séance du 18 mai 1972 (p. 1669) ; la 1re séance du 31 mai 1972 (p. 2026) ; la séance du 2 juin 1972 (p. 2144) ; la séance du 7 juin 1972 (p. 2280) ; la 1re séance du 14 juin 1972 (p. 2444) ; la 1re séance du 29 juin 1972 (p. 2986) ; la 2e séance du 30 juin 1972 (p. 3082) ; la 2e partie de la séance du 2 octobre 1972 (p. 3849) ; la séance du 11 octobre 1972 (p. 4064) ; la séance du 19 octobre 1972 (p. 4236) ; la 1re séance du 25 octobre 1972 (p. 4338) ; la 2e séance du 27 octobre 1972 (p. 4466) ; la 3e séance du 27 octobre 1972 (p. 4472) ; la séance du 28 octobre 1972 (p. 4513) ; la 2e séance du 6 novembre 1972 (p. 4727) ; la 1re séance du 10 novembre 1972 (p. 4991) ; la 3e séance du 15 novembre 1972 (p. 5233) ; la 2e séance du 16 novembre 1972 (p. 5290) ; la 4e séance du 17 novembre 1972 (p. 5406) ; la séance du 29 novembre 1972 (p. 5736) ; la 1re séance du 13 décembre 1972 (p. 6102) ; la 2e séance du 14 décembre 1972 (p. 6201) ; la 2e partie de la 2e séance du 15 décembre 1972 (p. 6282) ; la 2e séance du 19 décembre 1972 (p. 6354).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit et le dépôt des demandes de scrutin public [22 avril 1970] (p. 1219).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Neuwirth [29 juin 1970] (p. 3302) et sur celui de M. Massot (p. 3303).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Triboulet : *Respect de l'ordre du jour prioritaire* [5 novembre 1970] (p. 5171).

Ses observations sur la distribution du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [9 décembre 1970] (p. 6319).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Triboulet : *Ordre du jour prioritaire ; problème de la distribution des documents* [9 décembre 1970] (p. 6320, 6321).

Ses observations sur le personnel de l'Assemblée Nationale (p. 6321) ;

Ses observations sur la délégation de vote de M. Rocard lors de la discussion du texte proposé par la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [9 décembre 1970] (p. 6330).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cermolacce : *Fixation de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement* [3 juin 1971] (p. 2315.

Hommage de bienvenue à une délégation du Parlement danois conduite par M. Karl Skytte, président du Folketing [8 juin 1971] (p. 2482).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fouchier et sur celui de M. David Rousset [23 juin 1971] (p. 3298, 3300) ;

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Chandernagor et Max Lejeune

lors de la discussion du budget des affaires étrangères [3 novembre 1971] (p. 5228).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Leroy : *Rôle du président et de la conférence des présidents ; répartition des temps de parole entre le Gouvernement et les différents groupes de l'Assemblée* [5 novembre 1971] (p. 5414) ; *question du dépassement des temps de parole* (p. 5414).

Ses observations sur le respect par les orateurs de leur temps de parole [10 novembre 1971] (p. 5625).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fontaine : *Date de réponse à sa question écrite* [18 décembre 1971] (p. 6950).

Ses observations sur l'organisation des débats et les implications qui en résultent pour les orateurs inscrits [26 avril 1972] (p. 1059).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Le Douarec [3 mai 1972] (p. 1284).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Vals : *Application de l'article 56 du Règlement* [18 mai 1972] (p. 1672).

En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Politique suivie en matière de logement ; allégement des procédures administratives et financières ; réforme du permis de construire ; ses observations sur le certificat de conformité ; son inquiétude devant l'abandon de tout contrôle préalable en matière d'urbanisme ; ses observations sur la délivrance automatique, au 1er janvier 1969, de tous les permis de construire dont les délais réglementaires d'instruction seraient expirés ; allégement des normes ; technique de la construction ; leur codification ; rôle du Centre scientifique et technique du bâtiment ; politique des modèles ; politique de réduction des prix ; industrialisation du bâtiment ; ses observations sur le secteur H.L.M. ; problème du financement ; politique de différenciation des H.L.M. ; application du système des surloyers ; modalités d'attribution des H.L.M. dans la région parisienne ; priorité donnée au logement social ; caisse de financement des H.L.M. ; épargne-logement ; marché hypothécaire ; conséquences du système de bonification d'intérêt ou profit de l'ensemble du secteur bancaire ; accession à la propriété ; logement des jeunes ménages ; allongement de la durée des prêts ; objectifs du Plan en matière d'habitat ancien* [13 novembre 1968] (p. 4334 à 4336) ; *conception de l'urbanisme ; réforme du permis de construire ; question de la suppression du contrôle* a priori; *cas de la région parisienne* (p. 4344, 4345).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur l'article 11 de la Constitution ; problème de l'information ; sentiment de frustration du citoyen ; institutionnalisation du dialogue ; déconcentration administrative ; prérogatives fondamentales de l'Etat ; modalités de la réforme régionale ; région de Paris ; politique d'aménagement du territoire ; problème des compétences ; nécessité pour les régions de décider librement leurs investissements ; fiscalité de la région ; missions de l'entité régionale ; absence d'incompatibilité entre la création de la région et le maintien du département ; réforme communale ; limites des régions ; exécutif régional ; pouvoir délibérant ; rôle des forces économiques et sociales ; exemple de la mise en place du district de la région parisienne* [12 décembre 1968] (p. 5391 à 5393).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Dispense du permis de construire dans des cas limités et sous des conditions déterminées ; ses observations sur la loi du 2 juillet 1966 ; codification des normes de construction ; contrôle du respect des règles d'urbanisme ; aspect architectural des nouveaux ensembles ; plans d'occupation des sols ; modalités de la déclaration préalable ; ses craintes à l'égard du texte ; protection du littoral ; modalités d'application du texte* [17 décembre 1968] (p. 5580 à 5582) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce » : *Colla-*

boration entre l'administration, le Parlement et la profession [18 décembre 1968] (p. 5639) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ses observations sur la dévaluation ; lacunes du plan gouvernemental ; ses observations sur les banques ; détail des mesures concernant le désencadrement de certains crédits à l'exportation ; procédures du contrôle des changes ; assurance crédit ; balance commerciale de la France ; problème des améliorations structurelles ; exportation devant devenir une activité essentielle de l'entreprise ; réhabilitation de la fonction commerciale ; problème du logement ; taux d'intérêt du crédit à la construction ; financement de la construction ; ses observations sur les prêts-relais ; système de l'épargne-logement* [17 septembre 1969] (p. 2303 à 2305).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Ses observations sur la « nouvelle société » ; problème de l'homme devant la machine et de l'individu devant la masse* [15 octobre 1970] (p. 4334) ; *portée de la querelle qui oppose le libéralisme au socialisme ; révolte des jeunes ; ses observations sur l'entreprise de désagrégation de la société* (p. 4335) ; *problème de l'information ; problème de la régionalisation ; nécessité de réaliser un changement fondamental de l'état d'esprit des Français ; situation des handicapés physiques et des personnes âgées ; dialogue du Gouvernement avec son administration ; importance de la pratique du sport ; nécessité de faciliter les besoins d'épanouissement et d'évasion de l'homme moderne ; politique de l'environnement* (p. 4336) ; *humanisation de la ville ; possibilité de réaliser une combinaison harmonieuse entre la voiture individuelle et le transport en commun ; implantation des logements ne devant pas être prédéterminée par le tracé des réseaux ; crise du logement* (p. 4337).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Aménagement du territoire ; différenciation de la taxe à l'intérieur de la région parisienne ; taux de la redevance ; suppression de la prime ; répartition de l'emploi et de l'habitat ; procédure d'agrément* [8 avril 1971] (p. 1012, 1013) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Affectation du produit de la taxe ; taxation de la création de locaux commerciaux dans la région parisienne ; taxe d'équipement ; refus du conseil général de l'orateur d'inscrire les crédits destinés à couvrir le déficit de la R.A.T.P. ; problème de la généralisation de la taxe aux grandes agglomérations provinciales* [25 mai 1971] (p. 2053) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Allocation de logement ; aide à la personne ; aide à la pierre* [10 juin 1971] (p. 2656) ; *renforcement des normes d'habitabilité ; chèque-logement ; ressources du fonds spécial ; suppression des P.S.R. ; prélèvement sur le un pour cent versé par les entreprises ; ses observations sur les programmes triennaux lancés en 1966* (p. 2657) ; *problème de l'unité du marché du logement ; cas des petits propriétaires ; fixation d'un calendrier pour la révision des loyers ; problème des classes intermédiaires ; rôle du Crédit foncier ; augmentation des prêts spéciaux ; marché hypothécaire ; ouverture de ce marché aux S.I.C.A.V.* (p. 2658) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter l'article 183 bis du Code de l'urbanisme par un nouvel alinéa (cas des offices municipaux des communes sur le territoire desquelles il n'est pas possible de disposer de terrains adéquats pour la construction d'un minimum de 300 logements)* (p. 2767) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 1er : *Son amendement (déro-*

gation aux dispositions du plan d'occupation des sols) [12 juin 1971] (p. 2859) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le phénomène d'urbanisation ; exemple de la région parisienne ; rôle du district ; coût du métro express régional* [17 juin 1971] (p. 3037) ; *son souhait que les ressources de la nouvelle taxe sur les transports soient affectées prioritairement aux investissements ; déplacements assurés par les moyens de transports en commun ; construction d'autoroutes radiales de dégagement de la capitale ; problème de l'environnement* (p. 3038, 3039) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 9 : *Son amendement (création de commissions par le conseil régional)* [27 avril 1972] (p. 1130) ; *pouvoirs des commissions* (p. 1130, 1131) ; Art. 11 : *Son amendement (consultation du comité économique, social et culturel sur les affaires qui sont de la compétence de la région)* (p. 1134) ; *retrait de celui-ci* (p. 1135) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1137) ; *nécessité d'un accord entre le préfet et les présidents des deux Assemblées* (p. 1138) ; Art. 13 : *Son amendement (incompatibilité des fonctions de préfet de région avec celles de préfet d'un département)* (p. 1141) ; *retrait de son amendement* (p. 1142).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Feix, Lagorce, Marcus, Stehlin et Gerbet relatives aux sociétés civiles de placement immobilier : *Ses relations avec maître Rochenoir ; sa lettre du 18 mars à la Commission d'enquête* [26 mai 1972] (p. 1966, 1967) ; *la campagne d'intoxication menée par le parti communiste ; motion du conseil général du Val-de-Marne condamnant les procédés du parti communiste* (p. 1981, 1982).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de radiodiffusion-télévision française : *Mise en cause des structures et des méthodes ; ses observations sur les sources de gaspillage* [15 juin 1972] (p. 2537) ; *création d'un nouvel état d'esprit au sein de l'Office ; opportunité de la séparation de la radio et de la télévision ; rôle du président-directeur général ; rôle du conseil d'administration* (p. 2538).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au centre de sports du Tremblay [21 juin 1972] (p. 2692, 2693).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au réseau express régional [30 juin 1972] (p. 3051, 3052).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Priorité aux transports en commun en région parisienne ; R.E.R. ; desserte de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée* [3 novembre 1972] (p. 4665, 4666) ;

— des conclusions du rapport sur sa proposition de loi tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants : *Fraude électorale au niveau de la composition des listes électorales, pendant le déroulement des opérations, à l'occasion du vote par correspondance et pendant les opérations de dépouillement ; répartition des fonctions au sein d'un même bureau de vote* [12 décembre 1972] (p. 6066) ; *mise en place d'une commission de contrôle ; intervention du tribunal administratif ; composition et pouvoirs de la commission de contrôle ; contrôle des moyens de propagande* (p. 6067, 6068) ; Art. unique : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement ; nombre de magistrats nécessaires pour constituer les commissions de contrôle ; appel à d'anciens magistrats ou à des auxiliaires de justice ; délégués des commissions de contrôle* (p. 6072).

O

ODRU (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis (7e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à accorder le droit de port d'armes aux chauffeurs de taxi, **n° 446** [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi portant amnistie à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Guyane et à la Réunion, **n° 493** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi portant statut de la ville de Paris, **n° 662** [3 avril 1969].
Retrait de la proposition, **n° 662** [29 avril 1969] (p. 1133).

Sa proposition de loi instituant des mesures sociales en faveur des travailleurs antillais, guyanais et réunionnais émigrant en France métropolitaine, **n° 697** [7 mai 1969].

Sa proposition de loi portant statut de la ville de Paris, **n° 707** [7 mai 1969].

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur les conditions de l'intervention militaire française au Tchad, **n° 1109** [29 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à aménager les conditions dans lesquelles est appliqué le régime du forfait, **n° 1297** [24 juin 1970].

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission de contrôle sur le fonctionnement du service de documentation extérieure et de contre-espionnage, **n° 2088** [30 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Problème de l'application de la T.V.A. aux industries de construction de navires de sport et de plaisance* [19 juillet 1968] (p. 2346).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Désapprobation par le parti communiste français de l'intervention en Tchécoslovaquie des forces armées de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Hongrie, de la Bulgarie et de R.D.A. ; normalisation de la situation intérieure en Tchécoslovaquie ; situation au Moyen-Orient ; impérialisme américain en Amérique latine ; situation au Biafra ; politique militariste de la République fédérale allemande ; traité franco-ouest-allemand ; position du parti communiste face au traité de Munich* [2 octobre 1968] (p. 2981, 2982).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Abdoulkader Moussa Ali tendant à modifier la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du territoire français des Afars et des Issas : *Abstention du groupe communiste lors du vote* [17 octobre 1968] (p. 3360) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Sa question de savoir ce que le Gouvernement envisage de faire pour doter en postes indispensables les établissements existants et pour construire les nouveaux collèges et lycées techniques qui permettront de donner son sens à la prolongation de la scolarité ; élaboration d'un plan d'urgence de réalisation d'établissements d'enseignement technique ; disparition des sections d'éducation professionnelle ; scandale des dérogations scolaires ; éducation permanente ; institution, dans les C.E.T., d'une année de raccordement avec l'enseignement long après les deux années des collèges du second cycle ; institution de cours obligatoires pour les jeunes de moins de dix-huit ans entrés dans la vie active ; problèmes de la formation féminine ; formation professionnelle accélérée ; promotion sociale ; revendications du personnel de l'enseignement technique ; réforme de l'orientation ; transformation du B.U.S. en Office national d'information pour l'orientation pédagogique et professionnelle* [28 octobre 1968] (p. 3633, 3634) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3634) ; *nombre des professeurs conseillers* (p. 3634) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — II. - COOPÉRATION : *Caractère du budget ; régression des dépenses d'équipement ; son opposition à toute aide financière et économique devant conduire à un asservissement politique ; bureau de recherches géologiques et minières ; cession, par la compagnie Air France, de réseaux qu'elle exploitait en Afrique ; conséquence lors de la constitution par les Etats africains, de leur propre compagnie aérienne* [29 octobre 1968] (p. 3700) ; *opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 3702) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; renforcement des services de police ; expériences nucléaires réalisées par le Gouvernement ; situation actuelle de M. Pouvanaa Oopa ; avenir des Territoires d'outre-mer* [4 novembre 1968] (p. 3884) ; *vote du groupe communiste* (p. 3890) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Abstention du groupe communiste* [7 novembre 1968] (p. 4109) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Vote du groupe communiste* [9 novembre 1968] (p. 4245) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Augmentation des dépenses afférentes à l'appareil administratif et policier ; stagnation des crédits destinés aux investissements productifs ; crise sucrière à la Martinique ; refus de la part du Gouvernement d'aligner à la Réunion le S.M.I.G. et le S.M.A.G. sur ceux de la France ; politique d'émigration ; revendications d'autonomie* (p. 4258, 4259) ; *ses observations sur les agents qui ont été licenciés par l'Assistance publique ; irrégularités de la procédure* (p. 4271) ; *vote du groupe communiste* (p. 4272) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie : *Retrait de sa question préalable* [9 décembre 1968] (p. 5210) ; *absence de consultation de l'assemblée calédonienne ; gouvernement entendant offrir des cadeaux fiscaux aux grandes sociétés capitalistes ; application de l'article 74 de la Constitution ; revendication d'autonomie interne présentée par l'assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5213) ; *droit des parlementaires* (p. 5216) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du texte* (p. 5218) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Vote du groupe communiste sur les amendements de M. Dupont-Fauville* [19 décembre 1968] (p. 5695) ; ses explications de vote : *Installation des grands trusts en*

Nouvelle-Calédonie (p. 5695) ; *vote du groupe communiste* (p. 5696) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie : *Vote du groupe communiste sur la question préalable* [9 décembre 1968] (p. 5223) *et sur la motion de renvoi* (p. 5224) ; Art. 2 : *Vote du groupe communiste* (p. 5225) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 5233) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1968] (p. 5698) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie : *Vote du groupe communiste sur la question préalable de M. Pidjot* [9 décembre 1968] (p. 5236) ; *Vote du groupe communiste sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Pidjot* (p. 5237) ; Art. 3 : *Conséquences du deuxième paragraphe de l'amendement sur* (p. 5239) ; ses explications de vote : *Installation de grands trusts français et étrangers en Nouvelle-Calédonie* (p. 5243) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1968] (p. 5706, 5707) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France, sans domicile ni résidence fixe : *Situation des travailleurs de chantier ; suppression du carnet anthropométrique ; carnet de circulation ; création de lieux de stationnement* [18 décembre 1968] (p. 5627).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaudin relatif à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de généraliser les quatre semaines de congés payés [18 décembre 1968] (p. 5629).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1968] (p. 5702) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Régression des crédits d'investissement ; société Le Nickel ; balance des transferts d'autonomie des T.O.M. ; le parti communiste français désapprouve l'intervention militaire dans les affaires de la Tchécoslovaquie ; problème du chômage* [5 novembre 1969] (p. 3407, 3408) ; EDUCATION NATIONALE : *Importance de l'école primaire ; élévation du niveau de formation des maîtres ; conception de la construction et des équipements scolaires ; budget ne comportant aucun crédit pour élargir le recrutement des élèves instituteurs ; nécessité d'une formation des institutrices et instituteurs avec passage dans l'enseignement supérieur ; écoles maternelles ; réduction des effectifs par classe ; suppression de la classe du samedi après-midi ; surveillance des cantines ; réaménagement des activités culturelles hebdomadaires proposées aux enfants ; formation continue des instituteurs ; généralisation du tiers temps pédagogique* [12 novembre 1969] (p. 3596, 3597) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Bilan de la politique nationale en matière d'urbanisme et de construction suivie par le Gouvernement depuis 1958 ; rôle des collectivités locales ; définition de la nature et de l'urgence des besoins à satisfaire ; appel aux capitaux privés pour la rénovation des cœurs de ville ; rénovation urbaine ; spéculation foncière ; droits de préemption des Z.A.D. ; ses observations sur les H.L.M. ; subvention d'équilibre ; situation des petits expropriés ; interférence de la rénovation urbaine avec la décision de créer des autoroutes de dégagement ; rénovation impliquant la création de structures d'accueil pour les activités commerciales ; possibilité que l'Etat favorise la mutation des petits commerçants et artisans par l'agrément automatique pour toute activité expropriée, par la suppression de toute redevance exigée en région parisienne et par l'octroi d'importants prêts de réinstallation* [14 novembre 1969] (p. 3776 à 3778) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Production sucrière et bananière ; son vote sur le budget ; avenir politique des D.O.M. ; droit de ces peuples à l'autodétermination ; sa question de savoir si le Gouvernement pense réintégrer dans l'administration les fonctionnaires des D.O.M. frappés par l'ordonnance du 15 octobre 1960* [15 novembre 1969] (p. 3819, 3820) ;

— du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Extension au territoire de l'Inini de l'organisation administrative normale d'un département ; conséquences d'un certain tourisme sur la santé physique et morale des populations tribales ; caractère artificiel de la « fran-*

cisation » des populations tribales de la Guyane [26 novembre 1969] (p. 4362) ; Art. 20 : *Vote du groupe communiste* [27 novembre 1969] (p. 4400) ;

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969 : *Dégradation des termes de l'échange ; faiblesse du fonds de réserve ; caractère politique de l'accord* [4 décembre 1969] (p. 4626) ; *abstention du groupe communiste lors du vote* (p. 4627).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ducos et Capelle relatives à l'enseignement secondaire : *Organisation de l'enseignement du second degré ; option « art et art appliqué » ; deuxième langue vivante ; critique de la « mission industrielle » de l'éducation ; construction de 100.000 places de collèges d'enseignement technique demandée par la commission du V^e^ Plan ; cas des retardés scolaires ; application du plan Langevin-Wallon ; constitution d'un grand service de psychologie de l'éducation nationale* [12 décembre 1969] (p. 4908, 4909).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'intervention de M. le Premier Ministre à la télévision ; sa question de savoir pourquoi M. le Premier Ministre ne ferait pas une déclaration de politique générale, ce même jour, devant l'Assemblée* [3 avril 1970] (p. 786).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur l'Afrique ; intervention militaire française au Tchad ; dépôt par le groupe communiste d'une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission parlementaire d'enquête sur les événements du Tchad ; désir de M. Sékou Touré de ne pas coopérer avec la France ; politique du Gouvernement français à l'égard du Nigeria, des colonies portugaises d'Afrique et de l'Afrique du Sud ; coopération devant être fondée sur les intérêts réciproques du peuple français et du peuple africain* [28 avril 1970] (p. 1350, 1351) ; *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 1353).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Déclin industriel de la région parisienne ; politique de stabilisation du Gouvernement remettant en cause les résultats obtenus par les travailleurs en mai 1968 ; fermeture de nombreuses entreprises dans les départements de la couronne ; conséquence de la politique de fusion et de concentration des entreprises ; nécessité d'arrêter tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une garantie de reclassement dans une même qualification ; développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle des adultes ; desserrement du crédit pour les petites et moyennes entreprises ; réalisation des zones industrielles* [13 mai 1970] (p. 1676, 1677).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au personnel de la R.A.T.P. [22 mai 1970] (p. 1888).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative à la formation professionnelle des adultes [5 juin 1970] (p. 2295) ; *grève en mars des agents de l'Association pour la formation professionnelle ; fermeture de 110 sections de l'A.F.P.A. ; organisation des indispensables sessions de perfectionnement et de recyclage ; possibilités de reclassement des enseignants ; exemple du moniteur maçon du centre de Lyon Saint-Priest ; réintégration des agents âgés de 50 à 60 ans ; attribution de la pré-retraite aux agents ayant dépassé 60 ans ; concurrence des centres privés ; transfert injustifiable au secteur privé des formations de base de la métallurgie et du bâtiment ; fonction de conseiller technique assigné à l'A.F.P.A.* (p. 2295, 2296, 2297) ; *recrutement des stagiaires de l'A.F.P.A. ; volonté du Gouvernement de « privatiser » la formation professionnelle des adultes dans le cadre du VI^e^ Plan* (p. 2299, 2300, 2301).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Problèmes de la région parisienne ; abandon du schéma directeur ; spéculation sur les terrains ; ses observations sur les départements « couronne » ; problème des transports ; statut de la ville de Paris ; composition du*

Conseil de Paris ; nécessité d'élire un maire à Paris et une assemblée au suffrage universel à la proportionnelle [17 juin 1970] (p. 2748, 2749) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Ses observations sur la question préalable ; définition des ressources propres ; pouvoir budgétaire propre des institutions de la Communauté ; atteinte portée à la souveraineté nationale ; attitude du Conseil constitutionnel ; dépendance de la France à l'égard des décisions de Bonn, Londres et Washington ; conférence de La Haye ; retrait aux parlements nationaux du contrôle direct des recettes communautaires ; problème du droit de censure budgétaire de l'Assemblée européenne ; rôle du conseil des ministres de la Communauté ; atteinte portée au pouvoir législatif du législateur au suffrage universel ; extension des compétences de l'Assemblée européenne ; Gouvernement engageant la France dans la voie d'un système à caractère supranational ; conséquences des projets de loi* [23 juin 1970] (p. 2921, 2922) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 9 septembre 1966 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 3 décembre 1969 : *Opposition du groupe communiste au principe de l'avoir fiscal ; vote du groupe communiste* [23 juin 1970] (p. 2944) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970 : *Diffusion de la langue française ; établissement d'une coopération culturelle et technique entre Etats usagers de la langue française ; son abstention lors du vote* [23 juin 1970] (p. 2948).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la proposition communiste tendant à la création d'une Commission parlementaire d'enquête sur l'intervention militaire française au Tchad ; retrait des troupes françaises engagées au Tchad* [15 octobre 1970] (p. 4307).

Prend part au débat sur la question orale de M. Brugnon relative aux abattoirs de La Villette [16 octobre 1970] (p. 4398) ; *décision prise par le Conseil des Ministres du 6 août 1970 ; opération d'urbanisme envisagée sur les 55 hectares de terrains de La Villette et les risques de spéculation ; déficit de nos échanges de viande dû à l'orientation de la politique européenne ; mesures envisagées par l'Etat pour permettre à la société gérante du marché d'intérêt national de La Villette de supprimer le déficit d'exploitation dans un délai maximum de deux exercices* (p. 4398).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Après l'Art. 68 : *Situation des personnes transférées en Italie au cours de rafles collectives ; ses observations sur le titre de « patriote transféré en Allemagne »* [26 octobre 1970] (p. 4714) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le cyclone Dorothée ; nécessité de respecter la volonté populaire en Guyane et de tenir compte des délibérations du conseil général de ce territoire ; problème du chômage ; nécessité d'adopter un nouveau statut d'autonomie dans le cadre de la République française* (p. 4723) ; *ses observations sur les paroles de M. Henri Rey* (p. 4734) ; Titre III : *Vote du groupe communiste* (p. 4734) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Son adhésion à une politique de coopération respectant l'indépendance politique des Etats africains et malgache ; ses observations sur le Tchad ; maintien au pouvoir du président Tombalbaye grâce à la France ; droits nationaux du peuple tchadien ; nécessité de rapatrier les soldats français ; révision des accords signés entre la France et les Etats africains ; participation de sociétés privées françaises à la construction du barrage de Cabora Bassa* [5 novembre 1970] (p. 5218) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 20 millions de francs* (p. 5229) ; *fin de l'intervention française au Tchad* (p. 5229) ; EDUCATION NATIONALE : *Diminution du nombre des créations d'emplois d'enseignants ; blocage des carrières ; instituts universitaires de technologie ; prime de recherche*

[14 novembre 1970] (p. 5575) ; *budget de l'équipement des universités ; ses observations sur l'institut de géographie ; ouverture des universités de Créteil et de Villetaneuse ; maintien dans la région parisienne de l'école normale supérieure de Saint-Cloud ; crédits de fonctionnement destinés à la recherche universitaire ; enseignement de l'informatique ; ses observations sur les deuxième et troisième cycles universitaires de technologie ; participation de l'Université à la formation permanente des travailleurs ; problème des œuvres sociales ; remise en cause des libertés conquises par les enseignants et les étudiants ; développement nécessaire de la démocratisation* (p. 5576) ; Titre III : *Aide en faveur de l'enseignement privé* (p. 5586) ; Titre V : *Vote du groupe communiste* (p. 5587) ; Titre VI : *Insuffisance des crédits destinés à l'équipement de l'éducation nationale* (p. 5587).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sécurité des chauffeurs de taxi [27 novembre 1970] (p. 6019, 6020).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications de certains enseignants (*professeurs du second degré et enseignants d'éducation physique*) [2 décembre 1970] (p. 6071, 6072).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Sa question préalable* [8 avril 1971] (p. 997) : *Aggravation des déséquilibres économiques et sociaux entre les différentes parties de la France ; débat sur l'expansion des économies régionales ; objectifs d'une politique active d'aménagement du territoire ; situation de l'emploi dans la région parisienne ; montant de la redevance ; aménagements réalisés à Maine-Montparnasse et dans la zone de la Défense* (p. 998) ; *équipement industriel du secteur secondaire prévu par le VI^e Plan pour la région parisienne ; difficultés des communes ; rénovations urbaines* (p. 999) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (répartition du produit de la redevance)* (p. 1018) ; *ses observations sur la position des élus communistes* (p. 1020) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant, après l'article 6, à ajouter un nouvel article (détermination de l'application des redevances)* (p. 1023) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres signés à Paris le 29 mai 1970 : *Avantages donnés aux capitalistes français investissant au Maroc ; son opposition au système du crédit d'impôt* [15 avril 1971] (p. 1114, 1115) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966 : *Vote du groupe communiste ; conséquences de cette convention sur notre législation interne ; rôle de l'hebdomadaire « Minute » ; cas des travailleurs nord-africains ; situation des Antillais, Guyanais et Réunionnais vivant en France ; politique d'immigration poursuivie par le Gouvernement au bénéfice du patronat ; abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 ; situation de MM. Gervais Baret et Roland Robert qui viennent d'être élus maire adjoint de Saint-Louis et maire de la Possession ; situation de M. Armand Nicolas à la Martinique* [15 avril 1971] (p. 1117, 1118).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au logement social [5 mai 1971] (p. 1651, 1652).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, Art. 1^er : *Chance de la société « Le Nickel » sous la V^e République* [26 mai 1971] (p. 2098).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Réunion d'une conférence sur la sécurité européenne et la coopération ; réduction des armées et des armements ; prétentions de Bonn sur Berlin-Ouest ; reconnaissance officielle par la France de la République démocratique allemande ; conférence de Lisbonne ; lien entre la politique gouvernementale et l'intérêt des grandes sociétés capitalistes* [9 juin 1971] (p. 2595, 2596) ; *tendance à l'alignement sur la politique américaine ; impérialisme américain en Indochine ; son témoignage de solidarité à l'égard du peuple portugais en lutte con-*

tre le fascisme intérieur ; politique du parti communiste français à l'égard de la Tchécoslovaquie ; ventes d'armes par le Gouvernement français ; Marché commun ; caractère des institutions de la Communauté économique européenne ; règlement du conflit du Moyen-Orient sur la base des résolutions de l'O.N.U. (p. 2597) ; *opinion du parti communiste français* (p. 2623).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne : *Ses observations sur les paroles de M. Chamant* [23 juin 1971] (p. 3300) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1971] (p. 3545) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, ses explications de vote : *Autorisation préalable des associations ; remise en cause des droits des citoyens* [30 juin 1971] (p. 3567) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1971] (p. 3582) ; en troisième et dernière lecture, son rappel au Règlement : *Fin de la session parlementaire* [30 juin 1971] (p. 3582) ; *vote du groupe communiste* (p. 3583) ;

— en troisième lecture, du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Vote du groupe communiste contre les amendements déposés à ce texte* [30 juin 1971] (p. 3577) ; en quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1971] (p. 3586).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la question orale avec débat de M. Ballanger ; situation de M. Rives-Henrÿs ; saisine du Conseil constitutionnel* [2 octobre 1971] (p. 4211).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Droit à l'autodétermination des peuples des départements d'outre-mer* [26 octobre 1971] (p. 4903) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Problème des loyers en particulier des loyers d'H.L.M. ; insuffisance de logements sociaux ; problème de la fiscalité* [29 octobre 1971] (p. 5105) ; *spéculation foncière et immobilière ; scandales de la Garantie foncière et du Patrimoine immobilier ; augmentation du prix des terrains ; loyers du secteur privé* (p. 5106) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Politique de coopération du Gouvernement ; intervention française au Tchad ; problème des ventes d'armes ; programmes de gouvernement du parti communiste ; ses observations sur le personnel de l'O.R.S.T.O.M.* [3 novembre 1971] (p. 5246) ; *signification de la suppression de certains postes de chargé de recherches de l'O.R.S.T.O.M.* (p. 5249) ; *ses observations sur le fait que les troupes portugaises utiliseraient des hélicoptères français contre les soldats des mouvements de libération* (p. 5251) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION : *Vote du groupe communiste* [9 novembre 1971] (p. 5542) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 1er : *Ses observations sur le fait qu'un constructeur d'avions siège sur les bancs de l'Assemblée* [25 novembre 1971] (p. 6119) ; en troisième lecture : *Critères des circonstances exceptionnelles* [20 décembre 1971] (p. 7012) ; Art. 4 : *Ses observations sur les circonstances exceptionnelles* (p. 7014) ; en quatrième lecture : *Ses observations sur les circonstances exceptionnelles* (p. 7021).

Son rappel au Règlement : *Temps de parole accordé à M. Rives-Henrÿs ; publicité faite à ses interventions ; défense de l'honneur de la représentation nationale* [26 novembre 1971] (p. 6154).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité sur la situation au Cambodge [26 novembre 1971] (p. 6157, 6158).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Son rappel au Règlement ; sa demande d'un scrutin public sur la question préalable déposée par le groupe communiste* [1er décembre 1971] (p. 6248) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation

des communes dans le territoire de la Polynésie française ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble de la proposition de loi* [8 décembre 1971] (p. 6507) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [9 décembre 1971] (p. 6605).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6663).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signés à Bruxelles le 23 novembre 1970 : *Vote du groupe communiste* [14 décembre 1971] (p. 6730) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérative du Brésil, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale, en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971 : *Relations entre le Brésil et la France* [14 décembre 1971] (p. 6732).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la question d'actualité déposée par le groupe communiste concernant la possibilité qu'ont les préfets des départements d'outremer de muter d'office en France des fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques* [16 décembre 1971] (p. 6832, 6833).

Son rappel au Règlement : *Opposition du groupe communiste à la proposition de création d'une commission spéciale pour l'examen des projets de loi ayant trait aux commerçants et artisans* [27 avril 1972] (p. 1129).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions, Après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* [27 avril 1972] (p. 1116) ; Après l'Art. 5 : *Retrait de l'amendement de M. Bustin* (p. 1118) ; Art. 9 : *Création de commissions par le conseil régional* (p. 1130).

Son rappel au Règlement : *L'opposition du groupe communiste à la constitution d'une commission spéciale pour l'examen des projets de loi concernant les commerçants et artisans ; jonction des propositions de loi déposées sur le même sujet* [28 avril 1972] (p. 1189).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité sur les incidents d'Hirson (campagne référendaire) [28 avril 1972] (p. 1197, 1198).

Prend part à la discussion du projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines : *Vote du groupe communiste ; décision de l'assemblée générale des Nations unies ; problème du contrôle international* [4 mai 1972) (p. 1351).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sécurité des chauffeurs de taxi [5 mai 1972] (p. 1400, 1401).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 1er : *Ses observations sur le groupe Casino-Epargne et sur Carrefour* [19 mai 1972] (p. 1738) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 4 : *Formation des coopérants* [8 juin 1972] (p. 2333) ; Art. 6 : *Déroulement des carrières* (p. 2336) ; *retrait de l'amendement de M. Feix* (p. 2337) ; Art. 8 : *Ses observations* (p. 2338).

Prend part au débat sur la question de M. Cousté relative aux entretiens de Moscou : *Reconnaissance du fait socialiste* [9 juin 1972] (p. 2398) ; *accords américano-soviétiques conclus à Moscou* (p. 2399) ; *limitation des armements stratégiques ; préparation multilatérale à la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération ; reconnaissance de la R.D.A. ; condamnation de l'agression américaine en Indochine* (p. 2399).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur les paroles de M. Malaud* [16 juin 1972] (p. 2574) ; Art. 4 : *Nomination du président-directeur général ; création*

d'unités fonctionnelles (p. 2605) ; *ses amendements* (p. 2606, 2607) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gosnat* (p. 2608) ; Art. 6 : *Composition du conseil d'administration* (p. 2608) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2614) ; *établissements publics* (p. 2614) ; Art. 11 : *Vote du groupe communiste* (p. 2617) ; Art. 14 : *Interdiction de publicité commerciale sur les ondes de l'O.R.T.F.* (p. 2618) ; *vote du groupe communiste contre cet article* (p. 2621) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles le 14 décembre 1970 : *Abstention du groupe communiste* [23 juin 1972] (p. 2817) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles le 14 décembre 1970 : *Abstention du groupe communiste* [23 juin 1972] (p. 2817) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires. Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [28 juin 1972] (p. 2965) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Dénonciation par le groupe communiste de ce texte d'exception ; les grèves de la faim ; sa demande à M. le Secrétaire d'Etat de reprendre à son compte, sinon l'amendement du Gouvernement, du moins l'article additionnel adopté par la Commission des lois* [10 octobre 1972] (p. 4002, 4003, 4006) ; *problème de l'affectation des fonctionnaires originaires des D.O.M.* (p. 4002, 4003).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des cheminots [20 octobre 1972] (p. 4270, 4271).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Titre IV : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Gilbert Faure tendant à supprimer les crédits de ce titre* [2 novembre 1972] (p. 4580) ; *son vote, au nom du groupe communiste, contre le budget* (p. 4581) ; TRANSPORTS. — I. SECTION COMMUNE. — *II.* - TRANSPORTS TERRESTRES : *Transports, circulation et stationnement dans la région parisienne ; priorité aux transports publics ; autorité démocratique unique des transports (Office régional des transports et de la circulation)* [3 novembre 1972] (p. 4664, 4665, 4669) ; *programme commun de la gauche ; taxe progressive sur les entreprises* (p. 4665, 4669) ; *carte de transport payée par les employeurs* (p. 4665) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Dissolution de la Chambre des députés des Comores ; programme commun de la gauche : reconnaissance du droit à l'auto-détermination des peuples des territoires d'outre-mer ; élaboration de nouveaux statuts ; coopération* [18 novembre 1972] (p. 5454) ; *vote du groupe communiste contre l'ensemble des crédits de ce budget* (p. 5460).

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Augmentation de la participation des femmes à l'activité économique ; déclassification des emplois des travailleuses par rapport à ceux occupés par les hommes* [21 novembre 1972] (p. 5558) ; *nécessité de constituer une commission départementale paritaire pour le contrôle de l'application du principe de l'égalité des rémunérations ; programme commun de la gauche* (p. 5559) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant les articles 2,6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition et à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Autonomie du territoire des Afars et des Issas* [23 novembre 1972] (p. 5619) ; *vote du groupe communiste* (p. 5620) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale : *Application restrictive de la loi de 1967 sur la régulation des naissances ; proposition*

de loi du groupe communiste tendant à l'abrogation des lois répressives concernant l'avortement et l'adoption d'une nouvelle réglementation de l'interruption de la grossesse ; programme commun de la gauche ; problème du mode de financement envisagé [7 décembre 1972] (p. 5997) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972 : *Nécessité de mettre en œuvre une véritable politique de coopération ; ses observations sur l'article VII de la nouvelle convention* [19 décembre 1972] (p. 6341) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord culturel et de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République péruvienne : *Sa protestation contre les conditions dans lesquelles la Commission des affaires étrangères a été appelée à examiner ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6385).

OFFROY (Raymond)

Député de la Seine-Maritime
(9e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [2 octobre 1969] (p. 2432), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code de la sécurité sociale relatives au recours de la victime d'un accident du travail contre l'employeur, **n° 2074** [25 novembre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur la participation ; problème de l'information ; droit des citoyens à l'information ; possibilité pour le Gouvernement d'utiliser les techniques modernes pour expliquer ses décisions ; confier la diffusion à un organisme apolitique pour les grands problèmes nationaux ; détermination de la responsabilité des relations publiques de l'Etat ; suppression éventuelle du ministère de l'information* [17 juillet 1968] (p. 2275).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Centre national du commerce extérieur ; expansion économique à l'étranger ; moyen mis à la disposition de nos conseillers commerciaux ; rôle des conseillers commerciaux ; en province ; nécessité de ne pas donner à l'E.N.A. le monopole de notre représentation économique à l'étranger ; développement du recrutement de contractuels ; possibilité de porter à la connaissance des écoles de commerce qu'un certain contingent leur sera réservé pour l'expansion économique ; lourdeur de l'appareil administratif ; débat sur notre politique en matière d'exportation* [18 novembre 1968] (p. 4629, 4630) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Structure de l'information ; office central d'information britannique ; exemple allemand ; séparation entre l'information civique et l'action gouvernementale ; sa proposition de créer un conseil national de l'information s'appuyant sur un secrétariat général* [19 novembre 1968] (p. 4714, 4715) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ET COOPÉRATION : *Ses observations sur la conférence au sommet de La Haye ; élargissement du Marché commun ; union politique ; négociations avec la Grande-Bretagne ; situation du Liban ; principe de la neutralité du Sud-Est asiatique ; ses observations sur le Biafra ; possibilité d'envoyer une mission d'observation au Nigeria et au Biafra ; détermination d'une position commune des six pays du Marché commun sur certains problèmes internationaux* [4 novembre 1969] (p. 3326, 3327) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Hommage rendu au ministre ; ses observations sur le principe : à cotisation égale, prestation égale ; disparité des traitements ; problème de la prise en charge des prestations ; cas des retraités ; cas des épouses de salariés exerçant une profession artisanale* [2 décembre 1969] (p. 4502).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au problème des commerçants et des artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Nombreux fonds de commerce à vendre à Dieppe ; restitution des cartes grises et des permis de conduire confisqués ; aide aux vieux commerçants ; établissement du forfait* (p. 956 et 957).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur les plateaux et le littoral du département de la Seine-Maritime ; ses observations sur Dieppe ; conséquences de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [17 juin 1970] (p. 2778, 2779) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur les zones situées à la périphérie des régions en plein essor ; cas de la zone d'influence de Dieppe ; crise de l'emploi ; aide aux régions défavorisées par la nature* [3 novembre 1970] (p. 5039) ; *liaison rapide avec Rouen ; déblocage de la vallée de la Bresle en matière de téléphone ; aménagement de l'aérodrome de Saint-Aubin ; importance de l'enntrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; classement de certaines régions de l'orateur en zone II des zones industrielles* (p. 5040) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Rapatriement des enfants ex-biafrais ; contrôle du Haut-Commissariat aux réfugiés* [5 novembre 1970] (p. 5215) ; *ses observations sur l'origine rurale de ces enfants ; question des malades ; problème de ceux qui n'ont plus de famille ; problème de leur éducation* (p. 5216) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Conflit du Bengale ; ses observations sur l'article 2, paragraphe 7 de la Charte des Nations unies* [3 novembre 1971] (p. 5245, 5246) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Situation de ceux qui prennent leur retraite avant l'âge de 65 ans ; éventualité d'une « table ronde » qui regroupevait les représentants de l'administration, du patronat et des syndicats* [1[er] décembre 1971] (p. 6271).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale. Ses explications de vote : *Programme social du Premier Ministre ; ses observations sur la participation* [24 mai 1972] (p. 1877) ; *son vote* (p. 1878).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Conditions de prise de participation* [25 mai 1972] (p. 1918) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 1[er] : *Objectif du service public national de la radiodiffusion-télévision française ; création d'un haut conseil de l'audio-visuel* [16 juin 1972] (p. 2574) ; *création d'un Conseil national de l'information* (p. 2575) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. II. - AFFAIRES SOCIALES : *Son regret que M. Edgar Faure n'ait pas défini une grande politique sociale et n'ai pas parlé de l'Europe ; thème de l'Europe sociale ; partici*

pation des travailleurs à la vie de l'entreprise ; société à conseil de surveillance et à directoire ; nécessité d'éviter la colonisation de l'Europe par les entreprises américaines et d'instituer des sociétés anonymes de droit européen ; cogestion en Allemagne [6 novembre 1972] (p. 4739) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 1er : *Son amendement substituant aux mots : « du système bancaire » les mots : « de l'ensemble du système bancaire » ; retrait* [28 novembre 1972] (p. 5682) ; Art. 5 : *Son amendement devenu sans objet car il se rallie à l'amendement de M. Capelle* (p. 5690) ; Art. 14 : *Son amendement stipulant que les conseillers devront représenter d'une manière aussi équitable que possible l'Etat, les intérêts économiques utilisateurs du crédit et le personnel de la Banque de France* (p. 5695).

OLLIVRO (Edouard)

Député des Côtes-du-Nord
(4e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 332 du Code de la sécurité sociale en vue de permettre l'attribution d'une pension de vieillesse, au taux de 40 % dès l'âge de soixante ans, aux assurés anciens prisonniers de guerre, n° 739 [27 juin 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Problème de la région parisienne ; ses observations sur le Nord et la Lorraine ; nécessité de prévoir des recensements aussi fréquents que possible ; rentabilité de l'aménagement du territoire* [4 novembre 1968] (p. 3853, 3854).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la Bretagne ; réforme régionale ; élection au suffrage universel direct ; nécessité que la réforme accorde à la région des possibilités de s'exprimer dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la culture, de l'information et de l'éducation ; ses observations sur le Plan ; problème du civisme ; ses observations sur les jeunes* [12 décembre 1968] (p. 5413, 5414).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Lacunes de ce budget ; « tiers-temps » ; non-préparation des instituts pour dispenser l'éducation physique ; pénurie des professeurs ; rôle des collectivités ; création de postes de moniteurs départementaux ; fixité du taux des subventions ; rôle du haut comité de la jeunesse ; office franco-allemand ; sa question de savoir pourquoi on ne l'élargit pas à l'Europe de l'Ouest ; importance du cadre régional ; rôle de la jeunesse ; désirs de la jeunesse ; nécessité d'entraîner les jeunes à se dépasser eux-mêmes* [30 octobre 1969] (p. 3119, 3120) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur la politique extérieure de la Ve République ; ses observations sur l'Europe ; réunion au sommet de La Haye* [4 novembre 1969] (p. 3325, 3326) ; *rôle de la jeunesse d'Europe* (p. 3326) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Désir de la culture ; découverte faite par les Français de leur patrimoine ; ses observations sur l'émission « Chefs-d'œuvre en péril » ; exemple des « pouzadas » au Portugal et des « paradores » en Espagne ; rôle des équipes régionales ; question d'une épreuve facultative de langue régionale au baccalauréat ; création de collèges régionaux de la culture ; pillages de nos richesses ; définition d'une politique de défense de nos*

trésors culturels [20 novembre 1969] (p. 4058, 4059).

Sa mise au point au sujet de son vote sur l'article 37 du projet de loi de finances [23 octobre 1970] (p. 4627).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Nombre des enseignants d'éducation physique ; problème de l'équitation et du golf ; ses observations sur le tennis ; augmentation des aides directes accordées aux associations ; coût d'un foyer culturel ; part de l'éducation physique et du sport dans les programmes de la télévision scolaire ; organisation des jeux de France* [23 octobre 1970] (p. 4644) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Cadre de vie des Français ; ses observations sur les exemples étrangers* [3 novembre 1970] (p. 5041) ; *ses observations sur le fait que les Français recherchent aujourd'hui la province ; rapport relatif aux options du VI^e^ Plan ; importance des villes moyennes pour la vie rurale* (p. 5042) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Importance donnée à la culture et à la formation humaine ; ses observations sur l'anormalité qui consiste en un trop fort pourcentage d'auxiliaires dans certains établissements techniques ; problèmes des C.E.T.* [7 juin 1971] (p. 2425) ; *nécessité de fonder l'enseignement sur le dialogue ; lien entre la répartition des biens et la paix sociale ; importance de l'unité de la culture ; lien entre la création d'entreprises industrielles et la multiplication des établissements techniques dans les régions* (p. 2426) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur les kinésithérapeutes-rééducateurs ; allocation d'orphelin ; problème de l'aide à l'enfance ; troisième âge ; problèmes posés au monde artisan et commerçant ; obligations alimentaires ; indexation de l'allocation vieillesse sur le S.M.I.C.* [4 novembre 1971] (p. 5328) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Rôle des chambres de métiers ; leurs ressources ; leurs besoins d'assistants qualifiés ; adaptation de la nouvelle politique de formation profesionnelle permanente au secteur des métiers ; rôle des caisses de Crédit agricole ; situation des artisans des quatre départements de la région programme de Bretagne* [5 novembre 1971] (p. 5422) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les C.E.T.* [9 novembre 1971] (p. 5573) ; *valeur et nécessité de l'enseignement technique ; importance donnée aux épreuves scolaires dans les examens conduisant à la délivrance du C.A.P. ; nécessité de prévoir un accompagnement industriel au développement de l'enseignement technique* (p. 5574) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème de la région parisienne ; désenclavement de la Bretagne ; création de 50.000 emplois en Bretagne* [17 novembre 1972] (p. 5423) ; *rénovation rurale ; importance de l'entrée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande suivie de celle de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. pour la Bretagne ; nécessité de développement des structures maritimes* (p. 5424).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
(3^e^ circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi

(n° 1362) autorisant l'approbation de la convention additionnelle à la convention du 6 janvier 1909 relative à l'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Paris le 12 février 1970, n° 1370 [2 octobre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, Ordonnance n° 67-709 du 21 août portant généralisation des assurances sociales volontaires pour la couverture du risque maladie et des charges de la maternité : *Son amendement tendant à compléter l'article 5 par les mots : « et en tout état de cause lorsque les ressources des personnes tenues à l'obligation alimentaire envers eux, quel que soit leur propre régime d'assurance maladie, n'excèdent pas le triple du S.M.I.G. »* [22 juillet 1968] (p. 2451) ; *situation des handicapés physiques ou mentaux majeurs ; rapport Bloch-Lainé* (p. 2451) ; *retrait de son amendement* (p. 2451) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) ; *Rôle du tourisme dans l'économie française ; importance du tourisme pour l'année 1969 ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; augmentation des tarifs de transports ; vocation traditionnelle du tourisme étant d'équilibrer la balance des paiements ; vocation exportatrice du tourisme* [31 octobre 1968] (p. 3801, 3802) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Réforme régionale ; cohérence entre les choix du budget, la politique économique et les options de l'aménagement du territoire ; priorité donnée au plein emploi ; croissance des revenus directs ; redistribution sociale ; ses observations sur la réalisation du VI^e^ Plan ; rôle du F.I.A.T. ; schéma d'aménagement général du territoire français ; problème de la Basse-Normandie ; taux d'émigration en Basse-Normandie* [4 novembre 1968] (p. 3847, 3848) ; *autoroute de Normandie ; choix de Cherbourg comme port d'éclatement pétrolier* (p. 3848) ; *émigration en Basse-Normandie* (p. 3852) ; AFFAIRES SOCIALES : *Protection sociale des handicapés majeurs ; rapport de M. Bloch-Lainé ; aide sociale ; revalorisation des allocations aux infirmes ; pension d'invalidité pouvant être versée à la mort des parents des handicapés majeurs ; participation aux frais de déplacement des handicapés majeurs ; possibilité d'accorder aux familles une allocation pour l'éducation spécialisée ; cotisations pouvant être déduites du revenu imposable ; problème de l'accueil dans les centres spécialisés* [6 novembre 1968] (p. 3982, 3983).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la centralisation ; réforme des communes ; regroupements communaux ; nécessité de conserver au Sénat un caractère législatif ; ses observations sur les grandes régions ; ressources de la région ; impôt régional ; détermination de l'unité ou de la dualité des assemblées ; mode d'élection ; ses observations sur l'éventualité d'une assemblée à divers collèges avec des votes successifs et concomitants ; rôle d'une seconde assemblée* [12 décembre 1968] (p. 5393, 5394) ; *cumul des mandats ; nécessité de dégager des élites parmi les jeunes ; question de l'opportunité du référendum* (p. 5394) ; *ses observations sur les paroles de M. Georges ; possibilité d'atlendre la réunion de la Coder de Basse-Normandie pour connaître son avis sur un éventuel élargissement de ses frontières* (p. 5396).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Importance du tourisme pour notre pays ; éparpillement des sources d'information ; comparaisons avec la Grande-Bretagne ; plan anglais d'encouragement ; construction hôtelière ; possibilité de prévoir un état annexé au budget indiquant la place du tourisme français ; infrastructure touristique ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine, la Corse et la Normandie ; réalisation de grands ensembles, tel que le port Dives-Cabourg-Houlgate ; rôle du consulat de Southampton ; aménagement de l'espace*

qui va du Cotentin au Tréport ; création d'un institut de tourisme à l'intérieur de l'académie de Caen ; problème de l'hôtellerie ; création de casinos à Paris [5 novembre 1969] (p. 3351, 3352) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Réductions budgétaires portant sur l'équipement ; définition des rapports entre le Plan et les budgets des collectivités territoriales ; conclusion entre l'Etat et les collectivités de contrats de programme triennaux ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités ; élaboration d'un projet de création de la région en tant que collectivité territoriale ; rôle du F.I.A.T. ; ports de plaisance ; organisation des moyens d'action de la communauté en matière de développement régional ; problèmes particuliers à la Normandie ; projet de livre blanc du bassin parisien ; réseau portuaire des deux Normandies ; création d'un port pétrolier à Cherbourg ; création d'une autorité portuaire pour tes quatre grands ports des deux Normandies ; création d'une mission interministérielle pour l'aménagement de ces deux régions ; liaison Paris-Caen* [7 novembre 1969] (p. 3519).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative au port du Havre [5 décembre 1969] (p. 4696, 4697).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire une question orale sans débat relative au fonctionnement des C.O.D.E.R. [17 décembre 1969] (p. 5005, 5006, et 5007).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative aux méthodes de classement des plages françaises [10 avril 1970] (p. 950, 952).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Politique d'industrialisation dans une économie ouverte sur l'extérieur ; décentralisation ; compétitivité de l'industrie ; fiscalité indirecte ; problème du rythme de croissance ; financement des équipements collectifs par les collectivités ; réforme des collectivités locales ; diminution des moyens d'intervention de l'Etat* [16 juin 1970] (p. 2711. 2712) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés, 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Importance des textes en discussion ; problème de l'élargissement du Marché commun ; complexité des problèmes soulevés par l'entrée de la Grande-Bretagne ; ses observations sur les travaux du comité Werner ; renforcement des institutions* [23 juin 1970] (p. 2923) ; *absence d'Europe sans volonté politique ; nécessité de donner à l'Europe des perspectives politiques* (p. 2923, 2924) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention additionnelle à la convention du 6 janvier 1909 relative à l'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Paris le 12 février 1970, *en qualité de Rapporteur : Conditions de fond et de forme de l'extradition ; piraterie aérienne ; infractions concernant la drogue ; usage, dans un but frauduleux, de la poste ; faits de banqueroute ; extradition des nationaux de chacun des deux pays ; ses observations sur les stipulations financières de la convention* [14 octobre 1970] (p. 4267, 4268) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Redressement économique et financier de la France ; dimension nouvelle de l'économie française ; ses observations sur les fusions et les absorptions de sociétés ; importance pour un pays de disposer d'un certain nombre de firmes de dimension internationale ; rapport sur les options du VI[e] Plan : ses observations sur l'épargne ; Institut du développement industriel ; rôle des sociétés de développement régional ; ses observations sur l'Europe* [21 octobre 1970] (p. 4476) ; *sa question de savoir pourquoi la France ne propose pas un financement communautaire pour la recherche et la technologie avancée ; taux de la T.V.A. ; amélioration de notre système d'aides ; formation professionnelle ; situation des personnes âgées et des handicapés ; possibilité d'abaisser le taux de la T.V.A. frappant les travaux immobiliers intéressant les handicapés* (p.

4477) ; deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. - TOURISME : *Accueil des étrangers ; étalement des vacances ; obstacle que constitue notre structure industrielle actuelle ; nécessité de fractionner le temps de repos et d'organiser le temps des loisirs ; orientations du VI^e Plan ; organisation du tourisme ; coordination entre les ministères de tutelle ; tourisme social ; création d'un office public d'investissements pour le tourisme social ; mise en valeur de notre patrimoine touristique et culturel* [27 octobre 1970] (p. 4790) ; *ses observations sur la propagande à l'étranger ; amélioration de la formation professionnelle ; commercialisation de nos ressources* (p. 4791) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE) : *Politique d'aménagement du territoire ; augmentation de la population active de la région parisienne ; écart entre les régions du Centre, de l'Ouest et les autres régions ; problème des infrastructures ; création de villes nouvelles autour de Paris ; procédures de contrôle des implantations dans la région parisienne ; prime de démolition ; ses observations sur les aides de l'Etat* [3 novembre 1970 (p. 5035) ; *extension des compétences de la mission de la basse Seine ; construction d'un port d'éclatement pour pétroliers géants dans la baie de Seine ; ses observations sur les procédures relatives à l'élaboration du Plan ; retards de paiement de l'Etat ; ses observations sur le fait que le Plan devient un programme budgétaire généralisé à moyen terme ; dimension des communes* (p. 5036) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Ralentissement de la politique de décentralisation industrielle ; problèmes du secteur tertiaire ; exemple de la basse Normandie ; montant de la redevance au mètre carré ; prime de démolition ; part de la redevance destinée à la région parisienne ; aides à la décentralisation ; contrôle des agréments ; action régionale ; situation des villes du bassin parisien* [8 avril 1971] (p. 1000) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (répartition du produit de la redevance)* (p. 1018) ; *prime de démolition* (p. 1019) ; *répartition des primes à la démolition ; développement du chômage* (p. 1020) ; *son sous-amendement tendant, dans son propre amendement, à substituer le chiffre de 55 % au chiffre de 60 % et le chiffre de 45 % au chiffre de 40 %* (p. 1020) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Bertrand Denis* (p. 1022) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Importance de l'application pratique de la réforme ; inadaptation des structures locales aux structures économiques ; ses observations sur les syndicats et les communautés urbaines* [1^er juin 1971] (p. 2244) ; *incitations financières ; augmentation des subventions ; harmonisation fiscale ; régime des finances locales ; contrats de programme pluriannuels pour toutes les communes d'une certaine importance ; possibilité pour les communes de disposer d'un compte courant auprès des caisses publiques ; taux de la T.V.A.* (p. 2245) ; Art. 1^er : *Réforme des finances locales ; carte des regroupements communaux* [2 juin 1971] (p. 2284) ; Art. 2 : *Association des élus à l'élaboration de la carte* (p. 2288) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième et le troisième alinéa de cet article à substituer au mot : « réalisées » les mots : « subventionnées ou ayant fait l'objet d'une promesse de subvention »* [3 juin 1971] (p. 2333) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Fusions prononcées par décret en Conseil d'Etat* [23 juin 1971] (p. 2333).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Construction de l'Europe ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; crise monétaire ; renforcement des institutions ; plan Werner ; nécessité de doter les nations d'un Ministre des Affaires européennes ; rôle du Parlement européen ; possibilité d'instituer un membre formateur de la commission du Marché commun ; création, à l'intérieur de l'Europe, d'une véritable politique industrielle ; défense de l'Europe ; constitution d'une véritable agence européenne de défense ; problème des armes nucléaire, idée d'un référendum européen* [9 juin 1971] (p. 2592).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titre VI : *Son amendement tendant à réduire les autorisations de programme du titre VI de 3.500.000 F* [4 novembre 1971] (p. 5334) ;

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant création et organisation des régions : *Ses observations sur la raison de principe, la raison d'hommes, la raison d'efficacité qui militent en faveur de cette demande* [1er décembre 1971] (p. 6274, 6275) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 22 : *Son sous-amendement relatif au cas des praticiens attachés des établissements d'hospitalisation publics* [7 décembre 1971] (p. 6478) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Compétences et ressources de la région ; décentralisation des fonctionnaires ; préfet de région ; représentation des citoyens ; élection du conseil régional au suffrage universel* [26 avril 1972] (p. 1047, 1048) ; *inconvénients du cumul des mandats ; remplacement, au sein des assemblées régionales, des parlementaires par leurs suppléants ; problème du cumul des mandats* (p. 1049) ; Art. 2 : *Son amendement (administration de la région)* [27 avril 1972] (p. 1102) ; *répartition des tâches entre le conseil régional, le comité économique, social et culturel et le préfet de région ; nécessité de décharger le préfet de région des fonctions départementales ; comité économique, social et culturel* (p. 1102) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement concernant les modalités d'une coopération interrégionale* (p. 1105) ; *retrait de celui-ci* (p. 1105) ; Art. 4 : *Inconvénient du cumul des mandats* (p. 1108, 1109) ; *son amendement* (p. 1110) ; *représentation des départements* (p. 1110) ; *retrait de son amendement* (p. 1110) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (élection par le conseil régional de son président ; constitution d'un secrétariat)* (p. 1115) ; *retrait de son amendement* (p. 1116) ; Art. 5 : *Son amendement de pure forme* (p. 1117) ; *son amendement* (p. 1117) ; *retrait de celui-ci* (p. 1117) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article* (p. 1118) ; *cas de délibérations contraires à la loi* (p. 1118) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement (établissement par le préfet de région d'un rapport sur l'exécution du Plan)* (p. 1128) ; Art. 9 : *Délégations faites par le conseil régional* (p. 1129, 1130) ; *son amendement (élection par le conseil régional d'une commission permanente)* (p. 1130) ; *retrait de celui-ci* (p. 1130) ; Art. 11 : *Son amendement (avis donné par le comité économique, social et culturel)* (p. 1134) ; *retrait de son amendement* (p. 1135) ; *son amendement de pure forme* (p. 1135) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1137) ; *réunions communes du conseil et du comité ; rôle des présidents* (p. 1138) ; Art. 13 : *Son amendement (instruction des affaires par le préfet)* (p. 1139) ; *retrait de son amendement* (p. 1140) ; *mission régionale* (p. 1140, 1141) ; *ses observations* (p. 1143) ; Art. 15 : *Son amendement (fixation par la loi de finances du montant maximum des ressources locales de chaque région)* (p. 1146) ; *retrait de celui-ci* (p. 1147) ; Art. 16 : *Retrait d'un amendement déposé à cet article* (p. 1148) ; Titre : *Son amendement : « Projet de loi portant création d'un établissement public régional en vue de l'organisation des régions »* (p. 1155) ; ses explications de vote (p. 1157) ; en deuxième lecture, Art. 8 *ter* : *Son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé par la Commission* [13 juin 1972] (p. 2422) ; *son souhait que les suppléants des parlementaires siègent dans les assemblées régionales au lieu des parlementaires eux-mêmes ; problème du cumul des mandats* (p. 2423, 2424) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, ses explications de vote : *Nécessité de faciliter la réinstallation de ceux qui se trouvent dans certains secteurs économiques ; rôle du Parlement* [19 mai 1972] (p. 1771) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 508-4 du Code de l'administration communale : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Dumas* [31 mai 1972) (p. 2052, 2053) ; Art. 508-6 du Code : *Conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux* (p. 2055).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote sur la motion de censure : *Dispositions du Gouvernement conformes aux choix fondamentaux des républicains indépendants ; souci du premier emploi ; sort des veuves et des femmes seules ; désignation d'un médiateur ; vote des jeunes ; amnistie ; développement des villes moyennes* [5 octobre 1972] (p. 3936) ; *permettre au Parlement de mieux remplir son rôle ; l'Europe ; réforme constitutionnelle après les élections ; hausse des prix ; accusations portées contre le régime* (p. 3937).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, Art. 1er : *Son amendement étendant le champ d'application de la loi aux agents généraux d'assurances* [28 novembre 1972] (p. 5708).

ORTOLI (François)

Député du Nord
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Son projet de loi portant ratification du décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 qui a fixé le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, **n° 254** [24 septembre 1968].

Son projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises, **n° 259** [24 septembre 1968].

Son projet de loi sur l'aide à l'investissement, **n° 260** [24 septembre 1968].

Son projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 271** [1er octobre 1968].

Son projet de loi de finances pour 1969, **n° 341** [9 octobre 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, **n° 459** [16 novembre 1968].

Son projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 476** [26 novembre 1968].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, **n° 542** [16 décembre 1968].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, **n° 542** (annexe I) [16 décembre 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, **n° 624** [2 avril 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, **n° 674** [29 avril 1969].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 69-540 du 21 mai 1969 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 et le décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, **n° 719** [14 mai 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, **n° 720** [14 mai 1969].

Son projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, **n° 942** [4 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, **n° 2230** [25 avril 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Economie et des Finances :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Conséquences de la crise ; situation avant les événements de mai ; problème de l'emploi ; accords de Grenelle ; conséquence de la hausse des coûts et de la diminution des résultats d'exploitation ; nécessité d'une reprise ; hausses de salaires ; position concurrentielle française ; problème des prix ; abaissement du coefficient de retenue des effets représentatifs de crédits à moyen terme ; engagements internationaux pris par la France envers la Communauté européenne et le G.A.T.T. ; refus du blocage général des prix ; tarifs publics ; contrôle des changes ; taux d'escompte de la Banque de France ; équilibre du commerce extérieur ; mesures de contingentement en ce qui concerne les importations ; coût du crédit à l'exportation ; découvert budgétaire ; développement des investissements ; charges de l'Etat employeur ; ses observations sur l'éducation nationale, les postes et télécommunications ; pensions des anciens combattants ; situation financière des entreprises nationales ; prestations sociales ; mesures sociales prises en faveur des exploitants agricoles ; soutien des marchés agricoles ; augmentation de la subvention accordée au F.O.R.M.A. ; problème de la pêche ; ses observations sur le sucre ; mesures fiscales proposées par le Gouvernement ; nécessité de ne pas reprendre par la voie fiscale une partie des améliorations consenties au bénéfice des catégories les plus défavorisées ; majoration de la taxe spéciale sur les voitures des sociétés ; majoration des droits de timbre et de certains droits fixes d'enregistrement ; délai de paiement des droits de succession ; application de la taxe sur la valeur ajoutée à la construction et à la réparation des bateaux de sport et de plaisance ; augmentation des droits de boissons alcooliques ; majoration des droits de garantie et d'essai des métaux précieux ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; cas des revenus importants ; réduction d'un mois du délai d'application de la majoration de 10 % due en cas de retard dans le recouvrement des impôts ; prix de la vignette automobile ; institution de la taxe sur les sociétés par actions ; son objet* [18 juillet 1968] (p. 2299 à 2303) ; *politique suivie par les gouvernements depuis dix ans ayant abouti à la modernisation de notre économie ; stabilité monétaire ; développement des équipements d'infrastructure ; politique d'aménagement du territoire ; refus de la dévaluation ; ses conséquences ; accords de Grenelle ; politique de l'expansion et de l'emploi passant par une politique de l'information ; formation des jeunes ; information économique ; ses observations sur les paroles de M. Boulloche ; problème des investissements ; question des économies ; importance des choix ; réforme administrative ; nécessité d'une décentralisation ; problème des prix de revient ; construction européenne ; problème agricole ; ses observations sur l'impôt forfaitaire de 25 % ; ses observations sur la formule d'un impôt de solidarité ; problème de taxation des successions en liaison avec l'emprunt Pinay ; collectivités locales ; aide à l'exportation ; taxe sur les salaires ; place que l'emploi doit tenir dans la politique économique du Gouvernement* (p. 2329 à 2332) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe 1er de cet article : « les éleveurs de porcs et les aviculteurs dont l'élevage... »* [19 juillet 1968] (p. 2342) ; *extension aux éleveurs de porcs de la disposition prévue pour les aviculteurs* (p. 2342) ; *cas des accouveurs qui achètent les œufs et les font ensuite accouver* (p. 2342) ; Art. 4 : *Majoration de la taxe exigible sur les récépissés des déclarations de mise en circulation des véhicules automobiles* (p. 2344) ; Art. 7 : *Ses observations sur les bateaux de plaisance ; application d'un taux intermédiaire* (p. 2346, 2347) ; *son amendement tendant à compléter l'article 7 par de nouveaux paragraphes (application des dispositions du présent article ; taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 2347) ; Art. 9 : *Vins doux de liqueur d'origine française* (p. 2348) ; *situation des apéritifs à base de vin par rapport aux vins doux naturels* (p. 2349) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à substituer au chiffre « 400 » le chiffre « 320 », au chiffre « 200 » le chiffre « 160 » et au chiffre « 10 » le chiffre « 7,5 »* (p. 2349, 2350) ; Art. 12 : *Adduction d'eau dans les campagnes ; prix du mètre*

cube d'eau (p. 2352) ; *installation de réseaux d'adduction d'eau dans les communes rurales* (p. 2353) ; Art. 17 : *Ses observations sur la taxe complémentaire pour les agriculteurs* (p. 2356) ; *problème de l'impôt sur le revenu ; cas du prélèvement libératoire de 25 %* (p. 2356) ; *problème des économies ; introduction de méthodes administratives modernes* (p. 2357) ; *quotient familial* (p. 2357) ; *taxe complémentaire* (p. 2358) ; *demandes de remise gracieuse* (p. 2358) ; Art. 18 : *Difficulté de recouvrement des impôts ; situation des pensionnés, retraités ou rentiers viagers* (p. 2358, 2359) ; Art. 19 : *Distinction entre les véhicules utilitaires et les voitures de grosse cylindrée* (p. 2360) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 2360) ; *taux de la vignette ; ses observations sur la D.S. 21* (p. 2361) ; *ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 2363) ; Art. 1er (suite) : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2363) ; Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (établissement d'une taxe spéciale en 1968 sur les sociétés dont le capital est divisé en actions et qui entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés)* (p. 2363, 2364) ; *forme juridique de sociétés anonymes ne correspondant pas à ce qui est souhaitable pour les petites entreprises ; aménagement des taux* (p. 2364) ; *caractère temporaire du texte ; cas des sociétés de rédacteurs de presse* (p. 2364) ; ETAT A. — AFFAIRES CULTURELLES : *Son amendement tendant à majorer de 5.701.224 francs les crédits proposés pour le titre III de l'Etat A* (p. 5368) ; *création de nouveaux emplois dans les services des arts et lettres pour les enseignements artistiques ; création de postes de contractuels pour l'enseignement de l'architecture* (p. 2369) ; ECONOMIE ET FINANCES 1° CHARGES COMMUNES : *Son amendement tendant à majorer de 16.100.000 F les crédits du titre II de l'Etat A concernant le Ministère de l'Economie et des Finances* (p. 2369) ; EDUCATION NATIONALE : *Création de postes de professeurs* (p. 2370) ; Après l'Art. 21 : *Problème des économies* (p. 2372) ; en deuxième lecture, Art. 9, 17, 18 et 19 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* [24 juillet 1968] (p. 2561, 2562) ;

— projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Ses observations sur l'expansion ; problème des coûts ; hausse des prix ; nécessité de permettre un meilleur étalement des frais généraux de l'entreprise et une meilleure utilisation de ses capacités de production ; développement de la productivité ; problème de l'emploi ; rôle de la consommation ; création de nouvelles capacités de production ; problème du crédit ; rôle du système bancaire ; liste des matériels ; problème de la durée d'amortissement de huit ans ; situation de l'industrie des biens d'équipement ; exemple des camions ; camions de plus de 13 tonnes ; problème des matériels de recherche ; situation des entreprises agricoles ; question des délais ; ses observations sur les entreprises de crédit-bail ; réforme du système fiscal ; place de l'impôt sur les sociétés dans notre dispositif fiscal ; situation des entreprises déficitaires ; problème des entreprises étrangères ; ses observations sur la participation ; question des droits de succession* [25 septembre 1968] (p. 2889 à 2893) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulloche* (p. 2894) ; Art. 2 : *Son amendement tendant dans le texte de cet article à substituer respectivement aux dates du 31 mai 1968 et du 1er juin 1968 celles du 30 avril 1968 et du 1er mai 1968* (p. 2895) ; *détermination de la date à partir de laquelle la mesure entrera en vigueur ; problème de la date de commande ; liste des matériels* (p. 2896) ; *ses observations sur les personnes qui ont passé des commandes au mois de mai* (p. 2897) ; *situation de l'emploi* (p. 2897, 2898) ; Art. 3 : *Cas des véhicules utilitaires ; problème de la recherche* (p. 2900) ; Art. 4 : *Choix entre une imputation sur l'impôt sur les sociétés et une imputation sur la T.V.A. ; date de l'option* (p. 2901) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase de cet article (entreprises de crédit-bail)* (p. 2901) ; *ses observations sur l'amendement de M. Herzog* (p. 2902) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : *Accroissement des charges salariales résultant des accords de Grenelle ; maintien du niveau général des prix ; trésorerie des entreprises ; pouvoir d'achat des consommateurs ; compétitivité des produits français ; budget des collectivités locales ; charges sociales et fiscales des entreprises ; structures des prix de revient en France* [26 septembre 1968] (p. 2918, 2919) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Volonté de rétablir les équilibres*

généraux de l'économie ; problème de l'expansion ; nécessité de donner à la France les mécanismes et les structures d'une société économique ; refus de la déflation ; hausses des salaires consenties au moment des accords de la rue de Grenelle ; problème de l'investissement ; progression de l'emploi ; augmentation de la productivité ; mesures d'allégement fiscal ; problème de la concertation ; pouvoir d'achat dees travailleurs ; ouverture de l'économie française vers l'extérieur ; hausse des prix ; retour au régime de la liberté des changes ; politique des pouvoirs publics en matière de crédit ; politique conjoncturelle ; développement des moyens de formation ; mobilité professionnelle ; création de nouvelles sections de formation professionnelle des adultes ; action de préformation des jeunes ; réorientation de la politique agricole ; capacité de compétition de l'agriculture française ; commercialisation des produits en France ; groupement de producteurs ; politique industrielle ; indépendance des entreprises d'importance nationale ; rôle de la bourse ; aide à l'investissement ; bonifications d'intérêt ; plan-calcul ; accroissement des crédits de recherche-développement ; fonds national de l'emploi ; entreprises nationales ; dépenses militaires ; rentabilité dans les entreprises nationales ; comité Nora ; rapports entre l'Etat et la S.N.C.F. ; augmentation des dépenses civiles d'équipement ; développement industriel ; prêts du F.D.E.S. ; promotion sociale des hommes ; part du budget dans la production intérieure brute ; nécessité de maintenir le découvert dans un ordre de grandeur compatible avec les impératifs de l'équilibre économique ; taxe intérieure de consommation frappant l'essence et le supercarburant ; droit spécifique sur les bières et eaux minérales ; augmentation des droits de succession ; allégement de la charge fiscale des contribuables les plus modestes ; système de franchise et de décote pour les exploitants agricoles assujettis à la T.V.A. [22 octobre 1968] (p. 3431 à 3436) ; *hommage rendu à la qualité des travaux de la Commission des finances ; rôte du secteur industriel ; problème du secteur tertiaire ; politique du crédit et de la fiscalité ; ses observations sur la nouvelle série de comptes nationaux ; niveau d'autofinancement ; action de l'Etat ; développement des industries d'innovation ; crédits de recherche ; croissance de la dépense publique étant liée à certaines contraintes ; priorités de l'expansion et de l'amélioration de la situation de l'emploi ; dépenses militaires ; situation des entreprises nationales ; transformation de notre administration ; problème de la gestion ; rationalisation des choix budgétaires ; fiscalité ; hommage rendu à ses services ; impôt sur les sociétés* [23 octobre 1968] (p. 3487 à 3489) ; Avant l'art. 2 : *Fiscalité des entreprises ; législation concernant l'impôt sur le revenu* [23 octobre 1968] (p. 3493) ; Art. 2 : *Réduction de cotes pour un certain nombre de contribuables ; situation familiale des contribuables ; dépôt d'un projet de loi relatif à la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; augmentation de la réduction pour frais professionnels ; problème de la taxation des opérations en bourse* (p. 3496) ; *ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx* (p. 3497) ; Art. 6 : *Son désir de voir maintenir cet article* (p. 3502) ; Art. 7 : *Droits de succession ; problème fiscal en 1969 ; augmentation modérée des droits de succession ; abattement à la base demeurant inchangé ; régime actuel continuant à s'appliquer au conjoint survivant et aux donations-partages dans la limite de 300.000 F ; exemples étrangers ; cas des successions petites ou moyennes* [24 octobre 1968] (p. 3523, 3524) ; *étalement du paiement des droits* (p. 3527) ; Art. 8 : *Droits frappant les baux ruraux ; problème des H.L.M. ou logements assimilés ; situation des agriculteurs aux ressources modestes* (p. 3530) ; Art. 9 : *Tarif du droit d'enregistrement des cessions de fonds de commerce* (p. 3531) ; Art. 15 : *Politique anti-alcoolique du Gouvernement ; institution d'une accise sur les bières ou sur les eaux minérales* (p. 3545) ; *ses observations sur l'amendement de M. Falala* (p. 3545) ; *ses observations sur le droit de circulation sur le vins ; conséquence de nos engagements internationaux* (p. 3548) ; Art. 20 : *Ses observations sur cet article* (p. 3555) ; Art. 21 : *Prix du fuel ; incidences de son augmentation ; problème de la déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée ; fiscalité de l'énergie* (p. 3557, 3558) ; Art. 23 : *Taux de l'allocation de vieillesse ; financement du B.A. P.S.A.* (p. 3559) ; Après l'Art. 23 : *Ses observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 3559) ; Art. 24 : *Produit de la taxe spéciale d'équipement ; ses observations sur l'éventualité d'un rapport relatif à l'exécution du budget du district de la région parisienne* (p. 3560) ; Art. 30, Etat A : *Son amendement tendant*

à modifier cet Etat (p. 3572) ; *barème des droits de succession ; situation des collatéraux, des handicapés physiques ; ses observations sur les bières et les eaux minérales ; problème des rentes viagères* (p. 3573) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Fonctionnement des services du Ministère de l'Economie et des Finances ; crédits consacrés au commerce extérieur ; modernisation des services ; fusion des anciennes régies financières ; généralisation de la fusion des services fiscaux ; installation de directions régionales et départementales ; unification du réseau comptable de l'enregistrement et de celui des contributions indirectes ; réorganisation des services exerçant des attributions à caractère foncier ; services extérieurs du Trésor ; réseau des postes comptables ; constitution dans les zones rurales de postes comptables dotés d'effectifs suffisamment nombreux ; adaptation des services des douanes, du commerce intérieur et des prix ; création de centres interrégionaux de traitement de l'information ; équipement des services centraux de l'institut national de la statistique et des études économiques et de la direction des douanes ; développement du commerce extérieur grâce à l'augmentation de notre représentation à l'étranger ; centre national du commerce extérieur ; information des exportateurs ; action en faveur des petites et moyennes entreprises du secteur commercial* [18 novembre 1968] (p. 4627 à 4629) ; seconde délibération, Après l'Art. 29 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sur les crédits ouverts au titre de l'année 1969, le Gouvernement devra, avant le 1er février de ladite année, réaliser des économies pour un montant total de 2.000 millions de F. La répartition par titre et par ministère de ces économies sera ratifiée par la plus prochaine loi de finances rectificative »* [19 novembre 1968] (p. 4735) ; *caractères du budget ; nécessité de ralentir la croissance de la dépense publique afin de limiter le découvert ; dépenses d'équipements collectifs* (p. 4735, 4736) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ballanger* (p. 4737) ; Art. 30 et Etat A : *Son amendement tendant à modifier les ressources et le plafond des charges* (p. 4737) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Maintien de la parité du franc ; rétablissement de l'équilibre de nos échanges extérieurs ; équilibre intérieur de notre économie ; solidarité internationale ; contrôle des changes ; domiciliation des opérations d'importation et d'exportation ; responsabilité des banques dans le contrôle ; limitation des allocations de devises pour les voyageurs ; renforcement de la capacité concurrentielle de nos entreprises ; disparition du versement forfaitaire sur les salaires ; mesures prises en Allemagne ; augmentation de la T.V.A. ; moyens du centre national du commerce extérieur ; nécessité de développer nos exportations ; garantie accordée aux collectivités locales ; problème des prix ; taxe de circulation sur les viandes ; contrats de programme en ce qui concerne les prix industriels ; marges commerciales ; prestations de services ; généralisation du système des engagements professionnels et des conventions départementales ; réduction du découvert budgétaire ; préparation du projet de budget de 1970* [27 novembre 1968] (p. 4875 à 4877) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ballanger* (p. 4887) ; *rôle du Gouvernement pour enquêter sur les activités des spéculateurs* (p. 4889) ; Art. 1er : *Lutte contre la hausse des prix* (p. 4890, 4891) ; *suppression de la taxe sur les salaires ; problème de l'exonération des organismes sociaux sans but lucratif* (p. 4892) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* (p. 4892) ; *réduction du découvert ; développement de nos exportations ; assainissement de nos finances publiques* (p. 4893) ; Art. 6 : *Réforme de l'impôt sur le revenu* (p. 4903) ; *raisons du vote bloqué* (p. 4904) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur les précédents collectifs ; dépenses ordinaires civiles ; interventions de caractère social ; subventions accordées aux marchés agricoles ; aide exceptionnelle aux petits éleveurs ; subventions allouées aux entreprises nationales ; contributions de la France à divers organismes internationaux ; dépenses civiles en capital ; dépenses militaires ; importance des moins-values de recettes* [3 décembre 1968] (p. 5016, 5017).

En qualité de Ministre du Développement industriel et scientifique :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Modifications des règles propres aux re-*

cherches d'hydrocarbures ; date à partir de laquelle sont dues les redevances ; période de validité d'un permis de recherche d'hydrocarbures ; droits du propriétaire ; cas d'inexploitation d'une carrière ; extension aux carrières ouvertes ou souterraines des règles de surveillance et de police des mines ; droit d'occupation des sols ; ses observations sur les minières ; suppression de la règle de l'adjudication obligatoire par suite du retrait de la concession [21 octobre 1969] (p. 2773, 2774) ; Après l'Art. 1er : *Extension des règles de police et de surveillance concernant les mines, aux argiles et aux glaises; ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 2777) ; Après l'Art. 9 : *Définition de la limite de la concession en surface et en profondeur ; responsabilité du concessionnaire* (p. 2778) ; Après l'Art. 10 : *Redevance tréfoncière* (p. 2779) ; Art. 16 : *Cas où l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année* (p. 2780) ; Art. 17 : *Règles établies pour les canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques ; législation sur l'expropriation* (p. 2780) ; *règle d'indemnisation* (p. 2781) ; Art. 22 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas ; son sous-amendement tendant à le modifier (autorisation délivrée par le préfet subordonnant la mise en application de toute carrière par le propriétaire ou ses ayants droit ; cas de l'extension de l'exploitation à des terrains non visés dans l'autorisation initiale)* (p. 2782) ; *durée de l'enquête* (p. 2782) ; *durée d'exploitation d'une carrière* (p. 2783) ; *droit au renouvellement ; exploitation d'une carrière* (p. 2783, 2784) ; Art. 25 : *Droits du propriétaire* (p. 2785) ; Art. 34 : *Cas des carrières régulièrement ouvertes ; problème de la force majeure ; son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Lebas : « Les exploitants des carrières légalement ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont autorisés à en continuer l'exploitation sous réserve d'en faire la demande »* (p. 2787) ; Art. additionnel ; *Responsabilité des dégâts miniers ; jurisprudence à cet égard* (p. 2788, 2789) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1969] (p. 4979) ; Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 4979) ; Art. 22 : *Rapports entre propriétaires et exploitants* (p. 4980) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 119-1 du Code minier* (p. 4981) ; *retrait d'un titre minier en cas de non-exécution par le titulaire d'un titre de ses obligations à l'égard du propriétaire du sol* (p. 4981) ; Art. 34 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Dupont-Fauville, après les mots : « durée d'exploitation » à insérer les mots : « des terrains pour lesquels l'exploitant peut se prévaloir, soit d'un titre de propriété, soit de droits de fortage antérieurs à la promulgation de la présente loi »* (p. 4981) ; *son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du sous-amendement de M. Dupont-Fauville à substituer au chiffre « 3 » le chiffre « 10 »* (p. 4981) ; *droits acquis sur les terrains par l'exploitant ; problème de la détermination du délai* (p. 4981) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Volonté de mettre l'accent sur la recherche ; volonté d'établir un lien entre développement industriel et développement scientifique ; rôle de coordination dans le domaine de la recherche ; développement de la recherche fondamentale situation de l'industrie française ; insuffisance du poids de l'industrie ; comparaison avec des exemples étrangers ; échanges français de biens d'équipement ; conditions dans lesquelles se forment l'autofinancement et la mobilisation de l'épargne ; problème de l'exactitude de l'investissement ; rétablissement des équilibres économiques étant la priorité actuelle ; nécessité d'une industrie compétitive ; moyens d'une telle politique industrielle ; simplification de la taxe sur la valeur ajoutée ; développement des équipements collectifs ; formation des hommes ; orientation vers l'enseignement scientifique ou technique ; formation professionnelle ; problème de la sidérurgie ; plan-calcul ; construction navale ; ses observations sur le F.D.E.S. ; problème des subventions remboursables ; mécanismes de l'assurance-prospection et de l'assurance-foire ; rôle de l'Etat en tant que client ; simplification des procédures ; création d'un institut de développement industriel ; raisons de cette création ; rapidité de la rotation de ces capitaux investis ; capital de l'I.D.I. ; sa direction ; sa structure ; sa liberté d'action ; son activité auprès des entreprises moyennes ; problème de l'artisanat ; rôle de la direction de l'artisanat ; ses observations sur les zones de rénovation rurale ; problème de l'apprentissage ; fonds de la formation professionnelle et de*

la promotion sociale ; question de porter l'effectif maximal des salariés de 5 à 10 dans un certain nombre de branches professionnelles ; formation des assistants techniques ; ses observations sur la formule du groupement d'intérêt économique ou de la coopérative ; possibilité de créer des zones artisanales dans un certain nombre de régions ; organisation des ventes et promotion des produits artisanaux ; problème de la petite et moyenne industrie ; activités du commissariat à l'énergie atomique ; actions poursuivies par la délégation à la recherche scientifique et technique ; lien entre les activités de la recherche fondamentale et l'ensemble des activités de recherche ; agence nationale pour la valorisation de la recherche ; commissariat à l'énergie atomique ; coopération internationale ; rôle du groupe Aigrain ; ses observations sur le C.E.R.N. et le grand accélérateur ; site du Luc ; physique des hautes énergies ; ses observations sur le C.N.E.S. ; problèmes de la recherche spatiale ; programme Diamant B ; *construction du deuxième étage de la fusée* Europa II ; *base de Kourou ; ses observations sur l'Eldo et l'Esro ; filière uranium naturel-graphite-gaz ; conséquences de la baisse du prix du fuel ; recherche fondamentale du commissariat à l'énergie atomique ; production de l'uranium ; plan-calcul ; recherche de la rentabilité ; problème des structures du ministère ; rôle de la délégation générale à la recherche scientifique et technique ; constitution d'une commission de l'informatique et de la rationalisation des choix budgétaires* [6 novembre 1969] (p. 3431 à 3438) ; *questions du charbon ; problèmes de la région du Nord - Pas-de-Calais ; évolution de l'emploi ; conditions du marché de l'énergie ; ses observations sur la rocade minière ; action du Gouvernement dans le Nord et le Pas-de-Calais ; avenir du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur l'établissement que possède le C.N.E.S. à Brétigny ; problème de formation ; rôle de l'I.D.I. ; évolution de l'Azote, Produits chimiques ; problèmes de la région de Toulouse ; implantation de la nouvelle usine de la compagnie internationale de l'informatique ; compagnie nationale du Rhône ; question des cadres dans l'artisanat ; ses observations sur l'Euratom ; coopération internationale dans le domaine scientifique ; problème de l'harmonisation des aides ; institut de développement industriel ; son rôle ; effort de recherche de la France par rapport au produit national brut ; place que peut tenir l'enveloppe recherche dans l'ensemble des activités de recherche ; liens avec la direction des recherches du Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale ; problèmes électro-nucléaires ; missions du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur l'artisanat ; problèmes de l'Alsace ; action des petites et moyennes entreprises sur les marchés extérieurs ; ses observations sur le C.E.R.N. ; problèmes de l'informatique ; question touchant à la recherche scientifique et l'éducation nationale; industrie textile; centres de promotion pour l'artisanat ; assistance technique des métiers ; zones de rénovation rurale ; centre national d'exploitation des océans ; liaison entre budget civil de recherche et budget militaire ; problèmes du C.E.R.N. ; ses observations sur le club « Jeunes sciences » ; exemple du radio-télescope de Nançay ; problème de la petite et moyenne entreprise ; centre de Marcoule ; départements d'outre-mer ; industrie pharmaceutique ; actionnariat à la régie Renault ; sous-industrialisation de la France ; problème de l'Aquitaine ; ses informations sur l'informatique ; politique pétrolière française ; ses observations sur les métiers d'art et de création* [6 novembre 1969] (p. 3476 à 3480) ; Titre III : *Rôle de l'I.R.I.A.* (p. 3480) ; *fonction du C.N.E.S. ; base de Kourou ; utilisation des crédits provenant de l'Eldo ; crédits destinés à la formation professionnelle artisanale ; conventions passées entre l'artisanat et le fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale* (p. 3481, 3482) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault ; *Objectifs du projet de loi ; actionnariat ouvrier ; raison du choix de l'usine Renault ; problème de l'information ; mise en place de l'actionnariat à la Régie Renault ; conditions d'ancienneté et de responsabilité ; application des ordonnances de 1945 et de 1967 ; cessibilité des actions ; maintien du caractère national de la Régie ; fixation du nombre maximum d'actions que pourra posséder une personne physique ; caractère nominatif des titre* [16 décembre 1969] (p. 4948 à 4950) ; *ses observations contre la question préalable ; maintien du caractère national de la Régie* (p. 4951) ; Art. 1er : *Publication d'un rapport de gestion de la Régie* (p. 4968) ; Art. 2 : *Fixation du quantum du capital distribué ; rôle des décrets d'application* (p. 4969) ; *faculté pour la Régie, dans le cadre de l'ordonnance sur l'intéressement, de distribuer des actions gratuites ; situation des retraités ; transformation des rapports sociaux* (p. 4969, 4970) ,

Art. 3 : *Critères de la responsabilité* (p. 4970) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bernard Marie* (p. 4970) ; Art. 5 : *Composition du conseil d'administration ; représentation des salariés* (p. 4971) ; Art. 7 : *Possibilité de rachat des actions* (p. 4972) ; *interventions du fonds spécial ; organisation d'un marché* (p. 4972) ; *information des résultats de l'entreprise* (p. 4973, 4974) ; *information des actionnaires ; fixation d'un cours minimum* (p. 4974) ; Art. 9 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 4976) ; *cas des travailleurs étrangers* (p. 4976) ; Art. 10 : *Problème de la dévolution par voie successorale* (p. 4977) ; *son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « Elles ne sont pas prises en considération pour l'application de la législation du travail et de la Sécurité sociale »* (p. 4977) ; *rachat des actions* (p. 4977) ; *droits consécutifs à l'ordonnance de 1967* (p. 4977) ; Art. 11 : *Ses observations sur les modalités d'application ; consultation des intéressés* (p. 4977, 4978) ; Art. additionnel : *Raisons du choix de la Régie Renault* (p. 4978) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1969] (p. 5118).

Répond à la question d'actualité de M. Henri Lucas relative aux élections professionnelles des mineurs du Nord [6 mai 1970] (p. 1546, 1547).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Réorganisation du ministère ; importance de la formation professionnelle ; abandon des formes de tutelle considérées comme classiques ; rôle de la puissance publique ; mission du ministère* [30 octobre 1970] (p. 4963) ; *politique des investissements étrangers ; rôle du fonds de développement économique et social ; information des parlementaires ; ses observations sur l'annexe recherche ; problème de la recherche ; notion des services votés ; fusion de l'activité de recherche ; et de l'action d'application économique ; ses observations sur le professeur Néel qui a obtenu le prix Nobel de physique ; croissance des crédits de recherche ; recherche fondamentale ; commissariat à l'énergie atomique* (p. 4964) ; *recherche appliquée ; ses observations sur les nouvelles générations en matière de filières atomiques ; ses observations sur les surgénérateurs ; exemple du réacteur Rapsodie ; ses observations sur le Phenix ; perfectionnement de la filière uranium naturel-graphite-gaz ; établissement d'une nouvelle filière en eau légère uranium enrichi ; problème de la coopération internationale ; travaux sur l'ultracentrifugation ; ses observations sur l'Euratom ; exemple du Centre européen de recherches nucléaires* (p. 4965) ; *diversification des activités du commissariat à l'énergie atomique ; définition de la politique spatiale ; nécessité de donner la priorité aux satellites d'application ; construction de lanceurs ; ses observations sur le marché de la communication ; ses observations sur l'offre américaine de coopération au programme post-Apollo ; problème de l'informatique* (p. 4966) ; *diffusion de l'informatique ; activité de l'I.R.I.A. (Institut de recherche d'informatique et d'automatique) ; problème de l'enseignement ; situation de résultats obtenus en matière de métrologie ; utilité d'une action concertée ; association de la recherche technique et de la réflexion commerciale ; problème de l'information* (p. 4967) ; *développement de l'innovation ; effort d'investissement ; problème de l'énergie ; diversification et sécurité de notre approvisionnement ; problème du pétrole ; ses observations sur Elf ou l'E.R.A.P. ; négociations avec l'Algérie ; orientations en matière de charbon ; création d'emplois dans les régions minières ; ses observations sur Covesar ; problème du gaz ; ses observations sur l'électricité ; situation de nos centrales nucléaires ; diversification sur les filières à eau légère ; renforcement des structures de production des matériels nucléaires ; ses observations sur la chimie* (p. 4968) ; *industrie des biens d'équipement ; ses observations sur la sidérurgie ; problème de l'industrie textile ; rôle du comité de rénovation industrielle et commerciale de cette industrie ; situation de l'industrie de l'ameublement ; rôle de l'institut de développement industriel ; action en matière de formation professionnelle ; rôle de la fondation nationale pour la gestion ; problèmes de l'apprentissage ; lutte contre les nuisances ; ses observations sur l'artisanat et les petites et moyennes industries ; formation des hommes ; aides de l'Etat dans ce secteur* (p. 4969, 4970) ; *ses observations sur les paroles de M. Carpentier ; problème de l'approvisionnement en tôles des chantiers de l'Atlantique* (p. 5000) ; *liaisons entre le commissariat à l'énergie atomique et Electricité de France ;*

diversification des opérations du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur le rapport de M. Cristofini ; interpénétration du commissariat à l'énergie atomique et de l'Université ; problème des régions dans lesquelles se trouvent les industries traditionnelles ; problème du gaz de Lacq ; rapprochement de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine et du groupe Total ; développement des grandes sociétés chimiques ; problèmes du marché charbonnier ; question du bassin du Nord-Pas-de-Calais ; politique énergétique de la France ; comparaison de rendement des houillères nationales et des houillères de la Communauté ; industrialisation de la région Nord-Pas-de-Calais (p. 5005) ; *implantation d'un steam-cracking dans cette région ; politique des matières premières et de l'énergie ; finalités sociales de la politique de développement industriel ; ses observations sur la sidérurgie ; son affirmation que l'effort de productivité et de croissance économique est entrepris au bénéfice des travailleurs ; subventions inscrites au profit des houillères ; ses observations sur la caisse de retraite complémentaire des employés techniciens et agents de maîtrise des mines ; problème de l'artisanat ; question de l'apprentissage ; institut de développement industriel ; problème des investissements étrangers* (p. 5006) ; *ses observations sur la région Provence-Côte d'Azur et la région du Languedoc ; Centre national d'exploration des océans ; part du revenu national de la France consacrée à la recherche ; crédits de la recherche militaire ; desserte en gaz des communes de Fleurance et de Lectoure ; utilisation du gaz de pétrole liquéfié* (p. 5007) ; *composition du conseil de l'I.D.I. ; problèmes de l'industrie textile et notamment de l'industrie cotonnière ; rationalisation des choix ; évolution du commissariat à l'énergie atomique* (p. 5008) ; *rôle du Ministre du Développement industriel et scientifique ; nos relations avec l'Europe ; ses observations sur les négociations avec l'Algérie ; problème de la pollution des mers* (p. 5009) ; Titre IV : *Problème de la réduction de la subvention de l'Etat à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides ; question du prix du charbon sarrois rendu à Thionville* (p. 5012).

Répond à la question d'actualité de M. Plantier relative à l'exploitation du gisement de Lacq [30 octobre 1970] (p. 4971, 4972).

Répond à la question d'actualité de M. Hunault relative au machinisme agricole [30 octobre 1970] (p. 4973).

Répond à la question d'actualité de M. Ducoloné relative au commissariat à l'énergie atomique [30 octobre 1970] (p. 4974).

Répond à la question d'actualité de M. Garcin relative à l'emploi des travailleurs d'une entreprise marseillaise (Etablissements CODER) [20 novembre 1970] (p. 5845).

Répond à la question orale sans débat de MM. Rocard et Waldeck L'Huillier relative à la politique en matière d'informatique [11 décembre 1970] (p. 6500, 6501).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Conditions de la politique industrielle ; finalités sociales de l'industrie* [5 novembre 1971] (p. 5402) ; *contrat de programme passé avec l'E.D.F. ; orientation du Gaz de France vers le gaz naturel ; rôle du commissariat à l'énergie atomique ; importance de l'uranium enrichi ; situation des Charbonnages de France ; diversification de notre approvisionnement énergétique ; dotation dont bénéficie l'Erap* (p. 5403) ; *électricité d'origine nucléaire ; développement de nos investissements à l'étranger ; industrie mécanique ; industrie textile ; ses observations sur les secteurs de l'ameublement et du jouet ; problème des matières premières ; problème de l'informatique ; objectifs de la Compagnie internationale de l'informatique* (p. 5404) ; *Institut de développement industriel ; problème de l'innovation ; rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche et de l'Institut national de la propriété industrielle ; nécessité de rajeunir nos structures productives ; problème de la gestion des entreprises françaises* (p. 5405) ; *recherche scientifique ; Institut national de physique nucléaire et de physique des particules ; recherche médicale ; examen des programmes des organismes de recherche* (p. 5406) ; *Institut de recherche en informatique et automatisme ; ses observations sur l'I.N.S.E.R.M., L'A.N.V.A.R., le C.N.R.S. ; réacteurs à haute température ; procédure de l'ultracentrifugation ; budget de l'espace* (p. 5407) ; *politique européenne ; crédits pour le Centre national d'exploration des océans ; recherche fondamentale ; Centre européen de recherche nucléaire* (p. 5408) ; *ses observations*

sur le discours de M. Pompidou à l'U.N.E.S.C.O. (p. 5415) ; *ses observations sur l'uranium enrichi ; Institut de recherche d'informatique et d'automatisme ; stratégie française en matière nucléaire ; problème de l'apprentissage ; industrie textile ; habitat minier ; problème de l'E.R.A.P.* (p. 5431) ; *situation de la Lorraine ; sidérurgie française ; ses observations sur le groupe Wendel-Sidélor* (p. 5432) ; *situation des collectivités locales sur le territoire desquelles se trouvent implantées des usines qui seront fermées ; fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ; recherche fondamentale ; Commissariat à l'énergie atomique* (p. 5433) ; *problème des chambres de métiers ; rôte de l'I.D.I. ; ses observations sur « Europa III » ; politique pétrolière ; formation des hommes ; ses observations sur la façade méditerranéenne* (p. 5434) ; Titre IV : *Affectation des subventions* (p. 5435).

Répond à la question d'actualité de M. de Montesquiou relative à la fusée « Europa II » [19 novembre 1971] (p. 5984).

Répond à la question orale sans débat de M. Ramette relative aux emplois dans la région de Douai [19 novembre 1971] (p. 5995).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Cermolacce, Michel Durafour, Herzog, Jean-Claude Petit et Boulloche relatives à la recherche scientifique : *Politique française en matière de recherche* [21 juin 1972] (p. 2704) ; *crédits consacrés à la recherche fondamentale* (p. 2704, 2706) ; *double mission scientifique et industrielle du commissariat à l'énergie atomique ; recherches à finalité socio-économique ; recours aux procédures incitatives et contractuelles ; refus de crédits pour un stimulateur cardiaque* (p. 2705) ; *problème du développement du plan Calcul ; développement de différents centres régionaux regroupant chercheurs et responsables universitaires* (p. 2706) ; *relations internationales ; création d'une usine de séparation isotopique (avantages de la diffusion gazeuse)* (p. 2707) ; *intérêt de la coopération scientifique internationale, surtout en matière de satellites* (p. 2708).